This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

SUHR A
[redacted]
#39015 01808023 4b

1837
ARTES VERITAS SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

4037

DC
151
.G23

VIE

DU MARÉCHAL

GOUVION SAINT-CYR

Paris. — Imprimerie de Firmin Didot frères, fils et Ce, 56, rue Jacob.

Horace Vernet pinx.t — Imp. Auguste Bry, r. de Rac., 34 Paris — Marie Lorgnac del.

LE MARECHAL COUTON S.TOR.

Gay de Vernon, Jean Louis Camille, baron

VIE

DU MARÉCHAL

GOUVION SAINT-CYR

PAR

LE BARON GAY DE VERNON

Patrie, honneur, devoir.

PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE

RUE JACOB, N° 56

1856

librarian
Champion
2-14-24
9968

TABLE

DES CHAPITRES.

Pages.

AVANT-PROPOS. . . . . vij

CHAPITRE I. — Gouvion Saint-Cyr volontaire au 1er bataillon des chasseurs de Paris. — Campagnes de 1792 et de 1793. . . 1

CHAPITRE II. — Fin de la campagne de 1793. 15

CHAPITRE III. — Campagnes de 1794 et de 1795. — Combats du Schänzel et du Blödersberg. — Blocus et perte des lignes de Mayence. — Bataille de la Pfrim. 37

CHAPITRE IV. — Campagnes de 1796 et de 1797. — Batailles d'Ettlingen, de Neresheim et de Biberach. — Siége de Kehl. — Second passage du Rhin et combat de Diersheim. — Disgrâce de Moreau. — Augereau est nommé général en chef de l'armée d'Allemagne. — Occupation des vallées de l'Erguel et de Moutier-Grandval. 65

CHAPITRE V. — Armée de Rome en 1798. — Sédition de l'armée contre Masséna. — Elle est réprimée par Saint-Cyr. . . . 93

CHAPITRE VI. — Campagnes de 1799. — Armée du Danube. — Combats sur l'Ostrach. — Bataille de Liptingen. — Armée d'Italie. — Bataille de Novi. — Défense de la Ligurie. — Combats de Bosco, de Novi, de Montefascio. 113

CHAPITRE VII. — Campagne de 1800. — Armée du Rhin. — Moreau général en chef. — Batailles d'Engen, de Mösskirch et de Biberach. — Mouvements et combats autour d'Ulm. — Saint-Cyr quitte l'armée. — Il est nommé conseiller d'État. . . 147

CHAPITRE VIII. — Guerre entre l'Espagne et le Portugal. — Saint-Cyr ambassadeur à Madrid. 175

Pages.

CHAPITRE IX.—Occupation des États napolitains.—Campagnes de 1805 et de 1806. — Blocus de Venise et combat de Castel-Franco. — Invasion du royaume de Naples. — Camp de Boulogne. 199

CHAPITRE X. — Invasion de la Catalogne. — Composition de l'armée de Saint-Cyr et de l'armée espagnole aux ordres de Vivès. — Siége et prise de Roses. — Bataille de Cardedeu. — Levée du blocus de Barcelone. — Bataille de Molino del Rey. — Reding succède à Vivès. — Déroute des Espagnols à Igualada. — Bataille de Valls. 231

CHAPITRE XI. — Siége de Girone. — Prise du Monjuich. — Saint-Cyr quitte le commandement de l'armée de Catalogne. 269

CHAPITRE XII. — (1812.) — Campagne de Russie. — Polotsk. — Retraite sur l'Oder. — Occupation de Berlin. 299

CHAPITRE XIII. — (1813.) — Campagne de Saxe. — Dresde. . 341

CHAPITRE XIV. — (1814, 1815.) — Gouvernement de la Restauration. — Les Cent-Jours. — Saint-Cyr ministre de la guerre. 383

CHAPITRE XV. — (1817.) — Ministère de la marine. — Deuxième ministère de la guerre. 413

CHAPITRE XVI. — (1818.) — Discussion de la loi de recrutement. — Création du corps d'État-major. — Appel des classes de 1816 et de 1817. — Conférences d'Aix-la-Chapelle et évacuation du territoire. — Retraite du duc de Richelieu. 427

CHAPITRE XVII. — (1819.)—Lois des poudres, des servitudes militaires, du budget. — Divisions dans le Conseil. — Saint-Cyr quitte le ministère. 457

CHAPITRE XVIII. —(1820 à 1830.) — Saint-Cyr dans la retraite. — Ses derniers discours à la chambre des Pairs. — Ses Mémoires. — Sa mort. 481

SUPPLÉMENTS. 509

FIN DE LA TABLE.

AVANT-PROPOS.

Les événements, quelque grands qu'ils soient, ne mettent jamais complétement en lumière les hommes de grandes vertus, parce qu'en examinant l'homme vertueux au point de vue philosophique on découvre de ce côté seulement tout ce qui n'appartient qu'à lui seul, tout ce qui l'a fait vivre moralement; on se représente ce qu'il

a fait, et, mieux encore, ce qu'il aurait pu faire.

Le général Lamarque, qui mérita la triple palme de guerrier, d'écrivain et d'orateur, disait sur la tombe du maréchal Gouvion Saint-Cyr : « Sacrifiant tout à la patrie, qu'il regardait comme « une seconde mère, il ne combattait que pour « elle ; ne briguant aucune place, il n'en refu- « sait aucune. Sa probité, sa bonne foi conqué- « raient l'estime de ses ennemis ; son inaltérable « douceur soumettait tout autour de lui. Une « partie de ses exploits fut due à son audace, « une autre à sa prudence, une autre à la con- « fiance qu'il inspirait, une autre à sa constance « dans ses résolutions. Il n'en est aucune qu'on « puisse attribuer à la fortune. »

Après avoir lu ce portrait, si caractéristique, si ressemblant, et qui paraît être une page retrouvée des Hommes illustres de Plutarque, on s'étonne de ce qu'au lieu d'une vie complète de Gouvion Saint-Cyr il n'existe qu'une simple no-

tice biographique, celle qu'a publiée en 1831 M. Cournot (1), éditeur des derniers Mémoires du Maréchal; et cependant, parmi les généraux et les ministres de notre temps, aucun peut-être n'avait donné de plus grands exemples de vertus, ni mieux servi son souverain et son pays.

Selon Fontenelle, ce maître si habile dans l'art d'apprécier les différents genres de mérites littéraires et scientifiques, un ouvrage de politique, de morale, peut-être même d'éloquence, en sera plus beau, toutes choses d'ailleurs égales, s'il est fait de main de géomètre (2); or, dans l'écrit de M. Cournot, mathématicien distingué, on reconnaît la justesse, la solidité, la netteté, en un mot la géométrie de son esprit. Cette notice a le mérite bien rare de n'être ni au-dessus ni au-des-

(1) M. Cournot, élève très-distingué de l'École normale, actuellement recteur de l'Académie de Dijon, a vécu dans l'intimité du maréchal Gouvion Saint-Cyr pendant plusieurs années de sa vie; il s'était chargé de l'éducation de son fils unique.

(2) Préface sur les travaux de l'Académie des Sciences.

sous de la place qu'elle occupe; et, si l'auteur s'est vu forcé de laisser dans l'ombre quelques-uns des traits saillants de l'imposante figure de Saint-Cyr, c'est à raison des proportions nécessairement restreintes de toute biographie, de sorte que les qualités qui font le mérite de celle-ci font en même temps son insuffisance historique.

Saint-Cyr a été grand par la guerre et grand pendant la paix: ministre d'une monarchie constitutionnelle, il n'a eu d'entrailles et de pensées que pour le bien du pays; historien dogmatique et profond, il a mérité qu'on ait dit de lui, comme de César, qu'il avait fait la guerre et qu'il l'avait écrite avec le même esprit. Mais il n'a pas raconté toute sa vie de général d'armée et d'homme d'État; le temps lui a manqué pour compléter ses Mémoires, et son cercueil renferme peut-être bien des explications et des secrets politiques à jamais perdus.

Une histoire particulière de Gouvion Saint-

Cyr nous a donc semblé nécessaire afin de corriger les nombreuses infidélités des histoires générales et de remplir plusieurs de leurs lacunes. Nous espérons aussi faire connaître des vérités jusqu'à présent négligées, oubliées ou cachées, et montrer sous leur véritable jour bien des faits dénaturés par l'esprit de coterie ou de parti. L'histoire que nous présentons au public résumera donc les neuf volumes des *Mémoires de Saint-Cyr* (1), et donnera sur sa vie les développements que ne comportait pas le cadre étroit que s'était tracé M. Cournot.

En prenant la plume après ce savant biographe et en ayant les Mémoires du Maréchal pour nous guider et nous éclairer, nous ne nous sommes dissimulé ni les inconvénients

---

(1) *Journal des opérations de l'armée de Catalogne.* 1 vol. (1821.)
Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle..... 4 vol. (1829.)
Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire..... 4 vol. (1831.)

ni les grands avantages de notre situation ; nous étions placé entre l'impossibilité d'oublier et le danger de trop nous souvenir ; mais, quand nous avons cédé à l'attrait des réminiscences et à la facilité des emprunts, nous les avons reproduits sans les déguiser, afin que le lecteur sût à quelles sources nous les avions puisés.

VIE

DU MARÉCHAL

GOUVION SAINT-CYR

CHAPITRE PREMIER.

Gouvion Saint-Cyr, volontaire au 1er bataillon des Chasseurs de Paris. — Campagnes de 1792 et de 1793.

Le 22 juillet 1792, la municipalité de Paris avait proclamé, au bruit du canon d'alarme, que la patrie était en danger; aux endroits les plus fréquentés de la ville on avait dressé des amphithéâtres pour recevoir les enrôlements volontaires; les Parisiens s'y portèrent en foule, et l'on enrôla par jour jusqu'à 1,800 citoyens. Le 1er septembre, un jeune peintre, cité pour son exactitude de service comme grenadier de la garde nationale, Laurent Gouvion, s'engageait dans le premier bataillon des chasseurs de Paris, et s'y faisait inscrire avec le surnom de Saint-Cyr.

Il était né à Toul, le 13 avril 1764. Privé dans son enfance des soins de sa mère, femme d'un esprit supérieur que la mysticité de ses idées éloigna du foyer domestique, et rudement traité par son père, le jeune Gouvion n'avait eu que l'incomplète éducation qu'on parvient à acquérir de soi-même, et cet isolement moral, cette existence froide, sans cesse comprimée par une main de fer et sevrée des premières et des plus douces communications du cœur, le disposèrent à la rigidité d'esprit, à l'indépendance de caractère et à l'austérité de manières et de mœurs que ses contemporains lui ont connues.

A dix-sept ans, Gouvion en avait vingt-cinq par le sérieux du maintien, des discours et de la conduite : à l'âge où l'on sort de l'adolescence, il était déjà un homme fait. Ainsi débutent les jeunes gens de maturité précoce que le malheur a touchés en naissant, et qui, grâce à un ferme bon sens, ne fléchissent pas sous le poids du chagrin et ne tombent pas de faiblesse avant d'aborder les rudes épreuves de la vie. Cependant on songeait à faire prendre un état au jeune Gouvion; plusieurs de ses cousins servaient dans les corps savants, trois étaient à cette époque officiers du génie (1), et deux, lieutenants d'artillerie au régiment de Grenoble. Il sembla naturel

(1) L'un d'eux, Jean-Baptiste Gouvion, capitaine du génie employé à l'armée d'Amérique, où il fut l'ami de Mathieu Dumas, d'Alexandre Berthier et de Lafayette, devint en 1789 major général de la garde nationale de Paris. Nommé commandant de la division d'avant-garde à l'armée du Centre, campée sous Maubeuge, le général Gouvion périt d'un coup de canon au combat de la Glisuelle, le 11 juin 1792.

de destiner à cette arme un beau jeune homme qui possédait toutes les qualités physiques dont les militaires tiennent compte, et qui en avait les meilleures dispositions morales; on lui proposa donc d'entrer dans l'artillerie « sous le patronage de celui des Gouvion à qui la fortune « réservait aussi une illustration brillante, et qui, après « avoir été capitaine de la compagnie dans laquelle servait « Napoléon Bonaparte, est mort revêtu du grade de lieu- « tenant général et de la dignité de pair de France (1). » Ce projet n'eut pas de suite, le jeune Gouvion ayant déclaré formellement qu'il ne se sentait aucun goût pour le service militaire. En effet, le métier de soldat, en temps de paix, ne pouvait pas lui convenir : il avait le caractère trop indépendant; il se serait promptement lassé des fastidieux détails de la caserne et des exigences monotones de la vie de garnison et des manœuvres au polygone. L'ingrat avenir réservé aux officiers de fortune sous l'ancien régime ne convenait pas davantage à sa fierté native; d'ailleurs, pour être quelque chose dans l'artillerie, il fallait savoir les mathématiques, et, circonstance digne de remarque, cet esprit si net, si méditatif, si naturellement algébrique, et qui se montra plein de l'art des combinaisons puisées dans ses seules réflexions, répugnait invinciblement à l'étude des sciences exactes.

Gouvion avait pour le dessin un goût particulier qui devait nécessairement avorter dans une petite ville de pro-

---

(1) Cournot, *Notice biographique sur le maréchal Gouvion Saint-Cyr*, page 1.

vince; mais, comme cet art pouvait lui offrir d'utiles ressources, il prit, à dix-huit ans, la résolution de quitter Toul et d'aller étudier à Rome les éléments de la peinture. Il y avait de l'audace dans cette détermination de partir ainsi pour Rome sans guides, sans protecteurs, sans études préparatoires suffisantes, et contrairement aux usages ordinaires; mais Gouvion espérait acquérir la véritable éducation d'artiste, prise aux sources mêmes de l'art, en voyageant, le crayon, le carnet et la plume à la main, lentement, pauvrement, et sans redouter les hasards d'une longue route, ni les continuelles privations dont la modicité de ses ressources pécuniaires le menaçait. Bien des années après, lorsqu'il fut arrivé à cette élévation de fortune et de dignités où les hommes en général n'aiment pas à se souvenir des embarras surmontés et des misères vaincues, on l'a entendu raconter les incidents de ce premier voyage et comment il avait vécu d'un petit commerce de dessins et d'objets d'art. Le travail des jours de repos servait à payer les dépenses des jours de route et du temps employé à examiner tout ce qui pouvait mériter ses regards, pour lui avide d'apprendre où il fallait les porter.

Il visita de la sorte Turin, Gênes, Milan, Florence, Rome et la Sicile, alors peu connue des voyageurs et négligée par les touristes; car on savait mieux ce qui se passait aux grandes Indes ou en Amérique que dans cette île si voisine de nous et si curieuse à voir. En 1785, Gouvion quitta l'Italie et vint à Paris, où il fut admis dans l'atelier de Brenet, peintre d'histoire, et membre de l'Académie des Beaux-Arts. C'était un maître sé-

vère et qui ne passait rien à ses élèves ; surtout il ne souffrait pas qu'ils peignissent avant d'avoir fait de longues études de dessin ; et Saint-Cyr racontait qu'un jour Gérard, ayant présenté à Brenet une esquisse peinte, en fut vertement tancé et eut le chagrin de la voir déchirer, quoique Brenet convînt qu'elle était d'une bonne exécution.

Gouvion, à vingt-huit ans, à l'âge de la première maturité des idées et du talent, n'avait produit aucun tableau de quelque valeur. Cependant, sous ce calme qui lui était particulier, et que les uns ont pris pour de la froideur de caractère, les autres pour de la sécheresse de cœur, il avait cette imagination mesurée qui contribue à la bonne disposition des tableaux; il avait cette sensibilité réelle, quoique contenue, qui donne aux peintres la faculté de rendre avec justesse un certain ordre d'idées et de mouvements de l'âme; et, si l'on juge de ses dispositions artistiques d'alors par les sentiments du reste de sa vie, on doit présumer qu'il aurait imité de préférence la sage école du Poussin. Certes, celui qui sut si bien gagner les batailles ne se serait jamais risqué à les peindre.

Ce n'est qu'aux approches des grandes révolutions que s'ouvrent les voies par lesquelles surgissent les véritables vocations. « Dans une société qui se dissout et se « recompose, a dit Chateaubriand, la lutte des deux gé- « nies, le choc du passé et de l'avenir, le mélange des « mœurs anciennes et des mœurs nouvelles, forment « une combinaison transitoire..... Dans tous les coins « de Paris, il y avait des réunions littéraires, des sociétés « politiques, des spectacles; les renommées futures en-

« raient dans la foule sans être connues, comme les « âmes au bord du Léthé avant d'avoir joui de la lu- « mière (1). »

Le jeune Gouvion était une de ces âmes cherchant avec conscience cette lumière des nations qu'on nomme la liberté, et c'est en accomplissant ce qu'il regardait comme un simple devoir de citoyen qu'il a trouvé la fortune, la renommée, la gloire, et, ce qui vaut mieux, le noble et puissant emploi de ses facultés.

La nouvelle armée nationale était la portion la plus pure et la plus forte du sang de la France; chez la plupart des volontaires, la pensée à la fois morale et politique témoignait de leur absolu dévouement à la cause du pays et de leur énergie dans les plus nobles convictions. Ils avaient au cœur, non l'aveuglement, mais la foi des martyrs; et quand, le sac au dos et le fusil sur l'épaule, ils défilaient devant la sainte image de la Patrie, ils semblaient lui adresser le fameux *Te morituri salutant* des anciens. Dix années auparavant, et en pleine paix, Gouvion Saint-Cyr avait refusé de se faire soldat de caserne et de garnison; en 1792, il se faisait soldat de la patrie par devoir et avec réflexion, et courait au camp dès que la France menacée avait sollicité le secours des cœurs et des bras de ses enfants. Aussi nous paraît-il personnifier cette génération intelligente et dévouée de guerriers-citoyens; il était dans la maturité de l'âge, dans la plénitude de sa force et de sa raison; i allait prendre

(1) *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. II.

sa part du duel contre l'Europe coalisée sans vues ambitieuses et personnelles, et seulement pour défendre le bon droit et l'honneur du pays. Nommé capitaine, le 1er novembre, par les suffrages unanimes de ses camarades, il reçut ce grade pendant que son bataillon était en route et rejoignait l'armée du Rhin. Il arriva à Mayence vers le milieu de novembre, et y passa la revue du général Custine, que tous les jeunes militaires étaient avides de contempler, de connaître et d'entendre; car nulle réputation dans l'armée ne surpassait alors la sienne.

Les chasseurs de Paris rejoignirent à Usingen la division de gauche, sous les ordres de Houchard; malgré leur peu d'instruction et leur inexpérience, ce général les envoya à son extrême avant-garde, sans doute à cause de leur titre d'infanterie légère. Le 25 novembre, l'armée prussienne, formée en deux colonnes, leva ses cantonnements et passa la Lahne : à gauche, le roi Frédéric-Guillaume et le duc de Brunswick marchaient sur Francfort; à droite, le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen, parti de Limbourg avec un corps de 20,000 hommes, se contenta d'engager une affaire d'avant-postes contre les chasseurs de Paris et le 1er bataillon du Jura. Le lendemain, Custine fit exécuter à l'armée un changement de front, l'aile droite en arrière, et la porta sur la Nidda, entre Kœnigstein et Hæchst; de son côté la division de Houchard n'eut qu'à céder du terrain aux Prussiens, et vint occuper Ober-Ursel et Kronenburg. En partant d'Usingen, l'arrière-garde, composée du 1er bataillon du Jura, du 1er des chasseurs de Paris et du

2e de chasseurs à cheval, dut exécuter sa retraite la nuit, par des chemins de traverse mal reconnus, et que les pluies avaient défoncés; de sorte que cette malheureuse colonne mit quatorze à quinze heures pour parcourir cinq ou six lieues, et arriva à Homburg dans un état de désordre et de confusion difficile à décrire.

Trente-cinq années après, Saint-Cyr en gardait encore un souvenir pénible. « On a dit avec raison, écri-« vait-il, que les premières impressions que nous rece-« vons sont les plus durables, et j'attribue à ce que j'ai « vu cette nuit, et dans la matinée qui l'a suivie, l'hor-« reur que m'ont toujours inspirée les marches de nuit « quand on ne peut pas les exécuter sur une grande « route. En effet, pendant le cours de ma carrière mi-« litaire, je les ai évitées autant qu'il a dépendu de « moi (1). » Le 3 décembre, l'armée repassa le Rhin; Custine s'établit dans Mayence et autour de cette place, la gauche à Bingen et à Creutznach, sur la Nahe, la droite à Oppenheim, Franckenthal et Worms.

Pendant cette campagne, commencée par des succès inespérés et terminée par des revers non moins prompts, Custine avait pu se convaincre combien était défectueux et insuffisant le personnel de l'état-major général et des états-majors de divisions. En effet, on y avait réuni une foule d'officiers, ou, pour mieux dire, de porteurs d'épaulettes, poussés là par la faveur et le crédit des hommes puissants; ces officiers, qu'on n'aurait

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Camp. de 1792, t. I, p. 11.

pas osé placer dans les corps, de peur que les soldats ne les vissent de trop près, étaient sans la moindre instruction théorique ou pratique de leur métier, et, pour effectuer les reconnaissances et les travaux topographiques, il fallait sans cesse avoir recours aux officiers du génie et de l'artillerie.

Le repos de l'hiver donnait à Custine le temps de recomposer ses états-majors : il commanda aux chefs de corps de lui indiquer les officiers sachant dessiner, ou qui s'étaient occupés des arts graphiques avant leur entrée au service. On les chercha de préférence dans les bataillons de volontaires venus de Paris et des principales villes. Les chefs de corps firent leurs désignations avec zèle, et Custine, à son tour, fit ses choix avec beaucoup d'attention. A l'ouverture de la campagne de 1793, on comptait au nombre des adjoints aux adjudants généraux des officiers d'un grand avenir, tels que Kléber, Desaix, Gouvion Saint-Cyr, Decaen, Molitor, Gudin, Abatucci, Donzelot..... Saint-Cyr fut attaché à l'adjudant général Gay de Vernon, qui venait de diriger avec un rare mérite les travaux de la tête de pont de Cassel (1).

Au mois de mars 1793, Custine, malheureux en reprenant l'offensive contre l'armée prussienne dans le Hundsruck, perdit en douze jours de combats ses positions en avant de la Nahe et tout le Palatinat jusqu'à la Lauter; le 2 avril, il ramenait son armée dans les lignes

---

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, t. I, Camp. de 1793, p. 23.

de Weissembourg, et, le 19 mai, quittait le Rhin pour aller commander l'armée du Nord. Custine emportait les regrets de l'armée, et particulièrement ceux de Saint-Cyr; celui-ci n'en repoussa pas moins la proposition qui lui fut faite de suivre Custine, et, en motivant franchement son refus, il annonçait déjà la ferme résolution de ne s'attacher jamais à la fortune d'un homme, quel qu'il fût.

Diettmann avait succédé à Custine, et ne fit rien pendant un mois que dura son commandement; après Diettmann vint Alexandre de Beauharnais, de qui l'armée attendait et espérait beaucoup, et qui, malheureusement pour elle et pour lui, essaya trop tard et trop timidement de secourir Mayence. Cette place capitula, faute de vivres, le 23 juillet. Sous les gouvernements populaires, naturellement soupçonneux et injustes, les généraux en chef n'éprouvent pas impunément de semblables revers. Beauharnais, entouré d'espions et de délateurs, cerné par une meute d'agents du comité de salut public, et suspect parce qu'il était noble et ancien constituant, sentit que sa position n'était pas tenable. Déjà Ronsin, cet insatiable dénonciateur, devenu général par le bon plaisir de Danton et de Marat, mandait, le 1er août, à son digne ami et complice Vincent, secrétaire général du ministère de la guerre : « Je te félicite d'avoir fait tom-« ber Custine; pour moi, j'ai un peu contribué à la « chute de Biron. Achève sur Beauharnais et ses sem-« blables une proscription si nécessaire au maintien de « la république. » Le 13 août, Beauharnais demandait à se retirer.

« Je dois provoquer moi-même l'ostracisme, » écrivait-il au président de la Convention, « et vous solliciter de « me permettre de prendre rang comme soldat parmi « les braves républicains de cette armée (1). »

Sa démission fut acceptée, et, le 22 août, Landremont reçut le commandement de l'armée. On le savait inférieur de tous points à Beauharnais, et cependant les troupes l'accueillirent avec confiance.

Au milieu de ces continuels changements de généraux en chef, l'armée perdait de sa force morale aussi bien que de sa force physique ; à mesure que les plus hauts grades s'amoindrissaient, à mesure qu'ils diminuaient d'autorité, les grades au-dessous prenaient plus d'importance, les indispensables degrés de la hiérarchie tendaient à s'effacer, et, sans le patriotisme des officiers et des soldats, l'armée serait tombée dans le chaos. Le peu d'expérience de la plupart des généraux, leur grand âge et leur inhabileté, qui se montrait en toute occasion, firent que les adjudants généraux étaient alors appelés à commander sous eux, pour eux, et quelquefois sans eux, quatre, six, huit bataillons, et même des divisions entières, composées d'armes différentes. De là vint la prépondérance de ces officiers, que l'on regardait non sans raison comme les plus instruits et les plus capables de diriger sur le terrain les mouvements des troupes.

La démission de Beauharnais, et peu après la déser-

---

(1) *Moniteur* du 18 août 1793.

tion du général d'Arlande, commandant la division de gauche, chargée de défendre les gorges vers les sources de la Lauter, servirent de prétexte pour qu'on redoublât de surveillance et de sévérité à l'égard des officiers nobles, qui n'avaient pas cru que l'émigration pût être un devoir ou une prétention de leur caste; ils furent recherchés, inquiétés, et obligés, les uns d'émigrer, les autres de se retirer dans leurs foyers (1). Quelques-uns échappèrent à cette proscription en masse; Desaix, d'Hautpoul, Marescot, Sainte-Suzanne, Gudin, Davoust, Nansouty, Macdonald..., furent d'heureuses exceptions qui ont tourné à la gloire et à la fortune de nos armes.

En même temps que l'on perdait ainsi un bon nombre d'officiers irréprochables, et qui auraient continué à bien servir, l'armée était menacée d'une espèce de désorganisation causée par le système d'avancement qu'il plut aux représentants du peuple d'introduire tout à coup. Ils eurent la folie de prendre pour règle générale d'avancement l'ancienneté réelle des services, en sorte qu'un quartier-maître, un sergent, un caporal, un soldat même, pourvu qu'il eût le privilége d'un grand âge, pouvait fort bien devenir général dans l'espace de huit ou dix jours. Ce désastreux mode d'avancement ne fut

---

(1) On exigea de chaque officier une déclaration signée sur bulletin individuel; il fallait y énoncer si l'on était noble ou non. Un des camarades de Saint-Cyr écrivit le renseignement suivant : *Né sans culotte, et en ayant toujours gardé les sentiments.* Ce mauvais calembour, qui fut du goût des commissaires de la Convention, déguisait cependant la vérité, car cet officier appartenait à une famille noble.

pas, il est vrai, d'une longue durée; on l'abandonna pour un autre non moins excessif dans son principe, quoique moins dangereux dans son application, puisqu'on plaçait le remède à côté du mal. Les commissaires de la Convention, en vertu de leur autorité dictatoriale, s'attribuèrent le droit de nommer à tous les grades et à tous les emplois : ils choisissaient qui leur convenait le mieux, sans tenir compte des services antérieurs; cependant, comme ils craignaient d'engager trop avant leur responsabilité à l'égard du comité de salut public, ils se réservèrent de prononcer également les destitutions, les suspensions et les révocations. Il y eut d'abord beaucoup d'avancements extraordinaires et immérités; mais, toutes les nominations n'étant que provisoires, il y eut aussi des retours soudains, de prompts revirements de fortune, et tel officier devenu d'emblée général de division redevint peu de temps après chef de brigade, chef de bataillon, et même simple capitaine.

CHAPITRE II.

Fin de la campagne de 1793.

Depuis neuf mois que Saint-Cyr faisait partie de l'état-major, la nature de ses fonctions l'avait constamment retenu au plus près des généraux en chef. D'abord adjoint et collaborateur de l'officier du génie qui inspirait le plus de confiance à Custine, il avait promptement appris beaucoup de fortification, et, devenu, grâce à son talent de dessin, le plus habile ingénieur géographe de l'armée, était chargé du service et du travail des reconnaissances. Dès le premier coup d'œil il avait senti que la guerre était une science qui n'admet ni interruption, ni vides, ni loisirs d'esprit; et, comme il était doué de cette remarquable adresse d'artiste, qui n'est que l'intelligence pratique, il la faisait servir à son instruction militaire; et l'on dit que, le soir, dans son logement, après les travaux de la journée, il modelait en argile le figuré des terrains qu'il avait levés et dessinés. Saint-Cyr exécuta de la sorte le plan en relief de la partie occidentale du Palatinat; car il prévoyait que le massif des Vosges devait servir de pivot aux opérations combinées des deux armées agissant sur la Moselle et sur le Rhin.

Au mois de septembre 1793, la droite et le centre de l'armée occupaient la partie des anciennes lignes de la Lauter entre le Rhin et Weissembourg. La division de gauche, forte de 9,000 hommes, était en position dans les montagnes, en avant de Lembach, au camp retranché de Nothweiler; Ferrey, qui la commandait, appartenait à cette classe d'officiers devenus généraux par le bénéfice d'âge et à raison de l'ancienneté de leur inscription sur les contrôles militaires : il avait été capitaine de milice au bataillon provincial de Royal-Comtois, puis adjudant-major dans le 1er de la Haute-Saône. Sous Custine il était resté inconnu, mais, depuis la retraite derrière la Lauter, il avait eu l'idée d'écrire un mémoire sur la défense des lignes et de l'adresser aux commissaires de la Convention. Là-dessus, et sans autre examen, ils le nommèrent général de brigade, avancement qui n'aurait pas eu de graves inconvénients si l'on n'avait pas chargé en même temps Ferrey de commander la division de gauche, qui occupait le poste le plus important et le plus difficile à défendre.

Le 12 septembre, Wurmser fit attaquer cette position par la division du général Paskiewitz, composée du régiment autrichien de Hoff, de deux bataillons de Szeklers et de Valaques, de la brigade du comte de Béthizy, détachée du corps de Condé, et de la légion de Mirabeau, sous les ordres de M. de Viomesnil. Ferrey, surpris pendant la nuit et chassé du camp de Nothweiler presque sans combattre, se retirait trop précipitamment sur Lembach; il y rencontra le général en chef, qui lui amenait un renfort de quatre bataillons et qui lui témoigna

hautement son mécontentement. Landremont avait arrêté le mouvement de retraite de la division, et annonça que, le lendemain, il ferait attaquer de nouveau Piaskewitz, mais que ce serait Saint-Cyr qui dirigerait cette opération.

Saint-Cyr n'était que capitaine-adjoint et ne pouvait donc pas commander les seize chefs de bataillon de la division. A minuit, les représentants du peuple le firent venir à Weissembourg, le nommèrent adjudant général, et Landremont lui donna *carte blanche* pour les journées du 13 et du 14.

Piaskewitz avait pris position sur le plateau élevé et boisé au-dessus de Nothweiler; ses flancs étaient couverts par des hauteurs presque à pic; à droite, les troupes du corps de Condé occupaient les châteaux ruinés de Hauchenburg et de Lindenschmitt; à gauche, le régiment de Hoff, les Szeklers et les Valaques s'appuyaient à la montagne de Honberg.

Le 13, à midi, Saint-Cyr fit attaquer la brigade du général de Béthizy par le 2e des grenadiers de Rhône-et-Loire et le 1er des volontaires de Lot-et-Garonne. Les émigrés se battirent avec beaucoup de valeur, et nos troupes déployèrent toute l'intrépidité qu'on pouvait désirer. « Le commandant des grenadiers de Rhône-et-« Loire, Desgranges, s'y fit remarquer parmi les plus « braves, et Campagnol, le chef du 1er de Lot-et-Garonne, « vieillard vénérable, excita l'admiration et l'enthou-« siasme de nos jeunes militaires. Quand il indiquait « avec son chapeau aux volontaires, qu'il appelait ses « enfants, les points où ils devaient diriger leurs feux,

« ses longs cheveux blancs faisaient sur sa troupe « l'effet de ce panache dont on a raconté les merveilles. « En gravissant les rochers boisés et embarrassés encore « par les abattis qu'on y avait pratiqués, ses forces phy- « siques l'abandonnèrent ; mais ses grenadiers lui firent « aussitôt, d'une espèce de brancard, un pavois sur le- « quel ils l'élevèrent et le portèrent à leur tête, jusqu'au « moment où l'ennemi, cédant à tant d'intrépidité, se « réunit sur la crête de la montagne en se resserrant « sur les autres troupes de sa division (1).

Ce succès obtenu, Saint-Cyr, qui, ce jour-là, n'en demandait pas davantage, fit retirer les deux bataillons de Desgranges et de Campagnol, et abandonna une partie du terrain qu'ils avaient conquis ; mais l'ennemi ne prit point le change et ne descendit pas de sa position, comme on l'avait espéré. Cette première affaire n'était qu'une fausse attaque dont les résultats trompèrent Piaskewitz : il crut avoir résisté à une attaque véritable, et conçut tant de confiance de la manière dont il l'avait repoussée qu'il refusa les renforts que Wurmser lui offrit pour la journée du lendemain, et lui répondit que l'armée républicaine, fût-elle réunie tout entière devant lui, ne réussirait pas à le débusquer de sa belle position.

Saint-Cyr employa la soirée et la nuit à disposer ses troupes près de la lisière des bois ; une montagne fort élevée et fort roide, en face de Nothweiler, dominait la position des Autrichiens : il y fit conduire à bras une

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Campagne de 1793, t. I, p. 94 et 95.

pièce de quatre; son caisson ne pouvant pas la suivre, les paysans des environs, et même les femmes de la commune de Wingen, portèrent aux canonniers les munitions qui leur étaient nécessaires. Nos troupes témoignaient une pleine confiance à leur jeune commandant, qui leur promettait une bonne revanche à prendre : elles seraient attaquantes au lieu d'être attaquées, rôle qui convenait le mieux à leur humeur et à leur caractère.

A droite, Saint-Cyr avait placé l'adjudant général Malet, avec le 1er bataillon de la Haute-Saône et le 7e de chasseurs à pied, près de Bobenthal sur la Lauter; à gauche, quatre bataillons observaient la vallée de la Fischbach, par où pouvaient déboucher les Prussiens qu'on savait maîtres de Pirmasens; au centre, Saint-Cyr tenait sous sa main sept bataillons, l'artillerie et cent soixante gendarmes et chasseurs du 7e, formant la cavalerie de la division. Il mit en réserve les deux bataillons de Neufchâteau et de Mirecourt, et tout à fait en arrière, à Wingen, le bataillon de Toul (1).

---

(1) Composition de la division (13 septembre 1793) :

	Hommes.
7e bataillon de chasseurs	568
1er et 2e bataillons du 13e de ligne	1,351
1er du 27e et 1er du 46e	1,121
Onze bataillons de volontaires : 1er de l'Indre, 1er de la Haute-Saône, 1er et 10e des Vosges, 4e de Saône-et-Loire, 1er et 3e du Haut-Rhin, 2e des grenadiers de Rhône-et-Loire, 1er du Lot-et-Garonne, 4e du Jura, 3e d'Indre-et-Loire	7,310
Un escadr. du 7e de chasseurs, un escadr. de gendarmerie	160
	10,510

Le 14, à huit heures du matin, Saint-Cyr donna le signal du combat en dirigeant lui-même l'attaque contre les châteaux de Hauchenburg et de Lindenschmidt, que défendaient les émigrés de la brigade de Béthizy; de son côté, Malet attaqua le Honberg, où les Valaques et les Szeklers étaient en position. Saint-Cyr le fit appuyer par un bataillon du 13e de ligne. Ce bataillon, formé en grandes bandes de tirailleurs, escalada la montagne à gauche des Autrichiens, et s'engagea contre le régiment de Hoff, qui fit la faute de se mettre en carré : ce malheureux régiment ne tarda pas à être écrasé sous la fusillade des trois bataillons de Malet, donnant au milieu de cette masse compacte comme dans une cible. A ce moment, la pièce de quatre, placée à bonne portée en face de Nothweiler, commença à tirer; les Autrichiens ne s'y attendaient pas; or, à la guerre, tout ce qui surprend effraye outre mesure. L'ennemi perdait visiblement contenance; nos colonnes atteignaient à droite et à gauche la crête du plateau. Piaskewitz, forcé sur tous les points à la fois, ordonna la retraite : elle fut couverte par M. de Viomesnil, à la tête de la légion de Mirabeau; mais cette brave arrière-garde ne put pas résister à notre artillerie tirant à mitraille, et à une charge vigoureuse de nos gendarmes et de nos chasseurs à cheval. Piaskewitz se replia sur Bergzabern, où il rejoignit, après une pénible marche de quinze heures, la droite de l'armée autrichienne.

Le détachement de troupes prussiennes envoyé de Pirmasens par le duc de Brunswick n'arriva pas à temps pour prendre part à l'action, mais il arrêta notre pour-

suite et sauva l'artillerie de Piaskewitz et ses bagages. Dans ces deux combats, l'ennemi eut 1,200 hommes tués, blessés ou prisonniers, et nos bataillons de piquiers de Mirecourt et de Neufchâteau trouvèrent sur le champ de bataille assez de gibernes et de fusils pour s'équiper et s'armer complétement. Le soir même, Landremont écrivait à Saint-Cyr :

« Vive à jamais la République! honneur à nos bra-
« ves troupes et à leurs chefs! haine aux tyrans : ça va!
« ça ira! Je suis aux anges, mon cher Saint-Cyr, de
« vos succès; le jour où je vous donnai à cette divi-
« sion est un de mes beaux jours. Je compte sur les
« dispositions que vous ferez pour soutenir votre posi-
« tion : l'attaque et la défense sont bien entre vos mains.
« Témoignez à vos braves troupes toute ma satisfaction.
« *Vive la République!* »

Nous avons raconté en détail cette affaire où Saint-Cyr a commandé pour la première fois une division de 10,000 hommes, parce qu'il s'y est révélé tout entier, qu'il se fit naturellement le supérieur et le pareil de ses égaux de grade, et qu'il eut le mérite de ne blesser aucune de leurs susceptibilités d'amour-propre, pas même celles du vieux général Ferrey, qui assista en simple spectateur à ce combat, dont il comprenait à peine les mouvements.

Quelques jours après, Landremont fut destitué, décrété d'arrestation et conduit à la prison de l'Abbaye à Paris, sans qu'on en sût le motif. Après son départ, les commissaires de la Convention ne trouvèrent aucun général qui voulût le remplacer : le sort de Custine, de

Houchard, de Biron, de Beauharnais, effrayait les plus capables de commander aussi bien que les plus ambitieux. Cependant Meunier consentit à exercer l'intérim, mais il se refusa à donner aucun ordre de mouvement. Les représentants du peuple, ne pouvant vaincre l'obstination de ce vieux militaire, s'adressèrent, en désespoir de cause, au capitaine Carleng, du 11e de dragons, qui commandait à Épinal le dépôt de son régiment : ils le nommèrent général de brigade, et, à peu de jours de là, l'ayant mandé à Weissembourg, lui remirent en même temps le brevet de général de division et celui de général en chef.

Carleng se montra d'abord fort réservé avec tout le monde; il ne se communiquait même que très-peu aux officiers de son entourage; seulement il leur laissait deviner que les demi-moyens ne lui convenaient pas, et qu'il songeait à frapper un coup décisif contre l'armée autrichienne. Or, la vaste combinaison qui faisait l'objet de ses méditations vaut la peine qu'on la mentionne, à cause de son invraisemblance. Le 12 octobre, lorsqu'on avait la certitude que l'armée allait être attaquée, le général en chef ordonna, comme disposition préliminaire, de s'occuper immédiatement à placer les troupes de toutes armes selon leurs rang et numéro de bataille; et cette mesure devait s'effectuer, non par brigade ou par division, mais d'une manière générale, sur toute la ligne, de la droite à la gauche, depuis Huningue jusqu'à Weissembourg et Nothweiler.

En réponse à cet ordre burlesque, Ferrey, Desaix et Saint-Cyr écrivirent d'un commun accord qu'ils ne pou-

vaient pas le mettre à exécution, parce que leurs troupes s'apprêtaient à combattre l'armée du duc de Brunswick. Ce prince traversait en ce moment les Vosges par la route de Pirmasens à Dahn; le 13, il dirigea lui-même l'attaque contre la brigade de Desaix, au camp de Nothweiler, et porta le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen contre la brigade de gauche, où commandait Saint-Cyr. Les Prussiens ne furent pas conduits avec la vigueur qu'on devait attendre d'un général qui passait pour le plus ferme et le plus habile manœuvrier de l'Europe, et nos deux brigades gardèrent leurs positions. Mais, tandis que le duc de Brunswick opérait cette diversion dans les montagnes, Wurmser avait livré bataille à Carleng et le chassait des lignes de Weissembourg. A dix heures du soir, Desaix et Saint-Cyr, instruits de la défaite de notre droite, se retirèrent sur Werdt et vinrent prendre position à Hochfelden, derrière la Zorn, à la gauche de l'armée.

Les représentants du peuple n'entendaient pas raison avec les généraux qui perdaient des batailles; ils avaient l'œil ouvert, le bras toujours levé et prêt à s'abaisser sur l'armée et sur ses chefs, au moindre soupçon et au moindre revers. Aussi, après la défaite de Weissembourg, tous les grades, généraux, officiers, soldats, furent frappés sans pitié. Saint-Just et Lebas avaient établi au quartier général l'appareil de la guillotine et ce tribunal révolutionnaire qu'aucun autre nom ne pouvait mieux caractériser. Là, des juges non moins inexorables que stupides avaient mission d'envoyer au supplice les prévenus marqués du sceau de la condamnation. Que

trois fois soient maudits les hommes de cette époque; qui organisèrent l'espionnage, la délation et la terreur! A leurs yeux il était également criminel de parler, de se taire, et parfois de se souvenir. La postérité leur a déjà demandé compte de la manière dont ils avaient exercé leur terrible dictature. Qu'avez-vous fait de vos frères? leur a-t-elle dit... Ce que nous en avons fait :

Le général en chef Carleng, guillotiné;

Le général Isambert, fusillé;

Les chefs de brigade Tauzia et de Béril, fusillés;

Le chasseur Jacques Réau, fusillé;

Le général Clarke, destitué;

Le général Dubois, mis en jugement;

Le général Meunier, décrété d'arrestation;

Chevalier, Susmion et une foule d'autres officiers, incarcérés.....

Quels étaient leurs crimes? Nous ne saurions les définir; mais ces militaires devaient être punis suivant ce principe de droit privé, applicable au droit public, que la faute grave est égale au dol.

Tout en détestant ces actes abominables, on ne peut pas s'empêcher de reconnaître que, sous l'empire des commissaires de la Convention, l'armée ne se soit radicalement transformée sans que la discipline en ait souffert. Quelque ardent, quelque impatient que se montrât l'esprit démocratique chez les militaires, ils conservaient, par le seul fait de la hiérarchie des grades, les éléments d'ordre les plus essentiels, en même temps que le respect de l'autorité civile; car tous s'inclinaient devant ces terribles représentants qui tuaient sans pitié, qui

destituaient sans raison, mais qui personnifiaient le droit et le souverain pouvoir de la nation. La discipline était devenue plus forte et plus respectée, parce que la loi nouvelle avait semblé en faire, non un cercle de dures obligations, mais un culte patriotique, admiré, vénéré et en quelque sorte volontairement consenti, quoique souvent barbare. De cette façon, l'esprit militaire, avec ses instincts pour le despotisme, qui est l'unité dans l'orgueil et dans la force, rencontrait partout des barrières opposées, non-seulement aux ambitions coupables, s'il s'en était élevé, mais aux turbulences les plus naturelles et les plus excusables.

Vers la fin d'octobre, Pichegru prit le commandement de l'armée du Rhin et mit la division de gauche sous les ordres du général Férino, auprès de qui Saint-Cyr continua ses fonctions de chef d'état-major. Ferrey, livré à ses propres forces, ne put même pas demeurer à la tête d'une simple brigade, et l'on fut obligé de l'éloigner de l'armée : il eut pour successeur le général Pierre-Viantais.

La division de Férino était en position en avant de la Zorn, sur la route d'Haguenau à Saverne; la brigade Thévenot (sept bataillons et dix escadrons), au village de Mommenheim; celle du général Pierre-Viantais (cinq bataillons et le 11e de cavalerie), à Schwindretzheim.

Les Autrichiens s'étaient arrangé sur la Moder une bonne position défendue par un système de trente redoutes : ils comptaient y passer tranquillement leurs quartiers d'hiver; mais, le 3 novembre, Pichegru ordonna au général Hatry d'observer de près la division de Hotze

et les troupes légères de Klénau, et au général Férino de porter la brigade du général Pierre à Minwersheim, pour attaquer le corps de Condé, formant le droite de l'armée de Wurmser, au village retranché de Berstheim. Ce nom a acquis en Europe une sorte de célébrité; car les émigrés et les historiens qui, depuis le retour des Bourbons en France, ont écrit les campagnes du corps de Condé, ont tant prôné les affaires de Berstheim, et en ont tellement exagéré l'importance, que beaucoup de personnes se sont imaginé qu'il s'agissait, non de combats entre de simples brigades de 4 à 5,000 hommes chacune, mais d'une vraie bataille rangée ayant duré plusieurs jours.

A cette époque le corps de Condé n'avait pas plus de six bataillons et huit escadrons, à peu près 4,000 baïonnettes et 1,000 chevaux. Le général Klénau flanquait la droite des émigrés avec six escadrons et trois bataillons d'infanterie légère et liait ce corps à la division du général Hotze.

A la suite de quelques échecs éprouvés par le général Pierre-Viantais, Férino chargea Saint-Cyr de s'emparer du village de Berstheim; celui-ci ne demanda pour cette opération que deux bataillons de la brigade de Thévenot, le 19e de cavalerie et six pièces de canon. Le général Pierre avait ordre de soutenir de très-près les mouvements de cette attaque, et ses troupes étaient destinées à relever les deux bataillons de Saint-Cyr, aussitôt qu'ils auraient forcé la position de l'ennemi.

Nos colonnes, protégées par le feu de l'artillerie, montèrent résolument aux redoutes qui défendaient Berstheim, et ne parvinrent à s'en emparer qu'après un

sanglant combat contre la légion de Mirabeau, dont les grenadiers se firent tuer dans leur poste, Saint-Cyr forma ses deux bataillons en avant du village; ils se retranchèrent le mieux qu'ils purent derrière les haies et les clôtures des jardins.

Le général Pierre avait eu la malencontreuse idée d'attendre, sans bouger, le succès de l'attaque de Saint-Cyr; dès qu'il en fut certain, il mit en marche sa brigade avec une extrême précipitation et presque au pas de course, de sorte que la tête de sa colonne arrivait à Berstheim tandis que la queue traînait encore à une demi-lieue de là. Ces malheureuses troupes, essoufflées, haletantes et toutes désunies, n'eurent pas un chef qui songeât à les faire reposer, ni à les remettre en ordre derrière Berstheim; elles se présentèrent donc à portée du canon de l'ennemi, leur premier peloton formé en ligne, le second obliquant à gauche et le troisième marchant par files. Une batterie ennemie tua tant d'hommes à notre premier bataillon qu'il recula en désordre sur ceux qui le suivaient, et, l'épouvante gagnant rapidement de proche en proche, la colonne se débanda. Le duc de Bourbon, à la tête de sa cavalerie noble, chargea cette cohue d'hommes en désordre et les culbuta aisément; ils se sauvèrent à toutes jambes en abandonnant leur artillerie; quelques-uns même se débarrassèrent de leurs fusils. Deux escadrons du 11e régiment, espérant dégager notre infanterie et sauver les canons, se portèrent à la rencontre de la cavalerie des émigrés; il y eut un choc et une mêlée où le duc de Bourbon, combattant vaillamment de sa personne, fut blessé d'un coup de sabre au

poignet; mais nos cavaliers du 11e étaient un contre quatre : il leur fallut céder au nombre. Le troisième escadron de ce brave régiment, qu'on avait mis en réserve à la queue de la colonne, accourut au secours de ses camarades, et, par sa bonne contenance, ralentit la poursuite des émigrés.

La déroute du général Pierre-Viantais était complète; Saint-Cyr isolé ne pouvait songer à garder sa position en avant de Berstheim; il fit sa retraite en bon ordre et sous la protection de son artillerie et du 19e de cavalerie, qui n'avaient pas bougé de leur position entre les villages d'Höchstett et de Weitersheim. Sur ces entrefaites arriva l'escadron des partisans du capitaine Truche; Saint-Cyr les lança au travers de la cavalerie du duc de Bourbon : ils étaient admirables dans les rencontres de ce genre. Les émigrés, surpris par cette brusque attaque de flanc, se troublèrent; on leur reprit un obusier et le drapeau du 13e de ligne, qu'un brigadier des partisans rapporta à Saint-Cyr. Ce combat nous coûta six canons de l'artillerie régimentaire et 800 hommes tués ou tombés au pouvoir de l'ennemi.

Pichegru ôta le commandement de cette brigade au général Pierre-Viantais, le remit à Saint-Cyr, et lui ordonna de combiner une nouvelle attaque contre le corps de Condé. Elle devait avoir lieu le 9; les troupes à sa disposition étaient quatre bataillons de ligne, deux de volontaires, et les 11e et 19e de cavalerie.

La journée du 8 fut employée par Saint-Cyr à une reconnaissance générale, où il mena toute sa brigade. Le corps de Condé, renforcé de plusieurs bataillons autrichiens, occupait les mêmes positions qu'au 2 décembre :

en première ligne, les Autrichiens et les troupes soldées, c'est-à-dire les deux régiments de Hohenlohe-infanterie, la légion de Mirabeau et les hussards de Salm, sous les ordres de M. de Viomesnil; en seconde ligne, l'infanterie noble, commandée par M. de Guelb, et la cavalerie noble, par le duc d'Enghien.

Nos tirailleurs s'approchèrent assez près de Berstheim pour que Saint-Cyr pût aisément reconnaître le terrain et savoir à quelles troupes il aurait affaire le lendemain. Sa reconnaissance terminée, il exécuta sa retraite en plein jour sur deux lignes, de manière à bien juger si les précédentes défaites n'avaient pas ébranlé le moral de ses troupes : il leur trouva, au contraire, toute l'ardeur et la fermeté désirables, et les mena bivouaquer entre Minwersheim et Hüttendorf, afin qu'elles eussent moins à marcher, le lendemain, pour se rendre sur le lieu du combat. Dès le commencement de la retraite, la cavalerie du duc d'Enghien se déploya dans la plaine en avant de Berstheim, et en vint aux mains avec les 11e et 19e de cavalerie. Avant la première charge, les émigrés avaient adressé à ces deux régiments des bravades et même quelques plaisanteries injurieuses à propos de ce qui s'était passé le 2 décembre; mais ils trouvèrent leurs maîtres, et nos cavaliers leur répondirent en les ramenant tout d'une traite jusqu'à portée du feu de leur infanterie. Dans cette journée, notre perte se réduisit à quelques hommes tués : le corps de Condé perdit deux de ses généraux, MM. de Guelb et de Martignac.

Le 9 au matin, il y eut sur notre gauche, à la vue des camps de Saint-Cyr et du prince de Condé, des charges

très-hardies des cuirassiers du corps de Klénau, qui furent repoussées par l'infanterie et les dragons de la division du général Hatry. Alors Saint-Cyr, certain de n'avoir rien à craindre de ce côté, fit attaquer simultanément les villages de Keffendorf et de Berstheim. Aussitôt l'infanterie ennemie s'ébranla et se dirigea à notre rencontre. Nos bataillons doublèrent le pas, poussés par le courageux désir d'épargner à leurs adversaires la moitié du chemin; mais, au moment de s'aborder, les troupes soldées des émigrés s'effrayèrent et tournèrent le dos : ce jour-là elles ne voulurent pas combattre. Ce fut leur tour de s'intimider et de reculer; elles ne disputèrent même que bien mollement, et seulement pour la forme, la possession des villages et des redoutes. La cavalerie du prince de Condé se porta en avant pour arrêter notre mouvement et couvrir la retraite; mais les deux escadrons des hussards de Salm ayant été culbutés par nos hussards du 11e, qui débouchaient d'Höchstett, tout ne fut bientôt que confusion à cette arrière-garde, qui, malgré son courage, ne parvint à se remettre en ordre qu'en se rapprochant de la ligne de redoutes établie sur la Moder.

Les événements de Berstheim avaient défrayé, pendant plus de huit jours, la curiosité publique dans toutes les gazettes de l'Allemagne, et valu au prince de Condé les félicitations de plusieurs souverains, et particulièrement celles de l'empereur d'Autriche. Ce monarque mit trop de hâte à le complimenter, car la perte de la position de Berstheim força le comte de Wurmser à faire ce premier pas rétrograde, si fâcheux pour une armée

accoutumée depuis quelque temps aux faveurs de la fortune. Le prince de Condé, d'une bravoure personnelle digne en tous points du chef de cette race héroïque, était, comme général d'armée, fort au-dessous du médiocre ; il montra dans les journées des 2 et 9 décembre une indécision qui étonna ses meilleurs officiers aussi bien que ses adversaires, et, quoi qu'en aient dit ses flatteurs, ce n'est certainement pas là qu'il a donné aux républicains de grands exemples, ni de bonnes leçons. Les troupes nobles avaient tellement souffert de ces nombreux combats qu'elles étaient à peu près hors d'état de tenir la campagne : Wurmser les envoya de l'autre côté du Rhin, pour leur donner du repos, et ne garda à sa gauche que les régiments de Hohenlohe et de Rohan, la légion de Mirabeau et les autres corps soldés.

Les Autrichiens ne trouvèrent pas dans leur position retranchée la tranquillité et la sécurité dont ils espéraient jouir pendant la mauvaise saison. Notre armée n'avait qu'un désir : chasser l'ennemi du territoire national et délivrer Landau. *Landau ou la mort* était le cri unanime, le cri d'enthousiasme qui faisait alors oublier tous les autres.

Saint-Cyr, qui continuait à former avec sa brigade l'extrême gauche de l'armée, se trouvait chaque jour engagé dans des combats de postes ou des escarmouches contre les généraux autrichiens Hotze et Klénau ; et il y mit tant de finesse, de calcul et d'habileté, que ses camarades disaient de lui, dès qu'on entendait le bruit de son canon dans les montagnes : *Voilà Saint-Cyr qui joue aux échecs avec les Autrichiens.*

Le 23 décembre, Hoche, à la tête des divisions Taponier, Morlot et Championnet, de l'armée de la Moselle, arriva dans les Vosges, força la droite de la position de Wurmser, et fit tomber ainsi tout le système de défense de l'ennemi sur la Moder. Ce jour-là, Saint-Cyr avait eu l'ordre de se rendre à Lembach auprès des divisions qui s'y trouvaient réunies. « Je partis avec d'au-« tant plus d'empressement, écrivait-il, que je me dé-« barrassais des instances du représentant Lacoste, qui « voulait me forcer de remplacer le général Férino, qui « possédait toute mon estime (1). »

Il y avait à Lembach vingt-cinq bataillons, quinze escadrons, beaucoup d'artillerie, quatre généraux de division, et pas un officier connaissant assez bien ce pays de montagnes pour y diriger les mouvements des troupes. Le général Grangeret, qui exerçait le commandement supérieur, annonçait, il est vrai, l'intention de marcher droit sur Weissembourg, et d'aller y déjeuner, disait-il en plaisantant. On était alors dans la joie étourdissante des succès de la veille; aussi accueillit-on avec défaveur les prudents avis de Saint-Cyr; mais, le lendemain, on éprouva quelques revers, et ces mécomptes, joints à la rencontre d'un corps de l'armée prussienne, firent rechercher les conseils qu'on avait d'abord repoussés. Saint-Cyr proposa au général Grangeret d'envoyer une brigade sur les hauteurs entre Nothweiler et Bobenthal, pour s'emparer de la vallée de la Lauter et

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, t. 1, p. 182.

de la communication entre Weissembourg et Dahn. Celui-ci en référa à Hoche, qui approuva ce mouvement, ôta le commandement à Grangeret, le donna au général Jacopin, qui était plus résolu et plus actif, et mit sous les ordres de Saint-Cyr la brigade destinée à occuper l'ancien camp de Nothweiler, elle avait la force d'une division, et se composait de six bataillons, sept escadrons et deux compagnies d'artillerie (1). Dès que Saint-Cyr parut dans la vallée de la Lauter, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen concentra ses troupes de manière à couvrir les approches de Weissembourg.

Le 26 décembre, Wurmser d'un côté, Hoche et Pichegru de l'autre, reprirent simultanément l'offensive. L'armée autrichienne, adossée à la Lauter, comptait cinquante bataillons et quatre-vingts escadrons, ayant leur droite appuyée à la position retranchée du Pigeonnier, qu'occupait le duc de Brunswick. Attaqués à Lauterbourg et à Schleithal par Desaix et par Michaud, à Allestadt par Férino, au Geisberg et en avant de Weissembourg par Hatry et Taponier, tenus en observation par Championnet et par Morlot, et tournés par Saint-Cyr, les coalisés ne purent résister nulle part, et les Autrichiens ne se seraient jamais tirés de ce mauvais pas si le duc de Brunswick, quittant à propos sa position du Pigeonnier, n'était pas venu au secours de leur droite, et ne l'avait pas sauvée par la hardiesse de ses manœuvres.

Hoche, persuadé que les Prussiens et les Autrichiens

(1) Supplément IV.

se concentreraient sur la belle position de Barbelroth et tenteraient une fois de plus le sort des armes avant de se décider à lever le blocus de Landau, envoya une seconde brigade renforcer celle de Saint-Cyr. Ces deux brigades se portèrent contre la droite de Barbelroth. « Là nous apprîmes la nouvelle de la délivrance de « Toulon, dit Saint-Cyr, et nous vîmes de nos yeux « celle de Landau; ce qui excita au plus haut degré « l'enthousiasme des troupes, et leur offrit un beau dé- « dommagement de leurs peines (1). »

Saint-Cyr, placé à l'avant-garde de l'armée de la Moselle, traversa, le 31 décembre, la grande chaîne des Vosges, poursuivit le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, et lui reprit tous ses postes fortifiés dans les montagnes. Au commencement de janvier, les Autrichiens avaient repassé précipitamment le Rhin à Germersheim, et les Prussiens se repliaient du côté de Mayence et de Creutznach. Saint-Cyr eut l'honneur de tirer contre eux les derniers coups de canon de la campagne à Zell et à Kircheim-Poland. Après ces deux combats, l'armée quitta le Palatinat, et vint prendre ses quartiers d'hiver entre la Sarre et la Blies.

Il en était temps : les troupes ne soupiraient que pour le repos; soldats et officiers, tous en avaient un égal besoin; ils étaient épuisés par les fatigues, les privations et les bivouacs continuels pendant un hiver rigoureux; pour un grand nombre de bataillons la campagne avait

---

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, t. I, p. 199 et 200.

duré vingt mois sans interruption ni relâche. Les volontaires formaient les deux tiers de l'armée : les uns pensaient ne s'être engagés que pour un an, d'autres pour le temps nécessaire à la délivrance du territoire national et à l'expulsion de l'ennemi. Or, tant que ce but patriotique n'avait pas été atteint, aucune privation, aucune fatigue, aucun danger n'avaient pu rebuter leur courage ni lasser leur patience; mais, dès que l'Alsace fut sauvée de l'invasion étrangère, Landau débloqué, le Palatinat évacué et le Rhin entre nous et les Autrichiens, les volontaires crurent, non sans raison, qu'ils étaient quittes de leur engagement envers le pays. Beaucoup retournèrent dans leurs foyers; une désertion contagieuse menaça de ruiner l'armée : il y avait des bataillons réduits à un effectif de 100 hommes.

Les troupes avaient désapprouvé unanimement et hautement l'expédition sur Trèves, que Hoche avait provoquée, et dont il ordonna les premiers mouvements. Le comité de salut public, plus sage ou mieux informé, la contremanda et fit bien. « Saint-Cyr, ayant sous ses « ordres l'avant-garde, partie de Kaiserslautern et diri- « gée sur Trèves, était arrivé à Birkenfeld quand il « reçut le contre-ordre de Hoche; il n'en parla à per- « sonne, et laissa croire que le lendemain matin on con- « tinuerait la marche en avant; il attribuait l'absence « de la désertion dans les corps de l'avant-garde à l'as- « cendant qu'il croyait avoir sur ses troupes. Il voulut « s'en convaincre en bravant les murmures et les mécon- « tentements. Les troupes sous les armes l'écoutaient en « silence ; cependant il entendait des soldats qui di-

« saient : *On ira en avant*, et d'autres qui répondaient : « *On n'ira pas*. L'ordre de prendre la route de Trèves « est donné, et, après une hésitation, la colonne se met « en marche sans murmurer et dans le plus morne si- « lence. Un quart d'heure après, la marque d'obéissance « des troupes paraissant suffisante, Saint-Cyr changea « de direction et prit celle de France ; des cris de joie « s'élevèrent alors et se prolongèrent de la tête à la « queue, avec des redoublements qui durèrent plus « d'une heure et donnèrent la conviction que le contre- « ordre de Hoche avait été une mesure de prudence obli- « gée, et que, quelques jours plus tard, aucun général « n'eût pu conserver de troupes sous les drapeaux (1). »

---

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, t. I, p. 219, 220.

CHAPITRE III.

Campagnes de 1794 et de 1795. — Combats du Schänzel et du Blödersberg. — Blocus et perte des lignes de Mayence. — Bataille de la Pfrim.

Aussitôt que les coalisés se furent établis en cantonnements, la mésintelligence qui, depuis la fin de la campagne, s'était mise entre le duc de Brunswick et le maréchal de Wurmser, éclata publiquement en vives récriminations. Des deux côtés on écrivit avec aigreur, on s'attaqua, on s'accusa. Le duc de Brunswick envoya sa démission au roi de Prusse, et l'empereur d'Autriche donna un successeur à Wurmser : ce fut le feld-maréchal Brown, bientôt remplacé par le duc Albert de Saxe-Teschen. Un désaccord non moins réel, non moins profond, séparait Hoche et Pichegru. Sous la pression du terrible gouvernement républicain, ce désaccord ne pouvait pas se manifester avec éclat; mais, à raison du caractère ardent de nos soldats, plus faciles à entraîner que les Allemands, la désunion connue des généraux en chef menaçait de gagner les troupes et de produire entre elles de dangereuses rivalités et des ferments de discorde. Le comité de salut public s'était donc hâté de remettre les armées sous des chefs distincts et indépendants l'un de l'autre : Jourdan eut le commandement de l'armée de la Moselle ; Michaud, celui de l'armée du Rhin.

Les troupes, bien reposées, montraient de l'ardeur et de l'impatience à entrer en campagne. Les volontaires n'avaient pas tardé à rejoindre d'eux-mêmes leurs drapeaux; les bataillons étaient de 850 hommes; mais la cavalerie, recrutée à la hâte et remontée de chevaux trop jeunes ou trop vieux, obtenus généralement par voie de réquisition, semblait tellement affaiblie que, malgré son excellent fond d'instruction et sa bravoure, il était aisé de prévoir qu'au début de nos opérations dans un pays de montagnes elle gênerait l'armée plutôt qu'elle ne la servirait.

Le 21 mai, après le départ de Jourdan, qui emmena 50,000 hommes des meilleures troupes, l'armée passa sous le commandement du général Réné Moreaux (1); elle se composait des trois divisions Desbureaux, Offenstein et Ambert, 28,000 hommes environ, force insuffisante pour défendre l'espace entre Longwy et Kaiserslautern; aussi nos troupes ne formaient-elles qu'un mince cordon, facile à percer sur tous les points. Ambert, ayant Saint-Cyr sous ses ordres, occupait à la droite la position de Kaiserslautern; sa division n'avait que huit bataillons, le 11e de cavalerie, deux escadrons de chasseurs de la légion de la Moselle et douze pièces de canon. C'était à peu près le quart des troupes nécessaires pour organiser une bonne défense. Ambert, général ferme,

(1) Ce général, qu'il ne faut pas confondre avec le célèbre vainqueur d'Hohenlinden, mourut le 11 février 1795 devant Luxembourg, dont il commandait le bloeus.

instruit et prudent, signalé à la confiance des troupes par sa belle conduite dans les attaques et la retraite de Kaiserslautern au mois de novembre précédent, connaissait à merveille le danger de sa position, et n'avait négligé aucun des moyens de la fortifier.

A gauche, il avait placé deux bataillons et un escadron de chasseurs derrière une bonne ligne d'abattis; au centre, quatre bataillons, le 11e de cavalerie et une compagnie d'artillerie à cheval défendaient le plateau de Kaiserslautern; les trois redoutes derrière la ville contenaient l'artillerie de position; la droite se terminait, à deux lieues de là, aux villages de Hœchspeyer et de Fieschbach, occupés par le 1er bataillon de la Montagne, le 2e de l'Allier, et une compagnie de chasseurs à cheval.

Le 21 mai, le feld-maréchal de Möllendorf, qui avait succédé au duc de Brunswick, partit de sa position d'Alzey et manœuvra de manière à envelopper et détruire la division d'Ambert. Dans ce but, il avait conçu un plan d'attaque médité et rédigé comme s'il avait eu à livrer une bataille générale. En effet, il mit toute son armée en mouvement, depuis le Rhin jusqu'aux Vosges, et lui prescrivit, en dix pages d'instructions minutieusement détaillées, un ensemble de manœuvres que les auteurs allemands regardent comme un des chefs-d'œuvre de la moderne science stratégique. L'historien des guerres de la Révolution, le général Jomini, s'est moqué de ce fatras d'écritures; Saint-Cyr, plus juste envers ses adversaires, et qui, dans cette circonstance, a été le principal lieutenant du général Ambert, reconnaît que les troupes

prussiennes étaient, à cette époque, les seules capables d'exécuter avec autant de précision un ordre de mouvement aussi compliqué.

Le 23 mai, le prince de Hohenlohe-Kirchberg, avec douze bataillons et vingt-deux escadrons autrichiens, attaqua Desaix sur la basse Lauter; le prince de Hohenlohe-Ingelfingen attaqua Férino entre Durckeim et Neustadt; Blücher, dont la réputation commençait à grandir, attaqua nos postes à Franckenstein; Möllendorf s'était réservé de conduire lui-même les colonnes dirigées sur Kaiserslautern; elles comprenaient quarante-cinq bataillons et quarante-six escadrons, l'élite de l'armée prussienne.

En présence d'un tel déploiement de forces, Ambert ne pouvait pas songer à se maintenir dans la position de Kaiserslautern : il ordonna la retraite et forma sa division en deux colonnes; il se mit à la tête de la colonne de gauche et chargea Saint-Cyr de diriger les mouvements des quatre bataillons de la droite, qui se retirèrent en bon ordre sur Pirmasens. La colonne d'Ambert fut moins heureuse et essuya un grave échec. En effet, dès que son infanterie se trouva engagée dans l'étroit chemin de Schopp à Pirmasens, où l'on ne peut marcher que sur trois hommes de front et le rang des serre-files, l'artillerie de la division et la cavalerie, demeurées en position sur le plateau de Kaiserslautern, furent chargées par les hussards et les dragons ennemis. Nos canonniers et nos cavaliers leur résistèrent d'abord avec une grande intrépidité et ne cédèrent qu'au nombre toujours croissant des escadrons prussiens, qui les enveloppèrent de tous les côtés.

Beaucoup de nos canonniers se firent tuer sur leurs pièces; mais, quand les cavaliers du 11e régiment se réfugièrent dans le défilé où marchait l'infanterie, ils y jetèrent le désordre et l'épouvante. Heureusement pour nous qu'à la queue de la colonne se trouvait Oudinot, chef de la 4e demi-brigade de ligne; il ramena aussitôt sur la lisière du bois un de ses bataillons, le 2e de l'ancien régiment de Picardie, attaqua l'ennemi et lui reprit une partie de notre artillerie. Cette vaillante troupe continua à couvrir la retraite jusqu'à Pirmasens; et, pendant cette marche difficile et périlleuse, Ambert et Oudinot donnèrent à l'envi des exemples de bravoure héroïque.

Le général Ambert était au désespoir : la position de Kaiserslautern semblait lui porter malheur; il y avait échoué à deux reprises dans l'intervalle de six mois, et cependant on n'avait pas le moindre reproche à lui faire : il souffrait des fautes d'autrui. En arrivant à Pirmasens, il avait mandé au général en chef Moreaux :

« Nous aurions fait une retraite honorable sans la lâ-
« cheté des troupes dont je t'ai parlé. J'ai perdu, comme
« bien d'autres, mes équipages; il ne me reste rien que
« ce que j'estime le moins... la vie! L'ennemi me for-
« cera sans doute demain; je ne puis faire grand'chose.
« Donne-moi sur-le-champ des ordres. Il me reste
« cinquante hommes de cavalerie; les autres ont été
« jusqu'à Bitche (1). »

Selon Saint-Cyr, ces plaintes, que soulevait un premier

(1) Extrait des archives du Dépôt de la guerre.

moment de légitime douleur, n'étaient pas justes à l'égard des troupes de la division. Plusieurs historiens ont rapporté cette lettre du général Ambert pour démontrer que sa déroute avait été complète : c'est une fausse opinion qui se rectifie d'elle-même par le simple exposé des faits. L'échauffourée survenue à la colonne de gauche, quoique fort affligeante, était un malheur pour nos armes, et pas autre chose. Saint-Cyr avait exécuté sa retraite sans le moindre accident; notre infanterie, sous Ambert, venait de combattre un contre six, notre cavalerie un contre douze; et l'on ne saurait accuser de lâcheté une troupe qui perd du terrain quand il y a entre elle et l'ennemi une aussi grande disproportion de forces.

Le comité de salut public, mécontent de ce qui se passait dans les Vosges et sur le Rhin, envoya en mission extraordinaire le représentant du peuple Hentz, revêtu de pleins pouvoirs. Ce redoutable proconsul se montra plein de mansuétude à l'armée de la Moselle et ne prononça aucune destitution; mais il fut d'une extrême sévérité à l'armée du Rhin, et suspendit de leurs fonctions, sans trop savoir pourquoi, Férino, Delmas et Bourcier, trois hommes d'une grande valeur, et dont l'absence à la tête de nos troupes se fit fâcheusement sentir. Le 5 juin, Hentz manda Saint-Cyr au quartier général et le contraignit d'accepter le grade de général de brigade; neuf jours après, il lui conférait celui de général de division. Et, comme Saint-Cyr hésitait et semblait craindre les conséquences de cette élévation subite, Hentz s'emporta et le menaça de l'envoyer en surveil-

lance s'il s'obstinait dans son refus anti-civique. A quoi Saint-Cyr répondait en faisant observer qu'il avait un nom suspect, qu'il s'appelait Gouvion et qu'il était parent du général Gouvion, ami de Lafayette et ancien major général de la garde nationale de Paris.

« N'est-ce que cela? s'écria le fougueux Hentz. Est-ce « qu'un coquin dans une famille peut empêcher un brave « homme comme toi de bien servir la république? Tu « seras général de division : je le veux. »

Il n'y avait rien à objecter à ce tout-puissant interlocuteur; il fallut obéir, et Saint-Cyr se résigna aux périls que ce rapide avancement lui faisait pressentir. D'après nos idées actuelles, nous avons peine à comprendre qu'un militaire de trente ans repoussât un grade bien mérité lorsque autour de lui on voyait tant d'exemples du contraire. Ce que fit Saint-Cyr en cette occasion, beaucoup d'autres l'auraient fait également par convenance et par conviction. Qu'est-ce qui constituait réellement la force et la distinction des militaires d'alors? Les qualités civiles, c'est-à-dire la raison, le désintéressement et l'horreur de toute espèce de despotisme. Les volontaires nationaux de 1792, qui formaient le fond des armées du Rhin et de la Moselle, s'étaient enrôlés au nom de la patrie menacée, et la plupart songeaient à rentrer dans l'ordre civil aussitôt que cette crise de dangers publics serait passée; ils ne voulaient donc pas se déshabituer de leurs anciennes mœurs et de leurs anciennes idées de simples citoyens.

Désormais Saint-Cyr a sa place marquée dans la plus grande et la plus belle partie de notre histoire; car la

guerre est, dans tous les temps, l'art le plus nécessaire aux nations, parce qu'il double leurs forces, en régularise l'emploi et leur fournit les moyens de déployer utiment leurs sublimes vertus. Sans la pratique constante de l'art militaire, que serait un peuple? Une agglomération d'hommes incapables de défendre leur bon droit et leur indépendance, et n'étant même pas certains de conserver une patrie.

Le 14 juin, Saint-Cyr revenait à l'armée du Rhin après une absence de cinq mois, et prenait le commandement de la 2e division, que le représentant Hentz avait enlevé à Férino. L'armée du Rhin, aux ordres du général Michaud, était formée de quatre divisions : la première, sous Desaix (10,000 hommes), s'appuyait au Rhin et occupait Germersheim; la seconde (11,000 hommes) était placée au revers oriental des Vosges, en avant des lignes de la Queich; la quatrième, précédemment commandée par Delmas, qui n'avait pas été remplacé, comprenait les trois brigades des généraux Desgranges, Siscé et Sibaud (9,000 hommes), gardait les gorges d'Anweiler et se liait à l'armée de la Moselle; la troisième division (général Vachot) n'avait que six bataillons et quatre escadrons, formant une espèce de réserve destinée plus particulièrement à soutenir les opérations de Desaix.

En face de Desaix se trouvait le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg; en face de Saint-Cyr et de la 4e division, le corps prussien du prince de Hohenlohe-Ingelfingen, ayant sa gauche à Edenkoben, et sa droite dans les montagnes, aux camps du Blöders-

berg et du Schänzel ; Courbière et Kleist occupaient Trippstadt et les postes autour de Schand ; le maréchal de Möllendorf avait le gros de son armée à Kaiserslautern, et, à sa droite, le corps de Kalkreuth, sur les hauteurs de Landsthull.

Desaix et Saint-Cyr, sans porter le titre de lieutenant d'armée, en exerçaient réellement les fonctions ; leur fraternité d'armes s'établit bien moins par l'égalité du grade que par la communauté des mêmes vertus ; ils s'étaient éprouvés par une amitié de plusieurs années, ils avaient une même influence sur les troupes ; on les avait surnommés les Spartiates du Rhin, car ils étaient simples de mœurs, fiers de cœur, modestes d'esprit, prudents et sages jusque dans leurs patriotiques désirs. Le général en chef Michaud leur témoignait une égale confiance ; il s'était fait leur camarade sans avoir cru descendre, vivait familièrement avec eux, et suivait leurs avis sans qu'il en coûtât le moindre effort à ses hautes vertus.

Le 17 juin, les représentants du peuple réunirent en conseil de guerre, à Landau, Michaud, Desaix, Saint-Cyr, et les généraux Moreaux et Ambert de l'armée de la Moselle. On y décida que les deux armées reprendraient l'offensive le 2 juillet. Quant aux moyens d'exécution, les représentants et le général Michaud se rangèrent à l'avis de Desaix, qui proposait d'attaquer la gauche de l'ennemi avec les 1re et 3e divisions, tandis que les 2e et 4e divisions tiendraient en échec les corps prussiens qui leur étaient opposés et les empêcheraient de venir au secours du prince de Hohenlohe-Kirchberg.

Saint-Cyr avait soutenu au contraire que l'armée, comptant beaucoup de recrues, surtout dans la cavalerie, devait éviter de livrer une bataille en plaine, et qu'il valait mieux s'engager dans les montagnes d'où l'on parviendrait à déloger l'ennemi, qu'il ne faudrait livrer que deux ou trois vigoureux combats, et que nos troupes y obtiendraient infailliblement de grands succès, parce qu'à raison de leur intelligence et de leur agilité elles étaient supérieures aux Allemands, dès qu'il s'agissait de combattre en fantassins légers, avec le fusil seulement.

Le 2 juillet, Desaix attaqua donc les Autrichiens à Schweigenheim, les surprit, les épouvanta par la prompte et habile concentration de ses deux divisions, et s'empara de leur artillerie; mais, vers le milieu de la journée, le désordre se mit simultanément dans les deux cavaleries française et autrichienne; la nôtre rebroussa chemin vers Germersheim, tandis que celle de l'ennemi fuyait à toute bride vers Spire. Ce sauve-qui-peut en partie double obligea Desaix à reprendre sa position du matin.

A gauche, Saint-Cyr avait suivi le revers des Vosges, en faisant replier le corps du prince de Hohenlohe-Ingelfingen; il venait même d'en rejeter l'avant-garde sur Edenkoben lorsqu'il fut informé de l'échec de Desaix. Saint-Cyr se mit aussitôt en retraite. La cavalerie de Blücher, espérant avoir sa revanche, l'attaqua vigoureusement à plusieurs reprises, mais elle fut repoussée chaque fois, et, dans ces charges acharnées, les hussards de Goltz, le plus intrépide des régi-

ments prussiens, éprouvèrent des pertes considérables.

Ce jour-là, Ambert, avec la droite de l'armée de la Moselle, battit l'ennemi à Hombourg et à Trippstadt; mais, le 3 au matin, ayant appris de quelle manière s'était terminée l'attaque de l'armée du Rhin dans la plaine du Palatinat, il opéra sa retraite en bon ordre et sans pouvoir être entamé.

Un second conseil de guerre eut lieu à Landau, et se composa des mêmes personnes. Desaix parla le premier, reconnut franchement qu'il s'était trompé, et demanda qu'on suivît à la lettre le plan d'attaque proposé par Saint-Cyr.

En conséquence, le 12 juillet, Ambert s'avança contre la droite des Prussiens dans la vallée de l'Erbach; Taponier, parti de Pirmasens, se mit en communication avec l'extrême gauche de l'armée du Rhin, et, le lendemain, attaqua Courbière à Trippstadt, tandis que Sibaud inquiétait les troupes de Kleist, et que Siscé et Desgranges se portaient contre les positions retranchées du Schänzel. Elles étaient armées de onze pièces de canon et défendues par cinq bataillons sous les ordres du général de Pfau.

La montagne du Schänzel et les plateaux du Keisselberg et du Blödersberg, qui l'entourent au midi et au levant, couvrent la vallée de Saint-Martin, où Saint-Cyr voulait pénétrer, afin de manœuvrer contre le flanc droit des Prussiens à Edenkoben, et de couper leurs communications avec leurs postes dans les montagnes. La division de Saint-Cyr n'était pas assez forte pour espérer de battre de front le corps nombreux de Hohenlohe-

Ingelfingen, et l'on ne pouvait le déloger de ses positions, à Edenkoben et au Schänzel, qu'au moyen d'une attaque combinée avec les brigades de Siscé et de Desgranges.

A deux heures de l'après-midi, Saint-Cyr, ayant battu Blücher et s'étant bien établi entre le plateau de Roth et le village d'Edesheim, appuya aussitôt les efforts de la 4e division. Le général Desgranges venait de s'emparer du Blödersberg; mais il avait échoué au Keisselberg, où le général de Pfau faisait, depuis le matin, une vigoureuse résistance. Saint-Cyr, s'adressant au brave chef de brigade Gazan, de la 11e légère, lui ordonna de monter avec deux bataillons sur le Blödersberg par un chemin qu'on apercevait de la plaine, et qu'il lui indiqua. « Vous pousserez droit aux troupes qui couvrent la po-« sition du Schänzel, lui dit-il, et, dès que l'ennemi « vous verra l'attaquer sur son flanc gauche et menacer « ses derrières, il abandonnera la partie. » Gazan exécuta cet ordre avec vigueur et promptitude : les retranchements des Prussiens furent enlevés au pas de course; leur artillerie tomba en notre pouvoir, et les bataillons qui la défendaient prirent la fuite. Les généraux de Pfau, de Voss et de Schladen, essayèrent vainement d'arrêter cette déroute; leurs soldats, se voyant tournés, coururent à la débandade du côté d'Edenkoben. L'intrépide général de Pfau, désespéré de sa défaite, chercha la mort dans nos rangs et la trouva. Cette affaire coûta aux Prussiens 1,000 hommes, onze pièces de canon, peu de prisonniers, mais beaucoup de déserteurs, entre autres une compagnie entière de grenadiers.

A notre droite, les Autrichiens, tenus en respect par Desaix, se contentèrent de détacher un régiment d'infanterie au secours des Prussiens. Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, tourné par la division de Saint-Cyr, abandonna Edenkoben et se retira sur la rive gauche du Speyerbach. De son côté, le feld-maréchal de Möllendorf évacua Kaiserslautern, se rapprocha de Mayence, et fit couvrir la position de la Selz par les trente escadrons aux ordres de Blücher.

Le Schänzel était tellement la clef des positions que les Prussiens occupaient dans les Vosges qu'en la perdant ils perdaient l'indispensable communication entre leurs différents postes, et que là, comme à Berstheim, la défaite d'une division obligea une armée entière à se retirer sans avoir été complétement battue, et même sans avoir été complétement attaquée. C'est que, d'après le jugement des auteurs prussiens, le plan de Saint-Cyr peut être « regardé comme le modèle d'une juste « application des principes naturels de l'art de la guerre « aux forces et aux avantages réciproques. Ce plan fut « trouvé audacieux par la raison que rarement les vrais « principes sont appliqués (1). »

L'armée du Rhin, maîtresse des Vosges, étendit sa ligne depuis le Rhin jusqu'à Kaiserslautern; elle devait garder la défensive, tandis que l'armée de la Moselle, divisée en deux colonnes principales, sous Moreaux et Ambert, marcherait contre les villes de Trèves et de Luxembourg.

---

(1) *Magasin des événements militaires*, t. VI.

Saint-Cyr, placé au revers oriental des Vosges, se trouvait en face de Blücher, hardi jusqu'à l'audace dans l'attaque, fougueux jusqu'à l'emportement dans la poursuite; ils engagèrent journellement entre eux une guerre de postes et d'embuscades où le général prussien, malgré sa vigilance, se laissa prendre bien des fois aux piéges que lui tendait son habile et prudent adversaire. Pendant les deux mois que durèrent ces combats et cet assaut de ruses et de contre-ruses, notre cavalerie, qui présentait des corps de dix-huit à vingt escadrons, ne se tint pas seulement aux actions de la petite guerre, qu'elle faisait à merveille; elle s'instruisit aux manœuvres de ligne et d'ensemble sur les plateaux du Palatinat, et s'aguerrit au point d'être supérieure à la cavalerie autrichienne et de n'être pas inférieure à la cavalerie prussienne, réputée la meilleure de l'Europe.

Le 4 octobre, Michaud, s'étant concerté avec le général Moreaux afin de rejeter l'ennemi au delà du Rhin et d'investir Mayence, forma son armée en deux corps : la droite, sous Desaix, à Deidesheim et à Schifferstadt; la gauche, sous Saint-Cyr, à Kaiserslautern et à Saint-Lambrecht. Le 9 octobre, 24,000 hommes de l'armée de la Moselle, commandés par Ambert, partirent de Trèves et se dirigèrent sur Creutznach et Mayence; le 15, Saint-Cyr et Desaix commencèrent leur mouvement; ils l'effectuèrent, l'un par Kircheim-Poland et Alzey, l'autre par Durckheim et Oppenheim, et se réunirent; le 25 octobre, aux trois divisions du général Ambert. Les coalisés, qui n'avaient que faiblement résisté dans le Hundsruck et dans le Palatinat, repassèrent de l'autre côté du

Rhin, et, le 1er novembre, Desaix prenait position devant Mayence, entre Laubenheim, sur le bord du fleuve, et Hechtsheim; Saint-Cyr, au centre, occupait Marienborn et Bretzenheim; les divisions de l'armée de la Moselle, placées entre Drais et Budenheim, où leur gauche s'appuyait au Rhin, terminaient la ligne d'investissement. Selon leur habitude, les représentants du peuple étaient accourus, et, sans connaître ni étudier la question, la tranchèrent en annonçant que, pendant l'hiver, on effectuerait le siége de Mayence. C'était tout simplement un projet inexécutable; mais cette idée de conquête plaisait aux esprits irréfléchis, qui sont malheureusement partout en majorité, et flattait l'imagination présomptueuse des troupes; car toute bonne armée en attitude victorieuse ne demande pas mieux que d'être employée à de grandes et périlleuses entreprises. Ni Michaud ni Moreaux ne pouvaient venir commander les divisions détachées sous Mayence : le premier, parce qu'il s'apprêtait à assiéger la tête de pont de Manheim; le second, parce qu'il était retenu au blocus de Luxembourg, de sorte que cette armée de 45,000 hommes demeura sans général en chef, et que les généraux de division se trouvèrent complétement indépendants les uns des autres et libres de régler leurs opérations comme ils l'entendraient. Cet état de choses dura cinq semaines, au milieu d'embarras que la moindre rivalité pouvait augmenter à chaque instant; mais il régnait entre les troupes tant d'accord, entre les généraux une camaraderie tellement vraie, et au-dessus de tout cela tant de patriotisme et de dévouement au devoir, que l'absence d'un

chef, quelque fâcheuse qu'elle fût, ne se fit jamais sentir.

Vers la fin de novembre, les travaux des lignes de circonvallation étaient fort avancés; les soldats s'étaient mis à l'ouvrage avec beaucoup de zèle, car tous comprenaient qu'il leur était indispensable de se garantir le plus promptement possible contre les sorties de la nombreuse garnison de Mayence, forte de 22,000 hommes, et d'avoir terminé la partie essentielle des retranchements avant la saison des grands froids.

Saint-Cyr avait établi au village de Bretzenheim une espèce de grande place d'armes d'où l'on découvrait les mouvements des Autrichiens dans leur camp retranché entre le fort Saint-Philippe et celui de Haupstein. Ce poste était inquiété sans relâche par le feu de la redoute de Zalhbach, à laquelle nos troupes continuaient à donner le nom du représentant Merlin, en souvenir de sa belle conduite pendant le siége de 1793. Le 1er décembre, au point du jour, Saint-Cyr la fit enlever de surprise par les trois bataillons de la 109e demi-brigade, qui en détruisirent les défenses et s'emparèrent des cinq pièces de canon qu'on y avait placées. L'ennemi revint plusieurs fois à la charge sans pouvoir nous déloger du plateau de Zalhbach, tandis que dans la plaine, entre Marienborn et Hechtsheim, les 8e et 2e de chasseurs à cheval, soutenus par douze pièces d'artillerie à cheval, mettaient en fuite les dragons de Waldeck et les hussards d'Erdödi, qu'ils poursuivirent jusque sous le canon du fort Saint-Philippe.

Le représentant du peuple Merlin de Thionville et

Kléber, qui, arrivé de la veille, ne voulut prendre le commandement de l'armée que le lendemain, assistèrent à ce combat en simples spectateurs. Merlin disait en plaisantant qu'il était venu voir comment Saint-Cyr ferait pour s'emparer de *sa redoute*, et Kléber lui écrivait le soir même : « En te félicitant bien sincèrement, mon « cher camarade, sur tes heureux succès de ce jour, « dont j'ai été le témoin avec le représentant Merlin, je « viens te recommander de soutenir ta conquête de « toutes tes forces et par tous les moyens qui sont en « toi. Je t'adresse à cet effet le citoyen Bizot, capitaine « du génie, qui a l'ordre de faire construire sur le pla- « teau de Zalhbach un établissement tellement solide que « l'ennemi perde tout espoir de s'en emparer (Ober- « Ingelheim, 11 frimaire an III). »

L'enlèvement de la redoute de Merlin fut un véritable duel entre la garnison et une partie de la division de Saint-Cyr; la victoire demeura au plus faible, qui se montra le plus adroit et le plus audacieux. Dans cette action, le gouverneur de Mayence engagea jusqu'à 6,000 hommes d'infanterie et de cavalerie contre les trois bataillons de la 109e demi-brigade et les 800 chevaux des 2e et 8e de chasseurs. Desaix, qui s'était rendu près de Saint-Cyr, lui conseillait moins de hardiesse; mais celui-ci tenait à prouver à l'ennemi, aussi bien qu'à l'armée, que notre infanterie, à raison de ses qualités supérieures, peut et doit, en certains cas, se passer du secours de l'artillerie, même quand elle se trouve exposée à la mitraille des forts et des ouvrages avancés d'une place telle que Mayence.

L'hiver de l'année 1795 fut le plus rigoureux et le plus calamiteux du dix-huitième siècle ; le thermomètre, devant Mayence, descendit à 20 degrés au-dessous de zéro. Les troupes endurèrent avec un courage et une constance admirables l'excès du froid, l'excès de la disette et les maux causés par les moyens extraordinaires, et presque toujours pernicieux, qu'on emploie, dans de pareilles extrémités, pour se préserver de la faim. A la suite de privations si longues et de souffrances aussi cruelles, l'armée avait perdu la moitié de son monde. « Les demi-brigades arrivées devant Mayence, à la fin « de novembre, avec un effectif de 2,000 à 2,500 hom- « mes, n'en avaient pas, au printemps, plus de 1,000 à « 1,200 sous les armes. Une compagnie de la 11e légère « était réduite à un seul homme en état de faire le ser- « vice (1). »

Pendant ce terrible hiver, Saint-Cyr eut à cœur de partager l'honorable misère des simples officiers, et c'est là, dit-on, qu'il contracta le germe des infirmités précoces qui ont détruit sa robuste organisation. A cette époque nos généraux ignoraient encore les douceurs du luxe, mais beaucoup commençaient à rechercher les commodités de la vie, le bien-être, et ces faciles jouissances qu'excuse en quelque sorte l'élévation du grade.

Kléber se lassa bientôt de commander une armée dénuée de toutes ressources, privée d'avenir de conquêtes et destinée à se consumer obscurément et stéri-

---

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, t. II, p. 153.

lement en face des remparts de Mayence. Ce qu'il aimait, ce qu'il fallait à son génie, c'était la grande guerre et les batailles, avec leurs incessantes actions et leurs bruyantes tempêtes, où rayonnait sa superbe audace; mais la guerre de privations, de souffrances physiques et de résignation silencieuse, l'ennuyait et l'éteignait. S'il avait eu dans le caractère autant de persévérance et de stoïque vertu qu'il avait de hardiesse d'esprit et de qualités héroïques, il aurait été, ce qu'on n'a pas encore vu, un général accompli.

Au mois de février, le général Schaal vint remplacer Kléber, et, peu de temps après, Desaix, rappelé sur le haut Rhin, céda sa division à Courtot.

Le 5 avril, un traité de paix, secrètement ménagé par le prince Henri de Prusse, fut signé à Bâle entre la république française et le roi Frédéric-Guillaume. Ce monarque, désabusé de ses rêves politiques et chevaleresques, désertait le premier la coalition des rois après en avoir été en quelque sorte le superbe Agamemnon. Frédéric-Guillaume avait subi sans trop d'impatience l'humiliation de ses défaites dans la Champagne; mais, à la suite de nos récents succès dans les Vosges et le Palatinat, où nos troupes s'étaient montrées supérieures aux troupes prussiennes réputées invincibles, il avait prêté plus volontiers, dit-on, l'oreille aux conseils pacifiques de son oncle, le prince Henri, resté le champion et le chef du parti français à la cour de Berlin.

Pendant la belle saison, l'armée de Rhin-et-Moselle, sous les ordres de Pichegru, se forma des quatre divisions devant Mayence (Saint-Cyr, Courtot, Mengaud et

Reneauld), des quatre divisions sur le haut Rhin (Desaix, Férino, Bourcier et Beaupuis), et de celles que le général Ambert amena du blocus de Luxembourg; en tout 85,000 hommes. L'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan, avait 15,000 hommes dans les places et 82,000 en ligne, entre Coblentz et Dusseldorf. L'armée impériale du maréchal de Clerfayt, sur le bas Rhin, était de 97,000 hommes; celle de Wurmser, sur le haut Rhin, de 80,000. Le 6 septembre, Jourdan passa ce fleuve à Dusseldorf et à Neuwied, s'avança sur Francfort, et obligea Clerfayt à se replier derrière le Mayn. Dès lors l'investissement de Mayence fut complet, puisque nos troupes cernaient la tête du pont de Cassel; Kléber reprit le commandement du siége, et mit sous les ordres de Saint-Cyr les quatre divisions campées devant le corps de la place.

Pichegru, maître de Manheim, dont le commandant avait ouvert les portes, le 20 septembre, sur la simple menace d'un bombardement, aurait dû profiter de ce coup de fortune inespéré, amener sur la rive droite du Rhin la plus grande partie de son armée et empêcher la jonction de Clerfayt et de Wurmser. Il se contenta, le 23 septembre, d'attaquer les Autrichiens avec les deux faibles divisions des généraux Dufour et Ambert, qui furent battues dans la vallée du Necker et rejetées sur Manheim. Pichegru prétendait que Wurmser tenait ses principales forces rassemblées dans le Brisgau, et qu'il serait imprudent de s'affaiblir sur le haut Rhin, parce que l'ennemi ne manquerait pas de pénétrer en Alsace et en Franche-Comté, où les émigrés entretenaient d'ac-

tives et redoutables intelligences; de son côté, Jourdan se plaignait et demandait que l'armée du Rhin l'appuyât plus efficacement que par l'insuffisante diversion qu'opérerait un corps de 10,000 hommes. Le 4 octobre, les représentants du peuple Joubert, Rivaud, Reubell et Merlin de Thionville, et les généraux Pichegru et Jourdan, tinrent conseil à Ober-Ingelheim, et arrêtèrent que l'armée de Sambre-et-Meuse resterait en position défensive sur le Mayn, et continuerait le siége de Mayence, tandis que Pichegru se bornerait à inquiéter l'ennemi aux environs de Manheim.

L'échec du 23 septembre et la supériorité numérique de Clerfayt contraignirent bientôt Jourdan à se retirer jusqu'à Dusseldorf. Dès que Saint-Cyr connut le mouvement de l'armée de Sambre-et-Meuse, il prévit les malheurs qui menaçaient les divisions devant Mayence, et fit évacuer sur Oppenheim et sur Alzey les parcs et une partie de l'attirail de siége. En même temps il écrivait à Pichegru que, si l'armée était forcée dans les positions qu'elle occupait, il la ramènerait sur la position de la Pfrim, la gauche à Kircheim-Poland et la droite à Worms; et, comme on était à la veille d'une bataille, Saint-Cyr pressait le général en chef Schaal de venir reprendre son commandement de l'armée de siége (1).

La ligne de circonvallation, garnie de redoutes en avant, embrassait autour de Mayence un développement de 8,800 toises, depuis la gauche, qui s'appuyait

(1) Saint-Cyr à Pichegru, Nieder-Ulm, 13 et 14 octobre 1795.

au Rhin, jusqu'à Laubenheim, où se terminait la droite. Entre ce village et le fleuve on avait laissé une lacune d'une demi-lieue de large, ce qui fit dire à un ingénieur autrichien, en la voyant, que l'officier français qui avait tracé ces lignes devait être borgne de l'œil droit. Elles avaient la réputation d'être formidables, mais leur étendue les rendait faibles, puisqu'elles n'étaient défendues que par une armée de moins de 30,000 hommes.

Sous Kléber, comme sous le général Schaal, Saint-Cyr avait eu une complète liberté d'action. Désapprouvant et néanmoins ne pouvant pas changer leur plan de défense, qui consistait à disséminer, selon la routine ordinaire, les troupes le long des lignes, et à les enterrer en quelque sorte derrière les retranchements, Saint-Cyr s'était résolu à le modifier autant qu'il le pourrait. A cet effet il ne garnit d'infanterie que les saillants des ouvrages; il y plaça trois de ses bataillons, quatre canons et quatre obusiers. Ses neuf autres bataillons, avec le 2e de chasseurs à cheval et deux compagnies d'artillerie légère, furent mis en bataille derrière les lignes, prêts à se porter sur les points que les Autrichiens menaceraient. Il fallait s'attendre à des entreprises de nuit de leur part, et Saint-Cyr fit établir en avant de sa position une ligne de bûchers destinés à être allumés pendant les attaques nocturnes, afin de découvrir l'ennemi comme en plein jour. C'est à ces prudentes dispositions que l'armée de Mayence a dû son salut.

Le 29 octobre, les Autrichiens, formés en quatre colonnes, sous les généraux Neu, Staader, Colloredo et Werneck, marchèrent contre la ligne française. Clerfayt

avait trop d'expérience et d'habileté pour ne point diriger son point d'attaque et ses principales forces sur notre division de droite. Courtot, qui la commandait, perdit la tête, oublia qu'il lui était ordonné de se replier sur Saint-Cyr, et ne songea qu'à s'éloigner au plus vite de l'ennemi par le chemin d'Alzey et la route de Kircheim-Poland, où il arriva le soir même.

Saint-Cyr avait eu d'abord à combattre les troupes de Colloredo, qui souffrirent beaucoup du feu de la redoute en avant de Marienborn, et furent violemment rejetées dans le ravin de Zalhbach par la 109e demi-brigade et le 2e de chasseurs à cheval. Le général Courtot, en emmenant sa division, avait découvert la droite de nos lignes; la cavalerie autrichienne les perça à Hechtsheim; mais, en débouchant au-dessus de ce village, elle fut obligée de s'arrêter en face de Saint-Cyr, qui avait fait exécuter à chacune de ses brigades un changement de front, la droite en arrière, sa première ligne formée par la 11e légère et la 6e de ligne; la seconde, par les 109e et 159e demi-brigades, ayant sur leur flanc droit le 2e de chasseurs et l'artillerie légère. Nos chasseurs chargèrent l'avant-garde autrichienne et la culbutèrent. Pendant ce temps, les colonnes de Colloredo s'étaient réunies à celles de Staader et s'avançaient rapidement. Saint-Cyr ne pouvait plus tenir dans sa position ; il ne lui restait que le temps d'avertir le général en chef Schaal et les généraux des divisions à gauche qu'il allait se mettre en retraite et qu'il les invitait à en faire autant. A midi, il commença son mouvement et se replia derrière la Selz, sur les hauteurs de Nieder-Ulm, où l'on détruisit les parcs

d'artillerie, qu'on ne pouvait pas emmener, faute de chevaux. La retraite dura trois jours; et Saint-Cyr, ne discontinuant pas de combattre, couvrit celle des divisions de gauche jusqu'au delà de la Pfrim.

Le 6 novembre, l'armée de Rhin-et-Moselle était en position : la droite, à Worms, sous Desaix et Beaupuis; le centre, sous Férino, Reneauld et Delaborde, dans la plaine de la Pfrim; la gauche, aux ordres de Saint-Cyr (1), occupait le mont Tonnerre, et, en avant de la ligne, la ville de Kircheim-Poland, que l'ennemi regardait comme la clef de cette position.

Pichegru avait 38,000 hommes et cinquante pièces d'artillerie; Clerfayt, 70,000 hommes et cent cinquante pièces de canons. Malgré cette énorme disproportion de forces, Pichegru livra bataille aux Autrichiens, le 10 novembre, et la perdit. Sa défaite ne pouvait pas être douteuse, mais il en exagéra les conséquences en abandonnant la rive droite de la Pfrim, lorsqu'il lui était si facile, le lendemain, de recommencer la lutte avec des chances moins inégales. L'ennemi avait porté ses principaux efforts contre Saint-Cyr; celui-ci ne céda sa position qu'à la nuit close et sur l'ordre de Pichegru, qui lui prescrivait de se retirer à Kaiserslautern, où il devait tenir jusqu'à la dernière extrémité. Mais cet accès de vigueur passa vite à Pichegru; il revint promptement à ses habitudes d'excessive prudence, et, le 24 novembre, fit replier l'armée derrière les lignes de Landau. Saint-Cyr,

(1) Suppl. IV.

qui commandait les divisions de gauche, s'établit dans la vallée d'Anweiler et aux environs de Pirmasens. Le 6 décembre, il reprit l'offensive et chassa les Autrichiens des villes de Deux-Ponts et de Hombourg : ce furent les dernières affaires de la campagne.

Le 21 décembre, Clerfayt, Jourdan et Pichegru conclurent un armistice dont la durée ne fut pas limitée, chaque armée gardant ses positions, et l'on était réciproquement convenu d'en dénoncer la rupture dix jours avant de recommencer les hostilités. Pichegru envoya la cavalerie prendre ses cantonnements en Alsace et en Lorraine, pour qu'elle s'y procurât des vivres et des fourrages; mais il ne prit que des mesures désastreuses relativement à l'infanterie, et la laissa mourir de faim et se consumer de misère dans les lignes de la Queich et la vallée d'Anweiler, pays complétement épuisé par le séjour prolongé des armées. Saint-Cyr, sans consulter le général en chef et sans s'inquiéter d'être approuvé ou non, étendit les cantonnements de ses troupes jusque dans le duché de Deux-Ponts, où elles s'établirent commodément; à la droite, Desaix se conduisit de la même façon.

Cette campagne se terminait par de grands revers pour nos deux armées; beaucoup de fautes avaient été commises, et Pichegru en était plus particulièrement responsable, puisqu'il exerçait le commandement supérieur. Mais nos revers devaient-ils être attribués à ses intelligences avec les émigrés? Devait-on lui imputer de s'être volontairement fait battre devant Manheim et sur la rivière de la Pfrim? Cette opinion, que la plupart

des auteurs ont trouvée toute faite et qu'ils ont répétée et propagée sans trop l'examiner, n'est-elle pas, sinon une iniquité, du moins une grave erreur de l'histoire contemporaine?

Pour bien juger la conduite militaire de Pichegru, il faut se le figurer tel qu'il était, et non tel que se sont efforcés de le représenter quelques écrivains, plus romanciers qu'historiens, aux imaginations desquels on a attaché trop d'importance. Pichegru, d'un caractère indécis et ombrageux, d'une dissimulation profonde, d'un esprit remuant plutôt qu'ambitieux, dédaignant la vie à la manière des anciens, possédant beaucoup d'instruction et peu de science militaire, n'a jamais paru aux hommes de guerre, ses contemporains, qu'un général médiocre, quoique d'une renommée alors éclatante, et qu'il devait à d'heureuses circonstances. Il avait conquis la Hollande au pas de course; mais, pour être un conquérant, on n'est pas un général habile, et bien souvent à la guerre les opérations les plus heureuses ne sont pas celles où l'on a eu besoin de mettre le plus d'art et de science. Saint-Cyr, rigide en même temps que juste dans ses appréciations, a prouvé jusqu'à l'évidence que Pichegru, avant l'armistice du 21 décembre, avait dirigé l'armée de Rhin-et-Moselle comme il pouvait, comme il savait le faire, c'est-à-dire timidement, sans habileté, sans plans fermement arrêtés, et en consultant à tout propos les représentants du peuple, dont les décisions couvraient sa responsabilité. Ses fautes, en 1795, ont été si lourdes qu'on a pu les qualifier plus tard de trahisons préméditées; mais, s'il avait songé à se faire bat-

tre par les Autrichiens sur la Pfrim, certes il aurait laissé Saint-Cyr près des divisions du centre : elles étaient sous sa main, et il aurait aisément paralysé leurs efforts. Au contraire, il envoie Saint-Cyr, dès le 31 octobre, remplacer le faible général Reneauld et commander la gauche de la position au mont Tonnerre, où l'on avait réuni dix-huit bataillons et quatorze escadrons, le quart de l'armée. C'était le côté le plus important, le plus éloigné, et par conséquent celui où un général d'aile pouvait avoir le plus d'indépendance d'action. Aussi, selon Saint-Cyr, les opérations de Pichegru, comme général d'armée, ne portaient le caractère de la trahison qu'à partir de la conclusion de l'armistice. Dès lors Pichegru, livré à de honteuses débauches et à de coupables intrigues, se montre inconsidéré dans ses propos, dans sa conduite, trafique de son honneur et condamne ses troupes aux plus cruelles privations. Dans sa vertueuse indignation, Saint-Cyr le compare à un père de famille qui chercherait à détruire ses enfants (1).

Une fausse idée suffit pour rendre l'homme méchant, parfois cruel, et l'abuse d'ordinaire sur sa propre situation. Ainsi s'est creusé l'abîme qui entraîna Pichegru à sa perte : il a commencé par la défection secrète et a fini par devenir un implacable conspirateur; mais, dans sa chute rapide, il serait impossible de reconnaître quels sont les degrés où il s'est arrêté volontairement, et ceux qu'il a franchis par mépris ou par pudeur. Trans-

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, t. II, p. 337.

fuge du parti montagnard et tombé tout à coup aux mains des royalistes, il a été plus coupable envers la république qu'aucun des généraux qui l'ont abandonnée, parce qu'il avait pris plus d'engagements avec elle. Il aspira à jouer le rôle de Monck, et s'était cru de force à écrire son nom sur la liste de ces funestes citoyens qui, dans les États démocratiques, tentent de détruire de la pointe de leur épée le gouvernement qu'ils ont eu l'air de servir avec zèle. Il a usé à d'inexécutables entreprises sa réputation et sa vie; il a échoué partout; il a perdu toutes les parties qu'il a liées, tous les complots auxquels il s'est mêlé; et sa fin déplorable n'a même pas donné à sa mémoire l'espèce de réhabilitation qui s'attache toujours au suprême malheur; car le sentiment public, qui, en France, est demeuré jaloux de la conservation de certains intérêts révolutionnaires, a fatalement placé Pichegru au nombre des grands et malheureux coupables que la nation déteste et que la raison ne peut pas absoudre.

CHAPITRE IV.

Campagnes de 1796 et de 1797. — Batailles d'Ettlingen, de Neresheim et de Biberach. — Siége de Kehl. — Second passage du Rhin et combat de Diersheim. — Disgrâce de Moreau. — Augereau est nommé général en chef de l'armée d'Allemagne. — Occupation des vallées de l'Erguel et de Moutier-Grandval.

Au mois d'avril 1796, Moreau, qui avait succédé à Pichegru, organisa l'armée en trois corps de 20 à 25,000 hommes chacun ; cette formation, qu'il a eu le mérite d'introduire dans l'armée française, aurait été excellente s'il n'avait pas employé les dénominations de droite, de gauche et de centre, qui semblaient attribuer à chaque corps un rang immuable et déterminé d'avance dans l'ordre de bataille. Mieux eût valu les désigner par de simples numéros, comme on le fit plus tard, ou seulement par les noms des généraux appelés à les commander; et c'est par là qu'on a fini à cause du besoin de s'entendre et de la force des choses. Le corps de droite, sous Férino, gardait la ligne du Rhin depuis Bâle jusqu'à Lauterbourg; le centre, sous Desaix, était à Germersheim, à Landau et à Anweiler; la gauche, sous

Saint-Cyr, occupait le revers occidental des Vosges, Deux-Ponts, Sarrebruck, et communiquait avec les divisions de droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, commandées par Marceau (1). L'armée de Rhin-et-Moselle se composait de 77,000 hommes, dont 12,000 gardaient les places de Bitche, Landau, Strasbourg et Huningue. Moreau était sans argent pour payer les troupes, sans crédit, sans chevaux de remonte, sans ressources en subsistances, sans autres moyens de transports que les réquisitions faites dans les cantonnements; et lui, qui devait effectuer de vive force le passage du Rhin, manquait même des équipages pour une opération si difficile.

Le 20 mai, l'archiduc Charles, successeur de Clerfayt et généralissime des armées impériales, dénonça la rupture de l'armistice : les hostilités recommencèrent le 1er juin. Wurmser avait pris position à Kaiserslautern; mais, le 9 juin, il reçut l'ordre de rétrograder et de conduire 25,000 hommes de ses troupes en Italie, car les victoires de Bonaparte dans le Piémont avaient effrayé le cabinet de Vienne. Saint-Cyr, qui s'était préparé à soutenir un engagement sérieux contre les Autrichiens, les poursuivit jusqu'à leur camp retranché de Manheim, et, par ses attaques au-dessus et au-dessous de cette tête de pont, masqua les mouvements de Moreau, qui, pendant les journées des 24 et 25 juin, passa le Rhin à Strasbourg. Le 29, l'armée se trouva réunie dans la plaine au delà de Kehl; elle comptait 60,000 hommes

(1) Supplément IV.

d'infanterie, 6,000 chevaux, quarante-huit pièces d'artillerie à cheval et quarante-quatre de l'artillerie régimentaire. Une sorte de chassé-croisé avait déjà eu lieu entre les troupes de Saint-Cyr et celles de Desaix : le corps de gauche était devenu le corps du centre.

L'armée autrichienne du comte de Latour avait pris position derrière la Renchen; à droite, Sztarray s'appuyant au Rhin; à gauche, les contingents du cercle de Souabe occupant les postes de Freudenstadt et la haute montagne du Knübis, à la tête de la vallée de la Kintzig et de la Murg. Le corps de Condé couvrait les débouchés de la forêt Noire du côté de la Suisse; les troupes, parties de Manheim, arrivaient en toute hâte pour se réunir à Sztarray, et l'archiduc Charles, vainqueur de l'avant-garde de Jourdan sur la Lahne, amenait un renfort de 28,000 hommes. La ville de Freudenstadt est la clef des États de Wurtemberg ; là se trouve le point de jonction des trois communications essentielles montant de la vallée du Rhin par la Kintzig, le Knübis et la Murg, ainsi que le point de départ d'une infinité d'autres moins importantes, qui se dirigent sur le Necker supérieur, la Nagold et l'Enz. Le duc de Wurtemberg connaissait si bien la valeur de cette position qu'il l'avait fait fortifier avec le plus grand soin et s'était réservé de la défendre à la tête de la division du général Hügel. Le 3 juillet, Saint-Cyr attaqua les Wurtembergeois, les chassa du Knübis et de Freudenstadt, et prit leur artillerie, deux drapeaux et un bataillon tout entier. Le duc de Wurtemberg, effrayé, se hâta d'envoyer des plénipotentiaires à Moreau pour demander la paix.

Saint-Cyr, maître de la vallée supérieure de la Murg, menaçait la gauche de Latour; le 5 juillet, il le battit à Gernsbach et à Kuppenheim, tandis que Desaix forçait le centre et la droite des Autrichiens à Rastadt. L'archiduc assistait à cette première affaire, qui était comme le prélude de la bataille générale que ce prince et Moreau recherchaient avec un égal empressement : l'un, parce qu'il se croyait sûr de nous vaincre et de nous rejeter à la rive gauche du Rhin; l'autre, parce qu'il savait qu'une victoire est un passe-port obligé au commencement de toute invasion. Ils dirigèrent naturellement leurs plus grands efforts dans les montagnes, où Saint-Cyr avait à combattre, sur son flanc droit, le corps saxon du général Lindt, et, de front, les douze bataillons et les cinq escadrons de la division du général Kaim, en position à Rothensol. Les Saxons, surpris en pleine marche dans la vallée de l'Enz, se replièrent sur Pforzheim presque sans combattre; mais la position de Rothensol était formidable, et l'on ne pouvait y monter que par deux chemins difficiles, à travers des bois épais et embarrassés de rochers. Saint-Cyr eut promptement reconnu que les Autrichiens étaient trop bien retranchés pour qu'on pût songer à les enlever de vive force, et qu'on n'avait d'espoir de réussir contre eux qu'en employant la ruse et en les provoquant à descendre de leur position élevée. Pour les tromper, il fallait leur ménager l'apparence d'un plein succès; en conséquence, après plusieurs fausses attaques exécutées par la 106e de ligne avec une intelligence et un aplomb admirables, Saint-Cyr fit simuler aux trois bataillons de cette intrépide demi-brigade des mouvements de

retraite et même de désordre. A cette vue, l'ennemi n'hésite plus ; il descend rapidement la montagne à la poursuite des fuyards, et ses tirailleurs dépassent même, sans les voir, les six compagnies de grenadiers de la 84e et de la 106e, embusquées avec Lecourbe dans le bois au pied du plateau. A ce moment, plus favorable qu'on n'aurait osé l'espérer, Saint-Cyr ordonna à Lecourbe de marcher à l'ennemi en prenant le chemin direct de Rosenthol, où la colonne autrichienne était engagée, et de l'attaquer à la baïonnette ; il fit appuyer ce mouvement, à droite, par la 84e demi-brigade ; à gauche, par les 93e et 109e ; et, ralliant avec facilité la 106e, lui commanda de suivre les grenadiers de Lecourbe. Kaim, attaqué de tous les côtés à la fois, ne pouvait pas résister aux efforts simultanés de nos quatre demi-brigades ; il ne put exécuter sa retraite qu'avec une extrême confusion ; nos bataillons arrivèrent sur le plateau en même temps que les Autrichiens et les pourchassèrent jusqu'à la nuit. La bataille, gagnée dans les montagnes, était demeurée douteuse dans la plaine d'Ettlingen ; mais, la position de Rosenthol étant le point décisif, l'archiduc, qui avait eu des succès au village de Malsch, se retira le soir à Pforzheim, où vinrent se rallier le corps saxon et la division de Kaim. Là, le prince Charles arrêta d'une manière générale l'ensemble de ses opérations. « Ce plan consistait, « a-t-il écrit, à disputer le terrain pied à pied, sans re- « cevoir de bataille, à profiter de la première occa- « sion pour réunir ses troupes jusqu'alors divisées, « et à se jeter avec supériorité ou au moins à forces

« égales sur une des deux armées ennemies (1). »

Le lendemain, l'archiduc effectua sa retraite, afin de prévenir Moreau dans la vallée du Necker et de se rapprocher des États héréditaires. En abandonnant ainsi les provinces rhénanes de l'Allemagne qu'aucune bonne ligne de défense ne pouvait plus couvrir, il savait, à ne pas en douter, que les Wurtembergeois, les troupes du cercle de Souabe et même les Saxons ne tarderaient pas à se séparer de l'alliance autrichienne ; mais à ces auxiliaires incertains il préféra l'incomparable avantage de se porter au centre de ses ressources et de se placer sur le Danube.

Saint-Cyr serrait l'armée autrichienne d'aussi près que ses instructions pouvaient le lui permettre. L'archiduc, protégé par sa nombreuse cavalerie, reculait avec beaucoup d'ordre et de lenteur, et ne songeait qu'à gagner le temps nécessaire pour faire retirer ses parcs en arrière; mais Saint-Cyr, ayant forcé à Kannstadt, en avant de Stuttgard, le passage du Necker, s'empara de tout l'arsenal réuni à Esslingen.

Moreau, engagé dans les défilés de la chaîne des montagnes entre le Necker et le Danube, ne faisait que des marches trop courtes pour son attitude offensive; mais on doit expliquer et excuser son extrême circonspection en songeant aux difficultés du pays où l'on se trouvait et au peu de connaissance qu'on en avait alors ; maintenant on marcherait plus vite et à coup sûr.

---

(1) Archiduc Charles, *Principes de la stratégie*, t. II, p. 178.

Le 8 août, l'armée déboucha sur Neresheim, Desaix par la chaussée de Gmündt, Saint-Cyr par l'étroite vallée de la Fils. Le même jour, la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse arrivait à Bopfingen, à trois marches de notre extrême gauche. L'archiduc s'était arrêté en avant de Donauwerth et s'apprêtait à nous livrer bataille, tandis que Férino, trop éloigné de Saint-Cyr, était encore sur l'Iller. L'armée occupait un espace démesuré de huit lieues. Saint-Cyr, soutenu par la réserve de Bourcier et sa gauche appuyée par la brigade de Decaen, détachée du corps de Desaix, avait sa division de droite (Duhesme) dans la vallée du Danube, et sa division de gauche (Taponier) dans les bois et les villages de Katzenstein et de Dunstelchingen, en avant de Neresheim. Le 11, à la pointe du jour, l'archiduc fit attaquer Saint-Cyr par le centre de son armée formée en quatre colonnes ; leurs principaux efforts se dirigèrent contre les dix-huit bataillons des généraux Lecourbe, Laroche et Lambert, et la brigade de cavalerie de Nansouty. Une division autrichienne coupa leur communication avec Duhesme, et s'avança jusqu'à nos parcs, placés à Heidenheim, de sorte que les troupes de Saint-Cyr auraient manqué de munitions sans le secours de Bourcier, qui mit à leur disposition celles destinées à la réserve. Dès neuf heures du matin, la situation de Saint-Cyr semblait désespérée : ses parcs avaient rétrogradé; il était séparé de Duhesme; la brigade de Lambert, rompue par la cavalerie ennemie, laissait une large trouée à la gauche de Lecourbe; enfin la division de Taponier se trouvait adossée à l'étroit défilé de l'Egge. Cependant Saint-Cyr

ne se tint pas pour battu parce que les Autrichiens avaient tourné sa droite et couraient sur ses derrières. Certain d'être promptement appuyé par Desaix, certain d'être approuvé par Moreau, il profita des longs intervalles de temps que l'archiduc, retardé par le mauvais état des chemins, mit entre ses premières et ses secondes attaques; il put rallier les troupes de la brigade de Lambert, chassa d'Heidenheim la division autrichienne qui s'en était emparée, rétablit de ce côté sa communication avec Duhesme et se remit en bonne position de défense à Dunstelchingen. Le soir, les Autrichiens n'avaient pas pu l'entamer; ils couchèrent, il est vrai, sur le champ de bataille pour faire croire à un succès; mais ils se retirèrent le lendemain, et l'archiduc passa sur la rive droite du Danube pendant la journée du 13. Il s'avouait donc vaincu.

Ce prince, voyant les armées de Moreau et de Jourdan à peu près réunies, se décida à exécuter une de ces manœuvres aventureuses que la raison n'approuve pas toujours, même lorsqu'elles ont été couronnées d'un plein succès et en quelque façon immortalisées par la victoire; car elles sont de nature à perdre les armées et par conséquent les États. Le 16 août, l'archiduc Charles, laissant 36,000 hommes aux ordres du comte de Latour, se dirigea avec un corps de 28,000 hommes au secours de Wartensleben, en retraite devant Jourdan. Pour faire échouer cette manœvre, il suffisait de demeurer sur la rive gauche du Danube. Moreau, trop fidèle au plan de campagne qu'on lui avait tracé d'avance, se crut plus certain de ramener l'archiduc de son côté en

ne donnant pas de relâche à Latour. Il traversa donc le Danube et força le passage du Lech aux environs d'Augsbourg. Saint-Cyr et Férino battirent Latour à Friedberg; Desaix battit Nauendorf à Geisenfeld, et, le 1er septembre, l'armée s'approcha de Munich.

Mais les succès du prince Charles en Franconie, la retraite de Jourdan, le soulèvement des populations dans le Wurtemberg et la Souabe, la surprise du fort de Kehl par les troupes de Petrasch et l'inutilité des négociations de paix entamées avec l'électeur de Bavière décidèrent Moreau à se retirer. Le 19 septembre, il commença sa retraite et prit sa direction perpendiculairement à la ligne du Rhin, entre le lac de Constance et la rive droite du Danube.

Saint-Cyr blâmait ce parti, que ne justifiaient pas suffisamment les revers éprouvés par l'armée de Sambre-et-Meuse; aussi, après le brillant combat de Neubourg, livré le 14 septembre sur la rive gauche du Danube, avait-il vivement insisté pour que Moreau se concentrât de ce côté du fleuve et marchât sur Wurtzbourg. Dans la situation des choses, ce mouvement lui semblait le plus rationnel et le plus conforme aux instructions du Directoire. A ce sujet on fera remarquer que Saint-Cyr, jusqu'aux derniers moments de sa vie, était resté fermement persuadé que, si Moreau lui avait conservé le commandement du corps de gauche, et que Marceau eût gardé le commandement de la droite à l'armée de Sambre-et-Meuse, selon l'organisation primitive après le passage du Rhin, les opérations des deux armées n'auraient pas cessé d'être étroitement liées, et

qu'ainsi l'honneur de vaincre à fond l'archiduc Charles, et de dicter la paix à l'Autriche, eût été réservé à Jourdan et à Moreau.

Le 29 septembre, l'armée du Rhin, en retraite depuis dix jours, avait dépassé Biberach. Le comte de Latour la suivait avec une ardeur irréfléchie, et montrait dans sa conduite plutôt l'activité d'un commandant d'avant-garde que la prudente hardiesse d'un général en chef. Téméraire et présomptueux, il se vantait d'acculer l'armée au lac de Constance et de la forcer à se rendre; il s'emportait en bravades contre nos vaillantes troupes, qui, tout en se retirant, ressaisissaient la victoire dès qu'on leur permettait de combattre ou que l'ennemi leur en offrait l'occasion.

Le général autrichien s'était établi, en avant de la vallée marécageuse de la Riss, sur les hauteurs boisées qui entourent Biberach au midi et au couchant : sa droite, sous le général Kospoth, était à Stafflangen; les divisions de Baillet et de la réserve formaient le centre à Steinhausen et à Grod; Mercantin et le corps de Condé, la gauche, placée entre Steinhausen et Winterstetten. Saint-Cyr, avec son corps d'armée de 21,000 hommes et la réserve de Bourcier, avait pris position à droite des marais du Federsée et occupait Buchau, Reichenbach et Schussenried; Desaix, solidement appuyé au Danube, avait devant lui la chaussée qui court au nord du Federsée et monte de Riedlingen à Biberach; Férino s'étendait à droite dans la vallée de la Schussen et contenait le corps du général Fröhlich.

Le 2 octobre, à midi, Saint-Cyr fit déboucher vingt-

quatre pièces d'artillerie à cheval dans la plaine en avant de Steinhausen ; ces pièces, soutenues par la 100e demi-brigade, ouvrirent le feu à trente pas des Autrichiens. En même temps Lecourbe, conduisant les 84e et 106e, abordait avec sa vigueur habituelle la division de Baillet et en perçait la première ligne. Là, pendant que la 106e défilait sous les yeux de Saint-Cyr, un grenadier lui dit, de ce ton d'assurance particulier à nos soldats : « Mon « général ! mettez au pillage les canons de l'ennemi, et « vous verrez que la demi-brigade les aura bientôt pris. — « Marché fait, » répondit Saint-Cyr en riant. Dans ce moment l'artillerie autrichienne tirait à mitraille et à bout portant sur ces braves gens ; mais ce devait être sa dernière décharge, car les grenadiers de la 106e enlevèrent au pas de course les pièces et tuèrent les canonniers à coups de baïonnette.

La ligne des Autrichiens culbutée et refoulée sur le défilé de Steinhausen, leurs escadrons contenus par le feu de nos batteries, tout le corps de Saint-Cyr, infanterie, cavalerie, artillerie, se mit aux trousses de l'ennemi : au centre, Lecourbe le poursuivait et le délogeait des hauteurs de Grod, de la forêt et des postes en avant de Biberach ; Duhesme, prenant à revers Mercantin et le corps de Condé, les séparait de Latour et les chassait jusqu'aux sources de la Riss ; une des brigades de Taponier se liait au corps de Desaix et éclairait son avant-garde à notre gauche.

Desaix, conformément à ses instructions, s'était mis en marche dès qu'il avait connu le succès de l'attaque à Steinhausen ; il déposta Kospoth et le rejeta si vio-

lemment sur le Galgenberg qu'à l'entrée de la nuit ses troupes et celles de Saint-Cyr arrivèrent aux portes de Biberach pêle-mêle avec les Autrichiens. Latour et Baillet parvinrent néanmoins à repasser la Riss pendant la nuit; mais leur déroute était si complète qu'un bataillon entier se rendit, vers neuf heures du soir, à l'adjudant général Bouland, chef d'état-major de Desaix, allant de Grod à Biberach, escorté d'un faible peloton du 8e de chasseurs à cheval. Cette journée coûta aux Autrichiens 5,000 prisonniers et vingt canons.

Le 5 octobre, lorsque l'armée s'éloigna de Biberach, elle avait à sa suite les 40,000 hommes de Latour, sur son flanc gauche les 10,000 hommes de Nauendorf, sur ses derrières, dans la forêt Noire, Petrasch avec 7,000 hommes et une troupe considérable de paysans insurgés; enfin l'archiduc Charles, à la tête d'un corps de 17,000 hommes, était sur la Murg pour nous couper la retraite du Rhin. A ces 74,000 Autrichiens Moreau ne pouvait opposer que 58,000 hommes(1); cependant, malgré cette infériorité numérique, comme ses adversaires étaient disséminés sur un cercle fort étendu, tandis que lui tenait réunie son armée, composée d'admirables soldats, il avait certainement les moyens d'arriver à Kehl par la vallée de la Kintzig, qui est le chemin le plus droit et le meilleur; il préféra faire un détour et se diriger sur Vieux-Brisach et Huningue. Saint-Cyr fut chargé de forcer le passage du val d'Enfer; ce long

(1) Archiduc Charles, *Principes de la stratégie*, t. III, p. 215.

défilé, qu'on disait gardé par la division de Petrasch, causait de sérieuses inquiétudes à Moreau. On savait que Villars, pendant sa campagne de 1703, avait montré beaucoup de répugnance à s'y engager, car la gorge d'Enfer est resserrée par les rochers à pic de Hirsch-Sprung, entre lesquels il n'y a de passage que pour une route étroite et la petite rivière de Treisam, et un grand nombre d'officiers pensait que deux compagnies d'infanterie, qui auraient eu le temps d'encombrer le chemin, arrêteraient à cet endroit un corps considérable. Tout cela était vrai; mais les Autrichiens gardaient à peine le val d'Enfer, de sorte que ce passage n'avait de terrible que son nom, sa réputation et sa forte assiette. En effet, le 11 au matin, Saint-Cyr n'y rencontra que trois bataillons et un nombreux rassemblement de paysans armés. Le baron d'Aspre y commandait, et se défendit avec beaucoup de courage et d'habileté; mais sa troupe fut promptement culbutée et chassée de tous ses postes réputés inexpugnables. Saint-Cyr arriva donc sans grandes difficultés à Neustadt et à Freyburg; Desaix et Férino le suivirent immédiatement, et, le 12 octobre, l'armée débouchait dans la plaine du Rhin, en attitude victorieuse, offensive, et prête à combattre l'archiduc. Moreau se porta à la rencontre des Autrichiens en position sur l'Elz; à droite, Saint-Cyr fit occuper Waldkirch par le général Ambert, qui venait de remplacer Taponier; à gauche, Emmendingen et les ponts de l'Elz par Duhesme. Desaix, avec son corps d'armée, divisions Beaupuis et Sainte-Suzanne, s'étendait d'Emmendingen au Rhin, par Köndringen et Riegel. Le 19, l'archiduc, laissant Fröhlich

dans les montagnes aux prises avec Férino, dirigea Nauendorf contre Ambert; Wartensleben, contre Duhesme et Beaupuis; Latour et le prince de Furstenberg, contre Sainte-Suzanne. A midi, le combat était engagé sur les deux rives de l'Elz; les principales attaques des Autrichiens se portèrent contre la droite, où commandait Ambert, et le centre, où se trouvaient Duhesme et Beaupuis, en avant des ponts d'Emmendingen et de Köndringen. Ambert défendit Waldkirch avec une rare fermeté, et s'y maintint malgré l'énorme supériorité de Nauendorf. Duhesme et Beaupuis, moins heureux, furent obligés de se retirer sur la gauche de la rivière et d'en couper les ponts. Le soir, Saint-Cyr réunissait son corps d'armée à la hauteur de Buchholz et gardait le défilé de l'Elz, de manière à arrêter la nombreuse cavalerie ennemie.

Le lendemain, Desaix passa le Rhin à Vieux-Brisach et se dirigea sur Strasbourg et le fort de Kehl. Le 23, Saint-Cyr et Férino prenaient position à Schliengen et à Kandern pour couvrir le débouché d'Huningue et donner le temps d'y évacuer l'artillerie, les parcs et les bagages. L'archiduc, voulant profiter de sa supériorité, attaqua l'armée le 24 octobre, et Moreau accepta de livrer une bataille purement défensive, ce qui est toujours une faute lorsqu'on commande à des Français. Saint-Cyr avait en tête les trois divisions de Latour, du prince de Condé et du prince de Furstenberg; leurs attaques furent constamment repoussées par Ambert à Steinstadt, par Duhesme à Schliengen; l'archiduc eut des succès à notre droite et s'empara de Kandern; mais l'inébranlable résistance de Saint-Cyr fit plus que compenser ce revers;

elle découragea les Autrichiens, qui n'osèrent pas troubler l'armée pendant qu'elle traversait tranquillement le Rhin à Huningue sous leurs yeux, le 25 et le 26 octobre.

« Les troupes avaient le plus grand besoin de repos ; « six mois de bivouacs continuels avaient exténué les « hommes et les chevaux et ruiné le matériel ; un tiers « des soldats marchait pieds nus, et l'on n'apercevait sur « eux d'autres vestiges d'uniforme que la buffleterie... « C'est dans cet état, écrivait, en 1827, Gouvion Saint-« Cyr, que je les ai vus défiler à Huningue ; et cependant « leur aspect était imposant ; à aucune époque je n'ai « rien vu de plus martial ; leur démarche était fière : « peut-être quelque chose de farouche se faisait voir dans « leurs regards (1). »

La tête de pont de Kehl était investie par les Autrichiens depuis le 9 octobre ; on la croyait retranchée et armée d'une manière formidable ; loin de là, elle ne présentait que de faibles ouvrages en terre et fascines, n'ayant, pour la plupart, ni fossés, ni contrescarpe, ni palissades ; et telle était la faiblesse de cette position qu'en perdant seulement pour quarante-huit heures la communication avec Strasbourg, d'où l'on tirait les vivres et les munitions, il aurait fallu évacuer la rive droite du Rhin. Aussi Desaix écrivait à Moreau le 12 novembre : « J'arrive de Kehl ; ce poste important me donne de jour « en jour plus d'inquiétude. Nos moyens de défense s'en « vont d'une manière étonnante par la baisse prodigieuse « des eaux. *Nos îles ne sont plus rien, et nous y sommes*

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Camp. de 1796, t. IV, p. 41.

« *mes sur la bonne foi des Autrichiens*... La rapidité « des travaux de l'ennemi fait croire qu'il y met une « importance infinie; il achève dans moins de rien des « travaux immenses, tandis que de très-médiocres, que « nous poussons cependant avec le plus de vigueur pos- « sible, n'avancent pas. »

Cependant, vers la fin de novembre, le fort carré en vieille maçonnerie était réparé, et ses brèches étaient fermées; les deux ouvrages à cornes du haut et du bas Rhin, la redoute de la Kintzig et celle du cimetière avaient reçu leurs revêtements de fascines; et le camp retranché comprenait, à gauche, le village de Kehl, au centre, deux bonnes redoutes en face de Sundheim, et à droite les ouvrages d'Ehrlen-Rhein, demeurés imparfaits faute de bras et de temps. Le palissadement de la tête de pont était à peu près complet et constituait sa véritable force.

Les Autrichiens, qui avaient mis plus d'un mois à creuser et à armer leur ligne de circonvallation, ouvrirent la tranchée, pendant la nuit du 23 novembre, en face de la lunette de la Kintzig. Le 30, Saint-Cyr releva Desaix; car Moreau venait de partager entre eux le service de la défense de Kehl; ils alternaient tous les cinq jours, chacun ayant avec lui son chef d'état-major particulier et des troupes tirées de son corps d'armée. Éblé commandait l'artillerie; Boisgérard, le génie; Dedon, les pontonniers; et les quatorze demi-brigades du corps de Saint-Cyr et de Desaix fournirent quarante bataillons, sous les ordres des généraux de division Ambert, Duhesme et Sainte-Suzanne.

L'armée de siége comptait cinquante-cinq bataillons et quarante-six escadrons, formant ensemble 40,000 hommes.

Le 4 janvier, l'ennemi, au bout de soixante-seize jours d'investissement, dont un mois et demi de combats continuels et de travaux excessifs, était enfin parvenu à ruiner les défenses de la redoute du cimetière et à pousser ses tranchées jusqu'aux ouvrages d'Ehrlen-Rhein; il entourait les saillants de l'ouvrage à cornes du haut Rhin et menaçait d'en enlever les défenseurs. Moreau aurait voulu que Saint-Cyr s'obstinât à conserver les retranchements d'Ehrlen-Rhein; mais le général Marescot, étant venu les visiter, conseilla de les évacuer au plus vite. « Je ne connais pas de moyen de faire vivre les « morts, » répondait cet illustre ingénieur. En effet, toute résistance de la part de nos troupes était devenue impossible. Desaix négocia la capitulation de Kehl et la signa le 9 janvier. Comme les Autrichiens ne devaient en prendre possession que le lendemain à quatre heures du soir, nos soldats, qui étaient décidés à ne rien leur laisser, et qui voulaient, disaient-ils, emporter le fort même, chargeaient sur leurs épaules les palissades, les bois des barrières, les madriers des ponts, les fascines, les gabions et des paniers pleins des boulets et des obus ennemis ramassés pendant le siége. On abandonnait à l'archiduc un monceau de décombres; ce prince avait donc passé trois mois devant d'informes ouvrages en terre que, dès son arrivée, il aurait pu enlever de vive force. Il venait de perdre 8,000 hommes, de dépenser cent mille boulets, trois mille boîtes de mitraille,

trente mille bombes et obus; il avait fait creuser en plein hiver, et avec des peines infinies, 60,000 mètres courants de tranchées, pour s'emparer d'une misérable tête de pont dont les minces reliefs ne résistaient pas au boulet, et dont le réduit ne renfermait que trois casemates à peine à l'épreuve de la bombe.

Le siége de Kehl était une grande faute du cabinet de Vienne; il l'a imposée au prince Charles, qui plus tard se l'est amèrement reprochée, et qui ne se montra pas moins docile aux instructions du conseil aulique. Le gouvernement autrichien, dupe de ses propres illusions et de celles que se faisaient les émigrés français, croyait encore à la possibilité de soulever un mouvement contre-révolutionnaire dans l'armée et en Alsace. Pichegru, en se retirant à son domaine de Bellevaux près d'Arbois, avait passé à Strasbourg, où sa présence réveilla le foyer de ses anciennes intelligences avec les émigrés. Il était alors dans cet état de faiblesse et d'égarement commun à tous les hommes infidèles à leur devoir, qui sont d'autant plus attaqués et fragiles qu'ils ont été plus élevés en dignités. Ses détestables intermédiaires établirent à Strasbourg un bureau d'espionnage, de corruption et de révélations envoyées chaque jour à l'ennemi; pendant le siége de Kehl, pas un de nos projets, pas une de nos dispositions militaires qui n'ait été éventé, pas une de nos pertes d'hommes que l'état-major autrichien n'ait exactement connue et à temps utile. Les agents de cette odieuse correspondance eurent l'adresse de se procurer une copie du plan de Kehl, que Moreau se réservait pour lui seul, et désignèrent enfin aux assié-

geants les points où le feu de leurs batteries ferait le plus de mal à nos soldats; car la trahison pousse à la trahison, et le crime a ses appétits et son ivresse de sang, la plus furieuse de toutes. Mais, si ces basses intrigues ont contribué à tromper le cabinet de Vienne sur ses véritables intérêts et à retenir l'archiduc trois mois de trop dans la vallée du Rhin, la trahison aura, du moins cette fois, servi la cause qu'elle cherchait à ruiner.

La défense de Kehl est justement célèbre; l'honneur en appartient à Desaix et à Saint-Cyr : même science et même habileté dans les dispositions, même prudence dans le conseil, même vigueur dans l'action; et, ce qui est admirable entre deux chefs égaux de grade, et exerçant alternativement et à tour de rôle le même commandement, une entente si parfaite, une union si intime, qu'on croit n'y reconnaître que l'impulsion d'une seule et même pensée, que l'effort d'un seul et même bras.

Le 14 janvier, Saint-Cyr, avec le corps de gauche, divisions Ambert et Sainte-Suzanne, alla prendre ses cantonnements dans le Palatinat, à Germersheim, Kaiserslautern et Deux-Ponts.

Depuis le départ de l'archiduc Charles, le comte de Latour, continuellement affaibli par les nombreux détachements qu'il envoyait en Italie, et se sentant hors d'état de résister à nos armées, prenait tous les moyens de renouveler ou de prolonger l'armistice avec Moreau et Hoche. Celui-ci, impatient de se signaler à la tête de la magnifiq[illegible] de Sambre-et-Meuse, le rompit le

7 avril, et Moreau s'apprêta à soutenir ses mouvements au delà du Rhin.

Le 13, Saint-Cyr se disposait à réunir son corps d'armée autour de Landau, lorsqu'il vit arriver en parlementaires, à son quartier général de Deux-Ponts, le comte de Grüne et un capitaine autrichien. Ces officiers venaient proposer un armistice de la part de M. de Latour. Aux avant-postes on avait eu tort de leur permettre de passer; quelques heures plus tard, ils nous auraient surpris et auraient pu deviner, à la vue de quelques-uns de nos préparatifs et de nos mouvements de troupes, notre projet de passer le Rhin. Pour réparer cette faute et même en tirer bon parti, Saint-Cyr témoigna de la confiance au comte de Grüne, et celui-ci, bien qu'il fût d'un esprit très-délié et d'une extrême finesse, s'y laissa tromper; il lui échappa de dire que, si les Autrichiens étaient dans une position fâcheuse sur le Rhin, Bonaparte était encore plus mal dans le Tyrol, où l'on pouvait le tenir enfermé, et qu'ainsi il y aurait compensation. La question de l'armistice ne devait être décidée que par le général en chef, et Saint-Cyr proposa au comte de Grüne de le faire accompagner jusqu'à Strasbourg par son chef d'état-major, l'adjudant général Gudin. Cette distinction produisit l'effet que Saint-Cyr se promettait; elle flatta l'amour-propre des parlementaires autrichiens; car Gudin, destiné à une si glorieuse carrière, avait déjà la plus belle réputation d'honneur, d'habileté et de bravoure.

Le comte de Grüne se félicitait sans doute intérieurement d'avoir à traverser une grande étendue des

cantonnements de Saint-Cyr; mais, à mesure que les voyageurs avançaient vers Strasbourg, Gudin remettait aux chefs de corps placés sur sa route leurs ordres de mouvement. Les envoyés autrichiens n'aperçurent pas le déplacement d'un seul bataillon ni d'un seul caisson, quand, derrière eux, toute la division d'Ambert s'ébranlait et se dirigeait sur le Rhin. Les demandes de M. de Latour étaient inadmissibles, et il reçut à peu près en même temps le rapport tranquillisant du comte de Grüne et le courrier annonçant que, le 20 avril, l'armée avait surpris le passage du Rhin à Diersheim, au-dessous de Strasbourg. Le lendemain, Moreau battit complétement le corps de Sztarray. Cette victoire nous coûta beaucoup de monde: Desaix et Duhesme y furent grièvement blessés; on prit aux Autrichiens 3,000 hommes, le général Oreilly, vingt canons et un nombre considérable de voitures d'équipage, parmi lesquelles le fourgon du général Klinglin, qu'on ramena d'Offenbourg. Pendant la poursuite, quelques tirailleurs du 17e de dragons s'approchèrent du fort de Kehl, occupé par un détachement du régiment d'Olivier-Wallis. L'officier qui le commandait offrit aussitôt de se rendre; on accepta; mais il n'y avait, parmi nos tirailleurs, pas un brigadier, pas un dragon sachant écrire, de sorte qu'on arrêta verbalement les conditions de la capitulation. Ainsi fut repris par quelques cavaliers isolés ce fort qui venait de coûter tant de sang et de peines aux Autrichiens, et qu'ils avaient remis en assez bon état de défense.

Moreau, informé que les préliminaires de paix avaient été signés à Léoben, se hâta d'accéder à l'armistice de-

mandé par le général autrichien, et chargea le chef d'état-major Reynier de tracer avec M. de Grüne la ligne de démarcation entre les deux armées. Selon son habitude, il avait consulté Saint-Cyr et Desaix; celui-ci était encore très-souffrant de sa blessure; Saint-Cyr se trouva donc à peu près seul pour combattre le sentiment de Moreau, et mit beaucoup de chaleur à lui démontrer que cet armistice était une mesure contraire aux intérêts de la France, et qu'au lieu d'avancer la conclusion de la paix il la retarderait; que c'était une faute de suspendre les hostilités en Allemagne d'après un simple avis de Berthier, puisqu'on ignorait à Léoben les récentes victoires de Neuwied et de Diersheim. En effet, Hoche et Moreau, vainqueurs sur le Rhin, auraient mieux servi les négociations entamées par Bonaparte en poussant leurs opérations avec d'autant plus de vigueur que l'ennemi se montrait plus pressé de voir finir la guerre. Nos armées d'Allemagne ne devaient s'arrêter qu'après s'être emparées d'une bonne position dans la vallée du Danube, et l'on devait du moins attendre les ordres du Directoire, qui, depuis le siége de Kehl, avait formellement defendu à Hoche et à Moreau de négocier aucun armistice sans son autorisation.

La blessure que Desaix avait reçue à la jambe fut longue à guérir; dès sa convalescence, il ne cacha point à Saint-Cyr son dégoût de servir davantage avec Moreau, et lui avoua sous le sceau du secret qu'il n'attendait que son rétablissement et une occasion favorable pour se rendre en Italie et s'attacher à la fortune de Bonaparte. « Car, « disait-il, je suis persuadé que Moreau ne fera jamais

« rien de grand, et que nous ne pourrions jouer auprès « de lui qu'un rôle très-subalterne, tandis que l'autre est « fait pour jeter un tel éclat, acquérir une gloire si im- « mense, qu'il est impossible qu'il n'en rejaillisse pas sur « ses lieutenants (1). »

C'était le premier symptôme d'ambition que Saint-Cyr voyait à Desaix; il s'en étonna, et, comme elle semblait prendre sa source dans une admiration outrée, quoique sincère, il combattit cette résolution de toutes ses forces. Saint-Cyr regrettait vivement son camarade, son ami; il sentait la perte qu'il allait faire, et cédait, peut-être à son insu, au mouvement d'intérêt personnel que lui causait la perspective de leur prochaine séparation si les hostilités en Allemagne recommençaient. Sans doute leur manière de faire la guerre était aussi différente que la nature de leur esprit et de leur caractère; ils étaient même rarement d'accord dans les conseils de l'armée, ce qui procurait au général en chef l'avantage de prendre son parti après avoir entendu débattre les opinions contraires; mais, sur le terrain, leur divergence de vues ou d'appréciations disparaissait et faisait place à l'unité et à l'union dans l'action. Desaix n'aimait pas à s'engager à fond et recherchait les affaires d'avant-garde et de troupes légères, où brillaient son courage, son habileté à manier la cavalerie et son intelligence toujours servie par les meilleurs organes et les mieux exercés. Saint-Cyr, au contraire, donnait la préférence

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Camp. de 1797, t. IV, p. 191.

aux attaques d'ensemble, courtes et décisives, qui nécessitaient immédiatement l'emploi de ses réserves et par conséquent la concentration de ses forces.

Moreau prévint les désirs et les intentions de Desaix en l'envoyant à Milan auprès du général Bonaparte pour négocier le recouvrement des impositions de guerre que devaient la Bavière et la Souabe. Ces États avaient différé de les payer, et peut-être se croyaient quittes envers la France à cause de la retraite de notre armée. Moreau mandait à Bonaparte :

« Je ne puis trop vous prier de hâter les premiers « payements des contributions qui nous sont dues..... « Si partie de ces fonds ne nous rentre pas prompte- « ment, je ne sais comment sortir de l'embarras où je « suis. L'armée n'est pas payée depuis deux mois; « comme la plus grande partie est en France, elle est obli- « gée de payer tout ce qui est nécessaire à sa subsis- « tance; elle est à la veille de se livrer au désespoir. Sa « bonne volonté et sa discipline l'ont jusqu'à présent « maintenue dans le devoir. Les subsistances et l'habil- « lement ne sont rien moins qu'assurés ; la troupe est « nue et reçoit très-irrégulièrement ses vivres... Le gou- « vernement ne nous promet rien, et il est impossible que « notre situation actuelle dure encore longtemps (1). »

L'armée, quoique étonnée d'avoir à supporter une pareille misère sur le territoire national, au sein du repos et à la veille d'une paix méritée par cinq années de

(1) Moreau à Bonaparte, Strasbourg, 17 juillet 1797.

guerres acharnées, souffrait avec résignation; ni son courage, ni sa patience, ni son dévouement, ni sa discipline n'en étaient altérés. Demeurée sourde à l'appel des passions soufflant de l'intérieur, et étrangère aux excitations des partis politiques qui divisaient le gouvernement, elle leur avait tourné le dos en faisant face aux armées ennemies; et c'était là seulement qu'elle voyait des adversaires à combattre. Le coup d'État du 18 fructidor ne la tira pas de cette position patriotique; n'ayant participé à la lutte ni directement ni indirectement, elle n'eut pas d'adresses à envoyer, pas de félicitations à faire aux vainqueurs, et n'imagina pas que, la bataille gagnée, elle dût sonner la charge contre les vaincus. Cette conduite, modérée et digne d'éloges en d'autres temps, la rendit suspecte au Directoire; car les gouvernements faibles sont imprudents et injustes : ils ne s'inquiètent que des avantages du moment présent, et ne s'aperçoivent des dangers que trop tard et lorsqu'ils ne peuvent pas les prévenir ou les détourner.

Mais si le Directoire eut tort d'abreuver de dégoût une armée animée du plus pur patriotisme, il frappa justement Moreau. On se rappelle que, le 21 avril, notre avant-garde s'était emparée, à Offenbourg, du fourgon contenant les papiers du baron de Klinglin, émigré français (1), devenu officier général au service de l'Autriche,

---

(1) Klinglin était l'homme de confiance des généraux autrichiens, et Mallet-Dupan écrivait au comte de Sainte-Aldegonde : « Voilà l'armée « du Rhin commandée par un vieillard sourd et borné que conduit « Klinglin, l'homme le plus médiocre; de l'autre, par un jeune prince

et chargé de la correspondance secrète à l'état-major de l'archiduc, de Wurmser et de Latour. Dès les premières lettres déchiffrées et traduites, on eut la preuve des coupables intelligences de Pichegru avec l'ennemi, et des crimes de ses agents envers l'armée. Que devait faire Moreau? Il devait envoyer tout de suite au Directoire cette volumineuse correspondance; mais, au contraire, il la cacha, la tint secrète, s'en ouvrit à Desaix et à Reynier, et voulut en parler à Saint-Cyr, qui évita soigneusement de recevoir cette confidence non moins dangereuse pour celui qui la faisait que pour celui qui la recevait. Moreau, mandé à Paris après la réussite du coup d'État, s'était fait précéder de quelques lettres du prince de Condé et même de Louis XVIII. Il adressa, le 23 fructidor, une proclamation à l'armée, et lui dénonça Pichegru. Cette trop tardive révélation et ses explications données, tant bien que mal, au directeur Barthélemy, jeté lui-même au nombre des déportés, ne pouvaient pas le sauver de la disgrâce du parti vainqueur; il échappa à une accusation de complicité qu'il devait craindre, quoiqu'elle eût été souverainement injuste; car Moreau était républicain franchement et loyalement. Il aimait Pichegru, et cette amitié l'aveugla sur la nature de ses devoirs. En politique, la ligne droite est le chemin le plus court et le meilleur à suivre; et si Moreau avait divulgué à temps les intrigues auxquelles Pichegru se trouvait malheu-

---

« valeureux et sans expérience, et par un général qui n'a jamais com-
« mandé 10,000 hommes. » (24 avril 1796, *Correspondance*, t. I, p. 229.)

reusement mêlé, celui-ci était contraint de se retirer à l'étranger, les membres du Directoire restaient unis, les Conseils ne se divisaient pas, et la France n'aurait pas couru le risque de sombrer et de périr par un orage soulevé en pleine paix.

Hoche, près de mourir à Wetzlar, avait désigné Saint-Cyr pour commander l'armée de Rhin-et-Moselle; cette fatale correspondance de Klinglin fut donc rapportée par Reynier à Creutznach, où se trouvait le quartier général. Reynier proposait de continuer à la faire déchiffrer; mais Saint-Cyr n'y consentit pas, et ne voulut pas connaître ces honteuses écritures qui semblaient porter malheur à ceux qui les touchaient. Il fit enfermer cette correspondance dans une caisse, la scella de son cachet et l'expédia au Directoire sous une escorte de chasseurs à cheval.

Le 23 septembre, Augereau, ce turbulent héros des Fructidoriens, qui ne se doutait même pas que sa victoire comptait à un autre que lui, vint en triomphateur prendre le commandement des deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, réunies sous la pompeuse dénomination d'armée d'Allemagne. Ce vainqueur d'un jour de discordes civiles, gâté par la flatterie qui s'attache à toute fortune naissante, ignorait que les mauvais gouvernements ne donnent des commandements aussi étendus qu'avec l'intention de les retirer vite, et ne les confient qu'aux hommes incapables de mesurer leurs forces. Augereau en fit l'expérience. Il avait laissé sous les ordres de Saint-Cyr les six divisions de l'ancienne armée de Rhin-et-Moselle; deux mois après, il fut réduit

à en reprendre le commandement; mais on lui ménageait une plus rude chute; car, le 29 janvier suivant, le Directoire l'envoya à Perpignan commander simplement la dixième division territoriale.

Le 12 décembre, Saint-Cyr avait été chargé de prendre possession, au nom de la république, des vallées de l'Erguel et de Moutier-Grandval, dépendant de l'ancienne principauté de Bâle et situées dans le Jura. Sa mission était délicate, parce qu'il ne fallait pas alarmer les cantons suisses au sujet de leurs frontières, et surtout ne pas fournir des prétextes de récriminations aux ennemis de la France qui exerçaient le plus d'influence sur les différents cantons helvétiques. Saint-Cyr exécuta les ordres du Directoire en employant tous les ménagements qui rendent ces annexions de territoire et ces changements de nationalité moins pénibles aux populations qui les souffrent. Cette réunion était avantageuse aux habitants de ces vallées, parce qu'en devenant Français ils pourraient se procurer à meilleur compte les grains nécessaires à leur consommation, et qu'ils vendraient plus librement et plus cher les ouvrages d'horlogerie qui forment leur industrie principale. Mais les hommes sont lents à changer d'habitudes; ils ne quittent pas sans douleur leurs anciens usages : la patrie, c'est le nom, la tradition, le souvenir, la famille, tout ce qu'on aime et tout ce qu'on regrette en s'en détachant.

CHAPITRE V.

Armée de Rome en 1798. — Sédition de l'armée contre Masséna. — Elle est réprimée par Saint-Cyr.

Après le traité de Campo-Formio, la France semblait ne plus avoir d'ennemis à combattre sur le continent. La coalition monarchique se reconnaissait vaincue par la Révolution; il ne restait à la France qu'un dernier adversaire, l'Angleterre; seule elle valait tous les autres, car elle dominait sur les mers et pouvait à chaque coup de son redoutable trident ébranler de nouveau l'Europe. Le Directoire s'apprêta donc à l'attaquer, dès qu'il fut certain de la paix avec l'Autriche, et rassembla sur les côtes de l'Océan et de la Manche des flottes et des armées. Les troupes, pleines de confiance, se croyaient destinées à venger l'honneur de la France sur le sol même de la Grande-Bretagne. Dans cette guerre, où il faudrait vaincre ou mourir, leur général en chef serait Bonaparte, le plus grand de tous par l'éclat de son génie, aussi bien que par sa double gloire de conquérant et de pacificateur. On lui donnait pour lieutenants, Desaix, Saint-Cyr, Kléber, Berthier, Championnet, Gre-

nier, Oudinot, Victor, Reynier... Jamais expédition d'outre-mer ne sembla plus populaire; la descente en Angleterre, c'était la croisade des plus nobles passions républicaines contre le gouvernement aristocratique; ce serait plus que deux peuples aux prises, ce seraient deux idées, deux principes se disputant l'empire. Bonaparte, qui étouffait déjà dans une atmosphère de simple citoyen, et à qui le premier rang après le rang suprême ne suffisait plus, ne tarda pas à faire ajourner ce projet, dont il eut bientôt reconnu les difficultés et même les impossibilités. D'ailleurs, il se trouvait trop près du Directoire et avait hâte de s'en éloigner. De leur côté, les directeurs, qui pressentaient que leur ruine viendrait de celui-là même qu'ils avaient placé trop au-dessus d'eux, ne demandaient qu'à le voir hors de France. Bonaparte leur proposa l'expédition d'Égypte : son plan fut adopté, et, en le proposant comme en l'acceptant, chacun crut avoir trompé un adversaire dangereux; quant aux véritables intérêts de la France, personne n'y avait songé.

Le 8 mai, Saint-Cyr passait à Paris pour se rendre en Normandie, où se réunissaient les troupes qu'il devait commander. Dans sa visite au directeur Reubell, il éprouva quelque surprise en s'entendant demander à quelle armée il avait servi. Les hommes qui gouvernaient alors la France étaient fort ignorants des choses militaires, et cette ignorance n'était pas tout à fait de leur faute. L'extrême mobilité du pouvoir directorial laissait à peine à ceux qui y parvenaient le temps de connaître les généraux qui faisaient réellement la guerre et de s'instruire de leurs actions. Le directeur Reubell n'avait

lu que les bulletins des armées et quelques rapports des généraux en chef, qui, n'ayant pas l'habitude de gâter Saint-Cyr, oubliaient volontiers de citer son nom. « Parlez-vous l'italien, général? » lui demanda Reubell. La réponse de Saint-Cyr fut affirmative. Le lendemain matin on le manda au Directoire.

« Vous partirez dans les vingt-quatre heures pour « Rome, où vous remplacerez Masséna, lui dit le pré- « sident Merlin. Rendez-vous chez le ministre de la « guerre, qui vous remettra votre ordre et vos instruc- « tions. »

Le gouvernement cachait avec soin la connaissance de l'insurrection militaire qui venait d'éclater à l'armée de Rome, et qui menacait de gagner plusieurs points de l'Italie. Rien n'avait transpiré au dehors, et le ministre Schérer ne se montra guère communicatif à l'égard de Saint-Cyr; il ne lui fit que des demi-confidences, portant plutôt sur les faits eux-mêmes que sur les moyens de réprimer la révolte.

Or, voici ce qui s'était passé. Quand Berthier eut renversé le gouvernement papal, il proclama une constitution calquée sur la Constitution de l'an III, et inaugura la seconde république romaine en évoquant les mânes des Catons, des Brutus et des Hortensius, au milieu d'une foule de Catons, de Brutus et d'Hortensius sortis des cafés et des cabarets de la ville éternelle. L'armée de Rome, composée de deux divisions sous les ordres des généraux Rey et Dallemagne, occupait les États de l'Église. Le 19 février, le Directoire, mécontent de Berthier, l'avait remplacé par Masséna. Dès ce moment Rome fut

littéralement livrée au pillage par les agents français et traitée en ville prise d'assaut.

Masséna, ce grand homme de guerre dont la vue et les idées s'éclaircissaient à la fumée et au bruit du canon, fermait les yeux et se bouchait les oreilles dès qu'il s'agissait de déprédations. Le 24 février, tous les officiers présents à Rome, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, au nombre de deux cent quarante-deux, se réunirent à la Rotonde en assemblée délibérante. Là ils déclarèrent qu'ils ne reconnaissaient plus Masséna pour leur général en chef, et offrirent le commandement de l'armée à Berthier, en *lui demandant vengeance des vols faits dans Rome par des monstres gradés et des administrations dévastatrices et corrompues, plongées nuit et jour dans le luxe et la débauche* (1). En même temps ils installèrent au Capitole un comité revêtu de pleins pouvoirs, et chargé de veiller au bon ordre et à la sûreté de la ville, ainsi qu'au salut et à l'honneur de l'armée. Cela fait, ils rédigèrent une note explicative de leur conduite, et l'envoyèrent par quatre d'entre eux au Directoire. Les chefs de brigade et les officiers supérieurs ne prirent aucune part à cette insurrection et demeurèrent sans autorité et sans commandement; car la troupe approuvait la conduite de ses officiers et faisait cause commune avec eux. En peu de jours, tous les corps cantonnés, hors de Rome, dans les États de l'Église, adhérèrent à ces coupables déclarations.

---

(1) Adresse des officiers de l'armée de Rome au général Alexandre Berthier.

Lorsqu'on vit l'armée se séparer de ses chefs, on dut la croire facile à surprendre et à détruire. Les meneurs de la multitude, les fanatiques, qui pullulent à Rome, les moines et les agents de la cour de Naples épiaient de longue main les phases de ce mouvement insurrectionnel, auquel ils étaient mêlés; ils se persuadèrent, non sans raison, qu'ils ameuteraient aisément et promptement la population contre l'armée; et, comme d'ordinaire, on eut recours aux miracles. Les saints s'agitaient dans leurs niches, les madones pleuraient; le moment était donc venu d'exterminer les Français, maudits de Dieu. Le 25 février, on vit descendre du quartier populeux des Monts et du Transtévère des bandes d'hommes armés de poignards, et ayant pour mot d'ordre et de ralliement : *Vive Marie!* Sur leur passage ils égorgèrent tous les Français, militaires ou non, qu'ils reconnurent. Les troupes prirent les armes, et Masséna fit ce qu'on était en droit d'attendre de sa grande expérience et de son habileté. Les Transtévérins et leurs complices, cernés, repoussés et traqués par nos colonnes, furent acculés, fusillés au pont du Tibre, et leurs quartiers enlevés, fouillés, et impitoyablement purgés de tous les bandits et assassins qu'on trouva encore armés.

Cette prompte victoire ne changea pas les mauvaises dispositions des officiers à l'égard de Masséna : à huit heures du soir, leur comité renouvela sa protestation de la veille, et déclara, une seconde fois, que « l'armée ne « reconnaissait pour général en chef que le général « Alexandre Berthier, lequel demeurait prié, et, en tant « que besoin, requis de prendre les mesures nécessaires

« pour réprimer les mouvements insurrectionnels qui se « sont manifestés dans la ville de Rome, et qui compro- « mettent la sûreté de l'armée et du peuple romain. »

A la signification de cet étrange arrêté, Masséna, qui croyait avoir reconquis dans cette sanglante journée la reconnaissance des troupes, se retira à Monte-Rossi, où il n'attendit pas longtemps les ordres du Directoire, qui le rappelait en France.

Telle était la situation des choses : Saint-Cyr n'apprit toute leur gravité qu'à Milan, et de la bouche de Berthier, qui, de retour de Rome, lui remit les instructions du ministre. Le Directoire voulait qu'on s'emparât des vingt et un officiers signataires de l'arrêté du 24 février, et qu'on les envoyât à Milan ou en France, pour être traduits devant un conseil de guerre.

« Croyez-vous qu'il soit possible d'exécuter un pareil « ordre? demanda Saint-Cyr, et pourrai-je au moins « compter sur l'obéissance des soldats? »

Berthier répondit franchement qu'il ne fallait pas trop y compter. « Mais, ajouta-t-il, vous verrez mieux cela « vous-même quand vous serez sur les lieux : vous m'é- « crirez, et nous aviserons à ce qu'il sera le plus con- « venable de faire. Pour le moment, il faut partir et vous « rendre à Rome le plus tôt possible. » Lorsqu'il y arriva, le 26 mars, le désordre des troupes était au comble.

Saint-Cyr descendit au palais Colonne, et reçut, le soir même, une singulière visite, celle de M. d'Agincourt. Ce savant antiquaire habitait Rome depuis longtemps et s'occupait à recueillir les matériaux nécessaires à la publication de son histoire de l'art au

moyen âge. Témoin de tant de dévastations ordonnées ou excusées, il se désolait sur cette pauvre Rome qu'il avait vue naguère si riche et si pompeuse : les objets de son culte s'en allaient enlevés, vendus, meurtris, saccagés; on détruisait tout, même les ruines jusqu'alors réputées éternelles. M. d'Agincourt s'était formé la plus singulière idée du caractère et des intentions de Saint-Cyr, puisqu'en l'abordant il lui remit, sous forme de supplique, une copie de la lettre que l'historien Procope fait écrire par Bélisaire à Totila pour l'engager à ne pas ravager Rome (1). Saint-Cyr reçut cette demande en souriant, causa peinture et beaux-arts en amateur éclairé, et M. d'Agincourt se retira bien convaincu que personne au monde n'était moins disposé que le nouveau général français à suivre l'exemple des Vandales.

Le lendemain, tous les officiers vinrent à la visite de corps chez le général en chef; à l'allocution sévère que Saint-Cyr leur adressa, ils répondirent avec soumission et en avouant leur faute; mais, disaient-ils, on les avait poussés à la commettre, personne n'ayant voulu écouter leurs plaintes, ni Berthier, ni Masséna, ni aucun des généraux de l'armée. En voyant les intérêts de la France compromis, l'honneur de l'armée en péril d'être blessé, ils n'avaient pas hésité : ils s'étaient fait justice eux-mêmes et s'en étaient pris à Masséna, parce qu'il semblait le plus coupable; leur démarche, si irrégulière qu'elle

(1) Procope, *Guerre des Goths*, liv. 3, ch. 22.

fût, avait du moins sauvegardé les plus précieux intérêts de l'armée sans compromettre sa sûreté. Quant à l'adresse délibérée au Capitole et envoyée au Directoire, on ne pouvait pas la regarder comme séditieuse, puisque, six mois auparavant, les généraux Augereau, Masséna, Bernadotte, Joubert et Bonaparte leur en avaient dicté d'analogues pour appuyer la majorité du Directoire contre les Conseils et sauver la République près de périr au 18 fructidor. En terminant, les officiers promirent à Saint-Cyr de faire rentrer les troupes dans le devoir, et le supplièrent de réclamer l'indulgence du gouvernement pour ceux de leurs camarades envoyés en députation à Paris.

Cette insurrection de tous les officiers d'une armée qui déposent leur général en chef et le forcent à s'éloigner est un fait peut-être unique dont il serait difficile d'assigner les causes réelles. Cette insurrection n'avait eu ni le caractère ni les allures de ces actes de mutinerie auxquels tant de grands capitaines, anciens ou modernes, ont été exposés; il n'y avait eu contre Masséna ni scènes tumultueuses, ni menaces, ni violences; les officiers avaient unanimement rejeté son autorité à la suite d'une délibération prise *à la face de l'Éternel, dans le temple duquel ils s'étaient assemblés* (1). Mais était-ce bien le spectacle navrant des spoliations exercées à Rome qui les avait poussés à cette sédition? Les armées victorieuses éprouvent-elles de ces délicatesses-là envers des

(1) Déclaration au général Alexandre Berthier, 25 février 1798.

populations soumises, et prennent-elles tant de soin des intérêts des vaincus? Saint-Cyr avait peine à se le persuader; il croyait que cette insurrection sans exemple avait eu d'autres motifs moins respectables et demeurés secrets, et que même elle avait été fomentée par de redoutables instigateurs restés dans l'ombre. Masséna n'en doutait pas; toute sa vie il en a exprimé des plaintes amères que l'histoire n'a pas accueillies; et Saint-Cyr, n'ayant découvert aucune preuve positive à cet égard, s'est constamment refusé à mettre ses conjectures en opposition des déclarations formelles d'un aussi grand nombre de braves et loyaux officiers.

Saint-Cyr les avait rendus responsables du prompt rétablissement de l'ordre; ils s'y employèrent avec tant d'activité que, le 28 mars, tous les corps étaient rentrés dans le devoir. La faute de l'armée était si grave qu'on aurait dû, autant par justice que par prudence, faire rechercher les auteurs de l'insurrection contre Masséna et les punir avec une sévérité exemplaire. La discipline, c'est l'âme et la religion des armées; en la violant, on commet donc une espèce de sacrilége, et le glaive, qui le punit, ne doit jamais se rouiller dans les mains des dépositaires de l'autorité; mais le Directoire, déchu dans l'opinion publique, ne se montra que téméraire en prescrivant contre l'armée de Rome des mesures de rigueur qu'il n'eût pas osé soutenir si les troupes avaient fait mine de résister; il s'engageait dans une voie où il était également périlleux d'avancer ou de reculer, puisqu'on n'était pas certain de l'obéissance de l'armée, et que la désobéissance d'une seule armée pouvait en-

traîner celle de toutes les autres en Italie et précipiter la chute du Directoire.

Saint-Cyr, trop fort pour être impatient et trop rigide pour retarder d'un jour l'exécution d'un ordre quand il la croyait possible, jugea qu'une fois la régularité remise dans les actions des soldats ils reprendraient tout naturellement leurs habitudes de soumission. Le 30 mars, il fit appeler chez lui les officiers supérieurs et leur signifia les intentions du Directoire; tous en furent effrayés, et déclarèrent unanimement qu'il leur semblait impossible d'arrêter les vingt et un officiers que le ministre désignait, qu'ils étaient la tête de l'armée par la confiance qu'ils inspiraient, et qu'en essayant de mettre la main sur eux on éveillerait infailliblement une nouvelle insurrection; car, dans l'état d'effervescence et de conjuration des esprits, il paraissait évident que tous les autres officiers, et les soldats après eux, se soulèveraient, puisqu'ils s'étaient promis par serment de ne pas se séparer et de se défendre mutuellement. Saint-Cyr ne se dissimulait pas et ne dissimulait pas aux chefs de corps les dangers qu'on allait courir; cependant, comme il ne s'agissait pas de délibérer sur l'exécution d'un ordre du Directoire, mais de lui obéir, quelque hasardeuses qu'en fussent les conséquences, il prescrivit aux commandants des demi-brigades, des bataillons et des escadrons, d'arrêter, coûte que coûte, les officiers reconnus coupables. A dix heures du soir ils quittèrent le général en chef, et, conformément à ses instructions, opérèrent les arrestations et conduisirent au château Saint-Ange les prisonniers, qui tous se laissèrent arrêter sans protester et

sans opposer la moindre résistance. On les enferma séparément et au secret le plus rigoureux, sous la garde du sévère chef de bataillon Mouton, de la 11e demi-brigade de ligne.

A la pointe du jour, et les arrestations connues, les officiers coururent aux casernes, s'assurèrent que les dispositions des soldats n'avaient pas changé, et, pleins de confiance en l'appui de la troupe, se réunirent au Capitole. Là, les esprits les plus ardents, ceux qu'on trompe avec le plus de facilité et qui se trompent eux-mêmes, firent décider qu'on irait au fort Saint-Ange enlever à main armée les prisonniers, mais que, par égard pour le général en chef, on se rendrait en députation près de lui pour demander l'ordre de leur délivrance. Les députés se présentent au palais Colonne, où Saint-Cyr logeait; il refuse de les recevoir, et leur fait dire par un de ses aides de camp qu'une réunion d'officiers, délibérant loin de leurs drapeaux et sans le commandement de leurs supérieurs, commet la plus grave infraction aux lois de la discipline, et que c'est un acte de rébellion dont ils auront tôt ou tard à lui rendre un compte sévère.

Lorsque les députés rapportèrent à l'assemblée du Capitole l'inutilité de leur démarche et la menaçante réponse de Saint-Cyr, il s'éleva contre lui une immense et unanime clameur. Jamais, disait-on, l'armée n'avait été traitée avec un tel mépris; il fallait donc se jeter sans retard sur le château Saint-Ange et s'en emparer. Cependant, sur les observations des officiers les plus raisonnables, on consentit à temporiser, et l'on envoya une seconde députation à Saint-Cyr. Il refusa de la rece-

voir, comme il avait fait de la première. Alors les officiers, ameutés en grand nombre sur la place Colonne, se disposent à forcer la consigne du palais; mais la garde avait pris les armes et s'apprêtait à les repousser. « Tel « j'ai vu, à différentes époques, le caractère du soldat « français, écrivait Saint-Cyr; au milieu d'une insurrec- « tion générale, son chef peut encore compter sur la fi- « délité de sa garde (1). »

Cet échec, au lieu de rendre les officiers plus sages, les irrita; leur désappointement les poussa en pleine sédition, et les meneurs du parti papal et du parti napolitain durent se réjouir en secret de leur prochain triomphe. Mais, pendant ces délibérations des officiers et leurs allées et venues du Capitole au palais Colonne et du palais Colonne au Capitole, les détenus du château Saint-Ange avaient eu le temps de reconnaître l'énormité de leur faute. La nuit et dans l'isolement, leurs têtes s'étaient calmées. Ne voyant pas arriver de secours, comme ils s'y attendaient, ils se crurent abandonnés de leurs camarades. Dans la matinée, plusieurs d'entre eux avaient demandé à se concerter, afin de désavouer collectivement ou individuellement par écrit leurs signatures mises au bas de l'arrêté du 24 février. Les plus récalcitrants, ébranlés par l'exemple et gagnés par les bons conseils de leurs officiers supérieurs, se soumirent dans la journée; à quatre heures, on remettait à Sain-Cyr leur dernière dénégation. Malgré son inflexibilité de caractère, il aimait mieux trou-

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Affaire de Rome, p. 56.

ver des esprits repentants que d'avoir à punir des coupables : ces marques de soumission lui parurent suffisantes, et il délivra l'ordre d'élargir les prisonniers. A ce moment, la tumultueuse assemblée du Capitole se décidait à marcher en masse contre le château Saint-Ange, et l'on devait craindre que tous les officiers, même les plus opposants et les plus sages, ne s'engageassent dans cette folle entreprise par faux point d'honneur. Pour prévenir ce malheur Saint-Cyr fit battre la générale dans tous les quartiers de Rome. A l'instant l'assemblée du Capitole est dissoute, chacun court à son drapeau et à son poste; car chacun se souvenait de la perfide attaque des Transtévérins au 25 février, et du nombre des victimes tombées sous leurs poignards.

Saint-Cyr tint les troupes quelque temps dans l'attente; puis, accompagné des commissaires du Directoire, Monge et Daunou, des généraux Dallemagne, Kellermann, Dessolle et Dufraisse, des chefs de brigade Marchand, Partouneaux et Alméras, et de tous les chefs des services militaires et civils, il se rendit sur les positions occupées par les troupes au Capitole, à la Rotonde, à Sainte-Marie-Majeure. Toute la ville était illuminée; les habitants se pressaient en foule dans les rues, aux fenêtres et aux balcons. A la lueur des flambeaux, en présence de l'élite de la population romaine, Saint-Cyr, de cette voix noble et sonore qu'on n'entendait pas sans être ému, adressa aux corps assemblés une proclamation où, rappelant leurs récentes victoires et les obligations de la discipline auxquelles ils venaient de manquer, il leur signifiait les volontés du Directoire :

examen de la conduite des dix ou douze officiers signalés comme les plus coupables, promesse de ne rechercher ni inquiéter les autres, punition des dilapidateurs de la fortune publique, et acquittement prompt et fidèle des dettes de la patrie envers ses courageux défenseurs..... « Je jure par vos triomphes, » disait-il en terminant, « qu'il n'y a qu'un ennemi de la République « qui puisse refuser son hommage à de si équitables « dispositions.

« C'est par la discipline militaire la plus rigoureuse « que la république romaine, que vous venez de réta- « blir, s'est élevée jadis à un degré de gloire que vous « seuls avez pu atteindre. Soldats, dans cette Rome où « vous êtes, aucun acte d'insubordination n'est demeuré « impuni durant les siècles de la liberté. On n'y pardon- « nait pas au vainqueur, s'il avait vaincu sans avoir « l'ordre de combattre. Les discordes civiles étaient ré- « servées pour les assemblées publiques : à l'armée, les « citoyens ne savaient qu'obéir et vaincre. Soldats fran- « çais, c'est à vous de redonner aux Romains les exem- « ples de leurs ancêtres.

« Fidélité à la Constitution, haine aux instigateurs « des rébellions militaires, haine aux dilapidateurs « de la fortune publique, voilà mes serments et les « vôtres. »

Les officiers et les soldats répondirent : *Nous le jurons!* et ce cri, poussé unanimement, déconcerta les agents de l'étranger, et prouva aux provocateurs de désordres que l'armée était redevenue, à la voix de Saint-Cyr, ce qu'elle n'aurait pas dû cesser d'être, aussi sou-

mise à son général qu'elle s'était toujours montrée brave aux combats.

Le 2 avril Desaix arrivait à Rome; sous le titre apparent de commandant de l'aile gauche de l'armée d'Angleterre, il venait organiser sa division, destinée à l'expédition d'Égypte, et surveiller l'embarquement de ses troupes à Civita-Vecchia. Desaix et Saint-Cyr ne se revirent pas sans éprouver une sorte d'embarras. Desaix savait que Saint-Cyr le blâmait de se lier aussi étroitement aux projets ambitieux et personnels de Bonaparte, général déjà hors de proportions dans une république, et qui semblait absorber au profit de son incomparable fortune tous les rayons qui s'en approchaient; et ce sentiment, quoique secret, introduisit dans leurs relations, et même dans leur correspondance, une forme de style jusqu'alors inusitée entre eux; pendant leur séjour à Rome ils cessèrent de se tutoyer.

Après le départ de Desaix, qui forma sa division des 21e légère, 61e et 88e de ligne, des 7e de hussards et 20e de dragons, et l'envoi dans la haute Italie des 15e légère, 5e et 12e de ligne, et du 24e de chasseurs à cheval, l'armée de Rome ne comptait pas au delà de 13,000 hommes; et cependant la cour de Naples se préparait ostensiblement à la guerre, et réunissait sur le Volturne et dans les Abruzzes deux corps d'armée qu'on évaluait ensemble à 60,000 hommes. Les États romains étaient couverts de bandes d'insurgés, dont les plus nombreuses se montraient dans le département du Trasimène et vers les frontières de la Toscane. Cette dernière circonstance avait donné au Directoire l'opinion que le

pape, retiré à Sienne dans un couvent d'Augustins, n'était pas étranger à ces insurrections, et même les excitait secrètement. Saint-Cyr eut l'ordre d'adresser une note au grand-duc de Toscane, pour demander qu'on éloignât le pape de l'Italie et qu'on le tranférât en Sardaigne ; mais, sur les premières observations du grand-duc, le Directoire abandonna ce projet ; et l'on attendit que cette question fût résolue par un traité entre la France, l'Espagne et l'Autriche.

Les insurgés, battus à Viterbe, à Orviette, à Perruggia, se montrèrent au nombre de 3,000 près de Citta del Castello : ils étaient bien commandés, et avaient de l'artillerie. Saint-Cyr les fit attaquer par une des brigades de la division de Macdonald. Ce fut leur coup de grâce, et ceux qui restèrent en armes se firent brigands et voleurs de grands chemins.

Vers la fin du mois d'avril, la belle légion polonaise fut envoyée à Rome ; le 6 mai, son commandant, le général Dabrowsky, écrivait à Saint-Cyr :

« Citoyen général, un siècle s'est écoulé depuis qu'un « des drapeaux pris sur les Turcs par les Polonais, lors- « qu'ils délivrèrent Vienne, a été, selon l'usage de ces « temps, attaché à la nef de l'église de Lorette... Les Po- « lonais réclament leur propriété ; et, partout où la « France dirigera cette oriflamme, elle verra nos légions « combattre avec cette fureur que leur inspirera l'idée « contrastante de notre ancienne grandeur et de l'ingra- « titude qui nous opprime présentement. Si vous voulez « bien condescendre à notre juste demande, et nous re- « mettre en possession de ce vieux drapeau, chaque

« fois que les Polonais le verront, ils se ressouviendront « avec reconnaissance que c'est à vous qu'ils en sont « redevables. »

Saint-Cyr rendit aux Polonais l'étendard musulman qu'avait consacré la piété de Sobieski : ils ont religieusement gardé ce dépôt ; car, le 29 novembre 1830, cette oriflamme, promenée triomphalement dans les rues de Varsovie, servait de point de ralliement aux hommes généreux qui chassaient l'armée russe et proclamaient encore une fois la nationalité de la Pologne.

On avait établi à Rome trois pouvoirs à peu près égaux : le pouvoir du général en chef de l'armée, le pouvoir du consulat de la république et celui de la commission du Directoire exécutif. Leur origine était la même, et cependant leurs tendances, aussi bien que leurs actions, étaient opposées, de sorte que souvent on aurait pu croire que les autorités civiles portaient l'épée de la justice, tandis que le général en chef en tenait la balance. De leurs oppositions étaient résultés plusieurs conflits, quoiqu'en fait de prééminence et d'initiative administrative Saint-Cyr reconnût en toute occasion qu'elles appartenaient à l'autorité civile.

Le conventionnel Bassal, secrétaire général du consulat, était l'âme de ce gouvernement ; il en dirigeait les conseils, il en inspirait les résolutions. Or il arriva qu'un ostensoir d'une valeur d'un million de francs fut enlevé au prince Doria, et saisi par l'ordre des consuls, sous le prétexte qu'ayant servi, chaque année, aux cérémonies du culte dans l'église de Sainte-Agnès de Navone, il devait être compris au nombre des propriétés

nationales. Cette confiscation avait eu lieu dans le but apparent de subvenir aux besoins de l'armée et de la population, subterfuge sous lequel on espérait cacher une coupable spoliation. Ce magnifique ostensoir avait été déjà convoité par Haller et respecté par cet inflexible agent des finances, qui voulait bien dépouiller sans pitié les églises, les monuments et les monastères, mais qui se serait fait un scrupule de toucher à la moindre parcelle d'une propriété privée.

Dès que Saint-Cyr eut acquis la preuve que l'ostensoir confisqué appartenait en propre à la famille Doria, il écrivit aux consuls et les invita à le restituer. Leur réponse fut évasive, et contenait des menaces contre les princes Doria relativement à l'origine de leur fortune, qu'on se proposait d'examiner. Là se trouvait le véritable mot de la question, et l'on reconnaissait à ce trait la plume et les idées démagogiques de Bassal. Il était évident pour Saint-Cyr que les consuls, forts de l'appui des commissaires du Directoire, essayeraient de rentrer, par un coup d'éclat, dans cette voie de violences contre les particuliers et de spoliations qui avaient soulevé l'indignation de nos troupes et excité leur révolte. Saint-Cyr n'était pas homme à pactiser avec ce système d'iniquités : le 30 mars il en avait dénoncé solennellement les auteurs, il les avait flétris à la face de l'armée, il en avait promis la punition exemplaire. En conséquence, il répondit aux consuls que le prince Doria lui avait remis la preuve irrécusable de son droit de propriété sur l'ostensoir; que cette preuve résultait du testament authentique du prince Pamphili, ouvert le

8 novembre 1709; que les consuls en avaient reçu une copie depuis plusieurs jours; que l'opinion générale s'était grandement émue d'un acte qui faisait soupçonner l'intention de ramener un passé si funeste à l'honneur et à la sûreté de l'armée; et que, si les consuls romains se refusaient à restituer l'ostensoir, lui, général en chef de l'armée française, saurait les y contraindre par les moyens qui étaient légalement à sa disposition.

Cette menace décida les consuls à rendre l'ostensoir; mais ils ne se résignèrent à cette restitution qu'après un commencement de résistance où l'on n'épargna ni les intimidations, ni les insinuations, ni les perfidies de tous genres aux officiers chargés d'exécuter les ordres de Saint-Cyr. Les commissaires français s'étaient mis ouvertement contre lui et dénoncèrent sa conduite au Directoire, qui, par décret du 15 juillet, le suspendit de ses fonctions et l'obligeait de rentrer avant quinze jours sur le territoire de la République, sous peine de se voir inscrit sur la liste des émigrés. On traitait de la même manière le chef de brigade Marchand, de la 11e légère, et le chef de bataillon Adviney; le premier, commandant de Rome, et le second, aide de camp de Saint-Cyr, avaient participé à l'exécution des ordres du général en chef. C'était une rude atteinte à la discipline : on en brisait l'ordre hiérarchique; on déplaçait la responsabilité en punissant l'inférieur des torts imputés au supérieur; et ce renversement de toutes les règles affligea Saint-Cyr plus vivement peut-être que l'injustice qui le frappait. En quittant Rome, il avait l'intention de demander sa retraite et de ne plus servir un gouvernement

qui ne savait que suspendre, révoquer, changer ou destituer ses généraux sans les entendre, sans informer contre eux, et sans même leur donner le temps de se justifier; mais le Directoire, mieux renseigné, se hâta de désavouer ses commissaires, les rappela en France, et en envoya d'autres qui destituèrent les cinq consuls romains et leurs incapables ministres. Saint-Cyr reçut de nouvelles lettres de service pour l'armée de Mayence (1); il y remplaçait Championnet, qui, de son côté, allait le remplacer à Rome. Dans les gouvernements énervés et qui s'affaissent d'eux-mêmes, ces demi-mesures s'appellent des réparations, et ne sont réellement que de maladroits replâtrages à l'édifice d'une autorité près de s'écrouler; ils en cachent les profondes lézardes et ne les ferment pas.

---

(1) Ce fut Suchet, alors chef de l'état-major de l'armée d'Italie, qui lui envoya ses lettres de services.

« Milan, le 20 brumaire, an VII (10 novembre 1798).

« Je vous fais passer une lettre qui vous a été adressée à cette armée « par le ministre de la guerre, contenant copie de l'arrêté du Directoire « exécutif qui vous a réintégré dans vos fonctions, et votre ordre d'em- « ploi à l'armée de Mayence. En vous félicitant de la justice qui vous a « été rendue, et que vous assurait d'avance l'opinion publique, permet- « tez-moi de vous témoigner mes regrets de ce que cet enchaînement « de circonstances vous ait éloigné de l'Italie, où de nouveaux lauriers « auraient couronné ceux que vous avez déjà moissonnés sur les bords « du Rhin. Si le sort ne m'a point permis d'être le compagnon de votre « gloire, je n'en demeurerai pas moins l'admirateur. »

CHAPITRE VI.

Campagnes de 1799. — Armée du Danube. — Combats sur l'Ostrach. — Bataille de Liptingen. — Armée d'Italie. — Bataille de Novi. — Défense de la Ligurie. — Combats de Bosco, de Novi, de Monte-Fascio.

Une nouvelle coalition continentale s'était organisée contre la république française : le grand-duc de Toscane, Naples et la Sardaigne formaient la ligue italienne; la Turquie, effrayée de la présence de Bonaparte en Égypte, s'alliait à l'Angleterre et au tzar; l'Autriche et l'empire germanique rassemblaient leurs armées sous les ordres de l'archiduc Charles; et la Russie envoyait en Italie Suwarof et 40,000 hommes de ses meilleures troupes. De son côté, la France, qui, par l'influence de ses mœurs aussi bien que par sa situation géographique, exerce sur ses voisins une grande force d'attraction et d'assimilation, avait créé les républiques batave, cisalpine, ligurienne et romaine; elles bordaient les frontières de l'Autriche et de l'Empire : c'était le jeune régime démocratique debout et frappant aux portes du vieux régime féodal.

Vers le milieu de décembre, l'armée de Mayence,

amenée aux environs de Strasbourg, avait pris la dénomination significative d'armée du Danube; elle était commandée par Jourdan, et composée de 39,000 hommes d'excellentes troupes, qui, ayant presque toutes servi à l'armée de Sambre-et-Meuse, accueillirent avec un sentiment d'orgueil bien naturel leur ancien général en chef : il leur inspirait beaucoup de confiance à cause de sa grande expérience de la guerre et de son irréprochable patriotisme. Il venait de rendre au pays un service signalé en faisant adopter la loi sur la conscription militaire, et, dans le cours de sa glorieuse carrière, on ne l'avait vu mêlé à aucune de ces intrigues politiques où tant de généraux avaient laissé quelques lambeaux de leur réputation.

Jourdan passa le Rhin, le 1er mars, sans adresser de déclaration de guerre à l'Autriche, et, dès qu'il eut connaissance des succès de Masséna dans le pays des Grisons et la haute Engadine, s'avança jusqu'au delà de Pfüllendorf sur la ligne tracée par l'Aach et l'Ostrach, ruisseaux torrentiels qui se jettent, le premier dans le lac de Constance, le second dans le Danube. La division de Férino formait la droite sur l'Aach; Lefèvre, avec l'avant-garde, occupait les villages d'Ostrach et de Friedberg; Souham et la réserve de d'Hautpoul étaient au centre vers Pfüllendorf; le corps principal, celui de gauche, que Saint-Cyr commandait (1), avait à défendre Mengen et les deux rives du bas Ostrach, à éclairer la vallée du

(1) Voir le supplément IV.

Danube, et à surveiller, au delà de ce fleuve, les mouvements de l'ennemi du côté du Necker et du duché de Wurtemberg.

L'archiduc Charles, qui avait franchi le Lech, le 3 mars, à la tête d'une armée de 54,000 fantassins et de 18,000 chevaux, campait à quelques lieues de là, à Sulgau, sur la rive droite de la Schwartzbach. Dans les deux armées l'artillerie était formidable, et en plus grande quantité, relativement au nombre des combattants, que pendant les précédentes campagnes.

Le 20 mars, Jourdan fit remettre à l'archiduc la déclaration de guerre du Directoire. L'armée autrichienne se concentrait ce jour-là, et le prince Charles nous a appris « qu'il voulait, avec toutes ses forces réunies, ouvrir la campagne par une bataille décisive (1). » Effectivement, le lendemain matin, toute son armée déboucha en trois colonnes d'attaque : celle de gauche, aux ordres du comte de Wallis, et celle du centre, où l'archiduc était en personne, se dirigeaient sur Ostrach et Friedberg; celle de droite, commandée par le prince de Furstenberg, marchait contre Saint-Cyr. L'archiduc, se fiant à son énorme supériorité numérique, attaqua avec une vivacité inaccoutumée les 9,000 hommes de Lefèvre, que soutenaient quelques détachements de la division de Souham. Nos troupes disputèrent pied à pied leurs positions en avant de l'Ostrach, et ne cédèrent le terrain à des forces quadruples qu'après un combat de

(1) Archiduc Charles, *Campagne de* 1799, t. I, p. 142.

cinq heures. Saint-Cyr repoussa le prince de Furstenberg, et dégagea vers Friedberg la gauche de Lefèvre, qui rétrogradait sur Pfüllendorf. Saint-Cyr avait pour point de retraite la ville de Mösskirch; mais il s'était résolu à défendre jusqu'au dernier moment la position de Mengen, d'après la pensée que plus on demeurerait sur l'Ostrach, et moins l'archiduc serait hardi et entreprenant au centre contre les divisions de Lefèvre et de Souham.

Le prince de Furstenberg, dégoûté d'attaquer de vive force les passages du bas Ostrach, remonta la rive droite de ce ruisseau jusqu'au terrain abandonné par notre avant-garde, et vint attaquer les hauteurs boisées où s'appuyait la droite de Saint-Cyr. Les bois sont favorables à l'intelligence et à l'agilité de nos soldats; les 1re, 50e et 108e de ligne repoussèrent constamment l'ennemi, et Saint-Cyr ne se retira que le soir, après avoir fait éprouver de grandes pertes aux Autrichiens. Il avait bien jugé des dispositions de l'archiduc; en effet ce prince, ne sachant comment s'expliquer l'immobilité du corps de gauche à Mengen et sa résistance prolongée, s'était arrêté en deçà de Pfüllendorf, et se contentait d'avoir rejeté derrière l'Andelsbach notre division d'avant-garde. Était-ce donc pour obtenir si peu qu'il avait mis en mouvement 42,000 hommes d'infanterie et 100 escadrons? Il voulait, a-t-il dit, ouvrir la campagne par une bataille générale et décisive, et, grâce à l'habileté de ses adversaires, il avait eu seulement l'occasion de livrer un combat partiel à Lefèvre et à Saint-Cyr.

Le 22 et le 23, Jourdan continua sa retraite : le

24 mars, Férino s'était replié derrière Stockach; Souham, Soult (1) et d'Hautpoul se groupaient autour d'Engen, et Saint-Cyr, en position à Liptingen et sur le chemin de Tuttlingen à Mösskirch, y combattit toute la journée le corps du général Merfeld. L'armée du Danube, considérée numériquement, n'était pas de force à combattre celle de l'archiduc en bataille rangée; mais nos troupes étaient de qualité tellement supérieure aux troupes autrichiennes qu'on pouvait, en évitant une affaire générale et en manœuvrant contre une des ailes de l'ennemi, obtenir des succès importants. Selon Saint-Cyr, c'était le rôle qui convenait le mieux à la situation de Jourdan, à son caractère comme général en chef et à sa haute prudence. « Car il n'y aurait pas d'art de la guerre si « une armée, parce qu'elle est de beaucoup inférieure, « n'avait d'autre parti à prendre que celui de se reti- « rer (2). Cependant le général en chef ne se rendit pas aux raisons que lui donna Saint-Cyr de ne pas risquer un engagement général; Jourdan, se croyant maître, en cas de malheur, de se retirer sur Schaffouse par les défilés des montagnes, et se trouvant en présence d'un ennemi qui venait de commettre à son tour la faute de s'étendre outre-mesure du Danube au lac de Constance, se résolut à lui livrer bataille.

Le 25 au matin, Férino chassa les Autrichiens du vil-

---

(1) Soult avait remplacé, dans le commandement de l'avant-garde, Lefèvre, blessé la veille au combat d'Ostrach.

(2) *Mémoires de Saint-Cyr*, Camp. de Souabe, p. 131.

lage de Steusslingen ; Souham rencontra la colonne où marchait l'archiduc, et reprit la ville d'Aach. Le prince autrichien, qui ne s'était préparé que pour une simple reconnaissance, fut surpris hors de garde et perdit un bataillon tout entier. D'un coup d'œil sûr l'archiduc eut promptement jugé qu'il s'agissait d'une bataille; il laissa le commandement du centre de son armée à Naüendorf, et courut à son aile droite, devant laquelle Jourdan réunissait Saint-Cyr, Soult et la réserve de d'Hautpoul. Le corps de Merfeld était de 15,000 hommes et se trouvait placé en avant-garde. Dès que Soult fut arrivé à la hauteur de la droite de Saint-Cyr, celui-ci attaqua les Autrichiens, les battit, et les pressa si vivement qu'ils s'enfuirent jusqu'au bois entre Liptingen et Stockach. Dans leur désordre ils perdirent 3,000 prisonniers et une partie de leur artillerie; la 1re de ligne fit à elle seule plus de prisonniers qu'elle ne comptait d'hommes sous les armes.

Ce beau succès avait eu pour témoin le général en chef, qui le regarda malheureusement comme trop décisif, et prescrivit à Saint-Cyr de marcher droit sur Mösskirch; car Jourdan persévérait dans le dessein de tourner la droite de l'armée autrichienne.

Soult, séparé de Saint-Cyr et maître de Liptingen, avait gagné du terrain sur la chaussée de Stockach et enlevé les bois que défendait le centre de l'armée autrichienne. Le prince Charles ordonna de les reprendre, et tira de sa droite deux régiments de cuirassiers et une division entière de grenadiers. « Ici commença l'un des plus « furieux combats d'infanterie qui jamais aient été livrés,

« dit le général Mathieu Dumas. L'archiduc mit pied « à terre, et chargea à la tête de ses grenadiers : le « prince d'Anhalt et le prince de Furstenberg y furent « tués (1). » Notre infanterie, composée de la 25e légère et des 53e et 67e de ligne, ne fut repoussée hors des bois qu'après une résistance que l'archiduc lui-même a déclarée admirable.

Dès que Soult eut reculé jusqu'à la plaine découverte de Liptingen, Jourdan le fit soutenir par la réserve de cavalerie de d'Hautpoul. Nos régiments, menés trop tard et sans ensemble à la charge, furent culbutés par les cuirassiers autrichiens. Jourdan, renversé sous son cheval tué, faillit être pris, et ne parvint à rallier sa cavalerie qu'en arrière du village de Liptingen, sous la protection de l'infanterie de Soult.

Saint-Cyr, jugeant d'après la vivacité du feu à Stockach que le combat de ce côté serait des plus opiniâtres, avait témoigné quelque regret de s'éloigner jusqu'à Mösskirch. Jourdan lui renouvela l'ordre de précipiter sa marche; cependant il parut se raviser, et demanda du secours à Saint-Cyr, qui dirigea aussitôt la brigade de Vandamme contre le flanc droit de l'archiduc. Le soir, la situation du corps de gauche à Mösskirch semblait désespérée, par suite de la funeste disposition dans laquelle Jourdan avait persévéré. « Heureusement, a écrit « le maréchal Soult, l'exécution de ce téméraire pro- « jet était confiée à celui de nos généraux dont la pru-

(1) *Précis des Événements militaires*, t. I, p. 46 et 47.

« dence pouvait le mieux en corriger les dangers (1). »

Saint-Cyr était coupé de Jourdan, privé de son parc de munitions resté à Tuttlingen, observé par Merfeld, pressé à droite par la division de Colloredo, à gauche du Danube par Sztarray venant d'Ulm. C'était dans ces situations extrêmes que son génie guerrier semblait se mouvoir plus à l'aise. Prévoyant qu'il serait obligé de beaucoup exiger de ses troupes, il leur donna deux bonnes heures de repos, fit manger les hommes et rafraîchir les chevaux, et, à minuit, se mit en retraite par la route directe qui mène de Mösskirch au Danube; à la pointe du jour il traversait le fleuve au gué de Laitz, en face de Sigmaringen. Sztarray n'avait pas encore paru pour lui disputer le passage, et Saint-Cyr le prévint à Ebingen. Le 27, il arrivait à Rothweil sans avoir été entamé, et se trouvait en ligne à la gauche de l'armée. Le 3 avril, Jourdan se rapprochait de la rive droite du Rhin, et prenait position à portée des têtes du pont de Kehl et de Neu-Brisach.

L'archiduc, établi à Liptingen, ne nous avait fait suivre que par de fortes avant-gardes; toute son attention, toute sa sollicitude se reporta sur la Suisse, et il ne laissa devant l'armée du Danube que le général Sztarray, à la tête d'un corps d'observation de 18 bataillons et de 64 escadrons, cantonnés entre Villingen et Engen. Jourdan de son côté partit pour Paris, en confiant le commandement provisoire de l'armée à son chef d'état-major, le

(1) *Mémoires de Soult*, t. II, p. 35.

général Ernouf. Bientôt après il fut remplacé par Masséna, et Saint-Cyr, qui, depuis l'affaire de Rome, avait de la répugnance à servir avec ce général, quoiqu'il rendît toute justice à son mérite et à sa haute réputation, obtint d'être employé à l'armée d'Italie, alors commandée par Moreau.

L'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt couvrit d'un voile de deuil la fin de cette courte campagne. Il semble qu'une sorte de fatalité étreint et aveugle ceux que guette le crime. En effet, dès les premiers jours de notre invasion dans la Souabe, le bruit s'était assez généralement répandu que nos plénipotentiaires seraient assassinés. Les hussards de Szeklers, qui formaient les avant-postes autrichiens, venaient en patrouilles jusqu'à Rastadt, dont les Français au contraire respectaient la neutralité bien mal à propos. Ce fut au colonel de ce régiment que Bonnier d'Arco, le chef de la mission diplomatique, demanda un sauf-conduit et une escorte. La réponse de cet officier fut si équivoque qu'elle aurait dû éclairer l'homme le moins méfiant et décider nos ministres à ne point quitter Rastadt. Mais il était écrit qu'ils courraient à leur perte, et ne prendraient aucune des plus simples précautions que le bon sens indiquait; et cependant ils étaient informés qu'une des brigades du corps de Saint-Cyr, celle de Legrand, avait ses avant-postes sur la Renchen et occupait le bourg de Liechtenau, à deux lieues et demie de Rastadt. C'était là qu'ils auraient trouvé secours et protection. Ils eurent à peu près cette pensée, et mandèrent au général Laroche, à Strasbourg, de leur envoyer une

escorte; celui-ci répondit avec raison que son commandement était restreint aux limites de la cinquième division militaire, et qu'il fallait s'adresser au général cantonné le plus près de Rastadt. Ils n'en firent rien, et, le 28 avril, se mirent en route à la tombée de la nuit, sans autre escorte qu'un assez nombreux domestique. On sait le reste; on sait avec quelle férocité leur assassinat fut accompli à la lisière du bois de Seltz, et comment l'archiduc Charles, généralissime des armées impériales, et tout prince impérial qu'il était, n'eut pas le pouvoir d'en punir les auteurs. Dans les croyances et le langage de nos soldats, les mots assassins et Szeklers sont longtemps demeurés synonymes; et les hussards de ce malheureux régiment, poursuivis et traités sans pitié par les nôtres, demandaient, non pas grâce pour la vie, ils la défendaient le sabre au poing, mais le pardon et l'oubli de leur cruelle obéissance aux ordres de leurs chefs.

Saint-Cyr arriva au quartier général de Gênes le 24 juin 1799. Dans toutes nos invasions de la haute Italie, cette ville devenait tour à tour notre proie ou notre refuge. Vainqueurs, nous lui faisions subir les exigences du triomphe; vaincus, nous trouvions une retraite derrière ses murs; elle était comme le réduit de sûreté du camp retranché auquel l'Apennin servait de barrière naturelle. Mais ce camp retranché, s'il était trop étendu pour qu'une armée de 40,000 hommes pût le garder et le défendre, était trop resserré pour qu'elle pût y vivre, à cause de la difficulté des communications et de la pénurie des subsistances pour

les hommes et du manque de fourrages pour les chevaux.

Moreau avait organisé son armée en trois corps : à droite, Macdonald occupait la rivière de Gênes; à gauche, Pérignon était cantonné entre Loano et Savone; le centre, sous les ordres de Saint-Cyr, placé en avant-garde à la position de la Bocchetta, surveillait les vallées de l'Orba et de la Scrivia.

Les troupes, restes glorieux des armées de Rome, de Naples et de la haute Italie, avaient aussi bien mérité de la patrie par leur constance et leur discipline dans leurs revers récents que par l'éclat de leurs victoires pendant les heureuses campagnes de 1796 et de 1797; elles supportaient avec un courage admirable les privations de tout genre, et l'abandon, poussé jusqu'à l'oubli, auquel le gouvernement les condamnait. Lassées et non rebutées par les plus rudes défaites, elles ne demandaient qu'à être ramenées à l'ennemi, certaines qu'elles étaient que tôt ou tard elles ressaisiraient la victoire. Beaucoup de ces vertus, l'armée les devait à Moreau. Cette époque de sa vie est la moins connue et peut-être la plus méritoire. Il avait accepté de servir sous Schérer comme simple général de division, se contentant d'être moins grand, pourvu qu'il fût utile. Pendant cette campagne, il devint en toute occasion le réparateur des fautes d'autrui. Après les batailles perdues de Magnano et de Cassano, il se montra ferme, prévoyant, sage et audacieux; en un mot, grand homme de guerre. Aussi possédait-il pleinement la confiance des troupes. Le 2 août, il fut remplacé par Joubert et *appelé sur le Rhin à un commande-*

ment en chef qu'on ne lui désignait même pas (1).

Cette disgrâce était la conséquence du revirement qui venait de s'opérer dans le gouvernement; les Conseils, battus le 18 fructidor, avaient pris leur revanche contre le Directoire dans la journée du 30 prairial; et, comme depuis le 13 vendémiaire chaque coup de bascule dans la politique intérieure prenait l'armée pour point d'appui, les vainqueurs du jour avaient choisi Joubert pour leur général. On l'envoyait cueillir des lauriers en Italie, afin qu'il reparût à Paris avec l'éclat d'une victoire remportée sur Suwaroff. En partant il avait jeté, disait-on, à la jeune et charmante personne qu'il venait d'épouser, ce mot trop cruellement spartiate pour qu'il soit authentique : *Tu me reverras mort ou victorieux!*

Joubert avait plutôt les qualités et les connaissances d'un bon militaire que celles d'un général d'armée. Sous le commandement de Bonaparte, il était devenu un général de division fort distingué; mais son esprit et son caractère ne l'avaient pas encore porté au delà; et, quoi qu'en aient dit ses panégyristes, il n'est pas démontré qu'il eût pu s'élever plus haut. Il avait l'âme héroïque, il était plein de noblesse et de générosité, aimait les coups audacieux, les dangers personnels, et aspirait à la renommée plutôt par l'éclat que par la fermeté de ses actions.

Joubert était arrivé à Gênes sans avoir une idée bien exacte de la force de son armée et des forces de son

(1) Moreau à Saint-Cyr, Cornigliano, 15 thermidor, an VII.

adversaire ; de loin, et pour ne pas le dégoûter d'avance d'un commandement qu'on savait être difficile, on lui avait exagéré les siennes et diminué celles qui lui seraient opposées, comme on le fait toujours; mais, en réorganisant son armée, il vit qu'elle était inférieure de moitié à celle de l'ennemi, et cette certitude ne modifia en rien son intention de reprendre aussitôt l'offensive. Macdonald venait d'être rappelé à Paris, et Joubert partagea son armée en deux corps à peu près égaux : celui de gauche, sous Pérignon, se composait des divisions Lemoine, Grouchy et Richepanse; le corps de droite, sous Saint-Cyr, était de trois divisions, aux ordres des généraux Laboissière, Watrin et Dabrowsky. Chaque corps avait en outre une division de flanqueurs; celle de gauche, sous Montrichard, occupait la vallée de la Bormida; celle de droite, sous Miollis, observait les mouvements du général autrichien Klénau, et gardait les passages de la rivière du Levant (1).

Le 6 août, Joubert se rendit à Voltaggio auprès de Saint-Cyr, et lui annonça le dessein d'attaquer le lendemain même l'ennemi avec les divisions de sa droite, afin de dégager Serravalle et de secourir Tortone ; mais il eut bien vite reconnu qu'il serait par trop imprudent d'exécuter des attaques partielles et de s'aventurer ainsi par détachements dans la plaine de Novi. Au moment de quitter Saint-Cyr, il fit allusion à un propos qu'on attribuait à Suwaroff : « Je ne veux pas qu'il dise de moi : C'est

(1) Supplément IV.

« un jeune étourdi, un échappé de collége, qui est venu « prendre une leçon et se faire battre. »

Dans la nuit, le fort de Serravalle se rendit; Alexandrie avait capitulé le 22 juillet, Mantoue le 30, et les troupes autrichiennes qui avaient fait ces deux siéges, sous les ordres des généraux Bellegarde, Ott et Kray, se concentraient à la droite de Suwaroff.

Les illusions que Joubert s'était faites tombaient une à une; à mesure qu'elles se dissipaient, ses sentiments se modifiaient aussi; à son ardeur de combattre avaient succédé une indécision et des hésitations d'autant plus excusables qu'elles provenaient de la réflexion et de l'expérience acquise sur les lieux mêmes. Joubert voyait enfin les choses telles qu'elles étaient : son infériorité numérique commençait à l'effrayer, et l'on doit croire, on a même besoin de croire, par respect pour sa mémoire, qu'il aurait renoncé à livrer une bataille rangée dans la plaine de Novi aux 70,000 Russes et Autrichiens de Suwaroff, s'il n'avait pas été encouragé par les excitations de Moreau. Celui-ci ne dissimulait pas assez son dépit de quitter le commandement de l'armée; il s'aimait mieux en Italie que sur le Rhin, où il avait cependant acquis beaucoup de gloire. Il avait donc cédé trop facilement au désir d'assister en simple spectateur à la prochaine bataille, et se faisait d'une manière trop ostensible le conseil et le mentor de Joubert. Dans cette circonstance, Moreau a été dominé par ce mesquin sentiment qu'il était indispensable à son jeune successeur; il s'est obstiné à vouloir partager un honneur et un bien qui ne lui appartenaient plus, et qu'il regrettait.

Le 14 août, l'armée, sortie des défilés de l'Apennin, s'était établie sur les dernières pentes des montagnes. Saint-Cyr avait placé à sa droite Dabrowsky, bloquant le fort de Serravalle ; à son centre, la division de Watrin ; à sa gauche, les trois brigades de la division de Laboissière entouraient Novi, la brigade de Gardanne défendant la ville, celle de Quesnel en gardant les hauteurs, et celle de Colli se liant au général Lemoine, qui formait la droite du corps de Pérignon ; à l'extrême gauche, Grouchy se prolongeait jusqu'à Basaluzzo, et terminait notre ligne de bataille. Dans cette position prise à la hâte, notre gauche se trouvait adossée au Riaffo, torrent qui coule de l'est à l'ouest et qui a creusé dans la plaine, derrière Pasturana, un ravin très-profond. Pérignon avait mis en réserve les brigades d'infanterie de Partouneaux et de Clausel, et les cinq régiments de cavalerie de Richepanse; et Saint-Cyr tenait, en arrière de Novi, les 3e et 106e de ligne, et les 400 chevaux que commandait le général Guérin.

Suwaroff campait entre la Bormida et la Scrivia : sa droite, sous les ordres de Kray, était à Pozzolo-Formigaro; au centre, il avait en face de Novi les 38 bataillons et les 58 escadrons russes de Dœrfelden, de Bagration et de Miloradowitch ; sa gauche, encore trop éloignée, arrivait par la route de Rivalta et se composait des divisions autrichiennes aux ordres de Mélas.

Dans la journée, Suwaroff, voulant examiner de « très-près notre position, fit avancer deux bataillons « de troupes légères, qui se couchèrent dans les blés le « long de notre chaîne de vedettes ; il se détacha en- « suite d'un groupe d'officiers généraux, et s'approcha

« de ces chasseurs, accompagné d'une seule ordonnance.
« Saint-Cyr, qui le reconnut à la singularité de son cos-
« tume (il était en chemise jusqu'à la ceinture), se rendit
« sur la ligne de nos vedettes, leur ordonnant de s'es-
« carmoucher avec celles de l'ennemi. Il honorait ainsi
« le passage de Suwaroff; mais celui-ci, se voyant re-
« connu, se retira sur le groupe de généraux d'où Saint-
« Cyr l'avait vu sortir (1). »

Le lendemain, une heure avant le jour, on entendit quelques coups de feu à la gauche; c'était la première attaque des hussards autrichiens qui faisaient replier les tirailleurs de la division Lemoine. Joubert se trouvait en observation avec Saint-Cyr sur les hauteurs de Novi : il partit aussitôt au galop; en se dirigeant vers la gauche, il s'arrêta, et aperçut les mouvements des généraux Ott et Bellegarde, qui s'approchaient pour attaquer Lemoine et Grouchy. A ce moment nos tirailleurs se retiraient avec trop de précipitation, et Joubert, emporté par son ardeur naturelle, se jeta au milieu de notre première ligne de feu, en criant aux soldats : *En avant! en avant!*..... Là il fut frappé d'une balle au cœur, et tomba mort sur le coup. Ainsi Joubert périt avant que la bataille ait été sérieusement engagée. Ses aides de camp firent reporter son corps à Saint-Cyr, et on le déposa secrètement dans un casin; les troupes n'apprirent sa mort qu'à la fin de la journée.

Moreau avait passé à Novi peu de temps après Joubert

---

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Camp. de 1799, p. 235, 236.

et s'était mis immédiatement sur ses traces; ayant rencontré le funèbre cortége, il reprit le commandement de l'armée, qu'il n'avait quitté que depuis huit jours. Sa prompte résolution fut un bonheur. Moreau connaissait l'emplacement et la situation des divers corps aussi bien et peut-être mieux que Joubert : il n'y eut donc pas la moindre interruption dans le commandement; et notre ordre de bataille avait grand besoin qu'on remédiât à beaucoup de fautes commises; car les troupes de la gauche, qui, la veille, n'avaient pas eu le temps d'arriver à leurs positions, faillirent être surprises au moment de les occuper. Lemoine, attaqué pendant son déploiement, demanda du secours à Saint-Cyr, qui se hâta de lui envoyer Colli avec les 14e et 24e demi-brigades de ligne; elles abordèrent aussitôt les troupes du général Ott à la baïonnette et nettoyèrent le plateau à l'ouest de Novi. Les Autrichiens étendaient leur droite de façon à prendre à revers la gauche de Grouchy; mais Pérignon leur opposa ses réserves, qui les ramenèrent dans la plaine, où ils furent chargés et maltraités par la cavalerie de Richepanse.

Cette première attaque de Kray avait complétement échoué ; il la renouvela à huit heures, sans plus de succès, tandis que Suwaroff lançait contre Novi les corps de Bagration et de Dœrfelden. Saint-Cyr avait devant lui toute l'armée russe ; il s'était privé de sa plus forte brigade, celle de Colli ; il ne lui restait que trente faibles bataillons des divisions de Laboissière et de Watrin, et la réserve de Guérin. Gardanne défendait Novi, qui avait une bonne muraille flanquée de tours et environnée

d'un fossé plein d'eau vive; et, comme il n'était pas permis de négliger le moindre accident favorable de terrain, ni la moindre précaution contre des troupes aussi aguerries que les Russes et aussi supérieures en nombre, Saint-Cyr avait fait loger tout un bataillon dans de grands fossés servant à l'irrigation et au dessèchement du terrain : c'étaient de larges et profondes tranchées où nos soldats combattaient à couvert. Aussi, durant toute la journée, la résistance de ce côté fut la plus opiniâtre, la moins chèrement payée et la plus meurtrière pour l'ennemi. Bagration et Dœrfelden essayèrent vainement d'enlever la ville et les hauteurs de Novi; ils revinrent trois fois à la charge et furent repoussés trois fois : ils se retirèrent en jonchant la plaine de leurs morts et de leurs blessés.

A trois heures, Mélas déboucha par le chemin de Rivalta, débloqua Serravalle, et fit marcher contre la droite de Watrin quatorze bataillons et la division de cavalerie du prince de Lichtenstein; en même temps le général Nobili descendait le long de la rive de la Scrivia, afin de nous couper la route de Gavi. Les troupes de Watrin cédèrent à la supériorité de forces que déployait Mélas ; leur retraite découvrit la division de Laboissière, qui redoublait de courage à mesure que le danger croissait autour d'elle, mais qui allait se trouver prise entre deux feux si l'on ne parvenait pas à arrêter, coûte que coûte, les progrès des Autrichiens. Saint-Cyr n'hésita pas à envoyer la 106e demi-brigade à la rencontre de leur avant-garde, forte de huit bataillons de grenadiers. En quelques mots il annonça à cette poignée de braves

les dangers auxquels il les exposait. « Je ne vous y « laisserai que dix minutes; je vous le promets, dit-il « en regardant à sa montre : il s'agit pour vous de sau- « ver votre division. »

Une voix, sortie des rangs, lui répondit : « Général, « mettez, comme à Biberach, les canons de l'ennemi au « pillage. »

La 106e s'ébranla dans un ordre admirable, culbuta le bataillon de Furstenberg, sur lequel tombèrent ses premiers coups, et lui enleva le général-major Lusignan, grièvement blessé. Les Autrichiens, déconcertés par cette vigoureuse attaque, reculèrent et se mirent sur la défensive. Saint-Cyr les fit charger par les 3e et 18e de cavalerie, et la 106e se retira sans être inquiétée, ramenant le général Lusignan et deux pièces de canon pillées au milieu des rangs autrichiens.

Ce fut le dernier effort de nos troupes. A cinq heures, se voyant tourné à droite par Mélas, pressé de front par les Russes, Saint-Cyr évacua le poste et les hauteurs de Novi, dont la défense avait coûté tant de sang, et vint prendre position derrière le Riaffo, à une demi-lieue du champ de bataille; Dabrowsky se replia sur Arquata et couvrit la route de Serravalle à Gênes.

L'aile gauche, où se trouvait Moreau, après avoir repoussé vaillamment toutes les attaques de Kray, se mit en retraite aussitôt qu'on eut évacué Novi, et se dirigeait vers Gavi, lorsqu'en traversant le défilé du Riaffo des colonnes d'artillerie et d'infanterie se croisèrent et s'embarrassèrent l'une l'autre. Le passage fut bientôt encombré de troupes de toutes armes, et Moreau, qui, dans

ce moment, arrivait au bas de la descente de Pasturana, se vit obligé de débrouiller lui-même ce pêle-mêle. Pérignon, Grouchy, Partouneaux et Colli, surpris et couverts de blessures, tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Pérignon avait reçu sept coups de sabre; Grouchy en avait reçu six. On perdit tout ce qui commit la faute de s'arrêter dans Pasturana, artillerie, généraux et colonels. Les troupes reprirent naturellement les chemins par où elles étaient venues, la veille, à la bataille, et les corps qui marchaient le mieux en ordre se rallièrent à la gauche de Saint-Cyr.

La victoire de Novi est encore le plus éclatant fleuron de la couronne militaire de Suwaroff en Italie, quoiqu'il ait eu la loyauté d'en attribuer publiquement tout l'honneur à Mélas. Depuis le commencement de la guerre, aucune bataille n'avait été aussi sanglante ni aussi disputée : pendant douze heures les deux armées demeurerent engagées sur tout leur front et combattirent avec un incroyable acharnement; leurs pertes furent égales : il y eut de chaque côté 10,000 hommes tués ou blessés.

Vingt ans plus tard, Suchet, qui avait été le chef d'état-major de Joubert, disait : « A Novi, Moreau a « sauvé l'honneur de nos armes, et Saint-Cyr a assuré « la retraite. » En effet, l'ennemi, constamment tenu en respect, n'essaya même pas d'inquiéter notre corps de droite; et, malgré la déroute à Pasturana, Saint-Cyr put faire reposer ses troupes pendant toute la journée du 16 août et les établir sur la forte position du Riaffo.

C'est à propos de cette ferme retraite que Moreau, amené à s'expliquer sur le mérite particulier de Saint-

Cyr et de Desaix, répondit qu'avec Desaix on était certain de gagner des batailles, qu'avec Saint-Cyr on était certain de ne pas en perdre. Ce mot est devenu célèbre et passe pour caractéristique ; beaucoup d'historiens l'ont répété et approuvé. Selon nous, il vise à l'antithèse et manque de vérité et de justesse. Au jeu si compliqué de la guerre, est-il bien facile de saisir la nuance entre gagner des batailles et ne pas en perdre, surtout si l'on fait une application de cette pensée aux actions de Saint-Cyr et de Desaix pendant leurs campagnes du Rhin? Cette réponse ne serait donc qu'un spirituel expédient pour échapper à une question peut-être indiscrète, plutôt qu'un jugement sérieux sur deux grands hommes de guerre.

Suwaroff, ne se croyant pas assez fort pour nous déloger de notre position défensive dans le pays de Gênes, demeura quinze jours en observation devant nos camps de la Bocchetta. Le 17 septembre, après la reddition de la citadelle de Tortone, il partit pour la Suisse avec l'arrière-garde de l'armée russe ; Kray se dirigea sur Coni ; Mélas, à la tête de trente-cinq bataillons et de vingt escadrons, appuya jusqu'à Brà, à gauche du confluent de la Sture et du Tanaro ; la division de Karaczay fut laissée à Pozzolo en face de Novi, et Klénau continua à resserrer Gênes du côté de la rivière du Levant. Le 22 septembre, Championnet, qui avait succédé à Moreau, chargea Saint-Cyr de défendre la Ligurie avec son corps d'armée d'environ 20,000 hommes et la garnison de Gênes.

Sa division de gauche (Laboissière) était à Dégo ; son centre (Dabrowsky et Watrin), à la Bocchetta, et sa

droite, sous Miollis, s'appuyait à la mer vers Recco. Klénau était incontestablement le plus actif et le plus entreprenant des généraux autrichiens; il s'occupait à insurger les campagnes contre nous, et avait réussi à faire prendre les armes aux habitants. Le 11 octobre, Saint-Cyr, laissant à Laboissière le soin d'observer Karaczay, fit attaquer Klénau de front par Miollis, à gauche par Watrin, tandis qu'une flottille de galères et de barques génoises, allant à la rame et à la voile, et portant un bataillon de la 106e, serrait la côte de très-près, en éloignait les corsaires ennemis et donnait aux Autrichiens des inquiétudes sur leurs moyens de retraite. Cette flottille s'empara de quatre bâtiments sous pavillon autrichien et d'un corsaire anglais armé de sept canons. Klénau, chassé de position en position et mené l'épée dans les reins trois jours consécutifs, perdit 1,200 hommes, 27 officiers, la plus grande partie de ses bagages, et se réfugia en Toscane. On aurait pu le poursuivre, le battre plus à fond et aller frapper de contributions les villes de Lucques et de Pise pour payer les troupes qui manquaient de solde depuis la fin d'avril; mais Saint-Cyr avait hâte de revenir sur ses pas afin de seconder Championnet dans ses attaques contre Kray et Mélas; il ramena donc Watrin à la Bocchetta, et, le 25 octobre, déboucha dans la plaine de Novi pour en chasser Karaczay. Saint-Cyr avait fait ses dispositions de manière à tourner la droite de cette division et à lui couper le chemin d'Alexandrie. Malheureusement, Laboissière, d'ordinaire si ponctuel dans l'exécution des ordres, ne les comprit pas, et, après avoir combattu bravement toute la matinée, s'arrêta sur

les hauteurs de Pasturana, à deux lieues du véritable champ de bataille. D'un autre côté, Watrin fut séparé de sa seconde brigade, retenue au passage d'un torrent par la crue subite des eaux, de sorte que Saint-Cyr se trouva au milieu d'une plaine immense avec huit bataillons seulement, trente chasseurs à cheval et un obusier, en face d'un ennemi qui montrait 6,000 hommes d'infanterie, 2,000 chevaux et 8 canons. Quand on a confiance en soi, confiance en ses troupes, on peut être audacieux jusqu'à l'excès. Saint-Cyr disposa ses troupes en huit échelons, la gauche en avant, chaque bataillon formant un échelon ; celui de la 12e de ligne marchait en tête : il était le marteau de notre attaque; après lui venaient Watrin avec la 62e, Jablonowsky avec la légion polonaise, et Dabrowsky avec les 3e et 106e de ligne. L'ennemi faisait sur nos troupes des feux très-vifs d'artillerie et de mousqueterie; sa belle cavalerie s'avança pour nous charger; mais, repoussée partout et ne pouvant nous entamer ni à gauche ni au centre, elle vint tomber à droite sous les balles et les baïonnettes de la 106e demi-brigade. Karaczay, rompu et mis en déroute, repassa la Bormida au-dessous de Marengo, laissant entre nos mains cinq canons, 1,000 prisonniers et 300 bons chevaux, avec lesquels on remonta les anciens cavaliers de la légion polonaise. Le lendemain, Saint-Cyr prenait position entre Tortone et Alexandrie, la gauche à Bosco, la droite à Rivalta, prêt à passer le Pô sur les derrières de l'armée de Mélas, si Masséna, dont on connaissait les éclatants succès à Zurich, se décidait à envoyer sa droite en Lombardie et à déboucher sur

Milan par le midi de la Suisse. Championnet, abandonné à lui-même, perdit la bataille de Savigliano, et Mélas, cessant de craindre pour la Lombardie, renforça Klénau et fit soutenir Karaczay par les divisions de Haddick et du prince de Rohan. Ce corps de 25,000 hommes, sous les ordres de Kray, passa la Bormida le 4 novembre, et vint occuper Marengo.

Saint-Cyr, sans cavalerie et sans artillerie attelée, ne pouvait pas défendre la plaine qui s'étend de la Scrivia à l'Orba; il se retira sur les hauteurs de Novi, dans la position où s'était livrée la bataille du 15 août. Mais ce n'était pas là qu'il voulait attendre les Autrichiens; car, libre cette fois d'agir à sa manière, il comptait leur livrer un combat de manœuvres, un de ces combats en marchant où nos troupes sont les premières de l'Europe. Pour cela il fallait tromper le général Kray et l'attirer sur un terrain accidenté et favorable aux mouvements de notre infanterie; or ce terrain, traversé par la route de Gavi, se trouvait à une lieue de Novi, à la gauche du principal affluent du Riaffo. Saint-Cyr y plaça Dabrowsky et quatre pièces de canon, les seules qu'on eût pu mener à bras jusque-là. Le 5 novembre, Watrin à Novi, Laboissière à Pasturana, n'opposèrent à l'ennemi qu'une résistance calculée; car on devait craindre que le prudent général Kray ne reconnût bien vite une ruse de guerre dans un mouvement de retraite exécuté trop tôt. Laboissière céda habilement Pasturana; Watrin se replia lentement et par échelons sur la droite de Dabrowsky; et les Autrichiens, qui nous suivaient de près et ne nous soupçonnaient pas de canons, vinrent se met-

tre en position à une petite distance de nous. Là ils furent surpris par une décharge à mitraille et à courte portée qui jeta le désordre dans leurs rangs. A ce signal convenu, nos trois divisions s'ébranlèrent simultanément : Watrin enleva la batterie le plus près de nous et poussa les Autrichiens hors de leur position; Kray, débordé sur son flanc droit par Laboissière, essaya de se dégager en faisant donner sa cavalerie; mais, la 62e demi-brigade ayant mis en fuite le régiment des chasseurs de Bucy, leur déroute entraîna le reste de la cavalerie, et les Autrichiens ne s'occupèrent qu'à assurer leur retraite sur Novi et à regagner la plaine de Pozzolo. La 106e de ligne eut encore l'honneur de porter les derniers coups à l'ennemi; « elle termina le combat « sur le lieu même où Joubert avait succombé trois mois « auparavant, et dans l'esprit de ces braves entrait l'idée « de le venger (1). » Le général Kray repassa la Bormida et vint camper aux environs d'Alexandrie, pour préserver cette place de toute insulte de notre part. Mais ni Championnet ni le Directoire ne songeaient à une semblable entreprise. Saint-Cyr reprit donc ses anciennes positions à la Bocchetta, et se rendit à Gênes, où le parti patriote le réclamait à grands cris.

Trois partis divisaient alors la population génoise : les nobles formaient le plus puissant et se montraient entièrement dévoués aux intérêts de l'Autriche; le haut commerce s'était allié aux Anglais, dont la flotte croi-

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Camp. de 1799, p. 49.

sait en vue du port ; les légistes, les négociants, les bourgeois, tous ceux qui avaient des relations d'affaires ou d'affections avec Marseille et la France, composaient le parti patriote, le parti français ; il était le moins riche et le plus énergique des trois, et se préparait à s'affranchir de la domination de l'aristocratie. Pour arriver à ce but, il lui fallait le secours de notre armée.

L'emprunt forcé, décrété par Championnet, blessait profondément les Génois, gens d'une avarice proverbiale, offrant leur argent à qui leur fait peur et ne le lâchant qu'en désespoir de cause. Aussi n'était-ce de leur part que chicanes, discussions et même résistance, dès que Saint-Cyr réclamait l'exécution du traité qui mettait à leur charge l'entretien et la solde de nos troupes. Il avait surpris les membres du gouvernement ligurien en flagrant délit de conspiration et de correspondance avec Klénau. Le 19 novembre, il le fit attaquer et battre, et sauva les Génois des dangers qu'ils s'étaient créés eux-mêmes. Mais, comme il fallait en finir avec leurs continuelles velléités de révolte, leurs reminiscences du passé et leurs sanguinaires projets de Vêpres génoises, Saint-Cyr, uni au parti patriote, fit renverser le directoire par le conseil des Soixante, et lui substitua une commission provisoire de gouvernement, chargée des pouvoirs législatif et exécutif. Cette révolution s'opéra pacifiquement, le 7 décembre ; elle eut plutôt l'air d'une fête populaire que du renversement de la vieille constitution du pays.

Cependant Championnet avait annoncé à son armée que la révolution du 18 brumaire et l'avénement de Bo-

naparte au pouvoir feraient cesser son effroyable misère, qui provenait uniquement, disait-il, de l'incurie du gouvernement tombé et du coupable abandon auquel il condamnait ses braves défenseurs. Malgré la sincérité du général en chef et la confiance qu'il inspirait, les troupes, hors d'état de comprendre la portée politique de cette fameuse journée, se déclarèrent hautement contre elle, et ce furent les corps de l'ancienne armée d'Italie, dont on avait, quelques années auparavant, exalté outre mesure les sentiments républicains, qui blâmaient le plus amèrement l'ambition du général Bonaparte. Les chefs de brigade déclarèrent unanimement qu'il serait dangereux de réunir les troupes pour leur faire prêter le nouveau serment, que beaucoup de corps ne le prêteraient pas, et qu'ainsi il valait mieux se contenter de leur silence.

La Ligurie ne produit que des fruits, des olives et des légumes, et tire du Piémont et de la Toscane les blés nécessaires à la consommation de ses habitants. Les Autrichiens occupant ces deux provinces, les Génois avaient obtenu du gouvernement français l'autorisation de s'approvisionner à Marseille ; mais, quand les bâtiments chargés de farines et de grains se disposaient à sortir du port, le vent sauta à l'est et s'y maintint pendant trente-cinq jours. Ce fut une désolation générale. La ville de Gênes avait été mise en état de siége, et Saint-Cyr, aidé de la commission de gouvernement, s'épuisait en efforts pour rassembler tout ce qui pouvait servir à la nourriture des hommes ; car il fallait pourvoir en même temps à la subsistance du peuple et à

celle de l'armée. On défendit à tout habitant de garder dans sa maison pour deux jours de vivres ; il était ordonné de mettre en commun tout ce qu'on possédait de substances alimentaires ; et l'on avait établi dans les rues de grandes chaudières pleines de soupe, qu'on distribuait aux familles pauvres, proportionnellement au nombre des personnes qui les composaient.

Les membres du gouvernement, effrayés de l'excès de ces maux et des menaces que leur faisait parvenir Mélas, demandèrent à Saint-Cyr s'il se croyait en état de défendre la ville et de protéger leurs personnes, et que, dans le cas où il se croirait trop faible, eux aviseraient aux moyens de se réfugier en France et de se soustraire à la terrible réaction qui suivrait le retour des Autrichiens. Saint-Cyr leur répondit d'être tranquilles, et que, tant qu'il y aurait dans Gênes une ration pour ses troupes, il saurait bien empêcher M. de Mélas d'y entrer.

La situation de l'armée était affreuse : les soldats, campés ou bivouaqués par un froid rigoureux sur les cimes de l'Apennin, sans souliers, sans capotes et sans argent, étaient réduits pour toute nourriture à six onces d'un mauvais pain de seigle mélangé d'avoine, de maïs et de féves. Bientôt la désertion à l'intérieur prit des proportions effrayantes et menaça de dissoudre les divisions de Victor et de Lemoine, placées au centre, à Savone et à Finale ; si toutefois c'est déserter que de quitter momentanément un pays où l'on meurt de faim et de froid pour aller demander à ses compatriotes un peu de pain et quelques vêtements. Lemoine perdit, en une seule nuit, 1,000 hommes, qui partirent avec armes et ba-

gages, et la division de Victor, encore plus découragée, était réduite de 9,000 hommes à moins de 3,000.

Les demi-brigades du corps de Saint-Cyr furent les dernières à suivre ces mauvais exemples ; mais enfin leur constance se lassa. Le 11 décembre, tous les soldats de la garnison de Gênes, décidés à rentrer en France avec leurs canons et leurs drapeaux, dont ils s'étaient emparés, s'assemblèrent de grand matin sur la place Verte pour concerter leur départ. Saint-Cyr se rendit au milieu d'eux, consentit à s'expliquer avec leurs délégués, et mit dans ses discours tant de fermeté, d'habileté, de douceur, et de cette ironie qui émeut et pique l'amour-propre des soldats sans les blesser, que ceux-ci, persuadés et repentants, étaient rentrés dans leurs quartiers avant la fin du jour et demandaient à réparer leur faute en marchant à l'ennemi. Ils demandèrent aussi à rapporter leurs drapeaux chez les commandants des demi-brigades, et à rendre à l'artillerie les canons qu'ils avaient enlevés. Saint-Cyr s'y refusa, et, tout en applaudissant à ces marques de repentir, défendit aux chefs de corps de reprendre des drapeaux qu'on avait fait figurer dans l'insurrection du matin. « C'est une « tache, disait-il aux soldats, que vous ne pouvez ef- « facer que par une victoire sur les Autrichiens. Quant « aux canons, gardez-les, et prouvez que si, dans un « moment d'égarement, vous êtes prompts à vous en « emparer, vous savez également vous en servir en face « de l'ennemi. Mais gardez-les bien ; car, s'il vous ar- « rivait de les perdre, on ne manquerait pas à Paris et « à l'étranger d'amuser le public à vos dépens. »

Le surlendemain, 13 décembre, le comte de Hohenzollern attaquait Watrin à la Bocchetta; de son côté Klénau, non moins infatigable dans ses intrigues avec les Génois que dans ses entreprises contre l'armée de Saint-Cyr, enlevait les postes du général Darnaud depuis Torriglia jusqu'à la mer. La division Darnaud, qui appuyait sa droite à la Marine, était exposée au feu d'un grand nombre de bâtiments légers que protégeaient deux vaisseaux russes de 74. Les généraux autrichiens croyaient avoir bon marché de nos soldats, affaiblis et affamés, et comptaient arriver, le lendemain, devant Gênes, qu'ils avaient la presque certitude de faire insurger contre nous. Saint-Cyr prévint leurs desseins. Le 15 décembre au matin, il marcha en personne contre la droite et le centre de Klénau, solidement établi au Monte-Fascio. La résistance y fut opiniâtre; deux bataillons russes y déployèrent une rare intrépidité, et repoussèrent nos premières attaques de front. Saint-Cyr mena contre eux les compagnies de grenadiers de la 106e, qui les prirent entièrement à revers et les forcèrent à se retirer sur le gros des troupes de Klénau. Les Russes étaient serrés de près par les 3e et 106e de ligne, qui escaladèrent le Monte-Fascio et s'en emparèrent à quatre heures du soir. En même temps Darnaud battait les Autrichiens le long de la Marine et les poussait sur Sori; à gauche, l'adjudant général Gauthrin reprenait le poste de Torriglia et les débouchés des montagnes. Le lendemain on poursuivit Klénau, qui perdit, dans les deux journées, 1,200 hommes tués ou blessés, 2,000 prisonniers et 4 pièces de canon. Nos troupes avaient

combattu avec le plus grand courage ; elles avaient racheté leur faute par l'éclat d'une victoire. Saint-Cyr leur tint parole, et permit aux chefs de brigade de reprendre leurs drapeaux.

Ce succès ne fut pas le seul bien de la journée : un bonheur le suivit ; car, le soir même, le vent changea brusquement de direction, et, le lendemain, avant midi, vingt bâtiments chargés de grains et de farines entraient dans le port de Gênes, aux acclamations du peuple et de l'armée.

Saint-Cyr avait battu les Autrichiens le 15 décembre ; ce jour-là, le premier consul promulguait la nouvelle constitution française et disait à la nation : *La constitution est fondée sur les vrais principes du gouvernement représentatif, sur les droits sacrés de la propriété, de l'égalité, de la liberté... La révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée; elle est finie.*

Le premier consul, conformément à l'esprit de la constitution, et en vue de faire revivre dans l'armée des idées qui en avaient été trop longtemps bannies, institua les armes d'honneur pour récompenser les actions d'éclat. Saint-Cyr reçut un magnifique sabre turc à poignée garnie de diamants. Ce fut la première récompense nationale que Bonaparte décerna comme chef de l'État ; il y joignit la lettre suivante :

5 nivôse, an VIII.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

« *Bonaparte, premier consul de la république, au* « *général Saint-Cyr.*

« Le ministre de la guerre m'a rendu compte, citoyen « général, de la victoire que vous avez remportée sur « l'aile gauche de l'armée autrichienne. Recevez, comme « témoignage de ma satisfaction, un beau sabre que vous « porterez les jours de combat. Faites connaître aux sol- « dats qui sont sous vos ordres que je suis content d'eux, « et que j'espère l'être davantage encore.

« Le ministre de la guerre vous expédie *le brevet de* « *premier lieutenant de l'armée.*

« Comptez sur mon estime et mon amitié. »

« La défense du pays de Gênes est étonnante, a écrit « le général Mathieu Dumas, et n'a pas seulement servi « à protéger les frontières de la France.... Malgré les « défenses naturelles que présente la ligne des Apen- « nins, on s'étonnera sans doute qu'elle ait pu résister « à tous les efforts des troupes autrichiennes comman- « dées par des généraux aussi expérimentés que Mélas, « Kray et Klénau (1). »

Après le jugement de ce docte commentateur, après l'insigne distinction accordée à Saint-Cyr par le premier consul, ne faut-il pas s'étonner que plusieurs de nos

(1) Mathieu Dumas, *Précis des Événements militaires*, t. II, p. 376 et 377.

historiens, et surtout M. Thiers, si admirable dans les récits militaires et dans la peinture du caractère particulier et des services de nos généraux, aient omis de signaler cette héroïque campagne d'une armée en quelque sorte sacrifiée? A la manière dont beaucoup d'historiens exposent les opérations de nos armées à Gênes et autour de Gênes pendant les années 1799 et 1800, il semble qu'il n'y ait eu qu'une seule défense de cette ville, celle que Masséna dirigea avec tant d'habileté et de persévérance. Qu'est-ce que le vainqueur de Zurich, l'enfant gâté de la fortune et de la victoire, aurait à craindre d'un parallèle avec le premier lieutenant de l'armée? Est-ce que leurs gloires se ressemblent? est-ce que leurs vertus et leurs talents sont les mêmes? « Si nous « avions rendu Gênes, disait quelquefois Saint-Cyr, on « aurait bien plus vanté notre constance. » Et c'était avec raison qu'il faisait cette allusion maligne aux événements de la campagne suivante.

CHAPITRE VII.

Campagne de 1800. — Armée du Rhin. — Moreau général en chef. — Batailles d'Engen, de Mösskirch et de Biberach. — Mouvements et combats autour d'Ulm. — Saint-Cyr quitte l'armée du Rhin. — Il est nommé conseiller d'État.

Le 18 décembre Moreau écrivait à Saint-Cyr : « Mon « cher général, vous venez à l'armée du Rhin; c'est la « première chose que j'ai arrangée avec Masséna.... « Vous avez été plus heureux que le reste de l'armée; « je vous en fais mon bien sincère compliment. J'espère « que la campagne prochaine du Rhin nous donnera la « paix; je compte sur vous pour y contribuer. Le gou- « vernement a la plus grande confiance dans vos ta- « lents; je suis persuadé qne vous aurez autant à vous « louer de lui que vous avez eu à vous plaindre des « autres. »

Ce fut à Paris, en se rendant à l'armée du Rhin, que Saint-Cyr fit réellement la connaissance du premier consul; il rechercha les occasions de le voir en particulier; et, comme tant d'autres amis de la liberté, se sentit subjugué par ce puissant génie, qui, du feu de son regard, de l'action

de sa pensée et de sa main, tantôt de fer et tantôt de velours, éclairait les hommes, les saisissait et en triomphait. Sans doute Bonaparte était destiné à dominer la république, mais il en manifestait les idées, les sentiments, les passions, complétement, noblement, sans fanatisme, et surtout sans engagement de parti; et lui seul pouvait être le principe et le but du mouvement de politique intérieure qui entraînait la France. Saint-Cyr n'avait servi ni de près ni de loin l'ambition de Bonaparte; il le voyait avec confiance exercer l'autorité suprême, et se disait qu'on lui devrait un jour le gouvernement représentatif, qui est le gouvernement modéré par excellence. D'ailleurs Saint-Cyr pensait que les bonnes institutions publiques font rapidement l'éducation des peuples éclairés, les forcent à remplir leurs devoirs, et leur créent de redoutables mais saintes obligations qu'ils sont jaloux de conserver.

L'armée du Rhin, divisée en quatre corps, stationnait en Suisse et sur la rive gauche du Rhin depuis le pays des Grisons jusqu'à Landau. Lecourbe commandait la droite, forte de 32,000 hommes, placés entre le lac de Constance et Schaffouse; Moreau avait réuni autour de Bâle les 29,000 hommes du corps de réserve, dont il s'était fait un commandement particulier; le centre, de 28,000 hommes (1), sous Saint-Cyr, occupait Brisach, Strasbourg et leurs têtes du pont; la gauche, de 22,000 hommes, aux ordres de Sainte-Suzanne, bordait le fleuve

(1) Suppl. IV.

au-dessous de Strasbourg, et le général Montchoisy, avec une division de 8,000 hommes, observait la Suisse et le Valais.

L'armée impériale du maréchal de Kray était composée de trois corps principaux : à droite, le général Sztarray avait 50,000 hommes entre le Rhin et Freyburg ; le centre, composé de 40,000 Autrichiens, Bavarois et Wurtembergeois, aux ordres de Naüendorf, était placé au delà des montagnes Noires, à la hauteur de Villingen et de Donaueschingen, et s'étendait jusqu'au lac de Constance : c'est là que se trouvaient les quartiers du maréchal de Kray et de l'archiduc Ferdinand, jeune prince qui, plein d'une louable ardeur, faisait ses premières armes à dix-neuf ans, et qui, plus tard, fut une cause d'embarras et de malheur pour tous les généraux en chef auprès desquels il a servi; à gauche, le prince de Reuss commandait à 31,000 hommes et gardait une partie des Grisons et du Vorarlberg. La droite et le centre de l'armée du maréchal de Kray était couverts par les milices mayençaises du baron d'Albini et par les bandes de paysans insurgés de la forêt Noire. La cavalerie des Autrichiens se composait de 24,000 chevaux, la nôtre de 13,000; leur artillerie disposait de 300 bouches à feu, la nôtre n'en avait pas au delà de 100; mais les qualités supérieures de notre infanterie rachetaient ces désavantages; nulle ne l'égalait en Europe; elle était si bien menée qu'en toute occasion elle pouvait se suffire à elle-même.

Il n'était pas dans le caractère de Moreau de faire de grandes prévenances en paroles et en actions; ce-

pendant il annonça l'arrivée de Saint-Cyr à l'armée en termes d'une tournure originale et que nous rapportons d'après le général Lamarque, qui les avait entendus et ne les avait pas oubliés. « L'armée du Rhin, disait Mo-« reau, vient de recevoir un renfort de 10,000 hommes : « le général Saint-Cyr est arrivé. » Et pendant quelque temps les soldats l'appelèrent *le général Dix-mille-hommes*.

Saint-Cyr, dès sa première entrevue avec Moreau, l'avait vivement engagé à renoncer au commandement particulier de la réserve ; il le pressa de changer une organisation vicieuse, compliquée et grosse d'inconvénients. « Vous vous créez de gaieté de cœur, lui disait-« il, des embarras et des ennuis. Vous serez obligé « de descendre de votre rang de général en chef pour « vous rendre l'émule et peut-être même le rival de vos « généraux d'ailes. Votre organisation nuira aux autres « corps de l'armée ; car, sans que vous l'ordonniez, ils « seront moins bien traités en toutes choses que les « troupes placées directement et constamment sous vo-« tre main ; celles-ci ne formeront pas une réserve pro-« prement dite, mais un corps d'armée exactement pa-« reil aux autres et ayant son rang en première ligne « dans l'ordre de bataille. Votre habitude de les com-« mander leur vaudra une foule de faveurs qui, si mi-« nimes qu'elles soient, n'en sembleront pas moins bles-« santes au reste de l'armée. »

Saint-Cyr avait mis beaucoup d'insistance dans ses observations, et manifesta le dessein de se retirer si l'on ne revenait pas aux vrais principes d'organisation. Mo-

reau, qui se trompait en connaissance de cause, ne lui répondit que faiblement, avec embarras, et persista dans sa fâcheuse résolution; mais il obtint de Saint-Cyr de commencer au moins la campagne, et Saint-Cyr s'est toujours reproché ce mouvement de condescendance.

Les prétentions de l'adjudant général Lahorie et son funeste ascendant sur Moreau l'ont déterminé à adopter et à maintenir cette formation d'armée. Vainement Dessolle, ce modèle des chefs d'état-major, essaya-t-il de combattre cette influence brouillonne qui se mêlait de toutes choses : il fut moins heureux que son prédécesseur Reynier, qui, pendant les campagnes de 1796 et de 1797, l'avait du moins confinée dans les bureaux du grand état-major, d'où Lahorie n'aurait jamais dû sortir. Devenu chef d'état-major, et en réalité commandant en second du corps de réserve, il ne quitta plus Moreau. Ses talents militaires ne sont connus que d'un petit nombre d'initiés, mais tout le monde connaît la portée de ses idées en politique; il fut le plus dangereux des amis de Moreau; plus que tout autre il a contribué à sa perte, et lui-même a péri, en 1812, complice et victime de la conspiration de Malet.

Le 25 avril, l'armée passa le Rhin; le corps du centre déboucha par la tête de pont de Vieux-Brisach, battit la division de Giulay et s'empara de Freyburg. Pendant cette longue journée, Moreau ne quitta pas Saint-Cyr, et celui-ci remarqua, non sans amertume, que le général en chef ne lui accordait plus la même confiance qu'autrefois; il se résolut donc à ne lui faire dorénavant aucune observation, et à se contenter d'exécuter, « au-

« tant que cela est possible à la guerre, les ordres qu'il « recevrait. Cette détermination prise, il ne s'en est pas « écarté tout le temps qu'il est resté à l'armée (1). » Ces affligeantes susceptibilités étaient inévitables entre deux hommes également froids, également réservés; et cependant leur secrète mésintelligence aurait infailliblement disparu si Moreau n'avait pas renoncé à son habitude de réunir en conseil ses principaux lieutenants, pour conférer ensemble et librement sur les opérations de la campagne.

Le 1er mai toute l'armée était en position à l'entrée des défilés de la forêt Noire : à gauche, Sainte-Suzanne suivait les Autrichiens en retraite dans le Val d'Enfer; Saint-Cyr arrivait à Stühlingen et se liait au corps de Moreau ; celui-ci prolongeait sa droite vers Schaffouse à la hauteur de Lecourbe, qui venait de passer le Rhin entre Rudlingen et Stein.

Kray, trompé par nos manœuvres, se trouvait dans une situation déplorable ; ayant rappelé trop tard Sztarray et le corps intermédiaire de Kienmayer, qui garnissait les débouchés entre la Renchen et le Val d'Enfer, il n'avait pu rallier au général Naüendorf que la division de Giulay, battue par Saint-Cyr devant Freyburg. Quant au prince de Reuss, placé trop loin et presque indépendant, il ne bougeait pas du Vorarlberg, et demeurait spécialement chargé de défendre le Tyrol et de couvrir les communications des Autrichiens avec l'Italie. Ainsi Kray ne pouvait pas opposer plus de 45,000 hommes

(1) *Mémoires de Saint-Cyr*, Campagne de 1800, p. 130.

aux trois corps réunis de Saint-Cyr, de Moreau et de Lecourbe. Le 3 mai, Lecourbe se porta contre Stockach : les Autrichiens n'avaient là que 12,000 hommes aux ordres du prince de Lorraine-Vaudémont. Dans la matinée, Lecourbe enleva la ville et les immenses magasins de Stockach, 4,000 prisonniers et huit canons; le prince de Vaudémont se retira sur Pfüllendorf et Mösskirch. Au centre, Moreau faisait aborder de front, par les divisions Delmas, Bastoul et Richepanse, le corps de bataille de l'armée autrichienne placé en avant d'Engen. Là se trouvait le maréchal de Kray; son intention n'était pas d'accepter le combat : il y fut obligé par la nécessité de soutenir l'archiduc Ferdinand, aux prises avec Saint-Cyr.

Naüendorf, la droite appuyée à la montagne d'Hohenhewen, qu'on avait fortifiée, occupait le plateau élevé qui domine la ville d'Engen. Le terrain en avant de cette position était d'un accès difficile, et couvert de bois et de villages où les Autrichiens résistaient avec opiniâtreté. Cependant, Saint-Cyr, parti le dernier de Stühlingen et retardé dans sa marche par le besoin d'attendre les vivres et l'artillerie de la division de Ney, avait dû allonger démesurément ses ailes, afin de rester lié par sa droite au corps de Moreau, tandis qu'à sa gauche la division de Tharreau contenait le général Giulay et se portait vers Sainte-Suzanne, qu'on savait près de Neustadt, hors des défilés du Val d'Enfer.

Saint-Cyr, ayant avec lui les divisions de Baragueyd'Hilliers, de Ney et de Sahuc, rencontrait à chaque pas l'archiduc Ferdinand, qu'il combattit à Sainte-Ottelia, à Zollhaus et à Furstenberg. Vers quatre heures, il

était arrivé sur le flanc droit du maréchal de Kray, et détacha aussitôt Baraguey-d'Hilliers au secours de Richepanse, qui venait d'enlever la montagne fortifiée d'Hohenhewen et qui s'y maintenait avec peine. Ce mouvement, que Ney appuya comme il savait le faire, et les vigoureuses charges du 2e de hussards et du 5e de chasseurs contre les cuirassiers de Zeschwitz et les hussards de Messaros, nous rendirent décidément maîtres des hauteurs au nord d'Engen et obligèrent le maréchal de Kray à commencer sa retraite. Néanmoins les Autrichiens prolongèrent leur défense de la ville jusqu'à dix heures du soir, et ce ne fut qu'au milieu de la nuit que les troupes de Saint-Cyr purent s'établir dans Engen. L'ennemi avait perdu à cette première bataille 8,000 hommes, 17 canons et trois drapeaux.

Le lendemain, Ney rejeta sur Tuttlingen un corps de 4,000 flanqueurs qu'il parvint à séparer de l'archiduc Ferdinand. Moreau employa cette journée à rectifier sa position et écrivit à Saint-Cyr : « La journée était com-« plète hier, si tout votre corps avait pu arriver sur les « hauteurs d'Engen seulement à six heures du soir (1). » Cette phrase exprimait un regret, et non un reproche ; le regret était fondé, un reproche aurait été injuste. Moreau savait à merveille que le corps entier de Saint-Cyr ne pouvait pas combattre en ligne à Engen, puisque sa plus forte division, celle de Tharreau, avait assez à faire de

(1) Moreau à Saint-Cyr, Weiterdingen, 4 mai 1800.

couvrir le flanc gauche et les derrières de l'armée, d'observer Giulay et d'établir la communication avec Sainte-Suzanne. Si la brigade de l'intrépide général Roussel, la première de la division Baraguey-d'Hilliers, est arrivée à six heures sur les hauteurs d'Engen; si l'infatigable Ney, qui se forçait de marche, n'est arrivé qu'une heure après, il faut s'en prendre à Moreau, qui ordonna que les mouvements dans les corps d'armée s'effectueraient par échelons. Saint-Cyr était chargé de couvrir la route de Schaffouse, et ne devait partir de Stühlingen que le 3 mai, sans vivres et sans artillerie, qui le rejoignirent en route; il avait trois fois plus de chemin à faire que Moreau; il combattit tout le jour, et ce n'est que par des efforts extraordinaires, et en étant secondé par des généraux de la trempe de Ney et de Baraguey-d'Hilliers, qu'il a pu venir à temps pour décider la victoire sur les hauteurs si disputées d'Engen.

Le 5 au matin Lecourbe se porta devant Mösskirch; Moreau plaça le corps de réserve la droite à Krummbach et la gauche à Glasshütte, et Saint-Cyr s'établit entre Tuttlingen et Liptingen, où s'était retiré l'archiduc Ferdinand. Aussitôt qu'on entendit la canonnade de Lecourbe, Saint-Cyr fit appuyer Baraguey-d'Hilliers et Sahuc à droite, de manière à les placer sous la main du général en chef; à l'extrême gauche, Tharreau descendait vers le Danube pour relever les troupes de Ney, qui venait d'emporter Tuttlingen et s'avançait entre Mühlheim et Liptingen.

L'archiduc Ferdinand commandait la droite de la position du maréchal de Kray, et occupait en forces la

plaine de Neuhausen-ob-Eck. Ce prince avait déployé une nombreuse cavalerie, beaucoup d'artillerie, et arrêta Ney, qu'on n'arrêtait pas aisément. Dans l'après-midi, Saint-Cyr lui ordonna de recommencer ses attaques et de les pousser avec plus de vigueur encore, afin de se lier ou du moins de communiquer avec la gauche de Moreau ; car l'intensité du feu annonçait que la bataille était engagée à Mösskirch. Ney, *en combattant toujours, et en chassant l'ennemi de positions en positions, ne parvint qu'à huit heures du soir à établir deux de ses demi-brigades, l'une gardant les débouchés d'Ober-Schwandorf, et l'autre à la hauteur de Grundelbach-hof* (1). Là, il se trouvait encore à une lieue du corps de réserve.

Le soir, Moreau mandait à Saint-Cyr : « Nous nous « sommes battus chaudement, mon cher général; Le- « courbe, après de grands obstacles, s'est emparé de « Mösskirch et s'est établi en avant. L'ennemi, coupé « par ce mouvement sur la route de Memmingen, se « sentant déjà privé des débouchés sur Tuttlingen et Frie- « dengen, a réuni toutes ses forces pour nous forcer sur « notre gauche; mais il a trouvé la division Delmas qui « l'a reçu avec la plus grande vigueur, et a contenu « toutes ses attaques. Je l'ai fait soutenir par les deux « autres divisions de la réserve, et l'ennemi n'a pas ga- « gné un pouce de terrain. »

Dessolle ajoutait : « J'apprends que vous êtes sur la « route de Tuttlingen à Stockach; par conséquent l'en- « nemi n'a plus que Sigmaringen pour se retirer. En

(1) Ney à Saint-Cyr, Neuhausen-ob-Eck, 5 mai 1800.

« conséquence, vous vous porterez demain à la pointe « du jour sur la route de Tuttlingen à Mösskirch, ap- « puyant votre droite au corps de réserve, et de votre « gauche marchant vers le Danube pour ramasser ce « que l'ennemi peut avoir jeté entre le général Lecourbe « et vous (1). »

Ainsi, le jour de l'action et sur les lieux mêmes où elle venait de s'accomplir, lorsque la chaleur du combat n'étant pas dissipée aurait excusé une certaine vivacité d'expressions, on ne reprochait rien, on n'articulait aucun grief; et il a fallu le froid de la réflexion et le besoin de cacher les fautes graves de Moreau et le décousu de ses attaques pendant cette sanglante journée pour que la coterie qui se pressait autour de lui imaginât d'accuser Saint-Cyr d'avoir été inactif à Mösskirch et trop lent à Engen. On a vu quelle avait été sa lenteur à Engen; examinons quelle a été son inaction à Mösskirch.

Dès la matin il avait établi la division Baragueyd'Hilliers et les quatorze escadrons de Sahuc assez près du corps de réserve pour recevoir promptement les ordres de Moreau et soutenir sa gauche dès que Moreau le demanderait. Il a cru pouvoir se passer de ce renfort, parce qu'à Mösskirch il était numériquement supérieur au maréchal de Kray, et qu'en outre il avait l'avantage de l'offensive. Ainsi, à moins d'ordres formels, Saint-Cyr ne devait pas dégarnir sa position et accourir sur le champ de bataille. Sa place était à Liptingen; là il remplissait les intentions et les instructions de Mo-

(1) Moreau et Dessolle à Saint-Cyr, Krummbach, 5 mai 1800.

reau ; il appuyait de près la division de Ney, engagée dans une suite de combats opiniâtres, et soutenait Tharreau, qui gardait la droite du Danube et le débouché de Tuttlingen contre les corps autrichiens postés de l'autre côté du fleuve.

Le 6, le maréchal de Kray se mit en retraite sur Laitz et Sigmaringen, les seuls points où son armée pût traverser le Danube. A Sigmaringen, le fleuve décrit une courbe rentrante dont la ville occupe le fond et dont l'écartement des côtés est d'environ 1,500 toises ; c'est là que les Autrichiens étaient venus se blottir. Ils se mettaient précipitamment en bataille sur un terrain ayant à peine assez d'étendue pour contenir une division ; ils s'y logeaient comme dans une place forte, leur front hérissé d'artillerie, leurs flancs appuyés aux escarpements du Danube, et protégés par deux grandes batteries placées à sa rive gauche.

Saint-Cyr voyait distinctement cette armée formée sur sept lignes, et dont la contenance était si timide que le passage du Danube fut interrompu à l'approche de la seule division de Ney. Évidemment les Autrichiens se regardaient comme battus d'avance, et Saint-Cyr fit demander à Moreau l'autorisation de les attaquer ; celui-ci la refusa. « Le général en chef, répondit Dessolle, vous « recommande de nouveau de lier votre droite à la « gauche du corps de réserve. Cette mesure est indis- « pensable, afin qu'il puisse disposer de vous au be- « soin (1). »

(1) Dessolle à Saint-Cyr, Krummbach, 6 mai 1800.

Pendant le reste de la journée, le maréchal de Kray, profitant de notre immobilité, acheva de passer sur la rive gauche du Danube; il y fut rejoint par Kienmayer.

Les armées allemandes ne sauraient pas faire la guerre sans de grands magasins : la force de leurs troupes et la conservation de leur discipline dépendent en partie de la régularité dans le service des subsistances. Le soldat allemand ne vit pas, au jour le jour, d'expédients et de légitime maraude, comme le soldat français ; il veut que le drapeau pour lequel il se bat et meurt le nourrisse régulièrement. Aussi, d'après l'emplacement des magasins, est-il facile de connaître d'avance les lignes d'opérations des armées allemandes, d'en apprécier l'importance relative et de déterminer les points où l'on rencontrera le plus de résistance.

L'ennemi avait formé à Biberach d'immenses magasins. Kray, dans le but de les sauver, ramena toute son armée sur la rive droite du Danube par Riedlingen, et vint prendre position à Biberach. En première ligne, le corps de l'archiduc Ferdinand était adossé à la ville et au défilé de la Riss, sur le même champ de bataille où Saint-Cyr avait donné, en 1796, une leçon si complète au comte de Latour. La seconde ligne occupait les hauteurs du Mettenberg, derrière le vallon de la Riss. Cette position purement défensive dénotait combien le moral des troupes impériales s'était affaibli par les revers, et M. de Wrède, qui commandait alors le contingent bavarois, avouait, douze ans plus tard, à Saint-Cyr, que le maréchal de Kray lui-même se ressentait de cet état de démoralisation générale.

Le 9 mai, Saint-Cyr, séparé de Moreau, qui était à Riedlingen auprès de Sainte-Suzanne, séparé de Ney, que retenaient dans les gorges sinueuses du Danube les troupes légères du prince de Lichtenstein, débouchait à dix heures en face de Biberach; avec lui étaient Sahuc, Tharreau et Baraguey-d'Hilliers, et, sur la route de Reichenbach, Richepanse, qui allait suppléer à l'absence de Ney. Saint-Cyr n'hésita pas un instant à attaquer le prince Ferdinand; et, renonçant aux préliminaires obligés des batailles, sans se soucier de former des colonnes, sans engager de tirailleurs, et sans donner à l'ennemi le temps de le reconnaître et de se reconnaître, lança ensemble et sur une seule ligne les dix-huit bataillons et les vingt-quatre escadrons de Tharreau, de Baraguey-d'Hilliers et de Sahuc; ils partirent à peu près en ordre de bataille, se rectifiant en marchant et à mesure qu'ils approchaient des Autrichiens. Ceux-ci, surpris d'une charge aussi brusque et aussi impétueuse, qui les saisissait de front et les débordait aux ailes, furent culbutés dans le ravin de la Riss et le traversèrent à la débandade, les soldats jetant leurs fusils, et même leurs sacs et leurs gibernes, pour courir plus vite et plus légèrement dans le marais.

Biberach évacué par l'ennemi et occupé militairement par un de nos bataillons, Saint-Cyr alla examiner la position de Kray sur le Mettenberg. Nos troupes ne pouvaient y arriver qu'en défilant dans Biberach et sur le pont de la Riss; car le terrain en amont et en aval était si marécageux qu'un cavalier ne pouvait même pas s'y aventurer. Saint-Cyr menait audacieusement 25,000

hommes en attaquer 60,000, et cependant il ne douta pas un seul instant du succès. Il pensait que la meilleure arme pour vaincre les Autrichiens était la vue de leurs troupes, infanterie, cavalerie et artillerie, fuyant de Biberach à toutes jambes et remontant les pentes du Mettenberg dans un éparpillement difficile à décrire.

Nos tirailleurs s'étaient avancés jusqu'à mi-côte sans rencontrer ceux de l'ennemi et allaient l'insulter au cœur même de sa position. Les Autrichiens restaient partout immobiles et exécutaient sur nos tirailleurs des feux réguliers, comme s'ils avaient été en présence d'une véritable ligne de bataille. Nos divisions traversèrent la Riss et gravirent dans un ordre admirable l'espace qui les séparait de l'armée autrichienne. Richepanse était à droite, Baraguey-d'Hilliers au centre, Tharreau à gauche, et Sahuc en réserve. Mais le maréchal de Kray ne les attendit pas ; il ne se battait déjà plus pour conserver sa position, et ne songeait qu'à la sûreté de sa retraite, qu'il effectua à la nuit tombante, en nous abandonnant 2,000 prisonniers et ses magasins, qui devinrent une des principales ressources de l'armée.

Rappelé de Riedlingen par le bruit du canon et par les nombreuses ordonnances qu'on lui avait expédiées, Moreau rencontra Saint-Cyr au village de Mettenberg, quand tout était fini. Il fut d'un abord glacial, écouta silencieusement et sans faire la moindre observation le rapport de la journée, ne témoigna ni satisfaction du succès, ni impatience de ce qu'on avait combattu et vaincu sans ses ordres et sans lui. Le lendemain, il répara noblement cet involontaire mouvement de froide

jalousie, et dit au ministre de la guerre Carnot, arrivé la nuit même à l'armée : « Voici le général Saint-Cyr, qui « a si bien battu les Autrichiens à la première bataille « de Biberach, et qui, hier, les a battus de nouveau, en « homme qui connaissait bien l'ennemi et le terrain. »

Saint-Cyr regardait cette bataille comme un de ses plus beaux faits d'armes. « Ce jour-là, j'étais un homme, » disait-il en finissant d'en écrire le récit destiné à ses Mémoires; et ce vif ressouvenir, jaillissant de son esprit déjà atteint par un mal sans remède, était le témoignage de cette suprême justice que tout homme aux approches de la mort se rend consciencieusèment.

Kray s'était retiré dans Ulm et dans le camp retranché en arrière de cette ville. Là il trouva Sztarray, qui lui amenait l'armée du bas Rhin. Le 12 mai, Moreau, affaibli du détachement de 20,000 hommes envoyé à l'armée d'Italie, avait concentré sur le bas Iller les deux corps de la réserve et du centre. Saint-Cyr, en position devant Ulm, sa gauche appuyée au Danube, tendait la main à Sainte-Suzanne, demeuré de l'autre côté du fleuve. Des fenêtres élevées de l'abbaye de Wiblingen, où Saint-Cyr avait établi son quartier général, on apercevait à la simple vue le camp des Autrichiens, leurs fortifications, et les batteries construites sur les hauteurs du Michelsberg. Moreau vint les reconnaître; elles lui parurent formidables et inexpugnables. Saint-Cyr lui répondait de s'en rendre maître; il en répondait sur sa tête, et ne croyait pas s'engager témérairement, à cause du découragement contagieux et toujours croissant des troupes impériales. Ney, qui, cinq ans plus tard, devait

conquérir sur les mêmes lieux le plus beau fleuron de sa couronne ducale, ne demandait, pour enlever les retranchements du Michelsberg, que les huit compagnies de grenadiers de sa division. Moreau résista aux fermes raisons de Saint-Cyr comme aux audacieuses excitations de Ney et de Richepanse; il ne voulut pas courir les chances d'une bataille décisive; il préféra manœuvrer par sa droite, et, en s'étendant vers Augsbourg, se donner l'air de menacer Munich. Il comptait ainsi arracher le maréchal de Kray à son camp retranché; mais celui-ci ne se laissa pas tromper et reconnut bien vite que cette démonstration contre la Bavière n'avait rien de sérieux, puisque les trois divisions de Saint-Cyr demeuraient échelonnées près du confluent de l'Iller. Le 16 mai, Kray, profitant habilement de l'occasion qu'on lui offrait de battre Sainte-Suzanne, isolé sur la gauche du Danube, l'attaqua en personne avec un corps de 30,000 hommes, dont 9,000 de cavalerie. C'était assez de monde pour mettre Sainte-Suzanne en danger, ce n'en était pas assez pour l'accabler du premier choc. Cependant on devait craindre que le général autrichien ne s'en tînt pas là et ne portât de ce côté ses principales forces.

« Heureusement Saint-Cyr accourait en toute hâte, a « dit M. Thiers. Entendant la canonnade sur la rive gau- « che, il avait fait partir aides de camp sur aides de « camp pour ramener ses divisions des bords de l'Iller « aux bords du Danube. Il avait ordonné de ne pas « perdre de temps.... Quant à lui, placé sur le pont « d'Unterkirchberg, sur l'Iller, dès qu'un corps arrivait,

« infanterie, cavalerie ou artillerie, il le lançait à la « course sur le Danube, aimant mieux le désordre d'un « moment qu'une perte de temps. Il s'était ensuite rendu « de sa personne sur le bord même du Danube. L'en- « nemi, se doutant que Sainte-Suzanne pouvait être se- « couru, avait rompu tous les ponts jusqu'à la hauteur « de Dischingen. Voyant Saint-Cyr qui faisait effort pour « trouver un gué ou rétablir un pont, il avait rangé une « partie de ses troupes le long de la rive gauche, afin « de faire face à celles de Saint-Cyr, arrivant par la rive « droite. Il avait de plus engagé une vive canonnade, à « laquelle Saint-Cyr s'était mis à répondre en toute hâte. « Ce combat à coups de canon inspira aux Autrichiens « des craintes pour leur retraite, les ramena en arrière, « dégagea Sainte-Suzanne, et répandit dans les rangs de « nos malheureux soldats une joie des plus vives, une « ardeur toute nouvelle (1).

Moreau, éclairé par les dangers qu'avait courus Sainte-Suzanne, se décida enfin à passer le Danube, et vint, le 19 mai, prendre position en face du maréchal de Kray, qui occupait, de l'autre côté de la rivière, le revers de la position d'Ulm, entre cette ville et Elchingen. Les troupes, pleines d'ardeur et de confiance, s'attendaient à monter le lendemain à l'assaut, et Saint-Cyr pressa le général en chef de prendre ce vigoureux parti. Moreau ne put pas s'y résoudre, et ramena l'armée sur la droite du Danube, où elle demeura vingt jours dans une sorte d'inaction.

---

(1) Thiers, *Histoire du Consulat*, t. I, p. 340, 341.

Ces continuels tâtonnements, qui, après nos trois victoires d'Engen, de Mösskirch et de Biberach, réduisaient à l'impuissance la plus belle et la plus nombreuse de nos armées, dégoûtaient de plus en plus Saint-Cyr; il se plaignit hautement de ces hésitations, de ces incertitudes, de cette foule d'ordres et de contre-ordres non motivés qui diminuaient la confiance des troupes et contribuaient à relever les forces morales de l'ennemi. Le général Grenier venait d'arriver; Moreau avait annoncé qu'il lui céderait le commandement du corps de réserve; mais, quand Saint-Cyr eut acquis la preuve qu'on ne songeait nullement à modifier l'organisation de l'armée, il demanda un congé, le 6 juin, et se sépara pour toujours de Moreau; ils se quittèrent presque brouillés.

La faiblesse de caractère, chez Moreau, s'alliait aux plus éminentes qualités guerrières. Homme d'expérience et de mouvement plutôt que de science et d'action, il avait beaucoup de justesse et peu de fermeté dans la pensée; il voyait nettement ce qu'il y avait de mieux à faire, et le faisait rarement, parce qu'on l'en détournait sans trop de peine. Si l'on examine ses actions de général en chef, on reconnaît qu'il ne s'aventurait qu'avec méfiance aux hasards des batailles rangées; mais, quand les événements l'avaient surpris et l'exigeaient, quand il fallait combattre en ligne étendue, ses idées grandissaient subitement et à raison du danger, et, sur un terrain accepté, et non donné d'avance comme on l'a prétendu, Moreau n'était inférieur à personne dans l'art de tirer parti des troupes. Ses funestes amis connaissaient leur pouvoir; ils abusèrent de sa faiblesse envers eux, et

n'eurent pas de peine à l'éloigner de ses principaux généraux ; et c'est dans la pire des solitudes, celle qui n'est peuplée que de flatteurs et d'admirateurs intéressés, qu'ils sont parvenus plus tard à ruiner la gloire de cet homme véritablement grand.

Saint-Cyr, d'une volonté ferme et toujours suffisante à ses desseins, était difficile à commander, quoique son obéissance fût prompte aussi bien qu'exacte ; mais il imposait par sa supériorité d'esprit, la vertueuse âpreté de son caractère et son incorrigible aversion pour tout ce qui n'était pas raison et vérité. « Saint-Cyr en savait « plus que nous tous ensemble, » disait Moreau en racontant au général Olivier Rivaud quelques particularités de cette campagne ; et voilà ce qui explique pourquoi leurs rapports mutuels avaient été si gênés ; car il est dans la nature de l'homme de croire qu'on est constamment critiqué et toujours mal obéi par plus savant que soi.

Vers la fin du mois de mai, Saint-Cyr avait reçu une dernière lettre de Desaix ; son ami lui mandait du lazaret de Toulon (19 floréal, an VIII) :

« J'arrive, mon cher Saint-Cyr. Voici deux ans que je « suis loin de toi ; je m'empresse de te demander de tes « nouvelles. Ce n'est pas que je n'aie su ce qui t'est ar- « rivé par les gazettes ; mais ce n'est pas assez. Je veux « savoir comment tu te trouves, si tu es content, bien « portant, si tu as la faveur, enfin les détails de tout ce « qui s'est passé depuis que je ne t'ai vu. J'ai vu dans « les journaux de Francfort tes nombreux événements, « tes succès dans la retraite de Jourdan, ceux que tu « as eus encore en Italie, et ta nomination de premier

« lieutenant à l'armée du Rhin. J'avais su précédemment « que tu avais quitté Rome, et que l'ancien gouverne- « ment, suivant son usage, donnant la préférence à ses « agents, les avait plutôt écoutés que de te rendre jus- « tice. J'ai su que toujours tu avais fait à merveille par- « tout; je t'en félicite bien sincèrement, mon cher Saint- « Cyr, car personne au monde ne prend plus que moi « part à tout ce qui te regarde. Je désire bien aller te « rejoindre et servir encore près de toi; je l'ai demandé « au gouvernement; je ne sais s'il me l'accordera. En « attendant, je fais une triste quarantaine d'un mois, et « je languis pendant que tu obtiens des triomphes. Laisse- « nous quelque chose à faire. Je t'embrasse et t'aime de « toute mon âme. Savary, qui est toujours avec moi, se « rappelle à ton souvenir, comme mes aides de camp « Clément et Rapp. J'ai laissé en Égypte, bien portants, « tous ceux qui sont partis avec moi; nous ne laissons « que ce pauvre Latournerie (1), qui y est mort de la « dyssenterie. Le général Reynier s'y portait bien. J'ai « ici avec moi le général Davoust. J'ai eu beaucoup « d'accidents, bien des tempêtes; pris par les Anglais, « très-maltraité malgré la capitulation, enfin relâché, il « y a dix jours, après avoir été un mois à Livourne. « Rappelle-moi au souvenir de toutes mes connaissances « qui sont près de toi. »

Dans cette lettre on retrouve Desaix et Saint-Cyr tout entiers. Saint-Cyr, qui *toujours a fait merveille partout*,

---

(1) Chef de brigade du 5e d'artillerie à cheval.

et Desaix, ce vainqueur de la haute Égypte, qui veut que son ami *lui laisse quelque chose à faire en Europe*. Ce fut le tour de Saint-Cyr de dissuader Desaix de venir servir avec Moreau. *L'armée du Rhin*, lui disait-il, *ne ressemble plus que de nom à celle que nous avons connue.*

La vie de l'homme est une course sans relâche; elle a de cruels rapprochements de dates et d'événements. La lettre de Desaix avait été écrite le jour même de la victoire de Biberach, et la réponse de Saint-Cyr fut remise à Savary sur le champ de bataille de Marengo, où Desaix était demeuré, comme Turenne, enseveli dans son triomphe.

C'est à partir de cette dernière campagne avec Moreau que date la fausse opinion que Saint-Cyr était mauvais camarade et qu'il laissait battre ses voisins afin de se faire valoir.

Cette opinion a pris rang dans l'histoire, et ce n'est pas sans regret qu'on se voit obligé de combattre une calomnie soufflée à Moreau par les meneurs et les faiseurs de son entourage. Les écrivains qui se sont contentés de rapporter les assertions de cette coterie tracassière et paperassière, que dirigeait Lahorie, n'auraient-ils pas mieux fait de consulter les correspondances des généraux de cette armée? Le 9 juin, Ney écrivait à Saint-Cyr : « Je m'attendais tous les jours, mon cher général, « à recevoir la lettre dont vous m'aviez parlé chez « vous à Oberodt; mais je crains que l'idée que vous « avez conçue, sans doute, que des propos ont été tenus « de ma part sur votre conduite à la journée d'Engen,

« ne m'ait effacé de votre estime. *Croyez*, mon cher « général, *à ma franchise et à mon désir de paraître « devant le général en chef Moreau, afin de confondre « les personnes qui vous ont desservi près de lui.* Vous « m'en avez ôté la satisfaction, et j'espère néanmoins « que les circonstances me permettront un jour de vous « donner cette marque de mon entier dévouement. « Beaucoup de militaires vous regrettent, mon cher gé- « néral, et moi particulièrement, et je m'engage vo- « lontiers, si cela vous est agréable, de vous tenir au « courant des opérations de la campagne (1). »

L'année suivante, Baraguey-d'Hilliers exprimait les mêmes sentiments. « Mon cher général (2), le premier « consul vous a nommé conseiller d'État. Ce digne gage « de sa confiance est un honorable prix de vos services, « et m'a causé d'autant plus de plaisir qu'il m'a prouvé « que *les mensonges du général Moreau n'avaient ob- « tenu aucune créance, quoiqu'il leur ait donné à des- « sein le caractère officiel.....* Après votre départ de « l'armée, j'ai obtenu la faveur que j'avais vivement « sollicitée de changer d'armée, et depuis trois mois « environ je suis employé à celle-ci, où je n'éprouve au « moins aucun des dégoûts dont on nous a abreuvés « l'un et l'autre. Si la guerre recommence et que vous « soyez employé, procurez-moi de nouveau le plaisir « de servir près de vous, si l'épreuve que vous avez

---

(1) Ney à Saint-Cyr, Osterberg, 19 prairial an VIII.

(2) Baraguey-d'Hilliers à Saint-Cyr, Zurich, 20 ventôse, an IX.

« faite de mon zèle, cette campagne, vous a paru digne « de votre confiance à l'avenir. »

Ney, de son côté, avait mandé à Saint-Cyr quelques jours auparavant (1) : « J'apprends à l'instant, mon cher « général, que le gouvernement vient de vous conférer « le commandement de l'armée qui agira incessamment « contre le Portugal, et que déjà vous êtes en route « pour l'Espagne. Dans le cas où cette nouvelle serait « parfaitement d'accord avec mes désirs, il ne me reste « plus qu'à vous offrir mes services. Veuillez, mon cher « général, me dire si ma démarche vous est agréable ; « dans ce cas, me faire comprendre dans l'organisation « de votre état-major. M'adresser l'ordre de vous re- « joindre remplirait mon attente. »

Il n'est pas dans la nature de l'homme de changer soudainement de caractère, ni en bien ni en mal. Si donc Saint-Cyr avait été capable des basses jalousies qu'on a osé lui imputer, ces défauts auraient daté de loin et ne seraient pas demeurés longtemps cachés. Est-ce que Moreau, qui l'avait éprouvé pendant trois campagnes de guerre, l'aurait, en quelque sorte, enlevé à l'armée d'Italie, dont il était le premier lieutenant, pour l'avoir à l'armée du Rhin avec le même titre (2)? Est-ce

---

(1) Ney à Saint-Cyr, Berghausen, 11 ventôse, an IX.

(2) Saint-Cyr avait reçu à Gênes sa nomination de *lieutenant du général en chef de l'armée d'Italie.*

« En vertu de l'art. 4 de l'arrêté des consuls de la république, en « date du 3 frimaire an VIII, vu la présentation du général en chef de « l'armée d'Italie, le ministre de la guerre désigne le général Saint-Cyr

que Desaix, devenu si grand en Égypte, aurait désiré *le joindre et servir encore près de lui?* Est-ce que Sainte-Suzanne, qui était resté son voisin de gauche pendant toute la campagne, et qui lui dut le salut de son corps d'armée au combat du 16 mai, aurait sollicité et obtenu de quitter l'armée en même temps que Saint-Cyr? Est-ce que Ney, qui venait d'acquérir tant de gloire à Hohenlinden, est-ce que Baraguey-d'Hilliers, qui se trouvait si bien avec Macdonald à l'armée de réserve, se seraient empressés de vouloir servir de nouveau sous ses ordres? Quand on ne s'est montré mauvais camarade ni pour son chef, ni pour ses égaux, ni pour ses subordonnés, pour qui aurait-on pu l'être? Pour les intrigants, les flatteurs, et tous ceux qui, à l'armée, font beaucoup de bruit et peu de besogne. Ceux-là, il faut le reconnaître, avaient de bonnes raisons de haïr Saint-Cyr, car il les méprisait et ne s'en cachait pas.

Fier et fort du témoignage de sa conscience, dédaigneux, trop dédaigneux peut-être des approbations

---

« pour remplir les fonctions de l'un des lieutenants du général en chef « de l'armée d'Italie. En conséquence, le général Saint-Cyr aura le com- « mandement, partout où il se trouvera à ladite armée, sur tous les gé- « néraux de division. (*Extrait.*)

« Fait à Paris, le 5 nivôse, an VIII de la République française.

« Le ministre de la guerre:

« AL. BERTHIER. »

Dix-huit jours après, et sur la demande expresse de Moreau, cette décision était changée, et, le 23 nivôse, Saint-Cyr devenait le *premier lieutenant du général en chef de l'armée du Rhin.*

étrangères, ne réclamant jamais pour lui les honneurs du bulletin, il semblait s'effacer dans ses rapports aux généraux en chef; à les lire, on dirait qu'il n'a été que le principal témoin des affaires dont il rend compte et où il a commandé. Il était donc facile de le calomnier, parce qu'on savait qu'il ne récriminerait pas et se croirait dispensé de répondre. Or, toute calomnie, pourvu qu'elle soit absurde et souvent répétée, a des chances certaines de réussir, et de monter jusqu'à la hauteur de ces obscurités d'où l'on dégage avec tant de peine la vérité en histoire.

Le 20 septembre 1800, Saint-Cyr avait été nommé conseiller d'État. Cette institution plaisait à ses idées gouvernementales et à ses sentiments d'ordre et de liberté. Quoique partisan déclaré de l'unité et de la force dans le pouvoir, il croyait qu'en France l'ordre social devait rester purement démocratique, en même temps que l'état politique, organisé sans aucun privilége de noblesse héréditaire, devait contenir une de ces vigoureuses institutions qui, grandissant et se fortifiant à mesure que le pouvoir souverain grandirait et se fortifierait, lui servirait de marchepied aussi bien que de contre-poids. En attendant que Bonaparte réalisât les institutions représentatives dignes de son génie, et les seules qui pouvaient amener la nation à la noble et désirable vie politique, Saint-Cyr se disait que le conseil d'État, libre dans ses discussions, remplirait utilement les délicates fonctions d'appréciateur des besoins généraux, de moniteur et de modérateur du pouvoir nouveau, parce que, grâce à l'empire de la parole,

toute discussion, même enfermée dans l'intérieur d'un palais, devient nécessairement un des échos de l'opinion publique. Et, pendant quinze années, l'opinion publique, cette raison universelle, cet esprit de tout le monde, a constamment rapporté aux mérites du conseil d'État la meilleure part des pensées et des actes d'utilité générale qu'il était permis d'enlever à l'auréole d'omniscience et d'omnipuissance qui rayonnait au front du premier consul et de l'empereur.

CHAPITRE VIII.

Guerre entre l'Espagne et le Portugal. — Traité de Badajoz. — Saint-Cyr ambassadeur à Madrid.

Au commencement de l'année 1801, Bonaparte, sous le titre modeste de premier consul, déjà mieux obéi, plus redouté, plus recherché et plus puissant que pas un des souverains couronnés de l'Europe, imposait le traité de Lunéville à l'Allemagne et le traité de Florence à l'Italie. Mais, pour frapper l'Angleterre dans ses plus précieux domaines, il fallait lui fermer l'accès du Portugal : elle avait là un pied-à-terre pour ses soldats, un point de relâche pour sa marine, un comptoir pour ses marchands, et l'indispensable vignoble d'Oporto pour ses opulents et avides consommateurs. Aussi, tandis que les puissances du nord de l'Europe s'apprêtaient à désarmer, la guerre semblait s'éveiller au midi; l'Espagne menaçait le Portugal, car le premier consul voulait qu'on s'emparât du quart du territoire portugais, ou tout au moins de l'Alentejo et de la principauté des Algarves, pour qu'ils devinssent entre ses mains des gages

négociables avec l'Angleterre au moment de la pacification générale. Dans ce but il fournirait à l'Espagne un corps auxiliaire de 30,000 hommes. Les autres conditions de cette guerre entre un beau-père et son gendre avaient été réglées à Madrid par notre ambassadeur, Lucien Bonaparte, et le tout-puissant prince de la Paix, qui, ne sachant faire ni la paix ni la guerre, ceignait fièrement le sabre de généralissime des armées combinées. Mais le premier consul ne songeait pas à placer sous les ordres de ce favori sans mérite une armée française; il envoya donc Saint-Cyr en Espagne pour diriger les opérations des troupes des deux nations, et M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, lui remit les instructions suivantes : « (Paris, le 16 pluviôse, « an IX.) Général, le premier consul a chargé le citoyen « Lucien Bonaparte, ambassadeur de la république à « Madrid, de donner tous ses soins, soit à pacifier le « Portugal par la voie d'une négociation prompte, soit « à déterminer la cour d'Espagne à nous seconder avec « vigueur dans l'entreprise d'une expédition contre ce « royaume. Il y a tout lieu de croire que dans ce moment « la cour de Lisbonne intimidée a envoyé à Madrid un « négociateur pour conjurer l'orage qui la menace.

« Le premier consul a pensé que rien ne serait plus « capable d'ajouter aux impressions qui ont déterminé « cette mesure, de la part d'une puissance qui, jusqu'ici, « a opposé la plus grande obstination à toutes les offres « de pacification, que la présence à Madrid d'un géné- « ral français. Il devait le choisir dans le nombre de ceux « dont le nom ne rappelle que des victoires, dont le gé-

« nie sait unir à la sagesse qui conçoit des plans hardis
« la vigueur et la fermeté qui les exécutent ; et c'est
« vous, général, qu'il a chargé de cette mission.

« Mais, comme en même temps il se pourrait que
« l'opiniâtreté de la cour de Lisbonne résistât à l'appareil
« de l'entreprise qui doit être dirigée contre ses États, le
« premier consul a voulu que le général qui sera chargé
« d'arrêter les plans qui doivent être exécutés de concert
« avec les Espagnols eût dans son caractère tout ce qui
« peut inspirer la confiance, épargner l'orgueil et pré-
« venir la jalousie ; et ces motifs ont encore déterminé
« le premier consul à vous choisir.

« Le premier consul m'a chargé de vous faire connaître
« ses intentions relativement à cette importante mission.
« Elle a deux objets : le premier, de persuader par votre
« présence aux négociateurs portugais que les mesures
« arrêtées contre leur pays ne se borneront pas, comme
« par le passé, à de vaines démonstrations, et que, sur
« leur refus d'accéder aux termes qui leur seront pro-
« posés, il sera donné une habile et énergique im-
« pulsion aux forces qui seront dirigées contre le Por-
« tugal ;

« Le deuxième, d'arrêter un plan de campagne, et de
« le faire agréer au prince de la Paix. Je n'ai pas besoin
« de vous dire que sur ce point il importe à la fois au
« succès de votre mission et à celui de l'entreprise diri-
« gée contre le Portugal que la fierté castillane soit mé-
« nagée. Vous saurez sûrement triompher de cette sus-
« ceptibilité en tempérant par l'insinuation l'empire que
« donnent les grands talents, et en employant ces ména-

« gements qui ne coûtent qu'aux hommes qui n'ont pas « le sentiment de leur supériorité. »

Dès le premier moment Lucien Bonaparte et Saint-Cyr se convinrent, et furent bientôt liés d'une étroite amitié, qui ne s'est pas démentie. L'un et l'autre n'avaient apporté à la cour de Madrid ni l'orgueil ni la rudesse de manières reprochés alors aux représentants de la république ; ils montraient dans leurs relations avec le gouvernement espagnol le même esprit de justice et de modération. Saint-Cyr devait plaire à un Bourbon : il avait dans toute sa personne cette distinction patricienne dont les traces semblaient perdues ailleurs sous des allures de conquérant ; sa prévenance n'avait rien de la politesse raffinée et superficielle des familiers du palais ; et, s'il ne paraissait jamais se placer au-dessus de sa grandeur acquise, il n'aurait pas porté avec plus de dignité et de simplicité la même grandeur héréditaire.

Lucien Bonaparte avait le cœur aussi élevé que l'esprit ; mais il était jeune, le héros célèbre de beaucoup d'aventures, accessible aux séductions des plaisirs et de la fortune et enivré de ses succès. Fier de son titre d'ambassadeur de France près du chef de la maison de Bourbon, il s'était posé, dès son début, en gentilhomme de race princière, comme l'avait fait, un siècle auparavant, le fameux comte de Gramont.

Le prince de la Paix ne rêvait que gloire et que lauriers à cueillir ; il faisait des projets de conquête en enfant gâté qui attend tout de la fortune, et en écolier qui attend tout du maître qu'on lui envoie. Il reçut avec joie le plan de campagne que proposa Saint-Cyr, et eut la sagesse de

ne point s'en écarter. Les 40,000 Espagnols rassemblés autour de Badajoz devaient agir sur la rive gauche du Tage, tandis qu'on réserverait les opérations sur la rive droite du fleuve aux troupes françaises; elles se réunissaient, depuis le commencement du mois de mars, à Bayonne et à Bordeaux, et formaient le corps d'observation de la Gironde, aux ordres du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte (1).

Il importait aux desseins du premier consul d'engager sérieusement l'Espagne, et même de la compromettre le plus tôt possible. Saint-Cyr accorda que l'honneur d'ouvrir la campagne et de prendre l'offensive appartenait au prince de la Paix, et que, sans attendre l'arrivée en ligne des divisions de Leclerc, il fallait déboucher sur le territoire ennemi, et prouver aux Portugais que l'armée espagnole était de qualité et de force à les battre et à conquérir leurs provinces. Saint-Cyr se contentait, pour le corps auxiliaire français, du rôle secondaire : il ne serait là que pour rassurer les Espagnols, les obliger à entrer en campagne, leur servir de réserve au besoin, et empêcher qu'à raison des vieilles inimitiés entre les deux peuples cette guerre, essentiellement politique, ne devînt nationale.

Les hostilités commencèrent le 12 mai; l'armée portugaise, composée de 30,000 hommes et commandée par le duc d'Alafoëns, vieillard de quatre-vingt-deux ans, se présenta partout, ne résista nulle part, et fut dispersée

(1) Supplément IV.

à Arronchès et à Flor da Rosa; la place d'Elvas, sommée de se rendre, ferma ses portes; Jerumenha et Olivenza n'essayèrent pas de se défendre; Campo-Mayor capitula après neuf jours de feu : l'invasion de l'Alentejo se fit au pas de course. Le 8 juin, 10,000 Portugais se réfugiaient derrière le Tage, dans le camp d'Abrantès : le reste de leur armée avait déserté.

Le prince de la Paix savourait les fumées de la victoire; il ne lui fallait pas autre chose que les parades d'un puéril triomphe, car il n'entrait ni dans sa pensée ni dans celle de Charles IV de détrôner le prince régent de Portugal. Le cabinet de Madrid, en se soumettant par reconnaissance irréfléchie à la politique du premier consul, ne se doutait pas des terribles obligations que lui imposerait ce formidable allié. Le prince de la Paix, d'un caractère léger, d'un esprit superficiel, incapable d'application aux affaires, ignorant des ressources de l'Espagne, favori du roi encore plus que de la reine, faisant et défaisant à son gré les ministres, s'aveuglait sur les avantages de sa position, dont il ne sentait pas les dangers. Orgueilleux plutôt que fier de son élévation indignement acquise, il exerçait néanmoins, avec une sorte de mansuétude méritoire, l'autorité presque royale dont il était revêtu. Bon Espagnol au fond, et sincèrement dévoué aux intérêts particuliers de ses maîtres, il était à la fois leur plus fidèle et leur plus funeste conseiller; néanmoins, il eut bientôt compris que la guerre avec le Portugal serait aussi nuisible à la Péninsule que le serait à une famille un duel entre un père et ses enfants; il sentit le péril d'avoir pour auxiliaires 20,000 Français

que 10,000 autres étaient au moment de rejoindre. Tout en combattant, il avait donc entretenu de secrètes négociations avec le duc d'Alafoëns, de sorte qu'il reçut à bras ouverts les plénipotentiaires que lui envoya la cour de Lisbonne; car le général en chef portugais, qui était en même temps premier ministre, n'avait jamais conseillé cette guerre, et avait espéré, en la commençant, qu'elle se terminerait sans que de part et d'autre on eût tiré un seul coup de fusil. « Pourquoi nous battre? » disait-il; « le Portugal et l'Espagne sont les mulets de charge. « L'Angleterre nous a lancés, la France vous aiguillonne. « Sautons, agitons nos clochettes, s'il est nécessaire; « mais, au nom de Dieu, ne nous faisons pas de mal : « on rirait trop à nos dépens. »

Le prince de la Paix ne pouvait pas négocier seul; or, l'intervention obligée de l'ambassadeur de France devait lui causer des embarras qu'il prévint avec une certaine adresse. Lucien Bonaparte se montrait fort enclin aux idées pacifiques, et témoignait le désir de terminer la guerre par un prompt arrangement; mais les conditions pécuniaires et de cession de territoire seraient nécessairement dures pour le Portugal, afin d'être conformes aux intentions du premier consul, et l'on devait redouter qu'elles ne fussent pas acceptables.

Le prince de la Paix décida que le roi et la reine d'Espagne se rendraient à Badajoz, sous le prétexte de voir l'armée, de la remercier et de lui distribuer des récompenses. Ce voyage fut une marche étourdissante et triomphale : à l'entrée des villes et aux revues, le prince de la Paix précédait le roi, et se pavanait à la portière

de la reine, que seize grenadiers portaient dans un palanquin. Marie-Louise avait cinquante ans lorsquelle se faisait l'héroïne de cette ridicule parade, et qu'elle recevait des mains de cinq chasseurs du bataillon de Balbastro des branches d'oranger chargées de fruits et cueillies dans les fossés d'Elvas. L'ambassadeur de France accompagnait les deux souverains, et se trouva à Badajoz au milieu de ministres portugais et espagnols qui l'attendaient et se groupèrent en congrès autour de lui. Lucien en devine aussitôt l'âme et le centre ; les cours de Lisbonne et de Madrid, secrètement d'accord pour le gagner, rivalisèrent de flatteries et de galanteries à son égard ; il ne fut pas insensible, dit-on, à leurs royales profusions et à leurs séductions, et, le 6 juin, signa deux traités distincts et rédigés sur les mêmes bases, l'un entre le Portugal et l'Espagne, l'autre entre le Portugal et la république française. L'Espagne se contentait de l'acquisition du district d'Olivenza, et le roi garantissait à son gendre, le prince régent de Portugal, l'intégrité de ses États ; la France recevait, comme indemnité, quinze millions, payables en quinze mois, et le Portugal s'engageait à fermer ses ports et rades aux vaisseaux anglais, soit de guerrre, soit de commerce.

Cependant le corps d'armée de la Gironde avait passé les Pyrénées le 24 avril, et traversait les provinces septentrionales de l'Espagne par Vittoria, Burgos et Valladolid. Le général Leclerc, arrivé le 4 juillet près des frontières du Portugal, établit sa division d'avant-garde sur l'Agueda, entre le Duero et Ciudad-Rodrigo, occupa Salamanque, Toro, Zamora, et se mit en communication

avec le marquis de Saint-Simon, qui commandait en Galice un corps de 20,000 Espagnols.

Saint-Cyr s'était tenu à l'écart des pompes triomphales et des négociations de Badajoz. Le prince de la Paix lui donna immédiatement avis du traité du 6 juin, en l'invitant à arrêter le mouvement des troupes de Leclerc. « L'armée française, écrivait-il, devait nous aider comme « auxiliaire dans l'entreprise contre le Portugal, et l'en- « treprise est achevée ; le but est donc rempli. Le Por- « tugal a secoué les liens qui l'attachaient à l'Angleterre : « les princes de Lisbonne sont les enfants du roi d'Es- « pagne, qui les couvre de sa bienveillance paternelle. »

Le mécontentement du premier consul fut extrême en apprenant l'issue de la négociation de Badajoz ; cette précipitation à signer la paix bouleversait toute sa politique à l'égard de la Péninsule ; il envoya des courriers à Lucien Bonaparte, à Saint-Cyr et au prince de la Paix, pour déclarer qu'il refusait sa ratification et pour empêcher le roi d'Espagne de donner la sienne. Le 30 juin, Saint-Cyr répondait de Ciudad-Rodrigo au ministre de de la guerre, Alexandre Berthier : « J'ai reçu, citoyen « ministre, la lettre par laquelle vous m'avez annoncé « que le gouvernement n'avait point ratifié le traité de « paix fait avec le Portugal. D'après les instructions que « vous me donnez, je pense que vous n'avez point en- « core été prévenu que le roi d'Espagne s'était empressé « de ratifier ledit traité, ce qui nous jette dans un grand « embarras ; car je suis persuadé qu'il sera très-difficile, « s'il n'est pas impossible, de le faire revenir de cette « démarche.

« Le premier consul verra jusqu'à l'évidence que « les personnes qui entourent le roi d'Espagne lui don- « nent de pernicieux conseils et sont la plupart vendues « à l'Angleterre. Nous attendons de vous les nouvelles « instructions que les circonstances où nous nous trou- « vons nécessitent; croyez que le gouvernement espa- « gnol peut se porter aux mesures les plus extrêmes. »

Ce que Saint-Cyr avait prévu arriva : l'Espagne s'était engagée irrévocablement, et le roi ne pouvait pas reprendre sa signature. Lucien, humilié d'avoir joué avec tant d'ostentation un rôle où son frère le désavouait, envoya sa démission d'ambassadeur et cessa brusquement ses fonctions. Ce fut à Saint-Cyr d'intervenir dans le débat.

« L'Espagne, écrivit-il au prince de la Paix, a pu se « contenter des satisfactions données par le Portugal en « ce qui la concerne; mais la France ne doit pas laisser « impunies les injures et les offenses commises à son « égard. On ne saurait compter sur la foi d'un traité « imposé par la force des armes; le gouvernement de « Lisbonne déchirera le contrat à l'instant où l'Angle- « terre lui en donnera l'ordre. Si, par votre traité, le « prince régent se trouve en pleine et pacifique pos- « session de ses États, il ne nous reste plus de moyens « pour obliger l'Angleterre à écouter le vœu de la paix. « L'occupation d'une partie du Portugal, ou plutôt l'oc- « cupation du royaume entier, mettrait dans les mains « de la France et de l'Espagne un gage équivalent à « toutes les acquisitions faites par les Anglais, en y com- « prenant même l'île de la Trinité, enlevée à l'Espagne

« et dont il fallait demander la restitution. Le gouverne-
« ment de Madrid veut-il s'en tenir pour son compte au
« traité qu'il vient de souscrire : soit ; mais, dans ce cas,
« il ne doit point empêcher la France d'user de son droit
« et de faire la guerre au Portugal. Que l'Espagne de-
« meure neutre, soit encore ; mais la garantie de l'inté-
« grité des États du Portugal, si généreusement promise
« par S. M. Catholique, n'ôte point à la France son droit
« acquis de poursuivre cette guerre jusqu'à ce que son
« objet soit complétement atteint. L'intention du gouver-
« nement français n'est pas de faire des conquêtes, moins
« encore de les garder ; il veut seulement occuper le pays
« jusqu'à la paix maritime, contrecarrer l'Angleterre,
« gêner son commerce, et lui enlever son influence sur le
« cabinet de Lisbonne. Ne serait-il pas déplorable que,
« par une prédilection obstinée en faveur d'un ennemi
« (car le Portugal sera toujours l'ennemi plus ou moins
« déclaré de l'Espagne) ; ne serait-il pas bien déplorable,
« je le répète, que cette obstination vînt troubler la
« bonne intelligence si heureusement rétablie entre les
« deux nations et détendît les liens qui les unissent? Le
« gouvernement français manquerait à son devoir si, par
« condescendance envers cet ennemi reconnu, l'esclave-
« né de l'Angleterre, asservi par une longue habitude
« aux volontés de cette puissance, on laissait encore à
« la disposition du Portugal tous les moyens de nuire à
« la France et à l'Espagne. Rien n'était plus naturel
« entre les deux nations que de réunir leurs efforts pour
« empêcher l'alliance des Portugais avec les Anglais,
« alliance formée dès son principe, en 1703, pendant la

« guerre de la Succession, en dépit et contre les intérêts « des cours de Madrid et de Versailles.

« D'après ces motifs, le gouvernement français, dis- « posant du libre passage accordé aux troupes de la ré- « publique, allait doubler les forces de son armée afin « d'occuper militairement le Portugal jusqu'à la paix « générale. C'est la seule manière d'obtenir les justes « réparations que la France, la Hollande et l'Espagne « elle-même avaient le droit de demander aux An- « glais..... Au reste, il ne sera touché en aucune façon « à la couronne de Portugal; la France veut lui offrir, « au contraire, son alliance; elle joindra sa garantie à « celle de S. M. Catholique, pour assurer au prince ré- « gent l'intégrité de ses États... Cette alliance, renforcée « par celle de la Hollande et d'autres puissances prêtes « à s'y joindre, assurerait la paix et la liberté maritime. « L'Espagne, riche en possessions coloniales, y gagnera « le plus, le Portugal à proportion; et celui-ci, au prix « d'une rigueur momentanée et salutaire, acquerra fina- « lement son indépendance, avec le libre usage de son « industrie et de ses produits. »

Le prince de la Paix fit une réponse de controverse, où, prenant avantage de ce que Lucien Bonaparte avait en quelque sorte présidé les réunions diplomatiques de Badajoz, on devait en inférer que le frère du premier consul n'avait pas outrepassé les limites de ses pouvoirs et de ses instructions. A cela il n'y avait rien à objecter. Le vaniteux favori se posait déjà en grand homme d'État et en grand homme de guerre, selon l'ironique expression de M. de Talleyrand; bientôt il s'arrogea un langage

chaque jour plus inconvenant à l'égard du cabinet des Tuileries, signifia la cessation des hostilités avec le Portugal, demanda la retraite immédiate des troupes françaises, et poussa l'insolence jusqu'à réclamer une prompte conclusion de la paix avec l'Angleterre, afin de mettre un terme à une alliance qui ruinait l'Espagne.

Le premier consul, en refusant la démission de Lucien, l'avait autorisé à recommencer la négociation avec le Portugal; en même temps il mandait à Saint-Cyr que les troupes françaises resteraient en Espagne jusqu'à la conclusion de la paix; que le moindre mouvement des corps espagnols, ayant pour but de les rapprocher des troupes françaises, devait être considéré comme une déclaration de guerre, et que, si *le général prince de la Paix, acheté par l'Angleterre*, entraînait le roi et la reine dans des mesures contraires à l'honneur et aux intérêts de la république, la dernière heure de la monarchie espagnole aurait sonné (1).

Le 29 septembre, Lucien Bonaparte et le commandeur Cypriano Ribeyro Freire, ministre de Portugal, signèrent à Madrid la paix entre les deux États. L'article secret, celui relatif au payement d'une somme de 25 millions à la France, est le seul qui ait reçu son exécution, les autres conditions du traité ayant été modifiées ou détruites par les préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre, qui furent signés à Londres deux jours après. Ce n'était qu'à son corps défendant et par sou-

(1) Le premier consul à Saint-Cyr, Paris, 10 juillet 1801.

mission au premier consul que Lucien avait consenti à garder son poste d'ambassadeur. Il obtint de se retirer dès qu'il eut terminé cette dernière négociation avec le Portugal; et, le 2 novembre, Saint-Cyr lui succédait et remettait à la cour d'Espagne ses lettres de créance.

Le nouvel ambassadeur rompit ouvertement la liaison politique que Lucien avait établie avec le prince de la Paix; celui-ci, n'étant plus ministre à portefeuille, avait seulement droit aux égards que chacun, selon sa conscience, pouvait accorder à l'ami du roi et au favori de la reine. Le gouvernement espagnol essayait systématiquement de provoquer nos soldats aux désordres en contestant ou en refusant les distributions de vivres et les fournitures de logement que l'Espagne leur devait; mais toutes les provocations, sous quelque forme qu'elles se présentassent, ne purent mordre sur la discipline nerveuse de nos troupes; leur excellent esprit déconcerta les menaces, les émeutes, et même la misère dont elles souffraient. Depuis le départ de Leclerc, à qui le premier consul destinait le commandement de l'expédition contre Saint-Domingue, l'armée cantonnée dans la province de Salamanque était sous les ordres d'Olivier Rivaud, général ferme, instruit, d'une prudence consommée, et qui, à Montebello et à Marengo, s'était fait un grand renom d'habileté et de courage (1).

---

(1) Rivaud à Saint-Cyr, Valladolid, 26 vendémiaire an X :

« Mon général, je reçois votre lettre, par laquelle vous m'ordonnez « de prendre provisoirement le commandement de l'armée qui était

Le prince de la Paix ne s'en tenait pas à ce système de tracasseries et de fourberies, qu'il désavouait dès qu'il était découvert, et qu'il recommençait dès qu'il se croyait certain de l'impunité. Grâce à lui, l'Espagne avait passé d'une alliance intime avec la France à un état voisin de l'hostilité; les négociations entamées à Amiens pour la pacification générale marchaient lentement, parce que la Grande-Bretagne, à qui l'on abandonnait la possession de l'île de la Trinité, demandait avec raison que cette cession s'opérât en bonne forme et fût sanctionnée par la présence d'un plénipotentiaire espagnol. La cour de Madrid avait nommé M. d'Azara pour la représenter, et en retardait sans cesse l'envoi sous les plus misérables prétextes. Le premier consul, poussé à bout, éclata en menaces contre la reine et le prince de la Paix, et écrivit à Saint-Cyr (Paris, 10 frimaire, an X) :

« Je ne comprends plus rien, citoyen ambassadeur, à « la conduite du cabinet de Madrid. Je vous charge spé- « cialement de faire ouvrir les yeux à ce cabinet, pour « qu'il prenne une marche régulière et convenable. *Le « sujet me paraît tellement important que je crois de- « voir vous en écrire moi-même.*

« La plus intime union régnait entre la France et

« sous les ordres du général Leclerc. Il m'eût été infiniment plus « agréable de vous voir venir à Valladolid. En recevant chaque jour vos « ordres, j'aurais eu l'avantage de perfectionner mon instruction mi- « litaire. Mais je n'ai pas perdu tout espoir; j'espère beaucoup que vous « vous déciderez à venir au milieu d'une armée dont la confiance est « égale à l'attachement qu'elle vous porte. »

« l'Espagne, lorsque S. M. Catholique jugea à propos de « ratifier le traité de Badajoz.

« M. le prince de la Paix passa alors à notre ambas- « sadeur une note dont j'ordonne qu'on vous envoie la « copie. Cette note était trop pleine d'injures grossières « pour que je dusse y faire attention. Peu de jours après, « il remit à l'ambassadeur français à Madrid une note « dans laquelle il déclarait que S. M. Catholique allait « faire sa paix particulière avec l'Angleterre. J'ordonne « également qu'on vous en envoie copie. Je sentis alors « combien je pouvais peu compter sur les efforts d'une « puissance dont le ministre s'exprimait avec si peu d'é- « gards et montrait un tel déréglement dans sa con- « duite. Connaissant pleinement la volonté du roi, je « lui aurais fait connaître directement la mauvaise con- « duite de son ministre, si la maladie de S. M. ne fût « intervenue sur ces entrefaites.

« J'ai fait prévenir plusieurs fois la cour d'Espagne « que son refus d'exécuter la convention de Madrid, « c'est-à-dire d'occuper le quart du territoire portugais, « entraînerait la perte de la Trinité : elle n'a tenu aucun « compte de ces observations.

« Dans les négociations qui ont eu lieu à Londres, la « France a discuté les intérêts de l'Espagne comme elle « l'aurait fait pour elle-même; mais enfin, S. M. Britan- « nique n'a jamais voulu se désister de la Trinité, et je « n'ai pas pu m'y opposer, d'autant que l'Espagne me- « naçait la France, par une note officielle, d'une négocia- « tion particulière. Nous ne pouvions plus compter sur « son secours pour la continuation de la guerre.

« Le congrès d'Amiens est réuni, et la paix définitive « sera promptement signée; cependant S. M. Catholique « n'a pas encore fait publier les préliminaires, ni fait « connaître de quelle manière elle voulait traiter avec « l'Angleterre. Il devient cependant bien essentiel pour « sa considération en Europe, pour les intérêts de sa « couronne, qu'elle prenne promptement un parti, sans « quoi la paix définitive sera promptement signée sans « sa participation.

« L'on m'a dit qu'à Madrid on voulait revenir sur la « cession de la Louisiane; la France n'a manqué à au- « cun traité fait avec elle, et elle ne souffrira pas qu'au- « cune puissance lui manque à ce point. Le roi de Tos- « cane est sur son trône et en possession de ses États; « et S. M. Catholique connaît trop la foi qu'elle doit à « ses engagements pour refuser plus longtemps la mise « en possession de la Louisiane.

« Je désire que vous fassiez connaître à Leurs Majestés « mon extrême mécontentement de la conduite injuste « et inconséquente du prince de la Paix.

« Dans le dernier mois, ce ministre n'a épargné ni « notes insultantes, ni démarches hasardées; tout ce « qu'il a pu faire contre la France, il l'a fait. Si l'on « continue dans ce système, dites hardiment à la reine « et au prince de la Paix que tout cela finira par un « coup de tonnerre. »

Dès que le prince de la Paix se sentit surveillé et que Saint-Cyr lui eut montré la foudre près de gronder de l'autre côté des Pyrénées, il s'humilia aussi vite qu'il s'était présomptueusement agité.

Quel triste spectacle offrait alors la situation intérieure de l'Espagne, sous un roi qui ne manquait ni d'esprit naturel ni de bon sens! En 1802, le fonds de la monarchie de Charles-Quint et de Philippe II avait passé en entier entre les mains du prince de la Paix, usufruit éphémère que déjà les orgueilleuses passions de la multitude menaçaient de lui enlever. Juché au faîte des honneurs et se jouant insolemment de l'amour de la reine aussi bien que de la couronne avilie du roi, il songeait à se composer une principauté indépendante et à devenir le chef d'une dynastie souveraine. L'Espagne, grâce à son inhabileté gouvernementale, n'était plus qu'une ruine dans la diplomatie européenne, et si la France et l'Angleterre ne traitaient pas sans elle, c'était à cause des questions de forme. Par la convention signée à Aranjuez le 1er octobre 1801, l'Espagne avait rendu à la France la Louisiane, dont la cession était une des hontes de la paix de 1763; par le traité d'Amiens elle perdit l'île de la Trinité au profit de l'Angleterre.

Saint-Cyr aimait et respectait Charles IV, si réellement bon, si facile à tromper, et qu'on aurait rendu si malheureux en le détrompant; il s'efforçait d'adoucir les profondes blessures que le premier consul, en redoutable et faux ami, lui portait sans ménagements. L'infortuné monarque sentait que sa double couronne s'échancrait et s'émiettait; et, dans son inquiétude de l'avenir, il témoignait à Saint-Cyr une extrême déférence pour les attentions respectueuses qu'il en recevait.

Au mois de décembre, les troupes de l'armée de Portugal revinrent en France, à l'exception de 4,000 hom-

mes, destinés à faire partie de l'expédition de Saint-Domingue, qui allèrent s'embarquer à bord de l'escadre du contre-amiral Linois, mouillée dans les eaux de Cadix. « Nos corps rentraient mieux équipés, plus ins-« truits et plus disciplinés qu'ils n'étaient en entrant en « Espagne; on ne pouvait rien ajouter à leur tenue mi-« litaire (1). »

Saint-Cyr termina sans peine la liquidation des comptes relatifs au séjour de notre armée sur la frontière de Portugal; mais il rencontra une résistance sérieuse lorsqu'il réclama l'exécution du traité d'Aranjuez. Le cabinet de Madrid éprouvait beaucoup de répugnance à nous mettre en possession définitive de la Louisiane, et regrettait cette précieuse colonie cédée en échange de l'incomplet royaume d'Étrurie, occupé par une garnison française. Déjà l'on connaissait l'intention du premier consul de vendre la Louisiane aux États-Unis d'Amérique, et le gouvernement espagnol, sans contester son engagement formel et notre droit absolu, en débattait les conséquences annoncées, et prétendait, avec quelque raison, que, si la France voulait aliéner aussi promptement cette colonie, on aurait dû la proposer au roi d'Espagne. En droit public aussi bien qu'en droit civil, on chicane, mais on ne lutte pas en présence d'une obligation qu'on s'est imposée soi-même. Saint-Cyr réclamait avec force la cédule royale de transmission de

(1) Le général Rivaud au ministre de la guerre. Rapport du 15 frimaire an X.

la Louisiane; et cependant il ne put l'obtenir du ministre don Pédro de Cevallos que dans les premiers jours de juillet, neuf mois après la signature des conventions d'Aranjuez.

Pour un ambassadeur, les plus futiles questions ne sont pas toujours les moins embarrassantes à traiter, et, dans le métier de la diplomatie, les infiniment petits de l'étiquette des cours ont nécessairement une grande valeur. Le premier consul avait écrit à Charles IV, et voulait que sa lettre lui fût remise en mains propres. Cette exigence, qui était contraire au cérémonial et aux habitudes du palais, fit jeter les hauts cris aux ministres et à tous les personnages de la cour. Ce ne fut qu'après bien des pourparlers et les sages observations de Saint-Cyr lui-même que le roi, contrairement à l'opinion du prince de la Paix et de ses autres conseillers privés, eut le bon esprit de céder; il reçut l'ambassadeur en audience particulière, prit de fort bonne grâce la lettre que lui présenta Saint-Cyr, et, sans la regarder, la remit aussitôt à son ministre, M. de Cevallos. Pour en arriver là, le malheureux Charles IV avait fait un prodigieux effort d'abnégation, et sa profonde douleur, causée par un motif aussi futile, se conçoit et s'explique : peut-être avait-il eu moins de regret à signer l'abandon de la Louisiane. Chez un souverain aux abois, l'étiquette scrupuleusement observée est le simulacre de sa grandeur primitive; l'étiquette est le milieu où s'exerce le culte monarchique; l'étiquette violée ou absente, ce qui est même chose, la royauté manque de l'air vital qui lui est propre et nécessaire; le monarque redevient

homme : il croit descendre. Or, dans la loi du pouvoir, descendre, c'est tomber. Le premier consul, si jeune, si fort et si véritablement grand, si activement occupé de restaurer l'étiquette des cours dans son propre palais des Tuileries, avait-il donc besoin d'attrister aussi cruellement le vieux et débonnaire Charles IV? Mais Napoléon Bonaparte, déjà monté dans la nue, regardait avec pitié et mépris l'Espagne dégradée, ses Bourbons avilis et l'insolent Godoy, à la fois leur maître et leur valet. On ne peut pas douter que le prince de la Paix ne fût alors un instrument marqué dans les desseins de Bonaparte ; car, menacé ou négligé la veille, il était ménagé et caressé le lendemain. Saint-Cyr faisait aussi remonter à cette époque le commencement des secrètes négociations et des intrigues qui, cinq ans plus tard et si fatalement pour la France, eurent leur dénoûment, à Fontainebleau, par une inexécutable promesse consentie au prince de la Paix, à Bayonne, par un guet-apens envers les princes de la maison d'Espagne. Il prit donc le parti de se retirer pour ne pas être engagé, malgré lui, dans une politique à double face dont il prévoyait les dangers. Au mois d'août, la cour quittait Madrid ; elle allait à Barcelone pour y célébrer le mariage du prince des Asturies avec la princesse Marie-Antoinette de Naples, et celui du prince héréditaire de Naples avec l'infante Marie-Isabelle. Les pompes de cette double alliance devaient coûter à l'Espagne une partie des 300 millions que venaient d'apporter les galions expédiés des capitaineries générales du Pérou et du Mexique. Avec le même argent on aurait pu relever la marine ; on préféra

le dissiper follement en fêtes, en réjouissances et en voyages d'apparat.

Saint-Cyr profita du départ du roi pour demander un congé et se rendre à Paris. « Il savait que Beurnonville, « notre ambassadeur à Berlin, troquerait volontiers de « résidence avec lui; et, puisque le premier consul avait « formé le projet de le jeter dans la diplomatie, il lui « convenait mieux de se trouver placé près d'une puis- « sance militaire. Bonaparte lui ayant demandé quelle « ambassade autre que celle de Madrid il voudrait, « Saint-Cyr proposa celle de Berlin, ajoutant que ce qui « lui conviendrait bien mieux encore serait de n'en avoir « aucune. « Il faut réfléchir à un parti comme celui-là, » dit le premier consul; et, quelques jours après, le retrouvant dans les mêmes sentiments : « Je crois, « dit-il, que vous avez raison; ce n'est point là le mé- « tier qui convient à des militaires (1). »

En s'exprimant de la sorte, le premier consul oubliait que Beurnonville partait pour l'Espagne, qu'Andréossy résidait à Londres, Lannes à Lisbonne, Dejean à Gênes, Clarke à Florence, Jourdan à Turin, Ney en Suisse, d'Hédouville à Saint-Pétersbourg et Brune à Constantinople. Bonaparte était trop impatient et trop passionné pour conserver en toute occasion l'équité de la pensée et de l'expression. A cette époque, les généraux étaient encore nos plénipotentiaires les plus utiles et les plus res-

---

(1) Cournot, *Notice biographique sur le maréchal Gouvion Saint-Cyr*, p. 47.

pectés : nobles d'épée, ils étaient les seuls pouvant, sans inconvénient, se passer des titres nobiliaires indispensables aux autres ambassadeurs.

Saint-Cyr reprit ses fonctions au conseil d'État; rarement il se mêlait aux discussions générales, et se réservait de préférence pour le travail des comités, où ses habitudes de sereine méditation le mettaient plus en sûreté contre toute espèce de surprise. Ayant l'esprit éminemment pratique, il ne faisait pas assez de cas des théories, quoique sa vaste capacité et son entendement supérieur le rendissent apte à marcher d'un pas également ferme sur toutes les voies ouvertes à l'intelligence. Dans l'examen d'une question il n'assemblait à la fois qu'un petit nombre d'idées, et les plus simples lui semblaient toujours les meilleures. Quand il les avait élaborées, et qu'à leur tour elles saisissaient son esprit et le remplissaient, il les exprimait avec beaucoup de netteté; car, dans cette tête vigoureusement organisée, toutes les facultés étaient exactement à leur place. Cependant il apportait aux délibérations cette timidité ou plutôt cette modestie de jugement qui prend son temps en toutes choses, ne se hâte jamais et s'appuie sur l'expérience des faits connus. Donc, à mesure qu'il s'éclairait et qu'il voyait aussi loin que sa vue intime et sa connaissance du bien pouvaient s'étendre, il se soumettait hardiment et sans peine aux rigoureux enchaînements des causes et de leurs conséquences. Le philosophique surnom de *la Pensée* lui aurait convenu autant qu'au maréchal de Catinat; il l'aurait même porté plus grandement, parce qu'ayant vécu au milieu des plus terribles révolutions il a res-

senti plus profondément les amertumes des luttes politiques. Sa pensée était sceptique, parce qu'elle était toujours calme et agissante; il avait, comme le lion, le goût du repos, mais il en avait la puissante décision et l'énergique lenteur.

CHAPITRE IX.

Occupation des États napolitains. — Campagnes de 1805 et de 1806. — Blocus de Venise et combat de Castel-Franco. — Invasion du royaume de Naples. — Camp de Boulogne.

Le traité d'Amiens, qui devait étouffer à jamais la rivalité de la France et de l'Angleterre, marqua seulement une halte de dix mois entre ces deux nations, qui avaient un égal besoin de reprendre haleine; aussi ni l'une ni l'autre n'avait songé à désarmer. La France avait gardé ses 500,000 soldats, les meilleurs du monde, l'arme au bras et le sac au dos; l'Angleterre avait tenu sous voile ses cent vingt bâtiments de haut-bord, montés par 120,000 marins, les plus expérimentés de l'Europe. A la déclaration de guerre, le premier consul ferma, le plus hermétiquement qu'il put, les côtes du continent, depuis les bouches du Weser jusqu'à la mer Adriatique. Mortier se saisit du Hanovre; Victor surveilla soigneusement la Hollande; Augereau, placé au camp de Bayonne, observa l'Espagne et le Portugal; Murat commandait en chef dans la haute Italie et en Étrurie; et Saint-Cyr, parti de Rimini au mois de mai 1803, allait

occuper le royaume de Naples à la tête d'une armée de 17,000 hommes et d'une nombreuse artillerie, telle qu'il la fallait pour armer la rade et les îles du golfe de Tarente(1). Le premier consul, qui sentait mieux que personne l'importance de cette expédition, dicta lui-même la proclamation qui justifiait, dans l'intérêt de la France et de sa politique, les causes et le but de cette troisième invasion des États napolitains.

« Le roi d'Angleterre, disait-il, a faussé sa signature « et refusé d'exécuter le traité d'Amiens en ce qui con- « cerne l'évacuation de l'île de Malte.

« L'armée française se trouve par là obligée d'occu- « per de nouveau les positions qu'elle avait quittées en « vertu de ce traité.

« L'ambition de l'Angleterre se trouve démasquée par « cette conduite inouïe : maîtresse de l'Inde et de l'Amé- « rique, elle veut encore l'être du Levant.

« Le besoin de maintenir notre commerce et de con- « server l'équilibre européen nous oblige à occuper ces « positions dans les États du roi de Naples, positions « que nous conserverons tant que l'Angleterre persistera « à garder Malte. »

L'armée avait à traverser, dans les États du pape, le duché d'Urbin et la marche d'Ancône; les habitants des Légations s'étonnaient que nos troupes ne prissent rien sans payer, et que nos soldats, naguère si irréligieux, assistassent tous les dimanches à la messe avec leur mu-

(1) Voir le supplément IV.

sique militaire et leur plus belle tenue. C'est que le premier consul, devenu, depuis le concordat, membre fidèle de l'Église romaine, aspirait déjà au titre de son fils bien-aimé, et voulait que nos soldats parussent bons catholiques. Ils se montrèrent en toute occasion sages, patients et disciplinés. Le 2 avril, Berthier écrivait à Saint-Cyr :

« J'ai appris avec plaisir la bonne conduite qu'ont tenue « les troupes à vos ordres dans les États de Naples; je n'en « ai pas été plus étonné que si, marchant avec vous à « l'ennemi, on m'eût appris qu'elles sont victorieuses (1). » De son côté, le roi Ferdinand, qui tremblait à la vue des uniformes français, disait à notre ambassadeur, M. Alquier : « Nous devons le bon ordre des troupes et leur ex- « cellente discipline au général Saint-Cyr. »

Nos troupes occupèrent Peschiera, Barletta, Bari, Brindes, Lecce et Otrante; Saint-Cyr fit fortifier et armer la ville et le golfe de Tarente, ainsi que les îles de Saint-Pierre et de Saint-Paul, de manière qu'une escadre de six vaisseaux de guerre pût s'y défendre contre une escadre de force supérieure. On avait donc prévenu les Anglais; on leur fermait les ports de l'Adriatique, et l'on surveillait de près les mouvements des Russes dans les Sept-Iles.

Négociateur à main armée, et placé dans une situation moyenne entre la paix et la guerre, Saint-Cyr ne se dissimulait pas les périls auxquels il était exposé. Son armée campait sur un volcan, au milieu de populations

(1) Berthier à Saint-Cyr, Paris, 14 thermidor an XI.

ardentes, fanatiques, soumises aveuglément aux volontés de leur reine Caroline, et qui se sentaient soutenues à Corfou et à Malte par nos plus redoutables ennemis. Cependant, comme, en cas d'attaque et d'insurrection générale, il devait opérer seul, avec des troupes excellentes, hors de la portée des témérités de Murat, et que ses instructions lui donnaient une latitude suffisante, il se croyait certain de se tirer de sa position hasardeuse. Le 23 juin, Murat, qui déjà prenait des airs de prince, avait annoncé à Saint-Cyr qu'en vertu de nouveaux arrangements le corps d'armée de Naples se trouvait sous ses ordres; et Saint-Cyr, à qui l'on a reproché si amèrement ses prétendues susceptibilités d'amour-propre, le crut sur parole, lui répondit *qu'il apprenait cette nouvelle avec plaisir*, et lui rendit compte de sa position et de celle de ses troupes (1). En même temps il prévint Berthier, pour qu'on lui fît connaître au plus tôt l'étendue de ses devoirs envers Murat. Le premier consul fut singulièrement choqué de cette démarche de son beau-frère. « Je trouve très-déplacé, écrivait-il à Berthier, « que le général Murat ait envoyé un agent à l'armée « du général Saint-Cyr; il ne doit pas oublier les grands « services qu'a rendus ce général, ainsi que la latitude « que le gouvernement a donnée à sa mission (2).

Le plus grand embarras de Saint-Cyr était d'obtenir les vivres et les fourrages que la cour de Naples devait

(1) Saint-Cyr à Murat, Naples, le 14 messidor an XI.

(2) Le premier consul à Berthier, Paris, le 28 messidor an XI.

fournir aux troupes françaises. Cette malheureuse cour n'avait ni argent ni crédit; les officiers de sa propre armée n'étaient pas payés depuis six mois; car la reine Caroline, infatigable dans ses intrigues et dans sa haine contre nous, avait dissipé par anticipation plus d'une année des revenus de l'État, pour acheter des recrues en Albanie et maintenir les masses de paysans calabrais organisées, armées et toujours prêtes à s'insurger. Elle comptait aussi tirer bon parti des différences d'origine de nos généraux, susciter des mésintelligences entre eux et jeter des causes de désordre et des rivalités dans cette armée française dont la moitié était composée d'Italiens, de Polonais et de Suisses. La vigilance de Saint-Cyr eut à déjouer bien des négociations coupables, et fit avorter en germe plus d'une tentative de corruption à prix d'argent.

Caroline mettait à son métier de reine un courage viril et une indomptable énergie. Son caractère était d'acier, à la fois souple, dur et poli. Elle avait beaucoup des défauts et quelques-unes des qualités de sang des princes autrichiens et lorrains, dont elle était issue. Concevait-elle une idée : on y apercevait un degré de hardiesse digne de sa mère, la grande Marie-Thérèse ; lui proposait-on un projet : elle l'adoptait avec cette lenteur de réflexion particulière à la maison d'Autriche ; dans ses entreprises, bonnes ou mauvaises, elle montrait, au début, de l'audace, et, au moment décisif, de l'incertitude et de l'hésitation à frapper le coup décisif; audace et hésitation qui élevèrent si haut et abaissèrent si rapidement ses ancêtres de la maison de Lorraine. Enfin il

n'y avait pas jusqu'à son goût pour les innovations qui ne lui donnât un trait de ressemblance avec son frère l'empereur Joseph. A cinquante et un ans, Caroline avait conservé des restes de beauté dont elle était très-fière, et l'on reconnaissait plutôt l'orgueil de la femme que celui de la reine lorsque, accoudée sur le velours de sa loge, au théâtre Saint-Charles, elle étalait sa main et son bras dégantés, d'une forme irréprochable et d'une blancheur parfaite. Cette coquetterie féminine ne manquait jamais son effet; elle était toujours vivement admirée et vivement applaudie par la foule des spectateurs; et deux jeunes officiers d'artillerie, qui rejoignaient l'armée de Saint-Cyr, échappèrent aux menaces d'une bande de furieux, et peut-être à leurs stylets, en s'extasiant à propos sur les charmes et les gracieuses minauderies de cette vieille reine.

Le chevalier Acton, d'origine anglaise et Français de naissance, était, depuis vingt ans, le favori et le suprême exécuteur des volontés de Caroline; il avait mis à la servir de hautes et terribles qualités gouvernementales. Dans cette étroite monarchie napolitaine, il semblait un géant réduit à habiter une cellule; son esprit le tenait au niveau des plus grands rôles politiques; il y avait en lui un peu de Richelieu et beaucoup de Potemkin.

Le roi Ferdinand, grâce à son bon sens naturel, devinait instinctivement ou apercevait au premier coup d'œil le meilleur parti à prendre; mais, devenu incapable de la plus petite attention d'esprit, il laissait aller les choses selon le bon plaisir de la reine et de ses fa-

voris. Comme tous les rois fainéants, il semblait ne pas prendre le moindre intérêt au gouvernement de ses États : une éducation bigotte avait tari chez lui les sources de l'intelligence, et la passion désordonnée de la chasse, si fatale, par ses excès, aux princes de la maison de Bourbon, absorbait ses moments et dévorait ses facultés.

A cette cour insolente et sans foi, l'ambassadeur de France, M. Alquier, opposait une attitude impérieuse : c'était un ministre de grand sens, d'un esprit pénétrant et observateur, quoiqu'un peu trop aux écoutes et à la découverte des moindres fermentations populaires. Il s'en effrayait outre mesure, et ne doutait pas qu'au premier coup de tocsin d'une guerre continentale il n'y eût une explosion générale au fond de la Péninsule, et que les anciennes bandes du cardinal Ruffo, si terribles en 1799, ne reparussent armées, reposées, et disant comme les tempêtes de l'Écriture : Nous voici. M. Alquier, l'un des juges de Louis XVI à la Convention, était mal à l'aise à la cour d'un Bourbon et d'une sœur de Marie-Antoinette ; mais il ne laissa entamer en aucune occasion ni son caractère public ni son caractère privé, dédaignant ou repoussant, comme il le devait et dès qu'il le fallait, les allusions acérées que Caroline lui lançait à tout propos.

L'imperturbable accord de volontés et d'actions, qui unissait Saint-Cyr et M. Alquier, déjouait les intrigues et les manœuvres de la reine. Elle était sans cesse contenue ou arrêtée par ces deux regards inflexibles, clairvoyants et convergents. Elle essaya vainement de brouiller l'am-

bassadeur avec le général, de les opposer l'un à l'autre; elle en fut pour ses frais de perfidies, de tromperies, de soumissions irritantes et de doucereuses arrogances.

Saint-Cyr était demeuré étranger à l'action des partis qui tant de fois modifièrent ou changèrent la forme du gouvernement de la république. Il admirait sincèrement le premier consul et son système d'ordre et d'autorité; il le croyait nécessaire à la grandeur de la France et à la consolidation des intérêts de la Révolution. Aussi, lorsqu'on découvrit la conspiration de Cadoudal, se prononça-t-il contre les conspirateurs avec sa sévérité ordinaire de langage. Sa démonstration plut à la cour des Tuileries, parce qu'il était, dans l'opinion publique comme dans l'opinion du premier consul, le représentant le plus élevé de l'ancienne armée du Rhin. On put le croire prêt à servir l'ambition de Bonaparte et ses projets de rétablir dans sa famille la monarchie héréditaire; mais, quand les ambitieux et les habiles de l'armée de Naples, au courant de ce qui se passait à Paris et ailleurs, lui proposèrent, comme d'eux-mêmes, de prendre l'initiative du mouvement monarchique et de faire proclamer le nouvel empereur par les troupes, Saint-Cyr déclara que c'était à la nation d'exprimer régulièrement un vœu pour l'élévation du premier consul au trône de France, et à l'armée d'obéir. Il se refusa donc à dicter et à laisser rédiger des adresses dans les corps sous ses ordres pour solliciter Bonaparte de se revêtir de la dignité impériale, parce qu'il ne connaissait pas de doctrine plus fatale aux nations, plus destructive de la discipline et plus grosse de malheurs publics, que d'appeler les

armées à délibérer sur les questions d'ordre politique.

L'empire français, à l'instar du vieil empire germanique, auquel on empruntait beaucoup de dénominations, eut ses grands officiers militaires : c'étaient les maréchaux, les colonels généraux des troupes à cheval et les premiers inspecteurs du génie et de l'artillerie. Afin de tremper constitutionnellement leur existence au principe d'élection populaire qui, pour cette fois, formait la légitimité du souverain et la base des institutions monarchiques, plusieurs de ces dignitaires étaient de droit présidents à vie de colléges électoraux de départements. Le 19 mai 1804, Napoléon nomma dix-huit maréchaux de l'empire : Saint-Cyr n'en faisait point partie, et personne dans l'armée et dans le public ne se méprit sur le sens et les causes de cette exclusion ; mais chacun se disait et disait que c'était un malheur pour cette première liste de maréchaux que le nom de Saint-Cyr ne s'y trouvât pas inscrit : « Car il surpassait Masséna en savoir « et en combinaisons militaires, » a dit M. Thiers ; « et, « depuis que Moreau était perdu pour la France par ses « fautes politiques, depuis que Kléber et Desaix étaient « morts, il était, avec Masséna, l'homme le plus capable « de commander une armée, Napoléon, bien entendu, « ne pouvant jamais être mis en parallèle avec per- « sonne (1). » Le 6 juillet, Saint-Cyr fut nommé colonel général des cuirassiers, et, à ce titre, président à vie du collége électoral du Mont-Tonnerre.

---

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. V, p. 122.

Confiante dans les promesses des cabinets de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, et dans les forces de leurs armées,. la reine Caroline appelait de tous ses vœux l'occupation de Naples par la flotte de l'amiral Siniavine et les 12,000 Russes réunis à Corfou. Cette occupation, c'était la guerre; Caroline s'y préparait résolument, car elle pressentait qu'un dénouement terrible la menaçait, et reconnaissait que les Bourbons ne pourraient pas régner longtemps ni tranquillement en Italie, puisque les Bonaparte venaient y prendre des couronnes.

Saint-Cyr était sur ses gardes et prêt à punir toute infraction au traité d'alliance; aussi, dès le premier mouvement de nos troupes, les velléités belliqueuses de la cour de Naples s'évanouirent. La reine, surprise en flagrant délit de préparatifs de guerre, nia tout, désavoua ses agents, accusa notre ambassadeur de perfidie et d'imposture, et écrivit à Saint-Cyr (1):

« *Mon général*, ce sera de nouveau le prince de Cardito « qui vous présentera cette lettre de ma part, et vous re- « nouvellera les assurances de mon estime, comme aussi « celles du ferme désir que nourrit le roi, comme aussi « moi, de la bonne intelligence entre le gouvernement « français et le nôtre. Les quatre points dont votre adju- « dant est venu verbalement faire la demande sont tous « déjà expliqués. Le soi-disant armement, qui n'était « qu'une petite précaution pour les maladies contagieuses « de Livourne, a été ôté aussitôt que la maladie a di-

(1) La reine Caroline à Saint-Cyr. Naples, 16 février 1805.

« minué; de *recrutation*, nous n'en faisons plus, depuis « la présence dans nos États de l'armée sous vos ordres, « ce qui, uni aux désertions, a mis l'armée si bas qu'elle « ne suffit pas à couvrir les postes.

« Pour M. Elliot, ministre d'Angleterre, il est sous la « sauvegarde du droit des gens, et nous ne pouvons pas « demander son rappel. Pour M. de Damas, il n'est « point émigré, n'est coupable de rien; c'est un offi- « cier d'honneur; d'ailleurs j'en ai écrit moi-même, le « 16 janvier, à l'empereur votre maître, pour lui dire « nos raisons, et je dois attendre sa réponse.

« Toutes ces raisons n'admettent aucune interpréta- « tation, et sont franches, sincères, comme vous me « trouverez en toutes occasions. Je désire, *mon géné-* « *ral*, qu'elles vous persuadent, et que la bonne union « continue entre nos deux cours. Le prince de Car- « dito vous expliquera mieux le tout. Les assurances « réitérées de votre souverain devraient nous faire croire « qu'il n'a aucunes vues hostiles sur un pays qui ne « soupire qu'après sa neutralité, et qui, depuis deux « ans, est oppressé de la force contraire. Je compte sur « votre modération, sagesse; j'espère que les rapports « insidieux, faux, exagérés, de l'ambassadeur Alquier, « n'arriveront pas à troubler notre bonne union, tran- « quillité : les suites en seraient incalculables et peut- « être très-étendues; mais je compte sur votre sagesse, « modération; et comptez sur toute mon estime. »

Cette royale estime portée à Saint-Cyr n'empêchait pas Caroline de mander au marquis de Rodio, son con-

fident et le directeur général des masses insurrectionnelles dans la Pouille et les Abruzzes :

« Quant à l'armée du général Saint-Cyr, je me char-
« gerais bien de faire égorger soldats et chefs, si je ne
« craignais pas ceux qui viendraient après. »

Au mois de mai 1805, Napoléon, descendant en Italie avec toute la pompe d'un empereur d'Occident, posant lui-même sur son front la couronne de Charlemagne, réunissant à l'Empire la république de Gênes et le duché de Lucques, et, sous le prétexte de fêtes militaires, rapprochant du Mincio les 50,000 hommes de l'armée de Jourdan, savait bien qu'il jetait une suprême menace à la cour de Naples, un défi à l'Autriche encore indécise, et qu'il lui fournissait une dernière raison d'entrer dans la coalition européenne. Mais il trouvait là un motif de lever le camp de Boulogne et de renoncer glorieusement à l'impossible expédition d'Angleterre. En forçant l'Autriche à nous déclarer la guerre, il ferait exécuter à la grande-armée une rapide volte-face et la ramènerait des bords de l'Océan aux rives du Danube pour commencer sur le continent la guerre d'invasion, la seule qui convînt à son génie, à sa politique et à ses projets de domination absolue.

Saint-Cyr, appelé à Milan pour assister aux cérémonies du couronnement, reçut de l'Empereur la confidence d'une partie de ses desseins contre les Bourbons de Naples et l'annonce de la prochaine rupture avec l'Autriche. Trois mois après, Berthier lui écrivait du camp de Boulogne (Instruction du 14 fructidor an XIII) :
« Il m'a paru nécessaire que quinze jours avant le der-

« nier moment vous fussiez instruit du plan de campa-
« gne adopté par l'Empereur... afin que, lorsque je vous
« aurai transmis ses derniers ordres, vous vous trouviez
« préparé à jouer le rôle important qui vous est confié...
« Votre armée de 20,000 hommes est une force suffi-
« sante pour vous emparer de Naples, pour en chasser
« la cour et dissoudre et anéantir l'armée napolitaine...
« L'intention de l'Empereur est que vous entriez à Na-
« ples au moment où il passera le Rhin... et que vous
« y établissiez une régence en forme de gouvernement
« provisoire... Si vous étiez obligé d'évacuer Naples et
« la partie méridionale du royaume, vous feriez votre
« retraite lentement sur Parme ou sur la Toscane, selon
« les événements qui auront eu lieu dans l'Italie supé-
« rieure... Les grands coups se porteront en Allemagne;
« et les opérations mêmes de l'Italie, si elles n'avaient
« point de succès, ne devraient en rien influer sur vos
« opérations. *L'ennemi serait à Milan que vous n'en*
« *devez pas moins rester à Naples.* »

La reine Caroline, fausse parce qu'elle était faible, aveugle parce qu'elle se sentait au-dessus d'un précipice qu'elle n'osait ni mesurer ni franchir la première, menait de front deux négociations, l'une secrète, l'autre ostensible. Secrètement, elle demandait à la Russie et à l'Angleterre de faire occuper Naples et la Calabre; ostensiblement, elle avait auprès de l'empereur Napoléon un envoyé extraordinaire, le marquis de Gallo, chargé de conclure un traité de neutralité et d'obtenir le rappel de l'armée de Saint-Cyr. Mais la Russie n'avait pas encore son escadre de Corfou et ses troupes de débarque-

ment prêtes à agir, et l'Angleterre ne voulait pas s'aventurer seule dans une expédition continentale. Ces deux puissances conseillèrent donc à la reine de presser, coûte que coûte, la conclusion du traité de stricte neutralité; cette convention fut signée, le 21 septembre, par M. de Talleyrand et le marquis de Gallo.

Saint-Cyr évacua le royaume de Naples et quitta Barletta le 9 octobre. Pendant son long séjour dans la Pouille, encore peuplée des souvenirs de l'antiquité, il avait eu près de lui deux hommes qui se sont fait un nom dans les lettres : M. de Laclos, à qui le premier consul avait rendu son grade de général d'artillerie, et Paul-Louis Courier. M. de Laclos, esprit souple et vigoureux, était, comme chacun le sait, l'auteur des *Liaisons dangereuses*, roman célèbre qui souleva contre sa personne tant de calomnieuses interprétations. Déjà vieux en 1805, et d'une santé délicate, le général Laclos avait pressenti, prévu ou deviné que le 5 octobre serait le terme fatal de sa vie; ce jour-là, il invita à dîner ses amis et ses principaux officiers, y parut revêtu de son plus bel uniforme, et fit les honneurs de la table et les frais de la conversation avec son amabilité ordinaire et une extrême liberté d'esprit. Il expira doucement, quelques heures après que ses convives se furent retirés, philosophe jusqu'au dernier moment, M. de Laclos avait voulu mourir à la manière des anciens, en se couronnant de fleurs. Ses restes reposent à Tarente, sous le ciel de l'Apulie, au bord de cette belle mer d'Ionie où s'embarqua Virgile et que tous les poëtes ont chantée.

Paul-Louis Courier, plus helléniste que militaire, plus

occupé des monuments de la Grande Grèce que de ses canons et des détails de son métier, rappelait, par la verve de son esprit et la hardiesse de ses à-propos, Montaigne et même Rabelais. « Le général en chef, écrivait-« il à son ami d'Ansse de Villoison, est un homme de mé-« rite, savant, le plus savant dans l'art de massacrer « que peut-être il y ait; bonhomme au demeurant, et « qui me traite en ami (1). »

Saint-Cyr ramenait son armée vers le Pô et la basse Adige; le 15 novembre, il arrivait à Padoue et opérait sa jonction avec Masséna, qui venait de repousser l'archiduc Charles derrière l'Isonzo et s'apprêtait à forcer le passage de cette rivière. En traversant les États napolitains depuis la pointe d'Otrante jusqu'au delà du Tronto, Saint-Cyr avait été accompagné du marquis de Rodio, l'âme damnée de la reine Caroline. Cet homme exerçait une grande influence sur les paysans de la Pouille et des Abruzzes, et sa qualité officielle de commissaire près de notre armée lui servait à remplir plus commodément sa véritable mission d'agitateur. Ses agents secrets cherchaient à chaque instant à provoquer des désordres, à exciter des collisions entre nos soldats et les habitants; ils répandaient des inquiétudes parmi nos troupes, de dangereuses espérances dans la population, et annonçaient le prochain débarquement de l'expédition anglo-russe qui devait se jeter sur Ancône et couper la retraite de notre armée. Mais Saint-Cyr rompit tous les fils de ces

(1) *Correspondance de P.-L. Courier*, t. I, p. 74.

coupables manœuvres en réprimant la moindre infraction à la discipline et en redoublant de surveillance et de sévérité à l'égard des soldats italiens, qui se montraient plus durs et plus exigeants envers leurs compatriotes que les soldats français. Cinq mois plus tard, le marquis de Rodio fut arrêté et jugé à Matera; on saisit son portefeuille et les minutes de sa correspondance avec la reine. « Madame, écrivait-il, il n'y a rien à faire « avec ces gens-là : ce ne sont pas des soldats, ce sont « des moines. » Et cette expression mérite d'être remarquée à cause de sa justesse. Une armée bien disciplinée ressemble effectivement à une corporation religieuse; pour le militaire comme pour le moine, la discipline est tout à la fois une vertu et une passion : vertu que l'accomplissement du devoir produit, passion que l'accomplissement du devoir seul contente.

Ce ne fut pas sans une certaine amertume que Saint-Cyr se vit placé sous les ordres de Masséna, non qu'il lui fût pénible d'obéir à ce vaillant maréchal, mais le vainqueur de Zurich avait beaucoup de faiblesses hors des champs de bataille, et, s'il faisait la guerre en héros par la tête et par le cœur, il était le premier à flétrir ses plus beaux lauriers par son avidité d'argent.

Saint-Cyr n'avait pas ramené de Naples plus de 16,000 hommes : il forma l'aile droite de l'armée d'Italie, et fut chargé de bloquer la ville et les lagunes de Venise. Il établit sa ligne d'observation la gauche à Mestre, où se réunissent les belles routes de Trévise et de Padoue, la droite au Bacchiglione, qui débouche dans l'Adriatique au port de Brondolo. Reynier gardait Mestre, La Mira et

Dolo, sur la Brenta; Lecchi bordait le nouveau canal entre cette rivière et le Bacchiglione. Saint-Cyr, ayant avec lui la brigade polonaise du général Peyri et les huit escadrons du général Bron, s'établit au village de Stra, à deux lieues en avant de Padoue.

Le comte de Bellegarde, détaché de l'armée de l'archiduc Charles après le combat de Caldiero, commandait dans Venise une garnison de trente bataillons; elle était de la force d'un corps d'armée et surpassait de beaucoup celle des troupes qui la bloquaient. L'investissement de Venise était terminé depuis trois jours seulement lorsque Saint-Cyr apprit, le 23 novembre, que des troupes autrichiennes venaient de se montrer dans la vallée de la Brenta et que leur avant-garde était entrée à Bassano : c'était le corps du prince Victor de Rohan, qui, deux fois coupé dans le Tyrol par le maréchal Ney, avait eu le bonheur de lui échapper en culbutant, à Botzen, les postes de la division Loison.

« Le prince de Rohan croyait qu'en faisant encore un « grand effort il traverserait notre ligne et arriverait aux « lagunes de Venise pour se réunir au comte de Belle- « garde, qui, étant prévenu par lui, devait le protéger « dans ce dessein. Je ne leur ai pas laissé le temps de « bien s'entendre, écrivait Saint-Cyr (1). Hier, le général « Reynier, avec sa division, moins la brigade Digonnet, « a couché à Novale; je me suis rendu à Campo-San-Pie- « tro avec la brigade polonaise du général Peyri. L'en-

(1) Saint-Cyr à Masséna, Stra, le 3 frimaire an XIV (24 nov. 1805).

« nemi est arrivé le même soir à Castel-Franco. J'ai or-
« donné dans la nuit au général Reynier d'attaquer l'en-
« nemi à la pointe du jour à Castel-Franco, tandis qu'a-
« vec la brigade polonaise je le tournerais par la droite.
« L'ennemi nous a prévenus; il a attaqué au point du
« jour le général Reynier avec une vigueur désespérée;
« plusieurs fois culbuté, il est revenu à la charge jus-
« qu'au moment où avec la brigade polonaise, je l'ai
« attaqué par derrière et mis entre deux feux. Alors il
« s'est mis en déroute et a fui jusqu'à Castel-Franco, où
« nous sommes arrivés aussitôt que lui.

« Ce qui n'a pas été tué ou pris en bataille a demandé
« à capituler.

« Ce corps était d'environ 7,000 hommes d'infanterie
« et de 1,200 chevaux... 6,000 hommes, 1,000 che-
« vaux, le général prince de Rohan, trois colonels, sept
« drapeaux, douze pièces de canon, leurs caissons et
« beaucoup de bagages sont restés en notre pouvoir.

« Nous avons retrouvé les prisonniers que les Autri-
« chiens avaient faits sur nous à Bassano, Castel-Franco
« et sur la division du général Loison.

« Le général Reynier s'est conduit avec la bravoure
« et l'intelligence dont il a donné tant de preuves; sa di-
« vision a fait 2,500 prisonniers. »

Saint-Cyr avait décidé la victoire en se portant de sa personne contre Castel-Franco; dès qu'il y fut arrivé, il somma la ville d'ouvrir ses portes et se nomma, ce qui hâta la capitulation. Les 3,000 hommes qui s'y étaient réfugiés mirent bas les armes; Saint-Cyr n'avait avec lui qu'un seul bataillon polonais, à peine assez nombreux

pour se saisir de tous les chevaux qu'on rendait. Quand vint le tour du régiment de cuirassiers de l'archiduc Ferdinand, leur vieux colonel, les larmes aux yeux, disait à Saint-Cyr en remettant son sabre : « Monsieur le géné-« ral, je ne crois pas que Votre Excellence ait ici beau-« coup de monde. » En effet, les Polonais n'étaient pas plus de huit cents.

Saint-Cyr avait conservé une prédilection marquée pour ce combat, le seul, assurait-il, où ses ordres avaient été suivis et exécutés à la lettre.

Si le prince de Rohan, qui, en se retirant à travers le Tyrol et le Trentin, avait montré beaucoup d'habileté et de hardiesse, était parvenu à se mettre en communication avec le comte de Bellegarde, et que ces deux généraux, combinant leurs attaques, se fussent jetés simultanément, avec les 20,000 hommes dont ils pouvaient disposer, sur la division de Reynier, ils l'auraient infailliblement accablée, et Saint-Cyr, coupé de l'armée de Masséna, eût été forcé de se replier derrière l'Adige. Sa prompte décision dans la journée du 24 novembre et la sûreté de ses mouvements amenèrent la destruction complète des Autrichiens. La rencontre eut lieu, comme Saint-Cyr l'avait prescrit, au débouché du bourg de Resana, assez près de Castel-Franco pour que l'avantage du terrain demeurât à nos troupes, et assez loin de Venise pour que le bruit du canon n'éveillât pas l'attention de Bellegarde et ne lui annonçât pas l'arrivée du prince de Rohan.

Ce que l'Empereur avait prévu, désiré et peut-être facilité, en faisant évacuer les États napolitains, venait de s'accomplir. La reine Caroline, ivre de joie après la

victoire de Nelson à Trafalgar, et instruite des secrets engagements de la Prusse avec l'Autriche et la Russie, avait déchiré son masque de neutralité; le 19 novembre, les escadres de Corfou et de Malte avaient débarqué en Calabre 12,000 Russes et 6,000 Anglais qui se réunissaient aux 40,000 hommes de l'armée napolitaine. Jamais l'occasion de se venger de nous n'avait semblé plus propice : la cour de Naples ne doutait pas que l'heure de notre perte ne fût venue. Le prince Eugène n'avait que peu de troupes à Milan, Saint-Cyr était retenu au blocus de Venise, et Masséna était au pied des Alpes Juliennes. L'Italie entière allait donc se soulever et nous chasser de son territoire. Mais, à Naples, on avait compté sans la foudroyante victoire d'Austerlitz, tombée comme une bombe au milieu de la politique européenne. Le 9 décembre, l'Empereur nommait Saint-Cyr général en chef de l'armée de Naples, et lui prescrivait de marcher tout de suite, avec les 30,000 hommes que lui fourniraient le prince Eugène et Masséna, contre les 60,000 Anglo-Russes et Napolitains (1). Le 28 décembre, Saint-Cyr arrivait à Pesaro et prenait position, la droite à Civita-Castellana et la gauche à Tolentino, afin de couvrir les États de l'Église et le royaume d'Italie.

Cependant Napoléon, à la veille de signer la paix de Presbourg, avait refusé aux négociateurs autrichiens de laisser mettre dans le traité un article qui garantît la cour de Naples, et, s'adressant à son armée victorieuse,

---

(1) Berthier à Saint-Cyr, Brünn, le 18 frimaire an XIV.

proclama, du camp de Schœnbrunn, que *la cour de Naples avait cessé de régner, et que son système était incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de la couronne impériale de France...* « Soldats, » disait le tout-puissant Empereur, « mon frère marchera à vo-
« tre tête ; il connaît mes projets, il est le dépositaire de
« mon autorité, il a toute ma confiance ; entourez-le de
« toute la vôtre (1). »

Le 9 janvier 1806, Saint-Cyr, qui n'attendait que le signal d'attaquer, reçut, à son grand étonnement, la lettre suivante de Masséna : « Je m'empresse de vous
« prévenir, mon cher général, que Sa Majesté l'empereur
« et roi m'a confié le commandement en chef de l'armée
« de Naples. Nous voilà encore une fois réunis, et je m'en
« félicite d'autant plus que j'ai mieux apprécié l'utilité
« du concours de votre zèle et de vos talents dans les
« derniers travaux de l'armée d'Italie. J'irai vous join-
« dre avant peu de jours ; j'amènerai avec moi quelques
« troupes dont Sa Majesté m'ordonne de disposer ; et je
« je ne doute pas, mon cher général, que nous ne par-
« venions à faire repentir ses ennemis de leurs perfides
« et téméraires entreprises (2). »

Masséna passait pour n'avoir pas toute la franchise désirable dans ses relations avec ses camarades ; mais, quoiqu'il écrivît à Saint-Cyr d'un ton plus affectueux que d'ordinaire, on devait le croire incapable de tricher

---

(1) Proclamation du 27 décembre 1805.

(2) Masséna à Saint-Cyr, Laybach, 1er janvier 1806.

au grand jeu de la distribution des commandements militaires. Saint-Cyr se hâta de lui répondre : « J'ai reçu, « Monsieur le Maréchal, la lettre par laquelle vous « m'annoncez que Sa Majesté Impériale vous a conféré « le commandement de l'armée de Naples. J'ignore « quels peuvent être les motifs qui l'ont engagé à me « le retirer : le ministre de la guerre ne m'a prévenu en « rien de ce changement ; *mais je dois croire ce que « vous m'annoncez, et je n'attends que votre arrivée « pour me retirer*. Vous sentez qu'après une marque « aussi éclatante du peu de confiance de Sa Majesté je « ne puis plus, sous aucun titre, servir dans cette ar- « mée (1). »

Par le même courrier Saint-Cyr écrivait à Berthier :

« Depuis environ trois ans que j'ai quitté la France, « j'ai commandé dans le royaume de Naples un corps « d'armée. Espérant toujours une occasion de prouver « à Sa Majesté que je méritais sa confiance, j'ai supporté « patiemment tous les ennuis de cette mission. Cette oc- « casion s'est présentée : Sa Majesté m'a nommé géné- « ral en chef de l'armée qui doit marcher sur le royaume « de Naples pour en chasser ses ennemis. Le corps « d'armée arrive aux frontières de ce royaume, n'atten- « dant plus que le signal de l'Empereur pour commen- « cer ses opérations. Je reçois une lettre du maréchal « Masséna, en date du 1er janvier, qui m'annonce que « l'Empereur vient de lui donner le commandement de

(1) Saint-Cyr à Masséna, Pesaro, 9 janvier 1806.

« cette armée. J'ignore absolument quels sont les motifs « qui m'ont fait perdre la confiance de Sa Majesté. Votre « Excellence ne m'a point prévenu de ce changement ; « mais je dois croire ce que m'annonce M. le maréchal « Masséna, à qui je remettrai à son arrivée le comman- « dement qui m'était conféré, et je me rendrai à Paris « pour vous demander les ordres de Sa Majesté (1). »

Napoléon témoigna une extrême surprise en voyant Saint-Cyr aux Tuileries ; il exagéra son mécontentement public, selon son habitude quand il trouvait Berthier en faute. Effectivement il y avait eu de la part du major général oubli, négligence ou malentendu dans l'expédition des ordres. L'Empereur, en portant l'armée de Naples à 45,000 hommes, et en la plaçant sous le commandement du prince Joseph, l'avait divisée en deux corps et une division de réserve de 6,000 hommes : le premier corps sous Masséna, le deuxième sous Saint-Cyr, et la division de réserve sous Reynier (2).

Le 26 février, Saint-Cyr était de retour à Naples, où le prince Joseph Bonaparte lui fit l'accueil le plus distingué, quoiqu'il le sût à peu près tombé dans la disgrâce de l'Empereur. Joseph Bonaparte et Saint-Cyr avaient été collègues au conseil d'État, et, quand on avait vu Saint-Cyr au maniement des affaires publiques, on gardait un sentiment profond de sa haute sagesse et de sa supériorité d'esprit ; car il avait les qualités civiles, fort rares chez la plupart des hommes de guerre, et qui

(1) Saint-Cyr à Berthier, Pesaro, 9 janvier 1806.

(2) Napoléon au prince Joseph, Munich, 12 janvier 1806.

les rendent si fermes et si habiles dans le gouvernement d'un État. Mais Saint-Cyr redoutait l'extrême bienveillance des souverains presque autant que leur froideur ; il ne voulait accepter de la fortune qu'une partie de ce qu'elle lui offrait, et, comme il se sentait mal à l'aise dans l'atmosphère d'une cour, quelle qu'elle fût, il alla prendre, dès le surlendemain de son arrivée, le commandement du deuxième corps d'armée, chargé de garder la Pouille et les Abruzzes; il plaça son quartier général à Chieti (1).

Les populations de la Pouille et des Abruzzes, rassurées et intimidées à la fois par la présence de Saint-Cyr qui les connaissait de longue main aussi bien qu'elles connaissaient sa justice et sa fermeté, s'agitèrent moins que les autres parties du royaume, quoique les côtes de l'Adriatique, et principalement celles du golfe de Manfredonie, fussent menacées sans cesse par les nombreuses croisières anglaises, et insultées par des bandes armées que leurs vaisseaux débarquaient. La forteresse de Civitella del Tronto, au nord de l'Abruzze ultérieure, servait de refuge et d'appui aux bandits les plus redoutables : le fameux Sciabolone s'y était établi et répandait l'inquiétude dans tout le pays entre Aquila et Teramo. Cette forteresse était réputée imprenable. Saint-Cyr donna l'ordre de l'enlever, et, à défaut d'officiers du génie, traça lui-même les dispositions d'attaque. Le 20 mai, le général Frégeville fit escalader la ville du côté

(1) Voir le supplément IV.

où l'on avait observé que l'ennemi se gardait mal ; on y passa par les armes tout les brigands qui s'y trouvaient, afin que ce terrible exemple, exécuté sous les yeux mêmes de la garnison du fort, l'effrayât, en lui montrant quel traitement lui était réservé si elle prolongeait sa défense. Sciabolone ne demanda point à capituler ; cependant nos travailleurs s'avançaient au moyen d'une sape couverte qui les conduisit au pied du rempart ; ils firent sauter un pan du mur, et nos troupes emportèrent le fort à la baïonnette.

Saint-Cyr et Masséna ne s'aimaient pas, et l'on serait tenté de croire que c'est à cause de leur désunion que l'Empereur s'obstinait à les maintenir à la même armée. Le roi Joseph eut promptement reconnu qu'il ne pouvait pas les garder ensemble. Masséna, usant de son influence, de sa faveur et de la supériorité de son grade, attirait à lui toutes les troupes des autres corps sous le prétexte du siége de Gaëte, et parce que, disait-il, il n'avait jamais commandé d'armée moindre de 40,000 hommes. Bientôt il ne resta que de simples garnisons dans la Pouille et dans les Abruzzes : Lecchi et Frégeville avaient quitté le 2e corps, Duhesme avait été dirigé sur Civita-Vecchia à raison des troubles qui commençaient à agiter les États romains ; on pressait Saint-Cyr d'organiser le reste de ses troupes en colonnes mobiles; et, quoique l'Empereur et les militaires formés à son école préconisassent les avantages de ce système, il l'a constamment repoussé, le regardant comme dangereux pour les troupes, destructeur de la discipline, et plus propre à faire naître et à exciter des insurrections qu'à

les réduire ou à les apaiser. A la manière dont les affaires de Naples étaient menées, Saint-Cyr ne pouvait plus y rendre de bons services ; il sentait combien les commandements en chef et leurs grands états-majors étaient ruineux pour les finances du roi Joseph : il demanda à se retirer et à rentrer en France. Le roi ne se décida qu'à regret à le laisser partir ; il aurait voulu se l'attacher en lui conférant une des grandes charges de sa couronne et le lui proposa. Joseph-Napoléon, malgré sa droiture d'esprit et son bon sens supérieur, payait déjà sa dette d'aveuglement à la grandeur suprême : il croyait son trône assuré, sa royauté indépendante, sa dynastie nationale et populaire, plus nationale, plus populaire que celle des vieux Bourbons ; il commençait même à douter des paroles de Napoléon, et ne croyait pas qu'au premier revers de nos armées sur l'Adige le contre-coup écrasât la couronne qu'on avait attachée à son front. Au mois d'août 1806, Saint-Cyr quitta Naples et l'Italie pour ne plus les revoir ; le 15 décembre suivant, l'Empereur lui donna le commandement du camp de Boulogne : il y remplaçait le maréchal Brune.

Les troupes réunies autour de Boulogne, sous la dénomination d'armée des Côtes, s'élevaient à 25,000 hommes, dont 10,300 de troupes de ligne, 9,500 marins armés de fusils, et 6,000 gardes nationaux d'élite (1). Les treize cents bâtiments des flottilles française et hollandaise étaient commandés par l'amiral Lacrosse ;

(1) Supplément IV.

on les avait retirés au fond du bassin de la Liane, afin de les tenir à l'abri des projectiles incendiaires de l'ennemi. Trois cents bâtiments, choisis parmi les meilleurs, formaient, comme en 1804, une bonne ligne d'embossage entre le fort de l'Heurt et le fort de la Crèche.

La division de droite occupait Boulogne, Ambleteuse et Calais; celle de gauche campait entre Outreau et Étaples; les quatre légions de gardes nationales stationnaient à Saint-Omer. Les marins, instruits depuis deux ans par de bons officiers d'infanterie et rompus aux exercices des troupes de terre, étaient organisés en quinze bataillons; il n'y avait rien de plus beau dans l'armée française, la garde impériale comprise. Mais, en les rendant d'excellents soldats, on ne leur avait pas laissé désapprendre leur métier de matelots, et ils s'exerçaient à tour de rôle aux manœuvres et aux évolutions de mer sur les bâtiments de la ligne d'embossage.

Le commandement de Saint-Cyr s'étendait de Saint-Valery sur la Somme à Ostende et à Anvers; par sa droite il se liait au camp d'Utrecht, où le roi Louis-Napoléon avait rassemblé 12,000 hommes; à sa gauche il pouvait disposer des 2,400 hommes placés en camp volant à Saint-Lô; en arrière il était soutenu par Junot, qui commandait à Paris une réserve de 8,000 hommes toujours prête à marcher. Si une attaque sérieuse de la part des Anglais menaçait la Hollande, Saint-Cyr avait ordre d'appeler à lui les troupes du camp de Saint-Lô et de se réunir à l'armée du roi Louis-Napo-

léon; si c'était, au contraire, Boulogne qui fût en péril, le roi Louis devait détacher une partie de son armée au secours de Saint-Cyr; enfin Junot, toujours sur le qui-vive, avait organisé un service de relais pour mener des troupes en poste à Anvers ou à Boulogne, selon les circonstances et les dangers.

L'Empereur avait habitué la France et l'Europe à des prodiges : Marengo, Ulm, Austerlitz, Iéna étaient des victoires telles qu'il les lui fallait. La victoire disputée d'Eylau frappa de joie tous nos ennemis, et il eut besoin de déployer beaucoup d'adresse et d'énergie pour combattre les inquiétudes de l'opinion publique et pour la dominer. Il dut craindre que l'Angleterre ne dirigeât une attaque contre Anvers pour se venger de la récente défaite de l'amiral Duckworth devant Constantinople; le 27 mars il mit Anvers en état de siége, lui nomma un gouverneur, le général Férino, et étendit le commandement de Saint-Cyr jusqu'aux îles de Walcheren et de Zélande, qui ferment les bouches de l'Escaut et de la Meuse.

Après le traité de Tilsitt, l'Empereur put s'occuper du camp de Boulogne et de la flottille; il avait porté à 30,000 hommes l'armée de Saint-Cyr, et la rendit de qualité supérieure en y plaçant six régiments complets tirés des corps de la Grande-Armée. A la fin de l'année 1807, le ministre de la marine vint inspecter les ports et la flottille. Le port circulaire, creusé à Boulogne, s'était ensablé de deux pieds; les ports de Wimereux et d'Ambleteuse, de trois à quatre pieds, et cet encombrement augmentait graduellement chaque jour. La flottille était

si délabrée que le ministre la jugea impropre, non à se charger d'une armée de 120,000 hommes, mais à mettre simplement à la voile et à sortir du port. Les trois cents bâtiments de la ligne d'embossage étaient à peu près les seuls susceptibles de tenir la mer; les autres exigeaient d'énormes réparations; car la plupart d'entre eux, construits précipitamment en 1802 et en 1803, avec des bois à demi secs et des matériaux de mauvaise qualité, tombaient de vétusté. Les neuf cents bâtiments de transport achetés de toutes mains, et sans qu'on eût suffisamment constaté leur âge et leur état, valaient encore moins; ils s'étaient ruinés sur place, en quatre années de mouillage dans les eaux marécageuses de la Liane.

L'inspection du ministre achevée, l'Empereur décida qu'on détruirait le cinquième de tous ces bâtiments, et qu'on réduirait la flottille de manière qu'elle pût embarquer une armée de 80,000 hommes d'infanterie et de 4,000 chevaux; mais bientôt ce nombre sembla trop élevé; on renvoya les marins hollandais chez eux avec une partie de leur matériel, et la flottille fut destinée à ne recevoir que 60,000 hommes. Au mois de mai 1808, Saint-Cyr reçut l'ordre de diriger sur Cadix la moitié des bataillons de marins, pour remonter les équipages de la flotte de l'amiral Rosily.

Sous un régime absolu, toute chose n'a d'existence que par la pensée du maître, et la flottille réunie à si grands frais cessa d'exister dès qu'elle cessa d'être utile aux véritables projets de l'Empereur. Cette terrible Armada du dix-neuvième siècle, qui avait attiré les re-

gards et l'attention du monde pendant trois ans, s'anéantit misérablement oubliée, sans que la nation ait cessé de croire à la possibilité de la descente en Angleterre et à la sincérité de ce dessein dans la pensée de Napoléon. Mais, pour réaliser cette gigantesque entreprise, il aurait fallu disposer, à point nommé et par miracle, d'un prodigieux concours d'éléments, de circonstances et de volontés qui dépassent de beaucoup la somme des forces, des possibilités et des combinaisons humaines. Aucun homme, quels que soient son génie et son audace, ne peut jouer le rôle de la Providence; quand on se l'arroge, on doit craindre, à la fin, de trouver le sort de Prométhée. L'expédition contre la Grande-Bretagne, abandonnée en 1805, figure encore, aux yeux de la multitude, comme un des plus stables projets de Napoléon. D'après les préjugés populaires, il aurait nourri sans relâche la pensée d'aller combattre les Anglais sur le sol même de l'Angleterre, et le peuple est persuadé que toutes les guerres continentales n'avaient que ce but final.

Dans le système de l'Empereur, le camp de Boulogne tenait une place plus politique peut-être que militaire : il intéressait à un haut degré l'opinion publique et se dressait comme un épouvantail en vue de l'Angleterre. Au mois de juin 1808, dès que Saint-Cyr eut mis en route pour l'Espagne six régiments d'infanterie, on eut grand soin d'annoncer que les belles divisions de Legrand et de Carra Saint-Cyr quittaient le Rhin et s'acheminaient vers Boulogne; à la fin de 1811, on y tenait réunis vingt-huit bataillons; et, en 1812, quand les

500,000 hommes de la Grande-Armée s'ébranlaient de tous les points de l'Europe occidentale et s'avançaient vers la Russie, le troisième corps, qui s'était organisé à Boulogne, en partait sous le commandement du maréchal Ney.

CHAPITRE X.

Invasion de la Catalogne. — Composition de l'armée de Saint-Cyr et de l'armée espagnole aux ordres de Vivès. — Siége et prise de Roses. — Bataille de Cardedeu. — Levée du blocus de Barcelone. — Bataille de Molino del Rey. — Reding succède à Vivès. — Déroute des Espagnols à Igualada. — Bataille de Valls.

En 1807, après la signature du traité de Tilsitt, l'Empereur avait contre l'Espagne suffisamment de griefs, les uns d'ancienne date, les autres tout récents, pour lui déclarer la guerre et l'envahir à main armée. Alliée douteuse, soumise en apparence, et disposée sans cesse à changer de direction politique, elle était, dans les mains du prince de la Paix, toujours à la veille d'une infidélité ou d'une trahison, et, en la laissant derrière soi, on ne savait jamais si on la retrouverait pour soi ou contre soi. Tout aurait donc justifié une déclaration de guerre de la part de Napoléon : les faits, puisque le gouvernement espagnol avait eu des torts graves envers nous ; le droit, puisque l'Europe consentait à ce que les princes de la famille Bonaparte montassent sur tous les trônes d'où l'on chassait les vieux Bourbons. Pour que

cette guerre parût une cause juste et demeurât une simple querelle de souverain à souverain, il fallait qu'elle fût franche, loyale et conforme au droit public des nations; il fallait rendre à Charles IV les 20,000 hommes du corps de La Romana, et se présenter de l'autre côté des Pyrénées en ennemi avoué du prince de la Paix. Les dispositions des Espagnols nous étaient alors si favorables, qu'ils auraient traité les Français en libérateurs venant chasser l'ennemi commun, venant extirper du trône respecté, quoique caduc, un chancre qui en dévorait l'honneur et la plus pure substance. L'armée française n'aurait eu à combattre que des troupes peu nombreuses, mécontentes, mal vêtues, mal armées, presque sans instruction, et qui certes n'auraient pas fait de résistance sérieuse sur les champs de bataille, en supposant que leurs chefs eussent été capables de les y conduire. N'est-il pas probable qu'en présence d'une invasion menée à la manière de Napoléon la famille royale ne se fût hâtée de se réfugier en Amérique, et que les Espagnols, abandonnés de Ferdinand, leur idole, aussi bien que délivrés de Charles IV, de la reine et de Godoy, triple objet de leur pitié, de leur mépris et de leur haine, n'eussent regardé comme un sauveur le souverain que leur aurait présenté ou imposé Napoléon victorieux?

Au lieu du rôle héroïque de conquérant à ciel ouvert, il préféra la voie tortueuse des intrigues et des embûches, s'unit plus étroitement au prince de la Paix, retint prisonnier le corps de La Romana, et l'enferma imprudemment dans l'île de Fionie et dans le Jutland, d'où

les Anglais le délivrèrent. Junot envahit le Portugal et détrôna le gendre de Charles IV ; le prince de la Paix livra à nos troupes l'entrée des boulevards de l'Espagne ; Murat occupa Madrid ; Dupont, l'Estremadure ; Bessières, la Castille ; Moncey, la Navarre et l'Aragon ; Duhesme et Reille, la Catalogne. Nos généraux surprirent ou se firent remettre Saint-Sébastien, Pampelune, Figuières et Barcelone. L'Empereur crut avoir beaucoup obtenu en s'emparant de ces positions et de ces forteresses ; ce n'était pas encore assez. Quand on a recours à la ruse et à la trahison avec un peuple, il faut le tromper jusqu'au bout et ne rien laisser échapper de ce qu'on peut prendre, parce qu'avec lui les fins de comptes sont terribles à régler, et que, dès qu'il s'en mêle, la portion qu'on a négligée coûte ordinairement plus cher que n'aurait coûté le tout.

L'Empereur affectait de mépriser les populations insurgées ; il écrivait et faisait écrire à ses généraux que tous ces rassemblements, vus de près, n'étaient que de la canaille, incapable de résister à une troupe régulière, et ceux de ses généraux qui aimaient mieux lui plaire que l'éclairer, lui répondaient du même ton. D'après cette opinion, et comme d'autre part il ne voulait pas affaiblir trop promptement ses armées d'Allemagne, il forma de soldats étrangers et de conscrits français les premiers cinq corps d'armée envoyés contre l'Espagne et le Portugal. Sur les 180,000 hommes qui franchirent d'abord les Pyrénées, on ne comptait que trois de nos anciens régiments de ligne, les 7e, 70e et 86e, et deux de cavalerie, les 10e et 22e de chasseurs ; et, si l'on

excepte les 10,000 hommes de la garde impériale sous les ordres de Bessières, le reste de l'armée ne comprenait que des Suisses, des Italiens, des Napolitains, des Westphaliens, des régiments français supplémentaires, provisoires, de marche, et des légions de réserve.

Les Espagnols, qui s'attendaient à voir des troupes d'une tenue imposante, semblables aux troupes de l'armée de Portugal en 1801, ne furent pas médiocrement étonnés à l'aspect de nos régiments mal vêtus et à demi équipés; au lieu de se trouver en face de vieilles moustaches, ils ne voyaient que des conscrits imberbes, et mirent en doute, non le courage, mais les forces physiques de nos jeunes soldats. Cette première appréciation de notre faiblesse, cette négation à première vue de notre ascendant, accrurent la confiance des Espagnols en eux-mêmes et exaltèrent leur courage et leurs passions. Les populations, fanatisées de religion et d'orgueil, ardentes et patriotiques à la manière des tribus africaines, qui ressentent si profondément les outrages faits à leurs chefs, proclamèrent unanimement la guerre sainte; toutes les provinces, tous les royaumes de la Péninsule se redressèrent sous la pression de l'occupation étrangère, tous unis par la même résolution de résistance, tous dominés par la haine féroce que nous leur inspirions.

En Catalogne, la junte suprême, assemblée à Lérida, ordonna l'enrôlement général de la population, la levée des somatènes et l'organisation de quarante tercios, ou bataillons de miquelets, de 1,000 hommes chacun. Ces

corps eurent pour uniforme la veste courte et le chapeau rond à plumet rouge, habit national qui leur plaisait en les distinguant des autres Espagnols; car pour rien au monde un bon Catalan ne voudrait paraître Castillan, Aragonais ou Valencien. Dans les proclamations des juntes et des généraux, et dans les discours du clergé, on faisait appel aux ressentiments patriotiques, à la crainte de devenir Français, et l'on réveillait les souvenirs de la gloire acquise pendant les guerres acharnées de la Succession et de la Révolution. A Girone, on conféra à saint Narcisse, patron de cette ville, la dignité de généralissime des armées de terre et de mer; et, le 20 juin, au bruit du canon, de la musique militaire et des chants religieux, le décret d'investiture fut notifié *à saint Narcisse en personne*, et les insignes du commandement, le bâton, l'épée et l'écharpe, portés processionnellement à l'église cathédrale de Notre-Dame, furent déposés sur le cercueil du saint martyr.

En tout temps la Catalogne a été considérée comme la citadelle naturelle de l'Espagne et son réduit de sûreté, que défend une population guerrière. Cette contrée, bordée à l'est par la Méditerranée, à l'ouest par les montagnes qui la séparent de l'Aragon, a la forme d'un triangle à peu près isocèle, dont le sommet, très-aigu, se termine à la droite de l'embouchure de l'Èbre, au sud de Tortose. Sa frontière maritime a un développement de quatre-vingts lieues de côtes découpées de golfes, de baies et d'anses, où les croisières anglaises et les felouques catalanes embarquaient et débarquaient des troupes, des vivres, des munitions et des fusils, alors très-

rares en Europe (1). La Catalogne n'est pas seulement la province d'Espagne la plus industrieuse, la plus peuplée et la plus civilisée; elle est aussi la mieux organisée militairement et la plus facile à défendre, à cause de son territoire montagneux et hérissé de forteresses. Une seule grande communication ou chemin royal mène de Perpignan à Barcelone, par la Junquéra, Figuières, Girone et Hostalrich, et continue de Barcelone à Tarragone, par Molino del Rey, Villa-Franca et Vendrell. Cette route traverse dans son parcours la Mouga, la Fluvia, le Ter, la Tordéra, le Besos, le Llobrégat, la Gaya et le Francoli, rivières torrentielles et profondément encaissées qui débouchent dans la Méditerranée et forment des lignes naturelles de défense.

Le 17 août, Saint-Cyr avait reçu à Boulogne l'ordre d'aller prendre le commandement de l'armée de Catalogne, ou septième corps, qui se rassemblait autour de Perpignan. L'Empereur s'était enfin décidé à diriger lui-même les opérations de ses armées contre l'Espagne; il y menait un renfort de 150,000 hommes tirés des armées d'Allemagne et d'Italie. A Paris il se contenta de donner à Saint-Cyr des instructions générales. « Soyez prêt « à entrer en Catalogne vers la fin d'octobre, lorsque, « de mon côté, j'entrerai en Espagne par Bayonne, lui « dit-il; *la seule chose que je vous recommande, c'est*

(1) L'Empereur écrivait au roi Joseph (Finkestein, 14 avril 1807): « Un bâtiment anglais, qui portait 25,000 fusils à Palerme, a fait naufrage sur les côtes d'Espagne. Cet événement doit être regardé comme « avantageux, car les armes sont très-rares en Europe. »

« *ae faire tous vos efforts pour me conserver Barce-*
« *lone; car, si vous perdiez cette place, je ne la re-*
« *prendrais pas avec* 80,000 *hommes.* » Puis il lui parla confidentiellement des défaites que nos armées venaient d'éprouver en Andalousie; le public les ignorait : c'étaient les premiers coups de la mauvaise fortune sur le continent, et l'Empereur en paraissait encore plus abattu qu'irrité.

Malheureusement les exigences de la politique obligèrent Napoléon à se rendre aux conférences d'Erfurt, et, quand il arriva à Bayonne, il reconnut, dès les premiers rapports de Berthier, l'insuffisance de tous les services administratifs. On a dit que l'Empereur était le plus prévoyant, le plus absolu et le mieux obéi des administrateurs; ce qui est vrai si l'on entend par là que nul ne savait mieux que lui donner des ordres pour que les troupes fussent abondamment fournies de tous les objets dont elles pouvaient avoir besoin en campagne; mais, dès qu'il avait commandé, la passion le gagnait, l'impatience l'emportait, et, ne tenant compte ni du temps, ni des distances, ni des limites des forces humaines, ni des empêchements d'exécution, il s'irritait de ce que sa volonté n'était pas faite à point nommé et comme il l'avait prescrit. L'Empereur ne pouvait pas se tromper : c'était un axiome dans l'armée; les soldats le disaient et le croyaient fermement, et il importait à sa politique qu'ils le dissent et qu'ils le crussent. Aussi, quand les administrateurs se plaignaient de l'insuffisance des moyens mis à leur disposition, ou qu'ils se heurtaient à des impossibilités matérielles, on leur ré-

pondait en les taxant de négligence, de lenteur, d'incapacité, et même de dilapidation. Le 4 novembre, l'Empereur écrivait au général Dejean, ce ministre modèle de l'administration de la guerre : « Vous trouverez ci-joint « un rapport de l'ordonnateur; vous y verrez comme « je suis indignement servi..... *Mon armée, qui va « entrer en campagne, est nue* : elle n'a rien. Les « conscrits ne sont pas habillés : *vos rapports ne sont « que du papier.* Vous trouverez ci-joint des lettres du « préfet de la Gironde et un rapport de l'inspecteur aux « revues Dufresne; *vous y verrez que tout est vol et « dilapidation.* »

Ce que l'Empereur disait du dénûment de l'armée était littéralement vrai au 7e corps, et le commissaire ordonnateur Rey mandait au général Dejean : « Je suis « chargé de l'administration d'une armée où il n'existe « rien à administrer... Aussitôt que nous aurons dé- « passé Figuières, nous serons réduits à quelques faibles « approvisionnements que, par l'ordre du général en « chef, on transporte dans ce fort; car il ne faut nulle- « ment compter sur les ressources de l'Espagne, qui se « trouve entièrement dévastée dans la Catalogne; jus- « qu'à Girone la contrée ne peut procurer aucuns bes- « tiaux... S. Exc. le colonel général a fait acheter pour « 50,000 francs d'avoine qu'il réserve pour le moment « où il commencera ses opérations. On ne peut toucher « à ce faible approvisionnement, qui à peine suffira « pour dix jours... Dans les ambulances actives il n'y « a absolument rien, ni médicaments, ni linge à pan- « sements, ni ustensiles, ni fournitures, et il n'y a pas

« un sou à disposer pour assurer un service aussi essen-
« tiel; ainsi les blessés ne pourront pas même recevoir
« les premiers secours... Les transports consistent en
« une centaine de mauvaises charrettes, conduites par
« trois cents mauvais chevaux ou mulets, et trois cents
« mulets de bât : le tout provient des réquisitions
« faites dans les départements voisins. De tels moyens
« de transport sont insuffisants pour une armée de
« 30,000 hommes, et, lorsqu'on se mettra en cam-
« pagne, l'armée manquera de tout... J'ignore quelles
« sont les intentions du général en chef, mais je crois
« impossible qu'il puisse tenter d'entrer en campagne
« dans un état de choses aussi déplorable (1). »

A la fin d'octobre, l'armée de Catalogne s'était complétée; elle comprenait l'ancien corps des Pyrénées-Orientales, commandé par Duhesme, la division de Reille et celles de Pino, de Souham et de Chabot, arrivant d'Italie; en tout 34,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie (2). La force principale de cette armée résidait dans les belles divisions de Pino et de Souham, composées, l'une de 9,000 Italiens aguerris par deux campagnes dans le royaume de Naples contre les Anglais et les insurgés calabrais, l'autre de trois vieux régiments français et du 24e de dragons. La division Reille, formée de bataillons toscans et valaisans et de compagnies dépar-

(1) Rapport de l'ordonnateur Rey au ministre de l'administration de la guerre, Perpignan, octobre 1808. (Extrait.)

(2) Voir le suppl. IV.

tementales du Midi, n'avait de valeur qu'à raison du grand mérite de son chef.

Le commandement du 7e corps était le plus considérable de la Grande-Armée, et le seul où le général en chef pût se promettre de l'indépendance et de la liberté d'action. Le 1er novembre, Berthier mandait à Saint-Cyr :

« L'Empereur me charge de vous faire connaître que, « dans la situation actuelle des choses, il vous *donne* « *carte blanche* pour tout ce qui est relatif aux opéra- « tions militaires. »

Don Juan Miguel de Vivès commandait en Catalogne l'armée espagnole, forte de quarante tercios de miquelets provinciaux, de soixante-dix bataillons de ligne et de trente-trois escadrons. Sous lui servaient : Théodore de Reding, le héros de Baylen, venu d'Andalousie avec la division de Grenade; le marquis de Lazan et ses 6,000 Aragonais détachés de l'armée de réserve; le comte de Caldaguès, émigré français et militaire ferme et instruit; les deux Milans, Mariano Alvarez, Garcia Condé, les colonels Henri O'Donnell, Cabrera, Porta, Juan Claros, le chanoine Rovira, et d'autres chefs de miquelets déjà renommés par les services de leurs tercios. L'armée de Vivès s'élevait à 70,000 hommes, auxquels se réunissaient les somatènes, milice nationale et irrégulière, agile, infatigable, toujours prête à se dévouer, se levant et accourant au premier coup de tocsin pour éclairer les flancs, les derrières, les gorges et les défilés des positions que les troupes de ligne occupaient.

Ancien capitaine général des îles Baléares, Vivès, ap-

pelé par les juntes catalanes pour remplacer le marquis del Palacio, s'était engagé à chasser les Français du territoire de la Catalogne. « L'Espagne, » annonçait-il dans ses proclamations, « m'a vu battre les Français dans la « dernière campagne, et c'est aux victoires continuelles « que j'ai remportées sur eux que je dois tous mes « grades (1). »

Le 5 novembre, Saint-Cyr passa la frontière et s'établit à Figuières : il voulait commencer ses opérations par le siége de Roses et dirigea contre cette place Reille et Pino. Le surlendemain, lorsqu'il fallut en compléter l'investissement, Reille eut un engagement très-vif avec les troupes de la garnison, qu'appuyait le feu d'un vaisseau de ligne, d'une frégate et des canonnières de l'escadre anglaise embossée près de la côte.

La citadelle de Roses était un grand pentagone irrégulier, à bastions revêtus de pierres de taille; elle était située au nord d'une baie spacieuse où les vaisseaux de guerre mouillent par quinze à dix-huit brasses d'eau, et défendue des vents dangereux du nord et du nord-est par un massif de hauteurs finissant au promontoire de Creuz; un de ses points les plus élevés, le Puy-Rom, domine le château de la Trinité à la distance d'une portée de canon. Ce fort, construit à l'extrémité orientale de la ceinture du golfe, protégeait le meilleur côté du mouillage. Deux bastions de la citadelle étaient tournés vers l'ouest; le bastion Saint-Philippe, au nord, le bastion Saint-Antoine,

(1) Au quartier général de Villa Franca, 28 octobre 1808.

à l'est, et le bastion Sainte-Marie, au sud en regard de la mer. Le bourg, peuplé de pêcheurs et composé d'une rangée de maisons, s'étendait le long du golfe, au pied des bastions Sainte-Marie et Saint-Antoine; les Espagnols l'avaient fortifié au moyen d'une redoute et d'un bon épaulement. La garnison, commandée par le général O'Daly, était de 3,000 hommes de troupes de ligne; une escadre anglaise de six vaisseaux de ligne et une flottille de canonnières et de bombardes occupaient la baie, et leurs équipages partageaient avec la garnison la défense de la place et du fort de la Trinité.

Une de ces pluies abondantes du Midi, et qui, dans les Pyrénées, ressemblent au déluge, inonda la plaine du Lampourdan et la convertit littéralement en lac; on dut renoncer à conduire devant Roses la grosse artillerie et les munitions de siége. Souham, arrêté sur la gauche du Tech par le débordement de cette rivière, n'arriva que le 9 en avant de Figuières, et prit position derrière la Fluvia, d'où il observait les divisions de Lazan et d'Alvarez réunies à Girone.

Nos soldats, devant Roses, étaient dans l'eau et dans la boue jusqu'à mi-jambes; leur chaussure se ruinait à vue d'œil : perte irréparable en Catalogne, qui ne fournit des cuirs qu'en petite quantité, ses habitants ne se servant pas de souliers, mais de sandales en cordes ou espadrilles.

La garnison, soutenue par les miquelets et les soldats de la marine anglaise, fit, pendant les journées des 11 et 12 novembre, de vigoureuses sorties où elle engagea jusqu'à 2,000 hommes. Le 13 la pluie cessa; les che-

mins devinrent praticables; on put y voiturer l'artillerie et les parcs de siége. Dans la nuit du 18 au 19 on ouvrit la tranchée sur le front entre les bastions Saint-Philippe et Saint-Antoine. La veille, on avait hissé à bras trois canons sur le Puy-Rom; car Saint-Cyr, pressé de secourir Barcelone, et contrairement à l'opinion généralement admise qu'on ne devait pas attaquer Roses avant de s'être rendu maître du château de la Trinité, avait ordonné d'attaquer simultanément le fort et la ville.

Il ne dépendit pas de Berthier que le siége, à peine commencé, ne fût interrompu. Berthier mandait à Saint-Cyr d'y renoncer pour peu que la garnison tardât à se rendre, parce que l'Empereur voulait que le 7e corps fût arrivé devant Barcelone du 20 au 25 novembre. Saint-Cyr écrivit directement à l'Empereur que, pour s'assurer la paisible possession de Figuières, il fallait nécessairement prendre Roses. « Ce sera déjà une chose « très-hasardeuse que de laisser derrière nous une place « aussi importante que Girone... Aussi, à moins d'un « ordre formel de la part de Votre Majesté de lever « le siége de Roses, je ferai continuer les opérations « commencées contre cette place, et j'ai tout lieu d'es- « pérer qu'elle sera bientôt en notre pouvoir (1). »

Le 27 au soir, la première parallèle était complétement achevée, et nos batteries de mortiers, dressées contre l'escadre anglaise, l'avaient obligée à s'éloigner de la côte. Pendant la nuit, l'intrépide colonel Eugène, à la tête du 6e de ligne italien, enleva la ville; 500 Espagnols s'y

(1) Saint-Cyr à l'Empereur, Figuières, 17 novembre 1808.

étaient retranchés; ils se défendirent comme ils savaient le faire quand on les attaquait derrière leurs murailles : 300 y périrent, 150 furent pris, et le reste ne parvint qu'avec grand'peine à se réfugier dans la citadelle.

Le lendemain Saint-Cyr somma la place de se rendre; le commandant s'y refusa; et, le 4 décembre, dès la pointe du jour, nos batteries de brèche, armées de dix-huit canons et de six mortiers de gros calibre, ébranlèrent le bastion Saint-Antoine : il s'écroula le 5 au matin. La brèche étant reconnue praticable, la garnison ne songea plus à se défendre et demanda à capituler. Le 6 elle sortit de la place avec les honneurs de la guerre. On trouva dans la citadelle soixante canons de bronze. Les Anglais, qui avaient défendu avec beaucoup d'habileté et de courage le château de la Trinité, en incendièrent les bâtiments, emportèrent l'artillerie des remparts et quittèrent la baie de Roses. L'éloignement de leur escadre rendit nos communications avec Barcelone, sinon certaines, du moins possibles par terre et par mer.

La place de Roses, construite par Charles-Quint et maintenant démantelée, avait déjà soutenu contre les Français trois siéges mémorables : elle fut prise en 1645 par le comte du Plessis-Praslin, qui reçut à son retour le bâton de maréchal; en 1693 par le maréchal de Noailles, et en 1795 par Pérignon, à la tête de l'armée des Pyrénées-Orientales.

Le lendemain de la capitulation de Roses, Saint-Cyr remit au général Reille le soin de garder cette place et Figuières, lui laissa toute l'artillerie de campagne et les équipages, et réunit sur la Fluvia les divisions de Souham,

de Pino et de Chabot. Le 8 décembre il en força le passage et rejeta l'ennemi sur la rive droite du Ter ; le 9 il vint camper à Médyana, à deux lieues au-dessous de Girone. La route de Barcelone était fermée par cette place et par le château d'Hostalrich; or, pour remplir les instructions de l'Empereur, il fallait que Saint-Cyr donnât le change aux généraux espagnols et les trompât sur ses desseins. En les forçant à se disséminer et en allant se placer hardiment au milieu d'eux, il se croyait certain de les battre séparément. Pendant la journée du 10 il manœuvra de manière à persuader à Lazan et à Alvarez qu'il voulait s'établir devant Girone et en faire le siége; ceux-ci se hâtèrent de rassembler leurs troupes. Le lendemain, Saint-Cyr décampa lestement de Médyana, et, appuyant à gauche, prit le chemin qui descend à la mer; le soir il arrivait à la Bisbal. Là il fit distribuer aux troupes les quatre jours de vivres qu'on avait amenés, abandonna les charrettes de transport et ne garda que leurs attelages et leurs conducteurs. Ce fut donc avec une réserve de cent cinquante mille cartouches d'infanterie, portées à dos de mulets, cinquante distribuées à chaque homme, du biscuit pour quatre jours dans les hâvre-sacs et les porte-manteaux, et pas un canon ni une voiture d'équipages ou d'ambulance, que Saint-Cyr s'achemina pour délivrer Barcelone. Le 12, auprès de Palamos, le 7e corps eut à défiler sous le feu de la croisière anglaise, qui fit beaucoup de bruit et peu de mal; mais, en tête du val d'Aro, il fallut enlever à la baïonnette la forte position qu'occupaient la division de Claros et les somatènes.

Saint-Cyr avait effectivement trompé ses adversaires, gagné quelques marches sur eux et jeté de l'indécision dans leurs mouvements : c'était tout ce qu'il désirait obtenir; car il ne pouvait plus ni cacher, ni même déguiser son dessein d'aller à Barcelone. La route au bord de la mer n'était pas tenable, à cause du voisinage des vaisseaux anglais, et parce que les Espagnols et les Français l'avaient bouleversée dans tout son parcours, en y pratiquant de nombreuses coupures, les uns pour s'opposer à la marche de Duhesme sur Girone, les autres pendant leur retraite sur Barcelone. L'armée tourna le dos à la mer et revint, par Vidréras, sur les hauteurs qui dominent, du côté de l'ouest, la ville d'Hostalrich. Quoiqu'elle nous barrât le passage, Saint-Cyr s'était aventuré avec confiance dans cette direction sur la foi d'un contrebandier qu'il avait questionné à Perpignan, et qui lui avait affirmé, contrairement à l'opinion de tous ses camarades, qu'il existait un sentier rejoignant la grande route de Barcelone à 1,500 mètres au-dessous du château d'Hostalrich. Cet homme paraissait fort intelligent et sûr de son fait; il avait, disait-il, longtemps gardé les troupeaux dans ces montagnes et en connaissait tous les détours. Cependant, malgré ses indications, on eut beaucoup de peine à retrouver le sentier, et ce fut Saint-Cyr qui parvint à le découvrir. Pendant sa reconnaissance il tomba dans une embuscade de somatènes, et en fut délivré par la promptitude et le courage de la compagnie d'élite des dragons-Napoléon.

Le lendemain 15 décembre, dès la pointe du jour, l'armée s'engagea dans cet étroit couloir, où l'on était

souvent obligé de défiler homme par homme, tout le monde marchant à pied, généraux, colonels et cavaliers. Saint-Cyr regagna de la sorte la route de Barcelone, traversa la Tordéra, força le défilé et les bois de Treintapassos, défendus par les troupes de Milans, et le soir, à dix heures et demie, vint bivouaquer dans la plaine de Llinas, en face de l'armée espagnole. Elle avait sa droite, sous Reding, appuyée au ravin profond où coule le Mogent; son centre et sa gauche, sous Vivès, garnissaient les hauteurs en avant de Cardedéu et de Vilalba.

Le 7e corps avait marché comme un vaillant taureau de combat, assailli dans l'arène par les picadors et les banderillos. En effet il avait derrière sa droite Lazan et Claros, derrière sa gauche la division de Milans, en tête les 15,000 hommes de l'armée de Vivès, et de tous côtés des nuées de hardis somatènes; aussi les beaux-esprits catalans, faisant allusion à l'affaire qui allait avoir lieu, la comparaient, selon leur habitude, à une corrida, et annonçaient une seconde représentation de la journée de Baylen, où le seigneur Reding remplirait encore une fois son rôle de matador. Le 16, dès que le jour parut, Saint-Cyr forma son armée en une seule colonne. Pino marchait en tête; il était suivi de Souham, ayant derrière lui le 2e de chasseurs italiens, les dragons-Napoléon et le 24e de dragons. « Cest dans cet ordre que je veux combattre, dit-il « à ces deux généraux; le pays est si couvert et si « boisé que nous mettrions plus de trois heures à recon- « naître la position de l'ennemi. Eh bien! avant deux,

« nous pouvons être attaqués sur nos derrières par La-
« zan, qui est observé plutôt que contenu par le déta-
« chement de Chabot, à gauche par Milans et Claros,
« que nous avons faiblement battus hier et qui sont de-
« meurés fort près de nous toute la nuit. Il faut que,
« sans perdre de temps, nous passions sur le ventre des
« divisions de Vivès et de Reding. Nos troupes sont sans
« pain et à peu près sans munitions : nos sabres et nos
« baïonnettes, voilà les seules armes dont nous devons
« nous servir aujourd'hui! Les Espagnols ont sur nous
« l'avantage d'une artillerie bien attelée, qui nous fera
« du mal puisque nous n'avons pas un seul canon pour
« lui riposter; c'est donc un motif de mettre la plus
« grande rapidité dans vos attaques. Pas de tâtonne-
« mens, pas de déploiement de bataillons; marchons vite
« et droit devant nous comme à l'assaut de la forte posi-
« tion de l'ennemi; coupons sa ligne par le centre si vite
« qu'il n'ait pas la possibilité de parer nos coups. Ne
« vous inquiétez pas de ramasser des prisonniers: ils
« ne feraient que gêner notre marche; notre devoir
« comme notre but unique est d'arriver dans la soirée le
« plus près possible de Barcelone, et d'annoncer notre
« présence à Duhesme par le feu de nos bivouacs. »

Telles étaient les dispositions de Saint-Cyr; mais, au commencement de l'attaque, soit que Pino ne les eût pas bien comprises, soit qu'il les trouvât trop hardies, soit enfin hésitation de sa part ou habitude dans sa manière d'engager le combat, il laissa sa première brigade, celle de Mazuchelli, se déployer à gauche du chemin royal, et aborder à la fois la gauche de Reding et la

droite de Vivès. Par suite de ce faux mouvement, les six bataillons du 2e léger et du 4e de ligne italiens se trouvèrent aux prises avec la partie la plus forte de la ligne espagnole; ils perdirent beaucoup de monde et en furent ébranlés. Saint-Cyr accourut sous le feu pour arrêter ce désordre, qui changeait toutes ses dispositions en l'obligeant à engager une fusillade que notre infanterie était hors d'état de soutenir, faute de cartouches. « Il n'y avait là qu'un seul homme de plus, disait « le général Ruty, témoin de cette action, et à l'instant « même les troupes s'arrêtent et se rallient. L'attaque « recommence, et les mêmes soldats qui fuyaient l'ins- « tant d'auparavant sont étonnés de se sentir victo- « rieux. »

Saint-Cyr empêcha Pino de déployer sa deuxième brigade, lui ordonna de se maintenir en colonne sur la route, et de lancer contre l'extrême gauche de Vivès deux bataillons conduits par le général Fontane; en même temps il fit appuyer à gauche toute la division de Souham et ses douze escadrons de chasseurs et de dragons, et les dirigea contre Reding. Fontane, Pino et Souham abordèrent simultanément l'ennemi, et le firent avec tant de vivacité et de résolution que sa ligne de bataille fut rompue et culbutée de toutes parts. Les dragons-Napoléon enfoncèrent le centre de la division de Reding, le 24e de dragons enleva la batterie de gauche, et les chasseurs italiens celle de droite. En moins d'une heure de combat cette armée fut chassée de ses positions et dispersée. Les Espagnols se sauvaient à toutes jambes, en laissant entre nos mains, pour trophées

de la victoire, sept canons, 2,000 prisonniers, deux drapeaux, et le général Ramon Gamboa. Vivès, désespéré de sa rapide défaite, s'écriait qu'il *voulait mourir dans les sables de Cardedéu;* mais, séparé des siens, il s'enfuit seul, à pied, du côté de la mer, et s'embarqua à Mataro sur un petit bâtiment anglais qui le ramena à son armée. Reding lui-même, serré de près par quelques chasseurs italiens, ne leur échappa que grâce à la vitesse de son cheval; ses troupes ne le revirent que sur la route de Barcelone, à cinq lieues du champ de bataille; là il rallia une partie des fuyards et rejoignit le corps de Caldaguès, demeuré en position derrière le Llobrégat.

Saint-Cyr fit placer sur des chevaux menés en main tous les blessés assez forts pour résister à ce rude moyen de transport, mais il eut la douleur d'abandonner les plus maltraités et de les livrer ainsi à un ennemi dont on ne devait attendre ni soins ni merci. Le lendemain matin l'armée déboucha devant Barcelone; les Espagnols en avaient levé le blocus si précipitamment à notre approche qu'on trouva une partie de leur artillerie et de leurs munitions dans les travaux du siége. Les troupes de Duhesme reçurent Saint-Cyr en libérateur, et, par leurs transports de joie, montrèrent à quels dangers elles s'imaginaient avoir échappé. Cependant elles occupaient encore tous les postes extérieurs de la place, et les magasins de la ville, que l'Empereur et Berthier croyaient épuisés, contenaient des vivres pour plus de six semaines.

Il était à craindre que l'armée espagnole, dispersée à

Cardedéu, ne fût de celles qui se débandent après une première défaite, et dont on ne retrouve les débris que derrière les murailles des villes et des places fortes. Saint-Cyr voulait la combattre de nouveau sans courir après elle, car il pensait que la bataille fuirait à mesure que nous avancerions. Aussi, pour que les généraux Vivès, Reding et Caldaguès eussent tout le temps de se reconnaître, de rallier leurs troupes et de les établir dans leur camp sur la rive droite du Llobrégat, il donna deux jours de repos à ses soldats, leur fit distribuer du pain et quelques vivres frais, et ce ne fut que le 20 décembre qu'il alla prendre position à Molino del Rey, en face des Espagnols. Ils étaient là au nombre de 30,000, dont plus de la moitié n'avait pas combattu à Cardedéu. Comme ils présumaient que nous débouchérions par le beau pont de Molino, ils avaient dirigé de ce côté leurs principales batteries et accumulé leurs autres moyens de résistance. Outre les grosses tours en maçonnerie qui en défendent l'abord, on avait pratiqué une large coupure, élevé un fort épaulement, et placé en arrière deux redoutes armées d'artillerie de position ; 2,000 grenadiers des gardes wallones et espagnoles occupaient ces ouvrages et couvraient la route de Tarragone. Saint-Cyr manœuvra de manière que Reding eût l'opinion qu'on songeait à l'attaquer par sa gauche. A Molino del Rey, Chabran, avec cinq bataillons et le 3e provisoire de cuirassiers, attirait l'attention de l'ennemi en faisant des mouvements de troupes et en démasquant à propos quelques pièces de canon. Le lendemain, Souham, placé à l'extrême gauche, à San-Juan

de la victoire
drapeaux, et
péré de sa ra
dans les sab
il s'enfuit sou
qua à Matar
mena à son
quelques cha
à la vitesse
que sur la r
de bataille;
joignit le co
rière le Lo
Saint-Cy
tous les bl
de transpo
plus malt
on ne do
matin l'e
gnols en
approch
de leur
pes de
par le
elles
paien
et le
croy

« leurs positions. Si notre armée eût voulu se maintenir « un quart d'heure de plus, elle serait restée presque « tout entière prisonnière de guerre (1). » Les Espagnols, pour fuir plus lestement, jetaient leurs fusils, leurs sabres, leurs gibernes et leurs havre-sacs; on leur prit cinquante canons, 1,700 hommes, le général Caldaguès, dix colonels et trente officiers. Le soir, à Villa-Franca, Pino s'empara de trois millions de cartouches, de soixante milliers de poudre et d'un beau magasin de fusils n'ayant pas encore servi. Le lendemain Chabran occupait Martorell; Chabot, San-Sadurni; Pino, Villa-Franca, et Souham, qui avait poursuivi l'ennemi jusqu'aux portes de Tarragone, s'établit à Vendrell et sur la rive gauche de la Gaya.

Les Espagnols accusèrent Vivès d'être la cause de leurs continuelles défaites; on le destitua, on le jeta en prison, et il eut pour successeur Théodore de Reding, qui, depuis la journée de Baylen, semblait être un héros accompli. En réalité c'était un militaire entreprenant, brave jusqu'à la témérité, d'une remarquable ténacité de caractère, toujours prêt à combattre et toujours le dernier à quitter le champ de bataille. Mais à côté de ses éminentes qualités Reding montrait cette exaltation de tête et cette jactance de paroles et d'actions qui ne plaisent que trop aux imaginations méridionales, et qui servirent à précipiter les ardentes populations de la Catalogne dans

(1) Général Cabanes, *Histoire de la guerre de la Catalogne en* 1808.

tous les excès du bien et du mal pour la défense de leur pays.

« La gloire de défendre ses foyers domestiques mena-
« cés par l'étranger est grande, la plus grande de toutes
« peut-être, » écrivait Saint-Cyr; « mais la vertu qui y
« fait prétendre ne serait point la première des vertus
« si elle pouvait être pratiquée sans péril... Nous avons
« souvent admiré les efforts que les Catalans ont faits
« dans cette guerre; mais ils ont dépassé souvent le but
« qu'on doit se proposer en pareil cas, et cet héroïsme
« tournait alors au détriment de la cause qu'ils ser-
« vaient... Quand le sol de la patrie est envahi par l'é-
« tranger, nul doute que la population ne doive venir
« au secours de l'armée nationale et lui prêter toute
« sorte d'appui; mais il ne faut jamais qu'on la com-
« promette sur les champs de bataille sans une nécessité
« absolue; il ne faut pas qu'on exige d'elle tout ce qu'on
« exigerait de troupes de ligne... En Catalogne, loin
« d'exaspérer les populations, il fallait au contraire tra-
« vailler à les calmer, et ménager leur ardeur pour se-
« conder l'armée dans les grandes circonstances. On les
« a excitées sans cesse, on les a menées chaque jour au
« feu, on les a fatiguées, harassées; toute leur ardeur
« se consumait en opérations partielles et journalières,
« et, dans les moments de grandes crises, où le concours
« de la masse était le plus nécessaire, on ne la retrou-
« vait pas... Ces paysans, dont on exigeait tant, deve-
« naient exigeants à leur tour; ils voulaient que les mi-
« litaires se battissent toujours à outrance et les maltrai-
« traient dans les déroutes. On les avait tant excités

« contre les Français qu'ils en étaient devenus féroces, et « cette férocité, qu'on leur avait ainsi rendue habituelle, « s'est plus d'une fois exercée sur les chefs de l'armée... « Les cruautés sur les militaires français n'étaient pas « plus conformes à l'intérêt du pays... Le soldat devient « naturellement cruel à la longue; les mauvais traite- « ments des Catalans développèrent d'une manière pré- « maturée cette disposition : les massacres des convois « de blessés, d'amputés et de malades, tombés entre les « mains des somatènes, avaient inspiré une horreur si « grande qu'elle fit cesser la désertion dans l'armée de « Catalogne, presque entièrement composée de troupes « étrangères (1). »

Après les victoires de Cardedéu et de Molino del Rey, remportées sans artillerie, Saint-Cyr put se former un petit parc de campagne avec des canons pris à l'ennemi et attelés des chevaux de trait menés en main depuis Figuières. Une division espagnole sous les ordres d'un officier anglais, le major Green, s'était réfugiée sur la position de Bruch, réputée inexpugnable, et l'occupait avec huit pièces de gros calibre. On regardait ses défilés comme les colonnes d'Hercule de notre armée et les Thermopyles de la Catalogne, parce que, six mois auparavant, les miquelets et les somatènes y avaient fait éprouver deux échecs, coup sur coup, aux troupes de Chabran. Saint-Cyr lui ménagea l'occasion de prendre une éclatante revanche, et le chargea de forcer le pas-

(1) Saint-Cyr, *Journal de l'armée de Catalogne*, p. 186 et suivantes.

sage de Bruch ; les Espagnols ne lui résistèrent pas, lâchèrent pied dès les premiers coups de fusil, et s'enfuirent jusqu'à Igualada, en nous abandonnant leurs canons et 500 prisonniers. Nos soldats brisèrent la pierre commémorative sur laquelle on avait gravé en latin l'inscription dont voici la traduction littérale :

Voyageur qui passez ici,
le Français y a paru, et, quoique victorieux partout,
il n'a pu forcer ce passage.
Les vainqueurs de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna,
ont été vaincus les 6 et 14 juin 1808.

Cependant Lazan, qui, le lendemain de la bataille de Cardedéu, était revenu précipitamment à Girone, essaya de surprendre Roses, et songeait même, dit-on, à pousser une pointe jusqu'à notre frontière du Roussillon. Le 26 décembre il avait réuni sur la Fluvia un corps de 9,000 hommes, rencontra le 1er janvier, à Castello di Ampurias, un bataillon du 2e de ligne, qu'il chercha vainement à envelopper et auquel il enleva une cinquantaine d'hommes. Le lendemain, Reille accourut de Figuières avec cinq bataillons et 250 chasseurs à cheval, s'établit en travers du chemin de Girone et menaça Lazan dans sa belle position de la Mouga. Par ce mouvement audacieux et très-habile, Reille était en mesure de couper la ligne d'opérations du général espagnol ; aussi Lazan, malgré son énorme supériorité, se mit en retraite. Il profita d'un temps affreux qui survint pendant la nuit, et se hâta de repasser la Fluvia. Cette expédition lui coûta 400 hommes tués, noyés ou prisonniers.

Les généraux espagnols s'imaginaient avoir découvert à Baylen le secret de nous vaincre, et qu'une armée débordée par ses ailes et enveloppée de tous les côtés était, sinon détruite, du moins infailliblement battue; et, quoique cette manœuvre eût manqué son effet à Cardedéu, Reding lui-même la considérait encore comme un moyen d'infaillible succès. Grâce à sa remarquable activité et à la confiance qu'il inspirait aux juntes et à la population, il avait promptement reformé son armée; à la fin de janvier 1809 il pouvait disposer de 40,000 hommes, parmi lesquels trois beaux régiments suisses, très-fiers de voir un de leurs compatriotes à la tête des armées. Reding manœuvra donc de manière à envelopper Saint-Cyr. Son plan était hardi, habilement conçu, et se liait à l'ensemble des opérations combinées dans le but de secourir Saragosse aux abois. La division de Tarragone, forte de 14,000 hommes et menée par Reding lui-même, devait attaquer Souham à Altafulla et à Vendrell; 18,000 hommes, sous les généraux Wimpfen et Castro, devaient marcher contre Pino à Villa-Franca; Milans et Claros devaient occuper sur nos derrières la position de la Croix d'Ordal et nous couper la retraite sur Barcelone; Alvarez, avec une partie de la garnison de Girone, avait ordre d'appuyer la gauche de Castro, et la division de Lazan prenait position sur les frontières de la Catalogne et de l'Aragon, entre Lérida et Mequinenza.

Le 16 février, Saint-Cyr, que les généraux espagnols croyaient tenir étroitement bloqué, se porta contre le centre de l'armée ennemie avec 12,000 hommes et la coupa en deux. Castro, culbuté à Llacuna, fut séparé de

Wimpfen, rejeté dans Igualada, et poursuivi sur les routes de Cervéra et de Maurésa. A cette action nous fîmes peu de prisonniers à cause de l'incomparable légèreté des fuyards, mais on s'empara de magasins considérables dont l'armée avait un pressant besoin; car la famine n'était pas son ennemi le moins tenace.

Le 18, Saint-Cyr rappela à Igualada les généraux Chabran et Chabot, et se dirigea avec la division de Pino vers Tarragone à la rencontre de Reding. Dans sa marche il combattit et repoussa Wimpfen, enleva l'abbaye de Saint-Creus, où le corps des grenadiers de Castille fit une belle défense, et força le passage de la Gaya à Villaradoña. Là il fut obligé d'attendre pendant deux jours la division de Souham, attardée au col de Santa-Christina par la difficulté de le franchir avec des pièces de canon et leurs caissons. Cette contrée, entre la rive droite de la Noya et la vallée de la Gaya, est traversée de gorges âpres, étroites et boisées, qui s'entrecoupent d'une manière assez confuse; les passages qu'on y rencontre sont des couloirs plutôt que des chemins dus à la nature, et tracés au milieu de fondrières, de ravins et de rochers; pas un pont sur les cours d'eau, mais des gués connus seulement des habitants. On ne pouvait s'y procurer ni un espion, ni même un guide, la population entière ayant fui à notre approche; c'était un véritable désert.

Le 21, Saint-Cyr réunissait les divisions de Souham et de Pino dans la plaine de Valls, et se plaçait entre le corps de Reding et les troupes laissées à Tarragone. Ce jour-là le général espagnol avait fait un mouvement si

prononcé à sa gauche qu'on devait craindre que, ralliant les troupes de Wimpfen et de Castro, il n'allât inquiéter Chabot et Chabran à Igualada. Saint-Cyr le suivait pour ainsi dire à la piste, et l'on eut bientôt acquis la certitude que Reding, au lieu de remonter vers Igualada, se retirait sur Tarragone; il ne pouvait y rentrer qu'en nous livrant un vigoureux combat, et ce parti convenait à son humeur et à son caractère résolu.

Le 25 février, à six heures du matin, Reding attaqua Souham, placé au nord de Valls, brusqua nos avant-postes, et força le gros de cette division à se replier jusqu'en arrière de la ville. Pendant ce temps l'artillerie, les équipages et une partie de l'armée espagnole défilaient sur la droite du Francoli. Saint-Cyr était à deux lieues de là, au village de Plã; dès qu'il fut informé de l'attaque dirigée contre Souham, il mit en route la division de Pino, et gagna les devants à la tête des six escadrons du 2e de chasseurs italiens et des dragons-Napoléon. Quand il déboucha sur Valls, Souham continuait à perdre du terrain; la présence de Saint-Cyr et l'entrée en ligne de notre avant-garde de cavalerie, précédant à peu de distance l'infanterie de Pino, changea la face des choses: Reding et Souham s'arrêtèrent, l'un s'apprêtant à se retirer, l'autre à ressaisir l'offensive.

Reding fit replier ses troupes derrière le pont de Goy et rangea son armée à la rive droite du Francoli. C'était un long plateau auquel on ne pouvait atteindre qu'en gravissant une pente très-roide, entrecoupée de murs de soutenement, de clôtures et de terrasses, étagés comme des gradins d'amphithéâtre.

A trois heures, Saint-Cyr avait formé ses troupes en quatre colonnes d'attaque, les Italiens de Pino au centre, et les deux brigades de Souham placées aux ailes, parce que ce général connaissait mieux que personne le terrain où l'on allait combattre. Le 24e de dragons tenait la droite de la première brigade de Pino et la cavalerie italienne l'intervalle à sa gauche. A trois heures et demie nos colonnes passaient le Francoli, dont les rives sont fort escarpées, et nos bataillons escaladaient les nombreux obstacles au-dessous du plateau sans tirer un coup de fusil, et en étant seulement couverts par le feu de leurs tirailleurs; ils s'avancèrent lentement et dans cet ordre sous les violentes décharges des batteries et de l'infanterie espagnoles, qui les prenaient de face et de revers. A peine montés sur le plateau , Souham et Pino abordèrent l'ennemi avec une admirable précision et le plus rare courage; il nous attendait de pied ferme et ne put soutenir notre choc. Les dragons-Napoléon semèrent le désordre au centre des Espagnols; le 24e de dragons pénétra si impétueusement au milieu de leur gauche, où se trouvait Reding, qu'en un clin d'œil on eut détruit son escorte de hussards. Un jeune officier de dragons, le brave Bertinot, combattit Reding corps à corps, et le blessa de deux coups de sabre. Il pouvait aisément le tuer, mais il eut la générosité, peut-être l'ambition, de vouloir le faire prisonnier, et fut tué quelques instants après d'une balle de pistolet.

L'armée espagnole s'éparpilla dans toutes les directions; officiers et soldats se sauvèrent, les uns à Lérida, les autres à Tortose, le plus grand nombre à Tarra-

gone, où l'on transporta Reding. Ils perdirent à cette journée leur artillerie, leurs munitions, leurs bagages et 4,000 tués ou prisonniers, parmi lesquels un grand d'Espagne, le marquis de Castel d'Orius, commandant la cavalerie, douze colonels ou lieutenants-colonels et quatre-vingts officiers de tous grades. De notre côté nous eûmes environ 1,000 hommes hors de combat. Dans la soirée le général Souham occupa militairement la ville de Réus; elle était habitée, et ce fut un événement extraordinaire et avantageux à l'armée que de trouver enfin des habitants dans une ville ouverte. Ils avaient suivi les conseils de Reding : chacun était resté dans sa maison ou dans sa fabrique, et cette conduite les préserva d'une destruction inévitable.

La victoire de Valls donnait à notre armée un ascendant décisif. Les Espagnols étaient à bout de raisons pour expliquer, commenter ou excuser leurs défaites; mais, pour qu'il leur fût démontré que notre supériorité tenait uniquement à la force de nos baïonnettes et de nos sabres, qui passent partout, qu'on mène partout et qui atteignent tout, Saint-Cyr s'était volontairement privé, dès le commencement de l'action, de son artillerie, quoiqu'elle occupât une position favorable et très-meurtrière pour l'ennemi.

Les troupes que Reding avait ramenées à Tarragone y furent atteintes d'une de ces terribles épidémies qui se logent au sein des armées vaincues et s'y développent rapidement, comme la gangrène dans les corps frappés de la foudre. Tarragone, où vinrent s'entasser 30,000 soldats, miquelets et somatènes, ne fut bientôt qu'un

vaste cimetière : on y compta presque autant de morts que de malades, et les Espagnols auraient perdu moins de monde en perdant plusieurs batailles rangées.

Saint-Cyr les tenait étroitement bloqués, et comptait garder sa position dans la plaine de Tarragone aussi longtemps qu'il pourrait y faire vivre ses troupes et leur distribuer du pain, ne fût-ce qu'un quart de ration par homme. Sur ces entrefaites il reçut du major général l'ordre de tout disposer pour entreprendre à la fois les siéges de Girone, de Tortose et de Tarragone. Saint-Cyr, d'une hauteur d'esprit très-droite parce qu'elle était très-réfléchie, et d'une fierté de caractère très-délicate, était blessé des habitudes de Berthier, qui prétendait diriger une armée avec laquelle il ne pouvait même pas correspondre régulièrement. Rien ne lui paraissait plus contraire à la bonne conduite des opérations militaires que ces combinaisons élaborées dans le cabinet, comme au temps de Louvois, sans connaissance des besoins des troupes, des mouvements qu'elles pouvaient faire et des efforts dont elles étaient réellement capables. On donnait à ce système rétréci le nom d'unité dans le commandement général ; il était la négation absolue de toute force, en réduisant à l'impuissance les généraux en chef. Saint-Cyr, qui n'avait qu'une ambition, celle de montrer à la tête des armées le talent supérieur que personne ne lui contestait, était profondément humilié de cette défiance de Napoléon envers les généraux dignes de commander en chef et capables d'exercer cette autorité dans toute sa plénitude. Aussi disait-il avec une douloureuse amertume qu'il ne fallait pas chercher ailleurs la cause

des revers que les généraux en chef étaient toujours près d'éprouver là où n'était pas l'Empereur.

Sa réponse dut blesser profondément l'orgueil de Berthier.

« Malgré tous les moyens qui sont à la disposition de « Votre Altesse, » écrivait Saint-Cyr, « elle n'a pu réus- « sir, depuis trois mois, à me faire parvenir une lettre. « Aucun officier porteur de ses dépêches n'a pu parve- « nir jusqu'à moi. J'ai été plus heureux... et dernière- « ment un de mes émissaires, envoyé au général Reille, « m'a rapporté la traduction en chiffres de deux de vos « lettres.

« Votre Altesse ordonne à un corps d'armée qui man- « que de tout de prendre dans le même temps trois « places fortes, dans l'une desquelles s'est retirée une « armée commandée par un bon et courageux général, « place qui, parmi les avantages de sa position, compte « celui de ne pouvoir être bloquée sans le concours « d'une escadre.

« La distance de Barcelone est de vingt heures; en « approchant de Tarragone, il faut que les convois d'ar- « tillerie et autres passent, pendant une heure et demie, « sous la mitraille des frégates et vaisseaux anglais... « Barcelone n'a que cent soixante milliers de poudre; « notre consommation mensuelle est de trente milliers; « elle n'a donc de quoi fournir que quelques mois à la « consommation de l'armée .. Sur la route de Barcelone « et dans les villages qui l'avoisinent jusqu'à Tarragone, « il n'existe plus de subsistances pour les hommes ni « pour les chevaux, et l'armée espagnole fait venir tout,

« jusqu'à la paille, des royaumes de Murcie, de Valence « et d'Aragon...

« Il est très-malheureux pour le 7e corps que Votre « Altesse n'ait pas été à même de connaître de plus « près la situation et les circonstances où il se trouve... « Elle se serait convaincue qu'il a fait tout ce qu'il était « possible de faire . . . . . .

« Avec la meilleure volonté du monde nous ne pou- « vons effectuer ce que vous ordonnez; voici ce que « nous tâcherons de faire : contenir l'armée ennemie le « plus loin possible de Girone, pendant qu'on essayera « d'en faire le siége; je dis essayera, parce que je pré- « vois de grandes difficultés.

« J'ai déjà prévenu Votre Altesse qu'on avait levé en « Catalogne, pour compléter les régiments de ligne, « 40,000 hommes, qu'on habille et qu'on exerce dans « les places fortes; avant un mois M. de Reding nous « présentera, au moyen de cette levée, une armée plus « forte qu'il ne l'a jamais eue; et nous, nous ne rece- « vons point de recrues et nous nous affaiblissons tous « les jours, même par nos succès...

« Les troupes espagnoles gagnent tous les jours... elles « sont commandées par un bon militaire, encouragé par « la confiance du gouvernement de son pays, dont il a « reçu des témoignagnes éclatants. Son armée est pres- « que toute nationale, bien nourrie, bien vêtue, bien « payée. L'armée française, au contraire, est composée « de différentes nations, presque toujours à la diète, « mangeant le plus mauvais pain, sans solde, sans sou- « liers, et une grande partie sans vêtements, ce qui occa-

« sionne une grande désertion dans les corps étrangers.
« J'ai la certitude que plus de 1,000 Napolitains viennent
« d'être embarqués pour être rejetés sur les côtes d'Ita-
« lie et de Sicile (1). »

Ces sages observations choquaient les idées de ceux qui s'efforçaient de ne pas voir que le génie de Napoléon, à force de s'élever, semblait incliner au vertige que donne l'abus de la toute-puissance; et Berthier, dévoué jusqu'à la faiblesse, jusqu'à l'aveuglement, était emporté par le courant d'une destinée qu'aucune puissance humaine ne pouvait déjà plus arrêter.

C'est après des victoires décisives qu'un général d'armée doit se montrer le plus humain, parce qu'alors il peut le faire utilement pour lui et avec honneur pour les vaincus. Le respect pour les victimes de la guerre accoutume les troupes aux bons sentiments et aux bonnes actions. Saint-Cyr, en maintenant une discipline sévère, diminuait autant qu'il le pouvait, et beaucoup moins qu'il ne l'aurait voulu, les maux de cette guerre à outrance. Les Espagnols avaient laissé dans les hôpiraux de Réus plusieurs milliers de soldats malades et de blessés; il les renvoya à Reding, et saisit cette occasion de lui proposer une convention pour que les malades et les blessés des deux armées qu'on trouverait dorénavant dans les hôpitaux ne fussent plus regardés comme prisonniers de guerre, et pour qu'ils fussent respectivement rendus après leur guérison ou dès qu'on

(1) Saint-Cyr à Berthier, Valls, 6 mars 1809.

les jugerait en état d'être transportés. Reding se hâta de conclure ce cartel d'humanité, et nous devons reconnaître, à la louange des généraux espagnols en Catalogne, qu'ils observèrent et firent observer religieusement ce traité. « Au mois de mai 1811, dit le maréchal « Suchet, nous vîmes à Valls plusieurs militaires fran- « çais et italiens blessés, et nous nous convainquîmes « de la fidélité avec laquelle les Espagnols exécutaient « cette convention; et Suchet, non moins jaloux que « Saint-Cyr d'adoucir les maux de la guerre autant qu'il « était en lui, ordonna que cette convention fût adop- « tée pour l'armée d'Aragon (1). »

Saint-Cyr attachait tant d'importance à demeurer devant Tarragone jusqu'à la dernière extrémité qu'il avait laissé Wimpfen, Milans et Claros reformer sur sa gauche le blocus de Barcelone. Le 14 mars il les fit débusquer de leur position par la division de Chabran, et ce ne fut que le 20 mars, lorsqu'on eut épuisé tous les moyens de vivre dans la plaine de Tarragone, qu'il commença son mouvement pour regagner la haute Catalogne et couvrir les opérations du siége de Girone.

Avant de s'éloigner de Barcelone, Saint-Cyr y séjourna un mois et organisa l'état militaire et administratif de cette grande cité. Duhesme en était le gouverneur; Chabran, avec neuf bataillons et une brigade de cavalerie, en forma la garnison, approvisionnée pour trois mois de viande, de blé et de légumes secs, qu'on

---

(1) *Mémoires du maréchal Suchet*, t. II, p. 29.

préleva sur les réserves destinées à la nourriture des divisions de Souham et de Pino.

Le gouvernement avait placé à Barcelone un commissaire général de police, qui était un sujet continuel de tourments pour Duhesme. Ce général ajoutait trop de foi aux rapports qu'il en recevait, et Saint-Cyr avait inutilement essayé de l'en guérir. La police, lorsqu'on l'organise en administration distincte, alarme plus qu'elle n'éclaire; son autorité est minutieuse et tracassière; elle a, dit-on, cent oreilles et cent yeux ouverts à la fois : ces oreilles et ces yeux, trompés ou trompeurs, cherchent et voient sans cesse des complots là où il n'y en a pas. Sans doute les habitants de Barcelone nous étaient secrètement hostiles, mais les chefs de cette grande population savaient combien il est difficile qu'une conspiration réussisse, et prévoyaient quel châtiment terrible leur serait réservé s'ils échouaient dans une entreprise de ce genre. Ils résistaient donc aux excitations des généraux espagnols; et Saint-Cyr, en faisant rejeter brusquement loin de Barcelone les divisions de Wimpfen et de Milans, venait de déjouer la seule tentative qui eût mérité l'attention sérieuse des autorités françaises.

La cause de Joseph-Napoléon n'avait pas gagné un seul partisan dans cette ville de 120,000 âmes; la haine contre nous était aussi vive qu'au premier jour de l'invasion, et Barcelone, bien qu'elle fût occupée par les troupes de Duhesme et surveillée par une nombreuse police, n'en avait pas moins fourni à l'armée de Reding un contingent de deux tercios de miquelets. Quand Saint-Cyr demanda aux anciens fonctionnaires publics

de prêter le serment de fidélité au roi Joseph, ils s'y refusèrent unanimement et se constituèrent prisonniers de guerre. On les fit partir de Barcelone avec la division de Lecchi, chargée de conduire en France une nombreuse colonne de prisonniers. Parmi les officiers se trouvaient beaucoup d'émigrés français restés dans les rangs de l'armée espagnole. Saint-Cyr venait de recevoir le terrible décret du 6 avril, qui punissait de mort tout Français qui aurait porté les armes contre son pays, et l'on considérait comme tels ceux qui avaient servi dans les troupes d'une puissance en guerre avec la France, alors même qu'ils auraient obtenu des lettres de naturalisation d'un gouvernement étranger. Saint-Cyr laissa ignorer ce fatal décret à l'armée et aux malheureux prisonniers qu'emmenait Lecchi; car on ne pouvait pas redouter que ces cruelles dispositions fussent jamais exécutées en France. Ce retour vers la barbarie était un anachronisme; mais, quand on se croit maître de tout, il est rare qu'on demeure maître de soi, et les violences causées par l'enivrement de la toute-puissance sont l'excuse du despotisme, et quelquefois le commencement de sa punition.

CHAPITRE XI.

Siége de Girone. — Prise du Montjuich. — Saint-Cyr quitte le commandement de l'armée de Catalogne.

Les victoires de Saint-Cyr et les humiliations infligées coup sur coup aux armées espagnoles n'avaient eu pour résultat ni d'abattre les résistances, ni d'amener à composition les grandes villes et les grandes existences de la Catalogne, ni d'amener l'abondance dans les cantonnements du vainqueur. Les troupes du 7e corps, victorieuses partout, souffraient partout de la faim; devant elles et leur cercle de feu on reculait, on fuyait, on se dispersait; mais, à mesure que nous avions passé, on se refermait derrière nous, comme la vague qui s'ouvre sous les flancs du vaisseau et qui menace à chaque instant de l'engloutir.

Au mois d'avril, le siége de Girone, dès longtemps annoncé et toujours retardé, n'était pas encore entrepris. L'espérance que nous échouerions devant cette place excitait l'esprit national des Espagnols; car, depuis la chute de Saragosse, leurs populations des pro-

vinces de l'est proclamaient que l'invincible, l'immortelle Girone serait l'honneur de la patrie et son second boulevard. L'épouvantable catastrophe des Aragonais, loin d'effrayer les Catalans, leur donnait l'ambition de les imiter et d'égaler en dévouement et en bravoure leurs héroïques voisins. Quand vint le moment de le prouver ils le firent avec la plus terrible persévérance, effacèrent sur les remparts de Girone les hontes de leurs déroutes en rase campagne, et opposèrent à notre armée la défense la plus glorieuse et la plus complète que puisse faire une ville assiégée.

Saint-Cyr avait signalé au major général les difficultés et les retards inévitables qu'on éprouverait au début du siége, à cause de la pénurie de nos ressources militaires sur la frontière des Pyrénées. La poudre envoyée de France à Figuières était insuffisante, de mauvaise qualité, et ne pouvait servir qu'aux projectiles creux; il fallait amener de Toulouse, et même de Strasbourg, une partie de l'artillerie; les subsistances, les fourrages et les transports manquaient dans un pays épuisé de longue main, et les troupes aux ordres de Reille, quoique renforcées d'une division de sept bataillons des contingents allemands, n'étaient ni assez solides, ni assez nombreuses, ni assez instruites pour attaquer une place aussi forte que Girone et d'un aussi grand développement. En effet, elle contenait une garnison de 4,000 hommes de troupes de ligne et 5 à 6,000 somatènes et contrebandiers, tous excellents tireurs et soldats accomplis derrière des murailles, de sorte qu'indépendamment de la garnison la population de Girone, qui, en temps ordinaire, est de 8 à

9,000 âmes, se trouvait être de 14,000. Don Mariano Alvarez de Castro en était le gouverneur; militaire intrépide, intelligent, tenace de caractère et d'esprit, il paraissait très-propre à exalter jusqu'au délire les imaginations ardentes de la Catalogne. L'évêque prêchait la croisade contre les Français maudits et hérétiques, et chaque bon Espagnol portait à son habit la croix de drap rouge; les ecclésiastiques et les moines avaient pris le mousquet et la giberne; une compagnie de 200 femmes, jeunes, robustes et d'un mâle courage, disait le décret de formation, s'était organisée sous la protection de sainte Barbe; enfin une vieille superstition à la chapelle de Saint-Félix, où sont déposées les reliques de saint Narcisse, faisait croire à la multitude fanatisée qu'elle serait au besoin sauvée par un miracle. Les habitants avaient rassemblé des approvisionnements considérables de vivres et de munitions de guerre : au dedans de Girone tout était donc préparé pour la résistance la plus opiniâtre.

Girone est située à la rive droite du Ter et au confluent de l'Oña, qui la divise en deux parties inégales : la moins considérable ou ville basse se nomme le Mercadal, dont le front est défendu par cinq bastions; la ville haute présente une enceinte d'épaisses murailles sans terre-plein, flanquée de grosses tours et de deux bastions : celui de la Merci, à l'entrée des eaux de l'Oña, celui de Sainte-Marie, à leur sortie de la ville; dans l'intervalle d'un bastion à l'autre, et en suivant la direction de la rivière, on trouve successivement les tours del Saste, de Gironelle et de Sainte-Lucie. Le château du Mont-

juich, situé au nord, sur un rocher à 600 mètres du mur d'enceinte, était un carré bastionné de 1,200 mètres de côté, avec fossé, chemin couvert et deux demi-lunes; ses approches étaient défendues par trois redoutes en maçonnerie; à lui seul il formait une véritable place de guerre, et l'on pouvait en dire autant des forts détachés du Connétable, de la Reine-Anne et des Capucins, qui couronnaient les hauteurs à l'est de Girone. En aval de la tour Gironelle, et à la distance de 250 mètres du bastion Sainte-Marie, débouche dans le Ter le vallon du Galligan, ruisseau très-encaissé, dont la rive droite, aux abords de la ville, est occupée par le village et le couvent de Saint-Daniel, et dont l'escarpement, à la rive gauche, est dominé par le fort du Calvaire et la redoute du Chapitre.

Le 15 avril Saint-Cyr quitta Barcelone et vint occuper la plaine de Vich, où les Espagnols s'imaginaient que nous n'arriverions jamais, car on avait tout préparé sur le chemin de nos troupes, dans l'étroite vallée du Besos, pour leur barrer le passage. Aussi, comme on s'était obstiné à croire qu'elles y seraient infailliblement arrêtées et écrasées, les habitants de Vich et des villages environnants restèrent tranquillement chez eux et ne se sauvèrent qu'en voyant déboucher notre avant-garde. L'armée trouva dans leurs maisons précipitamment abandonnées les moyens de bien vivre et d'attendre l'époque où l'on ferait la récolte aux environs de Girone. A peu de jours de là on sut que Reding était mort, le 20 avril, des suites de ses blessures et de l'épidémie qui régnait à Tarragone. C'était une perte des plus regretta-

bles, à raison de sa haute influence sur les juntes gouvernementales et de son ascendant sur les masses soulevées. Il faisait de généreux efforts pour changer le caractère atroce de cette guerre et lui substituer autant que possible un ordre de choses conforme aux règles du droit des gens chez les nations européennes. Théodore de Reding fut un adversaire actif, loyal et persévérant, à la fois plein d'humanité et de dévouement à la cause qu'il défendait, et qui a rendu son nom justement célèbre et respecté dans les armées espagnoles. Il eut pour successeur le marquis de Coupigny, et, peu de temps après, le général Blake, que la junte suprême porta au commandement en chef des armées de *la Coronilla*, c'est-à-dire de la réunion de la Catalogne et des royaumes d'Aragon et de Valence. Blake, Irlandais de naissance, était réputé, depuis la mort de Reding, le plus expérimenté des généraux espagnols, et, à son début, un événement malheureux pour nos armes le mit en évidence et excita l'enthousiasme en sa faveur. Le 21 mai, au combat d'Alcaniz, en Aragon, il avait enlevé huit compagnies d'élite appartenant au 3e corps; on les conduisit triomphalement à Tarragone, afin que la population et l'armée espagnole pussent se rassasier du spectacle rare et curieux d'une colonne de prisonniers français. Après cette démonstration publique, et dans un accès de forfanterie très-excusable chez des vainqueurs par hasard, on proposa à Saint-Cyr de lui rendre ces prisonniers. L'échange se fit avec beaucoup de bonne foi, et ce premier exemple de modération, trop rarement imité, prouvait du moins qu'il n'était pas im-

possible de s'entendre sur la question d'humanité et de ramener l'état de guerre à des habitudes plus dignes des Espagnols et de nous.

Reille se sentait trop faible pour se rapprocher de Girone et l'investir, et se contentait de repousser les bandes de guérillas qui le harcelaient de toutes parts. Saint-Cyr aurait voulu qu'on s'en tînt à bloquer étroitement cette place et à la réduire par la famine ; mais l'Empereur avait décidé qu'on en ferait le siége régulier. Il rappela auprès de sa personne Reille, qui était un de ses meilleurs aides de camp, et, le 15 mai, le remplaça par Verdier, dont il attendait beaucoup. En même temps il chargeait spécialement le général du génie Sanson et le général d'artillerie Taviel de diriger les opérations d'attaque contre Girone. Ce ne fut pas sans surprise ni sans regret qu'on les vit préférés aux généraux Kirgener et Ruty, attachés au 7e corps depuis son organisation ; l'un et l'autre inspiraient la plus grande confiance à Saint-Cyr et à l'armée. Kirgener, beau-frère du maréchal Lannes, était un ingénieur très-distingué, ayant dirigé beaucoup de siéges, et Ruty possédait ces connaissances profondes et cette justesse d'esprit qui en ont fait un des plus habiles généraux d'artillerie de son temps.

Verdier avait sous ses ordres 15,000 hommes de troupes françaises, allemandes et westphaliennes ; mais il lui fallait occuper Roses et Figuières, et assurer par de nombreux détachements les communications avec Bellegarde et Perpignan, d'où il tirait ses vivres et ses munitions de guerre ; ce qui réduisait à 9,000 combattants l'effectif des troupes devant Girone. Le 22 mai, Saint-

Cyr l'envoya les canonniers et les sapeurs détachés aux parcs, plus les chevaux d'artillerie qui n'étaient pas nécessaires à la conduite des pièces, et la division de Lecchi, forte de sept bataillons et de trois escadrons. Le renfort était insuffisant, mais Saint-Cyr ne pouvait pas le fournir davantage, puisqu'il ne gardait que 15,000 hommes pour tenir tête à la nombreuse armée de Blake. Verdier annonçait qu'il ne serait pas en mesure de commencer le siége de Girone avant le 20 juin. Le 7e corps continua donc à occuper la plaine de Vich, où il trouvait des vivres abondamment, et ne la quitta que le 18; le surlendemain il prenait position autour de Girone. La division de Verdier, sur la rive gauche du Ter, avait à Sarria son quartier général, les parcs et les dépôts de siége; Lecchi, placé de l'autre côté du fleuve, gardait le pont de Salt et le débouché d'Anglès en amont de Girone. Souham et Pino s'établirent en observation sur la route d'Hostalrich; l'un, ayant sa droite appuyée à l'Oña, couvrait les hauteurs de Bruñola; l'autre occupait l'intervalle de Viduras à la mer. Saint-Cyr plaça son quartier général à Caldas de Malavilla.

Les villes maritimes de San-Feliu de Guixols et de Palamos ont toujours joué un rôle important dans nos guerres contre la Catalogne. Le port de San-Feliu servait de repaire aux nombreux corsaires espagnols qui interceptaient nos convois allant à Barcelone, et Palamos était le point de correspondance contre Girone et Tarragone, où résidait le capitaine général de la province. Cette correspondance, fort active, se faisait par six

canonnières de la marine royale, dont les équipages devaient concourir à la défense de la ville et de son château. Saint-Cyr chargea la division Pino d'enlever San-Feliu et Palamos. L'ennemi, qui sentait tout le prix d'en rester maître, opposa la résistance la plus opiniâtre et qu'il paya cher. A cette époque les soldats italiens égalaient ceux de Souham en instruction et en courage, et les surpassaient en animosité contre les Espagnols. Chaque nouvelle cruauté des guérillas et des somatènes envers nos blessés et nos malades tombés en leur pouvoir excitait au cœur des Italiens la soif de la vengeance; leur vieux sang lombard, napolitain ou calabrais, s'éveillait et rallumait les instincts sanguinaires du bravo milanais ou du brigand de l'Apennin (1); aux deux rencontres de San-Feliu de Guixols et de Palamos, ils furent admirables de vaillance, et malheureusement implacables par représailles à l'égard des vaincus.

Saint-Cyr, peu de jours après son arrivée à Caldas, avait appris qu'il était remplacé dans son commandement par Augereau. Le ministre de la guerre lui enjoignait néanmoins de demeurer à la tête de l'armée jusqu'au moment où le maréchal, qui se disait fort incommodé de la goutte à Perpignan, serait complétement rétabli. La santé de Saint-Cyr était réellement plus mau-

---

(1) Le colonel Eugène, du 6e de ligne italien, n'appelait jamais ses soldats que *mes diables!... mes brigands!...* Ce régiment, de 2,000 hommes, formé à l'île d'Elbe de la légion italique et des plus mauvais sujets de l'armée italienne, se disciplina très-vite à l'armée, et se fit remarquer souvent par sa bonne conduite, et toujours par sa bravoure.

vaise que celle de son successeur ; il avait fait une chute de cheval très-rude, dont il a souffert jusqu'à la fin de sa vie, et comme, depuis l'ouverture de la campagne, il avait constamment manœuvré hors et loin des grandes routes, il s'était vu dans l'obligation, hiver et été, de faire une partie des marches à pied, sur des chemins où l'on ne pouvait passer sans danger ni en voiture, ni à cheval. Or, dans un pays aussi accidenté, la marche devenait souvent une fatigue insupportable, même pour les soldats jeunes et alertes.

Un accès de goutte ne dure pas au delà de quelques jours, et, quand la main est seule atteinte, les douleurs qu'on éprouve ne montent pas au cerveau de manière à paralyser les facultés d'un général d'armée. Augereau en décida autrement. Lui qui, en invoquant les souvenirs ineffaçables de l'Italie, avait sollicité et fait solliciter par ses amis le commandement du 7e corps, en fut dégoûté dès qu'il vit les choses de près. De là cette soudaine attaque de goutte qui retenait derrière les Pyrénées ce même homme de guerre qui, deux années plus tôt, étant perclus de rhumatismes, s'était fait lier à la selle de son cheval pour combattre au milieu des neiges et des glaces d'Eylau. C'est que, ce jour-là, Augereau était à portée de l'œil du maître, et que ce maître accordait tout, honneurs et richesses, au dévouement à sa personne.

Napoléon aimait ces natures passionnées que les appétits de la fortune et de l'ambition dévorent ; il s'y confiait plus volontiers et plus complétement qu'aux hommes de vertus austères, guidés par le sentiment du devoir et

soumis à ce bon sens réfléchi qui, dans toutes les conditions, est en réalité le maître et le régulateur des choses humaines.

Saint-Cyr, à qui l'Empereur avait donné *carte blanche* au début de la guerre, se résigna cependant à la situation rétrécie et précaire qu'on lui faisait. D'un côté, la durée de son commandement serait prolongée ou interrompue, selon le bon plaisir d'Augereau; de l'autre on envoyait, pour conduire le siége de Girone, trois directeurs spéciaux, ayant toute l'indépendance qu'on avait pu leur attribuer au détriment de l'autorité du général en chef; enfin, le ministre de la guerre Clarke, oubliant ou méconnaissant à dessein les règles de la discipline et de la hiérarchie, sans lesquelles il n'y a pas d'armée, recevait directement les rapports de Verdier, et les faisait insérer au *Moniteur* de préférence à ceux de Saint-Cyr, qui n'ont jamais été rendus publics. Quand on pense et qu'on agit en sage et en bon serviteur de l'État, on s'alarme peu pour soi et beaucoup pour les autres de ce complet mépris du droit militaire. Saint-Cyr écrivit au ministre (Fornells, 13 août 1809) : « Je « conserverai le commandement du 7e corps jusqu'à « l'arrivée de M. le maréchal duc de Castiglione, « et je me rends à vos ordres à cet égard, parce que « je suis convaincu qu'il ne surviendra rien d'impor- « tant, les victoires précédentes du 7e corps ayant dé- « truit la plus grande partie de l'armée ennemie, et lui « ayant imprimé une terreur si forte qu'elle n'osera « pas lui présenter le combat, et qu'elle verra prendre « Girone du haut de ses montagnes sans oser en des-

« cendre... Sans toutes ces circonstances, je serais resté « à l'armée pour obéir aux ordres de V. Exc., mais sans « y conserver aucun commandement, parce que, dans « l'alternative de déplaire au gouvernement ou de ne « pouvoir le bien servir, il n'y a pas à balancer sur le « parti à prendre. »

Saint-Cyr avait autorisé les généraux Verdier, Sanson et Taviel à commencer le siége par l'attaque du Montjuich; un excès de prudence de leur part les décida à ouvrir la tranchée à 1,200 mètres des tours Saint-Louis et Saint-Narcisse, détachées du corps de la place. Après l'enlèvement de ces postes extérieurs, que les Espagnols ne défendirent que faiblement, on chemina contre le bastion septentrional, et, le 1er juillet, nos travailleurs étant arrivés à 200 toises du saillant, on éleva une batterie de vingt canons de gros calibre, et le mur, battu en brèche pendant trente-six heures, s'écroula dans la nuit du 3 juillet. Le chef de bataillon du génie Rohault de Fleury alla la reconnaître et la déclara praticable; cet officier, d'une brillante réputation et d'une valeur à toute épreuve, demandait que l'assaut fût immédiatement donné; mais les résistances que Sanson et Taviel opposèrent aux ordres de Saint-Cyr le firent différer pendant quatre jours, et la garnison profita de ce retard pour se retrancher solidement sur la brèche. Ce ne fut que le 8 juillet, et en s'autorisant des ordres précédemment donnés par Saint-Cyr, que Verdier, sans avoir prévenu de nouveau le général en chef, ordonna l'assaut. A quatre heures du matin, nos colonnes, composées des compagnies d'élite de la divison de siége, tra-

versèrent rapidement et en bon ordre l'espace de 150 toises qui les séparait du Montjuich; nos grenadiers et nos voltigeurs montèrent hardiment sur la brèche; mais ils furent arrêtés par les retranchements de l'ennemi, et essayèrent vainement de briser les lances des chevaux de frise. Resserrés et entassés entre la brèche et les revers de la contrescarpe, écrasés, renversés, fusillés à bout portant, voyant tomber un à un leurs chefs, et notamment le commandant du génie Rohault de Fleury, nos soldats, quoique enveloppés par le feu du bastion attaqué, par le feu du bastion à leur gauche, et par les feux à revers du chemin couvert et de la demi-lune, combattirent plus d'une heure sur la brèche, et ne cédèrent qu'après avoir perdu 900 des leurs, tués ou blessés. Après l'assaut une bombe incendia le magasin à poudre du fortin Saint-Jean, qui sauta et ensevelit la garnison sous ses ruines.

Le général Blake, dès qu'il fut investi de son commandement, rassembla 25,000 hommes sur la frontière du royaume de Valence, et marcha sur l'Aragon, dans l'espérance de forcer le 3e corps à évacuer Saragosse; mais Suchet avait remplacé Junot: il battit l'armée espagnole, le 15 juin à Maria, le 18 à Belchite, et la rejeta vers Tortose. Blake, reconnaissant qu'il venait d'exécuter un faux mouvement, et qu'il lui fallait renoncer au projet de nous chasser de l'Aragon, s'occupa uniquement de secourir Girone.

Depuis le 5 juillet l'avant-garde espagnole, campée à Hostalrich, s'engageait tous les jours avec la division de Souham; Blake comptait donner des inquiétu-

des à Saint-Cyr sur la droite de notre ligne d'observation, attirer son attention de ce côté, et profiter de la dissémination des troupes de Pino dans ce pays montagneux et boisé pour faire entrer à Girone un détachement de 1,500 grenadiers sous les ordres du colonel anglais sir Rodolphe Marshall et de don Narcisse Rich, l'aide de camp de confiance du gouverneur Alvarez. Le 9, cette colonne, conduite par des guides sûrs, avait franchi, dès la pointe du jour, la ligne des cantonnements des Italiens; mais Saint-Cyr, qui avait eu connaissance de sa marche, et qui prévoyait qu'elle passerait à Castellar de la Selva, avait embusqué dans ce village un bataillon du 67e de ligne. Quand les Espagnols y débouchèrent, leur tête de colonne fut arrêtée par le feu de notre bataillon; ils revinrent précipitamment en arrière, et, en se retirant, 1,000 des leurs tombèrent au pouvoir de Pino; le reste se débanda et parvint à s'échapper.

Ce premier revers servit de leçon à Blake; il comprit que, pour tenter de délivrer Girone, il fallait attendre que le siége fût plus avancé et que notre armée fût plus affaiblie par les maladies que les chaleurs de l'été et les fatigues, jointes à la disette, ne manqueraient pas d'y introduire. Les soldats de Saint-Cyr devaient vivre des ressources prises sur place, et faisaient eux-mêmes la moisson et leur pain. Dans cette contrée abandonnée des habitants, il n'y avait que peu de terres cultivées, et les récoltes étaient si médiocres qu'il fut impossible de faire confectionner dans chaque régiment au delà de deux jours de pain biscuité par homme pour le mettre

en réserve et le distribuer aux soldats quand le moment viendrait de concentrer les divisions et de livrer bataille à l'armée de Blake. Cette attaque générale était annoncée publiquement et fixée, disait-on, au 25 juillet, jour de Saint-Jacques, le glorieux patron de l'Espagne.

Le 4 août la demi-lune du fort Montjuich fut enlevée d'assaut par les compagnies d'élite des 2e et 56e de ligne. Le général Sanson, ayant reconnu que le bastion septentrional était creux, changea son point d'attaque et se dirigea contre le bastion oriental du fort. Le 11 la brèche était praticable, et, cette fois, on prit des précautions suffisantes pour que la montée en fût facile. Les Espagnols n'attendirent pas l'assaut du lendemain; pendant la nuit ils évacuèrent le Montjuich et se retirèrent dans Girone. Jusqu'à la fin du mois d'août nos travaux furent lents à cause de la difficulté de déboucher du Montjuich sur la ville, et de la nature du sol qu'on avait à à creuser : c'était un rocher vif, presque nu et fort en pente, où la terre manquait pour couvrir nos travailleurs.

Cependant la perte du Montjuich, les souffrances de la population et de la garnison de Girone, ses remparts s'écroulant sous notre canon, les plaintes du gouverneur Alvarez, les ordres impératifs des juntes et les cris d'indignation des Catalans, déterminèrent enfin Blake à réunir son armée et à venir au secours de Girone. Le 31 août, sa division d'avant-garde, commandée par Henri O'Donnell, enleva les hauteurs de Bruñola; le bataillon du 1er léger, qui s'était laissé forcer, les reprit aussitôt, et culbuta les Espagnols dans une charge à la

baïonnette, une des plus audacieuses et des plus décisives que Saint-Cyr ait vu exécuter.

Le 1er septembre notre armée était en bataille à la rive gauche de l'Oña, sur la position d'Hostalnou, Souham et Pino formant la première ligne, et Verdier la seconde; la division de Lecchi, à deux lieues de là, surveillant le pont de Salt, et les Westphaliens, restés dans leur camp de San-Pons, gardant les établissements de siége. Une bataille générale semblait inévitable. A la pointe du jour il régnait un brouillard si épais qu'à la plus faible distance on ne se voyait pas; mais les armées étaient si près l'une de l'autre qu'aux avant-postes on s'entendait distinctement parler. A onze heures le brouillard avait disparu, et Saint-Cyr, accompagné de Souham, fit la reconnaissance de la ligne ennemie; elle était loin de nous, et exactement dans la même position que la veille. La journée se passa de la sorte; à trois heures, lorsque Saint-Cyr, déconcerté de l'immobilité de Blake, et bien assuré que l'armée espagnole ne bougerait pas, revenait à son quartier général de Fornells, il se trouva au milieu des troupes de Lecchi, fuyant à toutes jambes.

Le général Garcia Condé, parti d'Amèr avec 4,000 hommes d'infanterie et 500 chevaux escortant un convoi de 1,500 bêtes de somme chargées de vivres et de munitions de guerre, avait profité de la nuit et du brouillard pour déboucher des montagnes par le chemin d'Anglès, et s'était formé de grand matin derrière la division de Lecchi, remplacé ce jour-là par le général Millossewitz. Celui-ci, quoique Saint-Cyr l'eût informé de se te-

nir sur ses gardes, et que les Espagnols cherchaient de toutes parts à pénétrer dans Girone, n'avait sur sa gauche ni un seul poste d'observation, ni même une seule patrouille pour s'éclairer. Nos troupes ne connurent l'arrivée de l'ennemi qu'en recevant ses premiers coups de fusil. Les chasseurs à cheval italiens, leur colonel en tête, exécutèrent une charge vigoureuse; mais, abandonnés à eux-mêmes, ils furent promptement ramenés, et suivirent, sans se désunir, le mouvement général de déroute. Saint-Cyr arrêta les fuyards, les rallia et les renvoya à Salt, en les faisant soutenir par le 6e de ligne italien. Garcia Condé devait se croire complétement sauvé; mais Verdier, qui avait reçu l'ordre de rétrograder vers la plaine de Girone, atteignit l'arrière-garde espagnole, la coupa en deux et en prit une partie.

Blake, croyant avoir assez fait, se retira sans combattre, et envoya à la junte suprême de Séville un rapport pompeux sur ses opérations. A quoi se bornaient-elles? à l'introduction d'un convoi dans lequel il n'y avait pas assez de farine pour subvenir à une distribution de huit jours. Aussi, tandis que le général en chef espagnol se donnait des éloges avec une extrême complaisance, le gouverneur Alvarez l'accusait hautement de trahison, disant qu'une place dont les défenses s'écroulent par de larges brèches n'est réellement secourue qu'en battant l'ennemi qui l'assiége et en le forçant à s'éloigner; et « le jour même où il reçut ce secours de « vivres, il réduisit à moitié et ensuite au quart la ra- « tion de ses soldats. Alors il éprouva de la désertion,

« chose inouïe jusqu'à ce moment dans l'armée espa-
« gnole (1). »

Garcia Condé et son détachement n'étaient point entrés dans Girone pour y demeurer; car ils l'auraient promptement affamée. Saint-Cyr fit établir avec un soin extrême un réseau de postes de surveillance et d'embuscades auxquelles il comptait bien que les Espagnols seraient pris; car, s'ils avaient traversé heureusement notre ligne une première fois, ils le devaient à la négligence des généraux de la division Lecchi, et il n'était pas présumable que de pareils hasards se renouvelleraient dans une armée où les chefs avaient tant d'habitude de la guerre. Cependant Garcia Condé, sorti de Girone le 4 septembre avec 1,000 hommes d'infanterie, 500 chevaux et 1,100 mulets de charge, nous échappa une seconde fois, par suite de méprises, de fautes et de malentendus dans la division Pino.

La guerre est une science mathématique par ses conceptions, incertaine par ses résultats, qui sont soumis aux facultés morales des hommes qui y concourent; aussi les meilleures combinaisons d'un général en chef n'échouent-elles que trop souvent par le manque d'accord entre ses subordonnés, par leur défaut d'intelligence, ou par l'effet d'une bonne volonté excessive qui trompe leur zèle.

Le surlendemain, une autre colonne de 1,800 hommes essaya de s'évader de la place, déboucha derrière le fort

(1) Saint-Cyr, *Journal des opérations en Catalogne*, p. 131.

des Capucins, et fut à demi détruite par le 6e de ligne italien. Le colonel Eugène, qui commandait ce régiment, était, par son courage et son activité, le juste objet de l'admiration de l'armée; le même jour Saint-Cyr lui commanda d'enlever le couvent de Notre-Dame des Anges, assis comme un nid d'aigles sur la plus haute montagne des environs. L'ennemi avait là 500 hommes de troupes régulières retranchés jusqu'aux dents; le couvent et l'église étaient crénelés de toutes parts. On proposa aux Espagnols de se rendre; mais, confiants dans la force de leur position, ils refusèrent d'écouter notre parlementaire et lui tirèrent plusieurs coups de fusil, dont un le blessa grièvement. C'est ainsi qu'ils avaient agi à San-Feliu, à Palamos, et tout récemment au Montjuich. Les Italiens, maîtres du couvent après trois heures de feu et un assaut des plus meurtriers, en massacrèrent sans pitié les défenseurs.

Les opérations de siége, suspendues par ces divers mouvements de troupes, et aussi par la pénurie de bonne poudre, avaient été reprises et conduites avec vigueur. Le 18 septembre nos batteries achevaient d'ouvrir quatre brèches au mur d'enceinte, entre la tour Gironelle et le bastion Sainte-Marie. Les généraux Verdier, Sanson et Taviel demandèrent l'ordre de donner l'assaut le lendemain. Saint-Cyr y consentit; car cet assaut décisif, où l'on mettrait en jeu ce qui restait d'ardeur aux troupes, lui semblait le seul moyen de relever leur moral, qui s'affaiblissait et menaçait de se perdre dans les longueurs du siége. Saint-Cyr ne se faisait pas illusion sur les difficultés de l'entreprise; il n'ignorait pas que les défen-

seurs de Girone avaient exécuté de grands travaux derrière les brèches et qu'ils étaient en mesure de nous opposer la plus vive résistance. Mais, à la guerre, un général qui n'aventure rien n'obtient rien, et, à ce terrible jeu de la force et du hasard, si l'on n'agissait jamais qu'en ayant la certitude de vaincre, on en laisserait souvent échapper les occasions les plus favorables.

Saint-Cyr disposait de cinquante bataillons; Souham en garda huit, avec toute la cavalerie, afin d'observer Blake, qui s'était rapproché de nous; les treize bataillons de Pino devaient bloquer la place, occuper le Montjuich et faire une fausse attaque contre la brèche de la courtine Sainte-Lucie, et vingt-neuf bataillons, réunis sous Verdier, étaient destinés à former les colonnes d'assaut. A quatre heures de l'après-midi elles partirent du couvent Saint-Daniel, traversèrent le vallon du Galligan, et furent accueillies par des feux effroyables de face et de flanc sortant de toutes les défenses de la place, et principalement du fort du Calvaire, où, contrairement aux instructions précises de Saint-Cyr, on ne s'était pas logé. Nos troupes, bien disposées et animées par l'exemple de leurs chefs, s'avancèrent avec beaucoup d'intrépidité jusqu'aux pieds des brèches; là elles furent arrêtées par l'escarpement des talus et l'élévation des remparts restés debout. Nos batteries de brèche avaient commencé à tirer trop haut, de manière que les murailles n'étaient pas détruites depuis leur base et qu'on se heurtait à des ressauts de trois, quatre et cinq mètres : on ne pouvait les franchir qu'à l'aide d'échelles. Cependant nos troupes combattirent vaillamment pendant près de deux heures;

quelques braves atteignirent jusqu'à la crête des brèches, et ne se rebutèrent qu'en face d'obstacles insurmontables. On perdit 600 hommes mis hors de combat; vingt-sept officiers furent tués ou blessés; au nombre des morts se trouvaient trois colonels.

Cet effort était le dernier qu'on dût raisonnablement attendre d'une armée de siége qui avait brûlé toutes ses munitions, et *qui*, *réduite à des bataillons de* 150 *hommes au plus*, *ne présentait qu'un ramassis d'hommes sans chefs ni officiers* (1). Avec des troupes aussi affaiblies, Saint-Cyr renonça à soumettre Girone par les armes et se contenta de la bloquer étroitement. Elle était aux abois, et les Espagnols, réduits, depuis quelques semaines, à se nourrir de fèves à demi gâtées, se voyaient moissonnés par la fièvre et la faim. Les maisons, les rues, les places étaient remplies de malades et de mourants; mais tel était le persévérant courage d'Alvarez, de ses soldats et de la population entière, que tous songeaient à mourir, et pas un à se rendre. Au signal du tocsin tous les habitants accouraient aux murailles, les ecclésiastiques et les religieux avec le mousquet et la giberne, les femmes des compagnies de Sainte-Barbe avec leur tenue militaire, et l'on voyait leurs rubans écarlates flotter à l'air à côté des plumets rouges des grenadiers et des canonniers. Dans les sorties et sur les brèches on avait soin de placer au premier rang nos trois cents déserteurs napolitains, qui, sachant quel sort

(1) Verdier à Saint-Cyr, Sarrià, 19 septembre 1809.

leur était réservé s'ils tombaient entre nos mains, combattaient en désespérés.

Blake, bien résolu à ne pas nous livrer bataille, s'était rapproché de notre gauche, et avait réuni à la Bisbal un grand convoi de vivres que la division de Wimpfen devait mener à Girone. Le 26 septembre, son avant-garde, sous les ordres d'O'Donnell, déboucha près du fort du Connétable sans trouver de résistance ; car Saint-Cyr avait prescrit de laisser passer la tête du convoi, de façon qu'elle s'engageât très-avant et qu'il ne fût pas possible de le faire rétrograder. Toutes ses dispositions étaient prises pour qu'il n'échappât ni un seul mulet de charge, ni une seule tête de bétail. Il fallait à nos troupes des vivres, et non des prisonniers, et peu nous importait qu'un secours de 3,000 soldats inutiles entrât dans Girone, puisque sa garnison et sa population suffisaient à sa défense. Ce jour-là, dans la division Pino, chacun était au poste que Saint-Cyr lui avait assigné, et chacun fit exactement son devoir. Les Italiens s'emparèrent du convoi tout entier, à la vue et sous le canon même des forts de Girone, et l'arrière-garde espagnole, coupée d'un corps de soutien que Blake avait fait avancer, tomba entre nos mains. Après l'enlèvement de ce convoi, qui devait décider la reddition de Girone, Saint-Cyr était allé à Perpignan pour prendre certaines dispositions relatives à l'arrivée des subsistances et des munitions de guerre. Quel fut son désappointement de ne trouver à Perpignan ni le préfet, ni le général du département : ils étaient à Molitg, auprès d'Augereau, à qui l'on formait une espèce de cour en attendant qu'il

lui plût de commencer ses fonctions de général en chef. Depuis quatre mois qu'il était nommé au commandement de la Catalogne et depuis trois qu'il était en Roussillon, qu'avait-il fait? Une proclamation emphatique dont les Catalans s'étaient moqués et que les somatènes avaient déchirée dans les villages de la frontière où nos soldats l'avaient affichée. Après quoi Augereau était allé prendre les eaux et s'occupait à accueillir gracieusement les mécontents de l'armée, qui s'empressent toujours d'abandonner un général en chef dont les fonctions vont finir. Augereau avait même souffert qu'on gardât, pour parader devant lui, 5,000 hommes sortant des hôpitaux de Perpignan, et en état, depuis le 14 septembre, de rejoindre leurs corps sous Girone, où ils auraient été si utiles à l'assaut du 19. Cet état de choses devenait trop nuisible aux intérêts de l'armée et à la bonne direction de la guerre pour qu'on le laissât se prolonger indéfiniment; et, puisque Augereau se complaisait dans sa ridicule et coupable inaction, ne fallait-il pas l'obliger d'en sortir? Saint-Cyr était autorisé, par le ministre de la guerre, à se retirer dès que son successeur serait rétabli. Assurément, depuis deux mois sa guérison n'était pas douteuse, en admettant toutefois qu'il eût été sérieusement malade. Le 5 octobre Saint-Cyr informa Augereau de sa résolution de partir, et quitta aussitôt l'armée.

Ce fut une faute, car il prenait trop tôt ou trop tard cette détermination : trop tôt, puisqu'il abandonnait à son successeur l'honneur de finir la campagne et de recevoir les clefs de Girone; trop tard, puisqu'il paraîtrait

avoir mal servi en ne servant pas comme Napoléon entendait l'être. Sa disgrâce ne se fit pas attendre, et l'Empereur lui ordonna de garder les arrêts dans sa terre de Reverseaux, près Chartres, jusqu'à ce qu'il eût expliqué pourquoi il avait laissé ravitailler Girone (1). Saint-Cyr envoya au ministre une relation circonstanciée de ses dernières opérations en Catalogne, et, comme il ne croyait pas avoir besoin de se justifier, on se crut dispensé de lui rendre justice.

Dans la fatale guerre d'Espagne, il semble que le merveilleux génie de l'Empereur s'est troublé en appréciant les hommes et les événements; et, pour ne parler que de ce qui concerne la Catalogne, nous voyons que Saint-Cyr est rappelé et disgracié à la suite d'une campagne savamment et audacieusement conduite, où il avait pris Roses, délivré Barcelone, gagné trois batailles rangées et détruit deux armées espagnoles.

Son successeur, Augereau, est nommé, le 6 juin, commandant du 7e corps, afin que, *par son activité, il contribue à dégager les généraux Suchet et Sébastiani* (2); et Augereau s'arrête à la frontière de France, s'y repose, soigne pendant trois mois une légère attaque de goutte, et l'Empereur, qui le croit à la tête des troupes en Catalogne, écrit de Schönbrunn au ministre de la guerre : « On doit faire connaître au duc de Cas-« tiglione que mon intention est que, d'abord après le

(1) Napoléon au ministre de la guerre, Fontainebleau, 7 novembre 1809.

(2) Clarke au maréchal Jourdan, Paris, 12 juin 1809.

« siége de Girone, il s'occupe de prendre Hostalrich (1). » Le roi Joseph demande que Bernadotte soit employé en Espagne, et Napoléon répond : « Si le prince de Ponte-« Corvo est en bonne santé, *et s'il veut servir*, envoyez-« le en Catalogne pour commander toutes les troupes. « Vous rappellerez en conséquence le duc de Casti-« glione (2). » De sorte que, si Bernadotte eût voulu servir en Catalogne, comme on le lui offrait, Augereau aurait perdu son commandement avant d'avoir franchi les Pyrénées ou aperçu l'ennemi du bout de sa lunette d'approche.

Peut-être faudrait-il chercher ailleurs les véritables causes de la disgrâce de Saint-Cyr. On sait qu'au mois d'avril 1809 il y avait eu au corps d'armée du maréchal Soult, alors en Portugal, non pas une conspiration militaire, ainsi que plusieurs écrivains l'ont prétendu, mais d'ambitieux projets, ridiculement conçus, et de coupables communications avec les généraux de l'armée anglaise. Un simple capitaine du 18e de dragons s'était fait de lui-même l'agent et l'entremetteur de cette criminelle intrigue, où l'on ne songeait à rien moins qu'à détrôner Napoléon et à renverser son empire. Ces mécontents, dont Saint-Cyr ignora toujours les desseins et les menées, l'avaient néanmoins désigné pour être leur chef dans le cas où la France, fatiguée de révolutions et de guerre, manifesterait les idées qui, en 1813, ramenèrent Moreau

(1) Napoléon à Clarke, Schönbrunn, 18 juillet 1809.
(2) Napoléon à Clarke, Schönbrunn, 26 septembre 1809.

en Europe, et, en 1814, les Bourbons sur le trône. L'Empereur et les personnages qui avaient sa confiance connurent ces faits et s'en inquiétèrent, et, pendant la campagne d'Autriche, Berthier et surtout Lannes demandèrent avec insistance à l'Empereur qu'Augereau remplaçât Saint-Cyr en Catalogne; ils lui représentèrent qu'en s'éloignant à d'aussi grandes distances du théâtre de la guerre d'Espagne il était sinon dangereux, du moins impolitique, de laisser un commandement de cette importance à un général de l'ancienne armée du Rhin, toujours un peu suspectée, tandis qu'un maréchal des plus renommés et des plus dévoués parmi les chefs de l'armée d'Italie demeurait sans emploi. Napoléon céda à leurs observations, et ne céda pas, dit-on, sans regret; mais cette fois aussi sa froideur le rendit injuste; il disgracia Saint-Cyr, qui ne semblait ni assez dévoué à sa personne, ni assez identifié avec son système de politique et de guerre. L'Empereur se trompait; il n'y avait pas dans l'armée de plus libre penseur et de général plus fidèle à ses devoirs de citoyen. Le caractère de Saint-Cyr, c'était la sérénité d'âme dans la force d'esprit. Aucun mauvais sentiment envers son souverain ne pouvait y pénétrer; et nous ne ferions pas cette observation si l'opinion contraire n'avait pas été formellement émise par l'un des plus graves et des mieux renseignés des historiens anglais (1).

---

(1) W. Napier, *Histoire de la guerre dans la Péninsule*, traduite et annotée par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 328, et t. V, p. 23.

L'exil de Saint-Cyr dura deux années, pendant lesquelles il vécut de cette vie rurale si recherchée des sages pour elle-même, et si aimée pour la liberté, la réflexion, l'activité paisible et le bonheur domestique. De cette époque date son goût très-vif pour l'agriculture; c'est le seul auquel il se soit abandonné sans réserve, car il était dans sa volonté de lutter contre toute espèce de séduction et de résister à un penchant quel qu'il fût, dès qu'il s'apercevait de sa domination trop exclusive. Dès les premiers instants il se trouva en intime sympathie avec les simples et fortes habitudes de l'agriculture. Dans tous les temps et dans toutes les situations, à la sortie des carrières qu'ont marquées la grandeur et la gloire, les hommes désintéressés, les hommes de mœurs austères et de volontés droites se sont tournés vers les travaux agricoles; en descendant du pouvoir ou en cessant de l'exercer, Xénophon, Sully, Vauban, Malesherbes, Turgot, Washington, Charles Fox, se sont donné cette noble et douce retraite; et Napoléon lui-même, au faîte de ses prospérités, avait conçu, dit-on, la pensée de terminer dans la paix des champs son éblouissante destinée.

Exemple remarquable de dignité et de modestie, Saint-Cyr était réellement tout ce qu'il paraissait être : il avait un profond respect pour le public, qu'il fût peuple ou armée; il avait cette haute estime de soi-même qui, n'étant pas de l'orgueil et pouvant au besoin lui servir de préservatif, donne à l'homme la plus grande somme de force morale. Aux Tuileries, et même sous la tente, on répétait à l'Empereur que Saint-Cyr cherchait à se singu-

lariser et qu'il tenait à conserver son rôle et sa réputation de frondeur; on disait de lui ce qu'on avait dit de Vauban et de Catinat à la cour de Louis XIV. Cette accusation de frondeur est encore un facile moyen de nuire que les courtisans et les flatteurs d'un souverain emploient avec avantage contre le citoyen qui, bornant son ambition à servir son pays, a l'insigne bonheur de ne pas leur ressembler. A cette époque de luxe et de prodigieuses élévations, lorsque, à l'exemple d'un maître qui étouffait en Europe, les égaux de Saint-Cyr se sentaient à l'étroit dans leurs vastes hôtels et dans leurs châteaux princiers, lui, était tenté de se trouver trop au large dans sa petite maison de Paris. L'homme n'est aveugle que par orgueil ou par faiblesse, et, dans ces temps de fanatisme et de servitude qu'imposait le génie de Napoléon, lorsqu'autour de sa rayonnante fortune chacun se crevait les yeux afin de l'adorer de meilleure foi, Saint-Cyr ne voyait au bout de si grands succès que des causes actives de la destruction de l'Empire; il s'effrayait et s'affligeait pour l'avenir de la France des incessantes conquêtes de l'Empereur et de la manière dont il les obtenait. En effet, la France n'était plus dans la France; elle était toute dans les camps et les garnisons de la Grande-Armée. Eh! comment un esprit sage et positif aurait-il cru à la durée d'un système politique où l'on faisait sans cesse appel au destin? Lorsqu'on ne croit qu'aux sérieux calculs de la prudence et de la raison, qu'est-ce donc que la fatalité? un dangereux sophisme en faveur du génie qui se fourvoie, une excuse pour les fautes commises, un prétexte pour en commettre d'autres; et le

dogme de la fatalité, cette négation de notre libre choix entre le possible et l'impossible, n'a été si préconisé qu'afin de déguiser ou de justifier les emportements et les erreurs d'un infatigable amour de la guerre.

Le 14 avril 1811 Saint-Cyr fut rappelé au conseil d'État. L'Empereur le reçut en souverain qui n'a rien à oublier et rien à reprocher; il fut affectueux de manières et de langage, et, dans les conseils, témoigna pour l'opinion de Saint-Cyr une déférence qui ne lui était pas ordinaire.

Napoléon avait deux natures également fortes, également actives, et dont il faisait usage avec un art infini : il réunissait en lui des facultés telles qu'aucun homme, depuis Annibal ou César, n'en a possédées de semblables, au même nombre et de la même portée. S'enveloppait-il de l'appareil de la grandeur impériale : il éclatait, il subjuguait, il dominait et semblait grand comme le monde; laissait-il simplement jouer les rayons de son incomparable esprit : il était l'homme le plus attrayant et le plus aimable de sa cour.

Saint-Cyr reparut aux Tuileries avec son calme accoutumé, ne montrant ni peine de son exil passé, ni joie de son retour. Il reçut de l'Empereur beaucoup de communications particulières sur les importantes matières soumises aux délibérations du conseil d'État, et prit une part très-active à la discussion et à la préparation du décret du 16 septembre, relativement aux servitudes militaires dans les villes assiégées.

Cette haute question touchait aux intérêts de la propriété et la blessait profondément; mais on se préparait

à une guerre qui pouvait amener de terribles revirements de fortune, et il était temps de songer à la défense des véritables barrières de l'Empire et de déterminer d'une manière rigoureuse l'étendue des sacrifices imposés aux citoyens, aussi bien que les droits de l'État sur les propriétés voisines des places fortes.

CHAPITRE XII.

(1812.) — Campagne de Russie. — Polotsk. — Retraite sur l'Oder. — Occupation de Berlin.

Au commencement de l'année 1812, l'Europe était désormais trop étroite pour contenir la France telle que Napoléon l'avait faite, et la Russie telle qu'Alexandre voulait la faire. Ces deux puissants monarques récriminaient l'un contre l'autre et se plaignaient de graves atteintes portées au traité de Tilsitt et aux conventions amicales d'Erfurt. Le tzar, quoiqu'engagé dans une guerre sérieuse avec la Porte, faisait, depuis deux ans, des levées d'hommes considérables, et rassemblait de nombreux corps d'armée sur les frontières de la Lithuanie. Ces préparatifs n'annonçaient pas une déclaration imminente de guerre, et les grands États en font quelque fois de pareils dans le but de conserver la paix plus sûrement en se montrant plus redoutables; mais de la part de la Russie c'était une démonstration menaçante. Or, dans la situation de l'empereur Napoléon, et d'après son caractère, une menace de guerre équivalait à une

déclaration de guerre; car il ne dominait l'Europe continentale que par la force de ses armes et la terreur de son nom ; l'admiration des peuples l'entourait d'un prestige d'invincibilité auquel était attachée sa puissance, et, pour la conserver, il fallait que pas un souverain, pas une nation osât se dresser en armes contre lui. Les Espagnols nous résistaient; mais l'opinion publique, dont il était jaloux, attribuait leur résistance à l'appui de l'Angleterre, notre inabordable ennemie.

La guerre de Russie, que son affreux dénoûment condamne à tout jamais dans l'esprit des peuples, n'était cependant pas une témérité outre mesure, une de ces hardiesses où l'homme défie les forces de la nature. Sans doute c'était une faute et un pas vers l'abîme que de combattre, sur deux points différents, l'Espagne au midi et la Russie au nord; mais cette faute, en ne la considérant qu'au point de vue de l'intérêt personnel de Napoléon, devenait excusable, puisque la guerre était indispensable au maintien de sa toute-puissance. Napoléon était plus qu'un grand monarque, plus qu'un grand conquérant; il s'était fait le prétendant à la domination universelle en Europe, et cette situation sans exemple l'obligeait à se maintenir dans un système de politique armée et violente. C'est donc cette nécessité de vaincre, de comprimer et de conquérir sans relâche qu'il faut blâmer, et non la guerre en elle-même. Qu'on ne s'y méprenne pas; l'Empereur se jugeait plus sévèrement et mieux que personne; il avait mesuré de la hauteur de son génie et de son intime pensée les embarras et les périls qu'il allait rencontrer; aussi ne se décida-t-il à la

guerre contre la Russie qu'avec répugnance et lenteur. Et cependant il la commençait dans un de ces moments favorables à un conquérant, où les grandes armées qui lui obéissaient, oisives depuis deux ans, fatiguées de leur repos, et stimulées par leurs habitudes de mouvement et leurs besoins de gloire, semblaient pressées de les satisfaire. L'Empereur d'abord ne se montra pas impatient; il prévoyait que l'expédition contre la Russie durerait trois ans, et s'était en conséquence préparé pour cette longue épreuve. C'était et ce sera dans tous les temps une grande et terrible entreprise que d'envahir l'empire russe et d'aller chercher et vaincre les armées du tzar au cœur même de ses États. Mais surpassait-elle le génie de l'Empereur et sa puissance? Certainement non; et Saint-Cyr croyait que Napoléon, pour réussir, n'aurait eu qu'à suivre avec persévérance son premier plan de campagne, qui était un chef-d'œuvre de prudence. Malheureusement il se laissa entraîner par sa passion et par son désir d'achever sa conquête au pas de course et en frappant un coup de foudre : il termina avec précipitation une entreprise qu'il avait commencée avec une extrême circonspection et peut-être à contre-cœur.

Si la Russie présentait des moyens naturels de défense d'une grande valeur, elle avait aussi, comme tous les colosses défectueux, bien des côtés vulnérables. A l'occident elle était protégée par des contrées incultes, peuplées d'habitants à demi barbares, et par un climat meurtrier à cause des brusques variations de la température. Mais, si le désert existait presque partout, du moins notre armée au début de l'invasion, n'aurait dé-

vant elle qu'une frontière ouverte, de vastes plaines accessibles aux troupes de toutes armes, aucun fleuve transversal difficile à franchir, aucune chaîne de montagnes à passer, des rivières guéables et peu rapides, d'anciennes places fortes, très-espacées les unes des autres et n'ayant pas de système suivi qui les raccordât entre elles; enfin des populations d'origines diverses, annexées par de récentes conquêtes, sans intérêt de nationalité, sans esprit de solidarité, et toujours disposées à subir patiemment et avec indifférence la loi du vainqueur. Dans cette lutte formidable, la Russie nous opposait ses excellentes armées; elles étaient moins solides, plus instruites et plus civilisées qu'au temps de Suwaroff; nous les avions vaincues en Suisse, et plus récemment à Austerlitz et à Friedland, et la perte d'une bataille rangée, sur leur frontière de l'ouest, les exposait à perdre deux cents lieues de terrain.

Napoléon, retenu, soit par son antipathie des hommes et des principes démocratiques, soit par la crainte d'imprimer leur action à des esclaves, ne voulut faire qu'une guerre purement politique. Alexandre, au contraire, proclama la guerre sainte, la guerre nationale et religieuse; il exalta jusqu'à la fureur les instincts dévots de ses peuples; il fit déployer, comme aux croisades du moyen âge, les bannières vénérées des saints patrons de la vieille Moscovie, et lança contre nous des hordes fanatisées, combattant au nom de saint Nicolas, du tzar et du Christ.

Au mois de mars la Grande-Armée s'ébranlait de toutes parts et se dirigeait vers la Pologne; le premier

corps (Davoust) s'était avancé sur l'Oder et la Vistule; le deuxième (Oudinot) partait de la Belgique et de la Hollande; le troisième (Ney), du camp de Boulogne; le quatrième, sous le prince Eugène, arrivait d'Italie; le cinquième (Poniatowsky) s'était réuni autour de Varsovie; le septième (Reynier) venait de Saxe; le huitième, de Westphalie, sous les ordres du roi Jérôme-Napoléon; les Prussiens avaient formé le dixième corps, que Macdonald commandait; les neuvième et onzième corps s'organisaient à Berlin et en Saxe sous Victor et Augereau; la garde impériale s'apprêtait à quitter Paris, et le corps auxiliaire autrichien du prince de Schwartzenberg s'assemblait en Gallicie.

Le 21 février, Saint-Cyr avait reçu le commandement de l'armée bavaroise, forte de 30,000 hommes et cantonnée près des frontières de la Bohême, entre Amberg et Bayreuth. Elle se composait de 28 bataillons, sous les généraux Deroy et de Wrède, et de 16 escadrons, sous les généraux-majors Stedewitz et de Preissing (1). C'étaient de belles et bonnes troupes, conduites par des chefs de la plus brillante réputation. Dès que Saint-Cyr fut arrivé, cette armée prit la dénomination de sixième corps, et, le 10 mars, se mit en route pour Glogau; le 15 avril elle entra dans la grande Pologne, et, le 12 mai, établissait ses cantonnements aux environs de Plock. Là Saint-Cyr fut rejoint par le prince Eugène.

Après un temps d'arrêt en avant de la Vistule, la

(1) Voir le supplément IV.

Grande-Armée continua sa marche vers le Niémen, et, le 22 juin, en bordait la rive gauche depuis Tilsitt jusqu'à Grodno. Le séjour et les mouvements d'une armée de 500,000 hommes, dans un pays où la récolte précédente avait été mauvaise, en épuisèrent les ressources, et le manque de subsistances se fit sentir longtemps avant les premières hostilités. Les troupes allemandes en souffrirent plus que les Français, et, le 15 juin, les Bavarois, à leur départ de Willenberg, avaient déjà perdu 5,000 hommes.

Le 22 juin Napoléon déclara la guerre à la Russie, et, deux jours après, passa le Niémen à Kowno, avec la garde impériale, les réserves de cavalerie de Murat, et les premier, deuxième et troisième corps. Macdonald le passait en même temps à Tilsitt et marchait sur Riga. Le 30, le prince Eugène et Saint-Cyr traversèrent le fleuve à Pilony, à quelques lieues au-dessus de Kowno tandis que les cinquième, septième et huitième corps le franchissaient à Grodno; le lendemain, Schwartzenberg prenait position sur la rive droite du Bug. En seconde ligne, Victor, parti de Berlin, s'acheminait vers la Vistule, et Augereau le relevait sur la Sprée et sur l'Oder. Notre extrême gauche était confiée à la garde des Prussiens, surveillés de près et maintenus avec habileté par Macdonald; notre extrême droite, à la garde des Autrichiens, nos ennemis secrets et nos alliés à la condition que nous resterions les plus forts; les opérations en avant de Kowno étaient directement menées par le roi de Naples, et celles de droite, en avant de Grodno, par le roi de Westphalie.

A cette grande invasion il fallait, dès le commence-

ment, une grande victoire; aussi l'Empereur forma son attaque sur Wilna, croyant bien y trouver l'occasion de battre les Russes; elle lui échappa, mais il réussit à séparer leurs deux armées de l'ouest : celle de Barklay de Tolly se réfugia derrière la Dwina, et vint occuper Polotsk et le camp retranché de Drissa; celle de Bagration fut compromise sur le haut Niémen, et au moment d'être détruite, si Davout, à qui l'on avait donné la meilleure direction, avait eu à sa disposition tout son corps d'armée. Le 19 juillet, Barklay, sentant le danger que courait Bagration, laissa Wittgenstein à Polotsk pour couvrir la route de Saint-Pétersbourg, et se dirigea sur Witebsk. Pendant la journée du 27, l'Empereur, qui s'était avancé jusqu'au delà d'Ostrowno, vit toute l'armée russe se déployer sur la rive droite de la Louczetsa; il avait en première ligne la cavalerie de Murat, les corps d'Eugène et de Ney, trois divisions du corps de Davout, la garde, et, un peu en arrière, le corps de Saint-Cyr : c'était une armée de 180,000 hommes, plus que suffisante pour battre à fond l'armée de Barklay. Comment s'est-il refusé à livrer cette bataille si désirée et si nécessaire? Comment a-t-il remis au lendemain une victoire poursuivie à marches forcées depuis Wilna? C'est que ce génie, d'une promptitude et d'une audace que nul n'a égalées, rompait souvent à contre-temps la ligne de ses plus habiles combinaisons, et leur préférait des inspirations que le moment faisait naître. Barklay s'était décidé à s'arrêter et à combattre, afin de se réunir à Bagration, qu'il croyait près d'Orcha; mais, ayant appris, dans la soirée, que Bagration, repoussé par Davout à Mohiloff,

se retirait sur Smolensk en remontant la rive gauche du Dniéper, il leva son camp la nuit même et se replia sur Smolensk.

L'Empereur s'arrêta à Witebsk ; plusieurs auteurs ont rapporté qu'il avait eu le dessein de s'y cantonner jusqu'au printemps suivant, et lui font dire aux généraux de son entourage : « La campagne de 1812 est finie ; « celle de 1813 fera le reste. » Comme si Napoléon, maître de la Lithuanie, voyant fuir à son approche les armées russes, et parvenu au plateau élevé qui domine la Dwina et le Borysthène, et se prolonge sans obstacle jusqu'à Moscou et au delà, aurait songé à interrompre en si beau chemin et en plein été sa rapide conquête. Les troupes, harassées par cette poursuite sans relâche, avaient besoin de repos, et lui-même, avant de s'engager plus loin, voulait juger des complications que pourraient amener, à gauche, les attaques de Wittgenstein contre Oudinot ; à droite, celles de Tormasoff, en Wolhynie.

Saint-Cyr établissait ses quartiers de rafraîchissement sur l'Oula, et se fortifiait en avant de la Dwina, lorsqu'il reçut, le 4 août, l'ordre très-pressant du major général d'aller se réunir au maréchal Oudinot. On venait d'apprendre que le deuxième corps avait été forcé de se replier sur Polotsk à la suite du combat de Kliastitsy et de la défaite de la division de Verdier sur la Drissa ; et l'Empereur semblait craindre que Wittgenstein, continuant ses mouvements offensifs, ne nous déposât de notre position en avant de Polotsk, et ne vînt inquiéter la ligne d'opérations de la Grande-Armée entre Wilna et Witebsk. Le

7 août, Saint-Cyr arriva à Polotsk ; rien de ce qu'on redoutait n'avait eu lieu, et Wittgenstein, en position défensive derrière la Svoïana, s'occupait à faire venir ses troupes de renfort.

Le sixième corps ne comptait déjà plus que 15,000 hommes sous les armes, l'Empereur lui ayant retiré les deux brigades de chevau-légers des généraux Stedewitz et de Preissing, qu'il avait trouvées fort belles, fort instruites, et qu'il attacha à la garde impériale. Les Bavarois n'avaient pas encore eu d'engagement sérieux avec l'ennemi, et déjà leurs pertes, causées par la faim, la fatigue et les maladies, dépassaient 12,000 hommes. Ces troupes étaient menacées d'une destruction prochaine, si l'on ne parvenait pas à les faire reposer, et surtout à les mieux nourrir.

Le deuxième corps, sous les ordres du maréchal Oudinot, comprenait les trois divisions d'infanterie des généraux Legrand, Verdier et Merle, la division de cuirassiers commandée par Doumerc, et les deux brigades de chasseurs à cheval des généraux Corbineau et Castex ; en tout, quarante-huit bataillons et trente-quatre escadrons (1). Au début de la campagne, il était de 40,000 hommes, réduits alors à 25,000, dont un tiers composé de Suisses et de Croates.

Il y avait quinze ans qu'Oudinot et Saint-Cyr ne s'étaient pas rencontrés à la même armée; pendant les campagnes du Rhin en 1794, 1795, 1796 et 1797, Ou-

(1) Supplément IV.

dinot avait servi sous les ordres de Saint-Cyr dans les grades de chef de brigade de la 4e de ligne et de général de brigade ; en 1812, c'était Oudinot qui avait Saint-Cyr sous ses ordres. Dès le premier jour il en parut gêné, de sorte qu'il s'établit entre eux, et sans doute à leur insu, quelque embarras dans leurs relations de service, quoique Oudinot mît un loyal empressement à demander les conseils de Saint-Cyr, et Saint-Cyr à les lui donner. Mais l'autorité de général en chef ne s'accommode pas de semblables arrangements : elle s'amoindrit dès qu'elle n'est pas absolue, et l'on n'exerce réellement la plénitude du commandement qu'en ayant la conscience de sa supériorité. Dans la langue de nos armées, le nom d'Oudinot signifiait intelligence, vigueur d'exécution et valeur héroïque ; le maréchal, d'un caractère pressé d'éclater, prodiguait sa bravoure avant qu'aucune occasion en sollicitât l'emploi et qu'aucune nécessité lui en fît un devoir. Impatient par excès d'audace, il ne prenait son aplomb qu'au cratère des batteries ennemies; étranger aux calculs froids et intérieurs de la science, et les dédaignant peut-être, il courait au-devant des périls. Cet esprit généreux, ce cœur si haut placé ne savait pas être calme; il aimait trop l'éclat, l'agitation et les dangers de la gloire, et l'intrépide Oudinot, admirable au combat, avait toutes les qualités du général d'armée, moins le calme de caractère et la prudence qui permettent seules de les appliquer grandement et avec sûreté.

La Dwina, depuis le confluent de l'Oula, tourne au nord-ouest, et marque la seconde ligne de défense de l'empire russe ; elle arrose Polotsk, Disna, Drouïa,

Drissa, Dunabourg, et débouche dans la Baltique au fond du golfe de Riga. Sa largeur, à Polotsk, est de 170 mètres. De Witebsk à Drissa, la rive gauche est plus élevée que la rive opposée; dans l'espace entre ces deux villes, il n'existait pas un seul pont, mais on trouvait beaucoup de gués et plusieurs grands bacs. La contrée, autour de Polotsk, est basse, humide, peu habitée, peu cultivée; ses plaines sont coupées de marais, de lacs, de bois, et sillonnées de ruisseaux et de petites rivières tributaires de la Dwina: à gauche, l'Oula, l'Ouchatsch et la Disna; à droite, l'Obol, la Sosnitsa, la Polota et la Drissa. Celle-ci était d'un grand avantage pour les Russes à cause de l'élévation constante de sa rive droite, des bonnes positions qu'elle présentait, et de la courbure de la partie inférieure de son cours, qui, sur une longueur de douze lieues environ, descend parallèlement au fleuve. L'importante ville de Polotsk, située au confluent de la Polota, est le point où aboutissaient la belle route de Witebsk à Riga et deux grandes communications avec Saint-Pétersbourg: l'une par Sébège, en traversant la Drissa; l'autre par Nevel, en traversant la vallée de la Polota; un bon chemin sur la rive gauche du fleuve menait d'un côté à Disna, de l'autre à Oula.

L'armée de Wittgenstein, renforcée de la division du général Hammen et du détachement du prince Repnin, était de 35,000 hommes et de 120 pièces de canon; elle avait pris position en arrière de la Drissa, entre Drouïa et Dunabourg.

Le 8 août, Oudinot, à droite avec le deuxième corps,

Saint-Cyr, à gauche avec le sixième corps et la brigade de Corbineau, quittèrent Polotsk, et débouchèrent, le lendemain, sur la rive droite de la Drissa, le deuxième corps par la route de Sébège, le sixième corps près de l'abbaye de Valéintsoui. Oudinot, laissant Saint-Cyr en seconde ligne et à peu de distance, vint prendre la position de Svolna, et en fit occuper le pont, ainsi que le château situé en avant de la Svoïana. A midi, les Russes attaquèrent le château, s'en emparèrent, et établirent de fortes batteries sur les hauteurs où il est construit. Un violent combat d'artillerie s'engagea aussitôt d'un bord de la rivière à l'autre; car, dans les deux armées, on sentait combien il y aurait de danger à passer ce défilé et à combattre en l'ayant derrière soi. Cependant, à la fin de la journée, les Russes, enhardis par quelque mouvement rétrograde à l'extrême droite du deuxième corps, eurent la témérité de passer le pont de Svolna; les cuirassiers de Doumerc les chargèrent vigoureusement et les rejetèrent sur l'autre rive. Oudinot, bien certain que Wittgenstein avait reçu ses renforts, se décida à revenir à la gauche de la Drissa, et fit replier les deux corps d'armée sur Polotsk.

Le plan d'Oudinot n'était ni bien ferme, ni bien arrêté. Après sa jonction avec Saint-Cyr, il se crut assez fort pour aller attaquer Wittgenstein, selon les intentions de l'Empereur; mais, après le combat indécis de Svolna, il se retira en se sentant trop faible pour emporter d'emblée la position de l'ennemi. Le 16 août, vers le milieu du jour, il réunit en conseil de guerre, à Polotsk, Saint-Cyr et les généraux de division des deuxième et sixième

corps, et leur posa l'alternative « de livrer bataille « aux Russes, en restant à la rive droite de la Dwina, « ou de passer à la rive gauche, en gardant seulement « Polotsk comme tête de pont... Les avis furent parta- « gés, comme d'ordinaire, mais on se rallia à l'opinion « de Saint-Cyr conçue à peu près en ces termes : Si « l'ennemi ne suit pas le mouvement rétrograde que « vient de faire l'armée, il n'y a point d'inconvénient à « repasser sur la rive gauche de la Dwina, en occupant « fortement Polotsk ; si, au contraire, l'ennemi, encou- « ragé, comme il arrive toujours devant des troupes qui « se retirent la nuit, suit le mouvement rétrograde d'as- « sez près pour pouvoir engager une affaire pendant « l'exécution du passage, il faut bien se garder de l'ef- « fectuer : il faut combattre dans le double motif de la « sûreté de l'armée et de la conservation du moral des « troupes (1). »

Le canon des Russes se fit entendre et interrompit brusquement le conseil ; chacun courut à son cheval et à ses troupes. L'ennemi s'empara des hauteurs et du château de Prissmenitsa. Ses attaques avaient commencé tard ; elles furent vives et durèrent jusqu'à la nuit ; Verdier y reçut une blessure grave, et nos troupes combattirent sur les positions qu'elles avaient prises à la hâte, à leur sortie de la forêt de Ghamzeleva. La plus grande partie du deuxième corps était passée à la rive gauche de la Dwina ; et, le lendemain matin, il ne restait

(1) Saint-Cyr, *Campagne de Russie*, p. 65 et 66.

sur la rive droite que la division de Legrand, placée en avant de Polotsk. Saint-Cyr, avec le sixième corps et la cavalerie légère de Corbineau, couvrait la gauche de la Polota, et occupait fortement, de l'autre côté de cette rivière, le grand village de Spass.

L'armée de Wittgenstein, ayant sa droite à la Dwina et sa gauche à la Polota, décrivait en face de nous un arc de cercle très-resserré : en première ligne il avait dix régiments d'infanterie et cinquante-sept pièces de canon; en seconde ligne, neuf bataillons et vingt-neuf escadrons; sa réserve, composée de deux bataillons seulement et de dix escadrons, se tenait à Ropno, hors de notre vue. Le prince Iachwill commandait la gauche; les généraux Berg et Hammen le centre; la réserve était sous les ordres du général Sazonoff.

Le 17, à la pointe du jour, Wittgenstein attaqua la division de Legrand, mais la résistance qu'elle fit le détermina à changer ses dispositions et à diriger ses principales forces contre le sixième corps, dont il croyait avoir meilleur marché, et qui était séparé du deuxième par la Polota. Le prince Iachwill, soutenu de vingt-quatre pièces d'artillerie à cheval, attaqua vigoureusement le village de Spass. Wrède y commandait, et les Bavarois soutinrent le choc des Russes en braves gens qui voulaient se montrer dignes d'appartenir à la Grande-Armée française; leurs batteries, placées à bonne portée sur la Polota, foudroyaient les Russes à revers et d'écharpe, et les obligèrent à reculer et à se mettre à l'abri derrière un massif de granges situées à quelque distance de notre front, et que nous n'avions eu ni le

temps ni les moyens d'occuper ou de détruire. Sous la protection de ces bâtiments Iachwill put se reformer; il recommença le combat dès qu'il eut été rejoint par la division du général Berg. Oudinot, s'apercevant que Wittgenstein avait dégarni son centre, et qu'on pouvait opérer une diversion utile aux Bavarois, reporta en avant la division de Legrand. Alors Saint-Cyr fit déboucher Wrède du village de Spass. Ce général, qui égalait en expérience et en valeur nos plus habiles généraux de division, repoussa Iachwill et Berg, et les rejeta sur le gros de leur armée. Wittgenstein accourut devant Spass, et disposa une plus forte attaque; mais Wrède la repoussa et garda sa position tout entière, tandis que Legrand occupait à lui seul le centre et la droite de l'armée russe.

Dans l'après-midi, Oudinot et Saint-Cyr avaient été blessés presque en même temps, l'un très-grièvement à l'épaule par un biscaïen, l'autre au pied par une balle de fusil. Oudinot s'était vu contraint de quitter tout de suite le champ de bataille, et même de s'éloigner de Polotsk, et Saint-Cyr avait pris le commandement de l'armée. Sa blessure, la première qu'il eût reçue après vingt ans de guerre, n'était pas grave, mais elle l'empêchait de se tenir à cheval, circonstance fâcheuse pour un général en chef dans un moment aussi critique et à la veille d'une bataille rangée; car Saint-Cyr, sachant que Wittgenstein faisait construire des ponts pour passer la Dwina et la Polota et déborder nos deux ailes, s'était résolu à attaquer les Russes le lendemain, si lui-même n'était pas attaqué. D'après cette pensée, il fit continuer

le combat jusqu'à neuf heures du soir. Corbineau eut le temps de chasser un corps de cavalerie qui avait traversé la Polota fort au-dessus de notre extrême droite, et l'on nettoya tout le front de notre position, de manière que l'ennemi ne garda pas un seul poste d'observation ni une seule vedette pouvant apercevoir nos mouvements dans la vallée de la Polota. Les deux armées passèrent la nuit à portée de canon.

En rentrant à Polotsk, Saint-Cyr fit appeler ses principaux généraux ; il n'eut pas de peine à les convaincre de la nécessité où l'on était de livrer, le lendemain, bataille aux Russes; mais ils déclarèrent unanimement que leurs troupes seraient hors d'état de supporter les fatigues d'une affaire de douze à quinze heures de durée. Il leur proposa de la réduire à six heures de temps, mais ils protestèrent que ce serait encore trop long, et qu'ils ne pourraient pas tenir leurs soldats plus de quatre heures sous les armes. Saint-Cyr fit donc ses dispositions pour que la bataille, commençant à quatre heures du soir, fût terminée à la tombée de la nuit.

Pendant la matinée du 18, les Russes ne firent aucun mouvement d'attaque, et Saint-Cyr, pour surprendre plus sûrement Wittgenstein, simula une retraite.

A deux heures de l'après-midi, les équipages de l'armée, parqués derrière le Vieux-Polotsk, se mirent en marche sur le chemin d'Oula. La division de Verdier, remplacé, depuis sa blessure, par le général Valentin, eut l'air de prendre la queue de cette longue file de voitures, tandis que Doumerc avec ses cuirassiers, Castex avec ses chasseurs, semblaient en couvrir la tête et

les flancs. Ces colonnes soulevaient beaucoup de poussière, et, à défaut d'autres indices, on aurait jugé par là quelles devaient être leur force, leur composition et leur direction ; mais, du château de Prissmenitsa, où Wittgenstein se tenait en observation, il pouvait voir distinctement nos mouvements. De son côté, Saint-Cyr, placé sur une éminence près de l'artillerie bavaroise, examinait d'un œil attentif la parfaite sécurité de son adversaire.

A quatre heures et demie, nos troupes étaient prêtes à déboucher par la rive droite de la Polota ; les divisions Deroy et de Wrède, formées en colonnes serrées, se tenaient derrière le village de Spass ; Legrand, à leur gauche, faisait face au centre de l'armée russe ; Valentin, qui avait repassé la Dwina, se trouvait en position à un quart de lieue de Polotsk, aux débouchés des routes de Sébège et de Nevel, et la division de Merle formait notre gauche et touchait au fleuve. La plaine entre la division de Valentin et celle de Merle devait être occupée, au moment du combat, par les cuirassiers de Doumerc et par les onze escadrons de la brigade de Corbineau ; celle de Castex éclairait la route de Riga et se liait aux mouvements du général Merle.

L'attention des Russes semblait absorbée par nos démonstrations à la rive gauche de la Dwina, car Wittgenstein, malgré la proximité des deux armées, n'ayant pas vue sur la profonde vallée de la Polota, ne connut nos dispositions d'attaque qu'au moment où il ne lui était plus possible de les contrebattre ni de s'en garantir.

A cinq heures précises, Saint-Cyr donna l'ordre d'at-

taquer, et soixante-dix pièces de canon ouvrirent le feu contre la gauche et le centre de l'armée russe, placés autour du château de Prissmenitsa. Au signal de nos premières décharges d'artillerie, les cuirassiers de Doumerc rétrogradèrent au galop sur Polotsk, et vinrent se déployer à la droite du général Merle, et Corbineau se rangea à la gauche de Valentin. Wrède, marchant à l'extrémité de notre ligne, aborda résolûment la gauche des Russes. Deroy, intrépide vieillard que le bruit du canon et la fumée de la poudre paraissaient rajeunir, et qui, depuis quelque temps, semblait chercher l'occasion de mourir au champ d'honneur, sortait du village de Spass et montait les pentes à gauche du château de Prissmenitsa, tandis que Legrand l'attaquait de front et que Valentin en tournait la droite.

Les bataillons russes, surpris, désunis, isolés avant même d'avoir pu combattre, se défendirent avec la ténacité peu intelligente et la bravoure individuelle qui sont le propre des soldats de cette nation. Bien qu'une partie de leur artillerie eût été dépassée par nos troupes, et que Wrède, Deroy et Legrand eussent rompu leur première ligne d'infanterie, ils n'en résistèrent pas moins à la baïonnette et en disputant le terrain pied à pied; ils ne se replièrent sur leur seconde ligne et sur leur réserve qu'au moment où le général Legrand emporta les batteries et le château de Prissmenitsa.

Wittgenstein, voyant que son centre allait être écrasé, nous opposa la division de Hammen, soutenue par sa réserve de cavalerie, où l'on remarquait six beaux escadrons de la garde impériale. Legrand et Va-

lentin se portèrent à leur rencontre, et abordèrent l'ennemi, qui reçut notre choc avec autant d'intrépidité et aussi peu de succès qu'à la première attaque. Saint-Cyr avait fait passer en avant de l'infanterie dix-huit pièces de canon; Legrand, Valentin et Maison, appuyés par le feu de cette batterie, percèrent les troupes de Hammen, chassèrent la cavalerie russe hors du champ de bataille, se rendirent maîtres du terrain qu'avait occupé Wittgenstein lui-même, et l'obligèrent à se réfugier dans les grands bois de Ghamzeleva. A notre droite, les Bavarois avaient forcé la gauche des Russes, et le général Berg, qui la commandait, se retira sur Ropno et sur la petite route de Saint-Pétersbourg.

Le jour baissait, la bataille était gagnée et n'avait pas duré quatre heures, lorsqu'un incident des moins prévus et des moins probables répandit l'épouvante et le désordre derrière nos troupes. 300 gardes à cheval russes, défilant un à un à travers une petite plaine marécageuse, se lancèrent en enfants perdus entre la division de Valentin et celle de Doumerc, et vinrent tomber sur la brigade de Corbineau, qui se tenait en avant d'une batterie de réserve de quarante canons. Une terreur panique s'empara de nos trois régiments, qui, malgré les efforts de leur vaillant général et de leurs officiers, abandonnèrent leur position et s'enfuirent à toute bride sur Polotsk. A ce moment Saint-Cyr allait du centre à la gauche de l'armée; à la vue de cette inconcevable échauffourée, il fit dire au commandant de la batterie de réserve de tirer sur les fuyards pour les forcer à charger les gardes russes; en même temps il envoyait à

Doumerc l'ordre de diriger de ce côté un de ses régiments. Le commandant de notre artillerie, par ménagement pour les cavaliers de Corbineau, n'obéit pas assez vite et attendit qu'ils fussent écoulés. Saint-Cyr était mené dans un wurtz, à cause de sa blessure de la veille; ses chevaux, excités par les cris et le galop des gardes russes, s'effarouchèrent, renversèrent sa frêle voiture et partirent à fond de train; en se relevant il se trouva au milieu d'un escadron ennemi, et cacha ses décorations sous les revers de sa redingote. Les Russes passèrent auprès de lui sans l'apercevoir, ou sans s'en s'inquiéter, et coururent à nos pièces, que les canonniers emmenaient au trot dans toutes les directions. Un officier d'état-major, qui n'avait pas quitté Saint-Cyr, l'aida à marcher et à descendre le ravin de la Polota. Cependant les gardes russes qui poursuivaient notre artillerie furent arrêtés par une compagnie d'infanterie embusquée dans le cimetière de Saint-Xavier; fusillés à bout portant, ils se dispersèrent, et le plus grand nombre courut du côté de Polotsk, où le 4e de cuirassiers les rencontra, les prit ou les sabra. Cette charge téméraire passa avec la rapidité d'un torrent, qui, impétueux au premier choc, est arrêté ou détourné par le plus petit obstacle.

Saint-Cyr avait fait poursuivre Wittgenstein par neuf bataillons; mais, à l'entrée du bois, sur la route de Biéloé, ils s'arrêtèrent et se couchèrent, accablés par la fatigue, le besoin de nourriture et l'impossibilité physique d'avancer d'un pas de plus. Ainsi se vérifièrent à la lettre les prudentes prévisions de nos généraux, toujours humains et toujours soigneux d'épargner le soldat, dès

qu'on le leur permet ou qu'on leur en donne l'exemple.

Dans ces deux journées l'armée russe perdit 4,000 tués ou blessés, 1,200 prisonniers et quatorze canons; de notre côté nous eûmes 2,000 hommes hors de combat. Le surlendemain de la bataille, le digne général Deroy mourut de ses blessures : il était, par ses quatre-vingts ans, le doyen des militaires de l'Europe, comme il en était peut-être le modèle par ses hautes vertus.

L'Empereur apprit à Smolensk la victoire de Polotsk, et se décida enfin à nommer Saint-Cyr maréchal de l'empire. Selon les idées d'alors, il ne lui conférait pas cette dignité, il la lui reconnaissait; car Saint-Cyr en avait constamment exercé les hautes fonctions, et Napoléon semblait lui remettre plutôt que lui donner ce glorieux et tardif bâton de commandement.

Dans la journée du 18, Saint-Cyr venait donc de reconquérir l'attitude que l'Empereur avait assignée à l'armée détachée sous Polotsk; mais, la victoire obtenue, ce dont nos troupes avaient le plus besoin, c'était de repos, d'espace et de pain. Depuis six semaines qu'elles faisaient de continuels mouvements, et que, rassemblées et resserrées pour combattre, elles n'avaient vécu que de viande et de mauvais légumes, les maladies épidémiques s'étaient déclarées dans leurs rangs, et la dyssenterie menaçait de détruire les troupes bavaroises : soldats, officiers, généraux, tous en étaient frappés. Saint-Cyr assigna aux deux corps d'armée des arrondissements où chaque division ferait désormais ses réquisitions; et comme, pour camper, il faut aux troupes allemandes plus d'espace qu'aux Français, on affecta aux Bavarois toute

la rive gauche de la Dwina, où ils eurent les coudées franches. Le deuxième corps demeura sur la rive droite, et l'on réserva aux cantonnements de la cavalerie les deux vallées de la Sosnitsa et de l'Obol. Ces dispositions assurèrent une sorte de régularité dans le service des subsistances; la maraude ne cessa pas d'elle-même: l'habitude en était trop ancienne, et, pour la faire disparaître, on eut recours à des moyens de rigueur; car il fallait retenir à tout prix au drapeau cette foule d'hommes qui s'en éloignaient chaque jour et n'y revenaient plus, soit volontairement, soit parce qu'ils s'égaraient et tombaient dans les mains des Cosaques. Saint-Cyr n'avait que 20.000 Français et Suisses, et 9,000 Bavarois, dont un tiers ne pouvait rendre aucun service, le sixième corps n'étant qu'un vaste hôpital où les soldats en bonne santé suffisaient à peine à défendre les malades. Les troupes du deuxième corps étaient les seules réellement disponibles, et, dans cette désastreuse campagne, le soldat français a prouvé qu'il résistait mieux que les autres peuples de l'Europe à l'excès des privations, de la misère et des fatigues. C'est que, dans les situations les plus critiques, il espère encore quand d'autres désespèrent, et que, souple, alerte, intelligent et industrieux, il a plus d'idées, plus de ressources dans l'esprit, et, par conséquent, plus de forces qui lui sont propres.

Les opérations de Saint-Cyr et de Macdonald au delà et en deçà de la Dwina devaient être purement défensives; ils étaient chargés de garder les provinces conquises, de couvrir la gauche de la ligne d'opérations de l'Empereur, et d'assurer ses communications avec la Po-

logne, où se trouvaient ses dépôts, ses grands magasins et ses réserves. La marche victorieuse de notre armée sur Moscou faisait supposer que les Russes se détermineraient promptement à se rapprocher de leur vieille capitale; et, dans cette prévision, Saint-Cyr tenait le deuxième corps prêt à suivre leur mouvement; mais Wittgenstein, rassuré par sa supériorité numérique toujours croissante, ne bougea pas de sa position derrière la Drissa.

Le 18 septembre, Saint-Cyr reçut de Berthier l'ordre de se concerter avec Macdonald, afin de diriger une attaque combinée contre Wittgenstein, à qui l'on ne croyait que 20,000 hommes, et de le culbuter en le tournant (1). Pour que cette opération présentât des chances de succès, il fallait agir avec un corps de 24,000 hommes de bonnes troupes. Saint-Cyr proposa donc à Macdonald de réunir 12,000 hommes du deuxième corps à 12,000 hommes du dixième, et d'exécuter l'ordre de l'Empereur. Macdonald, qui avait à surveiller l'intervalle de Dunabourg à la mer, à observer Riga, et à garder l'énorme matériel destiné au siége de cette place, ne pouvait pas, sans péril, se dégarnir de plus de 5,000 hommes; il les offrit à Saint-Cyr, en l'engageant à se charger de la direction de l'attaque contre Wittgenstein (2). Mais ce n'était pas avec un faible corps de 17 à 18,000 hommes qu'on pouvait espérer de culbuter les Russes et de les chasser de la Dwina.

Cependant les renforts affluaient dans les camps de Witt-

(1) Berthier à Saint-Cyr, Mojaïsk, 10 septembre 1812.

(2) Macdonald à Saint-Cyr, Kalkmen, 21 septembre 1812.

genstein, et sa nombreuse cavalerie, composée de quarante escadrons au complet et de trois régiments de Cosaques, s'étendait à droite et à gauche de la Drissa, de manière à déborder nos ailes. Alors s'était engagée entre les deux armées une guerre incessante de chicanes et de postes où nos troupes légères auraient conservé l'avantage si leurs forces physiques avaient égalé leur intelligence et leur bravoure. Nos cavaliers, toujours un contre deux, et continuellement harcelés, succombaient à la fatigue. Les Russes, dans ces escarmouches, avaient pour eux la connaissance du pays et de la langue et le concours des habitants; car on avait eu soin de placer dans l'armée de Wittgenstein les régiments qui se recrutaient dans les provinces les plus voisines, à Mittau, à Riga, à Jambourg. Il est vrai qu'à notre arrivée la haine des Lithuaniens pour le Moscovite avait reparu comme un feu mal éteint : beaucoup de paysans coururent sus aux soldats russes, et l'on conduisit un jour, au quartier général de Saint-Cyr, un détachement de trente dragons pris et garrottés par des habitants des environs de Krasnopolé. Mais ce mouvement patriotique dut être promptement réprimé; et ceux qui d'abord s'étaient offerts à nous servir, étonnés de nos refus et redoutant les ressentiments des Russes, se retournèrent de leur côté. L'Empereur n'avait pas voulu qu'on répondît aux avances des Lithuaniens et qu'on provoquât l'insurrection armée des paysans. Monarque d'origine révolutionnaire, il répugnait aux démonstrations populaires, même favorables à ses intérêts, et n'entendait pas soulever une guerre sociale. Il eut raison au point de vue de

l'humanité, car elle aurait eu trop à rougir et à souffrir des excès de ces populations à demi sauvages : l'émancipation, la liberté, pour elles, c'était la révolte sanglante, c'était le droit à la vengeance, c'était le devoir d'exercer de cruelles représailles. Quand on brise les fers des esclaves, ils s'en forgent des armes d'extermination dont ils frappent leurs anciens maîtres.

Berthier à Moscou, Maret à Wilna connaissaient seuls l'intime volonté de l'Empereur, profond abîme qu'on ne sondait qu'à huis-clos et dont ils cachaient soigneusement les secrets à ses principaux lieutenants; de sorte que Saint-Cyr, sans instructions directes de l'Empereur, ne recevant que de rares et laconiques billets du major général, et trompé par les bulletins rassurants du duc de Bassano, ne s'était décidé qu'un peu tard à se retrancher dans sa fausse et dangereuse position en avant de Polotsk. Cependant l'armée de Wittgenstein allait être portée à 50,000 hommes, auxquels on ne pourrait opposer, le jour de la prochaine bataille, que 17,000 Français et 2,000 Bavarois.

Le quartier de Polotsk, situé à gauche entre la Polota et le couvent des Jésuites, était un terrain élevé et naturellement facile à défendre; on l'entoura d'un simple retranchement. En avant de la rivière, on établit jusqu'à la hauteur du village de Spass une ligne de redoutes palissadées à la gorge et de redans armés d'artillerie. A droite, l'enceinte de Polotsk ayant trop de développement pour songer à la défendre sur tous les points, Saint-Cyr en abandonna le tiers, et fit fortifier le centre de la ville d'une solide palanque flanquée de

quatre redans, et appuyée à ses deux extrémités par la Dwina et la Polota. A une lieue en amont de Polotsk, le village de Struwnia, placé sur la route de Witebsk, devint une bonne tête de pont, couverte au moyen d'une inondation artificielle. Derrière les camps de Maison (1) et de Legrand on marqua l'emplacement d'une batterie de position située à la tuilerie, près de l'étang de Valowoï; et, pour défendre la trouée entre cet étang et la Polota, on y construisit une forte redoute. L'armée avait des ponts de radeaux pour se retirer à la rive gauche de la Dwina, deux à Polotsk et un à Struwnia.

On était au commencement d'octobre; le peuple russe avait pris les armes à la voix de son empereur, et manifestait la patriotique fureur dont on lui faisait une loi et une vertu. On lui avait prêché que les Français, profanateurs des saintes images, et moins difficiles à soulever que des gerbes de paille au bout d'une fourche, venaient détruire la religion, la patrie et le tzar. Pour les Russes, la religion, c'est une dévotion aveugle; la patrie, c'est un cercle étroit fermé par les barrières de la servitude; mais le tzar, c'était la personnification terrestre du Dieu du ciel, c'était le lieutenant du Christ ayant tiré l'épée hors du fourreau et guidant aux combats son peuple brave et fidèle.

Les armées russes reprirent simultanément l'offensive, à notre gauche contre Macdonald et Saint-Cyr, à

---

(1) Maison, nommé général de division le 21 août, avait succédé à Verdier.

notre droite contre Reynier et Schwartzenberg, placés en Volhynie sur le Bug, le Styr et le Pripet. Le 15 octobre, le général Steingell, amenant de Finlande 13,000 hommes de troupes fraîches, avait traversé, sans être inquiété, la Dwina à la hauteur de Drouïa; le même jour, Wittgenstein faisait attaquer les avant-postes du deuxième corps et les forçait à se replier.

Saint-Cyr, quoiqu'il dût croire que Steingell serait combattu et retenu aux environs de Riga par Macdonald, ne douta pas que les premières attaques de Wittgenstein ne fussent le prélude d'une bataille, et que le général russe, à raison de son immense supériorité numérique, n'eût le dessein de passer la Dwina au-dessus et au-dessous de Polotsk, et d'opérer sur les flancs et les derrières de notre armée. En conséquence, à l'exception de quatre escadrons conservés près de la division de Maison, Saint-Cyr détacha toute sa cavalerie sur la rive gauche du fleuve. Doumerc, avec ses cuirassiers, et Castex, avec sa brigade de chasseurs, la surveillèrent en amont de Polotsk jusqu'à l'Oula; et Corbineau, renforcé de trois bataillons bavarois, éclaira le pays jusqu'au bord de la Disna. Le 17, les Russes revinrent à la charge, et mirent beaucoup d'obstination à s'emparer de certains points de notre ligne : leur acharnement prouvait la résolution de nous livrer bataille le lendemain. Saint-Cyr était préparé à la recevoir.

Les Bavarois occupaient la tête de pont de Struwnia et la ligne des redoutes sur la Polota; leur nombreuse artillerie, avantageusement placée à la rive gauche de la Dwina, défendait les approches du fleuve et balayait la

plaine en amont et en aval de Polotsk; les camps de Legrand et de Maison étaient couverts par la Polota; et Merle, placé sur sa rive droite, aux débouchés de la forêt de Ghamzéleva, avait pris position en avant des redoutes des Bavarois. C'était le point le plus fort de notre ligne, et Saint-Cyr avait laissé un peu en l'air cette division, dans le dessein d'attirer de ce côté l'attaque principale de l'ennemi, en lui présentant l'occasion d'obtenir un succès facile.

Wittgenstein avait un autre plan : il voulait prendre à revers toute notre position; et certes, avec ses 50,000 hommes, et, assuré qu'il était du concours de Steingell pour le lendemain, il pouvait, sans aucun risque, entreprendre cette opération. Laissant donc à sa droite les 18,000 hommes du prince Iachwill, cachés dans la forêt sur la route de Saint-Pétersbourg, il passa la Polota avec trois de ses divisions, et vint former sa ligne, la droite appuyée à la Polota et la gauche à la route de Witebsk, vers Struwnia, où les Russes ne soupçonnaient pas qu'il y eût une tête de pont garnie d'une forte artillerie. A leur approche, les Bavarois ouvrirent une violente canonnade, qui fit reculer cette colonne, où se trouvait Wittgenstein.

Saint-Cyr, qui avait attendu les Russes sur la route de Saint-Pétersbourg, changea sur-le-champ son ordre de bataille; les divisions de Legrand et de Maison exécutèrent un mouvement de face en arrière, traversèrent leurs camps, et s'établirent, Legrand entre la redoute et l'étang de Wolowoï, Maison derrière la batterie de la tuilerie. Un de nos plus intrépides officiers, le chef

d'escadron Curely, était à l'avant-garde de Maison avec 300 chevaux. Profitant du désordre causé par le feu de la tête de pont de Struwnia, il chargea à fond la colonne russe, la perça, s'empara de douze pièces de canon, de leurs caissons et de beaucoup de prisonniers, au nombre desquels un général qui ne voulut pas se nommer. Le régiment des gardes réunis arriva dans ce moment, repoussa nos escadrons et délivra son général, qui était Wittgenstein lui-même. Le combat s'engagea alors sur toute la ligne, et fut soutenu de part et d'autre avec une ardeur égale.

Saint-Cyr s'était avancé en reconnaissance au bord de l'étang de Wolowoï; il y fut frappé d'un coup de feu, et, quoique grièvement blessé au pied, ne se crut cependant pas hors de combat. Il se fit extraire la balle, et comme, l'opération terminée, on ne le trouva pas en état de soutenir le mouvement du cheval ou celui de son wurtz, on lui disposa à la hâte un brancard. Il put donc continuer de diriger la bataille, et, à l'exemple du comte de Fuentès à Rocroy, de Charles XII à Pultawa, il se faisait porter par des grenadiers aux endroits où sa présence semblait nécessaire.

Les attaques de Wittgenstein étaient directes, et par conséquent moins à craindre, malgré leur vigueur, le nombre et l'intrépidité de ses troupes, que s'il eût manœuvré contre nos flancs et les eût menacés; sans doute il se croyait de force à enlever de front nos positions, mais Legrand et Maison les défendirent avec une constance héroïque et une habileté remarquable; les Russes baignèrent de leur sang le pied de nos retranchements

et les abords de nos batteries sans pouvoir gagner un pouce de terrain, et Saint-Cyr, réduit sur ce point à 9,000 hommes d'infanterie et à quatre escadrons, repoussa les trente-sept bataillons de Wittgenstein et ses vingt-quatre escadrons.

Vers quatre heures de l'après-midi, Iachwill déboucha sur la division du général Merle; celle-ci, au lieu d'éviter tout engagement sérieux et de rétrograder par échelons jusqu'aux redoutes des Bavarois, comme Saint-Cyr lui en avait donné l'ordre, se précipita à la rencontre des Russes. Le 1er régiment suisse et le 3e de Croates, poussés par un sentiment de rivalité mal entendu, s'étaient défiés à qui croiserait le plus tôt la baïonnette avec l'ennemi, et se lancèrent de leur propre mouvement dans la plus chaude mêlée. Ces cinq bataillons, engagés contre des forces supérieures, ne pouvaient sortir de là que par un excès d'audace ou un miracle de la fortune; audace et fortune, rien ne leur manqua. L'ennemi ayant montré quelque hésitation et fait un mouvement rétrograde, Merle en profita vite et habilement pour ramener ses troupes dans Polotsk. Alors nos batteries dressées à la gauche de la Dwina et celles des redoutes découvrirent complétement les Russes et firent sur eux un feu épouvantable. Les troupes d'Iachwill, abîmées par cette grêle de boulets et de mitraille, qui leur venait de tous les côtés, et par la fusillade, crurent s'en préserver en se jetant dans le ravin de la Polota, à l'endroit où cette rivière forme un coude; mais ils tombèrent sous les feux croisés des redoutes et des retranchements de la ville. Le bassin de la Polota devint le

théâtre d'un combat acharné, où les Russes d'Iachwill ne se rebutèrent qu'à la dernière extrémité, touchèrent deux fois aux murs de Polotsk et ne lâchèrent prise qu'à la nuit. A la faveur de l'obscurité, ils regagnèrent les bois d'où ils étaient sortis, laissant cette partie du champ de bataille encombrée de leurs morts. A gauche, Wittgenstein se retira également sur ses positions du matin.

Saint-Cyr avait conservé les siennes en avant de la Dwina; il espérait s'y maintenir, car il croyait avoir combattu dans la journée toutes les forces dont son adversaire pouvait disposer. Les reconnaissances de ses généraux de cavalerie le long du fleuve le tranquillisaient : Doumerc n'avait pas aperçu d'ennemis, et Corbineau, arrivé au delà de l'Ouchatsch, n'avait rencontré que quelques escadrons de hussards et un peu d'infanterie appartenant à la garnison de Dunabourg; il les avait chargés et leur avait fait une vingtaine de prisonniers. Dans la matinée du lendemain, Wittgenstein ne bougea pas, Iachwill demeura immobile; mais, à l'autre rive de la Dwina, les choses avaient pris la plus fâcheuse tournure. Corbineau venait de rencontrer inopinément les 13,000 hommes de Steingell et demandait des secours. Saint-Cyr lui envoya trois régiments d'infanterie et le 7e de cuirassiers. Malgré ce renfort, Corbineau était trop faible pour résister à un corps d'armée de 13,000 hommes; il se mit en retraite, et Wrède le soutint en faisant opérer un changement de front à plusieurs batteries de l'artillerie bavaroise.

A trois heures la position de Saint-Cyr semblait désespérée; ses généraux le pressaient d'ordonner la retraite;

il s'y refusait, et leur disait : « Le moindre mouvement « rétrograde de l'armée deviendra le signal d'une atta- « que générale de l'ennemi ; Steingell, faiblement com- « battu, redoublera d'efforts contre Wrède et Corbi- « neau, et nous serions promptement dans l'impossibilité « de le retenir hors de la vue de Wittgenstein. Or, il me « paraît évident que celui-ci ne veut prendre part à l'ac- « tion qu'au moment où le corps de Finlande sera près « d'arriver aux débouchés de nos ponts. »

Saint-Cyr voulait donc attendre la nuit pour commencer sa retraite : il avait fait toutes ses dispositions et donné ses ordres pour la dérober à l'ennemi. Wrède et Corbineau étaient parvenus à arrêter Steingell à une lieue au-dessous de Polotsk, et, de ce côté, le bruit du canon et de la fusillade avait cessé, lorsqu'une brume épaisse et inespérée enveloppa soudain les deux armées, et permit à Saint-Cyr d'avancer d'une heure le moment de sa retraite. L'armée devait l'exécuter en trois échelons : le premier, formé par Legrand et les Bavarois qui gardaient les redoutes de la Polota ; le second, formé par Maison ; le troisième, par le général Merle. Tandis que Legrand passerait à la rive gauche de la Dwina en traversant Polotsk, Maison devait occuper l'enceinte de la ville, la palanque armée d'artillerie et les retranchements près de la porte de Saint-Pétersbourg, et la division du général Merle aurait à défendre les hauts quartiers de la ville et le ravin de la Polota. Lorsque Legrand quitta sa position, un de ses colonels, ne voulant pas que l'ennemi profitât du travail de ses soldats, eut la singulière idée de faire mettre le feu à leurs ba-

raques, qui étaient effectivement plus vastes et mieux construites que les cabanes en bois des paysans russes. En quelques minutes un immense incendie éclàta de toutes parts au milieu de nos camps, soit que la flamme eût rapidement gagné de proche en proche, soit que les autres corps, s'imaginant y voir un signal ou un ordre, aient cru qu'il fallait y répondre et l'imiter.

L'incendie de nos baraques avait découvert aux Russes nos mouvements de retraite; ils nous suivirent à peu de distance et arrivèrent à Polotsk presque aussitôt que nous. Leurs batteries lancèrent sur cette malheureuse ville, construite en bois, une pluie d'obus et de projectiles incendiaires; le feu s'étendit rapidement et violemment dans tous les quartiers; nos parcs d'artillerie, nos caissons de munitions, nos réserves de poudre défilaient au milieu des rues en flammes, et nous eûmes le bonheur que pas une de ces voitures ne sautât en l'air. Les soldats ont donné avec raison à cette nuit le nom d'*infernale;* car Polotsk, renfermant une quantité énorme de matières combustibles, brûlait comme un volcan allumé et menaçait de nous engloutir. Les divisions de Maison et de Merle combattaient dans un cadre de feu; l'artillerie russe les canonnait à petite portée; de part et d'autre on se fusillait à la lueur de l'incendie aussi distinctement qu'en plein jour; car nous avions rendu incendie pour incendie, et le feu consumait la partie de Polotsk restée en dehors de nos retranchements. Les Russes s'acharnèrent à l'attaque de la grande palanque, flanquée par la batterie du Vieux-Polotsk, sur la rive gauche de la Dwina; ils revinrent trois fois à la charge,

et, repoussés trois fois, perdirent plus de 2,000 hommes. Derrière ce rempart de bois que pouvaient embraser les flammes des maisons voisines, nos troupes tinrent bon comme derrière un mur de granit. Merle arrêta les colonnes d'Iachwill, qui débouchaient par le pont de la Polota; là combattirent avec une intrépidité frénétique les *grandes barbes :* c'est ainsi que nos soldats appelaient les miliciens de Saint-Pétersbourg, qui se distinguaient par cette antique parure moscovite. A deux heures du matin, notre artillerie, nos parcs et nos équipages ayant repassé la Dwina, Saint-Cyr fit effectuer la retraite des divisions de Maison et de Merle, qui sortaient de Polotsk après avoir combattu huit heures sans interruption au milieu d'une atmosphère embrasée et sur un terrain qui tremblait et brûlait de toutes parts. Quand les radeaux de nos ponts furent enlevés, l'ennemi cessa son feu : les deux armées avaient un égal besoin de repos, et bientôt l'on n'entendit sur les deux rives de la Dwina que le bruit des Russes cherchant à éteindre l'incendie de Polotsk qu'ils avaient allumé.

On a peine à s'expliquer que Steingell soit resté immobile dans sa position pendant que Wittgenstein soutenait, à une lieue de là, une si rude bataille. Les divisions de Finlande ne s'ébranlèrent que le lendemain matin; mais Saint-Cyr avait repris l'offensive plus tôt que Steingell, en détachant contre lui Wrède à la tête d'un corps de 6,000 hommes. Les Russes, surpris dans leur marche, et n'ayant le temps ni de nous reconnaître, ni de se reconnaître, attendirent Wrède, dont ils ignoraient la force; celui-ci les fit charger à la baïonnette,

les renversa dans les bois, et leur prit 1,800 hommes. Steingell, complétement battu, se retira en désordre derrière la Dwina.

Ces trois journées coûtaient aux Russes 8,000 hommes tués ou blessés, et six de leurs généraux mis hors de combat; mais, de notre côté, le désaccord avait éclaté entre nos chefs depuis que Saint-Cyr, ne se croyant plus en état d'exercer assez activement le commandement de l'armée, à cause de sa blessure, l'avait remis à Legrand. Celui-ci ne le garda qu'un seul jour, une vive altercation avec M. de Wrède l'ayant dégoûté d'avoir pour subordonné un général d'un caractère altier, d'une humeur exigeante, et qui, fier de ses incontestables talents, trouvait qu'on lui faisait toujours une trop faible part de commandement. Saint-Cyr revint donc à son quartier général, et dirigea la retraite du deuxième corps par autant de chemins qu'on put en trouver aboutissant à l'Oula; il marchait en plusieurs colonnes, afin de ne pas laisser déborder ses flancs, de se procurer plus facilement des vivres et des fourrages, et d'éviter l'encombrement de son artillerie et de ses voitures d'équipages, alors disproportionnées au petit nombre d'hommes qui lui restaient : le deuxième corps n'en comptait plus que 12,000.

Wittgenstein, qui avait traversé la Dwina depuis le 23 octobre, nous serrait de près. Chaque jour il fallait s'arrêter et le combattre dès qu'il essayait de précipiter notre marche. Saint-Cyr, disputant le terrain de position en position, mit huit jours à se retirer de vingt lieues; il arriva le 30 octobre à Smoliany, et opéra sa jonction

avec le maréchal Victor, qui se repliait de Smolensk. Saint-Cyr lui remit aussitôt le commandement du deuxième corps. Victor, à la tête des deuxième et neuvième corps, l'un aguerri par de continuels combats, l'autre plein du désir de se signaler, avait une supériorité marquée sur Wittgenstein et Steingell réunis, et pouvait en profiter pour les rejeter sur Polotsk. Saint-Cyr exhortait son collègue à prendre ce parti; mais Victor préféra leur abandonner la position de l'Oula, et rétrograda vers Sienno.

Pendant la retraite de Polotsk, Wrède, qui commandait à notre gauche le sixième corps, s'était séparé de Saint-Cyr, et avait mis beaucoup d'obstination à s'arrêter près de Sélitché, en avant de l'Ouchatsch, quoique Saint-Cyr, ayant égard à la faiblesse des troupes bavaroises, lui eût recommandé de les placer un peu en arrière du deuxième corps. Wrède commençait à marcher en volontaire et à montrer le peu de subordination qui, chez un militaire d'aussi haut rang, pouvait faire suspecter sa fidélité. Il ne tint pas compte de l'ordre de Saint-Cyr, et, le 24 octobre, fut attaqué, battu et poursuivi par Steingell, qui lui prit ses bagages, son trésor et le fourgon contenant les vingt-six drapeaux du sixième corps. Le lendemain de cette affaire, le général bavarois se plaignit d'avoir été abandonné, sacrifié, et manda à Saint-Cyr *qu'il se décidait à gagner la route de Wilna par Gloubokoé, pendant qu'il avait encore une poignée d'hommes prêts à mourir pour la défendre* (1).

---

(1) Wrède à Saint-Cyr, Pouichna, 26 octobre 1812.

Or cette route n'avait pas besoin qu'on la défendît, puisqu'elle n'était même pas menacée. Le malheur voulut que cette résolution de M. de Wrède reçût l'approbation de Maret, qui exerçait à Wilna l'autorité ministérielle dans toute l'étendue du mot, autorité qui, pendant cette campagne, a été bien souvent funeste aux opérations de l'armée.

A la guerre il n'y a que deux choses, qui n'en font réellement qu'une : commander et obéir ; pour les comprendre et s'en acquitter utilement, il faut être militaire, et tout autre pouvoir que celui des militaires est dangereux ou maladroit. Maret, persuadé que la route de Wilna était la plus importante à garder, accueillait complaisamment les rapports et les plans de M. de Wrède, correspondait avec lui et lui envoyait des troupes dont il n'avait que faire, et qui, dirigées sur d'autres corps, auraient rendu de bons services. Par ce moyen M. de Wrède obtint ce qu'il désirait, un commandement séparé : son ambition d'alors n'allait pas plus loin, et sa désobéissance aux ordres de Saint-Cyr n'était pas une quasi-défection. M. de Wrède était lié d'esprit et de cœur au parti allemand, qui commençait à s'agiter dans le but de reconquérir l'indépendance de la patrie germanique ; il se détachait de notre cause, mais il n'avait pas encore rompu avec elle : entre la désaffection et la défection, la distance est un abîme. M. de Wrède a dû la mesurer longtemps d'avance ; au mois d'octobre 1812, il ne l'avait même franchie que d'intention : l'heure fatale d'Hanau n'avait sonné ni pour nous, ni pour lui.

Le 5 décembre, Murat recevait le commandement de

[illegible] approcher de lui les [illegible] Schwartzenberg. Le 12 fé- [illegible] une espérance de les rallier, il [illegible] arriva le 18 à Francfort, [illegible] concentré les trois divi- [illegible] Berlin. Saint-Cyr venait [illegible] alarmes, causées par [illegible] avaient malheureuse- [illegible] quitter trop tôt et trop vite sa [illegible] l'Oder; car, depuis l'é- [illegible] Cosaques s'étaient mon- [illegible] avaient produit une émotion [illegible] Augereau se créait une [illegible] se croyait sans cesse au [illegible] ses troupes sur un qui- [illegible] les mèches allumées, [illegible] la permission de faire [illegible] Berlin, le soir du 25 février, [illegible] bataillon et un escadron tout [illegible] après et les réclama : mais [illegible] répondit *qu'il les gar-* [illegible] *monsieur le duc*, et, [illegible] malheureuses troupes, si [illegible] mortelles lieues !).

[illegible] position sur la Sprée ; [illegible] le prince Eugène [illegible] Magdebourg le

---

[illegible]

ses rapports intimes avec le général saxon Thielmann, qui était l'âme et le coryphée de ce parti, l'avaient complétement gagné; néanmoins il n'osa pas résister ouvertement à Saint-Cyr, et lui rendit d'assez bonne grâce le commandement du 6e corps, dont il avait cherché d'abord à conserver la direction. Le maréchal ne laissa pas voir qu'il suspectait M. de Wrède, n'usa de son autorité qu'avec réserve, et mandait au major général que, « dans les circonstances difficiles où l'armée se trouvait « engagée, il lui semblait prudent de ménager les pré- « tentions et les susceptibilités des troupes alliées (1).

Murat, en se retirant à la hâte, jetait des garnisons dans toutes les places fortes de la Pologne; le 11 janvier, Saint-Cyr dut envoyer 3,000 Bavarois à Thorn et ramena à Posen le reste du 6e corps. Cinq jours après, Murat, découragé, dégoûté, malade de corps et plus malade d'esprit, partait pour Naples : le prince Eugène lui succédait; Berthier prenait la route de Paris, et la plupart des maréchaux, restés sans troupes, quittèrent l'armée. Saint-Cyr demeura seul auprès du vice-roi, qui lui proposa le titre et les fonctions de major général; il s'y refusa à cause de son éloignement pour tout ce qui pouvait lui donner l'apparence d'être le mentor de ce jeune prince; il préféra prendre le commandement du 11e corps d'armée, en position sur l'Oder et à Berlin (2).

Le vice-roi s'était arrêté à Posen pour protéger la re-

---

(1) Saint-Cyr à Berthier, Plock, 6 janvier 1813.

(2) Voir le suppl. IV.

traite des Saxons et essayer de rapprocher de lui les corps de Poniatowsky et de Schwartzenberg. Le 12 février, quand il eut perdu toute espérance de les rallier, il continua sa retraite sur l'Oder, arriva le 18 à Francfort, et rejoignit Saint-Cyr, qui avait concentré les trois divisions du 11e corps autour de Berlin. Saint-Cyr venait d'y remplacer Augereau, dont les alarmes, causées par les courses des partisans russes, avaient malheureusement déterminé le vice-roi à quitter trop tôt et trop vite sa forte position de la rive gauche de l'Oder; car, depuis l'échauffourée du 18 février, où les Cosaques s'étaient montrés dans les rues de Berlin, et avaient produit une émotion populaire promptement apaisée, Augereau se créait une foule de dangers imaginaires : il se croyait sans cesse au moment d'être attaqué, tenait ses troupes sur un qui-vive perpétuel, l'artillerie attelée, les mèches allumées, et les soldats n'ayant même pas la permission de faire la soupe. Quand il partit de Berlin, le soir du 25 février, il emmena pour escorte un bataillon et un escadron tout entiers. Saint-Cyr fit courir après et les réclama; mais le chef d'état-major d'Augereau répondit *qu'il les gardait pour la sûreté personnelle de monsieur le duc*, et, dans la première marche, ces malheureuses troupes, si nécessaires ailleurs, firent quinze mortelles lieues (1).

L'armée occupait une bonne position sur la Sprée; Saint-Cyr s'imaginait qu'il déciderait le prince Eugène à défendre Berlin et à faire venir de Magdebourg le

(1) Saint-Cyr au vice-roi, Berlin, 26 février 1813.

5e corps, sous les ordres du général Lauriston. On aurait ainsi ouvert la campagne de 1813 dans la capitale de la Prusse, et l'on aurait réparé autant que possible la faute d'avoir abandonné la ligne de l'Oder. La hardiesse de ce projet ne trouvait que des désapprobateurs dans le haut état-major que Berthier avait laissé auprès du vice-roi; et comme, sur ces entrefaites, Saint-Cyr tomba gravement malade d'une attaque de typhus qui le força de s'éloigner de l'armée, les influences contraires à son opinion changèrent les dispositions du prince Eugène : il évacua Berlin le 4 mars, et se retira derrière l'Elbe.

CHAPITRE XIII.

(1813.) — Campagne de Saxe. — Dresde.

L'Empereur s'était accoutumé à beaucoup exiger et à beaucoup obtenir de la France et de ses alliés : la France, rivée à son despotisme et fière de sa gloire militaire, aurait livré à Napoléon son dernier fusil, son dernier écu et son dernier homme, sans lui en demander compte; nos alliés, demeurés fidèles en apparence à la foi donnée, attendaient, chacun à sa manière, le moment favorable de déserter notre cause. Le 25 avril, Napoléon débouchait en Allemagne à la tête d'une armée levée et organisée dans l'espace de trois mois, et composée des réserves françaises et italiennes et des troupes de la Confédération germanique. La victoire de Lutzen le rendit maître de la Saxe.

Dans les premiers jours de mai, l'Empereur avait appelé Saint-Cyr à Dresde; il lui destinait le commandement des corps du centre dans la grande bataille qu'il s'apprêtait à livrer aux armées russe et prussienne. Ce n'était pas une répétition de Lutzen, quelque glorieuse

qu'elle fût, qui pouvait lui suffire ; il lui fallait une victoire décisive, écrasante, qui fît trembler ses ennemis et retînt ses alliés chancelants ou secrètement infidèles.

« L'Empereur comptait obtenir le plus grand résultat « en tournant la droite de l'ennemi sur sa position de « Bautzen ; et comme Saint-Cyr lui faisait observer qu'il « semblait s'éloigner ainsi de sa manière ordinaire, en « renonçant à ses attaques sur le centre, si promptes, si « vives, si terribles, si bien appropriées à son génie, et « au besoin de rester, un jour de bataille, l'unique res- « sort imprimant le mouvement à chaque pièce de la « Grande-Armée, l'Empereur lui répondit qu'il n'ac- « cordait aucune préférence à l'attaque du centre sur « celle des ailes ; qu'il avait pour principe d'aborder « l'ennemi avec le plus de troupes possible ; que, les pre- « miers corps étant engagés, il les laissait agir sans trop « s'inquiéter de leurs bonnes ou mauvaises chances ; « qu'il avait seulement grand soin de ne pas céder trop « facilement aux demandes de secours de la part de « leurs chefs. Il ajouta que ce n'était que vers la fin de « la journée, quand il s'apercevait que l'ennemi fatigué « avait mis en jeu toutes ses forces, qu'il réunissait ses « réserves, et lançait sur le champ de bataille une masse « d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie ; que cette « attaque imprévue produisait *un événement*, et que « par ce moyen il avait presque toujours obtenu la vic- « toire (1). »

---

(1) Saint-Cyr, *Campagne de Saxe*, p. 39, 40 et 41.

Saint-Cyr allait enfin combattre sous les yeux de Napoléon : c'était la réalisation d'un de ses plus vifs désirs; mais, en sortant de chez l'Empereur, à Hartha, à deux heures du matin, il fut frappé d'un coup de sang; on le releva sans connaissance : une large blessure au-dessous de l'œil droit avait déterminé une abondante hémorrhagie qui lui sauva la vie.

Les victoires de Bautzen et de Wurtchen conduisirent l'Empereur jusqu'à Breslau. Ainsi une armée de 120,000 jeunes soldats, réunis aux débris ramenés de Russie, avait suffi pour reconquérir en un mois la Saale, l'Elbe et l'Oder. Mais, le 4 juin, Napoléon, en signant trop précipitamment l'armistice de Neumarck, allait perdre les avantages que venaient de lui procurer son génie et sa fortune. Le congrès de Prague et les conférences de Dresde n'étaient que des combinaisons diplomatiques montrant à l'extérieur de nombreuses promesses de paix, cachant au dedans de formidables apprêts de guerre, et attermoyant en Europe une reprise générale d'armes contre nous. L'Empereur ne comptait plus sur son alliance de famille avec l'Autriche; il savait bien que son union avec Marie-Louise ne le préserverait ni des chocs ni des retours de la politique du cabinet de Vienne, et que cette puissance, déjà engagée d'intentions et d'intérêts avec la coalition, rassemblait autour de Prague l'armée de Schwartzenberg, qu'on ne croyait à cette époque que de 130,000 à 140,000 hommes.

Dès le 5 juillet, Napoléon avait informé directement Saint-Cyr qu'il le destinait « à commander un corps « d'observation qui serait porté de 30,000 à 60,000 hom-

« mes, selon les circonstances, et qui de Kœnigstein ma-
« nœuvrerait sur les deux rives de l'Elbe. En même
« temps, il lui ordonnait de reconnaître les principaux
« débouchés de la Lusace sur Dresde, ainsi que la fron-
« tière occidentale de la Bohême jusqu'à Hoff en Ba-
« vière. Saint-Cyr devait exécuter sa mission très-secrè-
« tement et en cachant soigneusement son grade (1). »

Rappelé subitement, le 6 août, par Berthier, qui lui prescrivait d'interrompre son travail de reconnaissances, Saint-Cyr revint à Freyberg et prit le commandement du 14e corps; il était de 25,000 hommes, formant quatre divisions d'infanterie, sous les généraux Mouton-Duvernet, Claparède, Berthezène et Razout, et une de cavalerie, sous le général Pajol.

Le 11, les coalisés dénoncèrent l'armistice; le lendemain, Saint-Cyr était mandé à Dresde par l'Empereur. Introduit dans son cabinet à une heure du matin, il le trouva occupé à tracer des mouvements de troupes sur la carte, au moyen de grandes épingles à têtes de couleurs différentes.

« Eh bien! lui dit Napoléon en quittant son travail,
« l'Autriche me déclare la guerre. »

« Cette résolution de l'Autriche ne m'étonne pas, ré-
« pondit Saint-Cyr; mais je la regarde comme un mal-
« heur pour Votre Majesté. »

« Comment! reprit l'Empereur; doutez-vous que je
« batte les Autrichiens? »

---

(1) L'Empereur à Saint-Cyr, Dresde, 5 juillet 1813.

« Je n'en doute nullement, si Votre Majesté emploie, « pour les battre, les immenses moyens qui sont à sa « disposition ; mais une puissance comme l'Autriche est « d'un grand poids dans la balance. »

« Bah ! dit Napoléon, ce n'est rien ; nous les battrons, « soyez-en sûr ; c'est une campagne superbe qui va s'ou- « vrir. Superbe ! je parle comme général ; car mon cœur « en souffre comme souverain. Je plains les nations, et « je déplore les maux auxquels cette guerre va les expo- « ser. Mais que pensez-vous que vont faire les Autri- « chiens ? »

« Il me semble que leur plan de campagne ne doit « pas les embarrasser ; les circonstances et votre posi- « tion éloignée de la France le leur tracent d'une ma- « nière assez claire. Je crois donc qu'ils déboucheront « de la Bohême pour entrer en Saxe et en Bavière, par « les nombreuses communications que je viens de re- « connaître d'après les ordres de Votre Majesté, et que « tous leurs efforts se dirigeront entre l'Elbe et le Rhin « sur les derrières de nos armées. »

« Comment ! vous croyez cela ! s'écria-t-il. Ah ! ce n'est « pas devant moi qu'ils exécuteront de semblables mou- « vements ; ils en ont été trop punis ; ils sont corrigés ! « Je voudrais bien que cela fût ; mais, à coup sûr, ils ne « le tenteront pas. Vous êtes complétement dans l'er- « reur. Les Autrichiens, voyez-vous, opéreront sur la « rive droite de l'Elbe, déboucheront entre Gabel et Zit- « tau pour s'opposer à mon entrée en Silésie, où je veux « prendre une grande offensive ; pendant ce temps, « Monsieur le Maréchal, vous observerez les débouchés

« de la Bohême; Oudinot et ses 70,000 hommes, ap-
« puyés par les garnisons de Magdebourg et de Witten-
« berg et par l'armée de Davout à Hambourg, se diri-
« geront sur Berlin et s'en empareront. Voilà mes dis-
« positions générales... Qu'en pensez-vous? »

Saint-Cyr les désapprouvait; il crut donc remplir un devoir en exprimant nettement sa pensée, et, au risque de mécontenter l'Empereur : « Sire, dit-il, rien ne m'a
« toujours semblé plus dangereux pour une armée,
« quels qu'en soient la force et le nombre, que de pren-
« dre simultanément l'offensive sur plusieurs points,
« surtout quand ces points sont fort éloignés les uns des
« autres. Votre attaque contre Berlin peut manquer, au-
« tant par le défaut d'ensemble entre les opérations des
« corps d'armée qui doivent y concourir que par la
« résistance que leur opposeront l'armée suédoise, les
« Prussiens, les landwher et les landsturm qui ont eu le
« temps de se réunir pendant l'armistice, et qui ne sont
« pas des troupes aussi méprisables qu'on vous les repré-
« sente. Berlin est susceptible de faire une bonne dé-
« fense, et je ne pense pas qu'il y ait parmi nous un
« seul maréchal capable de surmonter les embarras ré-
« sultant du commandement de quatre corps d'armée
« réunis, et les obstacles que lui présentera l'ennemi.
« Mon avis, puisque vous me faites l'honneur de me le
« demander, serait d'établir 150,000 hommes dans une
« belle position défensive sur la rive gauche de l'Elbe,
« depuis Magdebourg jusqu'à Dresde, pendant que
« vous, Sire, passant en Bohême avec 250,000 hommes,
« prendriez la plus terrible offensive contre l'armée au-

« trichienne. Elle ne s'attend pas à cette attaque de vo-
« tre part ; et, pour éviter une défaite certaine, peut-être
« même un désastre au début de la campagne, elle vous
« abandonnera la possession de Prague. Dès lors cette
« capitale deviendra le pivot et le centre de vos opé-
« rations ; ils y seront mieux placés qu'à Dresde ; vous
« trouverez sur l'Elbe supérieure et sur la rive gauche
« de la Moldau de belles positions offensives et défen-
« sives ; vous vous rapprocherez de l'armée des Bavarois,
« qu'on organise sur les frontières de l'Autriche, et, en
« vous montrant si près d'eux, vous les maintiendrez
« dans votre alliance. La Bohême est riche, abondante
« en toutes choses et presque nouvelle à exploiter ; car
« depuis longtemps elle est restée loin du théâtre de la
« guerre. Vos troupes, Sire, auront enfin l'avantage in-
« comparable de voir Votre Majesté diriger elle-même ses
« armées les plus actives. Or, c'est la partie la plus bril-
« lante de la guerre et la plus familière à votre génie.
« Quant aux corps restés en attitude défensive, ils se-
« ront si bien placés, si bien couverts par la ligne de
« l'Elbe, ses places fortes et ses camps retranchés, qu'ils
« pourront résister longtemps à un ennemi, leur fût-il
« du double supérieur. »

L'Empereur avait écouté Saint-Cyr avec la plus sérieuse attention ; après un instant de silence et de réflexion, il discuta et repoussa en quelques phrases rapides un plan trop opposé au sien, et, montrant la carte déployée devant lui, il mit le doigt entre Gabel et Zittau.

« Monsieur le Maréchal, l'armée autrichienne débou-

« chera là, et ne peut pas déboucher ailleurs. Votre « corps d'observation est destiné à couvrir Dresde et « Kœnigstein, et vous devrez vous étendre sur la rive « droite de l'Elbe, à mesure que je m'en éloignerai da- « vantage et que je me rapprocherai de la Silésie. Dans « le cas où les armées autrichienne et russe marche- « raient sur Dresde par la gauche de l'Elbe, vous m'a- « vertirez, et vous serez aussitôt rejoint par Vandamme, « qui occupera Bautzen à votre gauche; vous aurez « donc sous vos ordres 60,000 hommes pour défendre « les camps retranchés sur les deux rives du fleuve. Qua- « tre jours après j'arriverai à votre secours, et nous « nous trouverons 180,000 autour de Dresde. Si l'en- « nemi débouche en masse par Bayreuth, comme il le « fait annoncer de toutes parts, soyez certain qu'il s'en « retournera plus vite qu'il ne sera venu... Tout cela « appartient encore au domaine des suppositions; mais « ce qui est clair, c'est qu'on ne tourne pas une armée « de 400,000 hommes comme la mienne, et un général « comme moi... D'ailleurs, peu m'importe qu'on me « coupe de la France et du Rhin, pourvu qu'on ne me « coupe pas de Dresde et de l'Elbe (1). »

Le 18 août, à la reprise des hostilités, Saint-Cyr avait son quartier général à Pirna. La division de Mouton-Duvernet occupait, sur la rive droite de l'Elbe, le camp de Lilienstein, Stolpen, Neustadt, et l'étroit défilé de

(1) Entretien et instruction de l'Empereur, *Mémoires de Saint-Cyr*, campagne de Saxe, p. 55 à 63 et 367.

Schandau, où l'Erz-Gebirge rejoint les montagnes des Géants. Claparède, soutenu par les 2,000 chevaux de la division de Lhéritier, gardait à Giesshübel la route de Tœplitz. Berthezène, à la hauteur de Borna, et Razout, près de Dippoldiswalde, observaient, l'un la vieille route de Tœplitz qui descend du Geyersberg, l'autre le débouché d'Altenberg; et Pajol, éclairant les autres communications jusqu'à Hoff, avait sa gauche à Marienberg et sa droite à Chemnitz (1).

La concentration d'une armée de 200,000 hommes en Bohême, sous les yeux du roi de Prusse, de l'empereur de Russie et de l'empereur d'Autriche, annonçait que les principaux coups des coalisés éclateraient de ce côté. Saint-Cyr avait appris que, le 16 août, Moreau était arrivé à Prague. Moreau!... arrêtons-nous à ce nom. Est-il possible de l'écrire sans lui donner un regret et sans accuser sa mémoire? Moreau, devenu le conseiller militaire du tzar et l'aide de camp général de la coalition européenne! Moreau, le vainqueur d'Hohenlindhen, discutant et traçant les meilleurs moyens de briser nos armées sous le canon des Russes et des

---

(1) Composition de l'armée destinée à couvrir Dresde.

Division	Claparède	6,000 hommes.
—	Berthezène	5,000
—	Razout	5,000
—	Pajol (chasseurs et hussards)	1,600
—	Lhéritier (dragons)	2,000
Garnison de Dresde (Durosnel)		5,500
		25,100

Autrichiens ! Quelle faute ! Et quel crime suivi de la plus prompte et de la plus cruelle expiation ! On ne se détourne pas en passant devant le magnifique mausolée qui couvre à Saint-Pétersbourg les restes de Moreau ; mais on se dit avec tristesse : Ce n'est pas là que devrait rereposer un tel homme; il n'aurait pas dû mourir sous un boulet français.

Moreau avait glorieusement commandé les armées de la République, parce que son expérience et ses talents s'accordaient avec le caractère et le génie de nos troupes ; mais pouvait-il servir utilement la cause à laquelle il venait de s'associer ? Quelle influence aurait-il exercée sur les troupes allemandes et sur leurs généraux, jaloux de sa présence et de son autorité? Il n'avait de crédit qu'auprès de l'empereur Alexandre, et, dès les premiers jours, fut en mésintelligence avec le prince de Schwartzenberg. Moreau cachait mal le peu d'estime qu'il faisait de la capacité du généralissime, et, puisque la direction principale de la guerre était abandonnée à l'Autriche, il aurait voulu que la coalition mît à la tête de ses armées l'archiduc Charles, le seul des généraux allemands digne d'être opposé à Napoléon. La situation de Moreau n'aurait pas été longtemps tenable ; à chaque incident elle serait devenue plus critique pour lui, plus gênante pour ceux qui l'avaient appelé : il se serait perdu dans son rôle politique et militaire ; et, sans le boulet de Dresde, suprême représaille de la fortuue de Napoléon, il aurait été obligé de se retirer, sort réservé à tous ces généraux d'emprunt et de passage qui, dans un accès de rancunes politiques ou d'ambition de parti, mettent

leur épée exercée, mais isolée, au service d'une cause qui n'a jamais été la leur.

Le plan primitif des alliés était de pénétrer en Saxe par tous les débouchés de l'Erz-Gebirge, de s'avancer jusqu'à Freyberg et de s'établir entre Dresde et Leipsick, en étendant leur gauche de manière à se lier à l'armée du prince de Suède, qui se disposait à passer l'Elbe. Dans la matinée du 22 août, la grande armée autrichienne déboucha sur Marienberg, Kleist et 30,000 Prussiens sur Sayda et Altenberg, et Wittgenstein, soutenu par les réserves du grand-duc Constantin, sur notre position de Giesshübel. En présence d'un aussi grand déploiement de forces, et d'après les instructions de l'Empereur, Saint-Cyr se mit en retraite : il l'opéra lentement et en combattant à chaque pas. Dans la position de Giesshübel, il n'avait que les 8,000 hommes de Claparède et de Lhéritier à opposer aux quatre divisions de Wittgenstein; il la fit défendre tant que les Russes ne l'attaquèrent que de front et dans l'ordre parallèle. Nos soldats-conscrits se battirent avec une rare intrépidité; mais, dans l'après-midi, Wittgenstein ayant manœuvré pour tourner notre droite, Saint-Cyr fit replier à une lieue en arrière sur les hauteurs de Zchist les trois divisions de Berthezène, de Claparède et de Lhéritier. Wittgenstein, inquiété sur sa droite par un mouvement de flanc du général Mouton-Duvernet, s'arrêta en face de nous et se borna à entretenir, le reste de la journée, une violente canonnade. Le lendemain, Razout, qui avait eu, la veille, un rude combat à soutenir contre le corps de Kleist sur la route d'Altenberg, se retira à Dresde et vint

occuper le faubourg de Pirna. Saint-Cyr en fit rapprocher Claparède et Berthezène, afin que rien ne les empêchât d'y rentrer à leur tour ; Lhéritier continua à éclairer la campagne entre Pirna et Dippoldiswalde, et Pajol se replia dans la plaine qui s'ouvre au midi de Dresde.

Schwartzenberg, arrivé à Marienberg, changea subitement son ordre de marche ; au lieu de prolonger son mouvement vers sa gauche, il se contenta d'envoyer Klénau à Freyberg, tourna à droite et se dirigea sur Dippoldiswalde. Il aurait pu, en se présentant avec ses 200,000 hommes devant Dresde, brusquer l'attaque de cette ville et l'enlever : c'était le conseil que lui donnaient Moreau et le général Jomini. Heureusement pour nous, il n'en voulut rien faire et perdit trois jours en hésitations et en tâtonnements. Saint-Cyr, privé de la division de Mouton-Duvernet, qui gardait le camp de Lilienstein, n'avait, pour se défendre, que 18,000 hommes du 14e corps, la division de cavalerie de Lhéritier et les 5,000 Westphaliens de la garnison de Dresde sous les ordres de Durosnel, général d'un grand caractère et d'une capacité égale à son caractère. Mais ce serait trop présumer des ressources d'habileté de Saint-Cyr et des forces de ses jeunes soldats que de croire qu'il n'eût pas succombé dans une lutte aussi disproportionnée d'un contre huit. Il écrivait à l'Empereur : « Votre « Majesté sait mieux que moi le temps qu'il faut à un « train d'artillerie pour renverser des murs de clôture « et des palanques... Nous sommes bien déterminés à « faire tout ce qu'il sera possible : je ne puis rien garan-

« tir de plus à Votre Majesté avec d'aussi jeunes sol-
« dats (1).

Dresde est divisée en trois quartiers principaux : à droite de l'Elbe, la Neustadt; à gauche, la ville proprement dite, séparée de la Friedrichstadt par la Weissritz, qui arrose la vallée de Tharandt et coule du sud au nord. La Neustadt, retranchée avec beaucoup de soin, formait une solide tête de pont en face des débouchés de la Lusace; la ville proprement dite n'avait que de simples retranchements de campagne; on s'était contenté de la garantir des partis ennemis en l'entourant d'une forte palanque, couverte depuis l'Elbe jusqu'au delà de la chaussée de Freyberg par cinq redoutes trop éloignées l'une de l'autre pour se protéger et se flanquer mutuellement; chacune d'elles était armée sur son front de six à huit bouches à feu. Quant à la Friedrichstadt, elle n'avait extérieurement aucun ouvrage de défense.

Le 25 août, la grande armée alliée couronnait les hauteurs de Plauen, de Racknitz et de Strehlen, qui dominent Dresde au midi ; sa gauche, composée de corps autrichiens, se trouvait un peu en arrière et marchait vers la vallée de Tharandt. Wittgenstein et Kleist, qui disposaient de 70,000 Russes et Prussiens sur les routes de Pirna et de Dippoldiswalde, demandaient à attaquer sans retard. Schwartzenberg s'y refusa ; il voulait, dit-on, réserver à ses Autrichiens, qui n'étaient pas encore en ligne, leur part de gloire dans la journée où l'on se croyait sûr de prendre d'assaut la capitale de la Saxe.

(1) Saint-Cyr à l'Empereur, Dresde, 23 et 25 août 1813.

Saint-Cyr s'attendait à combattre le lendemain de très-bonne heure; car les premières troupes que l'Empereur ramenait de Silésie ne pouvant pas être arrivées avant midi, Schwartzenberg, qui savait combien étaient faibles les défenses de Dresde, avait donc tout le temps de s'en emparer au moyen de fortes attaques et d'un grand sacrifice d'hommes. Ce qui devait l'y encourager, c'était l'arrivée certaine de Napoléon, dont il voyait distinctement les feux de bivouacs de son camp sur les hauteurs de Racknitz; or, l'Empereur et son armée de Silésie une fois rentrés à Dresde, l'occasion de prendre cette ville était perdue.

Razout occupait le front de la Friedrichstadt; Pajol couvrait la plaine de Freyberg; Lhéritier, celle en avant de Dresde; les huit bataillons westphaliens de Durosnel et la division de Claparède garnissaient les murs de clôture et la palanque de l'enceinte; Berthezène défendait le Grossen-Garten, et, à notre extrême gauche, deux de ses bataillons, flanqués par une batterie de position placée de l'autre côté de l'Elbe, gardaient la maison Autons et le Hopf-Garten, en avant du faubourg de Pirna. A la rive droite du fleuve, six bataillons de la division de Duvernet continuaient à donner des inquiétudes au corps d'armée de Wittgenstein, qui craignait de les voir déboucher par Kœnigstein.

La matinée était déjà fort avancée lorsque Berthezène fut attaqué à gauche par les Russes, à droite par les Prussiens. Nos troupes, malgré leur extrême jeunesse et leur peu d'instruction, montrèrent tant de bravoure et de sang-froid, et leur général déploya tant d'habi-

leté, que, le soir à quatre heures, il était encore maître d'une partie du Grossen-Garten. Depuis neuf heures l'Empereur était près de Dresde; avant d'entrer à la Neustadt, il s'était arrêté à la batterie de position sur la rive droite de l'Elbe, avait observé de là les mouvements de l'armée russe, et avait ordonné que les premières pièces de canon qui arriveraient fussent employées à augmenter la force de cette batterie. A onze heures et demie, Saint-Cyr, informé de la présence de l'Empereur, se hâta de se rendre près de lui ; il le trouva ayant mis pied à terre en face de l'armée russe.

A ce moment tout était calme au centre et à la gauche des Autrichiens : Wittgenstein et Kleist avaient même ralenti leur attaque du Grossen-Garten. Napoléon en profita pour reconnaître l'ennemi, et parcourut avec Saint-Cyr toute notre ligne de défense. Sa reconnaissance terminée, il rentra dans Dresde, et alla se placer près du pont de Pirna, où la vieille garde était réunie.

A trois heures, quatre coups de canon partirent des hauteurs de Racknitz; à ce signal, le corps de Colloredo, précédé de 100 pièces d'artillerie, descendit de ce plateau et de celui de Plauen, et se dirigea sur les redoutes du jardin Miakzinsky et de la barrière de Freyberg. Nos batteries ripostèrent d'abord avec vigueur; mais, après une heure de combat, nos parapets étaient abattus, nos redoutes écrasées, et le plus grand nombre de nos canonniers tués ou blessés. Colloredo, maître de ces deux redoutes, touchait à l'enceinte même de la ville; l'Empereur avait détaché six bataillons de la vieille garde aux principales barrières, qu'il craignait de voir forcer.

« Ils se tiendront là, dit-il à Saint-Cyr, et je défends que « personne en dispose, à moins qu'il ne survienne une « déroute sur les points qu'ils occuperont; la jeune garde « va passer le pont, et je la porterai aussitôt en avant. »

L'ennemi faisait pleuvoir sur Dresde une grêle d'obus; des incendies s'allumaient de tous côtés et menaçaient la ville d'un embrasement général. Saint-Cyr, réduit à engager ses dernières réserves, luttait intrépidement contre trois corps d'armée et arrêtait Wittgenstein devant le Hopf-Garten, Kleist sous le parc du prince Antoine, et Colloredo au jardin Miakzinsky. Enfin, à six heures, les deux attaques de la jeune garde furent prêtes. Mortier, avec les divisions Decouz et Roguet, déboucha contre Wittgenstein; Ney, avec les divisions Barrois et Dumoustier, déboucha contre Kleist; Murat, à la tête des divisions de cavalerie de Pajol et de Lhéritier et du corps de cuirassiers de Latour-Maubourg, balaya la plaine de Dresde. Ces trois attaques exécutées simultanément paralysèrent les succès des Autrichiens sur nos redoutes, ceux de Kleist au Grossen-Garten, et forcèrent les alliés à regagner les positions d'où ils étaient descendus à trois heures.

Pendant la nuit le temps devint affreux; la pluie tombait à torrents; et, le lendemain matin, les champs étaient tellement détrempés et inondés que les mouvements de l'artillerie ne pourraient s'exécuter que sur les routes et les chemins empierrés; l'infanterie serait dans l'impossibilité de tirer, et la cavalerie aurait l'avantage de la joindre et de la combattre sans craindre sa fusillade.

A notre droite, Murat, ayant sous ses ordres les

10,000 cuirassiers de Latour-Maubourg et le corps du maréchal Victor, était en avant de la Friedrichstadt; au centre, l'Empereur avait en première ligne Marmont et Saint-Cyr, et en réserve le corps de Ney et la vieille garde; à la gauche étaient les deux divisions de la jeune garde sous Mortier et la cavalerie de Nansouty. L'armée se composait de 100,000 hommes. L'Empereur vint se placer dans la redoute de Freyberg, et ne quitta pas ce poste de toute la journée.

Schwartzenberg occupait une belle position sur la ceinture de collines qui entoure Dresde : sa ligne commençait à Leuben au bord de l'Elbe et se prolongeait par Strelhen et Racknitz jusqu'à Plauen. Il avait imprudemment jeté une partie du corps de Klénau sur la gauche de la Weissritz; ce détachement était dans une situation fort hasardée, puisqu'un ravin profond et escarpé le séparait complétement du reste de l'armée autrichienne.

A dix heures, tandis que les deux armées étaient encore à s'observer, Saint-Cyr, en visitant ses postes, s'arrêta près d'une batterie placée entre la barrière de Dohna et la redoute de Miakzinsky. Le capitaine qui la commandait lui fit remarquer un groupe d'officiers étrangers qui, pendant la matinée, étaient venus plusieurs fois examiner notre position du haut d'une éminence près de Racknitz, et lui demanda de tirer sur eux s'ils s'approchaient de nouveau. Le premier mouvement de Saint-Cyr fut de refuser; puis, cédant à l'insistance de l'officier : « Eh bien! lui dit-il en s'éloignant, s'ils « reviennent, envoyez-leur quelques coups de canon. »

Le maréchal n'était pas à cinq minutes de là que notre

batterie avait fait feu, et un de ses boulets était allé frapper un personnage de distinction qui se tenait à côté de l'empereur Alexandre. Ce personnage était Moreau. Saint-Cyr ne connut ces détails que le lendemain, en arrivant au village de Nostitz, où l'on avait transporté le blessé.

Le temps était si mauvais que l'avantage devait demeurer à celle des deux armées qui se tiendrait sur la défensive; cependant, vers onze heures, Napoléon, voyant l'immobilité des alliés, profita de l'énorme faute commise à leur gauche et fit attaquer le corps de Klénau par Murat et Victor. Devant eux s'ouvrait la chaussée de Freyberg; les divisions de cuirassiers de Latour-Maubourg abordèrent les Autrichiens, entourèrent leurs carrés dépourvus de feux et abandonnés de leur cavalerie, et les obligèrent à mettre bas les armes. 10,000 prisonniers, 17 canons, 12 drapeaux et 2 généraux tombèrent en notre pouvoir. Pendant cette brillante attaque, Mortier, à notre gauche, combattait Wittgenstein, Saint-Cyr arrêtait les Prussiens de Kleist, et l'Empereur occupait l'armée autrichienne en engageant sur son front des feux soutenus de tirailleurs et d'artillerie. Excepté les corps de Murat, de Victor et de Mortier qui prirent l'offensive, la seconde journée de Dresde ne fut qu'une bataille de coups de canon. Cependant notre victoire démoralisa Schwartzenberg au point de le décider à se replier en Bohême par les défilés de l'Erz-Gebirge, retraite qui devait sembler impossible à exécuter en ayant derrière soi Napoléon victorieux.

Les Autrichiens avaient quitté leurs positions pendant

la nuit; les Prussiens et les Russes ne commencèrent leur mouvement rétrograde que le 28, à neuf heures du matin. Klénau se retira sur Freyberg et Marienberg; Schwartzenberg et Wittgenstein, par la route de Dippoldiswalde; Kleist et les réserves du grand-duc Constantin, par Maxen et Altenberg. Le soir, Murat et Victor étaient à Freyberg; Saint-Cyr, devant Maxen; Marmont, à Dippoldiswalde; et le corps de la jeune garde, à Pirna.

Saint-Cyr, ayant à poursuivre Kleist et le grand-duc Constantin, qui n'avait pas été entamé à la bataille de Dresde, n'avançait que lentement, par des chemins affreux, dans un pays coupé de bois, de gorges et de défilés où l'ennemi nous disputait chaque passage. Le 30, à onze heures et demie, il reçut, à Reinhards-Grimme, « l'ordre d'appuyer les opérations de Marmont sur Al- « tenberg, à moins qu'il ne trouvât un chemin à sa « gauche entre le duc de Raguse et le corps du général « Vandamme, qui avait obtenu de grands succès sur « l'ennemi et lui avait fait 2,000 prisonniers (1). » Ce chemin existait et conduisait à Liebenau; Saint-Cyr prit aussitôt cette direction. En passant l'étroit défilé de la Müglitz, on entendit une canonnade lointaine : on se trouvait dans un bas-fond, et il fut assez difficile de reconnaître de quel côté elle venait; notre artillerie était arrêtée au pied de la montagne escarpée de Glasshütte. Saint-Cyr laissa ses canons en arrière, pressa la marche de sa cavalerie, se mit à la tête de son avant-garde, et,

(1) Berthier à Saint-Cyr, Dresde, 30 août 1813.

à la nuit tombante, arriva assez à temps pour protéger et recueillir sur les hauteurs de Liebenau, à cinq lieues du champ de bataille de Kulm, les débris du corps de Vandamme. Le surlendemain, Napoléon mandait à Saint-Cyr : « Ce malheureux Vandamme, qui paraît « s'être tué, n'avait pas laissé une sentinelle sur les mon- « tagnes ni une réserve nulle part; il s'était engouffré « dans un fond sans s'éclairer en aucune façon. S'il « avait seulement eu quatre bataillons et quatre pièces « de canon sur les hauteurs, en réserve, tout ce mal- « heur ne serait pas arrivé. *Je lui avais donné l'ordre « positif de se retrancher sur les hauteurs, d'y camper « son corps* et de n'envoyer en Bohême que des partis « pour inquiéter l'ennemi et avoir des nouvelles (1). »

L'Empereur, ramené à son premier plan de reprendre l'offensive à la fois en Silésie et sur Berlin, laissa Victor à Freyberg et Saint-Cyr au camp de Pirna, pour observer les frontières de la Bohême. La cavalerie de Latour-Maubourg, le 1er corps, réorganisé sous les ordres du comte de Lobau, et la garde impériale formaient à Dresde une réserve centrale. Le 3 septembre, l'Empereur attaqua entre Bautzen et Gœrlitz l'armée de Blücher, qui évita sa rencontre et se retira sur Breslau, quoiqu'il eût près de sa gauche 60,000 Autrichiens, menés par Schwartzenberg au delà de l'Elbe. En même temps, Lichtenstein marchait sur Freyberg, Klénau sur Chemnitz, et Barklay de Tolly, se reportant contre Saint-Cyr,

(1) L'Empereur à Saint-Cyr, Dresde, 1er septembre 1813.

le forçait à rétrograder vers Dohna. A ces nouvelles, l'Empereur, abandonnant brusquement la poursuite de Blücher, était revenu à Dresde. Le 8, à deux heures de l'après-midi, il arrivait à Dohna, et trouva Saint-Cyr aux prises avec les divisions de Palhen et de Ziethen. Le combat était vigoureusement engagé, ce qui fournit à Murat, toujours impatient de combattre, et dont la cavalerie était encore fort en arrière, l'occasion de mener à la charge un escadron du 14e de hussards. La journée se termina par une attaque générale où Saint-Cyr fit enlever à la baïonnette le beau plateau en avant de Dohna et chassa l'ennemi de sa position. L'Empereur ne rentra qu'à la nuit close. Pendant son souper, auquel assistaient Murat et Saint-Cyr, on lui annonça l'arrivée d'un de ses aides de camp, le duc Charles de Plaisance ; il apportait les détails de la bataille de Juterbock, perdue par le maréchal Ney. Napoléon l'interrogea avec le sang-froid le plus imperturbable, dit Saint-Cyr. « Il expliqua « d'une manière claire et précise les causes de ce re- « vers, mais sans le plus petit mouvement d'humeur con- « tre Ney, ni aucun des généraux, ses collaborateurs ; « il rejeta tout sur les difficultés de l'art, qui étaient « loin d'être connues..... Il ajouta qu'il ne connaissait « qu'un seul général qui eût constamment acquis par « l'expérience ; que ce général était Turenne, dont les « grands talents étaient le fruit des études les plus appro- « fondies.

« Cette conversation fut amenée par le récit d'un des « plus grands désastres de la campagne..... L'Empereur « parla néanmoins avec le calme qu'il aurait pu mettre

« dans une discussion où il aurait été question d'événe-
« ments arrivés dans le siècle précédent (1). »

Ainsi la fortune, en quinze jours de temps, l'avait frappé de quatre grands revers, à Gross-Beeren, sur les bords de la Katzbach, à Kulm et à Juterbock. Mais ce n'était pas l'Empereur qui les avait éprouvés ; leur importance en était moindre et moins sensible, puisqu'elle se mesure constamment à la grandeur de celui qui les reçoit. Les alliés venaient de commettre une faute énorme en divisant leur armée de Bohême, et la fortune offrait à Napoléon une sorte de réparation en livrant à ses coups l'armée de Barklay de Tolly et de Kleist, isolée et loin des Autrichiens, en marche, les uns sur la rive droite de l'Elbe, les autres sur les routes de Freyberg et de Chemnitz. Saint-Cyr, ayant sous ses ordres les 1er et 14e corps, formait l'avant-garde ; et, dans la matinée du 10 septembre, il arriva, sans avoir rencontré de résistance sérieuse, à la haute montagne de Geyersberg, où passe la vieille route de Tœplitz. De ce point culminant on découvre les plaines de la Bohême, qui s'étendent au pied des chaînes de l'Erz-Gebirge et du Mittel-Gebirge. A onze heures, l'Empereur rejoignit Saint-Cyr et se plaça en observation au sommet du Geyersberg ; de là son regard plongeait si distinctement dans l'armée ennemie qu'on pouvait en compter un à un les bataillons et les escadrons. Napoléon y demeura plus d'une heure, assis, la lunette à la main, ne disant mot à personne, et n'ayant

(1) Saint-Cyr, *Campagne de Saxe*, p. 149, 150, 151.

pas perdu un seul des mouvements de Barklay de Tolly. Il avait eu le temps de tout juger et de prendre irrévocablement son parti; il se leva, et, tirant Saint-Cyr à l'écart : « Je ne veux point, dit-il, attaquer l'ennemi « dans cette position. Je vais me retirer, mais laissez « croire à tout le monde que mon intention est toujours « de livrer bataille; ne changez rien à vos dispositions; « continuez aujourd'hui et demain à faire réparer le « chemin de la montagne, pour entretenir davantage « l'ennemi et mes troupes dans cette persuasion. Je « vous soutiendrai si vous êtes attaqué (1). »

Napoléon partit aussitôt pour Pirna; en le voyant s'éloigner et renoncer à l'unique occasion de battre l'armée russe isolée, Saint-Cyr se demandait si c'était bien là le même grand homme de Marengo, que n'avait pas arrêté l'épouvantable Saint-Bernard, et qui maintenant semblait reculer devant Barklay de Tolly et les faibles montagnes de la Bohême, et se condamnait volontairement au parti de va-et-vient si peu conforme à ses habitudes, à son caractère et à la terreur qu'inspirait sa présence.

Saint-Cyr, laissé sur la défensive, soutint pendant un mois, aux environs de Pirna, une guerre méthodique et de positions où il excellait; mais quelque savantes et habiles que fussent ses opérations défensives, leur rayon n'embrassait qu'une partie de la frontière de Bohême; et Saint-Cyr, avec les 1er et 14e corps d'armée, réduits

(1) Saint-Cyr, *Campagne de Saxe*, p. 157 et 158.

à 28,000 combattants, pouvait retarder et non arrêter les grands mouvements qui, dans l'armée ennemie, menaçaient l'Empereur et allaient précipiter sa ruine.

Le 26 septembre, les alliés commencèrent leur nouveau plan d'attaques. Jusqu'à ce jour ils avaient évité de s'engager à fond là où l'Empereur se montrait en personne, parce qu'ils savaient bien que sa présence équivalait à un renfort de 50,000 hommes. Se portait-il contre l'armée de Silésie : elle rétrogradait aussitôt sur Breslau ; contre l'armée de Bohême : elle se retirait par Péterswalde dans le bassin de Tœplitz. On continuait l'exécution du plan favori de Barklay : *on usait* l'Empereur. Maintenant leur système est changé ; ils marcheront à la rencontre de Napoléon, et, complétement rassurés par leur prodigieuse supériorité en hommes, chevaux et canons, ils se croient en mesure de le cerner et de raccourcir sa ligne de défense de manière à l'obliger à se pelotonner sur un seul point ; et ils amasseront contre lui une telle immensité de forces que, resserré dans un cercle de feu et de fer, il en sera accablé, paralysé, et empêché de recourir à ces moyens extraordinaires de salut que lui suggéraient la grandeur et la rapidité de son génie.

L'armée de réserve de Beningsen, descendue en Bohême, y remplaça celle de Schwartzenberg ; le généralissime autrichien déboucha par Marienberg, et Blücher et Bernadotte, passant l'Elbe, le premier à Wartenbourg, le second à Roslau, devaient opérer leur jonction à Leipsick avec la grande armée partie de Bohême.

Dès le 2 octobre l'Empereur avait concentré ses corps

d'armée autour de Dresde; Saint-Cyr revenait occuper cette ville et les débouchés de Pillnitz et de Dippoldiswalde; Macdonald et Marmont, en suivant les pas de Blücher, s'étaient rapprochés de l'Elbe; Ney et Oudinot, placés sur sa rive gauche, s'étendaient entre Torgau et Wittenberg; Mortier était à Tarandt, et Murat, avec les 2e, 5e et 8e corps, observait à Freyberg l'armée de Schwartzenberg, qui cheminait vers Leipsick.

Le matin du 7 octobre, l'Empereur quitta Dresde; Saint-Cyr, qu'on destinait à former l'arrière-garde, avait reçu ses instructions pour évacuer complétement et détruire le camp retranché de l'Elbe; mais, le soir, à Meissen, un rapport de Murat changea tout à coup les dispositions de Napoléon, qui se décida à garder la capitale de la Saxe (1). Si ce fut une faute, il l'a commise sciemment et avec réflexion; elle lui a été reprochée tant de fois par les historiens qu'il importe d'en rechercher les motifs; car l'Empereur ne les a fait connaître à personne et ne les a écrits nulle part.

En partant de Dresde et en allant risquer contre l'Europe entière, au jeu d'une dernière bataille, son existence impériale, Napoléon était décidé à mener ses affaires rapidement, et l'on peut affirmer que celles de Leipsick auraient été terminées avant le 17 octobre, sans les quatre jours perdus en conférences et en indécisions à Düben. Il y avait peu de probabilités, dit-on, pour qu'il triomphât dans cette lutte suprême; l'Empereur ne le

(1) Napoléon à Saint-Cyr, Meissen, 7 octobre 1813.

croyait pas et ne devait pas le croire ; il importait à sa politique que personne n'eût la pensée qu'il abandonnait volontairement le seul monarque allemand resté fidèle à son alliance. Il avait sur ses adversaires le prodigieux avantage d'être à lui seul la tête et le bras de ses desseins : ce qu'il avait conçu dans le recueillement du cabinet, il l'exécutait sans contrôle sur le terrain ; sa volonté était obéie de tous. Souverain absolu et général d'armée, il menait de front ces deux rôles, de manière à déconcerter ses ennemis les plus entreprenants. Sa vie d'homme de guerre avait été semée de tant d'événements merveilleux, il avait gagné tant de parties lorsque autour de lui tout le monde les croyait perdues, qu'il pouvait, à l'aide de son incomparable génie, ressaisir la victoire ou tout au moins balancer la fortune. Or, dans cette hypothèse, quel avantage n'aurait-il pas retiré de l'occupation de Dresde et de la présence de Saint-Cyr manœuvrant au centre de toutes les routes de la Saxe, sur les flancs et les derrières des armées alliées, dans les défilés de l'Erz-Gebirge qu'il connaissait aussi bien que les Vosges? D'ailleurs les 1er et 14e corps, que l'ennemi supposait très-nombreux, débarrassèrent, pendant plusieurs jours, l'Empereur de l'armée de Beningsen, du corps de Colloredo et de la division de Bubna, qui n'arrivèrent à Leipsick que le 18 octobre. Si Napoléon avait emmené Saint-Cyr, il se serait donné 25,000 soldats de plus, mais il aurait eu, depuis le 14, 90,000 Russes et Autrichiens de plus à combattre. Il a sacrifié l'armée de Dresde par la même raison qu'on sacrifie souvent une compagnie dans l'intérêt d'un bataillon.

Les défenses extérieures de Dresde sur la rive gauche de l'Elbe avaient reçu quelques développements : onze redoutes couvraient son front, et la palanque était armée d'artillerie; mais la garnison se composait de huit bataillons westphaliens et de corps bavarois et saxons, sur qui l'on ne devait plus compter. La ville renfermait 15,000 malades et blessés, déplorable résidu des hôpitaux depuis le commencement de la campagne; l'arsenal ne contenait que peu de munitions; les magasins n'étaient approvisionnés de vivres que pour huit jours, et de fourrage que pour trois seulement. L'Empereur avait laissé à Dresde le comte Mathieu Dumas, intendant général de l'armée, avec ses nombreuses administrations; et comme il avait été décidé, le 7 octobre, qu'on évacuerait la ville, les princes de la famille royale de Saxe ne suivirent pas le roi à Leipsick et demeurèrent dans la capitale. Cette résolution, commandée par le haut intérêt de la conservation de Dresde et dans le but d'imposer aux Russes que l'on redoutait, était digne d'éloges; malheureusement la présence de cette cour devint plus tard très-gênante, à cause de la responsabilité et des ménagements auxquels elle obligeait Saint-Cyr.

Le 7 octobre, Beningsen, Colloredo et Bubna débouchaient de la Bohême; le 12, ils arrivèrent sous les murs de Dresde, et, du 14 au 16, continuèrent leur mouvement dans la direction de Leipsick, en laissant, pour observer Saint-Cyr, la division autrichienne de Schetal, campée devant la Neustadt, et le corps russe de Tolstoy, en position sur les hauteurs de Racknitz et de Plauen. Cet investissement s'opéra sous les yeux de

Bernadotte et du roi de Prusse, qui, dans la journée du 14, s'exposa au feu de nos avant-postes comme le plus vaillant soldat.

L'ennemi, éclairé par sa faute à la bataille du 27 août, n'avait pas placé de troupes à gauche du ravin de la Weissritz ; mais, comme on ne s'avise jamais de tout, il avait eu l'imprévoyance de ne pas en garder le débouché, qui est très-rapproché de la ville. Saint-Cyr, bien persuadé que l'Empereur était aux prises avec la grande armée alliée, avait fait ses dispositions pour attaquer Tolstoy le 17, le tourner par sa gauche, et l'isoler du reste de l'armée alliée. Pendant la nuit, le général Bonet était entré avec seize hataillons dans la vallée de la Weissritz, et la remonta jusqu'à une lieue et demie de Dresde. Duvernet, soutenu par la division de cavalerie de Gérard, se tenait à la barrière de Plauen; Claparède, au jardin Miakzinsky; le comte de Lobau, au Grossen-Garten; et Teste gardait le faubourg de Pirna. Berthezène, resté dans la ville, observait la division de Schetal.

Au signal d'un coup de canon tiré de la redoute où s'était placé Saint-Cyr, Bonet déboucha sur les derrières de l'ennemi; Duvernet et Gérard escaladèrent les hauteurs de Plauen; Claparède s'empara de Racknitz, et le comte de Lobau, de Strelhen et de Zschernitz. Dès le premier moment le combat se trouvait engagé d'une extrémité de la ligne à l'autre. Le choc fut vif, court, et son issue ne pouvait pas être incertaine, malgré l'intrépidité que les Russes déployaient. En effet, surpris à leur gauche et menacés d'être enveloppés par Bonet et

par Duvernet, culbutés de front par Claparède et le comte de Lobau, ils abandonnèrent en désordre leur première position, et cherchèrent vainement à en reprendre une plus en arrière. Tolstoy essaya de couvrir sa retraite avec ses 5,000 dragons, Cosaques et Baskirs; la cavalerie de Gérard les culbuta, et, en les poursuivant, le 7e de lanciers rencontra et détruisit un bataillon entier de chasseurs. Dans cette journée, les Russes perdirent 3,000 hommes tués ou pris, 20 caissons et 8 pièces d'artillerie. Le lendemain Tolstoy rentrait en Bohême par Altenberg, et Saint-Cyr profita de son éloignement pour rassembler des vivres et des fourrages.

On n'apprit à Dresde les désastres de Leipsick et la retraite de l'Empereur vers le Rhin que par les rapports de quelques prisonniers et les bulletins des journaux allemands. Saint-Cyr jugea avec raison que, dans l'état de dénûment où se trouvait son armée, sans vivres, sans souliers, sans argent, et presque sans munitions, il ne lui restait que le parti de s'enfermer dans Dresde, d'y résister tant qu'il aurait une ration de pain à donner à ses troupes, et de se résigner aux événements. Cependant, bien que cette sage détermination lui fût commandée par la force des choses, il ne voulut pas moins la soumettre à ses principaux officiers; il les réunit le 21 octobre. Les généraux Durosnel, Bonet, Mathieu Dumas et le colonel Marion, commandant le génie, partagèrent l'opinion de Saint-Cyr; le comte de Lobau seul proposa de se retirer sur Torgau, Wittenberg et Magdebourg, par la rive droite de l'Elbe; le général Bonet combattit avec une certaine véhémence ce projet, qui

trente chevaux pour les manger. Il n'y avait dans les hôpitaux ni médicaments, ni linges, ni paille de couchage; et les malades et les blessés, forcés de s'éloigner de leurs camarades, se faisaient conduire dans les rues les plus écartées, aimant mieux coucher là sur des tas de fumier et mourir en plein air que de se laisser transporter dans nos hôpitaux, repaires infects de l'épidémie et de la mort (1). Le typhus enlevait journellement 300 soldats et 100 habitants, et les cadavres de ces malheureux restaient souvent exposés dans les rues, faute de chariots ou de bras pour les traîner aux lieux de leur sépulture. Quand on ne pouvait pas les enterrer, on les jetait dans l'Elbe.

Les princes de la famille royale adressaient plaintes sur plaintes à Saint-Cyr, et lui représentaient qu'ils n'étaient restés à Dresde que sur la parole de l'Empereur que la ville, quoi qu'il arrivât, ne serait pas soumise aux rigueurs de la guerre; la commission supérieure de gouvernement, instituée par le roi de Saxe, suppliait qu'on ne risquât pas de sacrifier en pure perte et par excès de point d'honneur militaire une population de 60,000 habitants et la capitale du seul souverain allemand qui eût suivi jusqu'au bout la mauvaise fortune de la France. Tous ces embarras, joints à notre épouvantable misère, précipitaient notre perte; des secours, on ne devait plus y songer : la France était trop loin, et son drapeau, replié par les défaites, ne protégeait plus.

---

(1) Le comte de Lobau à Saint-Cyr, Dresde, 4 novembre 1813.

Pour que Saint-Cyr fût secouru ou même qu'il reçût des communications de l'Empereur, il aurait fallu un de ces coups de fortune sur lesquels on ne doit pas compter.

L'armée, malgré ses maux, et peut-être à cause de leur intensité, montrait une certaine impatience de combattre; et Saint-Cyr détacha, le 6 novembre, sur la rive droite de l'Elbe, un corps de 11,000 hommes aux ordres du comte de Lobau. Avec un chef d'une aussi grande expérience, on pouvait espérer un succès, et, en cas de revers, on ne devait pas craindre qu'il survînt un malheur. Deux chances se présentaient dans l'entreprise qu'on allait tenter. Si le corps expéditionnaire parvenait à percer la ligne du blocus, il filerait sur Torgau, où sa position, quelle qu'elle fût, ne serait pas plus mauvaise qu'à Dresde. Alors Saint-Cyr, ayant moins de monde à nourrir, tiendrait plus longtemps avec le reste de l'armée. Si nos attaques, au contraire, étaient repoussées par l'ennemi, les troupes rentreraient à Dresde, et leur tentative infructueuse n'aurait pas plus d'importance que celle d'une sortie repoussée par l'armée de siége.

Quoique les préparatifs de départ du comte de Lobau eussent été faits la nuit et qu'on eût recommandé le plus grand secret, les Autrichiens n'en furent pas moins prévenus par les signaux des espions qu'ils avaient dans la ville.

Le comte de Lobau engagea le combat à une lieue de la Neustadt, sur la route de Berlin, à droite de celle de Torgau. Nos soldats allèrent à l'ennemi avec beaucoup de bravoure; mais leurs forces physiques les trahirent, et

ils furent vaincus plutôt par leur propre faiblesse que par les Autrichiens. Le soir, le comte de Lobau revint à Dresde, en abandonnant derrière lui une longue traînée de malades et d'hommes épuisés de fatigue. Le lendemain, le général Mathieu Dumas déclara au conseil de défense qu'il n'était plus possible de faire vivre l'armée, qu'on aurait suffisamment de viande jusqu'au 12 novembre, mais que, ce terme passé, il ne resterait absolument rien; que les dernières farines avaient été enlevées chez l'habitant et dans les boulangeries; que les soldats n'avaient que pour un jour de pain; que la distribution du 8 était déjà faite, et qu'au delà de cette consommation on n'aurait en magasin que 18,000 livres de pain et 16,000 rations de biscuit.

En présence d'une déclaration aussi formelle, il ne restait à l'armée que la dernière ressource du courage malheureux, celle de capituler honorablement. Saint-Cyr, abandonné dans une grande ville ouverte, n'ayant pour défenses que des retranchements de terre et de bois, et à la tête d'une armée que dévoraient la faim et l'épidémie, avait fait tout ce qu'un grand capitaine peut faire pour sauvegarder l'honneur des armes, et ne cédait à la nécessité qu'après avoir atteint l'extrême limite de résistance où les forces des plus vaillantes troupes tombent d'elles-mêmes.

Le conseil de défense, composé de huit généraux de division, au nombre desquels deux des aides de camp les plus renommés de l'Empereur, le comte de Lobau et le comte Durosnel, décida unanimement qu'il fallait négocier la reddition de Dresde. Klénau et Tolstoy

montrèrent une grande loyauté dans la négociation ; Chasteler mit beaucoup d'empressement à lever toutes les difficultés, et le prince Antoine de Saxe et sa femme, l'archiduchesse Marie-Thérèse, sœur de l'empereur d'Autriche, intervinrent activement pour en hâter la conclusion et abréger par ce moyen les souffrances des habitants de Dresde. Les généraux alliés offrirent à Saint-Cyr les mêmes conditions que Bonaparte avait offertes, en 1796, au maréchal de Wurmser enfermé dans Mantoue. La capitulation, rédigée d'après ces préliminaires, fut signée et ratifiée le 11 novembre, et l'on désigna les généraux Mathieu Dumas et Durosnel pour aller en rendre compte à l'Empereur. Il était convenu que l'armée sortirait de Dresde avec les honneurs de la guerre et se rendrait en France en six colonnes, chaque colonne ayant en tête une pièce de canon et 100 hommes armés, chaque corps emportant ses aigles et ses bagages, et les officiers gardant leurs épées ou leurs sabres.

Cette convention n'était pas seulement ce qu'il y avait de mieux à faire pour l'armée et de plus utile aux intérêts de Napoléon; elle était encore exactement conforme à ses intentions, puisque, le 19 octobre, il avait fait écrire à Saint-Cyr, de Leipsick même, par le major général :

« Vous êtes autorisé à toute espèce de transaction pour « vous tirer d'affaire. Vous pourrez comprendre la red- « dition de Torgau et de Wittenberg, à la condition de « faire rentrer en France toutes les troupes françaises « de la garnison, les malades compris (1). »

(1) Berthier à Saint-Cyr, Leipsick, 19 novembre 1813.

Berthier mandait en même temps aux gouverneurs de Torgau et de Wittenberg :

« Vous n'entrerez dans aucun parlementage avec l'en-
« nemi que vous ne sachiez ce que sont devenues les
« troupes de Dresde, parce que le maréchal Saint-Cyr
« est autorisé à vous faire entrer dans ses arrangements
« pour les corps qui sont à Dresde (1). »

L'article 4 de la capitulation stipulant l'échange des troupes françaises et polonaises contre un nombre égal de prisonniers de guerre des armées alliées, grade pour grade, les troupes de Saint-Cyr pouvaient servir immédiatement contre l'Espagne, et très-prochainement sur le Rhin. Dresde avait été, pendant toute la campagne, le centre et en quelque sorte le dépôt général de la Grande-Armée, et contenait 31 généraux, 1,500 employés militaires, et surtout une quantité d'officiers de tous grades et de sous-officiers hors de proportion avec le nombre de leurs soldats ; ces officiers et sous-officiers, rentrés en France, seraient devenus une précieuse ressource pour former les cadres de nos régiments de conscrits, destinés à défendre le territoire épuisé de la mère-patrie.

Nos colonnes, en route depuis le 12 novembre, étaient déjà arrivées à quarante lieues de Dresde, lorsqu'elles furent arrêtées tout à coup par ordre du prince de Schwartzenberg. Les souverains alliés et leurs ministres,

---

(1) Berthier aux généraux Narbonne et Lapoype. — *Extrait du registre V de la correspondance du major général*, Campagne de 1813.

réunis à Francfort, avaient décidé qu'on ne reconnaîtrait pas la capitulation, et leur généralissime se refusait à la ratifier. Saint-Cyr était à Altenbourg lorsqu'il reçut, le 19 novembre, du marquis de Chasteler, successeur de Klénau, la notification officielle que, *dans aucun cas, le retour en France de la garnison de Dresde ne pourrait avoir lieu, et qu'elle devait se rendre prisonnière de guerre en Autriche, à moins que Saint-Cyr ne préférât rentrer à Dresde : il y serait replacé*, écrivait le général ennemi, *dans la situation où il se trouvait avant la signature de la capitulation* (1).

On ne discute pas une proposition aussi dérisoire : on y répond par un refus ou par une protestation. Saint-Cyr ne pouvait pas en appeler aux armes de ses soldats disséminés sur les routes de la Saxe, comme Kléber le fit à Héliopolis à la tête de la vaillante armée d'Égypte ; il en appela à l'honneur de la nation française. Les monarques alliés se disaient engagés dans *une guerre sainte*, et ils ne savaient même pas être justes, et ils commençaient par violer ouvertement la sainteté des traités. Saint-Cyr répondit à Chasteler : « Votre Excellence se « fera aisément une idée de l'impression que sa lettre a « produite sur moi. J'aime à croire que le récit de cet « événement fera le même effet sur tous les Français, « et qu'il sera bien plus utile à la cause de la France et « de S. M. l'Empereur Napoléon que ne pourraient « l'être deux armées comme la nôtre ; et nous aurons du

(1) Chasteler à Saint-Cyr, Dresde, 19 novembre 1813.

« moins dans notre captivité l'avantage de servir au dé-
« veloppement de l'esprit public d'une nation qui a tant
« de fois fait voir qu'on ne la traitait pas impunément
« avec mépris. » (Altenbourg, 20 novembre 1813.)

Quand les hommes qui ont la force en main veulent en faire abus, ils essayent de se couvrir des apparences de la justice, et ce masque d'hypocrisie de leur part est, comme la rougeur au front du coupable, un hommage involontairement rendu à la vérité et au bon droit. Dès le 17 novembre, les journaux allemands, pour donner le change à l'opinion publique, insérèrent par ordre une relation mensongère des négociations entre Saint-Cyr et Klénau, et une commission de généraux autrichiens, convoquée pour la forme, eut l'air de juger et de blâmer la conduite de leur loyal et vaillant camarade. Schwartzenberg aurait bien voulu que les légistes de son quartier général imaginassent un prétexte de nous contraindre à rentrer dans Dresde; mais ils ne trouvèrent aucun biais, aucune chicane de droit public pour soutenir autrement qu'en fait cette exorbitante prétention. Il fallut donc qu'il se rendît l'exécuteur des hautes iniquités de la coalition, et qu'il se décidât à se servir impitoyablement de la force des armes pour conduire nos troupes dans les États de l'empereur son maître. Le 2 décembre, Saint-Cyr écrivait d'Altenbourg au généralissime autrichien :

« M. le colonel de Latour m'a remis la lettre que
« V. A. m'a fait l'honneur de m'écrire sous la date du
« 27 du mois dernier. V. A. me dit que, puisque je n'ai
« pas voulu consentir aux propositions qu'elle m'avait

« faites, elle m'invite à suivre la direction que les cir-
« constances l'obligent à me donner, c'est-à-dire d'aller
« en Bohême comme prisonnier de guerre.

« Je n'ai point consenti à ces propositions parce
« qu'elles étaient inconvenantes et inadmissibles. Votre
« Altesse connaît les raisons que j'en ai données, soit à
« elle, soit à M. le marquis de Chasteler. J'aurais pu,
« comme je l'annonçais dans ma première lettre, en
« donner beaucoup d'autres; je ne l'ai pas fait pour ne
« point jeter d'aigreur dans une discussion qui n'en était
« que trop susceptible, et j'ajoute seulement aujour-
« d'hui qu'ayant traité avec trois des généraux les plus
« distingués des armées alliées, et n'ayant pas pu faire
« respecter les engagements qu'ils ont pris, je ne m'expo-
« serai jamais à un pareil événement en contractant un
« nouvel engagement, quelque avantageux qu'il parût;
« car il ne pourrait pas m'offrir de meilleures garanties
« que celles que devaient me donner tant le caractère
« des personnes avec qui j'ai traité que la loyauté qui
« avait présidé jusqu'ici à l'exécution des engagements
« pris avec les généraux des puissances dont Votre Al-
« tesse commande les armées.

« Je me borne donc, ne pouvant faire autre chose,
« à protester contre la violence que l'on me fait, et à
« déclarer à Votre Altesse que nous ne cédons qu'à la
« nécessité et à la force, mais que nous ne cesserons
« de réclamer contre l'abus de puissance dont nous
« sommes les victimes. »

Quand l'Empereur eut sous les yeux la noble protestation de Saint-Cyr et sa correspondance avec Schwart-

zenberg et Chasteler, il se proposa de leur donner la plus grande publicité; car il avait été vivement frappé de la phrase où le maréchal exprimait la pensée qu'une violence aussi monstrueuse et un pareil mépris de la foi jurée entre militaires contribueraient à soulever l'esprit public en France. Le comte Daru racontait à M. Guizot que, dans le conseil de l'empire, où l'on avait traité des principales questions qui se rattachaient à la capitulation de Dresde, l'Empereur avait dit à ses ministres : « Ce n'est pas pour m'ôter 20 à 25,000 soldats, « dont les deux tiers seront avant peu de temps hors « d'état de servir, que les alliés violent à notre égard le « droit des gens; c'est pour retenir Saint-Cyr prison- « nier : il est le premier de nous pour la guerre défen- « sive. » Et, après un moment de silence, il ajouta : « Moi, je lui suis supérieur pour l'attaque (1). »

Cette anecdote contredit quelques ouvrages, devenus très-populaires, où l'on attribue à Napoléon d'autres sentiments et un autre langage; mais les dictées de Sainte-Hélène ne sont pas toujours très-fidèles, et les jugements que l'Empereur a portés sur les hommes et les choses de son temps ont varié à raison des situations où il s'est trouvé ; il a été juste ou injuste, bienveillant ou impitoyable, suivant les intérêts de sa renommée, qu'il soignait avec idolâtrie. Napoléon, à son retour de Leipsick, vaincu et non abattu, négociant encore avec

(1) Cette conversation nous a été rapportée par M. Guizot le 6 avril 1853 (*L'auteur*).

l'Europe, et, maître d'un grand empire qui pouvait se soulever à sa voix, s'exprimait sur Saint-Cyr et les événements de Dresde autrement qu'il ne le fit quatre ans plus tard, à Sainte-Hélène, où il posait pour les regards du monde et de la postérité.

Jusqu'à ce jour la postérité s'est montrée trop indulgente à l'égard de Schwartzenberg, puisque c'est lui qui a conseillé de violer le droit des gens en retenant prisonnière la malheureuse armée de Dresde. L'histoire, c'est la justice, c'est la vérité pour tous, c'est le pilori où l'on cloue la sentence des grands coupables, et l'histoire a la main assez haut placée pour les atteindre et les flétrir tous. L'Empereur avait raison d'écrire à son frère Joseph :

« Le prince de Schwartzenberg vient enfin de me don-
« ner signe de vie ; il vient d'envoyer un parlementaire
« pour demander une suspension d'armes. *Il est diffi-*
« *cile d'être lâche à ce point.* Il avait constamment
« refusé, dans les termes les plus insultants, de recevoir
« mes parlementaires, même après la capitulation de
« Dresde, chose horrible, dont on ne trouverait pas
« d'exemple dans l'histoire. » (Nangis, 18 février 1814.)

L'Empereur, pendant la campagne de France, qui fut un chef-d'œuvre d'opérations défensives-offensives, témoigna le regret d'être privé de Saint-Cyr et de n'avoir pas à opposer à l'ennemi sur la frontière du Rhin, et particulièrement dans les Vosges, celui de ses maréchaux qui connaissait le mieux les ressources militaires de ces barrières naturelles de l'empire; car, depuis les victoires autour de Polotsk, Napoléon avait perdu beaucoup de

ses anciennes préventions contre Saint-Cyr. Quand il le fit maréchal, si la réparation ne fut pas complète comme elle l'avait été pour Macdonald après Wagram, on doit l'attribuer peut-être à l'embarras de donner un grand titre aristocratique et une grande opulence à qui ne demandait jamais rien. Si, pendant la campagne de Saxe, il ne lui avait pas donné des commandements proportionnés aux services qu'il pouvait en attendre, c'est parce que le plus grand souverain ne sait pas toujours résister aux influences de son entourage. A Dresde, l'Empereur montra à Saint-Cyr en toute occasion et en toutes choses une pleine confiance, et souffrit même qu'il lui adressât par écrit des observations sur les opérations de l'armée en Silésie (1), bien qu'elles fussent commencées; et, dans ce cas, il ne permettait ordinairement pas à ses lieutenants d'en discuter l'opportunité ni les moyens d'exécution.

---

(1) Saint-Cyr à l'Empereur, Pirna, 21 août 1813.

La violation de la capitulation de Dresde est un fait si monstrueux que nous avons cru utile de réunir toutes les pièces officielles qui s'y rapportent, et de conserver la correspondance entière de Saint-Cyr avec le marquis de Chasteler et le prince de Schwartzenberg, dont la mémoire restera à jamais chargée de cette odieuse infraction à la sainteté des traités. (Supplément I.)

CHAPITRE XIV.

(1814. 1815.) — Gouvernement de la Restauration. — Les Cent-Jours. — Saint-Cyr ministre de la guerre.

Saint-Cyr demeura le temps de sa captivité à Carlsbad, où sa santé altérée l'avait forcé de s'arrêter, et où le gouvernement autrichien l'autorisa à fixer son séjour. Il y reçut les généraux Durosnel et Mathieu Dumas, qui, retenus à Darmstadt par ordre du prince de Schwartzenberg, et contraints de rétrograder, vinrent lui rendre compte de l'inutilité de leurs démarches pour remplir la mission dont ils étaient chargés auprès de l'Empereur. Cette visite fut la seule communication qu'on lui permit d'avoir avec les généraux et les malheureuses troupes de l'armée de Dresde, que les Autrichiens conduisirent et cantonnèrent en Hongrie. A Carlsbad, on exerça, à l'égard de Saint-Cyr, une surveillance plutôt devinée et soupçonnée qu'ostensible et avouée ; un agent de police qu'on disait être russe, et qu'on appelait *M. le général*, vint s'établir à Carlsbad, se montra peu et disparut tout à fait au mois d'avril 1814. Saint-Cyr vivait très-

retiré, n'ayant avec lui que trois ou quatre de ses officiers, partageant ses journées entre l'étude de l'histoire et de longues promenades à cheval, et ne sortant jamais de sa maison dès qu'il y avait dans la ville des troupes alliées de passage. Comme il n'entretenait de correspondance en France qu'avec sa femme, et que leurs lettres, qui circulaient sous le couvert d'un banquier de Genève, n'avaient de trait qu'à leurs affaires de famille, Saint-Cyr apprit seulement par les journaux allemands la révolution qui replaçait les Bourbons sur le trône. La substitution de la cocarde blanche à la cocarde tricolore lui arracha cette exclamation : « Quelle faute! dit-il à l'offi-« cier qui lui lisait le journal, quelle faute! Mais quel mau-« vais génie souffle donc sur les conseillers de Louis XVIII, « qui passe cependant pour un prince sage, réfléchi et « dégagé de beaucoup de préjugés? Un roi ne s'appar-« tient pas, et le temps de la cocarde tricolore n'est pas « fini; un jour ou l'autre, elle donnera encore bien des « embarras aux Bourbons. »

L'empire avait péri par l'exagération du système de conquête; l'ambition de Napoléon avait livré la France, sanglante et épuisée, aux vengeances d'un million d'ennemis. Les Bourbons se présentaient pour cicatriser paternellement nos blessures et nous réconcilier avec l'Europe conjurée; ils venaient, en vertu de leur droit traditionnel, atténuer la rigueur des faits et les rendre moins durs à supporter; leur monarchie serait constitutionnelle, et, par cette seule parole, la face politique de la France était changée : la France devenait libre et citoyenne.

Saint-Cyr n'adressa pas d'adhésion particulière au nouveau gouvernement; citoyen avant tout, et, à ce titre, simple soldat dans le corps de la nation, il ne croyait pas qu'il y eût pour lui des droits ni des devoirs distincts; il n'offrit pas son épée aux Bourbons, parce qu'elle leur appartenait de plein droit. Rentré en France le 6 juin, par conséquent retardataire du nouveau règne et complétement étranger au mouvement de la Restauration, il devait s'attendre à ne recevoir du roi que des sourires déjà refroidis; Louis XVIII, au contraire, l'accueillit avec une bienveillance marquée; en son absence, il l'avait nommé pair du royaume, et, par une distinction toute particulière, Saint-Cyr, qui n'avait que le titre de comte, figurait au rang des ducs sur la liste réglant l'ordre et l'ancienneté des pairies entre elles.

Les Bourbons avaient rendu à la France le premier et le plus grand de tous les biens, l'ordre constitutionnel de la patrie. Le pouvoir aristocratique proprement dit manquait, il est vrai, à la formation du gouvernement représentatif; car la France ne contenait pas et ne peut pas contenir une aristocratie fondée sur l'ancienneté d'existence et sur de grands honneurs héréditaires attachés à la propriété territoriale. On improvise des rois, on n'improvise pas une noblesse privilégiée et quasi-féodale à l'instar de celle d'Angleterre; il n'y a pas au monde une main capable de la tailler dans le bloc de nos institutions sociales, cimentées qu'elles sont par l'égalité civile: le ciseau du plus rude despote se briserait à cette œuvre impossible. Mais, à défaut d'une aristocratie patricienne, la France produisait sans cesse et sans relâche,

à cause de ses nombreuses administrations publiques, une aristocratie par le droit du mérite, tirant sa force de l'éclat des services rendus au pays et de la valeur personnelle des fonctionnaires. La pairie constitutionnelle devait être la couronne gouvernementale de la France.

La Charte, consécration des idées et des principes de la révolution de 1789, avait fait d'emblée la conquête de Saint-Cyr; car, si grands qu'eussent été l'Empire et l'empereur Napoléon, il existait deux choses encore plus grandes et plus sacrées, la France et la liberté. Parmi les hommes illustres de cette époque, il n'y avait pas de figure plus noble et plus pure que la sienne : il se détachait sans ingratitude du système impérial et se rangeait au parti constitutionnel de la légitimité. Général d'armée et homme d'État d'attitude antique, républicain de mœurs, patriote de cœur, monarchique par raison et bourbonien par amour des libertés publiques, ayant eu sa part des faveurs et des digrâces de la République et de l'Empire, sans qu'elles eussent troublé le calme de son âme et sa sereine philosophie, Saint-Cyr était en paix avec le passé et sans ambition pour l'avenir, et pouvait être le ministre de la restauration parlementaire aussi bien que le général de ses armées dans une guerre juste et d'intérêt national.

Cependant les Bourbons n'avaient pas rapporté la paix sociale à la nation et l'agitaient par leurs continuelles aspirations vers l'ancien régime. Le peuple, qui ne s'oublie jamais, gardait ses sentiments révolutionnaires et bonapartistes, les confondant volontiers et s'imaginant que c'était même chose; la cour lui était suspecte,

et il en faisait l'objet de ses impitoyables railleries. Profondément blessé dans son orgueil national, il accusait les Bourbons d'une odieuse complicité avec les alliés; à ses yeux, Napoléon était le génie tutélaire de la patrie, et la Restauration, la queue de l'invasion étrangère. Les royalistes exclusifs insultaient impunément la Charte, qui, disaient-ils, était, non l'œuvre de Louis XVIII, mais la création improvisée du sénat agonisant; et l'armée, tout à l'idolâtrie de l'Empereur, et qui adore le despotisme parce qu'avec le despotisme elle se croit toutes choses dans le pays, avait les yeux et le cœur constamment tournés vers l'île d'Elbe, où résidait son vrai dieu, le dieu des combats et des conquêtes.

Le 7 mars 1815, le ministre de la guerre fit remettre à Saint-Cyr, alors à sa terre de Reverseaux, l'ordre de se rendre à Lyon. L'officier porteur de cette dépêche ne lui donna pas d'autres explications; et Saint-Cyr, qui, à son audience de congé, avait reçu du roi la confidence de l'invasion de la Romagne par les troupes de Murat et du prochain rassemblement d'une armée à Chambéry pour appuyer les négociations du prince de Talleyrand au congrès de Vienne, crut qu'il s'agissait d'une démonstration sur la frontière du Piémont. En route il apprit la vérité: le ministre l'envoyait à Lyon pour y commander les troupes réunies sous les ordres du comte d'Artois. L'Empereur, débarqué à Cannes le 1er mars, avait dépassé Grenoble. Ce fut pour Saint-Cyr un des moments les plus cruels de sa vie; non qu'il ait eu besoin de délibérer avec lui-même sur la nature de ses devoirs; mais, dans son angoisse d'esprit, il eut

aussitôt le pressentiment de la catastrophe qui menaçait la France, et ne douta pas un seul instant que l'armée, entraînée par son fanatisme bonapartiste, ne se séparât des Bourbons. Il faut des circonstances bien favorables et bien extraordinaires pour qu'une armée se maintienne fermement à la hauteur de ses devoirs, quand ses devoirs contrarient sa passion.

Napoléon revenait donner héroïquement l'assaut au trône d'où il était descendu par sa récente abdication et un traité solennel avec l'Europe entière : le succès seul constituerait son droit; mais, vainqueur, il remettrait tout en question, confondrait sa cause personnelle avec celle de la patrie, et, les risquant aux hasards de la guerre, ferait reculer de nouveau le cours régulier des grandes réformes de la Révolution. L'héroïque témérité de Napoléon ne justifiait pas son entreprise; il n'avait été ni inquiété ni provoqué par les Bourbons dans son étroite souveraineté de l'île d'Elbe, et son agression contre eux était une violation manifeste de la foi des traités, une tentative de coupable séduction envers l'armée, et une immense calamité pour la France, qui, à peine remise des blessures de l'invasion, allait se trouver une seconde fois aux prises avec toutes les forces de la coalition européenne. Partout l'armée revenait à son idole : chaque régiment destiné à combattre l'Empereur se ralliait à lui et grossissait son cortége.

Le 11, Saint-Cyr avait rencontré le comte d'Artois au delà de Moulins; ce prince arrivait de Lyon, où, abandonné des troupes, menacé par leurs clameurs et poursuivi par les Polonais de l'avant-garde de Napo-

léon, il n'avait trouvé pour l'escorter, en se retirant, qu'un seul garde national à cheval. Le 16 mars, quand la défection du maréchal Ney, à Lons-le-Saulnier, fut connue, il ne restait aux Bourbons qu'une ressource de résistance, Paris. Saint-Cyr proposait au roi d'en défendre l'enceinte avec les corps de sa maison militaire, les volontaires des écoles, la garde nationale, qui jurait de se battre énergiquement, et quelques régiments que l'exemple des habitants aurait peut-être retenus; mais cette résistance, qui ne présentait réellement qu'une force morale, n'aurait certainement pas arrêté l'Empereur.

Dans la journée du 19, le roi fit appeler Saint-Cyr, lui donna le commandement des troupes qu'on rassemblait derrière la Loire, à Orléans et à Tours, et, lui remettant ses lettres de service : « Croyez-bien, lui dit-il, « que je suis décidé plus que jamais à ne pas sortir de « ma capitale. » — A dix heures du soir, Louis XVIII, accompagné du comte d'Artois et du duc de Berry, prenait la route du Nord, la seule qui leur fût ouverte. A minuit, Saint-Cyr en recevait l'avis, ce qui ne l'empêcha pas de partir pour Orléans; il allait y tenter l'impossible : il le fit par devoir, par vertu, et tout en désespérant de la cause royale.

A son arrivée, les troupes étaient, depuis la veille, en pleine anarchie entre le général Dupont, qui ne savait à quel parti se résoudre, et le général Pajol, qui avait pris ouvertement le parti de Napoléon. Plusieurs régiments avaient arboré la cocarde tricolore, d'autres conservaient la blanche, d'autres enfin n'en portaient aucune. Le 21, à la revue que Saint-Cyr passa, ils parurent

tous avec la cocarde blanche à leurs schakos, et la gardèrent encore trois jours. Ce dernier effort d'obéissance, accompli par respect pour leur général, leur coûtait trop; on ne pouvait pas y compter : aussi, le 24, dès que la nuit fut tombée, la sédition éclata d'autant plus violente parmi les soldats que, étant placés à trente lieues de Paris, ils avaient hâte de réparer, aux yeux de leurs camarades, ces trois jours d'infidélité sous le drapeau des Bourbons. L'insurrection contre Saint-Cyr se répandit dans les casernes avec la spontanéité d'un courant électrique; l'autorité des généraux et des colonels fut méconnue, celle des officiers insultée. Aucun frein n'aurait pu retenir les soldats, et Saint-Cyr ne parvint à sortir de la ville qu'en trompant la vigilance de ses gardiens. A Bourges, il reçut la nouvelle que Louis XVIII avait passé la frontière du Nord et s'abritait en Belgique. Le roi étant hors du royaume, les résistances à l'intérieur devenaient des tentatives de guerre civile dont aucun de nos maréchaux n'aurait voulu se rendre coupable. Mortier à Lille, Victor à Mézières, Oudinot à Metz, Suchet à Strasbourg, Pérignon à Toulouse, réduits à l'impuissance comme Saint-Cyr à Orléans, s'étaient retirés devant le flot irrésistible qui entraînait les soldats.

En quittant Bourges, Saint-Cyr s'était rendu à sa terre de Reverseaux; le 5 avril, un ordre de l'Empereur le rappela à Paris; le lendemain, il fut mandé aux Tuileries. Napoléon le reçut très-gracieusement, ne lui parla que d'agriculture, et ne lui dit pas un mot de la politique, ni de sa résistance à Orléans.

Saint-Cyr n'avait pas voulu émigrer à la suite des Bour-

bons; il ne voulait pas servir Napoléon, et encore moins combattre son gouvernement, puisque la guerre à l'intérieur devenait l'auxiliaire des armées étrangères; il rejeta donc les propositions qui lui furent faites, au nom de Louis XVIII, d'aller commander en Vendée. Cependant, comme le sentiment de la défense du pays doit l'emporter sur l'attachement aux formes de gouvernement, il pensait que le service militaire était obligatoire pour tous les citoyens, si la France était envahie. Là se trouvait le nœud d'une question à peu près insoluble; et tel est le triste effet des discordes civiles que la raison la plus éclairée et la plus droite est souvent obligée de faire des distinctions aussi subtiles.

Lucien Bonaparte voyait fréquemment Saint-Cyr et cherchait à le gagner à la cause de son frère. Le maréchal considérait l'éclatant succès de Napoléon comme un de ces coups de fortune qui, en portant subitement un homme trop haut, contribuent à perdre une nation. Dans l'amertume de ses pensées, il répondait à son ami que l'Empereur, ayant l'habitude de tout confier au sort des armes, jouerait son va-tout dès la première bataille.

« Quelle est donc votre opinion sur la durée de la « campagne qui va s'ouvrir en Belgique? lui dit Lucien.

« — Elle ne durera pas quinze jours, dans la manière « de votre frère, répliqua Saint-Cyr; et Dieu veuille que « cette guerre, dirigée contre Napoléon seul, ne devienne « pas fatale au pays! »

Il ne s'était malheureusement pas trompé. Le 15 juin, l'Empereur ouvrait la campagne à Charleroi; le 16, il

battait les Prussiens à Ligny; le 18, il succombait à la funeste journée de Waterloo, et, en douze marches, Wellington et Blücher, traversant au pas de route nos départements du Nord, arrivaient aux portes de Paris.

Appelé, le 1er juillet, au conseil extraordinaire tenu aux Tuileries, et, le soir, à la réunion des maréchaux et des généraux en chef à la Villette, Saint-Cyr proposa d'attaquer et de battre Blücher, qui s'était avancé sur Saint-Germain et venait de passer imprudemment à la rive gauche de la Seine. La défaite des Prussiens, nos ennemis les plus ardents et les plus audacieux, obligerait certainement Wellington à rétrograder; et, ces deux avantages obtenus, l'armée, victorieuse et résignée, porterait sa soumission à Louis XVIII et se confierait à sa sagesse et à sa modération. « Par cette transition sans équivoques, « ajoutait-il, on donnerait un caractère de grandeur et « de nationalité au terrible dénouement qui menaçait « l'armée et la France. » Davout combattit les idées de Saint-Cyr; Soult, qui, à l'ouverture de la séance, avait posé en principe que la question politique devait dominer la question militaire, conseillait une soumission prompte et sans détour à Louis XVIII; Ney, Grouchy et Vandamme avaient opiné dans le même sens. Plusieurs généraux soutinrent la proposition de Saint-Cyr; et le général Grenier, membre de la commission du gouvernement provisoire, le conjura de prendre le commandement en chef de l'armée, « voulant, disait-il, lui ser- « vir d'aide de camp ce jour-là. »

La combinaison mi-partie militaire et politique de

Saint-Cyr était-elle aussi exécutable qu'il le croyait, même quand le roi eût maintenu le drapeau tricolore, ainsi qu'il en était vivement question dans son conseil? Militairement elle devait réussir, et le succès du lendemain à Rocquencourt démontra quel résultat décisif aurait produit une attaque générale de notre armée; politiquement elle aurait échoué, parce qu'elle s'appuyait sur des sentiments trop complexes pour être inspirés aux troupes : elles ne comprennent que les idées simples. Battre les Prussiens, et, après une victoire demi-revanche de Waterloo, crier : Vive le roi! c'était leur demander l'impossible et associer deux termes incompatibles dans leur esprit. On a fait un reproche à Saint-Cyr de n'avoir pas accepté le commandement en chef de l'armée qu'on lui offrait; mais, dans la situation des choses, aurait-il pu l'exercer? Assurément non; et Davout, revêtu à la fois des pouvoirs de généralissime et de ministre de la guerre, était seul en mesure de diriger l'attaque contre les Prussiens, qu'il importait de surprendre hors de garde et en flagrant délit d'imprudence; lui seul savait aussi ce qu'on pouvait attendre de notre armée, qui discutait déjà les ordres de ses chefs et leur mesurait son obéissance.

A la réunion de la Villette, les maréchaux reconnurent que l'armée avait assez de munitions pour livrer plusieurs combats, mais qu'elle était numériquement trop faible pour défendre les retranchements de Paris, complets sur la rive droite de la Seine, et à peine ébauchés sur la rive gauche; qu'en s'obstinant à défendre les approches de cette immense capitale on risquait de

manquer de vivres et de perdre la ligne de retraite sur la Loire, et qu'à la suite d'un revers aucun général ne serait certain de préserver Paris. En conséquence, Davout signa, le 3 juillet, la convention militaire qui ouvrait aux armées alliées l'entrée de Paris.

Le coup de foudre de Waterloo avait éclairé l'esprit de Louis XVIII; le deuil national lui pesait et assombrissait les joies du retour; sa conscience politique devenait plus clairvoyante et plus modérée à mesure qu'il se rapprochait de Paris, et il venait de donner une garantie de plus au gouvernement représentatif en instituant l'unité ministérielle sous un président du conseil et en déclarant que désormais le ministère serait le lien commun entre la nation et le monarque.

Le 8 juillet, Saint-Cyr alla au-devant du roi jusqu'à Arnouville; ce prince l'accueillit avec cet art dont il maniait merveilleusement les ressorts et l'éloquence, le remercia de ses services passés, et le décida, au nom des intérêts du pays, à se charger du portefeuille de la guerre. On le lui remettait dans un moment où la France ressemblait à un champ de bataille perdue; il le prit dans le but et l'espérance de préserver l'armée de ses propres agitations intestines, et de la garantir de l'action des hommes de partis et d'intrigues qui, ne tenant pas compte des services de nos soldats et n'ayant pas foi à leurs qualités civiles, cherchaient partout des prétextes de les frapper impitoyablement.

« L'armée française, écrivait-on aux souverains alliés, « rappelle à la fois le souvenir des mamelucks en Orient, « de la garde prétorienne à Rome, des Arabes fanatisés

« sous Mahomet... Il n'y a pas à hésiter; il faut que « cette armée soit attaquée, *détruite; les prisonniers,* « *conduits en Russie, doivent y rester assez longtemps* « *pour s'amender comme les déportés de Botany-* « *Bay...*» Et, chose bien triste à rappeler, ces odieuses notes secrètes émanaient du parti le plus puissant à la cour.

Cependant l'armée résistait noblement et fermement aux menées des intrigues françaises et étrangères et aux dangereuses tentations d'un faux patriotisme; elle se retirait derrière la Loire et s'y cantonnait pacifiquement. Le 11 juillet, une proclamation de Davout lui annonçait que « l'honneur de l'armée serait à couvert; qu'on en avait « pour gage la nomination du maréchal Gouvion Saint- « Cyr au ministère de la guerre; que l'intérêt national « devait réunir franchement l'armée au roi. Cet intérêt « exige quelques sacrifices, disait Davout; faisons-les « avec une énergie modeste. »

Six jours après cette proclamation, les troupes envoyaient leur adhésion au gouvernement royal et prenaient la cocarde blanche. Leur loyauté ne désarma ni les implacables ressentiments de l'Europe ni les désirs de vengeance de la cour; et l'empereur Alexandre, le plus modéré de nos envahisseurs, réclamait impérativement qu'on licenciât l'armée, en vertu des conventions stipulées, le 25 mars, au congrès de Vienne. Notre désarmement était le préliminaire obligé de la paix générale. Saint-Cyr proposait à ses collègues de résister aux exigences trop absolues des vainqueurs; il disait que, puisque les alliés et les ultra-royalistes poursuivaient avec

un tel acharnement l'armée de la Loire, c'est qu'elle était une force redoutable, et qu'en la ralliant autour du même drapeau que les troupes royales de la Vendée et de la Bretagne, en encourageant les places fortes du Nord et de l'Est à prolonger leur courageuse défense, en décidant Louis XVIII à placer sa personne et le principe de légitimité sous la sauvegarde de son droit inattaquable, et en présentant à l'esprit du tzar, facile à frapper, les dangers probables de cette terrible dislocation de troupes, le ministère pouvait négocier, et, sans recourir à des actes de désespoir, imposer aux alliés plus de respect pour la couronne et plus de modération envers la France. Le prince de Talleyrand, qui avait présidé aux délibérations du congrès de Vienne, était trop engagé pour soutenir ouvertement la politique de Saint-Cyr; le roi avait hâte de traiter avec l'Europe : on se résigna donc à subir la loi du plus fort, et, le 1er août, l'armée de la Loire fut licenciée. Mais on se contenta de promulguer officiellement l'ordonnance rendue à Lille le 23 mars, et contresignée par M. de Jaucourt, au moment où le roi sortait de France. Saint-Cyr s'évitait ainsi la douleur de rappeler à ses camarades dans le malheur la défection dont ils s'étaient rendus coupables. Macdonald alla remplacer Davout; et le même sentiment de sollicitude pour les intérêts de la France, qui avait décidé Saint-Cyr à faire partie du ministère, détermina Macdonald à se charger de la délicate mission de dissoudre l'armée de la Loire.

Depuis le 16 juillet, Saint-Cyr avait posé les bases de la réorganisation de la nouvelle armée; elle devait se

composer de 87 légions d'infanterie à 3 bataillons (1), de 47 régiments de cavalerie, de 12 d'artillerie et de 3 du génie (2). La formation des légions départementales était une institution d'une politique profonde et promptement exécutable; elle inquiéta les alliés, elle alarma la cour, et, chose étrange, elle est restée à peu près incomprise par nos historiens les plus sérieux. Les uns, trompés par la similitude des noms, se sont imaginé que c'était une imitation surannée et incomplète des anciennes légions romaines; d'autres ont cru y voir un moyen habile de déraciner le bonapartisme du cœur des troupes et de créer tout de suite un certain nombre de corps animés de sentiments royalistes; d'autres, enfin, une organisation dans les idées du fédéralisme, vers lesquelles on prétendait que Saint-Cyr inclinait. Dans ces tristes conjonctures, Saint-Cyr n'avait songé qu'à reconstituer un état militaire proportionné à nos ressources publiques et en harmonie avec les institutions de la Charte. Ne pouvant pas conserver l'armée de la Loire et privé d'une bonne loi de recrutement, il imagina de réunir à bref délai au chef-lieu de chaque département tous les militaires nés dans ce département, et d'en former une légion. Il fallait qu'elle comprît les trois armes principales, pour que le fantassin, le cavalier et l'artilleur y

(1) Dans chaque légion, le troisième bataillon était de chasseurs; ils devaient avoir un équipement et un armement particuliers. Si cette organisation avait été exécutée, la France aurait eu, en peu d'années, 90 bataillons de véritable infanterie légère.

(2) Supplément III.

trouvassent leur place : alors tous seraient rangés selon leurs services ; alors chaque soldat renaîtrait à la vie militaire dans son pays natal et sous les regards de ses compatriotes.

L'esprit de corps, toujours utile même dans ses préjugés, se serait promptement développé au sein des légions, à cause de l'esprit de province, qui est ardent, expansif et se rapporte directement à l'amour de la patrie, comme l'unité au nombre. La population militaire de chaque département aurait eu son point de ralliement, son centre de mouvement et d'organisation, et si nous supposons que, dans ces terribles conjonctures, la France, réduite aux dernières extrémités, se fût soulevée, les légions auraient été les têtes de colonne des 500,000 gardes nationaux mobilisés.

Tel est le côté politique de l'organisation de l'infanterie en légions départementales. Cette heureuse combinaison semblait avoir été inspirée par le génie de la France, comme le fut par un dieu, si l'on en croit Végèce, l'institution de la légion romaine. Mais cette formation était essentiellement transitoire, et Saint-Cyr n'avait renoncé que temporairement aux avantages de notre ancien système régimentaire.

Le roi tenait à conserver sa maison militaire telle qu'on l'avait créée le 23 mai 1814 ; Saint-Cyr, au contraire, pensait que les corps privilégiés ne sont pas plus utiles à l'éclat du trône et à la force des armées qu'à la sûreté des souverains ; et, d'après cette croyance, il disait souvent que l'empereur d'Autriche lui semblait le monarque le mieux gardé de l'Europe, positivement parce

qu'il n'avait pas de garde spéciale. En effet, un souverain ne se crée une garde particulière qu'au détriment du reste de l'armée; en risquant de perdre la confiance et l'attachement des troupes de ligne, il s'expose à se mettre sous la dépendance d'un corps d'élite dont les prétentions vont toujours croissant, et peuvent devenir dangereuses pour l'autorité royale sous un roi faible, funestes pour les libertés publiques sous un roi fort et entreprenant.

Personne n'était plus ferme dans ses idées que Saint-Cyr et moins disposé que lui aux résistances systématiques. Se voyant obligé de contredire les sentiments personnels de Louis XVIII, il fit le sacrifice de quelques-uns des siens propres, condescendance qu'il s'est reprochée plus tard, et détermina ce prince à remplacer son inutile maison militaire par une garde royale qui serait une véritable réserve de guerre. Ce premier point ne fut pas le plus difficile à obtenir; mais, quand on en vint aux mesures d'organisation, le ministre eut à lutter contre les prétentions de la cour, les réclamations des commandants des compagnies de la maison du roi et les oppositions de l'empereur Alexandre et du duc de Wellington. Selon le projet de Saint-Cyr, la garde royale devait être un corps complet de 12,000 soldats d'élite, choisis moitié dans l'ancienne garde impériale, moitié dans les troupes de ligne, soumis à des règles qui maintendraient parmi eux l'esprit d'émulation sans exciter le désir immodéré des grades et des priviléges. Les militaires de la garde auraient une solde plus élevée, des distinctions dans l'uniforme, le commandement à grade

égal, et, quand ils passeraient dans la ligne, le grade supérieur à celui qu'ils auraient exercé pendant quatre ans.

« Cette institution, écrivait-il, me semble d'un ordre « tellement supérieur qu'elle pourrait être l'objet d'une « loi; de cette manière seulement la garde serait *réelle-* « *ment constitutionnelle* (1). » Mais ces principes d'austère légalité étaient loin de l'esprit et des habitudes de ses contradicteurs, et leur semblaient au moins étranges. D'une autre part, il répondait aux observations du duc de Wellington :

« Prétendre qu'une troupe privilégiée en sera plus « dévouée, c'est ne pas voir que le reste de l'armée ne « l'en sera que moins, et que ce n'est pas dans le dé- « vouement, même absolu, de quelques milliers d'hom- « mes et dans l'opinion de la capitale, qui n'en a jamais « de réelle, qu'on peut faire consister la sûreté du trône; « que c'est dans le dévouement de l'armée et dans « l'opinion publique (2). »

L'ordonnance du 1er septembre créa la garde royale, forte de 23,268 hommes, dont 3,700 de troupes suisses capitulées. Cette ordonnance attribuait aux régiments de la garde des avantages de grades et de rang, plutôt que les prérogatives blessantes pour le reste de l'armée et rompant l'homogénéité et l'équilibre qui doivent exister entre toutes les parties d'un grand état militaire.

---

(1) Saint-Cyr aux commandants des compagnies de la maison du roi, Paris, 21 juillet 1815.

(2) Saint-Cyr à Wellington, Paris, 25 août 1815.

En fait, Saint-Cyr venait de remporter sur les préventions du roi une difficile victoire, et cependant il se sentait vaincu : sa résistance aux mauvaises exigences de la cour les avait déconcertées; mais, contrairement à ses propres idées, il avait laissé introduire des priviléges dans l'armée, et des soldats étrangers dans la garde du souverain.

D'après l'esprit qui avait présidé à cette complète réorganisation, les uniformes des troupes furent ramenés à la simplicité que les circonstances commandaient impérieusement. Ce n'était pas lorsque la nation s'appauvrissait sous les charges de deux invasions que l'armée, qui est faite à son image, devait être vêtue et équipée avec éclat. Saint-Cyr en bannit les inutiles ornements et les frivolités de tenue qui sont d'un luxe coûteux à l'État et souvent ruineux pour les officiers. Louis XVIII, par préjugé et réminiscence du passé, aussi bien que dans l'intention de briser un des souvenirs de la Révolution, exigea que l'infanterie reprît l'habit blanc. Ce fut vainement que Saint-Cyr lui représenta que la couleur bleue, devenue nationale, était plus propre à la guerre; qu'elle datait même en France de la première introduction des uniformes au dix-septième siècle; que Louis XIV, dès cette époque, l'avait affectée aux régiments royaux et à sa maison militaire; qu'on allait la donner aux régiments d'infanterie de la garde royale, et qu'en adoptant la couleur blanche la France serait la seule des grandes puissances militaires où l'habit de l'infanterie différerait par la couleur de celui de l'État-major général. Le roi ne se rendit pas aux observations de son ministre, et, se

sentant à bout de raisons, lui opposa les répugnances du prince de Condé. Ce Nestor de l'émigration avait la dignité de colonel-général de l'infanterie, et disait à tout propos que jamais il ne consentirait à endosser l'uniforme des républicains; et cette considération d'un esprit affaibli par l'âge eut l'importance d'une décision sans appel.

La vie des nations est tellement chargée de vicissitudes, de périls et de peines, que la clémence en politique devrait être la première des vertus et la raison d'État de tous les gouvernements. Les alliés entendaient que leur victoire profitât à l'ordre européen, troublé par l'apparition de Napoléon, et exigeaient qu'on punît les complices de l'attentat du 20 mars. Le parti ultra-royaliste demandait à grands cris qu'on dressât des tables de proscription et qu'on élevât des échafauds. La cour et l'émigration présentaient une liste de 1,500 coupables. Le ministère ne voulait pas de victimes; et cependant il ne pouvait pas s'empêcher de frapper ou de menacer de frapper les chefs qui, engagés sous la foi du serment à défendre le trône des Bourbons, s'étaient subitement retournés contre lui et l'avaient renversé les armes à la main. On retardait à dessein de publier les noms de ceux que l'opinion générale nommait *les grands coupables*, et l'on espérait que les plus notoirement compromis auraient le temps et la prudence de sortir de France. Le 23 juillet, après beaucoup d'hésitations, Fouché, dans un Conseil que présidait le roi, proposa une liste de 110 coupables, ou réputés tels, à traduire devant la justice ou à exiler du royaume par simple ordon-

nance. Les ministres en majorité la trouvèrent trop nombreuse, et Saint-Cyr faisait observer que la légitimité, ayant de grands avantages pour gouverner les peuples, ne devait pas recourir aux mesures acerbes, et que même elle ne pouvait pas s'en servir sans danger. Séance tenante, on réduisit à 57 noms la liste proposée par le ministre de la police. Le roi raya de sa main le nom de M. Benjamin Constant; le prince de Talleyrand fit effacer celui de M. de Caulaincourt, et Saint-Cyr obtint la même faveur ou la même justice pour les généraux Durosnel et Grenier (1). En même temps, et par ses démarches réitérées auprès des ministres de l'Autriche et de la Prusse, il eut le bonheur de hâter la mise en liberté du prince Lucien Bonaparte, qui, arrêté à sa sortie de France, était, depuis plus d'un mois, prisonnier du gouvernement sarde et détenu dans la citadelle de Turin.

---

(1) Non-seulement Saint-Cyr mit beaucoup de chaleur pour qu'on restreignît ces deux listes, mais, jusqu'à la fin de 1819, il ne cessa de poursuivre auprès du roi le rappel des exilés de toutes les catégories. Voici la lettre que lui écrivait, à cette époque, le comte de Fermon, son ancien collègue au conseil d'État :

« Monseigneur,

« Lorsque vous fûtes rappelé au ministère, je comptai sur un nou-
« veau défenseur de mes intérêts dans le conseil. Je me flattais que les
« ministres, dont j'étais connu, ne pouvaient me croire *ni un traître,*
« *ni un ennemi du roi et de ma patrie.* Mes enfants m'apprennent que
« je suis compris sur une liste de rappel adoptée par S. M. et le minis-
« tère. Je ne doute pas que je vous en sois en grande partie redevable,
« et j'ai du bonheur à me rappeler à votre souvenir en vous assurant
« de ma vive reconnaissance. »

Parmi les accusés de la première liste, Ney était le plus illustre et malheureusement le plus coupable. Le 6 juillet, il avait quitté Paris sous un nom supposé, avec deux passe-ports visés par les légations d'Autriche et de Suisse, et s'était retiré aux bains de Saint-Alban, près de Montbrison. C'est là qu'il apprit que son nom figurait en tête de l'ordonnance du 24 juillet : il lui était encore facile de sortir de France et de passer aux États-Unis; cependant, malgré tous les avertissements qui lui furent donnés et les moyens d'évasion qui lui furent offerts, il hésita, comme tous les hommes gouvernés par les impressions plutôt que par les idées, et alla demander un asile chez une des parentes de sa femme, au château de Bessonis, situé dans le Cantal; il y fut arrêté le 5 août, et transféré aussitôt à Paris.

On avait attribué aux conseils de guerre de la 1re division les poursuites et le jugement des chefs militaires dénommés dans l'article 1er de l'ordonnance du 24 juillet. Le ministre prescrivit la formation du conseil de guerre devant lequel Ney devait comparaître. Deux lois du 13 brumaire et du 4 fructidor an V réglaient la manière de procéder au jugement des crimes et délits militaires; et, conformément à l'article 5 de la loi du 4 fructidor, le conseil de guerre devait être présidé par Moncey, doyen des maréchaux de France. Moncey refusa pour des motifs dont la loi du 13 brumaire ne reconnaît ni la validité ni l'excuse. *A moins de maladie bien constatée, aucun officier ou sous-officier, nommé membre d'un conseil de guerre, ne pourra re-*

fuser sa nomination, sous peine d'être destitué et puni de trois mois de prison (1).

Ce refus, concerté avec les avocats de Ney, était une faute dictée par des intentions très-honorables et qui devinrent fatales à la cause qu'on espérait servir. Il retarda la mise en jugement de Ney, et souleva d'indignation la cour, la presse, la masse des royalistes et les hommes de la secrète confiance du roi. Dans leurs discours furibonds, ils accusaient les maréchaux d'un insupportable orgueil et d'un esprit de rébellion qui les poussait à régenter le monarque sur son trône et à lui faire la leçon. Louis XVIII fut vivement blessé que leur doyen donnât un pareil exemple d'indiscipline au mo-

---

(1) Article 6 de la loi du 13 brumaire an V.

Moncey motiva son refus dans une lettre au roi, mais celle que lui attribuent généralement les historiens est apocryphe, et le maréchal la désavoua lorsqu'elle fut publiée par des journaux américains. Il écrivait au rédacteur en chef du *Moniteur :*

« Paris, le 12 juillet 1819.

« J'ai lu, Monsieur, dans le VIIIe volume, 3e cahier, de la *Bibliothèque* « *historique* (page 146 et suivantes), la copie, extraite des journaux « américains, *d'une lettre que j'aurais écrite au roi en août* 1815.

« J'ai bien eu l'honneur d'écrire à cette époque à S. M., mais je dois « à la vérité de déclarer que la copie mentionnée ci-dessus n'est point « la copie de ma lettre.

« Je vous prie de vouloir bien insérer la présente dans votre prochain « numéro.

« Agréez, etc.,

« Le maréchal duc de Conégliano,

« MONCEY. »

(*Moniteur* du 13 juillet 1819.)

ment même où l'on cherchait à rappeler l'armée à l'observation de ses devoirs. Saint-Cyr ressentit douloureusement la faute que venait de commettre Moncey et crut avoir le temps de la réparer; mais, pour qu'elle ne se renouvelât pas, il appliqua à Moncey la peine disciplinaire déterminée par l'article 6 de la loi du 13 brumaire. Moncey fut donc destitué et condamné à trois mois de prison; il les subit ou fut censé les subir au fort de Ham. Cette apparente destitution, dont on a fait tant de bruit et qu'on a reprochée avec tant d'aigreur à Saint-Cyr, lui était imposée par la loi, qui commandait au ministre non moins sévèrement qu'au doyen des maréchaux (1). Assurément Saint-Cyr éprouvait autant de peine à punir la désobéissance de Moncey que celui-ci pouvait en avoir à présider le conseil de guerre qui devait juger Ney. Mais, sans le devoir, et sans l'obligation de le remplir jusqu'au bout, il n'y aurait pas d'armée. La discipline militaire n'est, dans ses préceptes et ses doctrines, que le devoir même. Moncey, déclarant qu'il se plaçait en dehors de ses devoirs, niait la discipline, l'armée; il se niait lui-même; car la vertu a ses obligations inflexibles et rigoureuses, dont

(1) Le mot destitution ne pouvait pas être évité en rédigeant l'ordonnance du 29 août, à cause des termes précis de la loi du 13 brumaire an V; mais cette destitution eut si peu d'effet, et la peine de Moncey avait un caractère si essentiellement disciplinaire, que son nom ne cessa jamais de figurer sur la liste des maréchaux, et que, de 1819 à 1824, il fut nommé pair de France, chevalier du Saint-Esprit, commandant en chef du 4e corps de l'armée d'Espagne, gouverneur de la 9e division militaire et grand-croix de Saint-Louis.

l'homme ne s'exempte que par faiblesse ou par calcul.

On devait craindre que Moncey n'eût des imitateurs; et cependant il n'existait qu'une seule chance de sauver le maréchal Ney : c'était de le faire juger le plus tôt possible par la commission militaire. Toute autre combinaison devait fatalement aboutir à une peine capitale; tout attermoiement, toute lenteur de procédure, en faisant gagner du temps, ferait perdre des chances favorables et grossirait les dangers. Pour se réserver des moyens et des espérances de salut, il fallait ménager les susceptibilités du roi, ne pas lui susciter d'embarras, se montrer disposé à servir sa politique et presser l'instruction du procès de manière que l'arrêt fût enlevé, rendu et exécuté avant la réunion des Chambres; car les introuvables députés de 1815 allaient arriver à Paris, enflammés de vengeance contre les complices de Bonaparte: Les assemblées politiques sont rarement clémentes, et l'on devait redouter que la majorité parlementaire ne forçât Louis XVIII à se montrer impitoyable lorsque la saine politique, si ce n'est le cœur, lui prescrivait de pardonner et d'oublier les fautes passées.

« Madame, disait Saint-Cyr à la maréchale Ney, faites « tous vos efforts pour que votre mari ne repousse pas « la juridiction du conseil de guerre : les maréchaux « sont ses véritables pairs; au nom du Ciel, qu'il n'aille « pas chercher ailleurs d'autres juges ! »

En effet, on pouvait obtenir beaucoup de la commission militaire, parce qu'étant instituée d'après une loi déjà ancienne et rarement appliquée elle avait le caractère et la puissance du droit traditionnel, sans être sou-

mise aux règles d'une jurisprudence devenue impérieuse à cause de ses fréquentes applications. Le maréchal Ney fut donc mal inspiré par ses amis, et mal conseillé par ses avocats, qui lui firent préférer la justice politique des pairs à la justice militaire des maréchaux. Au Luxembourg, il devait se trouver en face de ses adversaires politiques, c'est-à-dire d'ennemis inexorables; au conseil de guerre, il n'aurait trouvé que des amis ou des frères d'armes disposés à condamner sa défection et à l'excuser.

Le ministère, qui n'avait jamais désespéré de le sauver, était lui-même près de succomber sous le double courant des manœuvres de la cour et des exigences absolues des alliés. Le roi faiblissait manifestement dans sa résistance à leurs prétentions, et s'éloignait de la politique de ses ministres. M. de Talleyrand, dans les conférences avec les plénipotentiaires étrangers, disait : Louis XVIII est un des contractants du traité d'alliance signé à Vienne le 25 mars; vous êtes en paix avec lui; vous avez déclaré la guerre à Bonaparte, et non à la France. Bonaparte est abattu, et maintenant votre prisonnier à Sainte-Hélène. Auriez-vous donc rétabli les Bourbons sur le trône pour exercer contre eux le droit de conquêtes? Ce serait un contre-sens; car on ne dépouille pas son allié, on ne lui vend pas la paix. Ainsi, point de cession de territoire de la part de la France; elle gardera ses limites fixées par le traité de 1814. Quant à une indemnité pécuniaire et une occupation, nous y consentirons, pourvu que l'indemnité ne soit pas trop onéreuse, et que l'occupation soit modérée et de courte durée.

Le système militaire de Saint-Cyr inspirait beaucoup de confiance à M. de Talleyrand, qui trouvait là des points d'appui et de résistance pour ses négociations diplomatiques. Les alliés, au contraire, voulaient, sinon renverser, du moins paralyser les effets de cette organisation de troupes qui les avait surpris par la facilité et la rapidité de ses moyens d'exécution.

« La présence du maréchal Saint-Cyr au ministère « inquiète les alliés, disait le duc d'Angoulême au comte « de Jaucourt, ministre de la marine; elle leur déplaît « autant et peut-être plus que celle de M. de Talleyrand, « et ce n'est pas peu dire. » Et Louis XVIII ajoutait : « Le maréchal a des idées trop absolues pour le mo- « ment. »

Le 20 septembre, les plénipotentiaires des puissances étrangères posèrent durement leur ultimatum ; c'était un ensemble d'exigences que le ministère déclara ne vouloir pas accepter. Six jours après, Saint-Cyr résignait le pouvoir et quittait le ministère.

La politique intérieure allait changer de direction : le pays légal venait de se prononcer, et les royalistes excessifs, vainqueurs aux élections, rapportaient aux étrangers leur vieille alliance, qui datait de l'émigration. Les électeurs de 1815 reprochaient unanimement au bonapartisme les maux du pays et les calamités de l'invasion; ils s'imaginèrent le briser, l'écraser sous leurs violences, et produisirent cette Chambre, incomparable dans ses excès, qui fut plus royaliste que le roi, plus catholique que le clergé, et plus contre-révolutionnaire que la sainte-alliance elle-même. Cette réaction du royalisme le plus

effréné exerça sur le ministère de M. de Richelieu une tyrannie avide de vengeances et insatiable de sévérités. Turbulents et factieux, les députés venaient combattre à outrance les principes et les bienfaits de la Charte et organiser contre elle le gouvernement d'un parti. Dans leur ardeur de la détruire, toutes les armes leur étaient bonnes, et, ne pouvant pas l'abattre d'un seul coup, ils songeaient à la démanteler pièce à pièce. Cette guerre impie contre les choses et les hommes a eu son cours et ses détestables victoires; et, parmi ses journées les plus néfastes, il en est une qu'a marquée de taches ineffaçables le supplice du maréchal Ney.

Saint-Cyr s'était récusé au procès, comme ayant participé dans le conseil à l'ordonnance du 24 juillet, et ne siégea pas à la cour des pairs. Membre du gouvernement, il avait dû conseiller un grand exemple de justice pour réprouver une grande faute; après la condamnation, il aurait conseillé la clémence, acte d'humanité et d'habile politique qui, détournant à propos le glaive de la justice, aurait popularisé la royauté. Mais le ministère du duc de Richelieu s'était fait l'organe des ressentiments des royalistes et s'était trop engagé avec eux pour compromettre sa fraîche union en demandant le pardon de Ney; mais le roi, timide en présence de ses redoutables amis parlementaires, n'osa pas se montrer magnanime malgré eux; mais la famille royale resta muette, et la duchesse d'Angoulême, sainte femme qu'endurcissaient les passions politiques du moment, ne trouva pas dans son cœur une prière ni une larme pour sauver un guerrier dont le sang a crié, pendant quinze années, au

peuple de Paris : haine et vengeance contre les vieux Bourbons.

La réaction royaliste de 1815-1816 n'eut que trop tardivement son terme ; car c'est depuis cette sinistre époque que le peuple s'est dit et a commencé de dire : *Une restauration est la pire des révolutions*. Et cependant les Bourbons pouvaient seuls satisfaire les besoins de liberté et d'égalité qui l'avaient soutenu pendant son héroïque révolution ; ils pouvaient seuls établir en France le régime constitutionnel, parce que les Français, habitués à croire à leur droit traditionnel, auraient accepté presque comme des bienfaits toutes les concessions libérales venues de ces princes. La majorité des Chambres de 1815 a élevé sur la scène politique les hommes les plus funestes à la monarchie bourbonienne ; ils ont subitement grandi par ses plus mauvais jours.

M. de Richelieu dominait le ministère et ne guidait pas la situation politique ; flottant entre tous les partis, ne connaissant ni la France ancienne ni la France nouvelle, il gouvernait par secousses successives, souvent opposées, quoique toujours consciencieuses. L'ancienne armée, classée par le duc de Feltre en vingt et une catégories de coupables, de quasi-coupables, de suspects et d'indignes, formait un camp ouvertement hostile à la nouvelle armée. Les légions n'existaient que de nom, et contenaient seulement quelques centaines d'hommes commandés par des officiers dont l'armée a vu disparaître le plus grand nombre avant de les avoir vus bien commencer.

Louis XVIII avait laissé aller les choses trop vite et

trop loin ; mais quand il s'aperçut que son trône commençait à trembler sous la fermentation qu'avaient excitée les royalistes, et qu'en prolongeant cette situation il risquerait de faire du comte d'Artois le dominateur de son règne, il s'effraya ou feignit de s'effrayer plus qu'il ne l'était réellement, et frappa les royalistes en pleine victoire parlementaire. Le 5 septembre 1816, il prononça la dissolution de la chambre des députés, et proclama sa volonté *de ne régner désormais que pour la Charte et par la Charte*. La nation applaudit à ce coup d'État électoral ; et c'est alors qu'on vit se former le puissant parti constitutionnel et monarchique qui, portant haut les vertus publiques et la connaissance des affaires, fut sur le point de réaliser le vœu des sages en entretenant au sein du pouvoir législatif le degré d'agitation, de lumière et de chaleur nécessaires à son développement, et en faisant vivre de bon accord, sous le drapeau d'une Charte vénérée et loyalement exécutée, les jeunes générations, ardentes au progrès général des idées, et les anciennes générations, qui s'efforçaient d'en arrêter l'essor.

CHAPITRE XV.

(1817.) — Ministère de la marine. — Deuxième ministère de la guerre.

Au mois de juin 1817, le roi fit proposer à Saint-Cyr de rentrer au ministère. Pendant les négociations qui précédèrent son acceptation, il trouva Louis XVIII si ferme dans ses volontés, si résolu dans ses projets, si riche d'intentions réparatrices des malheurs passés, les explications qu'il en reçut avaient un caractère si national, que Saint-Cyr n'éprouva pas un seul des soupçons secrets que lui suggérait ordinairement sa méfiance naturelle envers les souverains; il se crut loyalement appelé à rétablir une partie où l'on avait compromis la fortune, la force et la dignité de la France. Il aurait donc à accomplir trois choses utiles, difficiles et glorieuses: remettre de l'ordre et de l'économie dans les dépenses de l'administration de la guerre, délivrer le territoire de la présence des armées étrangères, et donner à la nation des institutions militaires analogues à son régime politi-

que. « Que mon ordonnance du 5 septembre, lui disait « Louis XVIII, soit le drapeau que vous planterez devant « la nation et dans les Chambres. »

Le 23 juin, Saint-Cyr recevait le portefeuille de la marine. Il y avait de sa part une haute sagesse à occuper cette position transitoire et à rentrer au ministère par cette voie un peu détournée : il couvrirait devant les Chambres la retraite du duc de Feltre par des ménagements qui ne coûtent qu'aux ambitieux impatients d'exercer le pouvoir, et il évitait toute secousse au cabinet, qui semblait remonter hardiment vers l'application des grandes idées libérales.

La France comptait alors dans ses ports 68 vaisseaux de ligne, 38 frégates et 271 bâtiments légers de toutes dimensions : c'était une marine faible et non impuissante; avec ce matériel, dont une partie était gardée sur les chantiers pour la préserver du dépérissement, on avait le fond d'une flotte, dans le sens le plus étendu du mot. Mais la France, ruinée par la guerre continentale, avait besoin de reprendre haleine, de rétablir la confiance publique, de réparer ses finances; elle souffrait avec résignation dans toutes les parties de ses forces publiques, et donnait l'exemple du courage civil, le plus difficile de tous pour une nation si impétueuse et si mobile.

Le passage de Saint-Cyr au ministère de la marine avait un terme fixé d'avance, et sa courte durée ne devait pas lui permettre d'entreprendre les réformes qu'exigeait notre organisation maritime et coloniale.

Tout en admirant les prodigieux efforts du premier consul pour combattre les flottes de l'Angleterre, res-

saisir Saint-Domingue, disputer la possession de l'Inde et relever dans les deux Océans notre ancienne splendeur coloniale, Saint-Cyr jugeait ce système de grandes expéditions navales dangereux à cause de l'énormité des dépenses qu'elles nécessitent, et leur attribuait en partie l'épuisement de nos finances. Il professait la même opinion que Vauban sur les avantages de la course en mer, et pensait que, dans une guerre contre la Grande-Bretagne, notre rôle était d'attaquer son commerce, de le harceler dans le canal de la Manche et dans les mers européennes, de le ruiner, de l'écraser; et, à ce sujet, aucune mesure ne lui paraissait plus impolitique et plus malheureuse que les décrets de Napoléon sur les prises anglaises et la destruction de leurs marchandises; ils découragèrent nos armateurs et nos hardis corsaires; ils brisèrent la désirable union du commerce et de la guerre; car cette guerre d'armateurs, audacieuse, incessante et appuyée de bonnes escadres, avait fait la gloire de notre marine sous Louis XIV, et convenait mieux à notre position géographique, aux qualités guerrières et aux intérêts de notre principale population maritime, que ces grandes batailles navales où nos flottes avaient toujours été inférieures à celles de nos rivaux.

Selon Saint-Cyr, la France n'était ni assez riche, ni assez peuplée de véritables marins pour être à la fois une puissance de premier ordre sur mer et de premier ordre sur terre; il disait qu'on doit savoir être faible d'un côté, afin d'être fort et irrésistible de l'autre. Dans la recomposition de notre marine, il aurait voulu qu'on

ne s'écartât pas de cette règle de politique, et que notre flotte fût la première du second rang, et servît de tête de ligne et de point de ralliement contre l'Angleterre aux armées navales des puissances maritimes secondaires, qui, ayant dans la lutte les mêmes intérêts que nous, viendraient se ranger à nos côtés et combattre sous notre pavillon.

Ces idées ont vieilli et semblent appartenir à une époque déjà bien éloignée de la nôtre ; l'institution de la course maritime est condamnée par les gouvernements des nations les plus civilisées. La machine à vapeur a changé la face des choses ; les plus fortes positions insulaires sont désormais abordables, et nos armées, transportables sur mer aussi sûrement que par les routes du continent, peuvent arriver à jour et à heure fixes là où on leur dira d'aller.

Au mois d'août, le Portugal nous restitua la Guiane, dont un corps de troupes anglaises et brésiliennes s'était emparé en 1808. Cette restitution, conséquence de la pacification générale et du principe de légitimité qui déterminait alors toutes les transactions entre les couronnes, avait peu d'importance, car le temps des colonies soumises et productives était passé sans retour depuis l'abolition de la traite des nègres, et le Portugal, embarrassé lui-même de sa conquête, nous rendait un territoire inutile qu'il avait envahi par représailles de notre invasion de Lisbonne et de la mère-patrie.

La paix ne procure pas toujours le repos à la marine de l'État, parce qu'elle emploie ce temps aux découvertes et aux expéditions scientifiques. Les continents

et les îles de l'Océanie étaient des objets de convoitise pour tous les gouvernements et d'une ardente curiosité pour les navigateurs. La Russie y avait envoyé Kotzèbue et Billinghausen; l'Angleterre faisait explorer par l'habile capitaine King les côtes et l'intérieur de l'Australie; et la France préparait à Toulon l'expédition de la corvette *l'Uranie,* sous les ordres du capitaine Louis de Freycinet, savant distingué, qui, en 1801, avait déjà fait partie de l'expédition de Baudin dans les mers australes. Saint-Cyr s'en occupa activement, afin que le personnel des équipages et le matériel du bâtiment fussent en tout dignes du but de ce voyage. L'Institut et le Bureau des Longitudes surveillèrent la construction des instruments d'observation, et rédigèrent des instructions propres à guider M. de Freycinet dans les travaux de sa campagne, dont la durée probable serait de trois ans. Elle avait pour objet de déterminer, à l'aide du pendule, les éléments de la courbure de l'hémisphère austral, d'étudier les variations de l'aiguille aimantée, de reconnaître le cours des lignes magnétiques, et d'observer tous les phénomènes susceptibles d'intéresser la physique, l'astronomie et la navigation.

A la guerre, la principale sollicitude de Saint-Cyr était la conservation des forces et de la santé des hommes; il leur épargnait les fatigues, les dangers et les privations inutiles, et leur procurait autant de bien-être qu'il le pouvait. « C'était, disait-il, le moyen d'obtenir beau-« coup d'eux au moment des grands dangers; car le « soldat se dévoue d'une manière absolue dès qu'il a « la certitude que son général ne l'engage et ne le sa-

« crifie jamais inutilement. » La sollicitude de Saint-Cyr se dirigea donc sur les besoins des équipages à bord des vaisseaux; il voulut que, par des expériences positives et prolongées, on constatât enfin d'une manière certaine quelle serait sur la santé de l'homme l'influence de l'eau de mer distillée prise en boisson et dans la préparation des aliments.

Le 21 juillet, les commandants et intendants de la marine, à Toulon, à Rochefort et à Brest, reçurent l'ordre de faire distiller une quantité d'eau de mer suffisante pour fournir, pendant un mois, à la boisson et à la préparation des aliments d'un certain nombre de forçats de bonne volonté. Les commissaires reconnurent que cette eau pouvait, sans nuire à la santé, être employée à la boisson et aux autres besoins de la vie pendant au moins un mois, et qu'ainsi préparée elle devait être une précieuse ressource pour la navigation, et principalement dans les voyages de long cours et les campagnes de découvertes.

Le 12 septembre, Saint-Cyr reprenait le portefeuille de la guerre. Le maréchal n'avait ni le goût ni l'ambition des réformes, acceptant volontiers les choses telles qu'elles étaient, croyant que les instruments secondaires sont bons pourvu qu'on sache s'en servir, et que c'est la tête qui fait le bras. Cependant, comme il avait l'œil et l'esprit ouverts sur les institutions dont il se promettait de doter la France, il songea à se dégager des embarras et de la pression de la routine administrative, et donna tout de suite à son ministère une organisation intérieure plus simple et plus active. Saint-Cyr diminua

le nombre des chefs de service, augmenta l'importance de leurs fonctions, et les investit relativement à lui d'une véritable responsabilité. Distinguant la partie active du ministère d'avec celle qui a pour objet la préparation des lois et du budget, il confia cette préparation à un sous-secrétaire d'État; dans la partie active, il mit d'un côté la liquidation de l'arriéré, qui forma une direction spéciale, et, de l'autre, le service courant, c'est-à-dire le personnel et le matériel des troupes, l'artillerie, le génie, la gendarmerie, l'intendance et la comptabilité générale.

On réunit dans la direction de l'arriéré toutes les affaires relatives aux comptabilités depuis l'année 1801 jusqu'au 1er septembre 1816. Ainsi concentrées dans une même main, ces affaires, contentieuses pour la plupart, cessèrent d'entraver la marche du service ordinaire; on les débarrassait même d'une partie des obscurités qui les avaient enveloppées depuis deux ans. En effet, tant qu'elles étaient restées disséminées dans les différents bureaux, c'était presque à la dérobée et comme par hasard que les intéressés, et souvent même les commis, pouvaient y faire quelques découvertes.

Les créanciers de l'État frappaient aux portes du ministère et en assiégeaient les avenues. Leurs légitimes réclamations exigeaient la surveillance la plus sévère, afin d'éviter les surprises et les erreurs dans le remboursement de ces créances si nombreuses et si diverses. Dans un bon système financier, la régularité et la promptitude du payement des anciennes dettes sont les premières et les meilleures conditions du crédit public;

l'arbitraire seul se crée des embarras et des obstacles. Saint-Cyr rétablit la rigoureuse observation des formes légales dans la liquidation de l'arriéré, et cette opération, hors de ligne à cause de ses immenses détails, marcha sans secousses, vite et bien.

Sous une monarchie constitutionnelle, le budget est plus qu'une loi de finances : c'est tout un programme des forces et des ressources du gouvernement, parce qu'au budget les Chambres pouvaient tout sonder, tout demander, tout voir, tout savoir, tout prévoir; les ministres de leur côté devaient tout montrer et tout dire. Saint-Cyr n'admettait pas qu'un ministre dépassât en aucune circonstance les limites de son budget; il n'admettait pas davantage qu'un ministre fût l'entrepreneur à forfait des dépenses de son département: il plaçait les ministres beaucoup plus haut; et c'était précisément à raison de leur plénitude d'autorité exécutive qu'ils étaient plus étroitement astreints à la loi, qui est l'âme du corps politique.

Le duc de Feltre, trop habitué à servir la toute-puissance impériale, n'avait pas su se plier aux exigences d'économie du régime constitutionnel, et avait dépassé de plus de 36,000,000 ses crédits législatifs. La sage économie de Saint-Cyr remédia à toutes les fautes commises; il ferma les fêlures par lesquelles s'étaient échappés les fonds de l'État, sans récriminer contre les actes de l'administration précédente, sans recourir aux crédits supplémentaires, qui sont la ressource des ministres mauvais gérants de la fortune publique, et sans invoquer en faveur de son prédécesseur une de ces abso-

lutions parlementaires dont on déguise l'amertume sous le nom de bill d'indemnité.

Les maximes financières de Saint-Cyr étaient simples, droites et justes. Au chapitre des dépenses prévues, ses comptes seraient la copie du budget en ce qui concerne les services, ou se solderaient par des économies rapportées au Trésor, et, pour faire jouer sur tous les points de sa gestion une lumière qui en rendît le contrôle facile et rapide, il introduisit dans ses budgets le principe de la spécialité; il en fit la règle de son administration financière, et ne consentit jamais à la laisser fléchir.

Au mois de mai 1817, les compagnies qui avaient passé des traités pour la fourniture des vivres aux troupes et à l'armée d'occupation ne pouvaient plus tenir leurs engagements, et le duc de Feltre s'était vu dans l'obligation de créer une régie provisoire des subsistances militaires. Deux systèmes opposés partageaient l'opinion publique : l'entreprise et la régie.

Le célèbre fournisseur Ouvrard avait développé dans une foule de mémoires les arguments les plus puissants en faveur du système des entreprises, et proposait un nouveau mode de marché, d'après lequel le munitionnaire général aurait été remboursé de ses fournitures au prix moyen des mercuriales sur les différentes places du royaume. Les opinions de M. Ouvrard comptaient de chauds partisans au sein même du conseil, et l'on faisait observer à Saint-Cyr que d'illustres ministres de la guerre, Louvois, d'Argenson, Choiseul, avaient trouvé dans les Fargès, les Jacquier, les frères Pâris, les La-

borde et d'autres munitionnaires et fournisseurs généraux, des hommes de probité et de mérite, à qui l'on n'avait pas craint de confier le secret des opérations de la guerre, et qui s'en étaient tirés avec autant de bonheur pour l'État que d'honneur pour eux. On lui représentait que, sous un gouvernement représentatif, l'administration des vivres pouvait paraître un hors-d'œuvre fort coûteux, que le système des marchés était meilleur à suivre et le plus conforme aux règles constitutionnelles, parce qu'ils ont lieu publiquement; et, à ce sujet, on lui citait les exemples de l'Angleterre, où tous les services administratifs s'effectuent par entreprises et se font bien.

Saint-Cyr répondait que l'administration des vivres lui semblait nécessaire dans un moment où la France était occupée par une armée de 120,000 étrangers, et où l'on devait subvenir promptement aux besoins de ces troupes et remplir nos engagements avec leurs souverains. Les scandaleuses fortunes du temps de la République et de l'Empire lui faisaient craindre le système des entreprises et la redoutable intervention d'un munitionnaire général. « On ne prend ces affaires-là, di-« sait-il, que dans le but de réaliser d'énormes béné-« fices. La constante maxime des fournisseurs est celle-« ci : Il faut gagner de l'argent, en gagner beaucoup et « vite; et, pourvu que le service ait l'air d'être bien fait, « peu leur importe qu'il le soit réellement bien. Aussi, « malgré plusieurs exceptions fort honorables, je ne « crois pas au désintéressement des munitionnaires, et, « quand on le fait sonner très-haut, je me méfie de ceux

« qui en parlent et de ceux en faveur de qui on en parle. »

Quant à l'objection tirée de l'exemple de l'Angleterre, il répondait que l'esprit de la nation anglaise est éminemment mercantile ; qu'elle n'est pas comme nous dans la nécessité de développer un vaste système d'organisation militaire ; enfin que, chez nos voisins, on a des idées si rigoureuses de la responsabilité ministérielle qu'il n'est pas un ministre qui songeât à l'engager, et qui renonçât aux formalités de l'adjudication publique, même pour l'avantage du Trésor. Saint-Cyr se détermina donc à constituer une direction générale des subsistances ; et la confia au comte Dejean, ancien ministre, qui employa à ce service d'un ordre inférieur ses vertus et son expérience consommée.

Le 5 novembre, le roi, en ouvrant la session législative, avait annoncé aux Chambres la présentation d'un projet de loi sur la réorganisation de nos forces militaires. Saint-Cyr était donc appelé pour la seconde fois à donner une armée au pays. L'armée, c'est le sang du corps politique ; être ou ne pas être, au dedans comme au dehors, voilà ce dont il s'agit pour la France, dès qu'on discute la formation de l'armée de terre.

L'article 12 de la Charte avait aboli la conscription, dont le nom, justement odieux aux familles, rappelait les plus impitoyables rigueurs de l'Empire ; et cependant l'enrôlement forcé, c'est-à-dire la conscription, était le seul mode de recrutement qui pût fournir à la France des armées capables de résister à celles des autres souverains de l'Europe. Le service obligé n'était pas complétement banni de nos lois ; il subsistait virtuellement

dans la garde nationale, et, en réorganisant nos forces militaires d'après la loi du 12 décembre 1790, il aurait été facile de le rétablir pour l'armée; car, dans ce système, elle était regardée comme extraite et momentanément détachée de ce grand corps. Cet expédient législatif aurait certainement reçu l'approbation de la majorité dans les deux Chambres; mais il ressemblait à un subterfuge, et Saint-Cyr n'en voulut pas. Il repoussa cette idée de lier aussi étroitement l'organisation de l'armée à celle de la garde nationale, et se résolut à aborder de front la question du service obligé, malgré les termes précis de la Charte et les souvenirs encore saignants de la population. Il se confia à la grandeur même de son dessein, à l'intelligence de la nation, à son humeur guerrière, et à deux choses d'un effet certain et qui n'en font qu'une dans un État librement constitué : le besoin de la paix et de l'ordre joint au besoin de la force et de l'autorité. Le problème social que Saint-Cyr s'était donné à résoudre avait trois termes : répandre et perpétuer parmi les citoyens les goûts et les habitudes militaires qui garantissent en même temps l'indépendance nationale et la tranquillité intérieure du pays; préserver les troupes du funeste vertige dont les enivrent les ambitieux et les factieux, et les empêcher de se désaccoutumer des vertus de la vie civile et du respect des droits et des intérêts de la population laborieuse et désarmée; obtenir enfin la plus grande quantité de forces actives en dépensant le moins possible. Et, dans ce calcul, Saint-Cyr entendait qu'on portât en ligne de compte la somme des dangers et des sacrifices de liberté imposée à cha-

que citoyen pour la défense commune. Il crut avoir résolu la question au point de vue de la prérogative royale, aussi bien que dans l'intérêt des libertés publiques, en fixant les deux limites du complet de l'armée et du contingent annuel des départements, en déterminant les conditions légales de l'avancement dans tous les grades, et en instituant une forte réserve de légionnaires-vétérans.

Le 20 novembre, Saint-Cyr présentait à la chambre des Députés son projet pour l'organisation légale de l'armée. Son exposé de motifs s'adressait à la raison publique; il parla pour la France entière et à la France entière, sans chercher à émouvoir les passions ni les préjugés de la partie de l'assemblée qu'il savait disposée à lui prêter son concours.

« Il s'agit ici, disait-il, d'une de ces lois dont le prin-
« cipe dérive tellement de l'ordre actuel des sociétés et
« de l'état des mœurs ou de l'opinion que le législa-
« teur n'a plus qu'à choisir entre un petit nombre d'ap-
« plications. Quand tous les citoyens ont un intérêt égal
« à l'indépendance de leur pays, ils ont un même de-
« voir, un même droit à le défendre. Mais le salut de
« l'État veut aussi que l'on charge de sa défense ceux
« qui sont le plus propres à remplir cette tâche néces-
« cessaire et honorable... »

Le projet de loi renfermait quatre titres principaux :

1° Le recrutement, qui aurait lieu par les enrôlements volontaires, et, en cas d'insuffisance, par des appels forcés;

2° La réserve, composée des légionnaires-vétérans;

3° La durée du service, fixée à douze années, dont six dans l'armée active et six dans la réserve;

4° Les règles de l'avancement.

Ce système de recrutement réalisait cette belle promesse du roi aux Chambres assemblées :

« Je veux qu'aucun privilége ne puisse être invoqué ; « que l'esprit et les dispositions de cette Charte, notre « véritable boussole, qui appelle tous les Français indis- « tinctement aux emplois, ne soient pas illusoires, et que « le soldat n'ait d'autres bornes à son honorable car- « rière que celle de ses talents et de ses services (1). »

---

(1) Discours du roi à l'ouverture de la session, 5 novembre 1817.

CHAPITRE XVI.

(1818.) — Discussion de la loi de recrutement. — Création du corps d'État-major. — Appel des classes de 1816 et 1817. — Conférence d'Aix-la-Chapelle et évacuation du territoire. — Retraite du duc de Richelieu.

Les débats soulevés par la présentation de la loi de recrutement ont été sans contredit les plus solennels et les plus complets de la Restauration; le mouvement des esprits s'y développa avec beaucoup d'éclat et une grande ardeur; la tribune nationale attira les regards de l'Europe entière, et telles étaient l'équité et la sagesse de rédaction du projet de loi que les orateurs les plus passionnés s'en ressentirent en dépit d'eux-mêmes. Saint-Cyr avait contre lui la cour, les princes, les membres de l'ancienne majorité de 1815, la presse royaliste, alors si puissante, les journaux étrangers, organes des cabinets allemands, et, dans la chambre des Députés, les deux oppositions, qui s'apprêtaient à combattre le projet de loi, à gauche, comme une œuvre de despotisme, à droite, comme une œuvre de démocratie. La cour et les royalistes excessifs, que le comte d'Artois gouver-

nait, n'auraient pas mieux demandé que de voir l'armée composée de volontaires, instruments de partis et de mercenaires trompés et achetés par les manœuvres du racolage; car, à leurs yeux, rien ne semblait plus urgent que de revenir aux plus mauvaises pratiques de l'ancien régime. D'un autre côté, l'opinion libérale s'inquiétait de ce qu'on allait remettre 240,000 soldats aux mains du pouvoir royal. *En France,* disait-on, *qui a les soldats pour soi a tout;* et l'on ne doit pas oublier si vite les grenadiers du 18 brumaire. Or nous ne voulons pas davantage des grenadiers du maréchal Saint-Cyr, parce que les trop grandes armées servent tôt ou tard à étouffer les libertés nationales.

La discussion parlementaire s'ouvrit le 14 janvier.

M. de Bonald, envisageant la question aux points de vue de la philosophie, de la morale et de l'histoire, et se posant en champion des libertés publiques, s'éleva contre les enrôlements forcés, qui violaient les libertés individuelles et brisaient les plus saintes lois de la famille. Il accusa les mots d'avoir pris des significations révolutionnaires, de manière qu'ils servaient à cacher la vérité des choses au lieu de les définir. « Autrefois, s'écriait-« il, lorsque les expressions étaient justes comme les « idées, on ne donnait pas le nom d'*armée* aux corps de « troupes en temps de paix. Ainsi appliqué, ce mot ap-« partient à une langue de nouvelle fabrique; il est « peu monarchique et de nouvelle création... Vous vou-« lez, ajoutait-il, une armée nationale pour défendre la « liberté publique! Mais que manquait-il aux armées de « César et de Pompée pour être des armées nationales?...

« Et cependant les armées du beau-père, comme celles « du gendre, ne conspiraient-elles pas à l'envi l'une de « l'autre à asservir la liberté publique, et le vainqueur « ne la fit-il pas fléchir, cette république tout entière, « sous sa brillante dictature? Que manquait-il aux ar- « mée de Fairfax et de Cromwell pour être des armées « nationales?... Et cependant l'heureux Cromwell ne les « fit-il pas servir à étouffer toutes les libertés publiques « sous son injurieux protectorat? Que manquait-il aux ar- « mées de Bonaparte pour être des armées nationales?... « Et cependant Bonaparte a-t-il respecté la constitution « républicaine, ne l'a-t-il pas opprimée, avec toutes les « libertés qu'elle nous avait garanties?... Voyez l'exemple « de tous les corps délibérants qui voudraient associer « l'armée à leur cause. L'essence d'une armée est l'u- « nité; l'essence d'un corps délibérant est la division. « Éléments hétérogènes, vous ne vous toucherez que « pour vous combattre, et de vos sanglants débats naî- « trait encore une fois la ruine de la Constitution et des « libertés publiques; et des rangs de l'armée s'élèverait « encore quelque caractère entreprenant, quelque esprit « audacieux qui, las d'écouter les orateurs, viendrait « mettre son épée à la place de la sonnette de votre « président, terminer d'un mot toutes vos harangues, « et écrire sur la porte de votre Chambre : *Chambre à « louer.* »

M. de Villèle argumentait à son tour. « Les minis- « tres vous proposent de sacrifier la prérogative royale « au besoin qu'ils sentent d'avoir recours à un moyen « extraordinaire pour donner du poids à leurs promes-

« ses. Une loi, nous disent-ils, réglera le mode d'avan-
« cement dans l'armée. Mais cette loi, qui sera chargé
« de l'exécuter? Les ministres. Par quels moyens pourra-
« t-on les contraindre à la suivre mieux qu'ils n'ont
« suivi les ordonnances du roi?... La fixité qu'on vous
« présente n'est pas une concession ; c'est une mesure
« placée dans la loi pour en adoucir l'amertume ; ce n'est
« pas la fixité, c'est la confusion. »

Royer-Collard et Camille Jordan, deux sages entre les plus sages, s'étaient réunis à l'opposition de gauche, et demandaient que les Chambres fussent appelées à voter annuellement le contingent de l'armée. « On veut que
« cette armée, où la nation dévoue au roi ses enfants, soit
« à la fois royale et nationale ; on veut que la patrie soit
« pour elle ce qu'elle est pour vous, le roi et la Charte,
« qu'elle serve l'un et qu'elle défende l'autre. Est-il
« inutile à ce dessein qu'elle reçoive chaque année son
« complément de la loi, et qu'ainsi la loi lui rappelle
« chaque année que, sous les ordres du roi, elle a la
« gloire de combattre, de mourir pour un pays qui la
« connaît, et dont les institutions la protégent. »

A la séance du 26 janvier, Saint-Cyr prit la parole. Il
« semble, à entendre les adversaires du projet de loi, que
« l'enrôlement volontaire n'y soit inscrit que pour voiler la
« conscription, et que notre dessein soit plutôt de refuser
« que d'accepter ce qu'il nous donnera. Pourquoi donc de
« telles suppositions? Est-ce parce que l'article 3 interdit
« les primes en argent? Quand tous les Français n'avaient
« ni les mêmes droits, ni les mêmes devoirs, il a pu
« être nécessaire d'acheter à prix d'argent des soldats.

« Je ne vous rappellerai point tous les abus, toutes les « violences, toutes les ruses auxquelles ce mode de re- « crutement donnait lieu... Grâces à Dieu, nous ne se- « rons plus obligés, pour remplir les rangs de l'armée, « de séduire la jeunesse et de provoquer une heure d'é- « garement ; la patrie, au lieu de marchander avec ses « enfants le prix de leur vie, accueillera avec recon- « naissance ceux qui voudront la lui consacrer ; son traité « avec eux sera un contrat généreux, et non un vil mar- « ché. Les appels, quand on y aura recours, ne repro- « duiront-ils pas la conscription? Je ne sais s'il est bien « utile, s'il est bien patriotique, quand une institution est « reconnue nécessaire, de s'appliquer à lui rendre un « nom justement odieux. Heureusement, il y a peu à « craindre de pareils efforts. La France est trop fière pour « ne pas vouloir que, s'il y a dans la conscription un « principe nécessaire au maintien de son indépendance, « ce principe soit encore appliqué. Elle est trop éclairée « pour ne pas reconnaître la différence radicale qui existe « entre le mode de recrutement qu'on vous propose et « l'ancienne conscription... Quelques personnes ont « pensé que le vote annuel et explicite du recrutement « par les Chambres était inhérent à la nature du gouver- « nement représentatif et indispensable aux garanties « nationales... Un grand État continental comme la « France, entouré de puissants voisins, ne peut être « soumis à des combinaisons politiques qui rendraient « l'existence de son armée incertaine et précaire : une « armée est pour lui une première garantie extérieure « qu'on ne peut ni remplacer ni suspendre. Dans un

« État semblable, il ne faut pas que la Constitution re-
« doute l'armée, car elle ne saurait s'en passer. La force
« et la dignité de sa couronne, la pureté des lois, l'indé-
« pendance de la nation, son importance politique, tout
« réclame d'abord une armée permanente... Elle est tel-
« lement indispensable que l'on ne peut pas en séparer
« l'idée de notre existence nationale et monarchique...
« L'opinion du vote annuel tend à placer dans les
« Chambres la partie même du gouvernement qui, par
« l'esprit de la Charte et par la situation de la France, de-
« vait rester tout indépendante et toute royale. Vaine-
« ment la Charte réserve au roi le commandement et la
« disposition des forces de terre et de mer; si, chaque
« année, l'état militaire est toujours en question, non pas
« comme objet de dépense, mais comme moyen de pou-
« voir, la prérogative royale est désarmée et l'influence
« politique est transportée ailleurs... Mettons-nous har-
« diment en possession de l'armée active et permanente
« dont nous ne pouvons pas nous passer. Elle vient de
« se former sous vos yeux, d'après les dispositions de la
« Charte, la nature des choses, les besoins de l'État...
« Quant à l'armée de réserve, elle doit remplir deux
« conditions : l'une, de n'être ni un danger pour la li-
« berté publique, ni un fardeau pour le Trésor; l'autre,
« d'offrir une ressource suffisante et assurée dès que son
« emploi devient nécessaire. Il faut qu'elle puisse dor-
« mir tranquillement au sein de la patrie, et se réveiller
« tout à coup à sa voix. »

« Des craintes mal déguisées, bien qu'exprimées avec
« une sorte d'embarras, ajouta le ministre, ont porté

« quelques orateurs à repousser l'institution des légion-
« naires-vétérans, non à cause de l'institution en elle-
« même, mais à cause des hommes qui seront appelés les
« premiers à y prendre place. La franchise est ici un
« devoir, car la question que nous agitons au sujet de
« l'armée est une question nationale. Il s'agit de savoir
« s'il existe parmi nous deux armées, deux nations, dont
« l'une sera frappée d'anathème et regardée comme in-
« capable de servir le roi et la France ; et, pour me ren-
« fermer dans ce qui me regarde directement, il s'agit
« de savoir si nous appellerons encore à la défense
« de la patrie les soldats qui ont fait sa gloire, ou si
« nous les déclarerons à jamais dangereux pour son
« repos. Ce dernier arrêt serait rigoureux et injuste,
« car ces soldats étaient admirables aux jours de com-
« bats; une ardeur infatigable les animait, une pa-
« tience héroïque les soutenait; jamais ils n'ont cessé
« de croire qu'ils sacrifiaient leur vie à l'honneur de la
« France, et, quand ils ont quitté leurs drapeaux, ils
« avaient encore à lui offrir d'immenses trésors de
« force et de bravoure. Faut-il que la France renonce
« à les leur demander? Faut-il que, dans ses adversi-
« tés, elle cesse de s'enorgueillir de ces hommes que
« l'Europe n'a pas cessé d'admirer?... Non, Messieurs,
« je ne puis le croire : notre salut ne réside point dans
« l'oubli de tant de services, dans la méfiance de tant
« de courage, dans l'abandon d'un boulevard si sûr.
« Les empires ne se fondent point sur la méfiance; le
« roi le sait, le roi ne veut pas qu'il existe en France
« une seule force nationale qui ne lui appartienne, un

« seul sentiment généreux dont il ne fasse la conquête.
« Nos soldats ont beaucoup expié, car ils ont beau-
« coup souffert : qui donc s'obstinerait à les repousser
« encore? »

A cet éloge de l'ancienne armée, le plus grand nombre des députés et le public des tribunes éclatèrent en applaudissements, que personne, pas même le président de l'assemblée, M. de Serre, ne songea à réprimer. Chacun s'était levé de son banc ; on s'interrogeait, on s'attendrissait, on se sentait plus sûr et plus fort en sentant que la France avait subitement grandi sous la main puissante et la parole de cet homme éminemment français, qui voulait que la patrie fût aussi grande qu'elle pouvait l'être. Pour la première fois un ministre des Bourbons, à la tribune nationale, venait renverser de front le système d'odieuses calomnies dirigées contre nos vieux soldats. Ce discours fut un des plus complets triomphes de l'éloquence parlementaire ; l'histoire en compte peu de pareils. Trente-six ans se sont écoulés depuis cette mémorable séance, et l'on se souvient encore avec attendrissement de ce cri échappé à l'âme de Saint-Cyr : *Nos soldats ont beaucoup expié, car ils ont beaucoup souffert.*

La discussion, engagée sur les articles de la loi, donna lieu aux plus vifs débats ; elle fut votée, le 5 février, par 147 voix contre 92.

Portée, quatre jours après, à la Chambre des Pairs, elle y rencontra une opposition relativement plus nombreuse et plus passionnée que celle des députés ; elle y rencontra le même système de résistance et les mêmes

attaques contre les règles légales de l'avancement, la vétérance et les appels forcés.

Le duc de Fitz-James, d'une vive éloquence et d'un esprit très-incisif, disait : « Que devient le rôle de la « royauté avec les articles proposés pour l'avancement? « Adoptez-les, et la main royale n'est plus qu'une ma- « chine à signer des brevets. »

Le duc de Brissac s'étonnait qu'en préparant des lois pour un grand peuple on songeât si peu à les assortir à ses mœurs et qu'on s'obstinât à vouloir façonner pour la guerre une nation que son caractère et ses habitudes portent naturellement à la paix... La Charte, en déclarant la conscription abolie, promettait à sa place une loi de recrutement. Comment cette loi promise rétablit-elle aujourd'hui la conscription qu'elle devait remplacer? La conscription! C'est à regret qu'on prononce ce mot, qui devrait être rayé de notre langue.

M. de Chateaubriand, dont les discours avaient déjà l'importance d'événements politiques, reproduisait avec sa magnificence oratoire la double argumentation de MM. de Bonald et de Villèle, et s'attachait à réfuter le discours de Saint-Cyr, demeuré sans réponse à la tribune des députés. « La milice, a-t-on dit, était la conscription, « sauf l'égalité... Cette belle définition de la milice par « M. le ministre de la guerre va me fournir celle de la « conscription : la conscription est la milice avec l'é- « galité. Je crois faire ici la plus sévère critique de la « conscription appliquée à la monarchie, puisque cette « définition montre immédiatement à quel genre de « constitution politique appartient la conscription.

« La conscription, reproduite sous le nom d'appel, est « à la fois le mode naturel de recrutement du despo- « tisme et de la démocratie, et ne peut appartenir; pour « cette double raison, à la monarchie constitutionnelle. « Elle est le mode de recrutement sous le despotisme, « parce qu'elle lève les hommes de force et viole les « libertés politiques et individuelles. Elle est le mode de « recrutement dans la démocratie, parce qu'elle ne « compte que l'individu et établit une égalité méta- « physique qui n'existe point dans la propriété, l'éduca- « tion et les mœurs...

« Je n'examine point le titre sur l'avancement, parce « que je n'en admets pas le principe. Par ce principe la « prérogative royale est dangereusement attaquée... « Aider par notre vote la couronne à se dépouiller, ce « n'est pas partager un trésor, c'est favoriser un suicide « dont les conséquences amèneraient la ruine de la so- « ciété. »

Macdonald, qui était le rapporteur de la commission, justifia tout le projet de loi, et ne demandait que deux exceptions, relatives, l'une à l'avancement par ancienneté, l'autre aux légionnaires-vétérans; et à ce propos Macdonald, s'écartant de son rôle de rapporteur, avait dit :

« Chargé, dans des temps que j'ose à peine rappeler, « d'une opération sans exemple peut-être dans l'histoire « militaire des nations, d'une opération qui, pour être « nécessaire, n'en était pas moins douloureuse pour « moi, j'ai donné à mes anciens compagnons d'armes « l'assurance solennelle que les dispositions des actes de

« leur dissolution seraient fidèlement remplies et qu'ils « devaient se confier sans réserve aux promesses émanées du trône. Pourrais-je les abandonner après avoir « été témoin de leur héroïque résignation ? »

Cette circonstance, présentée sous la forme d'une révélation, avait fortement impressionné les esprits au dedans comme au dehors de la Chambre et avait jeté de l'embarras parmi les défenseurs de la loi aussi bien que fourni un argument inespéré à ceux qui combattaient l'institution des légionnaires-vétérans. Saint-Cyr se hâta de répondre : « L'honorable rapporteur de « votre commission vous a parlé de la foi promise, d'un « engagement en quelque sorte solennel. Qu'il me soit « permis de le rassurer à cet égard. J'avais l'honneur de « siéger au conseil du roi à l'époque où M. le maréchal duc « de Tarente fut envoyé pour prendre le commandement « d'une partie de l'armée licenciée par l'ordonnance du « 23 mars 1815. Une ordonnance du 3 août de la même « année et une instruction du 7 août réglaient le mode « de ce licenciement et l'organisation des légions départe- « mentales... La mission de M. le duc de Tarente se rap- « portait à la dislocation de l'armée et au renvoi des « hommes dans leurs départements respectifs... La pa- « role de votre honorable rapporteur n'a donc pu être « et n'a pas été en effet engagée, et la délivrance des « congés mêmes ne faisait pas partie de sa mission, qui « n'avait d'autre objet que le licenciement de l'armée... « Quelques personnes regardent le service de la réserve « comme une charge excessive imposée aux soldats qui « ont acquitté leur dette dans l'armée ; elles s'étonnent

« qu'on fasse tomber sur les mêmes hommes le poids de « la défense nationale. J'en conviens, cette charge est « pesante; elle serait trop pesante peut-être si la loi qui « crée l'obligation n'en assure pas aussitôt le prix. Par « nos dispositions sur l'avancement, la profession mili- « taire, qui, dans son origine, n'est qu'une charge, de- « vient une carrière, un état qui a ses récompenses « comme ses dangers, ses profits comme ses sacrifices. « Remarquez, Messieurs, la correspondance qui existe « entre les trois dispositions fondamentales du projet. « Pour avoir une armée active, il faut la demander au « recrutement obligé; pour avoir une bonne armée de « réserve, il faut la demander à l'armée active. Jusqu'ici « tout est obligation, devoir, fardeau imposé à la nation « et à l'armée. Mais la fixation légale des règles de l'a- « vancement place la justice à l'issue de cette série de « nécessités; par elle sont reconnus et garantis les droits « des citoyens que le sort appelle dans l'armée, et ceux « des soldats que l'armée rend à la patrie.... On ne sait « pas tout ce qu'on peut obtenir des hommes par la « justice; et, quand on a beaucoup à exiger d'eux, il « faut absolument la leur assurer... On vous a dit que « les grades d'officiers supérieurs exigeaient des connais- « sances, une capacité que *le choix seul pouvait garan- « tir;* mais il n'y aura pas dans l'armée un sous-lieute- « nant qui n'ait *été choisi;* l'ancienneté en vertu de « laquelle les officiers auront droit à l'avancement sera « l'ancienneté de grade, non l'ancienneté de services; « un tiers des emplois sera réservé au choix libre; « tout cela ne suffit-il donc pas pour nous garan-

« tir une bonne composition d'officiers supérieurs ? »

Saint-Cyr terminait son discours par cette considération de politique générale :

« C'est un spectacle unique dans l'histoire du monde « que celui d'un gouvernement national et libre discu- « tant son système et sa force militaire en présence des « armées de l'Europe résidant encore sur son territoire. « J'espère, Messieurs, que le récit de cette étrange situa- « tion honorera un jour l'Europe et la France ; mais elle « nous prescrit impérieusement l'union et la sagesse. »

Dans la discussion des articles, le titre sur l'avancement fut l'objet de la plus vive controverse. Saint-Cyr disait que les règles, une fois reconnues bonnes de leur nature ou après des épreuves suffisantes, doivent demeurer immuables et appartiennent essentiellement au domaine de la loi, et que c'était l'unique moyen de leur donner la stabilité et la fixité nécessaires. Il complétait sa démonstration par un tableau fort piquant des variations du régime des ordonnances en matière d'avancement depuis 1675, et appuyait son argumentation de l'autorité de Louvois, des maréchaux de Belle-Isle, du Muy, de Ségur, de Broglie, et des nombreuses décisions du savant conseil de la guerre institué en 1788. La profusion des grades avait jeté dans l'armée un tel désordre que le maréchal du Muy se vit obligé pendant son ministère, en 1775, de réformer plus de mille colonels. A cette époque il existait des *colonels-propriétaires*, des *colonels-commandants*, des *colonels en second*, en *troisième*, *par commission*, *à la suite*, *attachés à l'armée ;* des lieutenants-colonels *colonels*, des majors *colonels*, des capi-

taines *colonels,* des sous-lieutenants *colonels,* des maréchaux des logis *colonels;* puis des capitaines-*commandants, en second, réformés, à réformer, à la suite, à finances,* etc.; et de tous ces colonels et capitaines, un seul exerçait des fonctions réelles et actives. En entendant cette étrange énumération, le vieux duc de Lavauguyon, ancien ministre de Louis XVIII pendant l'émigration, disait plaisamment au maréchal de Viomesnil, qui siégeait près de lui, et qui, adversaire déclaré du projet de loi, montrait beaucoup d'impatience de cette longue nomenclature : « En vérité, monsieur le Maréchal, « si le ministre vous battait de son bâton ou du bâton de « Lannes, de Masséna, il y aurait de quoi vous plaindre; « mais il vous bat du bâton de du Muy, de Ségur, de « Broglie : ceux-là étaient des nôtres, et vous devez « prendre patience. »

Le discours de Saint-Cyr décida en sa faveur les esprits indécis; la Chambre des Pairs adopta le projet de loi à la majorité de 96 voix contre 74; elle fut promulguée le 10 mars 1818. Cette loi rassurait du même coup la France et la monarchie, et, malgré l'instabilité de nos formes gouvernementales et nos trente-six ans d'agitations et de discordes politiques, elle est encore la base de la constitution de l'armée. « C'est une de ces lois qui « peuvent perdre ou sauver les empires, et qui font peser « sur la tête du législateur la plus effrayante responsabi- « lité, » s'écriait M. de Chateaubriand de son ton de prophète (1). La sage loi de recrutement n'a été réservée ni à

(1) Discours du 2 mars 1818.

cette gloire fatale, ni à cet extrême honneur; mais, quoique mutilée dans ses plus patriotiques dispositions, quoique menacée de stérilité par plusieurs des successeurs de Saint-Cyr, elle a résisté à leurs prétendues améliorations, et ce qu'on n'a pas osé retrancher de cette grande institution a suffi pour sauvegarder les droits et les intérêts les plus précieux des officiers et des soldats; aussi la nation et l'armée reconnaissante l'ont nommée *la loi Gouvion Saint-Cyr*.

Notre armée est la plus homogène et la plus ferme des armées européennes, parce qu'elle a eu, depuis l'année 1818, une charte de ses droits, et pour règle le principe de l'égalité. Toute force se perfectionne chez l'homme par le développement de l'intelligence. L'instruction élémentaire, c'est-à-dire le savoir-lire, le savoir-écrire et le savoir-calculer, mise à la portée des soldats, était une corrélation du titre sur l'avancement et une dette du gouvernement envers la partie du peuple destinée à passer dans l'armée; car il n'y a pas de véritable égalité politique là où l'on ne s'attacherait pas à produire la mesure possible d'égalité intellectuelle. Saint-Cyr fit ouvrir, à Paris, un cours normal d'enseignement mutuel, et; aux chefs-lieux des divisions militaires, des écoles-modèles pour tous les corps de l'armée. Les régiments ont eu leurs écoles où les enfants de troupe étaient convenablement élevés, où les soldats aussi bien que les sous-officiers se disposaient par l'étude à mieux pratiquer les travaux de leur état et prenaient un sentiment plus élevé de leurs devoirs. Saint-Cyr voulait que l'instruction du soldat s'étendît au développement du corps

et de l'intelligence; que les exercices militaires comprissent la natation, l'escrime, la gymnastique, et qu'on s'occupât à former les hommes, non pour les faire briller aux manœuvres de parade, mais pour les rompre à un régime qui les tînt continuellement en haleine et rapprochés de l'état de guerre.

Selon Saint-Cyr, il n'y avait pas de meilleure école pour les sous-lieutenants d'infanterie et de cavalerie que le métier de soldat pendant plusieurs années. « Pour « commander et conduire les hommes, il faut les bien « connaître, disait-il, et l'on n'apprend à les connaître « dans la jeunesse qu'en vivant au milieu d'eux. » Il convenait néanmoins que nos habitudes sociales et l'état de nos mœurs s'opposaient à l'application rigoureuse de ce principe, qu'il rangeait parmi ceux de *son utopie militaire*.

L'ordonnance de 1814 sur les écoles militaires avait rétabli quelques-uns des priviléges de 1751, incompatibles avec la Charte; Saint-Cyr les fit disparaître et organisa les études et le régime des écoles de façon qu'elles recrutassent l'armée de jeunes officiers capables de suppléer, par leur instruction théorique, aux qualités pratiques qui devaient nécessairement leur manquer au début de leur carrière.

Le nombre des officiers à demi-solde était de 18,414, portés au budget pour une dépense d'environ 16 millions. Sous le ministère du duc de Feltre, on leur avait fait une position abaissée, d'où ils inquiétaient le gouvernement autant et plus peut-être qu'ils n'en étaient eux-mêmes inquiétés; on s'en méfiait avec excès et à tout propos;

or il est dans la nature de haïr ceux qu'on a longtemps soupçonnés, menacés et craints. Détruire les absurdes catégories auxquelles on les avait indignement soumis était un acte de justice envers ces braves militaires ; les replacer dans les rangs de l'armée, c'était rendre à l'armée sa force et l'unité. Beaucoup d'anciens officiers ne voulaient plus ou ne pouvaient plus servir. L'ordonnance du 20 mai régla la position de tous, fixa les traitements de non-activité au prorata des services de chacun d'eux et facilita l'admission à la retraite et à la réforme ; ceux qui demandèrent à rentrer purement et simplement dans la vie civile n'en reçurent pas moins la rémunération de leurs services ; et Saint-Cyr se montra à leur égard aussi généreux que le lui permettaient les sévères prescriptions des lois de finances.

Les officiers en état de reprendre du service devaient être replacés dans l'armée, en commençant par les plus jeunes, avant le terme fixé pour la cessation de leur demi-solde, afin qu'elle n'atteignît que ceux décidés à rentrer dans la vie civile ; des cadres de remplacement furent créés à la suite des corps d'infanterie et de cavalerie, et les officiers, qui en faisaient partie, conservaient leur demi-solde indéfiniment ; on assurait aux officiers en non-activité *la moitié de tous les emplois qui viendraient à vaquer* (1) ; enfin les cadres des 200,000 légionnaires-vétérans auraient compris environ 9,000 officiers de tous grades.

Alors aurait disparu l'irritante et injuste position des

(1) Ordonnance du 2 août 1818.

officiers à demi-solde. Les vexations qu'ils avaient endurées pendant trois années les avaient rendus turbulents et toujours prêts à conspirer ; tourmentés par un faux esprit de corps et un besoin de représailles, ils s'étaient fait le funeste devoir de se montrer hostiles au trône des Bourbons. Saint-Cyr en rappela plus de dix mille à l'activité, et, en peu de temps, tous les officiers de l'armée, oubliant leurs différences d'origine et confondus par les devoirs de leur état dans une camaraderie commune, devinrent les parties composantes et alliées d'un même corps. Le moral de l'armée s'en raffermit et s'éleva à mesure qu'elle se sentit plus fraternellement unie.

Mettant partout la règle à la place de l'arbitraire et ne reconnaissant point aux généraux la liberté illimitée de choisir dans toutes les armes leurs aides de camp et leurs officiers d'état-major, Saint-Cyr créa un corps spécial ayant, comme l'artillerie et le génie, ses généraux particuliers et son école d'application, où l'admission des officiers-élèves s'effectuait sur examen. Beaucoup de militaires des plus hauts grades blâmaient ce changement et annonçaient que cette innovation serait dangereuse et contraire au bien du service, en altérant les rapports d'entière confiance entre les généraux et leurs officiers d'état-major. Dans l'armée plus qu'ailleurs, peut-être, on s'attache obstinément à certaines habitudes prises, quoique peu raisonnables, et à des espèces de superstitions qui dominent longtemps et ne disparaissent qu'à l'arrivée d'un esprit supérieur. Le corps d'état-major était si nécessaire qu'il s'éleva tout de suite et de lui-même à la hauteur des plus importantes insti-

tutions. En effet, si, pendant les longues campagnes de la République et de l'Empire, les diverses branches de l'art de la guerre s'étaient perfectionnées; si l'artillerie et le génie, qui puisent le lait de la science à la même source, s'étaient enrichis de toutes les découvertes modernes; si ces deux armes avaient résumé et conservé en corps de doctrine les communications traditionnelles de nos plus beaux temps de guerre, il n'en était pas de même de l'état-major général : on le retrouvait en 1818 tel qu'il avait été en 1790, sans consistance, sans stabilité, et même sans la considération que méritait l'universalité de ses services. C'est que, dans chaque partie de la guerre, les services s'individualisent et les principes se désunissent quand ils n'ont pas un centre commun à leur point de départ ; c'est qu'il faut un corps et un esprit de corps pour composer et perpétuer un corps de doctrine; privées de cet appui, les bonnes théories deviennent incertaines et se perdent; l'application des règles n'a aucun point qui les détermine, aucun lien qui les rattache entre elles; et l'on finit par n'apercevoir ni science ni art là où les connaissances positives sont le plus nécessaires. De cette indifférence des choses ou de cet aveuglement était née la fâcheuse opinion qu'en général les officiers d'état-major n'avaient pas grand besoin d'une instruction méthodique, et qu'il leur suffisait de posséder de l'esprit naturel, une éducation libérale, un certain degré d'intelligence et beaucoup d'activité. Sous l'Empire, les jeunes officiers qui, par l'éclat de leur naissance ou la faveur, prétendaient arriver de plein saut aux grades supérieurs, se précipitaient dans les

emplois d'aides de camp et d'officiers d'ordonnance. De là des avancements trop rapides, et cette foule de colonels aussi braves que le fer de leur épée, aussi ardents que la poudre, mais qui n'avaient ni l'habitude du mécanisme des troupes, ni la connaissance de leur métier, lequel ne s'apprend qu'au plus près de l'ennemi, dans le service continuel des avant-postes et des avant-gardes. En 1813, ils commandaient la plupart des régiments de cavalerie et commençaient à percer dans l'infanterie ; et Saint-Cyr ne doutait pas que leur présence à la tête des corps, avant d'avoir fait un apprentissage assez long dans les grades inférieurs, ne fût une des causes de la prompte destruction de nos troupes légères. Il voulut prévenir le retour de semblables abus; il a réussi; car, depuis que le corps d'état-major existe, bien peu de ses officiers se sont détachés de leurs fonctions pour servir dans la ligne, et les rares exemples du contraire ont été trop utiles à l'armée pour qu'on ne doive pas s'en féliciter.

L'emploi et les travaux des officiers d'état-major sont tellement multipliés et si délicats qu'on ne peut ni les circonscrire ni les définir comme ceux des autres armes spéciales. Dans les mouvements des troupes à la guerre, leur métier n'est rien moins que l'art de la guerre même; car ils touchent à toutes choses, à la pensée du général aussi bien qu'à son action. Cette belle institution a eu à vaincre, dès le commencement, beaucoup de préventions, de jalousies et de résistances; les officiers d'état-major les ont toutes surmontées par la seule puissance du progrès qu'ils marquaient, et il leur a été plus facile de démontrer tout de suite leur utilité à

l'armée que d'être les bienvenus auprès de ceux mêmes qui avaient le plus besoin de leurs services et du secours de leur instruction.

Les officiers d'état-major, émules et continuateurs des ingénieurs géographes, ont bien mérité de donner leur nom à la grande carte topographique de la France, chef-d'œuvre de science et d'art. Napoléon avait songé, en 1808, à faire exécuter cet immense travail; mais son projet fut abandonné aussitôt que conçu, parce que la conquête, traçant incessamment de la pointe de son épée de nouvelles limites à l'Empire, les déplaçait après chaque guerre. On n'avait alors ni le temps ni la stabilité nécessaires pour les études et les travaux de longue haleine. Un des premiers soins de Saint-Cyr avait été d'organiser d'une manière complète les services relatifs à la carte de France, en introduisant dans son exécution tous les perfectionnements des sciences modernes (1); et, dès le printemps de l'année 1818, les ingénieurs-géographes partirent pour leur première campagne topographique.

Les efforts de Saint-Cyr tendaient à armer la France de toutes pièces, et son système de défense du territoire avait pour bases générales celles posées par Vauban. Mais, depuis le traité du 20 novembre, plusieurs parties au nord et à l'est de notre frontière, de cette barrière de fer que nos ennemis nous envient et admirent, avaient besoin d'être retouchées, raccordées ou fortifiées. En fortification, il n'est rien de mauvais qu'on ne puisse rendre passable, rien de médiocre qu'on ne puisse

(1) Ordonnances des 8 et 22 octobre 1817.

rendre bon, rien de beau et de complet où l'on ne puisse ajouter quelque chose de mieux. Une commission, présidée par l'illustre général du génie Marescot, fut instituée pour déterminer l'espèce et la quantité des places de défense sur les différents fronts de la France. Devait-on les disposer en lignes parallèles sur la zone des frontières, ou valait-il mieux les élever sur les grandes communications qui rayonnent de Paris aux frontières, et qui sont les lignes d'opérations de l'ennemi en cas d'invasion? Saint-Cyr était de ce dernier avis, en admettant qu'on établirait plusieurs centres de défense; car il ne voulait pas que le salut ou la perte de l'État dépendît uniquement du plus ou moins de résistance faite à Paris. Si le projet de Vauban de fortifier Paris ne s'accordait plus, quant aux détails d'exécution, avec le développement de cette immense capitale, les considérations sur lesquelles ce grand homme s'appuyait, loin d'avoir perdu de leur solidité ou de leur à-propos, devenaient concluantes depuis les deux invasions de 1814 et de 1815. Saint-Cyr prescrivait aussi à la commission d'examiner de quelle manière et dans quelles proportions la garde nationale, ramenée à sa patriotique institution, pouvait concourir à la défense des places de guerre, et quel parti on devait tirer des moyens de défense que présentaient les villes qui ne seraient ni régulièrement fortifiées, ni susceptibles de l'être. Il inclinait à réduire le nombre des places fortes, et écrivait à Marescot (1) : « La commission discutera surtout la question

(1) Saint-Cyr à Marescot, Paris, 27 mai 1818.

« qui peut tenir à une grande branche d'économie, celle « de savoir s'il est indispensable d'avoir un grand « nombre de forteresses sur tous les points des frontières « et dans l'intérieur, afin de masquer tous les débouchés « et de fermer toutes les communications, ou s'il ne se- « rait pas préférable d'avoir des places fortes qui pour- « raient contenir les arsenaux, le matériel de la guerre « et de vastes approvisionnements en tout genre, et « recevoir au besoin des corps d'armée qui pourraient « pivoter sur leurs positions, menacer au loin les com- « munications de l'ennemi, et l'obliger à une attaque « décisive avant de pénétrer au delà.

« Dans cette hypothèse, la commission désignerait, « parmi les places existantes, celles qu'elle jugerait de- « voir être conservées, agrandies et améliorées, et elle « indiquerait les points sur lesquels il lui paraîtrait in- « dispensable que l'on en élevât de nouvelles. Elle fixe- « rait le nombre des unes et des autres, et pourrait les « diviser en trois classes.....

« La commission ferait aussi connaître s'il ne serait « pas avantageux de supprimer et de démolir toutes les « places fortes et postes fermés qui n'entreraient pas « dans le nouveau classement, et s'il ne serait pas utile « de coordonner au nouveau système que l'on adopte- « rait une démarcation nouvelle des divisions territo- « riales militaires. »

Le travail de cette commission fut terminé en 1821, quinze mois environ après la retraite de Saint-Cyr; c'était un plan général de défense auquel les gouvernements de Louis XVIII et de Charles X n'ont pas fait

grande attention; mais les immenses fortifications exécutées à Paris et à Lyon sous le règne prévoyant de Louis-Philippe ont justifié les idées et les sages précautions de Saint-Cyr.

La première levée des 40,000 recrues appelées sur les classes des années 1816 et 1817 eut lieu le 26 août; elle s'opéra avec calme, car les bonnes lois sont toujours en France d'une facilé exécution. L'insoumission ne s'éleva pas au vingtième du nombre total des hommes appelés. Les départements de l'Ouest et du Midi, qui avaient résisté le plus opiniâtrément à la conscription, ceux où l'on prétendait que d'anciens attachements aux hommes et aux institutions d'autrefois exerçaient encore beaucoup d'influence, donnèrent l'exemple de la soumission à la nouvelle loi (1).

Cette soumission générale déconcerta les ultra-royalistes, qui avaient annoncé et prédit que des résistances populaires s'organiseraient contre cette odieuse et parjure résurrection de la conscription impériale. Le parti royaliste devenait en quelque sorte factieux par excès d'opposition aux ministres; ses meneurs se réjouissaient à l'espérance de voir éclater des désordres intérieurs où s'abîment les libertés publiques, et ses enfants perdus,

---

(1) Sous l'Empire, le terme moyen était d'un dixième, dans les calculs de la conscription, pour les hommes insoumis, et l'amnistie qui fut publiée en 1810, à l'occasion du mariage de l'Empereur, donna lieu à une récapitulation générale, d'où il résulta que, sur 1,262,212 conscrits appelés jusqu'alors, il en avait été condamné comme réfractaires 185,442, c'est-à-dire le septième environ.

assurés de la constante complicité du comte d'Artois et certains de l'appui d'une partie de la garde royale, s'étaient faits conspirateurs à la manière du temps de la Fronde, lorsque des chefs militaires complotaient des coups de main ou des guet-apens contre les ministres pour les enlever et les conduire au donjon de Vincennes.

Les hommes politiques du parti royaliste venaient de tenter un coup de désespoir d'une grande hardiesse. *Une note secrète*, rédigée sous les yeux du comte d'Artois et distribuée par les soins du plus intime de ses aides de camp, avait été remise confidentiellement aux souverains alliés. On y représentait la France comme atteinte d'un incurable esprit révolutionnaire, menaçant incessamment l'Europe de ses débordements, et l'on mendiait la présence des étrangers devenus de plus en plus nécessaires au maintien du gouvernement des Bourbons. Cette note calomnieuse pour la nation dénonçait particulièrement Saint-Cyr. « La Révolution occupe tout, jusqu'aux « dernières classes de la société, qu'elle agite avec vio- « lence; les principes destructeurs de notre monarchie « sont professés à la tribune par les ministres du roi; et « l'on n'en veut pour exemple que le discours du ministre « de la guerre sur la loi de recrutement... » M. de Richelieu ne fut informé de l'existence de cette étrange pièce que par nos agents diplomatiques en Allemagne, et il combattit avec beaucoup d'énergie la fâcheuse impression que cette note avait produite sur l'esprit toujours indécis de l'empereur Alexandre, qui se posait en modérateur de la Sainte-Alliance.

L'armée, c'est la nation; et, quand Saint-Cyr rendait

à l'une tous ses éléments de force, il rendait virtuellement à l'autre tous ses éléments d'indépendance. M. de Richelieu, aux conférences d'Aix-la-Chapelle, trouva donc les souverains alliés et leurs ministres prêts à reconnaître que les motifs d'occuper notre territoire avaient cessé d'exister; le 9 octobre, il concluait le traité par lequel la France devait être complétement évacuée le 30 novembre, et, le 17 décembre, Saint-Cyr avait le bonheur de signer l'ordonnance qui levait l'état de siége dans nos places du Nord et de l'Est. Ainsi la liberté publique et la liberté privée se retrouvaient en même temps sur tous les points de la patrie, et l'on y saluait du même regard la retraite des armées étrangères et le drapeau français flottant seul sur les murailles de toutes les villes françaises.

Cependant la force de la loi de recrutement ne pouvait se compléter que par l'organisation définitive des légionnaires-vétérans. Saint-Cyr rencontrait une vive opposition de la part du roi; Louis XVIII conservait d'injurieuses méfiances envers les officiers et les soldats de l'ancienne armée, et s'effrayait de les rappeler en masse. D'un autre côté, les insinuations des souverains étrangers et de leurs ministres, au congrès d'Aix-la-Chapelle, inspiraient des craintes aux collègues de Saint-Cyr. On lui représentait que l'organisation des vétérans, derniers soldats de l'Empire, bien qu'opérée seulement sur le papier et sans la pensée de les rassembler, paraîtrait une disposition hostile, ou du moins serait interprétée de la sorte par la Russie et les grandes puissances de l'Allemagne; et le Conseil décida que la formation des légion-

naires-vétérans serait retardée d'une année. Saint-Cyr céda sans être convaincu ; il le fit à regret, car il cédait, contrairement à ses habitudes, à une puissance autre que celle de la loi.

M. de Richelieu avait plus de vertus privées et de qualités d'un administrateur que de portée politique, plus de fierté d'esprit que de fermeté de caractère contre le parti qui aspirait à gouverner la France et le roi ; il avait vécu noblement en Russie, mais il y avait vécu trop longtemps ; et, s'il était utile à la politique du ministère parce qu'il était agréable aux étrangers, il subissait trop aisément leurs rancunes, leurs préventions et même leurs préjugés. Après avoir écouté à Aix-la-Chapelle les craintes des alliés, et principalement celles de la Prusse et de l'Autriche, contre les institutions et les projets de Saint-Cyr, qui tendait, disait-on, à ressusciter l'ancienne armée bonapartiste, M. de Richelieu revint à Paris avec le dessein bien arrêté de se rapprocher des ultra-royalistes et de former avec quelques hommes de ce parti un ministère de fusion. Ainsi le président du conseil, le ministre honnête homme qui avait adopté si franchement et défendu si chaleureusement la loi électorale et la loi de recrutement, songeait à une alliance avec ceux qui travaillaient ouvertement à détruire l'une et à modifier l'autre.

Dans tous les conseils Saint-Cyr repoussa en termes absolus les propositions du duc de Richelieu ; il disait que le ministère ne devait rien changer à sa politique, puisqu'il avait rétabli au dedans l'ordre et la confiance ; que, s'il fallait chercher des approbateurs au dehors, on

avait pour soi l'opinion de l'empereur Alexandre, qui tout récemment encore, pendant sa visite au roi, avait fait à plusieurs reprises l'éloge de la ligne de conduite tenue depuis l'ordonnance du 5 septembre; qu'on était alors au moment critique des élections de Paris, et que ce prince en était parti avec la persuasion que Benjamin Constant serait nommé député; que l'Europe entière, à la réunion d'Aix-la-Chapelle, venait de donner au gouvernement du roi un témoignage éclatant de confiance; que, pour quatre ou cinq élections plus déplaisantes que dangereuses, un grand État librement constitué ne devait pas modifier son système de lois politiques, et que ce serait faire injure à la majorité de la Chambre des Députés, qui se montrait à la fois monarchique et constitutionnelle, que d'attacher trop d'importance aux choix faits dans la Moselle, la Sarthe, la Vendée et le Finistère.

Le roi partageait l'opinion de Saint-Cyr ; il sentait le danger de toucher à des lois très-populaires et dérivées de l'esprit de la Charte. « Plantons, dit-il, notre dra-« peau sur l'ordonnance du 5 septembre ; continuons à « suivre la ligne qui nous a réussi jusqu'à ce moment. « Tendons toujours la main à droite et à gauche, en di-« sant avec César : Celui qui n'est pas contre moi est « avec moi. »

Louis XVIII aimait à se servir de citations historiques; elles le tiraient d'embarras et lui évitaient le soin d'exprimer une opinion précise. Cette phrase d'un tour heureux pouvait bien mettre fin à un débat dans le Conseil, mais ne suffisait point à faire disparaître le pro-

fond dissentiment qui divisait le ministère. Après beaucoup d'hésitations, après beaucoup de combinaisons avortées aussitôt que conçues, le duc de Richelieu se décida à donner sa démission ; il fut imité par MM. Roy, Lainé, Molé et Pasquier, qui s'imaginèrent que, sans le négociateur de la convention d'Aix-la-Chapelle, il n'y avait pas de ministère possible. Saint-Cyr était demeuré étranger aux questions de portefeuilles soulevées hors de la présence du roi ; car c'est là seulement que les ministres, dans un gouvernement représentatif, doivent se démettre du pouvoir, et, lorsque le moment de le faire est venu, leur retraite semble d'autant plus honorable et conforme au droit constitutionnel que les motifs en ont été plus grandement débattus devant l'autorité souveraine qui les juge en dernier ressort.

Le roi avait d'abord pensé au marquis de Jaucourt pour présider le Conseil; mais le noble pair, qui, pendant les vicissitudes de nos révolutions, était demeuré fidèle à ses principes constitutionnels aussi bien qu'à ses amis politiques, déclara qu'il ne ferait jamais partie d'un Cabinet où M. de Talleyrand ne figurerait pas, et, Saint-Cyr n'ayant pas réussi à surmonter sa résistance, le ministère se recomposa sous la présidence du général marquis Dessolle.

CHAPITRE XVII.

(1819.) — Lois des poudres, des servitudes militaires, du budget. — Divisions dans le Conseil. — Saint-Cyr quitte le ministère.

Dessolle était l'ami particulier de Saint-Cyr; leur union militaire datait de leurs glorieuses guerres en Italie et sur le Danube; leur union politique, du conseil d'État, où ils avaient siégé ensemble pendant le gouvernement consulaire. Disgracié sous l'Empire et gagné à la cause de la Restauration par la pensée que les Bourbons assureraient la paix en Europe et la tranquillité en France, Dessolle avait été, au mois d'avril 1814, le principal appui militaire de la révolution bourbonnienne à laquelle on dut la Charte constitutionnelle. Général de premier ordre, il était d'un esprit fin et aimable, d'un grand caractère tempéré par des manières douces et conciliantes, d'une inflexible probité politique, d'une extrême circonspection dans le conseil et de beaucoup de vigueur dans l'exécution. Ses services et sa valeur parlementaire lui avaient acquis une haute influence à

ié une nation

et sévère et
blic en 1814.
tabilité gé-
cesseurs ou

tenant de las-
ironiche
l'amour
nne les en-
le.
s
ns

ait la
rincipe
uple de
par les lu-
distinguer

la Chambre des Pairs, dont il était un des secrétaires; aussi devait-on raisonnablement croire qu'il obtiendrait sur l'esprit du roi le même empire que d'autres ministres, possédant moins de titres et moins de qualités, avaient exercé avant lui.

Cependant Saint-Cyr regretta que Louis XVIII se fût opiniâtré dans ses répugnances à l'égard du prince de Talleyrand et qu'il eût persisté dans son système de méfiance et d'ingratitude envers l'homme d'État qui, par l'introduction du principe de légitimité dans la diplomatie européenne, avait fait la Restauration ce qu'elle était.

Dessolle, dans le Conseil, reproduisait exactement Saint-Cyr; ils étaient de même origine, de même esprit et de mêmes vertus; c'étaient deux sages mêlés aux agitations politiques par patriotisme et avec désintéressement, et leur imperturbable accord inquiétait en secret Louis XVIII.

Le garde des sceaux, M. de Serre, était l'orateur le plus accompli et le plus populaire de la Chambre des Députés, où il avait incontestablement la prééminence parlementaire.

M. Decazes soutenait avec dignité ses deux rôles contradictoires de ministre constitutionnel et de favori du roi; caractère généreux, esprit élevé et fécond en ressources, il avait peu d'empire sur les masses, mais il possédait le talent suprême de plaire aux individus, de se les attacher et de conserver de l'ascendant sur eux. Il était en cela justement l'opposé de Saint-Cyr, qui, d'après le jugement de Dessolle, n'aurait su que difficile-

ment gagner un homme et qui aurait remué une nation entière.

Le baron Louis, administrateur intègre et sévère et financier hardi, avait organisé le crédit public en 1814, et établi dans les finances et dans la comptabilité générale un ordre qui est resté et que ses successeurs ont perfectionné.

M. Portal, ministre de la marine, appartenait de naissance et de principes à la moderne école girondine, où l'esprit, le savoir, l'honnêteté politique et l'amour de la monarchie tempérée se sont perpétués comme des sentiments héréditaires et des qualités de famille.

L'émotion causée à l'étranger par les élections de Lafayette et de Manuel ne pouvait pas manquer d'avoir du retentissement à la Chambre des Pairs, où dominaient le comte d'Artois et l'esprit d'intrigues de sa petite cour. Le 20 février, le marquis Barthélemy, chez qui une longue expérience des révolutions s'était convertie en frayeur du moindre mouvement des partis, proposa que le gouvernement fût invité à modifier la loi d'élection. « Il ne pouvait pas sortir de l'enceinte de la « pairie de proposition plus funeste, » répondirent les ministres. — Cette première attaque, lancée en ballon d'essai, se présentait en termes vagues et sans être nettement dessinée. Le bon sens national ne se méprit ni sur les causes ni sur la nature des prétextes de sagesse et de salut public dont on se couvrait : chacun apercevait clairement qu'on espérait atteindre la Charte en ébranlant la loi électorale, et les Députés sentirent que la Chambre héréditaire leur donnait en face un démenti,

puisque leur réponse au discours de la couronne avait été une énergique protestation en faveur de la Charte constitutionnelle. Le ministère, pour rétablir l'accord entre les deux pouvoirs délibérants, nomma soixante pairs dévoués à sa politique de modération, de conciliation, et aux institutions représentatives. Sur cette liste figuraient le duc de Plaisance, Moncey, Jourdan, Mortier, Davout, Lefèvre, Suchet, les généraux Becker, Belliard, Dubreton, Maurice Mathieu, Marescot, Rapp, Reille, Ruty, les anciens ministres Champagny, Daru, Dejean, Mollien, Montalivet, et les amiraux Truguet et Verhuell. En faisant de tels choix, les ministres acquittaient une ancienne dette de l'État, et les royalistes, en protestant, comme ils le firent, contre les nouveaux Pairs, persévéraient dans leurs habitudes invétérées d'injures politiques à l'égard des notabilités de l'armée, de la magistrature et de l'administration impériales.

Le génie de Saint-Cyr le poussait moins à rechercher et à semer les idées nouvelles, pour lesquelles, il faut le dire, il n'était pas sans défiance, qu'à féconder et à faire éclore celles qui se trouvaient en germe au sein de la nation. Le sceptre constitutionnel ne pouvait être digne de son nom qu'en appuyant les institutions publiques aux points fixes de notre ordre social, la liberté civile, l'égalité des droits et le respect de la propriété. Mais il était plus facile à Saint-Cyr de faire des lois que d'en réglementer l'exécution et l'application, parce que les lois se faisaient avec le concours des Chambres et sous les yeux du pays, tandis qu'il fallait débattre les dispositions des ordonnances avec un souverain méfiant par

caractère, d'un esprit plutôt exercé que décidé, et qui craignait de paraître céder trop aisément à l'opinion de son ministre. Quand Louis XVIII avait adopté un parti, même dans les petites choses, il se montrait si convaincu qu'il eût été impolitique de le combattre de front. C'est ainsi qu'il se refusa constamment à laisser reprendre à l'infanterie l'habit de drap bleu ; et lorsque Saint-Cyr, en 1819, eut organisé, avec les dix légions qui se recrutaient dans les Alpes, les Pyrénées, le Jura, les Vosges et le Limousin, vingt bataillons de chasseurs, ce ne fut pas sans déplaisir que le roi vit qu'on leur avait donné l'uniforme vert.

Jaloux de conserver à sa maison militaire quelques-uns des priviléges d'autrefois, Louis XVIII aurait voulu que les quatre compagnies des gardes du corps fussent soustraites au niveau d'égalité établi par la loi de recrutement, et que l'admission dans ce corps privilégié continuât à conférer le grade de sous-lieutenant de cavalerie; cette exception était impossible, et néanmoins le roi se fit une extrême violence en signant, le 28 avril, l'ordonnance qui statuait qu'à l'avenir les gardes du corps se recruteraient parmi les élèves de l'École militaire ayant satisfait aux examens de sortie et parmi les sous-officiers de l'armée ayant quatre années de service et deux ans de grade.

Le régime légal, cet épouvantail des cours, était la règle de Saint-Cyr ; il le considérait comme le principe de vie des nations; il pensait que, chez un peuple de 30,000,000 d'habitants, réunis en faisceau par les lumières, la propriété et l'industrie, on devait distinguer

aussi peu que possible les lois militaires d'avec les lois civiles; qu'il fallait en effacer les discordances partout où on pouvait le faire sans danger; que la force des institutions militaires tient à leurs dispositions civiles, lesquelles n'ont jamais en vue que l'intérêt général, et qu'on devait s'appliquer à leur donner toutes les qualités de ce genre qu'elles sont susceptibles de recevoir.

Depuis l'invention de la poudre, le salpêtre est une portion essentielle de la puissance nationale, et son exploitation doit nécessairement demeurer au nombre des priviléges de l'État. Les anciennes ordonnances encore en vigueur et la loi du 13 fructidor an V en avaient fait pour les citoyens un régime de vexations causées et excusées par l'ignorance des temps anciens ou les nécessités de la guerre pendant la Révolution et l'Empire. La loi du 10 mars 1819 restreignit en faveur de la propriété privée le droit de fouille attribué aux salpétriers commissionnés, et limita leurs priviléges à l'enlèvement de certains matériaux réservés à l'État; dès lors les salpêtres, affranchis des mesures prohibitives qui les frappaient, rentrèrent dans la classe des produits ordinaires que l'industrie particulière crée et livre en toute liberté au commerce et aux arts.

Une première ordonnance du 24 décembre 1817 avait adouci le terrible décret du 9 décembre 1811 sur les servitudes imposées aux propriétés qui entourent les fortifications des villes de guerre; la loi du 17 juillet 1819 débarrassa les propriétaires des injustes rigueurs de ce décret, réduisit à 250 mètres, au lieu de 1,000 mètres, le rayon des terrains qu'on grevait de servitudes, retira à

l'autorité militaire, toujours tranchante et disposée aux mesures arbitraires, le droit d'être seule juge en premier et dernier ressort dans sa propre cause, y rétablit l'intervention de l'autorité civile, et assimila la législation particulière des terrains militaires à celle de la grande voirie.

Le code pénal de l'armée, décrété par l'Assemblée nationale pour le temps seulement que durerait la guerre, est d'une excessive rigueur, puisque, sur 138 cas de crimes et de délits prévus, la peine de mort s'y trouve prononcée 39 fois. Mais, s'il est trop sévère pour punir les crimes et les délits, il est trop faible pour réprimer les fautes contre la discipline à la guerre; un bon code de discipline manque à l'armée, et Saint-Cyr le regardait comme le plus essentiel, parce que l'action de la discipline a besoin de se faire sentir à chaque instant, et qu'en lui donnant des bases légales et des règlements justes elle suffirait à réprimer le plus grand nombre des crimes. Le projet de loi d'un nouveau code militaire, terminé à la fin de 1819, devait être présenté aux Chambres pendant la session de 1820, en même temps que la loi sur les traitements et les pensions militaires.

De ces améliorations projetées, une seule s'est réalisée et subsiste encore, l'augmentation de la solde des lieutenants et des sous-lieutenants d'infanterie et de cavalerie. Mais on doit remarquer que le tarif des pensions, tel qu'il avait été adopté par Saint-Cyr en 1819, a servi de base aux ordonnances et lois rendues plus tard sur les pensions militaires.

La rigide économie du maréchal, sa fermeté et la na-

tionalité de son administration auraient dû lui attacher indissolublement les Députés constitutionnels; en présentant son budget, il n'avait demandé à la Chambre que ce qu'il croyait indispensable à la situation politique et militaire de la France. La raison et le bon sens étaient de son côté, et néanmoins il arriva qu'une majorité accidentelle de 125 voix contre 98, sorte de mêlée parlementaire, réduisit de 6 millions les allocations accordées au département de la guerre. Cette décision de la Chambre était la faute la plus grave qu'elle pût commettre; car la majorité libérale blessait inconsidérément le ministre qu'elle avait le plus d'intérêt à défendre. Mais, à cette époque, ce que les majorités savaient le moins, c'était leur rôle parlementaire, et bon nombre de Députés, dans leur loyale inexpérience, voulaient paraître à la fois du gouvernement pour compter parmi les ministériels, de l'opposition pour plaire aux électeurs et à la presse libérale. De là résultait la faiblesse du pouvoir gouvernemental, qui ne connaissait jamais qu'imparfaitement le degré de ses forces, et que les maladroits votes de conscience menaçaient sans cesse de compromettre. Le terrain, à la Chambre des Députés, n'était point un échiquier de deux couleurs tranchées, sur lequel un habile ministre pouvait voir clair et manœuvrer avec sûreté; c'était, dans le parti constitutionnel, une marqueterie de talents distingués, où chacun, croyant avoir une valeur propre et indépendante, ne voulait parfois représenter que sa nuance particulière. La majorité venait donc de tourner à l'opposition sans autre motif déterminant qu'un vague sentiment d'économie et sans avoir pu ar-

ticuler aucune explication précise. Son vote créait même un danger. En effet, l'armée était à peine relevée sur ses nouvelles bases; la loi de recrutement n'avait eu qu'une seule et incomplète application; cette institution de fraîche date pouvait encore avorter sous les intrigues de la cour et du parti royaliste, que déjà, dans la presse libérale et à la tribune, on prétendait que l'armée coûtait trop cher, qu'elle était organisée trop fortement et trop monarchiquement, et l'on proclamait l'opinion, destructive de toute solide organisation militaire, que la France enfantait spontanément des soldats, et que, si elle était menacée d'un invasion, 600,000 volontaires accourraient à son secours. Saint-Cyr, passionnément attaché au triomphe de la vérité aussi bien qu'à sa propre considération, et ne voulant pas souffrir qu'on y portât la moindre atteinte, s'était indigné et affligé que les leçons de l'expérience fussent perdues pour les nations, et avait répondu à ses adversaires d'un ton d'amer reproche : « Les réserves formées par l'élan national seront re- « doutables seulement à l'État, si elles doivent se com- « poser des masses de la population. Nous avons les « premiers essayé de nous servir de ces masses; les au- « tres peuples ont répété le même essai; et c'est d'après « toutes ces tentatives que nous pouvons dire qu'après « le malheur d'avoir besoin de ce moyen de salut, le « plus grand est celui de s'en servir (1). »

Trop sensible à l'injustice de la Chambre, Saint-Cyr

(1) Discours de Saint-Cyr, Chambre des Députés, séance du 4 juin 1819.

avait peut-être perdu la question par un excès de droiture et de modération. Surpris et non découragé par cette défection inattendue, il n'en persista pas moins à maintenir la règle en matières de finances, et rapporta au Trésor le produit de ses économies; elles formaient un excédant de 8 millions sur le service ordinaire et de 7,500,000 francs sur le service temporaire de l'armée d'occupation (1). Cet exemple, qui était une action bien simple et ne méritant d'être remarquée qu'à raison de sa rareté, avait excité les réclamations de plusieurs membres du Conseil, et la conduite de la Chambre des Députés justifia leurs prévisions et mit en défaut la confiance qu'inspiraient à Saint-Cyr les lumières de la majorité.

Au mois de février, il avait éprouvé une violente attaque de goutte qui donna des craintes pour sa vie et dont les suites l'obligèrent à renoncer à un travail de cabinet trop assidu. Il alla passer la saison des eaux à Néris et au Mont-Dore; mais, en s'éloignant de son ministère, il n'en conserva pas moins la direction des affaires principales, et le général Dessolle, qui se chargea de l'intérim, se borna à expédier celles du service courant.

Le maréchal partait de Paris profondément dégoûté des affaires publiques; à sa douleur d'homme d'État, qui voit un grand corps politique méconnaître ouvertement les intérêts du pays, se joignaient d'insurmontables

---

(1) Les annulations de crédits, pendant l'administration de Saint-Cyr, furent de 19,507,290 fr. pour l'exercice de 1818, et de 6,027,897 fr. pour l'exercice de 1819; en tout : 25,535,187 francs, (Supplément III.)

préventions contre l'entière liberté des journaux. La récente discussion de la loi sur la presse les avait ranimées précisément à raison de l'éclat et de la véhémence des opinions exprimées à la tribune ou dans la presse. Il n'avait pas pu s'habituer aux continuelles attaques des journaux, et ne comprenait pas qu'on endurât avec patience les injustices et les injures quotidiennes d'un parti, et souvent même celles de tous les partis. Il méconnaissait en cela ces deux formules sacramentelles du gouvernement représentatif : point de libertés publique et individuelle sans liberté de la presse ; point de liberté de la presse sans la liberté des journaux. Et quand on lui faisait observer que les mauvais journaux étaient les harangères de la politique, et que l'homme d'État, pour s'y accoutumer, devait quelquefois s'exposer déguisé aux criailleries et aux sarcasmes des dames de la Halle, Saint-Cyr répondait qu'à la Halle les armes du moins étaient égales, tandis qu'on ne pouvait opposer aux injures quotidiennes des journaux qu'un article auquel le journaliste répliquait tout de suite avec plus de malignité ou de violence encore ; que la méchanceté pique l'esprit et l'amuse ; qu'au contraire rien ne semble plus fade et plus ennuyeux qu'une justification modérée, écrite d'un ton convenable ; que, dans la presse, comme au barreau, comme dans les siéges des places de guerre, la défense était constamment inférieure à l'attaque ; qu'il craignait donc que la licence des journaux ne dégoûtât les hommes de mérite chez qui une âme trop sensible est un principe de talent, et ne les éloignât des affaires, aussi longtemps du moins que le public conserverait pour les

méchancetés des journaux ce goût qui les encourageait, et qu'il comparait à celui des hommes du peuple pour les liqueurs fortes et enivrantes.

Un mot de l'Empereur lui était resté profondément gravé dans l'esprit. En 1812, après le passage du Niémen, Napoléon, à Gloubokoé, regardait passer, avec un sentiment de légitime orgueil, 12,000 hommes de nos magnifiques divisions de cuirassiers; ils défilaient en poussant leurs vivats accoutumés. Tout à coup, se penchant vers Saint-Cyr : « Jamais monarque eut-il une « plus belle armée, lui dit-il?

« — Non, Sire.

« — Les Français sont un bon peuple, reprit l'Empe- « reur; ils méritent plus de liberté, et ils l'auront; mais, « Saint-Cyr, celle de la presse, jamais... Cette armée, « toute formidable qu'elle est, ne pourrait pas résister « aux chansons de Paris. »

Au mois de juillet 1819, les esprits commençaient à s'inquiéter de l'avenir de nos libertés publiques; au dehors l'horizon politique se chargeait de menaces contre les idées constitutionnelles, et les ministres allemands en conférences à Carlsbad envoyaient à Paris ou des agents secrets ou des représentants de grant apparat qui venaient tâter le pouls aux différents partis et sonder les intentions du roi. L'extrême loyauté de Saint-Cyr le rendait méfiant dans l'exercice du pouvoir, et, d'après quelques symptômes qui n'avaient pas échappé à sa sagacité, il ne doutait pas qu'à un moment donné Louis XVIII ne se fît de l'opposition soudaine d'une fraction des Députés libéraux une arme contre le minis-

tère. En l'absence des Chambres, on allait donc se trouver exposé de nouveau à ces intrigues de cour et de portefeuilles que le roi menait avec dextérité et de manière à tromper les plus prudents par ses dehors de bonhomie. Le goût naturel de Saint-Cyr pour la vie privée le faisait aspirer sans cesse à la retraite; d'ailleurs il n'avait pas obtenu, en deux mois de repos et de soins, l'amélioration de santé que les médecins en attendaient. Craignant de ne plus avoir l'activité physique nécessaire à la conduite du vaste département de la guerre, il revint à sa terre de Reverseaux, d'où il envoya, le 22 août, sa démission au général Dessolle, en le priant de la faire accepter au roi.

Dès que sa lettre fut connue des membres du Conseil, tous le pressèrent de changer de résolution, et lui répondirent que sa présence au ministère serait encore longtemps indispensable. Le général Dessolle s'offrit à continuer l'intérim; MM. de Serre et Decazes insistèrent vivement pour le retenir; et le roi lui fit proposer le titre de duc comme une marque de sa confiance et de sa reconnaissance. Saint-Cyr le refusa, et répondit au général Dessolle (1) :

« J'étais loin de me croire aussi utile au ministère de « la guerre que vous me l'assurez; ce qui cause à tous « votre erreur, c'est l'amitié que vous portez à votre col- « lègue. Quoi qu'il en soit, puisque vous consentez à « supporter encore le double fardeau qui pèse sur vous

(1) Saint-Cyr à Dessolle, Reverseaux, 27 août 1819.

« jusqu'à mon rétablissement, je n'ai plus qu'une seule « observation ou prière à vous faire : c'est que vous « vous réunissiez à M. Decazes pour empêcher ou dé- « tourner S. M. de toute pensée de récompense dans « tous les temps, et plus particulièrement dans ce mo- « ment-ci. »

Saint-Cyr s'abandonnait trop aisément à son éloignement pour les titres nobiliaires (1). Dans un État monarchique, c'est une faute de ne pas consentir à être tout ce qu'on doit être, lorsqu'il n'en coûte pas de sacrifice de conscience : en ayant plus de droits à la confiance du souverain, on devient plus utile aux intérêts du pays. Mais Saint-Cyr, d'après ses habitudes de désintéressement, s'imaginait que les plus hautes qualifications nobiliaires ont besoin d'être soutenues par l'éclat de la fortune, et que les grands titres héréditaires finissent par être à charge à l'État et au souverain quand ils ne sont pas accompagnés d'une richesse qui leur soit proportionnée ; et, comme il était bien décidé à ne jamais accepter de bienfaits pécuniaires d'aucun gouvernement, il ne croyait pas que la fortune qu'il pourrait léguer à son fils fût en rapport avec le titre héréditaire de duc.

Le roi, qui plusieurs fois déjà avait trouvé mauvais que Saint-Cyr n'eût pas sollicité ce titre, fut blessé de son refus, et se persuada que le maréchal faisait fièrement

---

(1) Le maréchal était devenu *marquis*, en 1817, par l'effet d'une mesure générale et des ordonnances des 25 et 31 août, qui instituaient les majorats attachés à la pairie, et réglaient pour certains cas, l'ordre des préséances entre les Pairs.

l'aumône de ses services aux Bourbons, et qu'il se tenait en garde contre leurs faveurs dans la crainte d'être trop engagé par elles. On ne pouvait pas avoir un plus grand tort envers Louis XVIII; car la royauté conçoit de secrets et durables ressentiments, de même qu'une maîtresse impérieuse qui ne pardonne jamais à celui qui a repoussé ses avances.

Depuis la loi du 5 février 1817 la Chambre élective se renouvelait chaque année par cinquième. A mesure que le moment approchait de nommer les Députés de la troisième série, le gouvernement représentatif était attaqué, avec un redoublement de violence, par les absolutistes français et étrangers : le renversement de la Charte, ou du moins sa mutilation, était leur but hautement avoué.

En effet, la Charte française abattue ou mutilée, on n'aurait plus à s'inquiéter des constitutions promises solennellement aux peuples de l'Allemagne et de l'Italie, et cette victoire de l'absolutisme réprimerait plus efficacement l'esprit de liberté en Europe que les résolutions adoptées aux conférences de Carlsbad, les arrestations opérées à Berlin, à Gênes, à Naples, les commissions de recherches à Mayence, les mesures acerbes de la diète germanique et les menaçants projets de lord Castelreagh.

Les trames des royalistes avaient des fils aboutissant et noués à Vienne, à Berlin, à Saint-Pétersbourg et à Londres; aussi, dès qu'arrivait à Paris un ministre étranger ou un diplomate d'un certain renom, les royalistes excessifs croyaient y voir un auxiliaire et un complice. Au mois d'avril, ils avaient caressé, adulé, fêté lord

Witworth, l'ami dévoué de Castelreagh; au mois de juillet, ce fut le tour du comte Capo d'Istria, ministre du Tzar. Cette conjuration permanente avait pour mot d'ordre : destruction de la loi d'élection et changement de la loi de recrutement. Elles étaient donc les meilleures défenses de la Charte constitutionnelle en France et de la civilisation européenne; car la civilisation ne consiste pas seulement dans les progrès des sciences, des arts et de l'industrie; elle a pour principe et pour but la pratique de la liberté, qui est la lumière des peuples, le but providentiel de l'humanité et son devoir le plus saint.

Les élections, qui eurent lieu le 11 septembre, alarmèrent Louis XVIII et le détachèrent de la ligne de gouvernement qu'il suivait depuis trois ans. A la nouvelle de la nomination de l'ancien conventionnel Grégoire, la cour et les royalistes exclusifs jetèrent des cris d'indignation et d'horreur; ils disaient que les électeurs, en réveillant ce souvenir des temps révolutionnaires les plus abhorrés, lançaient un défi au trône, une insulte au monarque et une déclaration de guerre à la royauté, et qu'ainsi le gouvernement représentatif causerait la ruine de la maison de Bourbon. Et cependant la lutte n'existait pas encore entre le peuple et le souverain; elle existait seulement entre les constitutionnels et les absolutistes, et devenait chaque jour plus ardente et plus franche pour et contre les intérêts moraux et matériels de la Révolution.

Le résultat général des élections, loin d'ébranler la majorité ministérielle, l'aurait plus étroitement resserrée; mais, grâce aux colères des ultra-royalistes et aux chants de victoire des ultra-libéraux, ce mouvement de l'opinion

publique avait pris un caractère de nature à inquiéter les cabinets étrangers, et le ministère se hâta de leur envoyer des explications rassurantes. « Si, sur un certain point « de la France, écrivait Dessolle, sont proférées des pa« roles anarchiques ou manifestées des doctrines nuisi« bles et subversives de l'ordre de choses existant, elles « seront combattues avec fermeté et invariablement re« poussées. Enfin, dans une situation pareille, le minis« tère ne peut pas plus s'alarmer de quelques choix, « véritablement répréhensibles aux yeux des hommes « de bien, qu'on ne s'effraye en Angleterre de voir in« troduits au parlement quelques-uns de ces ardents « réformateurs, avides de popularité, qui veulent ren« verser la Constitution et s'élever sur les débris des lois « et de la patrie (1). »

Le 10 octobre, Saint-Cyr, de retour à Paris, trouva le ministère divisé sur les questions relatives à la loi électorale. M. Decazes, prêtant une oreille trop complaisante aux insinuations des cours étrangères et aux inquiétudes du roi, avait communiqué à ses collègues un mémoire de M. Pasquier, où l'ancien garde des sceaux cherchait à prouver que cette loi était menaçante pour le repos de la France, inquiétante pour l'Europe, et qu'il devenait urgent d'en changer les dispositions. On convenait, il est vrai, que le centre gauche dans la Chambre des Députés serait le plus nombreux, mais on prétendait en même temps qu'il manquait d'énergie, qu'il se lais-

(1) Circulaire aux ministres près des cours étrangères, Paris, 24 septembre 1819.

serait dominer, entraîner par l'extrême gauche, et qu'il lui abandonnerait infailliblement la direction de l'opposition. Alors, disait-on, l'opposition aura des prétentions outrées, nécessairement révolutionnaires, et, pour les réprimer, il faudra recourir à un coup d'État qui peut ébranler le trône ou ramener sur nous les armées de la Sainte-Alliance.

Saint-Cyr n'avait point participé, comme ministre, à la loi d'élection ; il ne la croyait pas exempte de défauts, et même, lorsque MM. Lainé, Decazes et Pasquier la présentèrent pendant la session de 1816 et la défendirent si chaleureusement, ce ne fut pas sans une certaine hésitation qu'il en avait voté l'adoption. Mais, depuis deux années, le pays légal l'avait patriotiquement épousée, et les classes moyennes, celles qui possèdent le sol et les industries, s'y étaient passionnément attachées. Ce serait donc un faux gouvernement représentatif que celui où les citoyens ne sauraient sur quoi compter, où la loi qui crée leur droit serait remise en question à tout propos et se traînerait sans avenir à la suite des événements, selon qu'ils paraîtraient favorables ou contraires au ministère. Un pareil État, disait Saint-Cyr, serait moins libre et plus faible que ceux privés de représentation nationale. L'élection du comte Grégoire est toute de circonstances et de rancunes locales, et ne doit pas inspirer de craintes sérieuses pour l'avenir. C'est un choix dangereux, insultant pour la personne du roi, mais on a la faculté de le faire annuler constitutionnellement et sans recourir à des moyens d'exception ; car la majorité libérale des Députés est franchement unie au trône,

et l'extrême gauche demeurera impuissante tant qu'on exécutera loyalement le régime représentatif. Elle tire sa principale force de l'aversion que le fond de la nation porte au parti ultra-royaliste. Mais, tandis que l'opposition de droite reste compacte et hostile, ne voit-on pas d'éminents Députés de la gauche, signalés, par le plus étrange abus de mots, comme des chefs de faction et des prôneurs de doctrines pernicieuses, se détacher de leur parti, défendre le gouvernement et lui prêter l'appui de leurs vertus privées, de leurs talents et de leur fortune? Ils deviendront les fermes soutiens de l'ordre constitutionnel contre les ultra-royalistes, qui seuls créent des dangers à la royauté en menaçant sans relâche les résultats sociaux de la Révolution et de l'Empire. La fâcheuse nomination du comte Grégoire est un fait accompli au moyen d'une manœuvre déloyale de la part des royalistes, qui répétaient depuis trois mois : *il faut sauver la monarchie malgré le gouvernement et préférer un jacobin à un ministériel.* Ce sont eux qui ont fourni l'appoint des 100 voix nécessaires à l'élection du candidat de l'Isère. Le centre gauche représente l'opinion de la majorité de la nation; il est destiné à se fortifier et à constituer la majorité de la Chambre ou à la dominer. Si, par l'effet du hasard, elle venait à lui échapper, c'est avec le concours de ces hommes, qui ne se passionnent que pour le bien, que les ministres repousseront les prétentions exagérées des partis, de quelque côté qu'elles se soulèvent, et qu'ils consolideront l'accord du trône et des libertés publiques.

Saint-Cyr ajoutait qu'il ne se refuserait pas à modi-

fier la loi électorale lorsque les modifications proposées lui sembleraient conformes à la marche du temps, aux dispositions des esprits et aux conseils d'une plus longue expérience ; mais qu'en changeant précipitamment les choses établies, avant que la raison publique ne l'ait indiqué, le ministère paraîtrait céder à un sentiment de frayeur, et que son devoir était de résister aux dangers de la situation avec les armes légales qu'on avait en mains. Si l'on se remet, au contraire, en état de guerre avec la majorité de la nation; si l'on s'engage dans le système périlleux d'interpréter la Charte; si la nation, à peine remise des réactions de 1815 et 1816, se voit et se sent menacée de perdre les garanties qu'elle regarde comme lui étant définitivement acquises; si le gouvernement lui donne l'exemple de la versatilité; si le parti modéré est obligé de nouveau de se tenir en garde contre les inévitables violences du parti ultra-royaliste, les résultats de cette lutte peuvent être désastreux pour la France, incalculables pour la couronne, ou peut-être ne se laissent-ils que trop aisément prévoir et calculer.

Le 17 novembre, les ministres, n'ayant pas pu tomber d'accord, après trois réunions successives, portèrent le jugement de la question au Conseil du roi. MM. de Serre, Decazes et Portal proposaient de modifier la loi électorale; Saint-Cyr, Dessolle et le baron Louis persistaient à vouloir son maintien. La délibération fut longue; car le Conseil, commencé à une heure, ne finit que vers quatre heures. Il avait été convenu, la veille, que M. de Serre, d'un côté, et Saint-Cyr, de l'autre, résumeraient les deux opinions divergentes.

M. de Serre parla d'un accent passionné, en homme fort de son éloquence, et qui attaque son propre ouvrage; Saint-Cyr, certain d'être condamné d'avance dans l'esprit du roi, s'acquitta de sa tâche avec sincérité, ne dissimulant aucun des périls qu'il redoutait pour le trône, n'exagérant pas ses craintes et ne cachant pas celles que lui inspirait la résolution funeste où le gouvernement était près de s'engager. Sa résistance ne sembla pas déplaire à Louis XVIII, qui loua sa fermeté, le remercia de sa franchise, lui témoigna à plusieurs reprises le regret de ne pouvoir pas approuver ses motifs de persister dans la politique adoptée depuis l'ordonnance du 5 septembre, et qui termina en disant : « Puisque « c'est à moi de départager le Conseil, je me range à « l'avis de M. de Serre. »

Saint-Cyr déposa aussitôt sa démission; MM. Dessolle et Louis suivirent son exemple. Il eut pour successeur le général Victor de Latour-Maubourg, alors ambassadeur à Londres, qu'il désigna au choix du roi comme devant être agréable à l'armée par ses services sous l'Empire, à la cour par sa naissance et par son titre d'émigré.

L'année 1819 a été une époque climatérique dans l'existence monarchique de la dynastie des Bourbons; elle marque l'apogée et le déclin des idées libérales chez Louis XVIII. C'est à la fin de 1819 que les Bourbons ont commencé leur guerre de onze ans contre les garanties constitutionnelles du pays. Dès que Louis XVIII inclina aux violences de parti, il pencha vers sa décadence et devint l'instrument résigné des royalistes exclusifs. Alors tout fut terminé pour lui; à sa quasi-dé-

chéance morale aussi bien que physique succéda rapidement son abdication de fait dans les mains de son frère, si impatient de dévorer les institutions selon la Charte. MM. de Serre et Decazes, zélés serviteurs des Bourbons et leurs ministres dévoués, ont détourné sans le vouloir la marche de la Restauration vers l'abîme où d'autres ministres, non moins dévoués et plus imprudents, devaient la précipiter. Les paroles de Saint-Cyr ont prophétisé l'avenir; car c'est l'obstination des royalistes à détruire les droits électoraux de la nation qui a fait éclater contre le trône de Charles X les tempêtes populaires de 1830 et la foudre qui l'a brisé.

Le général Foy, dont les discours resteront comme modèles tant que subsisteront chez les nations éclairées le goût et l'admiration de l'éloquence parlementaire, a tracé d'une main de maître ce résumé de l'administration de Saint-Cyr : « Le compte rendu de 1818 se re-
« commande par son ordonnance extérieure, et cette
« ordonnance est d'autant mieux appréciée qu'elle con-
« traste avec le défaut d'ordre, ou même le désordre,
« qu'on remarque dans d'autres départements. La liqui-
« dation des dépenses dans l'espace de six mois est une
« innovation heureuse qui dépose en faveur de l'activité
« et de la régularité de l'administration. Mais ce genre
« de mérite n'est pas le premier à mes yeux, et, quand
« je considère la carrière ministérielle parcourue en
« deux ans par celui qui tenait alors le portefeuille de la
« guerre, j'ai bien d'autres éloges à lui donner. Nos ar-
« senaux étaient vides : il a formé en silence des appro-
« visionnements considérables. Nos places, négligées

« pendant nos guerres de conquêtes, avaient des fronts « entiers qui tombaient de vétusté : il a réparé les brè- « ches, relevé les remparts, et, sur plusieurs points de « la frontière, ajouté aux anciens moyens de défense. « Nous n'avions avant lui que des lambeaux de cadres « parsemés de soldats mécontents : il a commencé une « armée nationale ; il lui a appris à prononcer ensemble « les noms de roi et de patrie ; il a obtenu pour elle de « la sagesse du monarque une législation et des règle- « ments propres à lui infuser l'esprit constitutionnel, par « lequel marchent de front les intérêts de la liberté « civile, la sûreté du trône et l'indépendance politique ; « il lui a rendu tant de braves officiers que réclamaient « nos drapeaux étonnés d'être, après vingt-cinq ans de « gloire, confiés à des bras novices ; il a essayé de fon- « dre ensemble les sentiments généreux de toutes les « positions et de toutes les époques ; et, si son ouvrage « est continué suivant les principes dans lesquels il est « entrepris, notre France, riche de la pureté et de la « facilité de son mode de recrutement, de la discipline de « son armée active et de ses magnifiques réserves de gar- « des nationales et de vétérans organisés ; notre France « pourvoira désormais à sa défense par le déploiement « méthodique et progressif de ses forces, et jamais plus « elle ne sera réduite à pousser, à l'approche de l'étran- « ger, ce cri d'alarme au retentissement duquel les na- « tions se lèvent et le monde est bouleversé (1). »

---

(1) Chambre des Députés, séance du 13 avril 1820.

CHAPITRE XVIII.

(1820 à 1830.) — Saint-Cyr dans la retraite. — Ses derniers discours à la chambre des Pairs. — Ses Mémoires. — Sa mort.

Les trois ministres démissionnaires se retiraient par un arc de triomphe dont l'opinion publique et même Louis XVIII décernaient les honneurs à Saint-Cyr; le maréchal avait défendu jusqu'au bout la politique et le drapeau que le roi lui avait confiés, et leur était resté fidèle quand le roi les abandonnait; la popularité qu'il n'avait jamais recherchée lui venait d'elle-même; il pouvait en jouir pleinement, car la popularité qui se forme sans éclat et sans bruit au fond du cœur d'une nation est une chose vraiment grande et vraiment désirable. Descendu librement du pouvoir, Saint-Cyr rentrait de plain-pied dans sa vie retirée, recueillie et un peu trop isolée. Ce repos ou plutôt cet état de tranquille méditation, qui était un bien et un besoin pour lui, était un mal pour nos institutions. Cependant, si l'on suppose que Saint-Cyr et Dessolle eussent fait prévaloir leur opinion dans le Conseil et que leur gouvernement libéral se fût

prolongé trois mois de plus, ne tombait-il pas forcément après l'assassinat du duc de Berry, et les ultra-royalistes, assistés des étrangers, n'auraient-ils pas triomphé avec tant de violence que notre ordre social aussi bien que la Constitution et le trône en eussent été ébranlés du même coup? La Restauration, en retrempant ses prétextes de réaction politique dans le sang versé de ce malheureux prince, rétrograda si brusquement qu'elle se trouva aux prises avec ses propres œuvres : elle s'achemina par des pentes rapides et glissantes vers le gouvernement des royalistes exclusifs; et quand il leur fut livré, quand ils se crurent assez sûrs d'eux-mêmes pour se dire, dans l'enivrement de leur triomphe : La France, c'est nous; et pour dire : La France est à nous et nous doit une rançon à cause de ses déportements, la contre-révolution leur sembla faite. Mais les contre-révolutions pas plus que les révolutions ne s'accomplissent sans le peuple, et le peuple, secrètement républicain ou bonapartiste, était l'ennemi-né des ultra-royalistes. Ils ont gouverné la France pendant sept ans; ils ont mutilé la Charte à leur profit; ils se sont partagé un milliard; ils ont commandé l'armée; ils l'ont bouleversée, épurée à leur manière; ils ont disposé de tous les grades, de toutes les décorations; et, quand la royauté, attaquée par le peuple, a eu besoin de défendre ses foyers et sa couronne, nos vieux Bourbons se sont trouvés presque isolés et sans armée. La fin de la Restauration fut triste et parut alors méritée.

Dans tous ses actes, Saint-Cyr n'avait eu pour but que la grandeur et l'affermissement de la monarchie constitutionnelle et du trône des Bourbons. Il croyait à

la possibilité de les allier indissolublement; il espérait qu'ils s'enracineraient ensemble au cœur du pays, et que cette vieille famille de rois serait la personnification des libertés publiques réalisables chez une nation aussi profondément monarchique que la France. Le système militaire de Saint-Cyr était plus défensif qu'offensif; et, en réorganisant l'armée en 1815 et en 1818, il avait disposé suffisamment de cadres pour la porter, en cas de guerre contre une puissance de premier ordre, à 400,000 hommes (1), sans qu'il fût nécessaire d'augmenter le nombre des officiers et des sous-officiers. Cette force lui semblait ne pas excéder celle que notre population et nos finances pouvaient entretenir pendant la guerre, et ce taux est si élevé qu'il n'existe en Europe que peu de puissances capables de le mettre sur pied et de le soutenir longtemps et convenablement.

Avec une telle armée et le secours de notre ligne de places fortes; la France pouvait résister à quelque puissance que ce fût; une coalition générale contre nous paraissait désormais impossible; nous ne devions pas manquer en Europe d'alliés intéressés à notre cause; et Saint-Cyr ne doutait pas alors que, grâce à la modération inhérente au gouvernement représentatif, la cause de la France ne fût toujours celle de la justice.

Éblouis de quelques bonheurs inespérés, les Bourbons préférèrent, sinon oublier, du moins calomnier ses services; tout ce qui n'est pas abaissement complet, sou-

---

(1) Supplément III, nos 1 et 2.

mission absolue, paraît aux souverains heureux, ou qui croient l'être, une révolte et presque une insolence. Dans leurs jours de prospérité et de joies de famille, lorsqu'à la naissance d'un prince, héritier et représentant de la légitimité bourbonnienne, ils ouvrirent leurs trésors de grâces et de faveurs, Louis XVIII se ressouvint avec un aigre ressentiment que Saint-Cyr avait refusé d'être duc; le comte d'Artois, qu'il avait fait la loi de recrutement et qu'il n'avait pas voulu défaire la loi électorale; on se rappela en même temps que, dans le conseil des ministres, il avait constamment résisté au projet de distribuer de nouveaux cordons bleus, disant que cet ordre purement nobiliaire était en désaccord avec les idées et les mœurs de l'époque, qu'il ne représentait plus rien, et qu'il blesserait au vif l'existence constitutionnelle de la Légion d'Honneur et ses prérogatives consacrées par la Charte. Toutes ces raisons étaient autant de fautes impardonnables selon l'esprit et les vanités de la cour; aussi, lorsqu'en 1820 on refit des chevaliers de l'ordre, Saint-Cyr n'y fut pas compris, de même que, sous l'Empire, son nom avait manqué sur la première liste des maréchaux, et, plus tard, sur la première liste des ducs.

On a beaucoup loué le grand Sully d'avoir donné à la France l'état de ses biens en devenant surintendant des finances, et d'avoir rendu compte, au moment de sa retraite, de tous ceux qu'il avait acquis ou obtenus pendant son administration. S'il avait été dans le caractère de Saint-Cyr de faire une profession analogue et qu'il eût publié la liste de ses dignités en 1817 et la liste de celles qui lui restaient à sa sortie du ministère, on lui aurait trouvé

une dignité militaire de moins ; car le 12 août 1818, il s'était dépouillé, en faveur du général Souham, maltraité par la fortune, de l'important gouvernement dont Strasbourg était le chef-lieu.

Rentré dans la vie domestique, il prit la résolution de ne plus en sortir ; bientôt même il cessa d'habiter Paris, et, livré tout entier à ses goûts naturels et à ses travaux de prédilection, il ne s'occupa que du soin de ses domaines, d'améliorations agricoles, et de la rédaction de ses Mémoires, qui devaient comprendre le récit de toutes ses actions militaires et les développements de ses pensées sur la guerre. Dès lors Saint-Cyr ne parut que rarement à la cour et seulement à certains jours solennels où son absence aurait été l'oubli d'un devoir ; il n'était dans son humeur ni de plier sous la main du pouvoir, ni de rompre violemment avec lui. « Ce qui me convient le « mieux, disait-il, c'est de n'être ni bien ni mal avec le « pouvoir, ou plutôt d'être à la fois l'un et l'autre. »

N'ayant jamais offert ses services qu'au bien du pays et ne se reconnaissant de facultés que pour agir dans un but d'utilité générale, éprouvant une profonde tristesse d'âme et un perpétuel doute sur les destinées de la France, désespérant du succès dans une lutte parlementaire où des majorités aveugles s'efforçaient de démolir pièce à pièce la monarchie constitutionnelle, prévoyant les dangers du trône et sentant que ses avis ne seraient plus écoutés, Saint-Cyr finit par devenir aussi peu assidu aux séances de la pairie qu'aux réceptions du château. Cependant l'invasion contre-révolutionnaire de l'Espagne en 1823 avait été suivie d'une abondante moisson de

décorations et de grades prodigués à l'armée moins pour récompenser ses vertus guerrières que pour exciter son zèle monarchique. Les ministres crurent que l'heure était venue de changer la loi de recrutement et de supprimer le titre sur l'avancement légal; ils comptaient que la nouvelle loi passerait inaperçue au milieu des bruyants débats soulevés par la discussion sur la septennalité de la Chambre élective et celle de la conversion des rentes.

Sous le prétexte de modifier utilement la loi du 10 mars 1818, on fixait à huit années la durée du service actif, et à 60,000 hommes le chiffre du contingent annuel; on supprimait l'institution des légionnaires-vétérans, on détruisait la limite posée à l'accroissement de l'état militaire, et l'on enlevait aux Chambres leur part de coopération directe à la formation de l'armée. Le ministère n'osa pas manifester ouvertement ses intentions et ne proposa pas de supprimer le titre sur l'avancement; il se contenta de donner le mot d'ordre à ses plus chauds adhérents, qui devaient l'attaquer par voie d'amendement pendant la discussion.

Implanté au ministère de la guerre par l'influence de M. de Chateaubriand, le baron de Damas, successeur du maréchal Victor, avait mission de détruire une des faces de l'œuvre nationale de Saint-Cyr. « Singulière « chance de notre vie, écrivait M. de Chateaubriand, « nous avons mis dans les affaires les deux hommes « que la légitimité eût été heureuse d'éviter (1). »

(1) *Congrès de Vérone*, t. II, p. 268.

Un de ces deux hommes était le baron de Damas.

Dans la discussion générale à la chambre des Pairs, Saint-Cyr fut seul à défendre la loi du 10 mars; il avait pour adversaires les mêmes hommes qui, en 1818, s'étaient élevés avec le plus d'éclat contre le système de l'enrôlement forcé, et qui, changeant de principes en devenant majorité, se montraient les plus ardents à préconiser les avantages de ce mode de recrutement. Plus indiscrets que les ministres, ils ne cachaient pas leur désir de soustraire l'armée à l'action protectrice de la loi et se vantaient de la remettre sous le régime des ordonnances; car le régime du bon plaisir à tous les degrés de la hiérarchie militaire, depuis le ministre jusqu'aux simples adjudants de régiment, leur paraissait être le beau idéal dans l'organisation d'une armée. Le baron de Damas, émigré endurci par son séjour trop prolongé en Russie et regardant déjà *comme immondes les discours de tous les officiers généraux qui s'étaient occupés de l'organisation des troupes pendant les trente années qui avaient précédé la Révolution* (1), attaquait les institutions de Saint-Cyr aussi bien que les travaux des militaires les plus instruits de l'ancienne armée royale, les Choiseul, les Broglie, les Gribeauval, les d'Autichamp, les Coigny, les Noailles, les Esterhazy...

Tous les arguments, tous les griefs invoqués contre la loi du 10 mars étaient empruntés aux circonstances

(1) Le baron de Damas au général Préval, *Mémoires sur l'Avancement militaire*, p. 191.

de la récente expédition d'Espagne; la flatterie s'épuisait en formules hyperboliques à l'égard du duc d'Angoulême; et ce vertueux prince, adulé jusqu'au ridicule, était proclamé l'idole de l'armée, le modèle des guerriers et l'exemple des grands politiques. Saint-Cyr se serait abstenu de prendre la parole si ce n'eût été pour lui l'occasion d'un devoir rigoureux à remplir. « L'armée « a fait beaucoup en Espagne, disait-il; mais il est per- « mis de croire qu'elle pourrait faire davantage, si elle « se trouvait entièrement sous le régime des lois fran- « chement exécutées..... Pour achever de constituer « l'armée, la loi du 10 mars avait besoin d'être suivie de « dispositions complémentaires qui vinssent fortifier son « organisation et surtout régler sa discipline, d'où dé- « pend la force morale des troupes.... Cette loi n'a pu « régler que ce qui concerne l'entrée de la carrière mili- « taire, la manière de parvenir aux différents grades, « celle dont on acquiert des avantages; mais elle ne « parle pas de la manière dont on les conserve ou de « celle dont on les perd, et l'on peut se demander : A quoi « sert d'acquérir si la conservation de ce qu'on a acquis « n'est pas garantie?.... La loi du 10 mars est suscep- « tible d'améliorations; il conviendrait d'y introduire « une suite d'articles qui, au moins, par provision et en « attendant la publication du code pénal, feraient que « l'armée serait entièrement régie par un système légal, « autant dans la conservation que dans l'acquisition des « avantages accordés par tous les gouvernements à « ceux qui se sont dévoués à la défense de la patrie. « Les hommes appelés par la loi doivent être régis et

« protégés par elle ; elle seule doit tracer les devoirs et « fixer la nature des récompenses que le monarque dé- « cerne ; la discipline s'augmente par ce moyen ; *elle « double les forces de l'armée ; l'arbitraire ne peut que « les affaiblir* (1). »

La discussion n'eut au dehors ni éclat, ni retentissement ; elle passa sourdement et plus à huis-clos que jamais ; 28 Pairs seulement sur 138 votants se réunirent à Saint-Cyr et protestèrent contre l'élévation de l'impôt du sang, l'accroissement indéfini de l'effectif de l'armée, la destruction d'une réserve qui ne coûtait aucun sacrifice à l'État et la renonciation des Chambres législatives à leur part constitutionnelle de souveraineté dans la formation de l'armée.

Le gouvernement a supprimé, en 1824, les légionnaires-vétérans comme inutiles ou dangereux, sans proposer ni mettre rien à leur place ; et cependant l'Espagne a ses miquelets et ses somatènes ; l'Allemagne, ses landwerh et ses landsturm ; l'Angleterre, ses milices ; l'Autriche, ses régiments-frontières et ses bans insurrectionnels ; la Russie, ses régiments d'anciens soldats colonisés : la France est la seule puissance européenne privée encore aujourd'hui d'une milice placée entre l'armée active et la population pour soutenir l'une et guider l'autre au moment d'une invasion étrangère. Les efforts parlementaires de Saint-Cyr n'ont pas sauvé les légionnaires-vétérans, mais c'est à sa ferme opposition

(1) Discours du 11 mai 1824.

et à l'autorité de son nom que l'armée dut alors la conservation des règles légales de l'avancement.

Selon les plus hardis penseurs de l'école libérale sous la Restauration, la loi de recrutement de Gouvion Saint-Cyr a été la plus belle après la Charte (1), et le maréchal Soult disait aux Députés assemblés : « La loi du 10 mars « n'a point été l'œuvre la moins admirable de ce grand « capitaine, et si l'on se reporte aux susceptibilités de « l'époque, aux exigences de cette cour rétrograde, « effrayée d'*une institution nationale qui, mieux com-* « *prise, eût pu devenir le fondement de sa puissance,* « on peut la regarder comme le monument le plus « hardi et le plus difficile à la fois que les quinze années « que nous venons de traverser ont vu s'élever.

« C'est devant la loi du 10 mars, comme devant un « rempart, que sont venues expirer toutes les ambitions « illégitimes; c'est elle qui a assuré l'avenir et les droits « de nos soldats; et si parfois elle a pu être éludée, il « faut le dire, jamais elle n'a été ouvertement violée. « Tel est l'irrésistible empire d'une législation fortement « conçue, d'une législation qui ne s'appuie que sur les « leçons du passé (2). »

Dès sa seconde sortie du ministère, Saint-Cyr n'avait presque plus compté dans les affaires de la Restauration ; il reparut encore deux fois à la tribune, le 25 juin 1828, pour réclamer un meilleur traitement pour les officiers à

---

(1) Armand Carrel, *Revue française*, n° 12, p. 199.

(2) Discours du maréchal Soult, ministre de la guerre, décembre 1830.

demi-solde, et, le 14 février 1829, pour honorer la mémoire de son ami, le général Dessolle.

Son discours du 25 juin est un exposé des causes qui avaient éloigné de l'armée, au moment de la Restauration, un grand nombre d'officiers; Saint-Cyr examinait ce qu'on aurait dû faire pour utiliser leurs services et les mesures prises alternativement pour et contre leurs intérêts, selon les fluctuations de la politique du gouvernement. Les ordonnances de 1814, de 1815 et de 1818, leur avaient reconnu des droits; des ordonnances postérieures les en avaient dépouillés et leur avaient enlevé tout espoir de rentrer dans l'armée.

« Sans doute, disait Saint-Cyr, une ordonnance peut « détruire une autre ordonnance, mais toujours en res- « pectant les droits que la première a consacrés. Tout « le monde admet le principe de la non-rétroactivité « dans les lois; les ordonnances, pour être revêtues de « formes moins solennelles, n'en doivent pas moins res- « pecter ce principe d'équité. Elles le doivent d'autant « plus qu'elles émanent exclusivement du pouvoir royal, « duquel les peuples attendent toujours des actes de « justice bienveillante...., et, dans les circonstances où « la France peut être placée prochainement, le plus sûr « moyen de conquérir l'affection et le dévouement des « militaires, c'est de traiter, sinon avec générosité, du « moins avec une justice plutôt large que sévère ceux « qui les ont précédés dans la carrière des armes. »

L'éloge du général Dessolle est un simple récit des événements de cette noble vie; Saint-Cyr les montrait tels qu'ils avaient été, sans les accompagner de réflexions, et

signalait ceux qui avaient leur place marquée dans l'histoire ou qui pouvaient être d'utiles leçons pour l'avenir; mais là encore l'intérêt d'affection ne l'emportait pas sur l'intérêt d'instruction; car ce qui dominait dans son esprit, c'était la volonté d'éclairer et d'instruire. Aussi ses Mémoires ont fait de lui un grand historien et un grand moraliste; aucun livre militaire n'a plus de hauteur et de profondeur à la fois et ne contient plus de traits et d'observations sur la composition, les dispositions et les différentes propriétés des armées françaises et étrangères. Saint-Cyr a décrit l'homme de guerre dans ses qualités physiques aussi bien que dans ses qualités morales; et chaque observation se rapporte à un fait, à une expérience, à une probabilité dont les rapprochements constituent les conditions de la certitude dans les arts qu'on ne peut pas ramener à des calculs mathématiques.

Selon Saint-Cyr, la science de la guerre était la première des sciences humaines, parce qu'elle les contenait toutes, et que ses opérations exigeaient le complet développement de nos plus hautes facultés; mais la guerre lui semblait être une chose pratique toute de sagacité, qu'il fallait conformer au génie de chaque peuple, aux qualités des soldats et au caractère des chefs bien plus qu'à leur esprit et même à leurs talents.

Par l'universalité des moyens à son usage et par l'infinie variété de ses combinaisons, l'art de la guerre, en ce qui concerne les généraux d'armée, ne peut pas être assujetti à des principes absolus et à des règles fixes, ainsi que l'ont imaginé les théoriciens et les logiciens de

la moderne école allemande; car il eût été aussi raisonnable de chercher à diriger le vol des tempêtes et le bruit de la foudre que de vouloir soumettre à la rigueur du compas géométrique et à des formules posées d'avance ces mouvements d'armées où sont en jeu toutes les forces et toutes les passions de l'homme. Saint-Cyr avait donc un incurable éloignement pour les questions d'école, les théories, les systèmes rigoureux et les discussions dogmatiques; il repoussait jusqu'à l'emploi du mat *stratégie*, dont on a tant abusé de nos jours et dont personne, disait-il, n'avait pu lui donner une définition satisfaisante.

L'esprit humain, malgré ses prodigieuses ressources, a échoué jusqu'à présent à réduire en un corps de doctrines les parties sublimes de l'art de la guerre. « L'Em-« pereur, pendant la campagne de Saxe, avait annoncé « à Saint-Cyr, que si jamais il en avait le temps, il ferait « un livre dans lequel il démontrerait les principes de « l'art de la guerre d'une manière si précise qu'ils se-« raient à la portée de tous les militaires et qu'on pour-« rait apprendre la guerre comme on apprend une « science quelconque (1). » Cette œuvre ne pouvait être entreprise que par Napoléon, et, puisqu'il ne l'a pas faite, personne certainement n'osera la tenter.

Les généraux d'armée, pour compléter l'instruction qui leur est nécessaire et à laquelle leur génie ne suppléerait pas, doivent la chercher principalement dans l'étude de l'histoire telle que nous l'ont transmise les grands capitai-

(1) Saint-Cyr, *Campagne de Saxe*, p. 149.

nes, Xénophon, César, Rohan, Montécuculli, Frédéric, l'archiduc Charles, Napoléon, et même Machiavel, que Saint-Cyr regardait comme un des plus doctes écrivains militaires, quoique le célèbre publiciste florentin fût resté, toute sa vie, étranger à la profession des armes.

A voir la quantité de matériaux et de documents recueillis par le maréchal, on ne peut pas douter que, dès le commencement de sa carrière, il n'ait songé à écrire un jour la relation de ses campagnes; et dans ce travail il devait être merveilleusement servi par son admirable mémoire, qui embrassait également bien l'ensemble des grands événements et leurs moindres détails. Ses souvenirs étaient d'une telle sûreté que, même dans les dernières années de sa vie, on l'a entendu rappeler à des officiers anciennement sous ses ordres les circonstances d'affaires peu importantes qu'ils avaient oubliées, bien qu'ils y eussent joué un rôle honorable.

Saint-Cyr hésita longtemps avant de publier ses Mémoires, et, quand sa résolution fut arrêtée, il en expliqua les motifs dans la préface, qui révèle l'homme aussi bien que l'écrivain tout entier.

« Les matériaux dont on ne peut pas se passer pour « faire une histoire militaire instructive, écrivait-il, ne « sont pas les rapports, mais les Mémoires des généraux « qui ont commandé les armées ou les fractions d'ar- « mée... C'est pour cela que j'offre ces Mémoires au pu- « blic. Ils ne contiennent peut-être pas autant de vérités « qu'on en pourrait désirer; je n'ai pas tout vu des évé- « nements dont je parle, quoiqu'ils se soient passés bien « près de moi, et que je les aie appris, pour ainsi dire,

« sur-le-champ, des hommes mêmes qui ont agi ; *j'ai pu* « *encore me tromper dans ce que j'ai vu de mes yeux;* « *mais je les donne pour ce que je crois vrai...* J'aurais « pu, comme tant d'autres, laisser ces Mémoires dans le « portefeuille pour ne paraître qu'après moi ; mais, « comme tant d'autres, ils pouvaient être altérés, chan- « gés même; qui pourrait alors rectifier les erreurs que « j'ai pu commettre involontairement, ou celles plus « graves qu'on aurait pu y introduire? J'ai préféré les « publier moi-même. Je pense que l'autre manière est « plus commode; mais, comme elle entraîne aussi de « graves inconvénients, je ne l'ai point adoptée (1). »

Les Mémoires sur les six premières campagnes de l'armée du Rhin ont paru en 1829 ; à la manière dont ils sont soignés dans toutes leurs parties, on sent que ce travail dut avoir les prédilections de Saint-Cyr. « C'était, « en effet, la guerre à laquelle il s'honorait le plus d'avoir « pris part, parce qu'elle était celle où le peuple français « avait déployé le plus d'énergie, de courage et de per- « sévérance, et acquis le plus de gloire, si elle s'acquiert « à raison des difficultés vaincues et de la justice de la « cause (2). » Nos armées, en défendant l'intégrité du territoire national et l'indépendance du pays, combattaient pour la possession du Rhin qui est notre véritable champ de bataille; le Rhin, que nous avons conquis, que nous avons tant de fois passé comme un fleuve

---

(1) Saint-Cyr, *Avant-propos*, p. 16, 17, 22 et 23.
(2) Ibid., p. 19 et 20.

français et que nous avons perdu pour l'avoir trop dépassé. Mais, quand le moment sera venu de le reconquérir, les Mémoires de Saint-Cyr seront le meilleur guide de nos généraux et de nos officiers, sur les mêmes lieux que nos plus belles armées républicaines ont baignés de leur sang; il n'existe pas de livre décrivant mieux les Vosges et le Palatinat, et faisant mieux connaître la guerre qu'on doit y faire soit en attaquant, soit en s'y défendant.

Le récit des événements qui se passèrent en Italie pendant l'année 1798, la relation des campagnes de 1799 et de 1800, celles des guerres de Russie et de Saxe en 1812 et 1813, n'ont paru qu'un an après la mort de Saint-Cyr. Cette série de Mémoires posthumes est aussi exactement de lui que la première, et son savant éditeur, M. Cournot, a poussé le scrupule et le respect jusqu'à ne pas vouloir effacer quelques erreurs de détail que le maréchal aurait fait disparaître s'il avait eu le temps d'y mettre la dernière main.

En 1821 Saint-Cyr avait publié le *Journal des Opérations de l'armée de Catalogne*. Le sujet était bien choisi et facile à circonscrire. D'une part, l'isolement de la Catalogne en faisait un champ de bataille séparé du reste de l'Espagne; de l'autre, les événements d'une guerre nationale dans cette belliqueuse province devaient offrir plus d'intérêt qu'une guerre méthodique entre deux armées régulières. Dans ce premier écrit, Saint-Cyr racontait sans détours les contrariétés dont il avait été l'objet de la part de l'état-major impérial. Ses explications lui ont été vivement reprochées par ceux des historiens de Napoléon qui semblent décidés à en faire un demi-dieu

à l'abri des passions et des faiblesses humaines. Le plus renommé et le plus grand de nos historiens, M. Thiers, s'est aussi montré le plus accusateur. « L'Empereur, dit-« il, n'aimait pas le caractère insociable de Saint-Cyr, « général excellent quand il était seul, dangereux quand « il avait des voisins qu'il secondait toujours mal, mes-« quinement jaloux jusqu'à croire que Napoléon, en-« vieux de sa gloire, l'envoyait en Catalogne afin de le « perdre; mais, ce travers à part, capitaine habile, pro-« fond dans ses combinaisons, et le premier des mili-« taires de son temps pour la guerre méthodique, Napo-« léon, bien entendu, demeurant hors de comparaison « avec tous les généraux de son siècle (1). »

M. Thiers assigne à Saint-Cyr le premier rang militaire parmi les généraux de son temps; mais, aux défauts de caractère qu'il lui attribue, comment reconnaître l'homme de vertus sévères de qui Armand Carrel, l'ami et le collaborateur de M. Thiers, disait, en 1829, huit années seulement après la publication du *Journal des Opérations de l'armée de Catalogne :*

« On a toujours cité M. le maréchal Saint-Cyr comme « l'un des hommes qui, par la simplicité des mœurs, « l'indépendance des sentiments, rappelaient le mieux « ces guerriers patriotes, à la façon de Kléber et de De-« saix... Sa vie est une des plus belles vies de nos « annales modernes. A côté de ces gloires que la « mort décerne, il y en a une autre pour ceux qui

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. IX, p. 483, 484.

« vivent longtemps : c'est de vivre purement (1). »

L'article de haute critique auquel appartient cette appréciation de la vie et du caractère de Saint-Cyr a été littéralement reproduit par M. Disraëli dans une séance solennelle du parlement britannique. Ministre de la reine Victoria, l'éminent orateur avait à prononcer, en 1852, l'éloge de Wellington devant les membres des Communes ; il s'appropria les belles paroles d'Armand Carrel et se contenta de les traduire mot à mot, de sorte que le portrait du grand homme de guerre, tracé d'après les vertus et les talents particuliers de Saint-Cyr, a servi à l'éloge complet du plus illustre des généraux de la moderne Angleterre.

Saint-Cyr n'a jamais pensé que l'Empereur pût être jaloux de lui ; il admirait trop sincèrement pour cela son génie sublime dans les grandes parties de la guerre et de l'administration. « De vingt siècles, disait-il, la nature « ne produira peut-être pas d'homme qui lui soit com- « parable. » Il le plaçait si haut et le jugeait tellement éblouissant qu'il croyait utile de faire ressortir ses erreurs afin d'en détourner ceux qui, n'ayant ni son expérience ni son génie, et se persuadant avoir sa force, seraient tentés de l'imiter. Sans doute il s'affligeait qu'on répétât à Napoléon que sa présence était indispensable partout et que des revers étaient réservés à nos armées là où il n'était pas. Or cette flatterie, érigée en système par ceux qui avaient le plus besoin de cacher leurs fautes

---

(1) *Revue française*, n° 12, p. 199 et 200.

ou de les faire excuser, lui semblait outrageante pour l'honneur national. Saint-Cyr savait que l'Empereur ne l'aimait pas, il ne pouvait pas douter de la malveillance de Berthier à son égard, et, pendant la campagne de Catalogne, en présence du dénûment absolu auquel on condamnait son armée, il a pu accuser les faiblesses de l'homme plutôt que la prévoyance mise en défaut du souverain.

En effet, de ce que la cour militaire de l'Empereur habitait sous la tente ou aux bivouacs, elle n'en avait pas moins les inconvénients et les défauts de toutes les cours : elle était peuplée d'officiers de l'ardente armée d'Italie, tous contraires, quoiqu'à des degrés différents, au représentant de l'armée du Rhin, et blâmant, les uns par esprit de corps, les autres par esprit de courtisanerie, sa manière prudente de combattre, qui faisait implicitement la critique de la leur, et sa simplicité de mœurs, qui choquait leurs habitudes de luxe. A l'état-major impérial on n'aurait donc pas été trop fâché que Saint-Cyr reçût en Catalogne une bonne leçon : il y a des antagonismes qui sont incurables ; et si la rivalité entre les services des deux armées était à peu près effacée pour les troupes, elle existait encore dans les idées des chefs. De là des jalousies, des défiances et des inimitiés contre Saint-Cyr. Une cour, quelle qu'elle soit, est un obstacle aux vertus et aux clairvoyances d'un souverain, et le plus éclatant génie se laisse gagner aux faiblesses de son entourage.

Les Mémoires de Saint-Cyr, fortement conçus, sagement exposés et élégamment écrits, appartiennent au

trésor de nos grandes histoires nationales; ils peignent l'armée traits pour traits, et, sans lui composer un faisceau de vertus idéales, nous montrent à nu et au point de vue philosophique son âme toujours patiente et toujours héroïque, son cœur toujours prêt au sacrifice et toujours au service du pays, quelles qu'aient été nos fortunes diverses et les formes du gouvernement, à travers nos vicissitudes politiques. Ce livre est une œuvre de moralité, de conscience juste et de piété envers la France, car on y sent vibrer toutes les fibres du plus pur patriotisme. Saint-Cyr est fier de lui et fier de son sujet, et ne cache pas qu'il s'estime beaucoup, non par vanité, mais par cette élévation de sentiments qui fait que l'homme supérieur n'est réellement modeste qu'en présence des œuvres de la nature. Son style a les qualités qui tiennent à la force de l'esprit et à la solidité de la pensée; et si l'on y remarque des longueurs et des répétitions, c'est à cause de la crainte qu'éprouvait constamment Saint-Cyr de ne s'être jamais assez bien expliqué et de n'être pas assez bien compris. Ses vues sont à la fois hautes et profondes, saines et hardies, neuves et originales sans être systématiques; toutes disposent l'esprit à la méditation.

N'ayant qu'un but, celui d'instruire, Saint-Cyr, naturellement enclin à la critique raisonnée, ne laisse échapper aucune occasion d'enseigner la guerre; il signale sans ménagement les fautes d'autrui et les siennes propres, et son amour de la vérité le rend souvent trop sévère. Quand il discute et juge une opération, il s'attache à définir le mérite du chef qui l'a dirigée et ne descend

au-dessous que pour sauver de l'oubli quelques belles actons; elles y tiennent plus de place que les belles paroles. Saint-Cyr n'accueillait ces dernières qu'avec une extrême méfiance, croyant, non sans raison, qu'on les rapportait presque toujours autrement qu'elles n'avaient été dites, et qu'on prêtait volontiers quelques traits de son esprit ou de ses sentiments au personnage qu'on faisait parler.

Le travail du cabinet avait toujours été contraire à la santé du maréchal, altérée depuis sa violente attaque de goutte en 1819. La fatigue et les soins que venait de lui causer l'impression des quatre volumes de Mémoires sur les campagnes du Rhin l'avaient ébranlée de nouveau, et, comme deux voyages successifs dans le midi de la France lui avaient précédemment fait beaucoup de bien, il se décida à aller passer à Hyères l'hiver de 1829 à 1830. Il portait alors au cœur une profonde mélancolie; Charles X travaillait de ses propres mains à battre en brèche son trône, et l'avénement du prince de Polignac au pouvoir était le suprême défi de la royauté à la France constitutionnelle. Les royalistes excessifs annonçaient hautement que l'expédition dirigée contre Alger, et entreprise pour venger un outrage fait à la Couronne, produirait, après la conquête, un choc en retour contre notre ordre politique intérieur, et que le vainqueur, rentré en France, et ne regardant pas de trop près à la Charte, la déchirerait de la pointe de son épée. Cependant on eut l'air de destiner à Saint-Cyr le commandement de l'armée qu'on réunissait en Provence, et ce fut la dernière fois que le gouvernement des Bourbons parut se souvenir de lui.

Le maréchal, depuis plusieurs années déjà, pressentait l'approche d'un terrible ébranlement; il croyait que la France, attaquée dans ses droits constitutionnels, ne se bornerait pas à les défendre, à garantir la sécurité de ses institutions et à sauvegarder ses libertés nationales, mais qu'elle serait entraînée aux commotions les plus révolutionnaires et livrée aux déchirements des conspirations triomphantes et aux délires insensés de la multitude. Cette inquiétude pour les destinées du pays altérait la sérénité habituelle de sa noble physionomie; lui, que nul péril personnel n'avait ému, s'affligeait de ce que la Providence, en plaçant Charles X à la tête d'une nation de 32 millions d'habitants, eût refusé à ce malheureux prince la force et la sagesse d'accomplir loyalement, scrupuleusement, sa parole de roi.

A Hyères, les souffrances de Saint-Cyr s'accrurent, sans qu'il fût possible de le faire renoncer à la rédaction de ses Mémoires; il y travaillait avec une hâte qui ne lui était pas habituelle, et se pressait de dicter et d'écrire. Peut-être comprenait-il, sans bien s'en rendre compte, que cette surexcitation dans certaines de ses facultés cachait un avertissement ou un piége de la nature, et que les véritables forces de la vie allaient le délaisser. Le 12 mars, tandis qu'il écrivait la dernière page de la relation de sa campagne sur le Danube, en 1800, il sentit tout à coup que ses idées se troublaient, que sa tête s'embarrassait; la plume tomba de sa main à demi glacée; quelques gouttes de sang épanchées au cerveau avaient suffi pour anéantir son intelligence : le corps avait détruit l'esprit; l'apoplexie était complète.

Le maréchal vécut encore cinq jours, enseveli dans un assoupissement qui paraissait paisible. Pendant cette continuation de la vie matérielle, il semblait rêver bals, fêtes militaires, parades brillantes, toutes choses de plaisir et d'apparat dont il s'était tenu habituellement éloigné. La mort, en s'approchant, changeait quelques-unes de ses idées sans altérer celles qui lui étaient le plus habituelles, et quand il s'éveillait de sa pesante léthargie, c'était pour les exprimer d'une façon douce et triste. Dans tous les temps et sous tous les régimes, l'amélioration du sort des soldats avait été l'objet de sa perpétuelle sollicitude; il avait vécu quarante ans pour l'armée et au milieu de l'armée, et ses songes le ramenaient sans cesse à ce sentiment qui, malgré le dépérissement de la pensée, conservait encore la puissance de la vie même. « Comme on offrait à Saint-Cyr une « boisson rafraîchissante : Oh! dit-il au précepteur de « son fils, si l'on pouvait en donner autant à chacun de « nos pauvres soldats, quel bien cela leur ferait (1)! »

C'était dans la matinée du 17 mars que Saint-Cyr exprimait ce regret ou ce vœu, qui s'échappa de son cœur avec les derniers battements de la vie; quelques heures après, il avait cessé de penser à l'armée et de vivre.

Saint-Cyr, homme de bien avant tout et par-dessus tout, est mort sincèrement bourbonnien malgré les injustices dont les Bourbons l'avaient abreuvé; mais il est mort le cœur brisé d'amertume, en pressentant l'appro-

(1) Cournot, *Notice biographique sur le maréchal Gouvion Saint-Cyr*, p. 103.

che du conflit entre l'autorité royale et les soutiens des libertés publiques. Il avait constamment professé la maxime que le droit passait avant la force, et que le succès ne justifiait jamais les violences illégales. La modération était tellement son guide en toutes choses qu'il semblait éviter l'excès même du bien, préférant les bonnes, les solides actions aux actions trop brillantes, qui frappent comme la foudre et s'éteignent comme elle, et plaçant peut-être fort au-dessus de la gloire de vaincre à outrance le mérite plus sûr de n'être jamais vaincu. Saint-Cyr, en se montrant moins prudent et moins sage, eût été plus grand aux yeux de la multitude et du peuple de nos armées; il n'était pas dans sa nature de laisser éclore toutes les grandeurs qui se trouvaient en lui, et sa renommée, de même que sa fortune, a subi les torts de son extrême modération. En faisant aux partis politiques des concessions de convenances, il les eût dirigés plus longtemps et plus utilement pour le pays; sa retraite trop prolongée le dégoûta complétement des affaires publiques; cependant, comme il ne se sentait à l'aise qu'en s'occupant de grandes choses, leur mouvement était nécessaire à ses puissantes facultés : seulement il ne le recherchait pas, il l'attendait. Comme ministre, il introduisit la loi partout où l'intérêt général et la raison publique lui marquent sa place, et fit des efforts d'organisation militaire qui auraient suffi à rassurer la France et à raffermir sa puissance; ses institutions les plus patriotiques ont été mal comprises, méconnues, quelquefois calomniées; mais si la multitude, qui juge les généraux, les ministres, et quelquefois les rois,

était juste, elle ne serait plus la multitude, c'est-à-dire cette puissance, éprise du bruit et de l'éclat, qui aime moins les vertus de certains hommes que les vices de quelques autres.

Comme général d'armée, Saint-Cyr a été le philosophe de la guerre, en ce sens qu'il n'abandonnait jamais au hasard que la part de chances imprévues qui lui revient dans chaque événement. La faculté dont il semblait le plus fier était celle d'agir sur le moral des troupes et de leur communiquer autant de confiance en elles-mêmes qu'il en avait en ses propres forces. A ce sujet, laissons parler un de ses plus vaillants compagnons d'armes, le général Berthezène.

« Saint-Cyr, ayant toujours soin d'être instruit des « mouvements et des moyens d'attaque de son ennemi, « ne les redoutait pas, parce que d'avance il avait cal- « culé ses propres moyens de résistance. Quant au sol- « dat, plein de confiance en son chef, il se reposait en- « tièrement sur lui et vivait sans inquiétude de l'avenir. « *Le maréchal n'ordonne rien pour demain, disait-il;* « *nous serons tranquilles*. Cependant on ne voyait pas « Saint-Cyr, au premier coup de fusil, traverser le camp « au galop et se porter sur la ligne des vedettes; au con- « traire, quand il paraissait devant les troupes, il allait « froidement au pas. Il portait ses précautions à cet « égard plus loin encore. Messieurs, disait-il à ses aides « de camp, n'ayez pas l'air effaré; l'ennemi se sert de « ses jambes pour arriver, n'allons pas plus vite que lui, « nous arriverons assez tôt. Le soldat est inquiet, il est « préoccupé quand il aperçoit un aide de camp passer

« comme l'éclair; il s'impatiente, il jure, et la discipline en « souffre, quand il se voit inutilement couvert de boue « et de poussière. » Grande leçon, quoique donnée à propos d'un fait en apparence insignifiant; et Berthezène ajoute : « On n'apprend l'art si difficile de « la guerre qu'auprès des généraux sages et expérimen- « tés, ou tout au moins en étudiant soigneusement leur « conduite (1). »

Gouvion Saint-Cyr a tenu une place à part au milieu de ses contemporains; il n'a éprouvé ni leurs ardeurs, ni leurs passions, ni leurs entraînements; il échapperait même par la constance des sentiments aux partis politiques qui, sous la Restauration, se sont disputé le pouvoir et l'ont exercé tour à tour, s'il n'avait pas montré la foi la plus ferme au dogme fondamental des libertés constitutionnelles. Dès le commencement de la lutte engagée en 1792, il s'était fait une religion si sainte du devoir et des obligations du citoyen envers la patrie, la liberté, l'autorité souveraine et la loi, qu'il les a servies pendant quarante ans avec une telle inflexibilité de vertu qu'un jour elle parut injuste, peut-être même cruelle. Hélas! le fier ministre, qu'en ces temps malheureux beaucoup d'esprits passionnés ont regardé comme un impitoyable sacrificateur, souffrait le premier et plus que personne de l'holocauste de l'armée imposé à la France. Il a expié les fautes d'autrui en les effaçant, en les réparant, en les faisant oublier, et en opérant le bien sans

(1) Berthezène, *Souvenirs militaires*, t. I, p. 394 et 395.

autres vues et sans autre ambition que l'intérêt du pays, sa grandeur et sa gloire.

Général, ministre, historien, Saint-Cyr a parcouru d'un pas également ferme et sûr les plus belles voies ouvertes à l'homme et au déploiement complet de ses facultés. Rien ne lui a manqué, ni les luttes héroïques, ni les succès, ni les adversités, ni les dangers de la haute fortune, ni le fardeau des grandes affaires, ni la confiance des gouvernements et leurs disgraces, ni les faveurs de l'opinion publique et ses ingratitudes, ni la longue et paisible jouissance des vrais biens que donne la vertu.

FIN.

SUPPLÉMENTS.

I. Pièces officielles concernant la capitulation de Dresde, et correspondance du maréchal Gouvion Saint-Cyr avec le prince de Schwartzenberg et le marquis de Chasteler (1 à 14).

II. État des services du maréchal Gouvion Saint-Cyr.

III. N° 1. Tableau indicatif de ses principaux actes administratifs.
N° 2. Budgets (exercices des années 1818 et 1819).
N° 3. Composition et force de l'armée au mois de novembre 1819.

IV. États de situation des divisions et corps d'armée sous les ordres du maréchal Gouvion Saint-Cyr (1793 à 1813).

SUPPLÉMENT I.

N° 1.

Dresde, le 8 novembre 1813.

Les députés et administrateurs de la ville de Dresde au général comte de KLÉNAU.

Chargés par le pays, par le cercle et la ville de Dresde, de faire des représentations respectueuses, qui tendent à conserver la capitale et à adoucir les maux qu'elle souffre, nous plaçons tout notre espoir dans la confiance que nous inspire la générosité des souverains alliés et de leurs généraux.

Le but de ces magnanimes souverains n'est pas de faire des conquêtes, mais d'assurer le bonheur des peuples et des villes; de ranimer le commerce, de faire renaître l'opulence, et de resserrer les nœuds de la confiance réciproque, condition première de toute union durable. On aura égard à des motifs pris de l'intérêt même de l'administration, et puisés dans les sentiments de l'humanité.

Nous élevons notre voix en faveur de la capitale d'un pays qui a été ravagé par la guerre comme ne le fut jamais aucun autre pays; d'une ville qui a souffert des maux inouis, et qui est à la veille d'une ruine complète si Dieu ne touche en sa faveur les cœurs de ceux entre les mains desquels il a remis son sort.

Les suites funestes de la continuation du blocus ne retomberont pas sur l'armée française, mais sur les habitants. Des fièvres nerveuses, meurtrières, se répandent dans les familles, et la mauvaise nourriture les rend encore plus dangereuses. On tire parti de nos dernières ressources, et l'on nous menace des mesures les plus rigoureuses.

Dans peu, la dépopulation de la capitale répandra le deuil dans un pays dont les habitants espéraient renaître pour une vie plus heureuse.

La capitale est le cœur qui vivifie tout le pays; lorsque les sources de la vie y sont desséchées, le corps tout entier succombe.

Les membres de la famille royale qui se trouvent dans nos murs partagent les maux que nous souffrons comme nous, ils sont exposés à la contagion.

Le cercle, épuisé depuis longtemps par les armées, ne sera bientôt plus en état de supporter les charges que nécessite le séjour des troupes de siége, malgré tout l'ordre qu'on met dans les réquisitions.

Nous avons lieu de croire que le commandant en chef français ne sera pas éloigné de signer une capitulation honorable; mais nous sommes incapables de juger de quelle nature elle pourra être.

Nous croyons devoir nous flatter que les ménagements qu'inspirent la présence des membres de la famille royale et les malheurs du pays, du cercle et de la ville, pourront contribuer à l'heureuse issue des négociations; que nous ne verrons pas anéantir la ville et toutes ses ressources avant sa reddition, et que l'on ne préférera pas l'éclat apparent d'un succès militaire au salut du pays et de ses habitants.

Baron de Ferber, président du haut-consistoire; de Zeschwitz, capitaine du cercle de Dresde; le docteur Beck, bourgmestre.

N° 2.

Dresde, le 9 novembre 1813.

La Commission supérieure du gouvernement de Dresde au Maréchal GOUVION SAINT-CYR.

Les députés du gouvernement et de la ville, qui, avec la permission de V. E., s'étaient rendus hier au quartier général du général ennemi, en sont revenus hier au soir. M. le comte de Klénau leur a assuré à plusieurs reprises que, quant à la reddition de la ville de Dresde, il avait déjà fait connaître à V. E. ses conditions, lors de l'entrevue qui a eu lieu entre MM. les colonels Marion et Rothkirch. On lui a fait les représentations nécessaires, prises dans l'état de la chose, pour lui faire entendre que tout délai deviendrait fatal à ses propres intérêts et à la ville; mais ces réclamations, toutes justes qu'elles sont, ne trouvèrent aucun accès chez M. le général de Klénau, et il restait fermement à sa première ouverture, en réitérant la déclaration qu'en qualité de général subordonné il devait se tenir strictement aux ordres qui lui avaient été donnés, et communiqués en substance à V. E., et que, tout enclin qu'il était à soulager la ville, il ne pouvait s'en éloigner qu'en des points moins essentiels. C'est donc maintenant entre vos mains seules, Monsieur le Maréchal, que reposent la ville de Dresde *et la famille royale, qui, en confiance dans la parole donnée par S. M. l'Empereur et Roi au roi notre auguste maître, sont restés parmi nous,* et partagent maintenant les souffrances terribles du blocus d'une ville manquant absolument d'approvisionnements. Nous ne ferons point ici le long et triste récit de tous les maux qui, depuis huit mois, ont accablé la Saxe et principalement la ville de Dresde, et qui la plongent présentement dans le désespoir: ils sont connus de V. E., et votre cœur magnanime en souffre également; mais nous osons appeler à la géné-

rosité française, à l'intérêt et à l'amitié que S. M. l'Empereur a témoignés au roi, à la loyauté reconnue de V. E., et nous sommes persuadés qu'elle ne permettra point que la ruine totale de la capitale devienne la récompense du zèle que S. M. le roi a mis à remplir ses engagements vis-à-vis de S. M. l'Empereur et Roi, en imposant les plus grands sacrifices aux intérêts de son illustre allié. Nous nous flattons que V. E. voudra bien prendre en considération l'effet que devrait produire, sur les esprits des peuples alliés, l'exemple de la ville de Dresde, et la réflexion qu'elle serait tombée victime des engagements pris avec S. M. l'Empereur et Roi. Les armes de la France ne peuvent acquérir un nouveau relief par des mesures violentes qui amèneraient la destruction des habitants et des souffrances à la famille royale, sans assurer la subsistance des troupes au delà de quelques jours, et qui ne changeraient la situation présente que pour un court délai.

C'est pour cela que nous osons implorer V. E. de vouloir bien faire les démarches nécessaires pour délivrer la ville des calamités qui l'accablent. Nous espérons qu'elle daignera ne point se méprendre sur le motif de ces représentations respectueuses ; elles proviennent de nos devoirs sacrés vis-à-vis de notre souverain et vis-à-vis de nos concitoyens, qui, par leur dévouement et résignation, n'ont point mérité un sort qui serait sans exemple dans l'histoire.

Signé: DE GLOBIG; DE ZESCHAU; Comte de HOHENTHAL; NOSTILZ; le Baron de FERBER; MANNTEUFEL; SCHÖNBERG.

N° 3.

Capitulation de la ville de Dresde.

Art. 1er. — La garnison de Dresde sortira avec armes et bagages hors de la ville, et déposera ses armes en avant des redoutes. MM. les officiers conserveront leur épée; à l'exemple de la capitulation de Mantoue, accordée à M. le feld-maréchal comte de Wurmser, un bataillon de 600 hommes conservera ses armes, deux pièces de canon avec caissons et leurs attelages; 25 gendarmes de la garde impériale conserveront leurs chevaux et leurs armes; 25 gendarmes attachés aux divisions conserveront également leurs chevaux et leurs armes.

Art. 2. — Tous les prisonniers de guerre des puissances alliées, qui se trouvent actuellement à Dresde, seront de suite, après la ratification de la présente capitulation, relâchés et considérés comme étant échangés.

Art. 3. — La garnison de Dresde est prisonnière de guerre et sera conduite en France. M. le maréchal comte de Gouvion Saint-Cyr garantit que ni les officiers, ni les soldats, jusqu'à leur entier échange, ne seront employés contre aucune des puissances alliées en guerre contre la France.

Il sera remis en double un état nominatif des généraux, officiers de tous grades, sous-officiers et soldats. Celui des officiers contiendra pour chacun sa signature au-dessous de la promesse de ne pas servir jusqu'à parfait échange. L'état des soldats contiendra les présents sous les armes au moment de la ratification de la présente capitulation. Il en sera fait un semblable pour les malades et les blessés.

Art. 4. — M. le maréchal comte de Gouvion Saint-Cyr s'oblige à faire opérer le plus promptement possible l'échange de la gar-

nison contre un nombre égal de prisonniers de guerre des puissances alliées, grade pour grade.

Art. 5. — Aussitôt après avoir rendu et remis un nombre quelconque de prisonniers des puissances alliées, un nombre égal de ceux de la garnison de Dresde pourra être considéré disponible et en état de service.

Art. 6. — La garnison de Dresde effectuera son évacuation en six colonnes, formant ainsi chacune le sixième de la totalité des troupes. Les étapes seront fournies sur le même pied des troupes autrichiennes. Les lieux d'étape, jours de marche et séjour, sont fixés conformément au tableau ci-joint (1), approuvé par M. le général en chef comte de Klénau.

La première colonne pourra partir le 12 de novembre, et les autres colonnes à un jour de distance l'une de l'autre. Elles suivront la même route indiquée au tableau ci-dessus mentionné. Les gendarmes montés accompagneront chaque colonne pour en faire la police.

Art. 7. — Les malades, les blessés seront traités comme les malades et blessés des puissances alliées. Après leur guérison ils seront envoyés en France sous les mêmes conditions que la garnison.

Les officiers de santé et les agents nécessaires resteront pour les soigner, et jouiront des mêmes avantages que ceux des troupes alliées.

Art. 8. — Les troupes polonaises et alliées de la Franee, rentrant en France, seront traitées en tous points comme les Français.

---

(1) La marche aura lieu par Altenbourg, Gera, Cobourg, Kitzingen, Mergentheim, Bruchsal et Rastadt, sur Strasbourg.

Art. 9. — Les non-combattants ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre et suivront la marche des troupes.

Art. 10. — Tous les Français qui ne seront pas au service militaire, et qui sont à Dresde, seront libres de suivre les troupes, sans avoir droit à aucune étape. Ils pourront disposer à leur gré de leurs propriétés reconnues.

Art. 11. — La légation française, ainsi que celles des puissances alliées avec la France, recevront des passe-ports pour retourner dans leurs pays.

Art. 12. — Un jour après la signature de la présente capitulation, on remettra aux armées alliées assiégeantes les caisses militaires, munitions de guerre, ainsi que les ponts et leurs agrès, les voitures, chevaux du train et des troupes de l'artillerie et autres; le tout sera remis aux commissaires nommés à cet effet par M. le général commandant en chef l'armée assiégeante, et il en sera dressé des états et procès-verbaux de remise.

Art. 13. — Le jour après la signature de la présente, la moitié des redoutes et barrières des faubourgs sur les deux rives de l'Elbe, ainsi que deux portes de la vieille ville, et une porte à Neustadt, seront occupées par les troupes de l'armée assiégeante.

Art. 14. — MM. les généraux, les officiers supérieurs et autres conserveront leurs bagages et leurs chevaux, auxquels ils ont droit d'après les règlements français, et, pendant la marche, ils recevront les fourrages.

Art. 15. — Le fort du Sonnenstein sera rendu six heures après la signature de la présente capitulation, et sous les mêmes conditions ci-dessus stipulées. La garnison rentrera à Dresde pour se réunir à sa division.

Rédigés et arrêtés les présents articles, d'une part, par MM. le colonel baron de Rothkirch, chef de l'état-major du corps d'armée

autrichien; le colonel Mourawieff, chef de l'état-major du corps d'armée russe, munis des pleins pouvoirs de M. le général en chef comte de Klénau, et de M. le lieutenant général comte de Tolstoy; de l'autre part, par MM. le colonel du génie Marion, le colonel Perrin, adjudant-commandant, attaché à l'état-major de M. le général comte de Lobau, munis des pleins pouvoirs de M. le maréchal comte de Gouvion Saint-Cyr.

A Herzogswalde, le 11 novembre 1813.

Signé : le Colonel du génie MARION; le Baron PERRIN, Adjudant-Commandant.

Signé, pour ratification : le Maréchal GOUVION SAINT-CYR; le Général lieutenant TOLSTOY; le Général de cavalerie Comte de KLÉNAU.

N° 4.

Dresde, le 19 novembre 1813.

Le Marquis de CHASTELER
au Maréchal GOUVION SAINT-CYR.

Monsieur le Maréchal, S. A. le maréchal prince de Schwartzenberg, commandant en chef la grande armée alliée, a refusé de donner son approbation à la convention qui a été conclue entre V. E. et le général de cavalerie comte de Klénau. Il a ordonné à ce dernier de vous déclarer, Monsieur le Maréchal, que le retour de la garnison de Dresde en France ne peut avoir lieu dans aucun cas, et qu'il ne permet qu'une capitulation par laquelle la garnison se rendrait prisonnière dans les États d'Autriche. Si cependant V. E. se refusait à prendre ce dernier parti, le prince de Schwartzenberg vous laisse le maître, Monsieur le Maréchal, de rentrer dans Dresde, où vous retrouverez les mêmes moyens de défense que

vous y avez laissés, et de vous replacer ainsi dans la position où vous vous trouviez avant la conclusion de la convention. Le général comte de Klénau étant tombé malade et m'ayant remis le commandement de l'armée, je me conforme aux ordres de mon général en chef en vous priant de me faire connaître, Monsieur le Maréchal, lequel des deux partis vous vous êtes décidé à prendre.

N° 5.

Altenburg, le 20 novembre 1813.

Le Maréchal GOUVION SAINT-CYR
au Général Marquis de CHASTELER.

J'ai reçu la lettre que V. E. m'écrit de Dresde, en date du 19 novembre. Après l'avoir lue, je me demande : Où suis-je? et je crois me trouver au milieu d'un peuple dont le caractère distinctif est la loyauté. Je me demande en outre : Avec qui ai-je traité ? Suis-je tombé dans un piége habilement préparé ? Non, car j'ai traité avec un chef distingué depuis longtemps par ses talents militaires, et que l'éclat de sa réputation a porté au commandement de plusieurs corps d'armée réunis. Il a traité avec moi au su et à l'aide des commandants de ces mêmes corps, dont l'un, M. le comte de Tolstoy, avait son chef d'état-major, M. de Mourawieff, parmi les deux commissaires nommés par M. de Klénau. Et vous-même, Monsieur, quoique votre signature ne soit point portée sur la capitulation, en avez eu connaissance, au point que, sans vos conseils, qui ont fait aplanir quelques petites difficultés dans la conversation avec M. le général Dumas, elle n'eût point été signée de ma part, malgré tout l'intérêt que l'on devait porter et que je portais particulièrement à la ville de Dresde et à la famille royale.

V. E. se fera aisément une idée de l'impression que sa lettre a produite sur moi. *J'aime à croire que le récit de cet événement fera le même effet sur tous les Français, et qu'il sera bien plus utile à la cause de la France et de S. M. l'Empereur Napoléon que ne pourraient l'être deux armées comme la nôtre; et nous aurons au moins dans notre captivité l'avantage de servir de cause à une nouvelle époque du développement de l'esprit public d'une nation qui a tant de fois fait voir qu'on ne la traitait pas impunément avec mépris.*

S. A. M. de Schwartzenberg me propose, selon ce que vous m'écrivez, de rentrer dans Dresde, où nos armes nous seront rendues, enfin de nous replacer dans la situation où nous nous trouvions avant l'époque de la capitulation. Je réponds que cela est impossible, que M. de Schwartzenberg n'a pas la puissance de faire ce qu'il promet, les forces à la guerre étant plus morales que réelles.

Au moment où j'ai signé la capitulation, mes troupes ne croyaient point à la possibilité d'être obligées de capituler. Vous ignoriez l'état dans lequel nous nous trouvions; vous ne connaissiez ni notre faiblesse, ni notre force, ni nos approvisionnements d'aucun genre que ce soit. Vous ne connaissiez pas nos fortifications; aujourd'hui vous avez, depuis dix jours, parcouru la place dans tous ses points. Les moyens qui devaient contribuer à nous faire vivre longtemps ne pourraient plus avoir d'exécution depuis que vos troupes ont communiqué avec les habitants de cette ville, et en ont dirigé l'esprit dans un sens tout-à-fait opposé à celui qu'ils avaient. La plus grande partie des fortifications des faubourgs a été détruite par les habitants ou par vos troupes, vu que naturellement elles gênaient les communications de la ville. Les soldats de ma cavalerie, qui ont été mis pied à terre par l'effet de la capitulation, craignant les fatigues d'une marche longue dans la mauvaise saison, ont presque tous pris le parti de s'enrôler dans les différents corps de l'armée russe. Me rendrez-vous ces gens-là, et pourrai-je les recevoir? En un mot, d'après l'exposé de ces raisons, auxquelles je pourrais en

ajouter beaucoup d'autres, pouvez-vous me remettre dans la situation réelle où je me trouvais avant la capitulation ? Non. Il m'est donc bien démontré qu'en me proposant une chose inexécutable, on n'a eu en vue que de nous humilier, en joignant l'ironie au mépris, et en versant l'ironie amère sur des militaires malheureux par suite des événements de la guerre. Au reste, Monsieur, en mettant bas les armes, nous nous sommes confiés à la loyauté de la nation autrichienne et à celle de ses puissants alliés. Nous savons d'ailleurs que nous sommes à votre discrétion; mais nous protestons et nous réclamerons sans cesse contre la violation du droit des gens que l'on exerce à notre égard, et contre l'humiliation que l'on veut déverser sur le nom français.

Altenburg, le 20 novembre 1813.

N° 6.

Le Maréchal GOUVION SAINT-CYR
au Prince de SCHWARTZENBERG.

J'ai l'honneur d'adresser à V. A. copie de ma lettre à M. le général marquis de Chasteler. Vous y remarquerez toute l'affliction dont mon cœur est pénétré pour le sort que l'on prépare à la malheureuse armée française que j'avais l'honneur de commander dans Dresde. J'avais obtenu pour elle la capitulation loyale qui convenait aux circonstances et à l'honneur militaire; déjà par moi elle est exécutée, lorsque j'apprends avec surprise les mouvements ordonnés pour en suspendre l'exécution, et pour y substituer même de nouvelles conditions inadmissibles, et qui deviendraient infamantes pour le nom français. Je ne puis croire que l'on veuille se jouer du droit des gens, de la loyauté militaire, et déchirer ainsi toutes les lois de la civilisation et de l'hu-

manité. J'espère donc que V. A. recevra favorablement mes remontrances pour une cause aussi sacrée, et qu'elle aura la bonté de les mettre sous les yeux de LL. MM. les empereurs et rois, pour nous obtenir le maintien des conditions de notre capitulation.

N° 7.

Dresde, le 21 novembre 1813.

Le Général Marquis de CHASTELER
au Maréchal GOUVION SAINT-CYR.

Monsieur le Maréchal, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, en date d'Altenburg, le 20 novembre.

Je suis sous les ordres de M. le maréchal prince de Schwartzenberg, commandant en chef la grande armée des hautes puissances alliées. Il n'est point permis à un militaire de discuter les ordres qu'il reçoit; il doit seulement y obéir strictement. En conséquence, j'ai l'honneur de communiquer à V. E. l'ordre que S. A. M. le prince de Schwartzenberg m'a donné, en date de Francfort, le 16 du courant, de faire marcher la garnison française de Dresde vers cette capitale, et de lui remettre cette place, ses armes, artillerie, munitions, vivres, et autres moyens de défense, dans le même état où ils étaient avant la capitulation signée le 11 novembre. Je prie V. E. de vouloir bien ordonner à ses troupes de se mettre en mouvement pour cette destination, qu'il m'est ordonné de vous donner, par le maréchal prince de Schwartzenberg, le 24 du courant, ou plus tôt si les arrangements des vivres le permettent. M. le colonel comte de Latour, de l'état-major général autrichien, qui aura l'honneur de lui remettre ma lettre, lui donnera à cet égard, tous les renseignements nécessaires.

N° 8.

Altenburg, le 22 novembre 1813.

Le Maréchal GOUVION SAINT-CYR
au Prince de SCHWARTZENBERG.

J'ai l'honneur de vous prévenir que je reçois dans le moment la réponse de M. le marquis de Chasteler à la lettre dont j'ai eu l'honneur d'envoyer copie à V. A.

M. le général Chasteler n'a pas cru devoir rien changer aux instructions que V. A. lui a adressées, et persiste dans la première proposition qui nous a été faite de rentrer dans Dresde. Mon devoir et l'honneur des armées françaises m'obligent à vous déclarer de nouveau que nous ne consentirons jamais à de pareilles propositions, dont on ne pourrait citer aucun exemple dans l'histoire des peuples civilisés. Ce serait en effet un événement trop incompréhensible, trop inconvenant et trop ridicule aux yeux de l'Europe, et honteux pour les deux partis.

Je viens de nouveau réclamer auprès de V. A. l'exécution d'une convention qui s'est faite de part et d'autre avec toute la loyauté possible, et que nous avons exécutée franchement, dans la persuasion qu'il ne pouvait y avoir aucune espèce de contestation. Je ne puis deviner quels peuvent être les motifs qui ont engagé à nous faire de pareilles propositions, et à suspendre l'effet d'une capitulation aussi loyale et aussi authentique. Serait-ce la crainte de rendre à la France des troupes qui pourraient lui être utiles dans cette circonstance? L'article 3 de la capitulation vous est un sûr garant que cela ne peut être qu'après l'échange proposé. Serait-ce la crainte que l'échange de ces troupes, arrivées en France, ne se fasse pas de suite, d'accord avec les intérêts des puissances alliées? La promesse renfermée dans l'article 4 de cette capitulation : de faire tout ce qui sera en mon

pouvoir pour que l'échange ait lieu le plus tôt possible, devrait rassurer et ôter tout soupçon à cet égard. Enfin, dans le cas où les articles ci-dessus mentionnés n'inspireraient pas assez de confiance, je propose à V. A. d'envoyer un officier à S. M. l'Empereur Napoléon, ou d'y aller moi-même pour solliciter l'exécution des articles de la capitulation relatifs à l'échange, ou tout autre moyen qui paraîtrait nécessaire pour commander la confiance et concilier tous les intérêts.

N° 9.

Francfort-sur-le-Mayn, ce 24 novembre 1813.

Le Maréchal Prince de SCHWARTZENBERG
au Maréchal GOUVION SAINT-CYR.

Monsieur le Maréchal, j'ai reçu la lettre que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 20 novembre.

Le général comte de Klénau, avant d'avoir signé une capitulation à des conditions auxquelles il ne se trouvait pas autorisé, avait eu soin de vous en avertir, Monsieur le Maréchal, en ajoutant qu'il se flattait que la famille royale de Saxe entreprendrait de plaider sa cause auprès de son auguste souverain. J'aurais désiré qu'étant informé de ce procédé illégal, au lieu de passer promptement à l'exécution, vous eussiez attendu que le général comte de Klénau fût investi de pouvoirs suffisants, et qu'au moins, pour votre propre garantie, vous eussiez attendu ma ratification.

Le devoir que m'imposent les intérêts de tant de peuples réunis pour la même cause ne me permet pas d'admettre aucune vue secondaire; j'ai dû annuler cette capitulation comme illégale, et aucunement analogue avec votre position et celle des armées alliées.

J'ai ordonné qu'on vous accordât, Monsieur le Maréchal, toutes les facilités pour rentrer dans Dresde, et de vous remettre scrupuleusement en possession de tous les moyens de défense dont vous pouviez disposer avant votre sortie. Je suis loin de méconnaître, Monsieur le Maréchal, que cette complication peut vous offrir des inconvénients, mais je n'en suis pas moins convaincu qu'ils sont plus que compensés par ceux qui en résultent pour les armées alliées. Des forces considérables se trouvent paralysées au lieu d'agir vivement à une époque aussi importante; la place de Dresde même gêne essentiellement toutes nos communications; les habitants ont eu le temps de se ravitailler, et ils ont profité du premier moment pour prendre tous les arrangements propres à rendre la salubrité à leurs foyers.

Malgré toutes ces considérations importantes, je n'ai pas hésité un instant à vous inviter, Monsieur le Maréchal, à rentrer dans votre ancienne position; c'est à Dresde où l'on vous rendra vos armes, c'est là que je vous reconnaîtrai entièrement libre; hors de Dresde, je ne puis vous considérer que comme prisonniers de guerre, et, comme tels, je dois vous donner les directions que je juge nécessaires.

N° 10.

Francfort-sur-le-Mayn, le 27 novembre 1813.

Le Maréchal Prince de SCHWARTZENBERG
au Maréchal GOUVION SAINT-CYR.

Monsieur le Maréchal, le colonel comte de Latour m'a remis la lettre que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 22.

Puisque vous déclarez, Monsieur le Maréchal, ne pas vouloir consentir aux propositions qui vous ont été faites, tendantes à vous

replacer dans l'attitude que vous aviez avant la capitulation, il ne me reste qu'à vous inviter à suivre, comme prisonniers de guerre, la direction que les circonstances m'obligent à vous donner.

Veuillez être persuadé, Monsieur le Maréchal, que je m'occuperai du mode à établir pour l'échange des troupes qui formaient la garnison de Dresde.

N° 11.

ORDRE.

Au quartier général de Francfort-sur-le Mayn, ce 27 novembre 1813.

M. le Maréchal comte de Gouvion Saint-Cyr ayant déclaré qu'il n'acceptait pas, pour lui et pour la garnison, la proposition qui lui avait été faite de rentrer dans la ville de Dresde, où l'on s'est engagé à le remettre en possession de tous les moyens de défense dont il avait disposé avant la capitulation, ils seront dirigés, en leur qualité de prisonniers de guerre, vers la Bohême, dans les États autrichiens, où ils resteront jusqu'au moment où ils pourront être échangés d'après le mode qui sera établi.

Il est ordonné à tous les individus appartenant à la garnison de Dresde de suivre exactement les colonnes dont ils font partie; ceux qui s'en écarteraient arbitrairement se mettront dans le cas d'être arrêtés, et cesseront d'avoir droit à la protection spéciale accordée à tous les prisonniers de guerre.

M. le général d'artillerie Chasteler est chargé de faire exécuter cet ordre.

Signé : SCHWARTZENBERG.

N° 12.

Altenburg, le 30 novembre 1813.

Le Maréchal GOUVION SAINT-CYR
au Prince de SCHWARTZENBERG.

J'ai reçu la lettre que V. A. m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 24 de ce mois, et qui nécessite de ma part les observations suivantes :

M. de Klénau ne m'a pas averti qu'il n'était point autorisé à signer la capitulation qu'il m'a envoyée, et qu'il n'a signée qu'après moi. Je n'ai reçu de lui aucun avis relatif à la famille royale, ni à une restriction quelconque sur ses pouvoirs, de la plénitude desquels je n'ai jamais douté, surtout quand il était question d'une affaire aussi avantageuse pour les armées des puissances coalisées. MM. de Klénau et de Tolstoy n'ont jamais laissé entrevoir la nécessité d'une autre ratification que la leur, et, s'il y en avait une qui eût été nécessaire, ce ne devait pas être celle de la partie qui reçoit tout, mais celle de la partie qui cède tout. Pour que les conventions aient au moins un air de justice, il ne faut pas que toute espèce d'avantage soit du même côté, et alors j'aurais réclamé avec bien plus de droit la ratification de mon souverain ; mais il ne m'a été fait aucune espèce de restriction, et cet acte a été aussi légal qu'il était possible qu'il fût ; il peut être soumis à un tribunal de droit public quelconque. Aucune autorité supérieure n'a le droit de le casser ; elle a tout au plus le pouvoir d'en empêcher l'exécution, parce que chacun est libre d'user de la force qu'il a dans la main de la manière qu'il le juge à propos, sauf la responsabilité dont il se charge, et qui

pèse encore sur lui longtemps après qu'il a déposé le pouvoir dont il était momentanément revêtu.

V. A. me dit que j'ai trop tôt exécuté la capitulation. J'ai l'honneur de lui faire observer que l'on s'est empressé de me la faire exécuter tout de suite; seulement, sur ma demande, on a permis que la première colonne, qui devait sortir dans la journée du 11, ne partît que le 12, et que l'évacuation entière ne fût faite que le 17 au lieu du 14. V. A. verra par cet exposé que, loin de m'être empressé de sortir de la ville, j'ai, au contraire, sollicité et obtenu un délai nécessaire sous tous les rapports; et tout le monde était loin de penser que V. A. serait mécontente de cette capitulation, qui est tout à l'avantage des armées qu'elle commande, jusqu'à la clause la plus favorable aux troupes françaises, celle de retourner dans leur pays, en ce qu'elle dispense les puissances alliées de garder, nourrir et entretenir une troupe accablée de misère et de maladies contagieuses, suites inévitables des fatigues que ces troupes ont éprouvées, et que l'état dans lequel on les laisse empire tous les jours d'une manière effrayante pour les populations au milieu desquelles elles se trouvent.

Je me persuade toujours que V. A. reviendra sur une détermination qu'elle n'a pu prendre que sur un exposé des faits inexact, détermination plus contraire qu'elle ne le pense aux intérêts des puissances dont elle commande les armées, ce dont les suites ne manqueraient pas de la convaincre, parce qu'il n'y a que la justice qui puisse être dans l'intérêt des puissances et des souverains.

N° 13.

Altenburg, le 2 décembre 1813.

Le Maréchal GOUVION SAINT-CYR
au Prince de SCHWARTZENBERG.

M. le colonel de Latour m'a remis la lettre que V. A. m'a fait l'honneur de m'écrire sous la date du 27 du mois dernier, dans laquelle V. A. me dit que, puisque je n'ai pas voulu consentir aux propositions qu'elle m'a faites, elle m'invite à suivre la direction que les circonstances l'obligent à me donner, c'est-à-dire d'aller en Bohême comme prisonniers de guerre, ainsi que l'exprime l'ordre formel de M. le marquis de Chasteler, en vertu de celui que V. A. lui a transmis.

Je n'ai point consenti à ces propositions parce qu'elles étaient inconvenantes et inadmissibles. V. A. connaît les raisons que j'en ai données, tant à elle qu'à M. le marquis de Chasteler. J'aurais pu, comme je l'annonçais dans ma première lettre, en donner beaucoup d'autres; je ne l'ai pas fait pour ne point jeter d'aigreur dans une discussion qui en était trop susceptible, et j'ajoute seulement aujourd'hui que, puisque, ayant traité avec trois des généraux les plus distingués des armées alliées, dont l'un était naguère ambassadeur de S. M. l'empereur des Russies près de S. M. l'empereur Napoléon, je n'ai pu faire respecter les engagements qu'ils ont pris, je ne m'exposerai jamais à un pareil événement, en contractant un nouvel engagement, quelque avantageux qu'il parût, vu qu'il ne pourrait m'offrir de meilleures garanties que celles que devaient me donner, tant le caractère des personnes avec lesquelles j'ai traité, que la loyauté qui avait présidé jusqu'ici à l'exécution des engagements pris avec les généraux des puissances dont V. A. commande les armées.

Je me borne donc, ne pouvant faire autre chose, à protester contre la violence que l'on me fait, et à déclarer à V. A. que nous ne cédons qu'à la nécessité et à la force, mais que nous ne cesserons de réclamer contre l'abus de la puissance dont nous sommes les victimes.

M. le colonel de Latour m'ayant assuré que V. A. me permettrait d'envoyer auprès de S. A. le prince major général, pour le prévenir de la situation dans laquelle se trouvent les corps de troupe dont S. M. l'Empereur Napoléon m'avait confié le commandement, je prie V. A. de faciliter à M. Gomain, inspecteur aux revues du 14e corps d'armée, les moyens de se rendre de suite en France pour s'acquitter de cette mission.

N° 14.

Quartier général de Francfort, le 17 novembre 1813.

Napoléon, en se retirant avec son armée dans les environs de Leipzig, avait laissé à Dresde le maréchal Saint-Cyr, afin de se conserver cette place forte pour le moment où le gain de la bataille qui se préparait lui permettrait de se porter sur l'Elbe. La perte de cette bataille dut nécessairement entraîner la chute de Dresde. Pour hâter cette reddition, le général en chef prince de Schwartzenberg crut nécessaire de renforcer le général comte de Tolstoy, que le général Beningsen avait laissé dans les environs de Dresde. Il disposa pour cet effet de la division du général comte de Klénau, qui se mit en marche pour Dresde dès le 20 octobre. Cependant le maréchal Saint-Cyr était sorti de Dresde avec la plus grande partie de son corps et s'était porté sur la rive gauche de l'Elbe; mais il fut repoussé dans Dresde par les corps réunis des généraux de Klénau et de Tolstoy, et renfermé

dans cette place. Le maréchal Saint-Cyr sentit tout ce que sa position avait de critique, et le 6 il tenta d'attaquer le corps du prince de Wied-Runkel, qui bloquait la ville sur la rive droite. L'intention de l'ennemi était de se frayer une route sur Torgau, et d'abandonner Dresde, qu'il ne pouvait plus défendre. La vigoureuse résistance des troupes sous les ordres du prince de Wied-Runkel déjoua toutes les attaques du maréchal Saint-Cyr, qui fut obligé de rentrer dans Dresde. Sa position devint désespérée ; sans vivres et sans munitions, il se vit obligé de proposer au général de Klénau une capitulation, sans y avoir été le moins du monde engagé de notre côté. Dans son propre projet de capitulation, il déclara son corps d'armée prisonnier de guerre, cependant, sous la condition qu'il fût permis à ses troupes de retourner en France, et de servir de nouveau contre les alliés six mois après la signature de la capitulation. Le général de Klénau lui écrivit qu'il n'avait aucun plein pouvoir pour accepter des conditions aussi défavorables, et qu'il avait à craindre qu'on ne le rendît responsable s'il les acceptait. Cette réponse n'empêcha pas le maréchal Saint-Cyr de réitérer des propositions qu'en général expérimenté il prévoyait bien que le général en chef, prince de Schwartzenberg, n'agréerait pas. Par la capitulation signée le 11, on permit à la garnison de se rendre en France, sous condition que, pendant six mois, elle ne servirait pas contre les alliés ; on convint qu'elle sortirait de Dresde en six colonnes, du 12 au 17. Le désir d'épargner la ville et de donner une autre destination à ses troupes ont déterminé le général de Klénau à signer une capitulation si contraire aux ordres positifs qu'il avait reçus antérieurement du feld-maréchal commandant en chef. Le maréchal commandant en chef s'est vu dans la nécessité de blâmer la conduite du général de Klénau et de refuser son approbation à la capitulation. Le feld-maréchal lieutenant marquis de Chasteler fut envoyé pour en instruire le maréchal Saint-Cyr, et pour remettre les corps ennemis en possession de Dresdé et de tous les moyens de défense qu'ils avaient avant la signature de la capitulation.

SUPPLÉMENT II.

État des services du maréchal GOUVION SAINT-CYR.

LAURENT marquis de GOUVION SAINT-CYR, né à Toul le 13 avril 1764, décédé à Hyères le 17 mars 1830.

Volontaire au 1er bataillon des chasseurs de Paris,		le 1er septembre 1792.
Sergent-major,	*Id.*	le 15 septembre.
Capitaine,	*Id.*	le 1er novembre.
Capitaine-adjoint à l'état-major de l'armée du Rhin		le 15 février 1793.
Chef de bataillon adjudant-général		le 11 septembre.
Chef de brigade		le 10 janvier 1794.
Général de brigade		le 10 juin.
Général de division à l'armée du Rhin		le 2 septembre.
— — à l'armée de Rhin-et-Moselle		le 13 juin 1795.
Commandant en chef de l'armée de Rome		le 6 mars 1798.
Suspendu de ses fonctions		le 15 juillet.
Remis en activité de service à l'armée de Mayence		le 16 août.
Employé à l'armée d'Italie		le 14 mai 1799.
— à l'armée du Rhin		le 17 décembre.
Lieutenant général à l'armée du Rhin		le 14 janvier 1800.

Chargé de la direction des armées française et espagnole dans la guerre contre le Portugal, le 11 janvier 1801.
Lieutenant général et commandant en chef le corps d'occupation dans le royaume de Naples ..... le 14 mai 1803.
Grand officier de l'Empire et colonel général des cuirassiers..... le 6 juillet 1804.
Commandant en chef l'aile droite de l'armée d'Italie ..... le 21 septembre 1805.
Général en chef de l'armée de Naples..... le 9 décembre.
Commandant en chef le 2e corps de l'armée de Naples..... le 28 février 1806.
Commandant en chef le camp de Boulogne.... le 15 décembre.
Commandant en chef l'armée de Catalogne (7e corps de la Grande-Armée)..... le 7 août 1808.
Commandant en chef le 6e corps de la Grande-Armée..... le 21 février 1812.
Commandant en chef les 2e et 6e corps de la Grande-Armée..... le 21 août.
Maréchal de l'Empire..... le 27 août.
Commandant en chef le 11e corps de la Grande-Armée ..... le 25 février 1813.
Commandant en chef le 14e corps..... le 4 août.
Commandant en chef les 1er et 14e corps..... le 11 septembre.
Commandant en chef le corps d'armée sur la Loire..... le 19 mars 1815.
Ministre de la guerre..... du 9 juillet au 27 septembre 1815.
Ministre de la marine et des colonies..... du 23 juin au 12 septembre 1817.
Ministre de la guerre..... du 12 septembre 1817 au 19 novembre 1819.
Gouverneur de la 12e division militaire..... le 12 octobre 1815.
Gouverneur de la 5e division militaire..... le 10 janvier 1816.
Campagnes de 1792, 1793, 1794, à l'armée du Rhin.
— de 1795, 1796, 1797, à l'armée de Rhin-et-Moselle.
— de 1798, à l'armée de Rome.

Campagne de 1799, aux armées du Danube et d'Italie.
— de 1800, à l'armée du Rhin.
— de 1801, à l'armée de Portugal.
— de 1803, 1804, 1805, 1806 à l'armée de Naples et d'Italie.
— de 1807, au camp de Boulogne.
— de 1808 et 1809, à la Grande-Armée (Espagne.)
— de 1812, *Id.* (Russie.)
— de 1813, *Id.* (Saxe.)

Addition aux services militaires.

Conseiller d'État..... le 22 septembre 1800.
Président de la Commission chargée de recevoir les réclamations des officiers en non-activité. le 24 novembre.
Ambassadeur près la cour d'Espagne..... le 2 novembre 1801.
Président à vie du collége électoral du Mont-Tonnerre..... le 6 juillet 1804.
Pair de France..... le 4 juin 1814.
Ministre d'État..... le 27 septembre 1815.

Décorations.

A reçu un sabre d'honneur et le brevet de premier lieutenant de l'armée..... le 26 décembre 1799.
Grand-officier de la Légion d'honneur..... le 14 juin 1804.
Grand-Aigle..... le 2 février 1805.
Grand-croix de Saint-Louis..... le 3 mai 1816.

SUPPLÉMENT III.

N° 1.

TABLEAU indicatif, par ordre de dates, des principaux actes administratifs du maréchal Gouvion Saint-Cyr.

MINISTÈRE DE LA GUERRE (DU 9 JUILLET AU 27 SEPTEMBRE 1815).

Dates.	
16 juillet 1815.	Ordonnance sur l'organisation d'une nouvelle armée.
18 —	Ordonnance qui ajourne pendant un an toute promotion dans l'armée.
21 —	Ordonnance qui supprime les fonctions des premiers inspecteurs généraux de la gendarmerie, de l'artillerie et du génie.
1er août.	Ordonnance sur les retraites.
3 —	Ordonnance sur l'organisation des légions départementales.
7 —	Instruction sur le licenciement des régiments d'infanterie et la composition des compagnies provisoires d'infanterie.
10 —	Instruction sur l'organisation des légions départementales.
30 —	Ordonnances concernant le licenciement de la cavalerie et de l'artillerie et leur réorganisation.
1er septembre.	Ordonnance sur le licenciement des troupes du génie et leur réorganisation.
Id. —	Ordonnance concernant la formation d'une garde royale.

Dates.	
4 septembre.	Ordonnance concernant les gouverneurs militaires.
6 —	Ordonnance concernant le licenciement des huit régiments étrangers et l'organisation d'une légion étrangère.
10 —	Ordonnance sur la gendarmerie.
14 —	Ordonnance concernant l'organisation de l'artillerie de la garde royale.
15 —	Ordonnance sur la formation d'une légion départementale corse.
19 —	Ordonnance relative aux officiers pourvus de grades honoraires et honorifiques.
22 —	Ordonnances sur la composition et la réorganisation des états-majors du génie et de l'artillerie.
Id. —	Ordonnance sur l'uniforme des corps de la garde royale.
23 —	Ordonnance fixant les attributions des maréchaux et généraux employés dans la garde royale.
Id. —	Ordonnance concernant l'uniforme des troupes de toutes armes.
25 —	Ordonnance sur l'organisation des gardes-du-corps.
Id. —	Décision qui fixe le nombre des officiers d'état-major à porter sur le tableau d'activité.

MINISTÈRE DE LA MARINE (DU 23 JUIN AU 12 SEPTEMBRE 1817).

Dates.	
21 juillet 1817.	Instruction aux préfets et aux intendants de la marine de Toulon, Rochefort et Brest, concernant les expériences sur la distillation de l'eau de mer et son emploi pour la boisson des hommes et la préparation des aliments.
27 août.	Ordonnance concernant les pensionnaires de la marine, et leur assimilation aux pensionnaires du Trésor royal.

MINISTÈRE DE LA GUERRE (DU 12 SEPTEMBRE 1817 AU 19 NOVEMBRE 1819).

Dates.		
8 oct.	1817.	Ordonnance qui change le mode d'administration du Dépôt de la guerre.
22 —		Ordonnance qui réorganise le corps des ingénieurs géographes.
6 novembre.		Ordonnance portant réduction des états-majors de la garde royale et des divisions militaires.
10 décembre.		Ordonnance sur la direction générale des subsistances militaires.
17 —		Ordonnance sur le nombre et l'emploi des officiers du génie et de l'artillerie, le comité des fortifications et le comité central d'artillerie.
24 —		Ordonnance relative à l'entretien des bâtiments et constructions situés autour des places de guerre.
31 —		Ordonnance concernant les écoles militaires de La Flèche et de Saint-Cyr.
2 février	1818.	Règlement sur la solde et les subsistances de l'armée.
10 mars.		Loi sur le recrutement de l'armée.
25 —		Ordonnance sur la fabrication et la vente des poudres.
1er avril.		Ordonnance sur la formation des compagnies de discipline et des bataillons coloniaux.
8 —		Ordonnance sur les cadres des légions.
6 mai.		Ordonnance portant formation d'un corps royal d'état-major et d'une École d'application.
20 —		Ordonnance relative aux droits des officiers en non-activité.
10 juin.		Ordonnance sur les écoles militaires.
8 juillet.		Ordonnance sur l'organisation des écoles d'artillerie.
22 —		Ordonnance qui régle la compositition de l'état-major général de l'armée.
26 août.		Ordonnance sur la hiérarchie militaire et l'avancement.
2 septembre.		Ordonnance sur la gendarmerie de Paris.
17 décembre.		Ordonnance qui lève l'état de siége dans les places du Nord et de l'Est.

Dates

30 déc. 1818. Ordonnance concernant les gardes-du-corps.

Id. Ordonnance sur le traitement des gouverneurs militaires.

17 févr. 1819. Ordonnance sur la formation de huit nouvelles légions départementales et de dix légions d'infanterie légère.

10 mars. Loi sur le commerce et l'exploitation du salpêtre.

28 avril. Ordonnance sur les gardes-du-corps.

17 juillet. Loi sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État.

11 août. Ordonnance d'exécution de la loi sur le commerce et l'exploitation du salpêtre.

27 octobre. Ordonnance sur le service des fonds au ministère de la guerre.

10 novembre. Ordonnance accordant un supplément de solde aux lieutenants et sous-lieutenants d'infanterie et de cavalerie.

N° 2.

RÉSULTAT des comptes généraux et définitifs des exercices correspondants à l'administration du maréchal Gouvion Saint-Cyr.

I. — EXERCICE DE 1818.

	Crédits législatifs.	Dépenses d'après les comptes généraux et définitifs.	Crédits non employés.
	Fr.	Fr.	Fr.
Service ordinaire.....	162,750,000	151,302,180	11,447,820(*)
Service de l'armée d'occupation.....	150,000,000	141,940,530	8,059,470(**)
Sommes totales.....	312,750,000	293,242,710	19,507,290

(*) Annulations de crédits prononcées :

1° Par la loi du 27 juin 1819 (art. 14).....	8,000,000 fr.
2° Par celle du 28 mai 1820 (tableau A).....	3,447,820
TOTAL.....	11,447,820

(**) Annulations de crédits prononcées :

1° Par la loi du 27 juin 1819 (art. 14).....	7,500,000 fr.
2° Par celle du 28 mai 1820 (tableau A).....	559,470
TOTAL.....	8,059,470

II. — EXERCICE DE 1819.

(L'armée d'occupation avait évacué le territoire.)

Crédits législatifs.....	184,750,000 fr.
Dépenses d'après les comptes généraux et définitifs.....	178,722,103
Excédants de crédits annulés par la loi du 23 avril 1821.....	6,027,897

N° 3.

COMPOSITION ET FORCE DE L'ARMÉE (*novembre* 1819).

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL ET DES PLACES, INTENDANTS MILITAIRES, SERVICE DE SANTÉ.	NOMBRE DES Régiments et légions.	Bataillons.	Escadrons.	Force numérique.
Colonels-généraux	»	»	»	4
Maréchaux de France	»	»	»	16
Lieutenants généraux	»	»	»	158
Maréchaux de camp	»	»	»	388
État-major général	»	»	»	646
Ingénieurs-géographes	»	»	»	82
Etat-major des places	»	»	»	303
Id. de l'artillerie	»	»	»	364
Id. du génie	»	»	»	334
Intendants militaires	»	»	»	260
Service de santé	»	»	»	1,075
TROUPES.				
5 compagnies des gardes-du-corps du Roi et de Monsieur	»	»	»	1,500
1 compagnie des gardes-du-corps du Roi, à pied	»	»	»	500
45 compagnies de sous-officiers et fusiliers sédentaires	»	»	»	2,000
Garde royale — Infanterie	8	24	»	17,480
Garde royale — Cavalerie	8	»	48	5,808
Garde royale — Artillerie à pied	1	2	»	476
Garde royale — *Id.* à cheval	1	»	2	313
Garde royale — Train	1	»	2	408
Gendarmerie	24	»	»	18,010
Légions départementales	84	38	»	131,376
Légions d'infanterie légère	10	20	»	11,004
Régiments suisses et légion étrangère	5	15	»	8,280
Carabiniers et cuirassiers	7	»	28	27,354
Dragons	10	»	40	
Chasseurs à cheval et hussards	30	»	120	
Artillerie à pied	8	32	»	7,616
Id. à cheval	4	»	12	1,424
Pontonniers	»	1	»	352
Ouvriers, train, équipages	»	»	»	1,888
Génie	3	6	»	2,166
Ouvriers et train	»	»	»	134
TOTAUX		338	252	241,719

SUPPLÉMENT IV.

ÉTATS de situation des divisions et corps d'armée sous les ordres de Gouvion Saint-Cyr.

(Décembre 1793.) — Armée de la Moselle.

	Bataill.	Escadr.	Force.
71e et 103e de ligne	2	«	1,434
2e du Doubs, 6e de la Haute-Saône, 9e de Paris, chasseurs du Louvre	4	»	2,550
9e de chasseurs à cheval, 10e de cavalerie	»	7	838
Artillerie	»	»	150
		Total...	4,972

(Juin 1794.) — Armée du Rhin (2e division).

	Bataill.	Escadr.	Force.
11e légère, 54e, 65e, 95e de ligne	12	»	9,261
7e de hussards, 4e de dragons, 2e et 18e de cavalerie	»	14	1,576
Artillerie	»	»	150
		Total...	10,987 h.

(Octobre 1795.) — Armée de Rhin-et-Moselle (9e division). — Blocus de Mayence.

	Bataill.	Escadr.	Force.
11e légère, 6e, 109e et 159e de ligne	12	»	5,639
2e de chasseurs à cheval	»	6	623
Artillerie et génie	»	»	536
		Total...	6,798 h.

Novembre 1796. — Armée de Rhin-et-Moselle (11e division).
— Bataille de la Pfrim.

	Bataill.	Escadr.	Force.
[illegible]	18	»	7,604
[illegible]	»	14	1,379
[illegible]	»	»	200
Total...			9,183 h.

Juin 1796. — Armée de Rhin-et-Moselle (corps du centre).

	Bataill.	Escadr.	Force.
[illegible]	12	5	10,783
[illegible]	12	5	12,006
[illegible]	»	»	433
Totaux...	24	10	23,222 h.

Juillet 1796. — Armée de Rhin-et-Moselle (corps de gauche).

	Bataill.	Escadr.	Force.
[illegible]	12	20	10,276
[illegible]	12	12	10,799
[illegible]	»	»	470
Totaux...	24	32	21,545 h.

Juillet 1796. — Armée de Rome.

	Bataill.	Escadr.	Force.
[illegible]	18	13	11,000
[illegible]	15	4	9,800
[illegible]	»	»	500
Totaux...	33	17	21,300 h.

Juillet 1796. — Armée du Danube (3e division).

	Bataill.	Escadr.	Force.
[illegible] 108e de ligne	15	»	8,450
[illegible] 7e de dragons	»	12	1,353
[illegible]	»	»	494
Total...			10,297 h.

(15 août 1799.) — Armée d'Italie (corps de droite). — Bataille de Novi.

	Bataill.	Escadr.	Force.
Division Laboissière, puis Darnaud	22	16	9,510
— Watrin	20	8	6,300
— Dabrowsky	12	2	2,868
— Miollis	5	»	3,461
Artillerie et génie	»	»	750
Totaux	59	26	22,889 h.

(Janvier 1800.) — Armée du Rhin (corps du centre).

	Bataill.	Escadr.	Force.
Division Baraguey-d'Hilliers	9	4	8,255
— Tharreau	9	6	8,400
— Ney	9	4	7,659
— Sahuc	»	14	1,616
Artillerie et génie	»	»	759
Totaux	27	28	26,689 h.

(Août 1801.) — Armée de Portugal.

	Bataill.	Escadr.	Force.
1re division, Monnet	12	2	7,500
2e — Gilly	9	4	5,800
3e — Lamarque	5	2	3,800
Réserve de cavalerie, Nansouty	»	10	1,600
Brigades de Saligny et de Guillet stationnées à Bayonne.	11	4	7,000
Artillerie et génie	»	»	2,320
Totaux	37	22	28,020 h.

Années 1803, 1804, 1805. — Armée d'occupation de Naples.

	Bataill.	Escadr.	Force.
Division Verdier, puis Reynier	13	8	7,036
— Lecchi (Italiens)	10	4	4,750
Brigade de Peyri (Polonais)	3	4	2,257
— de Bron	»	8	1,293
Artillerie et génie	»	»	1,267
Totaux	26	24	16,603 h.

(Mars 1806.) — Armée d'Italie (2e corps).

	Bataill.	Escadr.	Force.
Division Frégeville	»	12	1,300
— Duhesme	7	»	5,000
— Lecchi	11	»	4,500
— Dabrowsky	»	20	2,200
Artillerie et génie	»	»	400
Totaux	18	32	13,400 h.

Camp de Boulogne.

	(Janvier 1807.)			(Juillet 1808.)		
	Bataill.	Escadr.	Force.	Bataill.	Escadr.	Force.
Division Jardon	4	»	2,651	4	»	3,300
— Rey	6	»	3,765	8	»	5,500
Camp de Blankenberg et d'Ecloo, Massabeau et Lebreton	»	»	»	6	2	3,650
Défense de l'île de Cadzan, Roguet	»	»	»	3	2	1,900
Division de marins-fusiliers, Lorcet, puis l'amiral Lacrosse	10	»	9,505	6	»	4,700
Division de gardes nationales d'élite, Rampon	12	»	5,092	12	»	5,100
Brigade de cavalerie, Boussard	»	2	250	»	6	700
Artillerie et génie	»	»	1,645	»	»	1,645
Totaux	32	2	22,908 h.	39	10	26,495 h.

Septembre 1808 et année 1809. — Armée de Catalogne (7e corps de la Grande-Armée).

	Bataill.	Escadr.	Force.
Division Pino	13	6	8,368
— Souham	10	3	7,712
— Chabot	3	»	1,988
— Lecchi	6	»	4,596
— Chabran	8	»	6,055
— Reille, puis Verdier	7	2	5,000
— des princes confédérés allemands	8	»	4,500
Brigade de Bessières	»	8	831
— de Schwartz	»	8	838
Artillerie et génie	»	»	2,683
Totaux	55	27	42,571 h.

(15 juin 1812.) — Armée bavaroise (6e corps de la Grande-Armée).

	Bataill.	Escadr.	Force.
19e division, Deroy	13	»	10,727
20e — De Wrède	15	»	13,626
Brigade de Stedewitz	»	8	1,902
— de Preissing	»	8	
Artillerie et génie	»	»	1,600
Totaux	28	16	27,855 h.

(15 août 1812.) — (2e corps de la Grande-Armée.)

	Bataill.	Escadr.	Force.
6e division, Legrand	16	»	8,060
8e — Verdier, puis Maison	16	»	7,200
9e — Merle	16	»	7,500
3e — de cuirassiers, Doumerc	»	15	2,000
Brigade de Castex	»	8	960
— de Corbineau	»	11	1,150
Artillerie et génie	»	»	1,260
Totaux	48	34	28,130 h.

(Février 1813.) — (11e corps de la Grande-Armée.)

31e division, Lagrange 35e — Grenier 36e — Charpentier	27,339 h.

(1er août 1813.) — Grande-Armée (14e corps).

	Bataill.	Escadr.	Force.
42e division, Mouton-Duvernet	14	»	5,592
43e — Claparède	13	»	5,122
44e — Berthezène	12	»	4,109
45e — Razout	12	»	4,392
10e — de cavalerie légère. Pajol, puis Gérard	»	12	1,600
Artillerie et génie	»	»	1,818
Totaux	51	12	22,633 h.